

# Étude des crédits

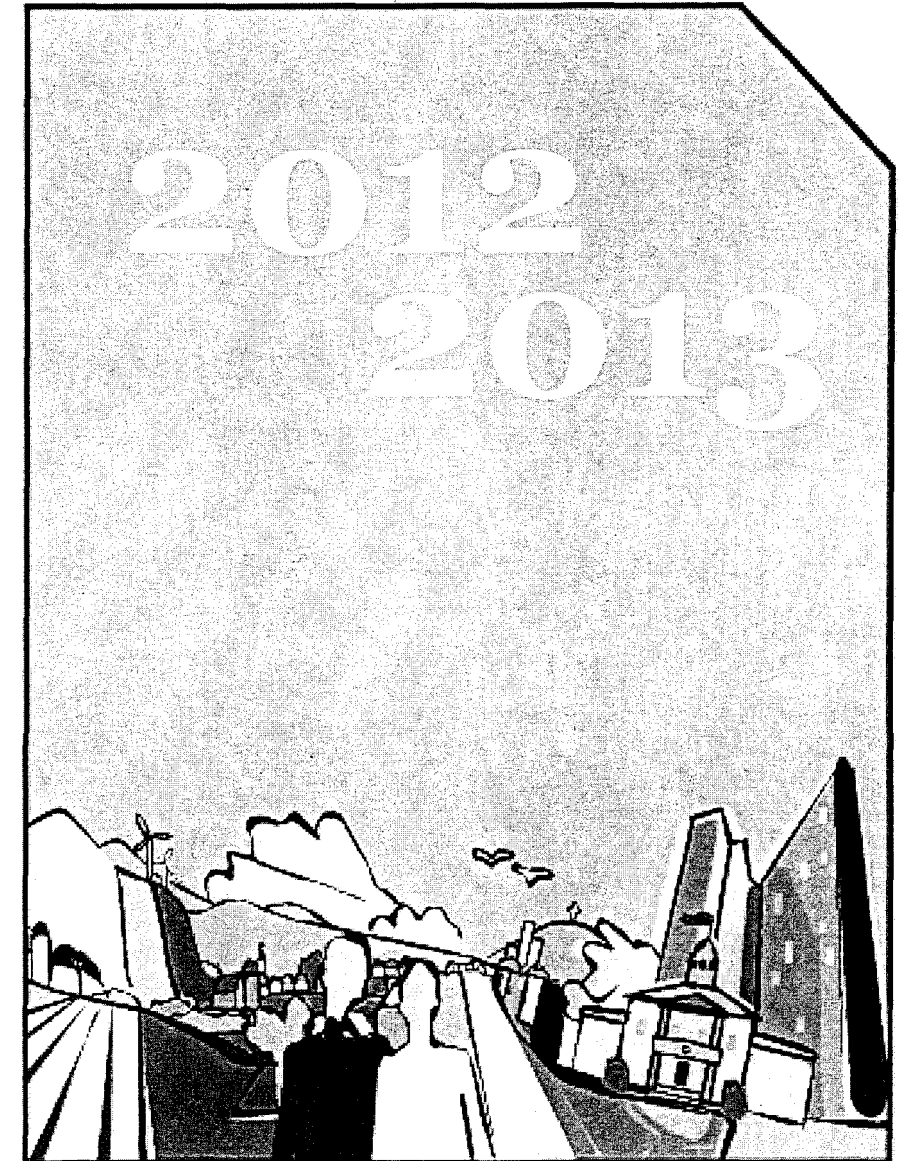
---

## Demande de renseignements particuliers

AFFAIRES MUNICIPALES  
VOLUME 3

DEMANDES 45

Avril 2012



**Étude des crédits 2012-2013**  
**Demande de renseignements particuliers**

Demande # 45

Liste des rencontres tenues par la CAR en 2011-2012. Indiquer les dates et lieux. Identifier les personnes présentes et fournir une copie des ordres du jour et procès-verbaux. Indiquer les rencontres inscrites à l'agenda pour 2012-2013.

<b>Conférence administrative régionale (CAR)</b>	<b>Rencontres tenues : nombre, dates et lieux</b>
01 - Bas-Saint-Laurent	4 rencontres : 27 mai 2011, 9 décembre 2011, 9 février 2012 et 24 février 2012, toutes à Rimouski
02 - Saguenay-Lac-Saint-Jean	3 rencontres : 2 juin 2011 (La Baie), 27 octobre 2011 (Larouche) et 7 mars 2012 (Chicoutimi). La liste des présences et le procès-verbal du 7 mars 2012 sont non disponibles.
03 - Capitale-Nationale	Relève du Bureau de la Capitale-Nationale
04 - Mauricie	4 rencontres : 3 juin 2011, 30 septembre 2011, 17 janvier 2012 et 23 mars 2012, toutes à Trois-Rivières. La liste des présences et le procès-verbal du 23 mars 2012 sont non disponibles.
05 - Estrie	4 rencontres : 13 mai 2011, 27 mai 2011, 28 octobre 2011 et 20 février 2012; toutes à Sherbrooke.
06 - Montréal	4 rencontres : 19 mai 2011, 22 septembre 2011, 24 novembre 2011 et 9 février 2012. Le procès-verbal du 9 février 2012 est non disponible.
07 - Outaouais	3 rencontres : 11 avril 2011, 14 novembre 2011 et 27 février 2012; toutes à Gatineau. Le procès-verbal du 27 février 2012 est non disponible.
08 - Abitibi-Témiscamingue	7 rencontres : 8 avril 2011, 13 mai 2011, 16 septembre 2011, 21 octobre 2011, 18 novembre 2011, 10 février 2012 et 16 mars 2012; à Rouyn-Noranda. Une rencontre prévue pour le 16 décembre 2011 a été annulée. Le procès-verbal du 16 mars 2012 est non disponible.
09 - Côte-Nord	4 rencontres : 24 mai 2011 (Baie-Comeau), 8 septembre 2011 (Sept-Îles), 24 novembre 2011 (Baie-Comeau) et 28 février 2012 (Sept-Îles)
10 - Nord-du-Québec	5 rencontres : 21 avril 2011 (visioconférence), 15 juin 2011 (Chibougamau), 25 octobre 2011 (visioconférence) 12 janvier 2012 (visioconférence) et 13 mars 2012 (visioconférence)
11 - Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	4 rencontres : 2 mai 2011 (New-Richmond), 15 juin 2011 (Îles-de-la-Madeleine), 24 novembre 2011 (Gaspé) et 2 février 2012 (Chandler)
12 - Chaudière-Appalaches	5 rencontres : 3 juin 2011 (Berthier-sur-Mer), 7 octobre 2011 (Saint-Agapit), 2 décembre 2011 (Sainte-Marie), 10 janvier 2012 (Sainte-Marie) et 2 mars 2012 (Saint-Romuald)
13 - Laval	4 rencontres : 7 juillet 2011, 13 octobre 2011, 1 <sup>er</sup> décembre 2011 et 2 mars 2012. Le procès-verbal du 2 mars est non disponible.
14 - Lanaudière	3 rencontres : 15 juin 2011 ( Saint-Liguori), 12 octobre 2011 (Berthierville) et 25 janvier 2012 (Joliette)
15 - Laurentides	2 rencontres : 23 septembre 2011 et 27 janvier 2012, toutes à Saint-Jérôme
16 - Montérégie	2 rencontres : 20 septembre 2011 et 6 décembre 2011, toutes à Longueuil
17 - Centre-du-Québec	4 rencontres : 27 mai 2011 (Bécancour), 23 septembre 2011 (Victoriaville), 9 décembre 2011 (Drummondville) et 8 mars 2012 (Drummondville). Les procès-verbaux du 9 décembre 2011 et du 8 mars 2012 ne sont pas disponibles.

*Rencontre de la Conférence administrative régionale du Bas-Saint-Laurent  
le 27 mai 2011, dès 9 h  
Salle de conférence du MELS, local 2.04, 337, rue Moreault, Rimouski*

## **Ordre du jour**

Modifié

- |         |  |
|---------|--|
| 9 h     | 1. MOT DE BIENVENUE ET OUVERTURE DE LA RENCONTRE   |
| 9 h 05  | 2. LECTURE ET ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR  |
| 9 h 10  | 3. ADOPTION DU COMPTE RENDU DU 4 FÉVRIER ET SUIVI  |
| 9 h 15  | 4. LA CULTURE FORESTIÈRE AU BAS-SAINT-LAURENT – ÉTUDE<br>SOCIOLOGIQUE EXPLORATOIRE (60 minutes)<br>Mme Aurélie Sierra, CRÉ |
| 10 h 15 | PAUSE  |
| 10 h 30 | 5. LA LAÏCITÉ AU QUÉBEC (25 minutes)<br>Mme Christine Chabot, CSF  |
| 10 h 55 | 6. LA PLACE DES FEMMES DANS LES CONSEILS D'ADMINISTRATION DES<br>ENTREPRISES (25 minutes)<br>Mme Christine Chabot, CSF     |
| 11 h 20 | 7. TOUR DE TABLE SUR LES PRINCIPAUX ENJEUX GOUVERNEMENTAUX<br>ET MINISTÉRIELS (30 minutes)                                 |
| 11 h 50 | 8. AUTRES SUJETS   |
| 12 h    | 9. PROCHAINE RENCONTRE   |
| 12 h 05 | 10. LEVÉE DE LA RÉUNION  |



**COMPTE RENDU DE LA RÉUNION DE LA  
CONFÉRENCE ADMINISTRATIVE RÉGIONALE (CAR) DU BAS-SAINT-LAURENT**

**TENUE LE VENDREDI 27 MAI 2011 DÈS 9 HEURES  
À LA SALLE DE CONFÉRENCE DU MELS, LOCAL 2.04  
337, RUE MOREAULT À RIMOUSKI**

**Sous la présidence de :**

Monsieur Gilles Julien, directeur régional, MAMROT Bas-Saint-Laurent

**Ont participé :**

CNT, M. Christian Fournier	MFA, Mme Nicole Paquet
CSF, Mme Christine Chabot	MICC, M. Yvon Doyle
CSPQ, Mme Marie-Andrée Carboneau	MRNF, M. Paul St-Laurent
CSST, M. Simon Dubé	MSP, Mme Guylaine Rousseau
IQ, Mme Lucie Beaulieu	MTQ, Mme Lise Therriault
MDEIE, M. Denis Goulet	SAAQ, M. Guy Viel
MESS, Mme Diane Vallières	Serv. Québec, Mme Louise Vachon

**Étaient aussi présentes :**

Mme Aurélie Sierra, CRÉ

Mme Nancy Robichaud, MAMROT, secrétaire de la CAR

**Ne pouvaient être présents :**

ASSS, Mme Isabelle Malo	Min. Revenu, M. Michel Lepage
CRÉ, M. Gérard Beaudry	MRI, M. Claude Trudelle
FADQ, M. Bruno Bélanger	MSP, M. Michel Levasseur
IQ, M. Frédéric Bernier	MTQ, M. Mario Bergeron
MAPAQ, Mme Johanne Martel	MTO, Mme Brigitte Jomphe
MAPAQ, Mme Sylvie Samson	OPHQ, Mme Johanne Blanchette
MCCCF, M. Louis Landry	OQLF, M. Claude Demers
MCE, Mme Chantal Latour	Régie du Bâtiment, M. Charles Pineault
MDDEP, M. Jules Boulanger	RRQ, M. Michel Ste-Marie
MDDEP, M. Jean-Marie Dionne	SIQ, M. André Arsenault
MELS, M. Gérard Bédard	Télé-Québec, Mme Diane Dubé
Min. Justice, M. Viateur Cyr	



## **1. Mot de bienvenue et ouverture de la rencontre**

Monsieur Gilles Julien procède à l'ouverture de la rencontre en souhaitant la bienvenue à tous. Il souhaite la bienvenue à madame Marie-Andrée Carbonneau du CSPQ, à monsieur Simon Dubé de la CSST, à madame Nicole Paquet du MFA et à monsieur Paul St-Laurent du MRNF qui se joignent à la CAR. Il souhaite également la bienvenue à madame Aurélie Sierra de la CRÉ. Il invite chacun à se présenter.

## **2. Lecture et adoption de l'ordre du jour**

L'ordre du jour est adopté. Aucun point n'est ajouté au point 7 - *Autres sujets*. Celui-ci demeure ouvert.

## **3. Adoption du compte rendu du 4 février 2011 et suivi**

Monsieur Julien précise que le compte rendu du 4 février 2011 a été transmis. Il est conforme aux échanges. Les suivis suivants sont effectués :

- *Stratégie de l'entrepreneuriat*

Monsieur Goulet précise qu'un forum national s'est tenu le mardi 1<sup>er</sup> mars 2011 à Québec. À cette occasion, quelque 200 personnes y ont participé dont des représentants de l'Association des centres locaux de développement du Québec (ACLDQ). Les résultats des consultations ont été annoncés, des constats ont été dégagés et des recommandations formulées. La stratégie est en rédaction. Initialement, elle devait être annoncée en juin, mais elle le sera plutôt à l'automne. Lors du dernier budget, un fonds relève a été annoncé. De plus, de nouvelles mesures devraient être mises en place. M. Goulet note que peu de nouvelles entreprises sont créées et qu'il est de plus en plus difficile d'assurer une relève.

## **4. La culture forestière au Bas-Saint-Laurent – Étude sociologique exploratoire**

Madame Aurélie Sierra, agente de recherche à la CRÉ, présente l'étude qu'elle a réalisée. La culture forestière peut être définie comme étant un système de pratiques, de représentations, de croyances, de savoir-faire, de valeurs en lien avec les ressources forestières. Au moyen d'entrevues individuelles, d'observations et de lectures, madame Sierra a notamment dressé un cadre de la culture forestière et tenté de comprendre le rapport des Bas-Laurentiens à la forêt. Il s'en dégage qu'il est difficile de par les disparités sociales, économiques et géographiques, d'avoir une appropriation collective et homogène de l'espace régional. De plus, les nombreuses crises forestières, qui ont touché la région, ont entravé la construction et l'expression d'une culture forte. Quatre sous-groupes ont été constitués soit les forestiers (propriétaires, producteurs, travailleurs et héritiers), les récréatifs (utilisateurs et écotouristes), les professionnels de l'environnement et les indifférents. Le premier groupe a une forte proximité avec la ressource et un degré de dépendance élevé. Le deuxième groupe a un degré de dépendance moins élevé, voire inexistant. Cependant, pour un certain nombre d'entre eux, l'accès à la forêt est primordial pour leur bien-être. La culture du troisième groupe s'assoit sur une connaissance dont l'application s'oriente vers la protection et la sensibilisation à la gestion durable des ressources et enfin, il y a le quatrième groupe soit les indifférents qui ne sont pas des utilisateurs de la forêt et ne font preuve que d'un intérêt limité pour celle-ci. Ces besoins et intérêts divers, combinés à un contexte de crise, peinent à cohabiter.

Ainsi, l'étude suggère la question suivante : *Comment faire exister et cohabiter les différentes cultures forestières bas-laurentiennes ?* Cinq thématiques sont proposées soit valoriser, communiquer, rassembler, connaître et transmettre. Il est possible de consulter l'étude en visitant le site internet de la CRÉ à l'adresse suivante : <http://crebsl.org/documents/pdf/La%20culture%20forestière%20au%20BSL.pdf>

## **5. La laïcité au Québec**

Le 28 mars 2011, le CSF a rendu public son avis sur la laïcité. Dans cet avis, le CSF se dit en désaccord avec la laïcité ouverte qui favorise les situations de confusion et les délimitations au cas par cas, lesquelles engendrent de l'incertitude sur le plan juridique et des tensions sociales.

La laïcité ouverte c'est la laïcité ouverte aux atteintes à l'égalité des femmes. L'égalité entre les sexes est le droit le plus susceptible d'être compromis au nom de la liberté de religion. Ce que le CSF propose, c'est une laïcité qui transcende les différences culturelles, religieuses ou ethniques, en considérant la personne en tant qu'humain, en tant que citoyen. Le CSF soutient qu'il faut adopter une vision de neutralité de l'État.

Ainsi, le CSF recommande notamment de :

- Affirmer l'interculturalisme dans une loi qui ferait notamment état des valeurs communes du Québec, dont la laïcité et l'égalité entre les sexes;
- Déclarer que le Québec rejette la laïcité ouverte;
- Tenir une commission parlementaire pour faire le point sur la laïcité;
- Inscrire la laïcité dans la Charte québécoise;
- Modifier la *Loi sur la fonction publique* (Étendre l'obligation de neutralité politique et le devoir de réserve aux manifestations religieuses nettement visibles);
- Adopter une loi qui prévoirait les modalités d'application du principe de laïcité de l'État;
- Retirer le volet culture religieuse du cours *Éthique et culture religieuse* (ECR) tel qu'il est actuellement conçu et présenté;
- Intégrer l'étude du phénomène religieux au cours *Histoire et éducation à la citoyenneté*;
- Procéder à l'évaluation des liens financiers entre l'État et le religieux.

Ce sujet suscite des questionnements et des échanges entre les participants. Les personnes désireuses d'en savoir plus sur le sujet, peuvent consulter l'avis intitulé : *Affirmer la laïcité, un pas de plus vers l'égalité réelle entre les femmes et les hommes*, à l'adresse suivante :

<http://www.csf.gouv.qc.ca/modules/fichierspublications/fichier-29-1409.pdf>

La présentation est jointe au compte rendu.

## **6. La place des femmes dans les conseils d'administration des entreprises**

Ce point est remis à une prochaine rencontre.

## **7. Tour de table sur les enjeux gouvernementaux et ministériels**

### **SAAQ**

Monsieur Guy Viel mentionne que le bilan routier de 2010 s'est amélioré. Comme les jeunes conducteurs de 16 à 24 ans sont surreprésentés dans les accidents de la route, même s'ils sont titulaires de seulement 10 % des permis de conduire, un nouveau programme de formation est implanté dans les écoles de conduite depuis plus d'une année. De plus, des campagnes de sensibilisation sont tenues au niveau provincial, la formation des évaluateurs est revue et les moyens d'évaluation présentement utilisés sont actualisés pour tenir compte des nouveaux programmes de cours. Enfin, la SAAQ évalue maintenant la capacité des candidats d'identifier les risques lors de la conduite sur le réseau routier.

### **CSF**

Madame Christine Chabot mentionne que le CSF déposera à l'automne 2011, un avis qui se positionnera contre la légalisation de la prostitution. Sensible aux conditions de vie des prostituées, le CSF va rappeler que la prostitution n'est pas un « métier » et qu'elle représente la forme ultime de violence faite aux femmes. Cette position est en porte-à-faux avec celle de Stella, qui croit que le travail du sexe est un travail comme un autre.

Par ailleurs, madame Chabot rappelle qu'une section du site internet du CSF a été développée afin de faire connaître les actualités et les bonnes pratiques ayant cours dans chacune des régions du Québec. Il est possible de consulter les informations concernant le Bas-Saint-Laurent à l'adresse suivante : <http://www.csf.gouv.qc.ca/modules/AMS/article.php?storyid=40>

### **CSST**

Monsieur Simon Dubé mentionne que le conseil d'administration de la CSST a mandaté la firme Secor afin d'effectuer une étude comparative des régimes d'assurance accident autant privés que publics dans sa volonté d'optimiser sa gestion de la chronicité. Un plan de gestion a été produit duquel découlent 19 projets. Ledit plan est en implantation. Son objectif est de permettre un retour au travail rapide et durable des employés à la suite d'un accident.

### **MFA**

Madame Nicole Paquet mentionne qu'afin d'attribuer les nouvelles places subventionnées annoncées dans le dernier budget, une rencontre des membres du comité consultatif régional dont le mandat est de conseiller la ministre sur les besoins et les priorités pour la répartition de nouvelles places et d'examiner les projets et de faire des recommandations à la ministre, se tiendra d'ici la mi-juillet. Ce comité est formé de représentants de la CRÉ, des réseaux des CPE et des garderies, des milieux scolaires et de la santé et des services sociaux.

Par ailleurs, madame Carmen Bouffard a été embauchée à titre de coordonnatrice régionale spécialisée en matière de maltraitance envers les personnes âgées. Un comité directeur a été mis en place. Il est composé d'un représentant de l'ASSS, de la CRÉ, de la Table régionale de concertation des aînées du Bas-Saint-Laurent et du MFA.

#### **MTQ**

Madame Lise Therriault souligne que les travaux routiers sont commencés. Par ailleurs, à la demande des municipalités de Sainte-Luce et Sainte-Flavie, le Ministère analyse la possibilité de reprendre les terrains longeant la route 132 devenus vacants à la suite des grandes marées de l'automne dernier. Également, le Ministère a entrepris une série de consultations publiques sur le tracé prévu pour le prolongement de l'autoroute 20 de Trois-Pistoles vers le Bic. Les dates de ces consultations ont été publicisées dans les médias.

#### **CNT**

Monsieur Christian Fournier mentionne que la CNT répond régulièrement aux recours et plaintes en matière de harcèlement psychologique formulés par des employés municipaux. Des échanges, à cet effet, avec le MAMROT auront lieu afin d'intervenir conjointement.

Par ailleurs, afin d'agir de façon préventive, la CNT va intervenir auprès des nouvelles entreprises afin de les informer des différents aspects de la *Loi sur les normes du travail*.

#### **MICC**

Monsieur Yvon Doyle souligne que l'*Entente spécifique sur l'immigration dans la région du Bas-Saint-Laurent* a été signée, par toutes les parties. La mise en œuvre de celle-ci est débutée. Par ailleurs, le Ministère est à élaborer un programme-cadre en prévision des prochaines ententes spécifiques à conclure.

#### **MESS**

Madame Diane Vallières mentionne que le *Pacte pour l'emploi Plus* ayant pris fin en mars 2011, le budget de la direction régionale a été réduit de quelque 6M\$ et revient ainsi sensiblement à ce qu'il était en 2008/2009.

Au MESS, le taux de remplacement des effectifs est de l'ordre de 40 %. Compte tenu du nombre important de départs à la retraite à venir, cela aura un impact majeur. En conséquence, une rencontre avec le Secrétariat du Conseil du trésor est prévue afin d'explorer les solutions possibles.

Par ailleurs, les changements démographiques et le vieillissement de la population auront des impacts importants sur la main-d'œuvre. Une rareté est d'ailleurs prévue puisque 21 000 emplois seront à pourvoir d'ici 2014. Une présentation de la situation du marché du travail et des défis à relever pourrait être effectuée lors d'une prochaine rencontre de la CAR par madame Marie-Claude Jean, économiste à la direction régionale.

## **MSP**

Il y a quelques semaines, le Programme général d'aide financière lors de sinistres pour les municipalités, qui ont été touchées par les inondations, a été annoncé. Des spécialistes en aide financière de la Direction du rétablissement du MSP sont déployés dans les régions aux prises avec les inondations afin d'aider les municipalités et les citoyens à faire leur réclamation.

Le MSP invite les MRC à se doter d'un schéma de couverture de risques en sécurité incendie.

Le travail sur les orientations de la *Loi sur la sécurité civile* est avancé. Un projet de loi devrait être soumis cet automne.

Par ailleurs, madame Rousseau mentionne qu'elle prendra sa retraite au cours des prochaines semaines. Les membres de la CAR lui souhaitent une bonne et heureuse retraite et la remercient de sa contribution.

## **IQ**

Madame Lucie Beaulieu souligne que la SGF et IQ sont fusionnés depuis le 1<sup>er</sup> avril 2011. Les employés de la catégorie des professionnels sont maintenant représentés par deux (2) syndicats. Cette fusion a entraîné plusieurs changements à l'interne. Notamment, la *vice-présidence aux coopératives et autres entreprises de l'économie sociale* est maintenant assurée par madame Chantal Malo. De plus, des employés, principalement localisés à Montréal et Québec, ont quitté l'organisation.

Le *Plan stratégique 2011- 2013* d'IQ pourra être présenté à la prochaine rencontre de la CAR.

## **CSPQ**

Madame Marie-Andrée Carbonneau mentionne que les gestionnaires intéressés à participer aux cercles de gestion peuvent s'inscrire, d'ici le 17 juin 2011, en consultant le site internet du *Centre de leadership et de développement des compétences* (CLDC) à l'adresse suivante : <http://www.cldc.cspq.gouv.qc.ca>. Une nouvelle cohorte débutera à l'automne.

Les prochains ateliers du leadership reprendront également à l'automne. Les informations seront communiquées lorsque connues.

Enfin, madame Carbonneau rappelle que le CSPQ offre un soutien aux ministères et organismes désireux d'organiser des formations interministérielles. Les personnes intéressées sont invitées à lui communiquer leurs besoins.

## **Services Québec**

Madame Louise Vachon souligne qu'une nouvelle planification stratégique est en élaboration. Celle-ci sera déposée au cours de l'automne.

## **MRNF**

Monsieur Paul St-Laurent mentionne qu'il importe de réaliser des travaux sylvicoles et que des investissements, pour se faire, sont nécessaires. Il souligne également que la ministre, madame Nathalie Normandeau, a annoncé hier, la reconduction du *Programme de mise en valeur des ressources du milieu forestier - Volet II* pour l'exercice financier 2011-2012.

La crise forestière persiste au Bas-Saint-Laurent et a des conséquences majeures. La grève qui se poursuit chez Tembec n'amenuise pas les difficultés vécues par le secteur forestier, puisqu'elle se répercute sur plus d'une dizaine de scieries transformatrices de tremble. Certaines ont d'ailleurs suspendu leurs activités alors que d'autres prévoient le faire, car elles éprouvent des difficultés à vendre leurs copeaux à un prix concurrentiel.

Par ailleurs, la refonte du régime forestier se poursuit. Il s'agit d'un dossier important pour le Ministère qui sera responsable de la planification forestière en forêt publique à compter du 1<sup>er</sup> avril 2013. Cela implique également qu'il deviendra responsable de la certification forestière des territoires publics sous aménagement.

Compte tenu de l'ampleur qu'a pris le réseau routier forestier au cours des ans, une bonne planification sera nécessaire pour assurer le maintien de l'accessibilité et la sécurité du réseau. Les membres de la Table de gestion intégrée des ressources et du territoire (TGIR) ont reçu la carte du réseau routier forestier et seront consultés dans le cadre des travaux de la table sur le maintien des accès et le développement du réseau. La qualité, de même que la localisation des chemins, ont un impact direct sur les coûts d'approvisionnement des usines de transformation du bois.

## **MAMROT**

Monsieur Gilles Julien mentionne que se tenait à Montréal du 16 au 21 mai 2011, l'événement Ruralia. Organisée par Solidarité rurale du Québec en collaboration avec le Ministère, cette activité a permis aux participants de toutes les régions du Québec d'échanger sur la complémentarité rurale urbaine. Il est possible d'obtenir de plus amples informations à l'adresse suivante : <http://www.ruralite.qc.ca/Ruralia>.

Le dossier de l'occupation du territoire a pris du retard. Une loi-cadre est attendue.

La Commission de l'aménagement du territoire tient des auditions publiques, depuis le début du mois de mai, dans le cadre d'une consultation générale sur l'avant-projet de Loi sur l'aménagement durable du territoire et l'urbanisme.

## **MDEIE**

Monsieur Denis Goulet mentionne que bien qu'on constate une certaine reprise économique, des entreprises connaissent toujours des difficultés notamment celles du secteur forestier (bois de sciage). Les prix restent bas et, dans ce contexte, la rentabilité est difficile à atteindre. Les mesures d'aide temporaire ont pris fin le 31 mars 2011, il y a donc peu de possibilités d'intervention gouvernementale. L'entreprise *Papiers White Birch* (Rivière-du-Loup) est toujours placée sous la protection de la *Loi sur les arrangements avec les créanciers des compagnies* et la grève se poursuit chez Tembec où les employés ont rejeté l'offre patronale.

Par ailleurs, du 1<sup>er</sup> au 3 juin se tiendra, au Centre des congrès de Rimouski, le 13<sup>e</sup> congrès national de l'Association des CLD du Québec (ACLDQ). Pour l'occasion, des participants, provenant des CLD, des entreprises et des organismes liés au développement économique au Québec, sont attendus.

#### **8. Autres sujets**

Aucun autre sujet n'est traité.

#### **9. Prochaine rencontre**

La prochaine rencontre aura lieu au cours de l'automne. La réunion prévue pour le vendredi, 21 octobre 2011, sera déplacée.

#### **10. Levée de la réunion**

La réunion est levée à 12 h 15.

Préparé par Nancy Robichaud  
Secrétaire de la CAR Bas-Saint-Laurent

**Liste des présences**  
**CAR – 27 mai 2011**  
**9h à 12h**  
**Lieu : Salle conférence du MELS, local 2.04**  
 Sous la présidence de Gilles Julien  
 Nancy Robichaud, secrétaire de la CAR BSL

		Remplacé-e ou accompagné-e (+)		Informations supplémentaires
Arsenault, André	SIQ		Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>	
Beaudry, Gérald	CRÉ BSL		Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>	
Beaulieu, Lucie	Investissement Québec		Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>	
Bédard, Gérard	MELS		Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>	
Bégin, Nadine	Services Québec	Louise Vachon	Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>	
Bélanger, Bruno	Fin. agricole		Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>	
Bergeron, Mario	MTQ		Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>	
Bernier, Frédéric	Investissement Québec		Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>	
Blanchette, Johanne	OPHQ		Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>	
Boulanger, Jules	MDDEP-CCEQ		Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>	
Carbonneau, Marie-Andrée	CSPQ		Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>	
Caron, Mona	SAAQ	Guy Viel	Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>	
Chabot, Christine	CSF		Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>	
Cyr, Viateur	Justice		Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>	
Demers, Claude	OQLF		Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>	
Dionne, Jean-Marie	MDDEP		Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>	
Doyle, Yvon	MICC		Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>	
Dubé, Diane	Télé-Québec		Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>	
Dubé, Simon	CSST		Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>	
Fournier, Christian	CNT		Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>	
Goulet, Denis	MDEIE		Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>	
Jomphe, Brigitte	MTO		Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>	
Julien, Gilles	MAMROT		Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>	
Landry, Louis	MCCCF		Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>	
Latour, Chantal	MCE- Aff. Autochtones		Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>	
Lepage, Michel	Min. Revenu		Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>	
Levasseur, Michel	MSQ		Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>	
Malo, Isabelle	ASSS		Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>	
Martel, Johanne	MAPAQ		Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>	
Paquet, Nicole	MFA		Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>	
Pineault, Charles	Régie du bâtiment		Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>	
Rousseau, Guylaine	Sécurité publique (séc civile)		Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>	
St-Laurent, Paul	MRNF		Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>	
Ste-Marie, Michel	RRQ		Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>	
Samson, Sylvie	MAPAQ		Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>	
Sirois, Guylaine	Attachée politique		Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>	
Trudelle, Claude	MRI		Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>	
Vallières, Diane	MESS		Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>	
	Régie des rentes		Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>	
	Régie du logement		Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>	
Robichaud, Nancy			Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>	

INVITÉS		
Aurélie Sierra (CRÉ)		



Rencontre de la Conférence administrative régionale du Bas-Saint-Laurent  
le 9 décembre 2011, dès 9 h  
337, rue Moreault, salle SS.14 (sous-sol), à Rimouski

## Ordre du jour

- |         |   |
|---------|---|
| 9 h     | 1. MOT DE BIENVENUE ET OUVERTURE DE LA RENCONTRE  |
| 9 h 05  | 2. LECTURE ET ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR   |
| 9 h 10  | 3. ADOPTION DU COMPTE RENDU DU 27 MAI ET SUIVI  |
| 9 h 15  | 4. SITUATION DU MARCHÉ DU TRAVAIL ET DÉFIS À RELEVER AU<br>BAS-SAINT-LAURENT<br>Mme Marie-Claude Jean, MESS |
| 10 h 15 | PAUSE   |
| 10 h 30 | 5. ALLIANCE POUR LA SOLIDARITÉ<br>Mme Nicole Bernier, chargée de projet                                     |
| 11 h 15 | 6. POINT D'INFORMATION DE LA CRÉ<br>M. Gérald Beaudry, CRÉ  |
| 11 h 25 | 7. POINT D'INFORMATION DU MAMROT<br>M. Gilles Julien, MAMROT  |
| 11 h 30 | 8. OFFRE DE SERVICES DU CENTRE DE SERVICES PARTAGÉS DU QUÉBEC<br>Mme Marie-Andrée Carbonneau, CSPQ          |
| 11 h 50 | 9. AUTRE SUJET  |
| 12 h    | 10. PROCHAINE RENCONTRE   |
| 12 h 10 | 11. LEVÉE DE LA RÉUNION   |



**COMPTE RENDU DE LA RÉUNION DE LA  
CONFÉRENCE ADMINISTRATIVE RÉGIONALE (CAR) DU BAS-SAINT-LAURENT**

**TENUE LE VENDREDI, 9 DÉCEMBRE 2011 À 9 HEURES  
AU 337, RUE MOREAULT, SALLE SS.14, À RIMOUSKI**

**Sous la présidence de :**

M. Gilles Julien, directeur régional, MAMROT Bas-Saint-Laurent

**Ont participé :**

SIQ, CRÉ, IQ, MSP, MTQ, MDDEP, CSPQ,  SAAQ, MDDEP,	M. André Arsenault M. Gérald Beaudry Mme Lucie Beaulieu M. Jacques Bélanger Mme Lise Therriault M. Jules Boulanger Mme Marie-Andrée Carbonneau M. Guy Viel M. Serge St-Louis	CSST, CNT, MDEIE, MCCCF, ASSS, MAPAQ-DGSAIA, MAPAQ, MRNF, MESS, Min. Revenu, Services Québec	M. Simon Dubé M. Christian Fournier M. Claude Côté M. Louis Landry Mme Isabelle Malo Mme Josée Blais Mme Johanne Martel M. Paul St-Laurent Mme Diane Vallières M. Michel Lepage Mme Louise Vachon
---	---	--	---

**Étaient aussi présentes :**

Mme Nicole Bernier, chargée de projet  
Mme Marie-Claude Jean, MESS  
Mme Nancy Robichaud, MAMROT, secrétaire de la CAR

**Ne pouvaient être présents :**

CSF, FADQ, IQ, MCE, MELS, MFA, MICC, Min. Justice,	Mme Christine Chabot M. Bruno Bélanger M. Frédéric Bernier Mme Valérie Boudreault M. Gérard Bédard Mme Nicole Paquet M. Yvon Doyle M. Viateur Cyr	MRI, MTO, OPHQ, OQLF, Régie du Bâtiment, RRQ, Télé-Québec,	M. Claude Trudelle Mme Élise Deschênes Mme Johanne Blanchette M. Claude Demers M. Charles Pineault M. Michel Ste-Marie Mme Diane Dubé
---	--	--	---

## **1. Mot de bienvenue et ouverture de la rencontre**

M. Gilles Julien procède à l'ouverture de la rencontre en souhaitant la bienvenue à toutes les personnes présentes. Il souligne la présence de Mmes Isabelle Malo, présidente-directrice générale de l'ASSS et de Johanne Martel, directrice régionale au MAPAQ, qui se joignent à la CAR pour la première fois. Il souligne le retour de Mme Josée Blais directrice adjointe à la Direction générale de la santé animale et de l'inspection des aliments (DGSAIA) et félicite M. Jacques Bélanger qui a été promu à titre de directeur régional au MSP. Il souhaite également la bienvenue à Mme Marie-Claude Jean, économiste au MESS et mentionne que Mme Nicole Bernier effectuera vers 10 h 30 la présentation de l'*Alliance pour la Solidarité*.

## **2. Lecture et adoption de l'ordre du jour**

L'ordre du jour est adopté. Le point 9 - *Autres sujets* demeure ouvert.

## **3. Adoption du compte rendu du 27 mai 2011 et suivi**

M. Julien précise que le compte rendu du 27 mai 2011 a été transmis. Il est conforme aux échanges.

## **4. Situation du marché du travail et défis à relever au Bas-Saint-Laurent**

Mme Diane Vallières mentionne que de grands défis seront à relever en matière d'emplois, au cours des prochaines années dans la région du Bas-Saint-Laurent.

Mme Marie-Claude Jean présente *l'État du marché du travail au Bas-Saint-Laurent – novembre 2011*. Les analyses sont basées principalement sur l'Enquête sur la population active (EPA), réalisée pendant six mois auprès de 400 ménages du Bas-Saint-Laurent. Ce portrait est toutefois à considérer avec réserve, compte tenu de la petitesse de l'échantillon. Néanmoins, ces données permettent d'avoir une tendance générale de l'état du marché du travail. L'emploi est comptabilisé au lieu de résidence des travailleurs et non au lieu d'emploi.

À l'automne 2008, le Québec est entré en récession. Alors que le Québec commençait à perdre des emplois en octobre 2008, le Bas-Saint-Laurent continuait à en créer pour atteindre un sommet de 98 100 emplois en janvier 2009. Moins de 12 mois plus tard, l'emploi a atteint, dans la région, le creux de 86 100 emplois, une perte de 12,2 %, soit 12 000 emplois. Ensuite, un sommet a été atteint en mai 2011 pour atteindre près de 93 000 emplois puis une nouvelle baisse s'est fait sentir. En novembre 2011, on dénombrait 89 100 emplois.

La décroissance de la population du Bas-Saint-Laurent commencerait dès 2012, mais s'amplifierait en 2023. En 2021, les 20-64 ans représenteraient 53,4 % de la population, une diminution de 10 points de pourcentage par rapport à 2006. Les 65 ans et plus passeraient de 17,3 % à 30,8 %, 13,5 points de pourcentage de plus. Pour 100 personnes qui quittent, seulement 67 personnes entreraient sur le marché du travail en 2011, 53 en 2021 et 71 en 2031.

Selon les perspectives d'Emploi-Québec, pour la période 2011-2015, 18 100 emplois seront à combler au Bas-Saint-Laurent dont 16 000, en raison des départs à la retraite. Les soins de santé ainsi que l'hébergement et la restauration sont des secteurs où les besoins seront les plus importants. D'autre part, les secteurs de l'agriculture et des pêches seront ceux qui connaîtront la plus importante décroissance. Le défi des prochaines années sera l'adéquation entre la demande et l'offre de main-d'œuvre. La demande ne cessera de croître et l'offre ne cessera de diminuer. L'offre de main-d'œuvre devra se diversifier. Les employeurs seront encore plus qu'aujourd'hui, en concurrence les uns les autres, pour s'accaparer la main-d'œuvre compétente. Les salaires seront en hausse, ce qui aura pour effet d'accroître les coûts de production. Les entreprises devront compenser ces coûts par des gains de productivité et investir davantage dans la mise à jour des compétences de leur personnel.

Il est demandé si les prédictions réalisées pour le Bas-Saint-Laurent, par exemple, en 1990 se sont concrétisées. Mme Jean fera une vérification à cet effet.

Aussi, il est souligné qu'il est paradoxal de constater un manque de main-d'œuvre alors que certains chôment, n'ayant pas les qualifications requises pour occuper les postes disponibles.

La présentation est jointe au compte rendu.

## **5. Alliance pour la solidarité**

Mme Nicole Bernier présente les grandes lignes du deuxième *Plan d'action gouvernemental pour la solidarité et l'inclusion sociale 2010-2015* et la démarche bas-laurentienne. Ce Plan fait suite à la *loi visant à contrer la pauvreté et l'exclusion sociale* de 2002, au *Plan d'action gouvernemental pour contrer la pauvreté et l'exclusion sociale 2004-2009* et à une vaste tournée de consultation effectuée dans toutes les régions du Québec. Il vise à valoriser le travail, à protéger le pouvoir d'achat des personnes à faible revenu, à améliorer leurs conditions de vie ainsi qu'à accentuer la mobilisation locale, régionale et nationale en vue de rapprocher les décisions des milieux. Pour réaliser ce dernier volet, la région bénéficie d'une enveloppe d'un peu plus de 4,4 M\$; les sommes allouées proviennent d'une enveloppe globale du *Fonds québécois d'initiatives sociales* (FQIS) de 115 M \$.

Au Bas-Saint-Laurent, suite au lancement du plan gouvernemental en juin 2010, les acteurs concernés ont été rencontrés en août 2010 et ont mis en place la *Table régionale des partenaires pour la Solidarité et l'Inclusion sociale*, regroupant 13 ministères et organismes. Par la suite, un portrait régional a été réalisé et une tournée d'information et de mobilisation dans les huit MRC a été effectuée. Toute cette démarche a donné lieu à la production d'un plan d'action régional. D'ailleurs, celui-ci sera présenté à la prochaine réunion du conseil d'administration de la CRÉ en vue de procéder à la signature de l'*Alliance Bas-Saint-Laurent 2010-2015*. Il était important pour les intervenants régionaux de miser sur les forces en place et de compléter l'offre de services, au besoin. Ainsi, chacune des huit MRC s'est dotée d'une vision et a identifié ses priorités. L'enveloppe régionale a été répartie en considérant la méthodologie utilisée au niveau national pour la répartition du FQIS, soit un montant de base, une somme allouée en fonction de la population, de la densité et de l'indice de défavorisation matérielle et sociale. De plus, une réserve pour des projets régionaux a été conservée. La présentation est jointe au compte rendu.

Également, l'ASSS produit et met à jour, plusieurs fois par année, des fiches sociosanitaires, lesquelles présentent une multitude d'informations. Il est possible de les consulter à l'adresse suivante :

<http://www.agencesssbsl.gouv.qc.ca/index.php?id=127>

## 6. Point d'information de la CRÉ

### ○ Projet éolien

M. Gérald Beaudry mentionne que les mégawatts récupérés à la suite de l'avortement du projet de Skypower, lequel devait se réaliser dans la MRC de Rivière-du-Loup, il y a quelques années, permettraient aux huit MRC du Bas-Saint-Laurent et à la CRÉ de réaliser un projet éolien collectif. Une rencontre avec le chef de cabinet du ministre des Ressources naturelles et de la Faune, M. Clément Gignac, est prévue afin que soit élaboré, dans les meilleurs délais, le cadre gouvernemental nécessaire au dépôt du projet.

### ○ Crédit d'impôt aux régions ressources

Le crédit d'impôt sur la masse salariale prendra fin sous peu. Ainsi, afin de trouver des solutions pour minimiser les impacts de cette décision sur les emplois et les entreprises, la CRÉ discute présentement avec le ministère des Finances.

### ○ Steve St-Amant

M. Beaudry mentionne que M. Steve St-Amant, chanteur, poursuit sa tournée. Il sillonnera la région jusqu'en août 2012 pour sensibiliser les jeunes ainsi que leurs parents aux perspectives d'emplois en région, tout en leur faisant réaliser les avantages de vivre au Bas-Saint-Laurent. M. Steve St-Amant est le lauréat du concours « Chante ta toune ». Il profite également de l'occasion pour faire la présentation de son CD. À ce jour, il a bénéficié d'un accueil fort chaleureux. Pour obtenir de plus amples informations, il est possible de consulter le site internet suivant : <http://www.stevestamant.com/>.

### ○ Je suis le Bas-Saint-Laurent

Par ailleurs, la campagne de promotion « *Je suis le Bas-Saint-Laurent* » se poursuit sur Internet et dans les médias. De plus, un concours se déroule présentement. La population est invitée à souscrire à cette campagne et à utiliser les outils promotionnels disponibles. Il est possible d'en savoir plus en consultant le site suivant : <http://www.jesuislebassaintlaurent.com/>.

### ○ Mobilité durable

La CRÉ a reçu le mandat du ministère des Transports du Québec de préparer un plan de mobilité durable. Une équipe de travail a été formée, laquelle est sous la direction de M. Max D'Amours, chargé de projet. Une dizaine de groupes de réflexion ont été tenus. Les avis de toutes les personnes consultées ont servi d'intrants pour la préparation d'une vision sur la mobilité durable au Bas-Saint-Laurent, laquelle sera présentée lors de la réunion du conseil d'administration de la CRÉ qui se tiendra à la

mi-décembre. De plus, un colloque sur la mobilité durable a été tenu au cours des dernières semaines.

- Les effets du Plan Nord sur l'emploi au Bas-Saint-Laurent

Un comité a été mis en place afin de réfléchir à la question des effets du Plan Nord sur l'emploi au Bas-Saint-Laurent en vue de répondre aux diverses problématiques énoncées.

- Refonte de la carte électorale

La disparition des circonscriptions de Kamouraska-Témiscouata et de Matane crée de la déception et un climat négatif et morose. Les élus du territoire se sentent délaissés et déplorent la façon de faire du gouvernement dans ce dossier.

## **7. Point d'information du MAMROT**

Le 10 novembre 2011, le ministre Laurent Lessard dévoilait la *Stratégie pour assurer l'occupation et la vitalité des territoires 2011-2016*, intitulée Nos territoires : y habiter et en vivre! Vingt-trois ministères et organismes ont pris des engagements dans le cadre de cette Stratégie en vue de soutenir l'occupation et la vitalité des territoires. Quatre orientations ont été retenues soit :

- agir pour mieux habiter nos territoires;
- agir pour vivre de nos territoires;
- agir en synergie;
- relever les défis propres à la région métropolitaine de Montréal.

Une loi-cadre sera proposée pour, notamment, voir chaque ministère et organisme concerné faire état de sa contribution à l'atteinte des objectifs de la Stratégie. Dans certains cas d'exception, des contrats de territoire pourront être conclus.

M. Julien informe qu'une réunion spéciale se tiendra le lundi, 23 janvier 2012, dès 13 h 30. Pour l'occasion, Mme Linda Morin, sous-ministre adjointe aux Territoires au MAMROT, présentera les grandes lignes de cette Stratégie et des échanges suivront.

De plus amples informations se trouvent sur le site internet du MAMROT à l'adresse suivante : <http://www.mamrot.gouv.qc.ca/occupation-des-territoires/>

## **8. Offre de services du Centre de services partagés du Québec**

Mme Marie-Andrée Carbonneau présente l'offre de services du CSPQ. Six axes sont identifiés soit :

- accueil et renseignement;
- recrutement et promotion;
- développement et formation;
- concertation régionale;
- programmes gouvernementaux;

- mobilité et redéploiement;

De plus, le CSPQ offre des services à la carte, tels l'organisation de séances d'administration d'examen, de concours régionaux et d'activités de développement et de formation initiées en région.

La présentation est jointe au compte rendu.

## **9. Autres sujets**

M. Claude Côté mentionne que le ministre du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation, M. Sam Hamad a dévoilé, le 15 novembre 2011, la *Stratégie québécoise de l'entrepreneuriat*. Celle-ci vise à promouvoir et à développer davantage l'entrepreneuriat au Québec. Les acteurs de chaque région seront appelés à prendre un engagement en faveur de l'entrepreneuriat et à mettre sur pied une table d'action, qui sera présidée par une femme ou un homme d'affaires, pour dynamiser la création, l'expansion et le transfert d'entreprises et pour assurer une continuité de services auprès des entrepreneurs en activité ou en devenir. Cette table aura notamment comme premier mandat d'élaborer un plan d'action. Une présentation de la Stratégie sera effectuée lors de la prochaine réunion de la Table économique de la CAR.

La Stratégie peut être consultée à l'adresse suivante : [http://www.mdeie.gouv.qc.ca/fileadmin/contenu/publications/administratives/strategies/strategie\\_entrepreneuriat.pdf](http://www.mdeie.gouv.qc.ca/fileadmin/contenu/publications/administratives/strategies/strategie_entrepreneuriat.pdf).

Par ailleurs, M. Côté mentionne que le créneau Valorisation de la tourbe et des technologies agroenvironnementales a été évalué par la firme Raymond Chabot Grant Thornton. Il a obtenu la note la plus élevée, soit 77 %. Il sera donc renouvelé. Le résultat de l'évaluation du créneau Ressources, sciences et technologies marines devrait être connu le 17 février 2012.

## **10. Prochaine rencontre**

Tel que prévu au calendrier des rencontres déjà transmis, la prochaine réunion régulière de la CAR se tiendra le vendredi, 24 février 2012, dès 9 heures.

Tel que mentionné précédemment, une rencontre spéciale portant sur la *Stratégie pour assurer l'occupation et la vitalité des territoires 2011-2016* se tiendra le lundi 23 janvier dès 13 h 30.

## **11. Levée de la réunion**

La réunion est levée à 12 h 10.

Préparé par Nancy Robichaud  
Secrétaire de la CAR Bas-Saint-Laurent

**Liste des présences**  
**CAR – 9 décembre 2011**  
**9 h à 12 h**  
**Lieu : 337, rue Moreault, SS14**

NOM	ORGANISME	Remplacé-e ou accompagné-e (+)		Informations supplémentaires
Arsenault, André	SIQ		Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>	
Beaudry, Gérald	CRÉ BSL		Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>	
Beaulieu, Lucie	Investissement Québec		Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>	
Bédard, Gérard	MELS		Oui <input type="checkbox"/> Non <input checked="" type="checkbox"/>	
Boudreault, Valérie	MCE		Oui <input type="checkbox"/> Non <input checked="" type="checkbox"/>	
Bélanger, Bruno	Fin. agricole		Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>	
Bélanger, Jacques	Sécurité publique (séc civile)		Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>	
Bergeron, Mario	MTQ	+ Lise Therriault	Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>	
Blanchette, Johanne	OPHQ		Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>	
Bouchard, Sylvie	CSF		Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>	
Boulanger, Jules	MDDEP-CCEQ		Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>	
Bernier, Frédéric	Investissement Québec		Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>	
Carbonneau, Marie-Andrée	CSPQ		Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>	
Caron, Mona	SAAQ	Guy Viel	Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>	
Chabot, Christine	CSF		Oui <input type="checkbox"/> Non <input checked="" type="checkbox"/>	
Cyr, Viateur	Justice		Oui <input type="checkbox"/> Non <input checked="" type="checkbox"/>	
Demers, Claude	OQLF		Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>	
Deschênes, Élise	MTO		Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>	
Dionne, Jean-Marie	MDDEP	Serge St-Louis	Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>	
Doyle, Yvon	MICC		Oui <input type="checkbox"/> Non <input checked="" type="checkbox"/>	
Dubé, Diane	Télé-Québec		Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>	
Dubé, Simon	CSST		Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>	
Fournier, Christian	CNT		Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>	
Goulet, Denis	MDEIE		Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>	
Julien, Gilles	MAMROT		Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>	
Landry, Louis	MCCCF		Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>	
Lefrançois, Isabelle	MAPAQ		Oui <input type="checkbox"/> Non <input checked="" type="checkbox"/>	
Lepage, Michel	Min. Revenu		Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>	
Lévasseur, Michel	MSP		Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>	
Malo, Isabelle	ASSS		Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>	
Martel, Johanne	MAPAQ	Josée Blais	Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>	
Paquet, Nicole	MFA		Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>	
Pineault, Charles	Régie du bâtiment		Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>	
Rioux, Christiane	Services Québec		Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>	
Robichaud, Nancy	MAMROT		Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>	
Sirois, Guylaine	Attachée politique		Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>	
St-Laurent, Paul	MRNF		Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>	
Trudelle, Claude	MRI		Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>	
Vallières, Diane	MESS		Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>	
Viel, Guy	SAAQ		Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>	
Invitées :				
Jean, Marie-Claude	MESS			
Bernier, Nicole				



**Rencontre de la Conférence administrative régionale du Bas-Saint-Laurent**  
**le 9 février 2012, dès 9 h 30**  
**337, rue Moreault, Rimouski, salle SS. 14**

**Ordre du jour**

- |         |   |
|---------|---|
| 9 h 30  | 1. MOT DE BIENVENUE ET OUVERTURE DE LA RENCONTRE  |
| 9 h 35  | 2. LECTURE ET ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR   |
| 9 h 40  | 3. STRATÉGIE POUR ASSURER L'OCCUPATION ET LA VITALITÉ DES TERRITOIRES 2011-2016 ET ÉCHANGES<br>Mme Linda Morin, sous-ministre adjointe aux Territoires - MAMROT |
| 11 h 30 | 4. AUTRES SUJETS  |
| 11 h 35 | 5. PROCHAINE RENCONTRE  |
| 11 h 40 | 6. LEVÉE DE LA RÉUNION  |



**COMPTE RENDU DE LA RÉUNION DE LA  
CONFÉRENCE ADMINISTRATIVE RÉGIONALE (CAR) DU BAS-SAINT-LAURENT**

**TENUE LE JEUDI, 9 FÉVRIER 2012 DÈS 9 H 30  
AU 337, RUE MOREAULT, SALLE SS.14 (sous-sol), À RIMOUSKI**

**Sous la présidence de :**

M. Gilles Julien, directeur régional, MAMROT Bas-Saint-Laurent, président de la CAR

**Ont participé :**

ASSS, CSPQ, Financière agricole IQ, MAPAQ, MAPAQ,	Mme Isabelle Malo Mme Marie-Andrée Carbonneau M. Bruno Bélanger Mme Lucie Beaulieu Mme Johanne Martel Mme Isabelle Poirier	MCCCF, MCE, MDEIE, MESS, MRNF, MTQ, Services Québec,	M. Euchariste Morin Mme Valérie Boudreault M. Denis Goulet Mme Diane Vallières M. Carl Lizotte Mme Lise Therriault Mme Christiane Rioux
--	---	--	---

**Étaient aussi présents (es) :**

Mme Linda Morin, MAMROT  
Mme Alis Larocque-Fréchette, MAMROT  
Mme Kathleen Aubry, MAMROT  
Mme Monique Bellavance, MAMROT  
Mme Reine Fiola, MAMROT  
Monsieur Denis Côté, MAMROT  
Mme Nancy Robichaud, MAMROT

**Ne pouvaient être présents :**

CRÉ, CNT, CSF,	M. Gérald Beaudry M. Christian Fournier Mme Christine Chabot	CSST, MAPAQ, MRI,	M. Simon Dubé Mme Josée Blais M. Claude Trudelle
----------------------	---	-------------------------	--

## **1. Mot de bienvenue et ouverture de la rencontre**

M. Julien souhaite la bienvenue à tous. Il remercie les personnes présentes de s'être déplacées pour assister à cette rencontre visant à échanger sur l'occupation du territoire en compagnie de Mme Linda Morin, sous-ministre adjointe aux Territoires au MAMROT.

## **2. Lecture et adoption de l'ordre du jour**

L'ordre du jour est adopté. Le point 4 - *Autres sujets* demeure ouvert.

## **3. Stratégie pour assurer l'occupation et la vitalité des territoires 2011-2016 et échanges**

Mme Linda Morin se présente et décrit le contexte dans lequel s'inscrit la *Stratégie pour assurer l'occupation et la vitalité des territoires 2011-2016*. Elle précise qu'initialement cette Stratégie a été demandée par la Fédération Québécoise des Municipalités (FQM) et l'Union des municipalités du Québec (UMQ). Le mandat de l'occupation du territoire a été confié au MAMROT, le 18 décembre 2008.

Le 29 novembre 2011, le ministre, M. Laurent Lessard, annonçait la Stratégie qui est accompagnée d'un document mettant en lumière les actions des ministères, des organismes et des sociétés d'État qui permettent de concourir à l'atteinte des objectifs définis dans la stratégie. Un projet de loi-cadre a été déposé. Cette Stratégie a été élaborée en vue de changer la façon de faire des ministères et organismes gouvernementaux, lesquels devront prendre des engagements et en rendre compte.

Les territoires peuvent être tant locaux, supralocaux (MRC), régionaux et métropolitains (Québec et Montréal). Cette Stratégie vise à mettre en valeur les potentiels de chaque territoire, dans une perspective de développement durable, en misant sur l'engagement et le dynamisme des citoyens, des élus et des acteurs socioéconomiques sectoriels. Six principes guideront les actions à venir soit :

- L'engagement des personnes élues;
- La concertation;
- La complémentarité territoriale;
- L'action gouvernementale modulée;
- La cohérence et l'efficacité des planifications et des interventions sur les territoires;
- Le respect des spécificités des nations autochtones et de leur apport à la culture québécoise.

Quatre orientations en découlent soit :

- Agir pour mieux habiter nos territoires;
- Agir pour vivre de nos territoires;
- Agir en synergie;
- Relever les défis propres à la région métropolitaine de Montréal.

Le projet de loi vise à assurer la pérennité de la Stratégie. Elle sera suivie, évaluée et renouvelée. Le cadre de gestion des ministères et organismes sera modifié. Les

ministres responsables des régions auront un rôle à jouer pour promouvoir l'occupation et la vitalité des territoires. Le MAMROT coordonnera l'action gouvernementale, soutiendra le ministre régional et produira des bilans.

Les collectivités pourront conclure avec le gouvernement des contrats de territoire afin de prendre en charge des projets structurants issus des milieux, y associant le gouvernement.

La CAR pourrait contribuer à concevoir les contrats de territoire, à élaborer des indicateurs globaux de suivi et à réaliser les bilans.

Certaines directions régionales ont été informées de la Stratégie dont le MRNF, le MAPAQ, le MESS et le MDEIE alors que d'autres n'ont reçu aucune information de leur ministère, à ce sujet.

Tel que mentionné, le projet de loi précise notamment que *chaque ministre responsable d'une région administrative du Québec fait la promotion, en appui au ministre des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire, de l'occupation et de la vitalité des territoires dans la région dont il a la responsabilité en favorisant la concertation et la cohésion de tous les acteurs intéressés pour stimuler les diverses interventions en cette matière.* Il est mentionné qu'il sera difficile pour le ministre régional, M. Yves Bolduc, de jouer ce rôle compte tenu de son horaire chargé et de son niveau de responsabilités. Mme Morin souligne que le ministre régional n'aura pas à être présent à chacune des CAR. Il est plutôt visé qu'il vienne rencontrer les intervenants une ou deux fois l'an, afin d'être bien au fait des problématiques régionales.

Il est précisé que cette Stratégie n'offre pas de moyen additionnel aux ministères et organismes gouvernementaux, ni en terme de gouvernance, ni en terme de ressources financières. La plus-value de cette Stratégie est questionnée. De plus, des précisions quant aux contrats de territoire sont demandées. Mme Morin mentionne que la Stratégie prévoit en dernier recours la possibilité de conclure un contrat de territoire. Cet outil permettra, au besoin, d'engager le gouvernement et les organismes concernés, notamment du domaine municipal, à mieux concentrer leurs efforts sur des projets prioritaires exigeant une approche particulière. Issu d'une démarche de concertation allant du bas vers le haut, il permettra de coordonner les efforts et de moduler, si nécessaire, l'action du gouvernement de façon plus pointue. Il est mentionné que la marge de manœuvre des directions régionales est limitée et qu'en ce sens, les possibilités de modulation sont restreintes. Mme Morin mentionne qu'il sera possible, au cas par cas, de demander des dérogations au Conseil du trésor. Il est précisé que les ententes spécifiques devaient justement permettre d'adapter les activités gouvernementales aux particularités régionales. Or, dans les faits, cet objectif n'a pas été atteint. Sur 154 ententes conclues, seulement deux ont permis une véritable modulation ou adaptation des normes gouvernementales, les paramètres imposés par la Loi sur l'administration publique limitent les investissements des ministères hors programmes.

Par ailleurs, pour contribuer à la vitalité des territoires, l'achat local doit être priorisé. Or, les achats gouvernementaux sont généralement centralisés et la règle du plus bas soumissionnaire limite les possibilités d'actions au palier régional.

En terminant, Mme Morin précise qu'une fois la loi adoptée, chaque ministère, organisme et entreprise compris dans l'Administration devra présenter et rendre

publique sa contribution à l'atteinte des objectifs de la stratégie, dans le domaine de ses compétences et considérer les principes de celle-ci, dans une planification pluriannuelle. La reddition de comptes se fera dans le rapport annuel de gestion des ministères et des organismes concernés. De plus, un bilan annuel sera réalisé et un rapport complet de la mise en oeuvre de la Stratégie sera dressé à l'occasion du renouvellement de cette dernière. Ces documents seront rendus publics. Enfin, il sera proposé qu'un rapport sur l'application de la loi-cadre soit produit après le renouvellement de la Stratégie 2011-2016 et, ensuite, tous les 10 ans.

Mme Morin remercie les personnes présentes d'avoir participé à la rencontre.

#### **4. Autres sujets**

Aucun autre sujet n'est traité.

#### **5. Prochaine rencontre**

Tel que prévu au calendrier des rencontres déjà transmis, la prochaine réunion régulière de la CAR se tiendra le vendredi, 24 février 2012, dès 9 h.

#### **6. Levée de la réunion**

La réunion est levée à 11 h 40.

Préparé par Nancy Robichaud  
Secrétaire de la CAR Bas-Saint-Laurent

**Liste des présences**  
**CAR – BAS-SAINT-LAURENT (SPÉCIALE)**  
**9 février 2012**  
**9 h 30 à 11 h 30**  
**Lieu : Salle SS.14, MESS**  
Sous la présidence de Gilles Julien  
Nancy Robichaud, secrétaire de la CAR BSL

		Remplacé-e ou accompagné-e (+)		Informations supplémentaires
Arsenault, André	SIQ		Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>	
Aubry, Kathleen	MAMROT		Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>	
Beaudry, Gérald	CRÉ BSL		Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>	
Beaulieu, Lucie	Investissement Québec		Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>	
Bédard, Gérard	MELS		Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>	
Bélanger, Bruno	Fin. agricole		Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>	
Bélanger, Jacques	Sécurité publique (séc civile)		Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>	
Bellavance, Monique	MAMROT		Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>	
Bellavance, Monique	MAMROT		Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>	
Bergeron, Mario	MTQ	Lise Therriault	Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>	
Bernier, Frédéric	Investissement Québec		Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>	
Blais, Josée	MAPAQ		Oui <input type="checkbox"/> Non <input checked="" type="checkbox"/>	
Blanchette, Johanne	OPHQ		Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>	
Boudreault, Valérie	MCE- Aff. Autochtones		Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>	
Boulanger, Jules	MDDEP-CCEQ		Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>	
Carbonneau, Marie-Andrée	CSPQ		Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>	
Caron, Mona	SAAQ		Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>	
Chabot, Christine	CSF		Oui <input type="checkbox"/> Non <input checked="" type="checkbox"/>	
Côté, Denis	MAMROT		Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>	
Cyr, Viateur	Justice		Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>	
Demers, Claude	OQLF		Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>	
Deschênes, Élise	MTO		Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>	
Dionne, Jean-Marie	MDDEP		Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>	
Doyle, Yvon	MICC		Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>	
Dubé, Diane	Télé-Québec		Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>	
Dubé, Simon	CSST		Oui <input type="checkbox"/> Non <input checked="" type="checkbox"/>	
Fiola, Reine	MAMROT		Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>	
Fournier, Christian	CNT		Oui <input type="checkbox"/> Non <input checked="" type="checkbox"/>	
Fréchette, Alis	MAMROT		Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>	
Goulet, Denis	MDEIE		Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>	
Julien, Gilles	MAMROT		Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>	
Landry, Louis	MCCCF		Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>	
Lepage, Michel	Min. Revenu		Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>	
Lévasseur, Michel	MSQ		Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>	
Malo, Isabelle	ASSS		Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>	
Martel, Johanne	MAPAQ	Isabelle Poirier	Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>	
Paquet, Nicole	MFA		Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>	
Pineault, Charles	Régie du bâtiment		Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>	
Rioux, Christiane	Services Québec		Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>	
Robichaud, Nancy			Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>	
Robichaud, Nancy	MAMROT		Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>	
Sirois, Guylaine	Attachée politique		Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>	
St-Laurent, Paul	MRNF	Carol Lizotte	Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>	
Trudelle, Claude	MRI		Oui <input type="checkbox"/> Non <input checked="" type="checkbox"/>	
Vallières, Diane	MESS		Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>	

*Rencontre de la Conférence administrative régionale du Bas-Saint-Laurent  
le 24 février 2012, dès 9 h  
Salle de conférence du MELS, 337, rue Moreault, Rimouski*

**Ordre du jour**

- |         |  |
|---------|--|
| 9 h     | 1. MOT DE BIENVENUE ET OUVERTURE DE LA RENCONTRE   |
| 9 h 05  | 2. LECTURE ET ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR  |
| 9 h 10  | 3. ADOPTION DU COMPTE RENDU DU 9 DÉCEMBRE ET SUIVI   |
| 9 h 15  | 4. PLACEMENT EN LIGNE<br>Mme Hélène Bourdages, MESS (15 minutes)   |
| 9 h 30  | 5. PROCESSUS DE RECONNAISSANCE DES ENTREPRISES EN ÉCONOMIE SOCIALE AU BAS-SAINT-LAURENT<br>Mmes Suzanne Verreault, Pôle régional en économie sociale et<br>Michelle Fournier, CLD Rimouski-Neigette (45 minutes) |
| 10 h 15 | PAUSE  |
| 10 h 30 | 6. LA PLACE DES FEMMES DANS LES CONSEILS D'ADMINISTRATION DES ENTREPRISES<br>Mme Christine Chabot, CSF (25 minutes)  |
| 10 h 55 | 7. LOI MODIFIANT LA LOI SUR LA QUALITÉ DE L'ENVIRONNEMENT AFIN D'EN RENFORCER LE RESPECT<br>M. Jules Boulanger, MDDEP (45 minutes)   |
| 11 h 40 | 8. POINT D'INFORMATION DE LA CRÉ<br>M. Gérald Beaudry, CRÉ (10 minutes)  |
| 11 h 50 | 9. POINT D'INFORMATION DU MAMROT<br>M. Gilles Julien, MAMROT (10 minutes)  |
| 12 h    | 10. AUTRES SUJETS  |
| 12 h 10 | 11. PROCHAINE RENCONTRE  |
| 12 h 15 | 12. LEVÉE DE LA RÉUNION  |



**COMPTE RENDU DE LA RÉUNION DE LA  
CONFÉRENCE ADMINISTRATIVE RÉGIONALE (CAR) DU BAS-SAINT-LAURENT**

**TENUE LE VENDREDI, 24 FÉVRIER 2012 DÈS 9 H  
SALLE DE CONFÉRENCE DU MELS, AU 337, RUE MOREAULT, RIMOUSKI**

**Sous la présidence de :**

M. Gilles Julien, directeur régional, MAMROT Bas-Saint-Laurent, président de la CAR

**Ont participé :**

CNT	M. Christian Fournier	MAPAQ	Mme Isabelle Poirier
CRÉ	M. Gérald Beaudry	MAPAQ	Mme Josée Blais
CSF	Mme Christine Chabot	MCCCCF	M. Louis Landry
CSPQ	Mme Marie-Andrée Carboneau	MDDEP	M. Jules Boulanger
CSST	M. Simon Dubé	MSP	M. Jacques Bélanger
IQ	Mme Lucie Beaulieu	MTQ	Mme Lise Therriault

**Étaient aussi présentes :**

Mme Hélène Bourdages, MESS  
Mme Maélie Bernatchez-Dufrêne, MESS  
Mme Michelle Fournier, CLD Rimouski-Neigette  
Mme Suzanne Verreault, porte-parole du Pôle régional en économie sociale  
Mme Nancy Robichaud, MAMROT

**Ne pouvaient être présents :**

ASSS	Mme Isabelle Malo	
Justice	M. Viateur Cyr	
MICC	M. Yvon Doyle	
MRNF	M. Paul St-Laurent	
MTO	Mme Élise Deschênes	

**1. Mot de bienvenue et ouverture de la rencontre**

M. Gilles Julien procède à l'ouverture de la rencontre en souhaitant la bienvenue à toutes les personnes présentes. Il souhaite également la bienvenue à Mmes Hélène



Bourdages et Maélie Bernatchez-Dufrêne du MESS et à Mmes Michelle Fournier du CLD Rimouski-Neigette et Suzanne Verreault, porte-parole du Pôle régional en économie sociale.

## **2. Lecture et adoption de l'ordre du jour**

L'ordre du jour est adopté. Le point 10 - *Autres sujets* demeure ouvert et le point 9 – *Point d'information du MAMROT* est remplacé par le point *Bilan – Panne de courant majeure – Île-de-la-Madeleine*.

## **3. Adoption du compte rendu du 9 décembre et suivi**

M. Julien précise que le compte rendu du 9 décembre 2011 a été transmis de même que le compte rendu de la CAR spéciale, tenue le 9 février 2012. Ils sont conformes aux échanges.

Des vérifications seront effectuées auprès de Mme Marie-Claude Jean du MESS afin de voir si les prédictions démographiques réalisées pour le Bas-Saint-Laurent, il y a quelques années se sont concrétisées.

## **4. Placement en ligne**

Le site *Placement en ligne* est une banque d'emplois accessible par Internet et gérée par Emploi-Québec. Ce service est gratuit et disponible en tout temps. Les chercheurs d'emploi peuvent y publier leur candidature et les employeurs, des offres d'emploi. Les ministères et organismes gouvernementaux désireux de combler un poste étudiant peuvent l'afficher sur ce site.

Mme Maélie Bernatchez-Dufrêne est embauchée de février à juin 2012 pour soutenir les employeurs et étudiants. Elle invite les membres de la CAR à la joindre pour plus d'informations.

Le fait d'occuper un emploi au sein d'un ministère ou organisme gouvernemental peut constituer une porte d'entrée dans la fonction publique. Il est donc important d'encourager les étudiants à faire les concours de recrutement.

Il est possible de consulter le site à l'adresse suivante : <http://placement.emploiquebec.net>.

## **5. Processus de reconnaissance des entreprises en économie sociale au Bas-Saint-Laurent**

Mmes Michelle Fournier du CLD de Rimouski-Neigette et Suzanne Verreault, porte-parole du Pôle régional en économie sociale expliquent le concept d'économie sociale et présentent un portrait des entreprises d'économie sociale au Bas-Saint-Laurent et leur impact. Elles présentent l'image de marque qui a été développée et le processus de reconnaissance des entreprises. En novembre 2011, un site internet et une campagne publicitaire visant à promouvoir ce secteur d'activité ont été réalisés. L'information est disponible à l'adresse suivante : <http://entreprisesdevaleurs.com/>.

Enfin, le jeudi 31 mai 2012, un colloque sous le thème « L'Économie sociale au Bas-Saint-Laurent, une approche humaine innovante » se tiendra au Parc du Mont-Saint-Mathieu. Tous les membres de la CAR sont invités à y participer.

## **6. La place des femmes dans les conseils d'administration des entreprises**

Mme Christine Chabot fait état des résultats d'une enquête du CSF sur les 100 plus grandes sociétés commerciales au Québec. En voici les faits saillants :

- Les femmes siègent sur ces conseils d'administration (C.A.) dans une proportion de 15,8 %;
- 28 % des grandes sociétés commerciales ont un C.A. exclusivement masculin;
- Les secteurs de la production de biens ou services dans le prolongement des rôles d'éducatrice, d'aidante et de soignante, les soins de santé et services sociaux, les commerces de détail, la production d'aliments, boissons, vêtements, chaussures, la finance et les assurances sont des secteurs accueillants des femmes;
- Les secteurs de l'hébergement et de la restauration accueillent moins de femmes;
- Les secteurs moins ouverts aux femmes mènent des activités traditionnellement masculines;
- Les femmes siègent aux C.A. des établissements qui investissent en R&D dans une proportion de 16,6 %;

Au Bas-Saint-Laurent, 20,5 % des femmes siègent à ces C.A. et 42,3 % des C.A. sont exclusivement masculins.

Le peu de liens avec les réseaux d'affaires, la difficile conciliation travail-famille et l'accès inégal aux expériences qualifiantes sont quelques éléments pouvant expliquer le peu de femmes au sommet.

Dans le Bas-Saint-Laurent, les établissements de recherche et développement font bonne figure en ce qui a trait à la place faite aux femmes dans leurs conseils d'administration. De plus, la présence d'un entrepreneuriat bien établi permet à la région d'augmenter sa diversification économique. La proportion de femmes dans la main-d'œuvre de la région, qui se situe à 48,2 %, est supérieure au niveau calculé pour l'ensemble du Québec, ce qui favorise une bonne représentation féminine dans la gouvernance des entreprises.

Par ailleurs, Mme Monique Jérôme-Forget, ancienne ministre libérale, a récemment été nommée, par Mme Christine St-Pierre, à titre de coprésidente de la *Table des partenaires influents*. Elle proposera des stratégies pour inciter les entreprises québécoises inscrites en Bourse à augmenter le nombre de femmes siégeant à leur conseil d'administration.

Le CSF a formulé quelques recommandations telles :

- Introduire une certification Égalité inspirée des prix ISO familles;
- Modifier la Loi sur le Registraire des entreprises, pour qu'il vérifie les renseignements sur l'évolution de la parité femmes-hommes dans les C.A.;
- Modifier la loi fiscale québécoise pour assortir à tout octroi de crédits d'impôt pour la R&D, l'obligation pour les établissements d'implanter un programme

d'accès à l'égalité et des mesures visant l'instauration de la parité femmes-hommes dans leur CA.

La présentation est jointe au compte rendu.

Il est possible de consulter le document complet à l'adresse suivante : <http://www.csf.gouv.qc.ca/modules/fichierspublications/fichier-29-1268.pdf>

Enfin, mentionnons que le Comité Femmes et ville de Rimouski, lequel a pour mission de promouvoir la représentation des femmes et de stimuler leur intérêt à la politique municipale, tiendra le lundi 27 février 2012, en après-midi et en soirée, une consultation des femmes rimouskoises.

## **7. Loi modifiant la Loi sur la qualité de l'environnement afin d'en renforcer le respect**

M. Jules Boulanger mentionne que la *Loi modifiant la Loi sur la qualité de l'environnement afin d'en renforcer le respect* est entrée en vigueur le 4 novembre 2011, celle-ci datait de 1972. Elle renforce le régime pénal, donne de nouveaux pouvoirs administratifs et instaure un régime de sanctions administratives pécuniaires (SAP). Les principales modifications du régime pénal sont :

- Rehaussement des amendes;
- Ajout de facteurs aggravants;
- Nouveaux pouvoirs d'ordonnance d'un juge;
- Augmentation du délai de prescription;
- Responsabilité des administrateurs et dirigeants d'entreprises.

Le Ministère dispose de nouveaux pouvoirs pour refuser, révoquer, modifier ou suspendre toute autorisation. Il dispose également de nouveaux pouvoirs d'ordonnance pour arrêter des travaux ou suspendre des activités.

Les directeurs régionaux pourront imposer des sanctions financières et un registre des sanctions administratives pécuniaires et des condamnations pénales sera disponible sur Internet.

Au plus tard, le 30 juin 2013, tous les règlements découlant de cette loi auront été modifiés.

La présentation est jointe au compte rendu.

## **8. Point d'information de la CRÉ**

M. Gérald Beaudry présente les principaux dossiers qui interpellent la CRÉ actuellement.

## **9. Bilan Panne de courant majeure – Ile-de-la-Madeleine (IDLM)**

M. Jacques Bélanger mentionne que les 11 et 12 février 2012, une tempête de verglas a touché les IDLM causant des dégâts considérables aux infrastructures d'Hydro-Québec. Près de 3 600 clients ont été privés d'électricité.

Dans ces situations, M. Bélanger rappelle l'importance d'être bien préparé afin d'intervenir promptement. Chaque intervenant doit bien connaître le rôle qu'il a à jouer. En ce sens, un bon partenariat est essentiel. De plus, les équipements et outils nécessaires doivent être disponibles et en bon état. M. Bélanger rappelle l'importance de vérifier régulièrement le fonctionnement desdits appareils. Également, chaque citoyen se doit d'être préparé et doit avoir à sa disposition les articles et les vivres indispensables.

La présentation est jointe au compte rendu.

## **10. Autres sujets**

Aucun autre sujet n'est traité.

## **11. Prochaine rencontre**

Comme prévu au calendrier des rencontres déjà transmis, la prochaine réunion de la CAR se tiendra le vendredi, 25 mai 2012, dès 9 heures. Par ailleurs, M. Julien rappelle que la Table « Vitalité des territoires » aura lieu, le vendredi 2 mars 2012.

## **12. Levée de la réunion**

La réunion est levée à 12 h 10.

Préparé par Nancy Robichaud  
Secrétaire de la CAR Bas-Saint-Laurent

**Liste des présences**  
**CAR – BAS-SAINT-LAURENT**  
**24 février 2012**  
**9 h 00 à 11 h 30**  
**Lieu : Salle de conférence du MELS**  
 Sous la présidence de Gilles Julien  
 Nancy Robichaud, secrétaire de la CAR BSL

		Remplacé-e ou accompagné-e (+)	Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>	Informations supplémentaires
Arsenault, André	SIQ		Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>	
Beaudry, Gérald	CRÉ BSL		Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>	
Beaulieu, Lucie	Investissement Québec		Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>	
Bédard, Gérard	MELS		Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>	
Bélanger, Bruno	Fin. agricole		Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>	
Bélanger, Jacques	Sécurité publique (séc civile)		Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>	
Bergeron, Mario	MTQ	Lise Therriault	Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>	<b>Les deux</b>
Bernier, Frédéric	Investissement Québec		Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>	
Blais, Josée	MAPAQ		Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>	
Blanchette, Johanne	OPHQ		Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>	
Boudreault, Valérie	MCE- Aff. Autochtones		Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>	
Boulanger, Jules	MDDEP-CCEQ		Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>	
Carbonneau, Marie-Andrée	CSPQ		Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>	
Caron, Mona	SAAQ		Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>	
Chabot, Christine	CSF		Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>	
Cyr, Viateur	Justice		Oui <input type="checkbox"/> Non <input checked="" type="checkbox"/>	
Demers, Claude	OQLF		Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>	
Deschênes, Élise	MTO		Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>	
Dionne, Jean-Marie	MDDEP		Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>	
Doyle, Yvon	MICC		Oui <input type="checkbox"/> Non <input checked="" type="checkbox"/>	
Dubé, Diane	Télé-Québec		Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>	
Dubé, Simon	CSST		Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>	
Fournier, Christian	CNT		Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>	
Goulet, Denis	MDEIE		Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>	
Julien, Gilles	MAMROT		Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>	
Landry, Louis	MCCCF		Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>	
Lepage, Michel	Min. Revenu		Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>	
Lévasseur, Michel	MSQ		Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>	
Malo, Isabelle	ASSS		Oui <input type="checkbox"/> Non <input checked="" type="checkbox"/>	
Martel, Johanne	MAPAQ	Isabelle Poirier	Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>	
Paquet, Nicole	MFA		Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>	
Pineault, Charles	Régie du bâtiment		Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>	
Rioux, Christiane	Services Québec		Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>	
Robichaud, Nancy	MAMROT		Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>	
Sirois, Guylaine	Attachée politique		Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>	
St-Laurent, Paul	MRNF		Oui <input type="checkbox"/> Non <input checked="" type="checkbox"/>	
Trudelle, Claude	MRI		Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>	
Vallières, Diane	MESS		Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>	

## **CONFÉRENCE ADMINISTRATIVE RÉGIONALE DU SAGUENAY-LAC-SAINT-JEAN**

**Thème : Application de la Loi-cadre sur le développement durable pour les ministères et organismes**

**Date : Le jeudi, 2 juin 2011 – de 9 h à 15 h 30**

**Lieu : Auberge des Battures\***

---

### **Ordre du jour**

- 1. Ouverture de la réunion**
- 2. Lecture et adoption de l'ordre du jour**
- 3. Lecture et adoption du compte rendu de la rencontre du 12 novembre 2010 et éléments de suivi**
- 4. Suivi des travaux des comités permanents**
- 5. Schémas d'aménagement et de développement : une pratique qui doit évoluer**  
Présenté par M. David Dufour, conseiller en urbanisme, aménagement et développement du territoire, MAMROT
- 6. Principales orientations du nouveau schéma d'aménagement et de développement de la Ville de Saguenay et plan d'actions associé**  
Présenté par M. Denis Coulombe, directeur de l'urbanisme et de l'aménagement, Ville de Saguenay
- 7. Loi-cadre sur le développement durable**  
Présenté par M. Martin Vachon, conseiller en développement durable, MDDEP
- 8. Cas pratiques de l'application des 16 critères du développement durable**  
Présenté par M. Jacques Régnier, directeur général, Centre québécois du développement durable
- 9. Affaires nouvelles**
  - 9.1 .....
  - 9.2 .....
- 10. Fin de la rencontre**

\* 6295, boulevard de la Grande Baie Sud, Saguenay, arrondissement La Baie

COMPTE RENDU

Réunion de la Conférence administrative régionale  
du Saguenay–Lac-Saint-Jean (CAR-02)

Tenue le 2 juin 2011 – de 9 h à 15 h 30

Auberge des Battures, La Baie

Sont présents (es) :

- M<sup>mes</sup>

Valérie Bergeron, MTQ  
Nancy Bonneau, MTQ  
Christine Chabot, CSF  
Martine Couture, ASSS  
Sylvie Denis, MAPAQ  
Josée Desjardins, MSP – Services correctionnels  
Nicole Paquet, MFA  
Édith Tremblay, MDDEP
- MM.

Daniel Côté, CSPQ  
Réal Delisle, MSP - Sécurité civile  
Clément Desbiens, Emploi-Québec (MESS)  
Yvon Doyle, MICC  
Marc Dubé, CRÉ  
David Dufour, MAMROT  
Dominique Dufour, Engagement jeunesse  
Réjean Dumais, MTQ  
Gilles Gauthier, MAMROT  
Réjean Goudreault, MCCCCF  
François Guillot, Sépaq  
David Jean, MAMROT  
Yves Lefebvre, FAQ  
Guy Morency, Hydro-Québec  
Benoît Poulin, MAMROT  
Alain Thibeault, MRNF  
Daniel Tremblay, MRNF  
Donald Turgeon, MTQ

Personnes invitées :

- MM.

Denis Coulombe, directeur de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme à la Ville de Saguenay  
François Boivin, urbaniste à la Ville de Saguenay  
Martin Vachon, conseiller en développement durable au MDDEP  
Jacques Régnier, directeur général au Centre québécois du développement durable (CQDD)
- M<sup>me</sup>

Patricia Martin, conseillère en développement durable au CQDD

Sujet	Suivi
<div>1. Mot de bienvenue</div> <div>La réunion débute à 9 h 10, par le mot de bienvenue du président, M. Gilles Gauthier.</div> <div>M. Gauthier signale l'arrivée de trois nouveaux membres à la CAR, soit M. Daniel Côté du Centre de services partagés du Québec (CSPQ), M. Daniel Tremblay dans ses nouvelles fonctions au ministère des Ressources naturelles et de la Faune (MRNF) et M. David Jean du ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire (MAMROT) qui agira à titre de secrétaire de la CAR.</div>	

Sujet	Suivi
<p>M. Gauthier souligne la contribution de M<sup>me</sup> Lison Rhéaume pour ses 4 années à titre de présidente de la CAR et son travail remarquable à la promotion du développement régional. L'ensemble des membres de la CAR ajoute leur appui à ce témoignage.</p> <p><b>2. Lecture et adoption de l'ordre du jour</b></p> <p>Un point est ajouté aux affaires nouvelles : le Plan régional de développement intégré des ressources et du territoire (PRDIRT). L'ordre du jour est accepté comme présenté.</p> <p>On propose de déterminer à l'avance les dates des prochaines rencontres de la CAR afin de faciliter la présence d'un maximum de membres. Les dates retenues sont le jeudi 27 octobre 2011 et le jeudi 23 février 2012. Un rappel sera envoyé aux membres quelques semaines avant la tenue de ces rencontres.</p> <p><b>3. Lecture et adoption du compte rendu de la rencontre du 12 novembre 2010 et éléments de suivi</b></p> <p>Le compte rendu de la rencontre du 12 novembre 2010 est adopté.</p> <p><b>4. Suivi des travaux des comités permanents</b></p> <ul style="list-style-type: none"><li><b>Comité desserte des services gouvernementaux</b> <b>Problématiques touchant le personnel de la fonction publique au Saguenay-Lac-Saint-Jean : sondage, rapport et plan d'action.</b>  Le rapport synthèse a été rédigé dans sa forme finale. M<sup>me</sup> Lison Rhéaume avait la responsabilité de faire cheminer les constats et les recommandations du rapport auprès des autorités responsables. Pour faire suite à la promotion de M<sup>me</sup> Rhéaume à titre de directrice régionale d'Emploi-Québec, M. Gilles Gauthier s'engage à faire cheminer le dossier aux autorités concernées.</li><li><b>Comité développement économique et emploi</b>  En l'absence de M. Joseph Molina, M. Alain Mignault résume la rencontre du 27 mai 2011 du comité développement économique et emploi. Les points suivants ont été abordés lors de cette rencontre : l'état d'avancement des créneaux ACCORD, les modifications aux mesures et programmes des M/O pour la nouvelle année financière, la démarche du <i>Plan d'action pour la diversification de l'économie et l'emploi</i> et, enfin, les besoins de concertation face aux futurs projets issus du Plan Nord qui vont toucher la région.</li></ul>	<p>Gilles Gauthier pour le suivi du rapport</p>



Sujet	Suivi
<ul style="list-style-type: none"><li><b>Comité aménagement du territoire</b> En l'absence de M<sup>me</sup> Diane Larose, M. David Dufour fait un retour sur la rencontre du comité aménagement du territoire du 12 novembre 2010 : les participants ont discuté des retombées socio-économiques d'un projet d'Hydro-Québec de construction d'une ligne électrique haute-tension qui traverserait la région et de la mise en place de la nouvelle <i>Loi sur l'aménagement et l'urbanisme</i> dont le dépôt à l'Assemblée nationale est prévu à l'automne.</li><li><b>Comité santé, développement social et les personnes</b> Le comité ne s'est pas réuni depuis la dernière rencontre de la CAR. Les travaux des membres du comité permanent se sont concentrés au sein de deux sous-comités.<ul style="list-style-type: none"><li><b>Table régionale de concertation sur les saines habitudes de vie</b> Le <i>Plan d'action sur la promotion des saines habitudes de vie au Saguenay—Lac-Saint-Jean</i> a été complété récemment. Celui-ci a identifié trois priorités distinctes mais complémentaires qui se déclinent en plusieurs actions. Les trois priorités sont toutes en lien avec le <i>Plan d'action gouvernemental de promotion des saines habitudes de vie et de prévention des problèmes reliés au poids</i>, il s'agit :<ul style="list-style-type: none"><li>Priorité 1 : Mettre sur pied des programmes d'éducation grand public à la préparation des aliments afin de rétablir une culture qui s'appuie sur l'utilisation des produits locaux.</li><li>Priorité 2 : Faciliter le transport des jeunes et des familles pour la pratique d'activité physique en continuant l'investissement dans le transport en commun.</li><li>Priorité 3 : Favoriser le transfert de connaissances en matière d'activités physique et de développement de la psychomotricité des enfants pour le personnel des services de garde éducatifs à l'enfance dans le cadre de leurs activités de perfectionnement.</li></ul></li></ul></li></ul> <p>L'Agence souhaite présenter en détails le plan d'action aux membres de la CAR pour s'assurer de la collaboration de tous pour sa mise en œuvre.</p> <ul style="list-style-type: none"><li><b>Comité interministériel sur la condition féminine</b> M. Réjean Goudreault du MCCCCF mentionne que les M/O ont été consulté pour connaître leurs besoins en formation sur l'analyse différenciée selon le sexe (ADS). 20 personnes ont exprimé leur intention de participer à la formation sur l'ADS qui sera offerte à l'automne. M. Goudreault ajoute que l'entente spécifique en condition féminine va se terminer en 2011 et qu'une stratégie d'intégration de la main-d'œuvre féminine est en cours d'élaboration avec Emploi-Québec.</li></ul>	

Sujet	Suivi
<p>• <b>Comité engagement jeunesse</b></p> <p>En l'absence de M<sup>me</sup> Lison Rhéaume, M. Clément Desbiens présente la progression de la Stratégie d'Engagement jeunesse pour laquelle plusieurs actions prévues au plan d'action sont en cours de réalisation. Depuis novembre 2010, le comité s'est réuni à trois reprises. Voici quelques résultats de la dernière année :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>– Un bulletin est envoyé périodiquement aux intervenants jeunesse de la région afin de les sensibiliser à la complémentarité et à la continuité des services, à l'accueil et à la référence de jeunes. Un bulletin a été élaboré lors de la dernière année et il a été lu par plus de 200 personnes;</li> <li>– Un nouveau groupe de travail, composé d'Emploi-Québec, de Service Canada, du Regroupement Action Jeunesse 02 (Raj-02) et de trois bailleurs de fonds en employabilité, a entamé une réflexion sur les moyens de mobiliser les organisations qui offrent des services en recherche d'emploi aux jeunes autour d'un projet d'arrimage des programmes et d'actualisation des connaissances des services.</li> <li>– Le déploiement de la Transition École-Vie Active (TÉVA) s'est beaucoup accentué au Saguenay–Lac-Saint-Jean dans la dernière année. Ainsi, le choix de notre région a été d'intégrer la transition de l'école à la vie active à l'intérieur des plans d'intervention ou des plans des services intersectoriels et individualisés déjà existants à l'intérieur du cadre scolaire. Sous la responsabilité de la personne-ressource en accompagnement des gestionnaires à la direction régionale du MELS, un travail d'arrimage entre les programmes scolaires aux élèves handicapés ou en difficulté d'adaptation ou d'apprentissage (ÉHDAA) et les objectifs de la TEVA a été effectué.</li> </ul> <p><b>5. Schémas d'aménagement et de développement : une pratique qui doit évoluer</b></p> <p>M. David Dufour présente la démarche d'élaboration des schémas d'aménagement et de développement et l'accompagnement gouvernemental qui y est associé. La présentation passe en revue les étapes suivantes : le processus d'examen de conformité du schéma, la consultation des M/O concernés par l'aménagement du territoire, la validation de cohérence, l'approbation ministériel et le suivi.</p> <p><b>6. Principales orientations du nouveau schéma d'aménagement et de développement de la Ville de Saguenay et plan d'action associé</b></p> <p>MM. Denis Coulombe, directeur de l'urbanisme et de l'aménagement à la Ville de Saguenay, et François Boivin, urbaniste à la Ville de Saguenay, présentent les principales orientations du nouveau schéma d'aménagement et de développement de la Ville de Saguenay.</p>	

Sujet	Suivi
<p>Les présentateurs décrivent les orientations d'aménagement des principales fonctions du territoire, dont voici un résumé :</p> <p>La fonction résidentielle</p> <ul style="list-style-type: none"><li>– Planification rationnelle du développement résidentiel</li><li>– Planification des aires commerciales, industrielles et autres dans la trame résidentielle</li></ul> <p>La fonction commerciale</p> <ul style="list-style-type: none"><li>– Développer les centres-villes et les centres d'affaires</li><li>– Planifier les artères commerciales</li></ul> <p>La fonction industrielle</p> <ul style="list-style-type: none"><li>– Assurer le dynamisme, le développement et le rayonnement des zones de grande industrie</li><li>– Développer les parcs industriels</li></ul> <p>La fonction des services publics</p> <ul style="list-style-type: none"><li>– Promouvoir l'établissement et le développement d'une cité du savoir et de la santé et de zones désignées</li><li>– Assurer le rayonnement et le dynamisme de Saguenay en tant que pôle de services publics et parapublics pour le Nord et le Nord-Est du Québec.</li><li>– Favoriser le maintien et le développement des activités militaires et aéroportuaires.</li><li>– Protéger la vocation portuaire et maritime des installations et favoriser leur accessibilité.</li></ul> <p>La fonction agricole</p> <ul style="list-style-type: none"><li>– Protéger la zone agricole tout en favorisant son développement</li><li>– Préserver les composantes paysagères</li></ul> <p>La fonction forestière</p> <ul style="list-style-type: none"><li>– Favoriser un développement polyvalent du milieu forestier</li><li>– La fonction récréative et espaces verts dans l'ensemble du territoire</li><li>– Reconnaître, consolider, protéger et mettre en valeur les grands ensembles récréatifs et naturels.</li></ul> <p>MM. Coulombe et Boivin ajoutent que des actions particulières sont prévues à l'égard des territoires d'intérêt historique et culturel, des territoires d'intérêt écologique et des contraintes anthropiques et naturelles.</p> <p>La présentation s'est conclue avec une période d'échange sur le plan d'action associé au schéma d'aménagement.</p> <p><b>7. Loi-cadre sur le développement durable</b></p> <p>M. Martin Vachon, conseiller en développement durable au MDDEP, présente la démarche gouvernementale de développement durable. M. Vachon aborde notamment les dimensions de la Loi-cadre sur le développement durable, des orientations stratégiques de mise en œuvre et de la valeur ajoutée pour les organisations d'adopter une approche de développement durable. Plusieurs exemples de M/O qui ont adapté leurs pratiques sont présentés.</p> <p>Le document PowerPoint <i>La démarche gouvernementale de développement durable</i>, par M. Martin Vachon du MDDEP, le 2 juin 2011, est joint au présent compte rendu et en fait partie intégrante.</p>	

Sujet	Suivi
<p><b>8. Cas pratiques de l'application des 16 critères du développement durable</b></p> <p>M. Jacques Régnier, directeur général au Centre québécois du développement durable (CQDD), aborde à l'aide de plusieurs cas pratiques comment les M/O peuvent appliquer les principes du développement durable dans leurs pratiques. Des exemples tirés du MAPAQ, du MDEIE, du MCCCCF et du MAMROT ont été discutés. Une grande partie de la présentation a décrit l'application du développement durable dans les différentes fonctions d'organisation : direction, achats, finance/comptabilité, logistique, ressources humaines, production et communication.</p> <p>Le document PowerPoint <i>L'application et la mise en œuvre du développement durable dans l'administration publique</i>, par M. Jacques Régnier du Centre québécois du développement durable (CQDD), le 2 juin 2011, est joint au présent compte rendu et en fait partie intégrante.</p>	
<p><b>9. Affaires nouvelles</b></p> <p>Suite aux discussions entre le MRNF et la CRÉ, M. Daniel Tremblay du MRNF propose d'inviter la Commission des ressources naturelles et du territoire (CRNT) à présenter aux membres de la CAR son Plan régional de développement intégré des ressources et du territoire (PRDIRT). Il est convenu d'inscrire la présentation à la prochaine rencontre.</p>	David Jean : inscrire à l'ordre du jour de la prochaine CAR
<p><b>10. Fin de la rencontre</b></p> <p>La rencontre se termine à 15 h 20.</p>	

Rédigé par David Jean – 418 698-3523, poste 80206  
 Secrétaire de la CAR-02

## **CONFÉRENCE ADMINISTRATIVE RÉGIONALE DU SAGUENAY–LAC-SAINT-JEAN**

**Date :** Le jeudi, 27 octobre 2011 – de 9 h à 12 h

**Lieu :** Restaurant Le Margot, à Larouche

---

### **Ordre du jour**

- 1. Ouverture de la réunion**
- 2. Lecture et adoption de l'ordre du jour**
- 3. Lecture et adoption du compte rendu de la rencontre du 2 juin 2011 et éléments de suivi**
- 4. Campagne Centraide**  
Martin Vallée, président de la campagne, et Martin Saint-Pierre, directeur général Centraide Saguenay–Lac-Saint-Jean
- 5. Formation et développement**  
Daniel Côté, CSPQ
- 6. Suivi des travaux des comités permanents**
- 7. Table régionale de promotion des saines habitudes de vie au Saguenay—Lac-Saint-Jean : bilan**  
Martine Couture et Chantal-Anne Moreau, ASSS
- 8. Présentation du Plan régional de développement intégré des ressources et du territoire (PRDIRT) – processus de consultation et résultats**  
Marc Dubé et Aldé Gauthier, CRÉ
- 9. Présentation du Livre vert pour une politique bioalimentaire**  
André Gagnon, MAPAQ
- 10. Entente spécifique en négociation**
- 11. Affaires nouvelles**
  - 11.1 .....
  - 11.2 .....
- 12. Fin de la rencontre**

COMPTE RENDU

Réunion de la Conférence administrative régionale  
du Saguenay–Lac-Saint-Jean (CAR-02)

Tenue le 27 octobre 2011 de 9 h à 12 h

Restaurant Le Margot, à Larouche

Sont présents (es) :

- M<sup>mes</sup>

Audrey Bouchard, Archives nat. du Québec  
Mona Caron, SAAQ  
Christine Chabot, CSF  
Martine Couture, ASSS  
Lison Rhéaume, Emploi-Québec (MESS)  
Dominique Teufel, MDEIE  
Édith Tremblay, MDDEP
- MM.

Jean-Luc Bessette, MTOU  
Daniel Côté, CSPQ  
Pierre Dassylva, MSP – sécurité civile  
Marc Dubé, CRÉ  
David Dufour, MAMROT  
Dominique Dufour, Engagement jeunesse  
Gilles Gauthier, MAMROT  
Réjean Goudreault, MCCCCF  
David Jean, MAMROT  
Guy Morency, Hydro-Québec  
Benoît Poulin, MAMROT  
Alain Thibeault, MRNF  
Daniel Tremblay, MRNF  
Donald Turgeon, MTQ  
Martin Vallée, Investissement-Québec  
Éric Wagner, MELS  
Roger Paré, MELS

Personnes invitées :

- MM.

André Gagnon, adjoint à la direction, ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation  
Aldé Gauthier, ingénieur forestier et conseiller en développement CRRNT, CRÉ  
Serge Chiasson, chef d'équipe CRRNT et conseiller en développement, CRÉ
- M<sup>me</sup>

Chantal-Anne Moreau, adjointe au directeur de santé publique, Agence de la santé et des services sociaux du Saguenay–Lac-Saint-Jean

Sujet	Suivi
<div>1. Mot de bienvenue</div> <div>La réunion débute à 9 h 10, par le mot de bienvenue du président, M. Gilles Gauthier.</div> <div>M. Gauthier signale l'arrivée de trois nouveaux membres à la CAR, soit M. Éric Wagner du ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport (MELS), M. Pierre-André Dupont de la Régie du bâtiment et M. Pierre Dassylva du ministère de la sécurité publique. M. Gauthier souligne également la présence de M<sup>me</sup> Lison Rhéaume dans ses nouvelles fonctions de directrice régionale d'Emploi-Québec.</div>	

<p><b>2. Lecture et adoption de l'ordre du jour</b></p> <p>L'ordre du jour est accepté comme présenté.</p>	
<p><b>3. Lecture et adoption du compte rendu de la rencontre du 2 juin 2011 et éléments de suivi</b></p> <p>Le compte rendu de la rencontre du 2 juin 2011 est adopté.</p>	
<p><b>4. Campagne Centraide</b></p> <p>M<sup>me</sup> Lison Rhéaume, responsable de la campagne Centraide pour le secteur de la fonction publique québécoise, introduit le sujet de la nouvelle campagne Centraide 2011 et souligne la contribution significative des membres de la fonction publique à celle-ci.</p> <p>MM. Martin St-Pierre, directeur général de Centraide Saguenay–Lac-Saint-Jean, et Martin Vallée, directeur régional d'Investissement Québec et président de la campagne régionale, nous informent des objectifs de la campagne Centraide. Il précise que l'ensemble de l'argent recueilli dans la région est redistribué aux 97 organismes associés du Saguenay–Lac-Saint-Jean. Les donateurs en milieu de travail représentent 60 % des dons recueillis et on dénote une croissance du nombre de Grands donateurs (dons de 500 \$ et plus) et de Donateurs leaders (dons de 1 000 \$ et plus).</p> <p>M. St-Pierre présente le thème, particulièrement audacieux, de la campagne Centraide de cette année : « <u>En dessous, on est tous pareils</u> ». Il précise « qu'il faut du courage pour poser nu, mais il en faut tout autant pour demander de l'aide ». Une pochette d'information est remise aux participants.</p>	
<p><b>5. Formation et développement</b></p> <p>M. Daniel Côté du Centre de services partagés du Québec (CSPQ) mentionne que le calendrier des formations pour la prochaine année est en voie d'être finalisé. On propose de présenter l'offre de services complète à la prochaine rencontre de la CAR. À l'heure actuelle, des sessions de formation sont prévues en regard des éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>– Le leadership;</li> <li>– Le transfert de connaissances dans les organisations, dans un contexte de départs massifs à la retraite, afin de préserver la mémoire organisationnelle;</li> <li>– L'animation de cercles de gestion pour les gestionnaires;</li> <li>– L'animation de groupes de co-développement pour les professionnels en situation de gestion.</li> </ul> <p>Un sondage a été transmis aux m/o pour connaître leurs besoins afin de construire des sessions sur mesure.</p> <p>M<sup>me</sup> Lison Rhéaume demande s'il serait possible de présenter les conférences-midi en alternance entre Jonquière et Chicoutimi. M. Côté précise qu'un tel arrangement est possible et qu'en ce sens, le CSPQ essaiera de réaliser deux conférences-midi pour la prochaine conférence, une à Jonquière et une à Chicoutimi.</p>	

<p>M<sup>me</sup> Martine Couture, présidente-directrice générale de l'Agence de santé et de services sociaux (ASSS) du Saguenay–Lac-Saint-Jean, complète la présentation avec les services de formation offerts par l'Agence :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>– Promotion des saines habitudes de vie dans les M/O;</li> <li>– Présentation du Programme <u>0-5-30 Combinaison Prévention</u> dans les organisations;</li> <li>– Présentation des mesures de conciliation travail/famille.</li> </ul>	
<p><b>6. Suivi des travaux des comités permanents</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li> <p><b>Comité desserte des services gouvernementaux</b></p> <p><b>Problématique touchant le personnel de la fonction publique au Saguenay–Lac-Saint-Jean : sondage, rapport et plan d'action.</b></p> <p>En l'absence de M<sup>me</sup> Francine Harvey, directrice régionale du Saguenay–Lac-Saint-Jean à Services Québec, M. Gilles Gauthier rappelle que le rapport a été cheminé aux autorités concernées et il s'engage à faire le suivi de l'état d'avancement du dossier. Le comité sera invité à se réunir prochainement.</p> </li> <li> <p><b>Comité développement économique et emploi</b></p> <p>Le comité ne s'est pas réuni depuis la dernière rencontre. La prochaine rencontre est prévue le 8 novembre 2011.</p> </li> <li> <p><b>Comité aménagement du territoire</b></p> <p>M. Guy Morency, conseiller–relations avec le milieu à la Direction régionale du Saguenay–Lac-Saint-Jean (direction Production) d'Hydro-Québec, fait un retour sur la rencontre du comité qui s'est tenue le 4 octobre dernier. Un projet d'Hydro-Québec visant la construction d'une ligne de transmission électrique reliant le secteur de La Doré à la région métropolitaine a fait l'objet de discussion. M. Morency nous informe que des consultations ont été réalisées afin de choisir un corridor qui minimise les impacts du projet. La prochaine étape consistera à définir de manière plus spécifique le choix du tracé à l'intérieur de ce corridor. La mise en service de la ligne de transmission électrique est prévue pour 2017.</p> <p>Le ministère des transports du Québec (MTQ) a également présenté la démarche de mobilité durable lors de la rencontre. M. Donald Turgeon, directeur régional du MTQ, précise que le Plan régional de mobilité durable a été approuvé. Une première rencontre avec le milieu est prévue en novembre, en vue d'une adoption pour décembre 2012.</p> </li> <li> <p><b>Comité santé, développement social et les personnes</b></p> <p>Le comité ne s'est pas réuni depuis la dernière rencontre de la CAR. Les travaux des membres du comité permanent se sont concentrés au sein de deux sous-comités.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li> <p><b>Table régionale de concertation sur les saines habitudes de vie</b></p> <p>Le point 7 à l'ordre du jour porte spécifiquement sur l'état d'avancement des travaux de la Table régionale de concertation sur les saines habitudes de vie.</p> </li> </ul> </li> </ul>	



– **Comité interministériel sur la condition féminine**

M. Réjean Goudreault dresse l'avancement des travaux du comité : Emploi-Québec a présenté au comité la Stratégie d'intervention d'Emploi-Québec à l'égard de la main-d'œuvre féminine, le CSF a réalisé une présentation sur l'usage des stéréotypes « Les stéréotypes, la construction sociale du féminin et du masculin » et deux séances de formation sur l'analyse différenciée selon le sexe (ADS) ont été tenues.

M. Goudreault annonce que, suite à une décision du MCCCCF de regrouper le mandat de la condition féminine à Québec, il ne sera plus le président du comité interministériel sur la condition féminine et que l'entente spécifique en matière de condition féminine 2011-2015 sera désormais négociée pour toutes les régions du Québec par la Direction à la régionalisation, basée à Québec.

Les membres de la CAR expriment leur désapprobation, signalant qu'une telle décision s'inscrit en opposition avec les principes de régionalisation et avec l'esprit d'une entente spécifique. M. Gilles Gauthier propose, appuyé de l'ensemble des membres présents, que la CAR du Saguenay-Lac-Saint-Jean dépose une résolution exprimant son désaccord avec cette décision. M. Marc Dubé, directeur général de la CRÉ du Saguenay-Lac-Saint-Jean, mentionne que la CRÉ déposera elle aussi une résolution en ce sens.

Gilles Gauthier : transmettre une résolution au nom de la CAR au Secrétariat à la condition féminine du MCCCCF.

• **Comité engagement jeunesse**

**Renouvellement de la convention**

M<sup>me</sup> Lison Rhéaume, présidente du comité directeur régional de la mesure Engagement jeunesse au Saguenay-Lac-Saint-Jean, annonce que la convention 2011-2014 a été signée entre le SAJ, le CSSS de Chicoutimi et la présidente du comité directeur. Elle souligne que les différents travaux du plan d'action annuel sont en cours de réalisation et elle en résume quelques-uns.

**Transition école-vie active pour les élèves handicapés (TÉVA)**

M<sup>me</sup> Lison Rhéaume explique qu'un document d'arrimage entre la TÉVA et les programmes de formation axés sur l'emploi (PFAE) a été réalisé.

• **Comité bailleur de fonds en employabilité**

Dans le but d'échanger sur les différents programmes en employabilité des jeunes, M<sup>me</sup> Lison Rhéaume mentionne qu'un comité bailleurs de fonds en employabilité a été formé. Celui-ci est formé de Services Canada, d'Emploi-Québec et du Regroupement Action Jeunesse 02.

**Projet « Groupe de discussion avec les jeunes immigrants »**

Pour ce projet, M<sup>me</sup> Lison Rhéaume explique que le comité de réflexion propose de rencontrer des groupes de jeunes immigrants, de tous les milieux et de toute la région, afin de recueillir leurs opinions, commentaires, frustrations et leurs visions sur les programmes et services qui leur sont offerts par les ministères, institutions et organismes.

<p><b>Projet « Problématiques vécues par les jeunes chercheurs d'emploi »</b> M<sup>me</sup> Lison Rhéaume, explique que, comme plusieurs organisations qui offrent des services en employabilité aux jeunes relèvent un alourdissement de leurs clients, le CDR désire mettre en place un projet afin de faire des recommandations en regard des principaux constats relevés dans ce projet.</p> <p><b>Journées de réflexion à l'hiver 2012</b> Finalement, M<sup>me</sup> Lison Rhéaume mentionne qu'une journée de réflexion sur la mesure est en cours de planification. Ainsi, sur la formule des journées de réflexion du CRÉPAS, une telle activité pourrait avoir lieu pour Engagement jeunesse au Saguenay–Lac-Saint-Jean. L'idée serait de réunir un comité directeur élargi lors d'une journée afin de réfléchir sur le fonctionnement de la mesure et nourrir les plans d'action annuels.</p>	
<p><b>7. Table régionale de promotion des saines habitudes de vie au Saguenay—Lac-Saint-Jean</b></p> <p>M<sup>mes</sup> Martine Couture et Chantal-Anne Moreau, de l'ASSS, présentent l'état d'avancement des travaux régionaux en lien avec le <i>Plan d'action gouvernemental de promotion des saines habitudes de vie et de prévention des problèmes reliés au poids « Investir pour l'avenir »</i>. M<sup>mes</sup> Couture et Moreau effectuent un rappel du plan d'action gouvernemental, présentent le travail réalisé par la Table régionale et dévoilent le projet régional Québec en forme pour la promotion des saines habitudes de vie.</p> <p>On précise qu'un premier <u>Bilan de l'implantation du Plan d'action gouvernemental</u> a été réalisé pour la période 2006-2008 et qu'un deuxième bilan sera bientôt complété. Celui-ci sera acheminé aux membres de la CAR lorsqu'il sera disponible.</p> <p>Le document <i>Investir pour l'avenir</i>, par M<sup>me</sup> Chantal-Anne Moreau de l'ASSS, le 27 octobre 2011, est joint au présent compte rendu et en fait partie intégrante.</p>	<p>David Jean : inscrire pour une prochaine rencontre et faire suivre aux membres de la CAR dès réception.</p>
<p><b>8. Présentation du Plan régional de développement intégré des ressources et du territoire (PRDIRT) – processus de consultation et résultats</b></p> <p>MM. Serge Chiasson, chef d'équipe CRRNT et conseiller en développement, et Aldé Gauthier, ingénieur forestier et conseiller en développement CRRNT, présentent un sommaire du <u>Plan régional de développement intégré des ressources et du territoire (PRDIRT)</u>. Ils précisent que la démarche de consultation et de rédaction du plan a nécessité 3 ans de travail et que le MRNF a étroitement collaboré à son élaboration. Le PRDIRT a été conçu pour être le plus opérationnel possible.</p> <p>Le document <i>Plan régional de développement intégré des ressources et du territoire (PRDIRT)</i>, par MM. Serge Chiasson et Aldé Gauthier de la CRÉ, le 27 octobre 2011, est joint au présent compte rendu et en fait partie intégrante.</p>	

<p><b>9. Présentation du Livre vert pour une politique bioalimentaire</b></p> <p>M. André Gagnon, adjoint à la Direction régionale du Saguenay–Lac-Saint-Jean du MAPAQ, présente le Livre vert pour une politique bioalimentaire « <u>Donner le goût du Québec</u> ». Le Livre vert fera l'objet de consultations en commission parlementaire en vue du dépôt d'une politique bioalimentaire sous la forme d'une loi-cadre.</p> <p>Le document <i>Donner le goût du Québec Livre vert pour une politique bioalimentaire</i>, par M. André Gagnon du MAPAQ, le 27 octobre 2011, est joint au présent compte rendu et en fait partie intégrante.</p>	
<p><b>10. Ententes spécifiques en négociation</b></p> <p>M. Gilles Gauthier précise que les tableaux des ententes spécifiques (en vigueur, en processus de signature et de négociation et projetées) ont récemment été mis à jour. Les membres de la CAR sont invités à faire part au secrétaire de la CAR de tous commentaires ou d'ajouts à inscrire aux tableaux des ententes spécifiques.</p>	
<p><b>11. Affaires nouvelles</b></p> <p>M. Réjean Goudreault, directeur régional au MCCCCF, mentionne que son professionnel en patrimoine prend congé pour une période de 6 mois. Il est ouvert à recevoir toute proposition si vous avez des personnes à lui référer ou à prêter.</p>	
<p><b>12. Fin de la rencontre</b></p> <p>La rencontre se termine à 12 h 15.</p>	

Rédigé par :  
Caroline Ducharme — 418 698-3523, poste 80202  
et  
David Jean — 418 698-3523, poste 80206  
Secrétaire de la CAR-02

## **CONFÉRENCE ADMINISTRATIVE RÉGIONALE DU SAGUENAY–LAC-SAINT-JEAN**

**Date :** Le mercredi, 7 mars 2012 – de 9 h à 12 h

**Lieu :** Hôtel Le Montagnais  
1080, boulevard Talbot, Chicoutimi  
Salle Tente/Tipi

---

### **Ordre du jour**

1. Ouverture de la réunion
2. Lecture et adoption de l'ordre du jour
3. Lecture et adoption du compte-rendu de la rencontre du 27 octobre 2011 et éléments de suivi
4. Suivi des comités permanents
5. Présentation de la *Stratégie pour assurer l'occupation et la vitalité des territoires 2011-2016*
6. Plan d'action gouvernemental à l'intention des municipalités dévitalisées – visite de la CAR à Petit-Saguenay
7. Affaires nouvelles
  - 7.1 Journée mondiale de la femme
  - 7.2 .....
8. Date de la prochaine rencontre
9. Fin de la rencontre

# Conférence administrative régionale Mauricie

Projet d'ordre du jour  
Vendredi 3 juin 2011 de 9 h à 12 h  
Hôtel L'Urbania

3600, boulevard Gene-H.-Kruger, Trois-Rivières

- |         |   |
|---------|---|
| 9 h     | Mot de bienvenue  |
| 9 h 05  | Lecture et adoption de l'ordre du jour  |
| 9 h 10  | Adoption du compte rendu de la réunion du 5 novembre 2010   |
| 9 h 15  | Le plan territorial de mobilité durable de la Mauricie <ul style="list-style-type: none"><li>➤ M. Richard Dionne, directeur régional, MTQ</li><li>➤ Mme Annabelle Mailhot, géographe, MTQ</li></ul> |
| 10h00   | Informations de la CRÉ Mauricie <ul style="list-style-type: none"><li>➤ M. Christian Savard, directeur général</li></ul>  |
| 10 h 15 | Pause   |
| 10h30   | Le point sur les indicateurs du marché du travail en Mauricie <ul style="list-style-type: none"><li>➤ Mme Ginette Lanthier, directrice régionale, Emploi Québec</li></ul>                           |
| 11 h 05 | La Politique nationale de la ruralité 2007-2014 : bilan de mi-parcours <ul style="list-style-type: none"><li>➤ Mme Manon Fillion, conseillère en développement régional, MAMROT</li></ul>           |
| 11 h 45 | Autres sujets <ul style="list-style-type: none"><li>➤</li><li>➤</li></ul>   |
| 12 h    | Fin de la réunion et date de la prochaine rencontre   |

## Conférence administrative régionale de la Mauricie

Compte rendu de la rencontre  
tenue le 3 juin 2011  
Salle Laviolette, Hôtel Urbania  
3600, boulevard Gene-H. Kruger, Trois-Rivières

Rédigé par Carmen Auger  
Secrétaire de la CAR

---

### ***Personnes présentes :***

Nancy Charland, SAA  
Richard Dionne, MTQ  
Carole Gaudet, MELS  
Paul Grégoire, Investissement Québec  
Yves Guay, Sûreté du Québec  
Denis Hébert, MDEIE

Norman Houle, MAPAQ  
Ginette Lanthier, MESS – Emploi Québec  
Patricia Rousseau, Services Québec  
Alain Simard, MRNF  
Luc St-Martin, MDDEP

Pierre Robert, MAMROT

### ***Invités***

Christian Savard, directeur général CRÉ Mauricie

Annabelle Mailhot, géographe MTQ

### ***Personnes excusées :***

Serge Beauchamp, ASSSS  
Pierre Bonenfant, MICC  
Carl Bergeron, OPHQ  
Yvan Bourgeois, CSST  
Alain Comeau, Revenu Québec  
Jacques Damphousse, Services correctionnels  
Michel Falardeau, Ministère de la Justice  
Isabelle Fillion, OQLF  
Jean Fournier, Tourisme Québec  
Gary Frost, OPC  
Luc Gaboriault, CNT

Lise Giroux, Curateur public du Québec  
Marie-Ève Landry, CSPQ  
Denis Marceau, SIQ  
Colette Marcotte, CSF  
Jean-Pierre Massicotte, FADQ  
Hélène McGee, MCCF  
Roger Ménard, MRI  
Roger Paré, MELS  
René Patry, MFA  
Jacques Raymond, MSP  
Michel Ste-Marie, RRQ

#### **01. Ouverture de la réunion**

Le président de la CAR souhaite la bienvenue et suggère que les personnes se présentent, car il y a plusieurs nouveaux membres qui se joignent au groupe. Il en profite pour souhaiter la bienvenue à Messieurs Paul Grégoire et Yves Guay qui sont deux nouveaux membres de la CAR. Il ajoute que le directeur régional d'hydro Québec a manifesté le désir de participer à la CAR et qu'en outre, il nous fera part des priorités de son organisation lors de la prochaine rencontre.

#### **02. Lecture et adoption de l'ordre du jour**

L'ordre du jour est modifié pour ajouter des nouvelles de la TQR et de la négociation sur les revendications territoriales des Atikamekws. Il est ensuite adopté sur la proposition de M. Denis Hébert (MDEIE), appuyée par Mme Carole Gaudet (MELS).

Mme Ginette Lanthier (MESS – Emploi Québec) fait référence au projet d'Alliance régionale pour la solidarité et l'inclusion sociale. M. Christian Savard (CRÉ) indique qu'il abordera ce sujet lors du point sur les informations de la CRÉ.

#### **03. Adoption du compte rendu de la réunion du 5 novembre 2010**

Le président de la CAR fait un retour sur les sujets traités lors de la réunion du 5 novembre 2010. M. Denis Hébert (MDEIE) mentionne qu'il était présent à cette rencontre. Le compte rendu, tel que modifié, est adopté sur la proposition de M. Hébert, appuyée par M. Richard Dionne (MTQ).

#### **04. Le plan territorial de mobilité durable de la Mauricie**

Mme Annabelle Mailhot, géographe au Ministère des Transports, présente la démarche d'élaboration de plans territoriaux de mobilité durable que son ministère propose, de même que les aspects particuliers pour la région de la Mauricie. Cette démarche s'inscrit dans le plan stratégique 2008-2012 dont la mission consiste à : « Assurer, sur tout le territoire, la mobilité durable des personnes et des marchandises par des systèmes de transport efficaces et sécuritaires qui contribuent au développement du Québec » et dans une vision de développement durable.

La démarche se veut un outil de connaissance, de mobilisation et d'harmonisation, d'aide à la décision et de changement vers une mobilité plus durable. Elle s'inspirera de la vision stratégique qui sera réalisée par la CRÉ pour faire ressortir la vision régionale en matière de mobilité durable. Deux comités, l'un directeur et l'autre technique, vont s'assurer de l'avancement des travaux.

M. Dionne ajoute que la démarche gouvernementale constitue un virage et que le futur plan territorial doit influencer le développement global de la Mauricie et non seulement la voirie. Il mentionne la nécessité de discuter des aspects techniques et des problèmes routiers avec les

territoires de la Mauricie dont la Ville de Trois-Rivières. Il demande la collaboration des autres M/O pour partager les informations ou les études pertinentes afin de bonifier la démarche.

M. Norman Houle (MAPAQ) propose de remettre au MTQ le plan de développement agro-alimentaire de la Mauricie et les profils agricoles par MRC, ce qui lui donnerait une vision du milieu agricole et de la mise en marché agro-alimentaire. Il entrevoit positivement un rapprochement des concepts de mobilité durable et de multifonctionnalité de l'agriculture, au bénéfice des collectivités. M. Luc St-Martin (MDDEP) souligne la problématique des carrières et des sablières, en particulier les chemins d'accès qui génèrent des nuisances par le passage des camions. Il mentionne que la réfection de l'échangeur Turcot à Montréal utilise du sable prélevé sur le territoire de la MRC de Maskinongé. M. Dionne évoque la possibilité de réinsérer d'autres modes de transport comme le transport ferroviaire et le transport par barges.

M. Alain Simard (MRNF) ajoute que les chemins forestiers constituent 80% des routes de la région. Il considère que le contexte actuel est favorable, que tous les ministères sont concernés et qu'un changement de culture exigera du temps. M. Denis Hébert (MDEIE) voit un lien entre la mobilité durable, l'occupation des territoires et la responsabilité des municipalités.

M. Robert mentionne que le territoire de la région de la Mauricie contient un espace urbanisé important entre les villes de Québec et de Montréal et que la mobilité durable devient un enjeu prioritaire. Il propose que la CAR, outre la collaboration souhaitée des M/O, soit informée de l'avancement des travaux notamment à la suite de la détermination de la vision régionale en matière de mobilité durable. M. Dionne estime que le début de l'année 2012 serait un moment propice à cet égard. M. Savard salue l'initiative gouvernementale d'associer la CRÉ. Elle exécutera son mandat en concertation avec ses territoires. Il estime que le développement de la région de la Mauricie se renforcera dans le partenariat entre les M/O, la CRÉ et ses territoires et souhaite que les planifications soient élaborées en commun.

## **05. Informations de la CRÉ Mauricie**

M. Savard réfère d'abord aux ententes entre la CRÉ et les M/O. L'entente sur le développement de l'agriculture et de l'agroalimentaire est presque signée. Elle dispose d'une enveloppe de 1,9 M \$ et d'une nouvelle gouvernance, avec l'embauche de Mme Catherine Sullivan. Le projet d'entente sur la persévérance scolaire, la diplomation et la qualification est en voie d'être finalisé. Un autre projet d'entente, l'économie du savoir, progresse. Il s'agira d'un service d'accompagnement en vue de renforcer la culture régionale et les pratiques en matière d'innovation.

Une annonce est prévue prochainement pour financer des actions de lutte contre la pauvreté dans le cadre de la nouvelle Alliance pour la solidarité. Le Fonds québécois d'initiatives sociales sera régionalisé et un montant de 4 M \$ serait destiné à la région de la Mauricie d'ici 2015. Au cours de l'été 2011, le transport collectif interterritorial sera renforcé avec l'ajout de nouvelles dessertes. Mme Myrabelle Chicoine de la CRÉ coordonne ce projet avec le partenariat du MTQ. Le Plan régional intégré de la faune et des ressources naturelles, adopté par la CRÉ.



Lors de sa dernière rencontre (avril 2011), le conseil d'administration de la CRÉ a adopté le Plan régional intégré des ressources naturelles et du territoire de la Mauricie. Le plan vise d'abord le territoire du Haut Saint-Maurice et il comprend plusieurs actions relatives au réservoir Gouin, aux paysages régionaux, à la villégiature privée, aux pourvoiries et au potentiel minier et forestier.

La Fondation Chagnon et la CRÉ ont des ententes de collaboration pour la promotion des saines habitudes de vie des jeunes et pour la mise en place d'un carrefour de soutien aux aidants. Pour les jeunes, la CRÉ et d'autres partenaires (Québec en forme, ARSSS, etc.) ont mandaté Moisson Mauricie et Centre-du-Québec pour faire la promotion sur tout le territoire de la Mauricie. Pour les aidants, le financement vise à leur offrir des services d'information et de répit. La Fondation a accepté la structure de fonctionnement de la CRÉ.

#### **06. Le point sur les indicateurs du marché du travail en Mauricie**

Mme Lanthier dresse le bilan des indicateurs du marché du travail. Bien que la source de ces données soit Statistique Canada, l'étrange écart qui s'est accentué depuis quelques mois fait douter de la justesse de l'échantillonnage utilisé. Étant donné la difficulté de corroborer les indicateurs et d'autres données économiques, le MESS ne diffusera plus les indicateurs du marché du travail de la Mauricie pour le moment. Mme Lanthier brosse un tableau plus réaliste de la situation au niveau du travail et du chômage. Elle compare, tableaux à l'appui sur plusieurs années, les tendances de la Mauricie et du Québec. Elle s'attarde plus spécifiquement aux écarts au niveau du chômage et du taux d'activité. La situation de la Mauricie demeure précaire.

Mme Lanthier souligne une dimension complémentaire, un défi à venir d'ici 2014 : les 23 600 postes à combler. Une rencontre s'est tenue dernièrement avec quarante entrepreneurs de la région pour discuter des problèmes de recrutement et trouver des solutions. Pour la plupart des employeurs, la pénurie immédiate se situe dans les emplois de techniciens et de professionnels. Le décrochage scolaire avant la fin du niveau secondaire a une incidence sur le non comblement de certains postes. La pénurie de main-d'œuvre est plus qualitative que quantitative car le potentiel d'employés ne rencontre pas les formations requises.

Les prestataires de l'aide sociale aptes à travailler doivent aussi être pris en compte. Plusieurs avenues sont préconisées pour leur redonner une estime de soi et possiblement les diriger vers des emplois. D'autres possibilités s'offrent pour combler les emplois à venir : les femmes, les immigrants, les cinquante-cinq ans et plus, les personnes handicapées et celles judiciairisées.

M. Houle appuie l'approche du MESS en pensant aux jeunes qui décrochent et qui n'ont pas le goût du travail. La réalité demeure toutefois complexe. Mme Gaudet reconnaît que l'adéquation entre la formation et l'emploi fait partie de la solution et constitue un enjeu majeur en Mauricie. Les éducateurs et les employeurs doivent mieux harmoniser leurs interventions. Elle réfère à la démarche gouvernementale (une collaboration MELS / MESS Emploi Québec) en cours sur cette adéquation. Une rencontre régionale a eu lieu en avril dernier et une rencontre nationale est prévue à Québec les 13 et 14 juin prochains.

M. Hébert commente une approche du CLD Drummondville : la préparation d'un dépliant pour la recherche d'emploi avec les ressources disponibles. M. Dionne explique l'organisation d'une formation ad hoc pour certains emplois au ministère des Transports. Une telle approche pourrait inspirer des employeurs et des écoles spécialisées.

## **07. *La politique nationale de la ruralité 2007-2014 – bilan de mi-parcours***

M. Robert fait un retour sur la première politique qui s'est terminée en 2007 et la nouvelle qui se terminera en 2014 avec un budget de 280 M \$. La nouvelle politique permet d'explorer de nouvelles occasions de développement. Dans la région de la Mauricie, le territoire couvert correspond à ceux des trois MRC, la Ville de La Tuque et les secteurs ruraux de la Ville de Shawinigan.

Les pactes ruraux constituent la principale mesure. Ils comprennent une aide financière totalisant 12 M \$ dans la région, des plans d'action, des bilans d'activités annuels et six agents de développement rural à l'œuvre. Depuis 2007, ils ont généré 228 projets et créé 215 emplois. Les produits de spécialité sont une deuxième mesure qui soutient financièrement la création de nouveaux produits originaux en milieu rural dans les domaines de l'agroalimentaire, des produits forestiers non ligneux et de la forêt, de la culture et du patrimoine, et des produits artisans. La subvention maximale est de 25 000 \$ par projet. Quinze projets ont été acceptés dans la région.

Une troisième mesure introduit un volet expérimentation avec les laboratoires ruraux. Elle finance des expériences de développement rural dans des secteurs à potentiel peu exploré. Un laboratoire a été accepté dans la région : la mise en valeur de la culture et des traditions Atikamekw avec le Conseil de la Nation Atikamekw. Enfin, la nouvelle politique a prévu la mise sur pied de six groupes de travail : les municipalités dévitalisées, les collectivités rurales branchées, les emporiums du Québec, la production d'énergie, la multifonctionnalité des territoires ruraux et la complémentarité urbaine / rurale. Les rapports des groupes de travail ont été déposés au ministre Laurent Lessard.

### **08.1 *Table Québec régions***

M. Robert informe les membres que trois rencontres de la Table Québec-Régions ont eu lieu depuis la dernière réunion de la CAR en novembre 2010. Le 10 février 2011, le Premier ministre a rencontré les présidents de CRÉ sur la situation économique du Québec. Le 3 mars suivant, le ministre Laurent Lessard a discuté d'occupation et de vitalité des territoires, le ministre Clément Gignac, de la future Stratégie québécoise de l'entrepreneuriat et des interventions régionales du MDEIE, la sous-ministre Sylvie Barcelo du MCCC, de l'Agenda 21 de la culture pour le Québec et Mme Nancy Newton du Chantier de l'économie sociale, du Forum international de l'économie sociale et solidaire qui se tiendra à Montréal en octobre 2011.

Le 5 mai, la rencontre de la TQR a porté sur le rapport du vérificateur général du Québec sur les interventions en matière de développement régional, la démarche d'évaluation du Fonds de développement régional (FDR) et l'occupation et la vitalité des territoires. Le MAMROT est chargé

de faire le suivi et de déposer un plan d'action. M. Savard ajoute que la CRÉ a été compensée d'un montant de 100 000\$ à la suite de la coupure dans son FDR au début de l'année 20011.

#### **08.2 Revendication territoriale des Atikamekws – Le point sur la négociation**

Mme Nancy Charland (SAA) informe les membres que les négociations territoriales avec les Atikamekws a ralenti temporairement mais que les discussions ont repris. La nation Atikamekw a un nouveau négociateur. M. Robert rappelle l'élection du nouveau conseil de bande à Wemotaci qui est composé de jeunes. Mme Charland souligne qu'un colloque Atikamek sur le développement économique est prévu à l'automne.

#### **09. Fin de la réunion et date de la prochaine rencontre**

L'ordre du jour étant épuisé, l'assemblée est levée à 12 h 17. La prochaine rencontre de la CAR se tiendra vers la fin de septembre ou au début d'octobre selon la disponibilité de M. Jacques Chauvette qui nous entretiendra sur Hydro-Québec.

# Conférence administrative régionale Mauricie

Projet d'ordre du jour  
Vendredi 30 septembre 2011 de 9 h à 11h 45  
Restaurant Poivre Noir  
1300, rue du Fleuve, Trois-Rivières

---

- |         |  |
|---------|--|
| 9 h     | Mot de bienvenue   |
| 9 h 05  | Lecture et adoption de l'ordre du jour   |
| 9 h 10  | Adoption du compte rendu de la réunion du 3 juin 2011  |
| 9 h 15  | L'occupation et la vitalité des territoires <ul style="list-style-type: none"><li>➤ M. Pierre Robert, directeur régional, MAMROT</li></ul> |
| 9h 30   | Hydro-Québec Mauricie et Centre-du-Québec <ul style="list-style-type: none"><li>➤ M. Jacques A. Chauvette, directeur général</li></ul>     |
| 10 h 15 | Pause  |
| 10h30   | La CRÉ et ses ententes avec le gouvernement <ul style="list-style-type: none"><li>➤ M. Pierre Robert, directeur régional, MAMROT</li></ul> |
| 11 h 15 | Autres sujets <ul style="list-style-type: none"><li>➤ Nouvelle ligne 735kV La Doré / /Montréal</li><li>➤</li></ul>                         |
| 11 h 45 | Fin de la réunion et date de la prochaine rencontre  |

## Conférence administrative régionale de la Mauricie

Compte rendu de la rencontre  
tenue le 30 septembre 2011  
Restaurant Le Poivre Noir  
1300, rue du Fleuve, Trois-Rivières

Rédigé par Carmen Auger  
Secrétaire de la CAR

---

### **Personnes présentes :**

Jacques A. Chauvette, Hydro-Québec  
Denis Hébert, MDEIE  
Norman Houle, MAPAQ  
Marie-Ève Landry, CSPQ,  
Yves Landry, MTQ

Colette Marcotte, CSF  
Jacques Raymond, Sécurité civile  
Alain Simard, MRNF

### **Invités** SIO

Pierre Robert, MAMROT

### **Personnes excusées :**

Serge Beauchamp, ASSSS  
Pierre Bonenfant, MICC  
Carl Bergeron, OPHQ  
Yvan Bourgeois, CSST  
Nancy Charland, SAA  
Alain Comeau, Revenu Québec  
Jacques Damphousse, Services correctionnels  
Michel Falardeau, Ministère de la Justice  
Isabelle Fillion, OQLF  
Jean Fournier, Tourisme Québec  
Gary Frost, OPC  
Luc Gaboriault, CNT  
Carole Gaudet, MELS

Lise Giroux, Curateur public du Québec  
Ginette Lanthier, Emploi Québec  
Chantal Lussier, MICC  
Denis Marceau, SIQ  
Jean-Pierre Massicotte, FADQ  
Hélène McGee, MCCF  
Roger Ménard, MRI  
Roger Paré, MELS  
René Patry, MFA  
Jacques Raymond, MSP  
Patricia Rousseau, Services Québec  
Michel Ste-Marie, RRQ  
Luc St-Martin, MDDEP

**01. Ouverture de la réunion**

Le président de la CAR souhaite la bienvenue aux participants.

**02. Lecture et adoption de l'ordre du jour**

L'ordre du jour est modifié pour ajouter l'annonce du Programme de développement de l'employabilité des personnes handicapées dans l'article «Autres sujets». L'ordre du jour est adopté sur la proposition de M. Denis Hébert, appuyée par M. Alain Simard.

**03. Adoption du compte rendu de la réunion du 3 juin 2011**

Le président de la CAR fait un retour sur les sujets abordés lors de la réunion du 3 juin 2011 : le plan territorial de mobilité durable du Ministère des Transports, les indicateurs du marché du travail le bilan de mi-parcours de la Politique nationale de la ruralité, les nouvelles de la CRÉ, la Table Québec Régions et les revendications territoriales des Atikamekws. M. Denis Hébert demande si la proposition du MAPAQ de fournir au MTQ le plan de développement agro-alimentaire de la Mauricie ainsi que les profils agricoles par MRC s'est concrétisée.

Le compte rendu est adopté sur la proposition de M. Denis Hébert, appuyée par M. Alain Simard.

**04. L'occupation et la vitalité des territoires**

Le président de la CAR mentionne que le projet constitue toujours une priorité pour le ministre Laurent Lessard et rappelle sommairement les consultations qui ont eu lieu antérieurement avec les partenaires du ministère. Il indique qu'un mémoire a été déposé au conseil exécutif en juin 2011 et a fait l'objet de commentaires de la part de plusieurs M/O. L'agenda gouvernemental déterminera le moment où le projet sera rendu public.

Le projet comprendrait une stratégie gouvernementale, incluant un plan d'action et une loi-cadre. Des nouveaux rôles seraient prévus pour les CAR, la Table gouvernementale aux affaires territoriales et les ministres régionaux. La possibilité de conclure des contrats de territoires en ferait toujours partie. L'occupation et la vitalité des territoires concernerait tous les territoires, qu'ils soient urbains ou ruraux.

**05. Hydro-Québec – réseau Mauricie et Centre-du-Québec**

M. Jacques A. Chauvette, directeur général d'Hydro-Québec en Mauricie et au Centre-du-Québec présente globalement les barrages, les centrales de production et les lignes de transport et de

distribution dans la région de la Mauricie. Il explique de quelle façon est géré le réseau hydroélectrique dont les mesures mises en place afin de minimiser les impacts sur la collectivité. Il donne comme exemple les essais sur les vannes dans des conditions extrêmes pour tester les possibilités d'évacuation de l'eau en cas de panne ou de crues soudaines. Par ailleurs, l'optimisation du réseau hydroélectrique demeure prioritaire pour Hydro-Québec. Le réseau doit être en mesure de répondre à la demande lors des pointes hivernales. Il faut donc veiller à l'entretien et à la réfection des installations. À l'été 2011, l'évacuateur de crues Melville a été refait pour 75 M \$, mobilisant 734 personnes.

Hydro-Québec possède quatre divisions administratives : production, équipement, distribution et transport. Un virage commercial a été effectué en 1998. Sa gestion lui permet de maximiser les gains en matière de vente, de transport et de rachat d'électricité. Il y a même un système de courtage dont les équipes jonglent avec les coûts de l'électricité et du transport. M. Chauvette fait état des projets en cours : La Romaine, Eastman, Rupert, La Doré/Montréal et la reconstruction de points de service dont celui de St-Grégoire sur la rive sud. Il insiste sur l'importance qu'Hydro-Québec accorde aux relations avec le milieu municipal et régional et avec les partenaires gouvernementaux dont la sécurité civile.

M. Chauvette met en lumière les particularités de l'exploitation hydroélectrique de la rivière Saint-Maurice. La priorité demeure la production d'énergie. Il fait référence aux demandes municipales et régionales pour le balisage de la rivière en vue de favoriser la navigation de plaisance. Malgré que les demandes formulées initialement soient difficilement réalisables, des études additionnelles sur l'hydrographie de la rivière et des réservoirs d'eau seront réalisées. Il faut considérer également que des activités récréatives existent déjà. Les discussions se poursuivent.

M. Denis Hébert demande si l'énergie éolienne est suffisamment rentable pour être produite et exportée. M. Chauvette considère qu'il s'agit d'une énergie alternative dont le profit dépend de la construction, de la connexion au réseau et de l'exploitation. L'hydroélectricité demeure plus rentable.

## **0.6 La CRÉ et ses ententes avec le gouvernement**

En l'absence de M. Christian Savard, M. Robert donne sommairement les dernières nouvelles de la CRÉ. En termes de gouvernance publique, la CRÉ vient d'adopter une politique de gestion contractuelle, sollicite des élus municipaux à discuter de gouvernance sur son blogue et a mis en place une Alliance pour la solidarité à la suite d'une vaste concertation régionale. En termes de partenariat, la CRÉ entend participer au projet d'entente spécifique sur l'égalité femmes/ hommes, a tenu une conférence de presse le 16 septembre annonçant la signature d'une entente spécifique sur le développement agricole et agro-alimentaire de la Mauricie et une autre, le 20 septembre, sur le projet pilote de transport collectif entre ses territoires. Enfin, la CRÉ entend s'impliquer financièrement dans le projet d'un nouveau spectacle à la Cité de l'énergie, dans celui de l'Institut de démarrage d'entreprises de la Mauricie à Shawinigan et dans l'élaboration d'un plan directeur touristique de la MRC de Maskinongé.

M. Robert rappelle la mission du Ministère en matière de soutien au développement régional. Le soutien se fait dans la perspective d'une prise en charge par les collectivités locales et régionales. Les CRÉ sont les interlocuteurs privilégiés du gouvernement et peuvent conclure des ententes spécifiques avec les M/O et d'autres partenaires pour la mise en œuvre de priorités régionales et pour l'adaptation des activités gouvernementales aux particularités régionales. À la dernière rencontre de la TQR technique, le 27 septembre 2011, il fut notamment question du nouveau guide de rédaction des ententes spécifiques.

Un exemple d'une entente spécifique adaptée à la spécificité de la Mauricie est le projet de renouvellement d'une entente spécifique sur le développement du tourisme culturel d'expérience, un thème unique au Québec. Monsieur Norman Houle renchérit en mentionnant l'entente spécifique sur le développement de l'agriculture et agro-alimentaire qui met en œuvre un plan de développement issu du milieu. Il se dit sensible à l'adaptation des actions des M/O en région aux priorités régionales. Monsieur Alain Simard fait également référence au nouveau régime forestier qui laisse une grande place aux priorités régionales. La CRRNT vient d'ailleurs de finaliser son Plan régional de développement intégré des ressources et du territoire de la Mauricie. D'autres initiatives gouvernementales sont mentionnées : le transfert de la gestion des baux de villégiature aux MRC par le MRNF, la reprise des ponts et de certaines routes par le MTQ, les pactes ruraux et les fonds de soutien aux territoires en difficultés venant du MAMROT.

Monsieur Hébert se demande comment est effectuée la reddition de comptes des organismes qui bénéficient de subventions. Si le milieu est appelé à gérer des fonds gouvernementaux, il est important de s'assurer que les argents soient dépensés correctement. M. Robert adhère au renforcement de la gestion des programmes et des ententes entre le gouvernement, la CRÉ et d'autres partenaires. La reddition de compte a été renforcée depuis deux ans avec la volonté des directeurs régionaux des M/O. M. Houle trouve que l'amélioration des mécanismes de suivi et de précision des attentes aux organismes permet de développer une synergie positive intéressante.

M. Robert indique que le MAMROT dispose d'une entente de gestion avec la CRÉ qui comprend notamment la délégation d'une partie du Fonds de développement régional (FDR). Le 4 mai 2011, le ministre Laurent Lessard a annoncé qu'un montant de 2,85 M \$ était réservé à la CRÉ de la Mauricie pour l'année 2011-2012. La CRÉ dispose d'un cadre de gestion pour administrer le FDR. Les dossiers déposés pour financement doivent faire l'objet de recommandations par un comité. La CRÉ attend les recommandations venant du MAMROT, à la suite d'évaluations faites par l'ÉNAP et par les CRÉ, avant d'actualiser son cadre de gestion. Un resserrement est prévisible.

Les particularités et les priorités régionales se retrouvent notamment dans le Plan quinquennal de développement 2010-2015 de la CRÉ. Mme Colette Marcotte demande si des indicateurs de mise en œuvre seront bientôt disponibles concernant le plan quinquennal, pour permettre aux intervenants et partenaires de s'y référer et de déterminer des actions à venir.



#### **0.7 Nouvelle ligne 735 kV – La Doré/Montréal**

Un retour est fait sur la nouvelle ligne de transport hydroélectrique La Doré/Montréal, mentionnée dans la présentation de M. Chauvette, car une deuxième phase de consultation est en cours. M. Robert indique qu'une rencontre se tiendra le 3 octobre 2011 avec une quinzaine de professionnels venant de différents M/O. Une autre rencontre est possible pour les directeurs régionaux le 19 octobre suivant. M. Robert transmettra un courriel pour vérifier l'intérêt des directeurs régionaux. Il rappelle qu'une première consultation avait eu lieu en novembre 2010.

M. Houle s'informe sur le corridor qui sera emprunté par cette ligne. M. Chauvette lui répond que l'espace à l'étude passe par La Tuque, Mékinac, traversera la région de Lanaudière et le territoire de zones d'exploitation contrôlée (ZEC). Si tout se déroule normalement, l'autorisation gouvernementale devrait être obtenue en 2012-2013, la construction en 2014-2015 et la mise en service en 2017.

#### **0.8 Programme de développement de l'employabilité des personnes handicapées**

Mme Marie-Ève Landry nous annonce le retour cette année du programme de développement de l'employabilité des personnes handicapées. Le Centre de services partagés coordonne le programme pour le conseil du Trésor. Le programme débute le 19 septembre et dure une année. Si les partenaires sont intéressés, ils peuvent, jusqu'à la fin de novembre, déposer leurs projets de stages. Le programme est ouvert à tous les ministères.

#### **0.9 Plan d'action gouvernemental pour l'égalité entre les femmes et les hommes**

Mme Marcotte indique qu'une rencontre se tiendra à Québec, le 18 octobre prochain, pour présenter les grandes lignes de ce nouveau plan d'action gouvernemental. Elle mentionne que le plan d'action vise notamment les entreprises, que des informations sont et seront disponibles concernant la présence des femmes dans les conseils d'administration et dans le milieu municipal et régional. Elle souhaite avoir l'occasion d'en discuter plus amplement lors d'une prochaine CAR. M. Robert précise qu'une rencontre a déjà eu lieu avec la participation de Mme Gina Morency lors des discussions sur une nouvelle entente spécifique sur l'égalité dans la région de la Mauricie. Il n'exclut pas la possibilité que le sujet revienne à l'ordre du jour d'une prochaine CAR.

#### **10. Fin de la réunion et date de la prochaine rencontre**

L'ordre du jour étant épuisé, l'assemblée est levée à 11 h 45. La prochaine rencontre de la CAR se tiendra le 16 décembre 2011. M. Norman Houle propose de tenir également les rencontres en milieu rural, par exemple aux Boissons du Roy à Ste-Anne-de-la-Pérade.

# Conférence administrative régionale Mauricie

Projet d'ordre du jour  
Mardi 17 janvier 2012 de 8h45 à 12h  
Restaurant Castel des Prés  
5800, boulevard Gene-H. Kruger, Trois-Rivières

---

- |         |  |
|---------|--|
| 8 h 45  | Mot de bienvenue   |
| 8 h 50  | Lecture et adoption de l'ordre du jour   |
| 8 h 55  | Adoption du compte rendu de la rencontre du 3 juin 2011  |
| 9 h 00  | L'occupation et la vitalité des territoires <ul style="list-style-type: none"><li>➤ Mme Linda Morin, sous-ministre adjointe, MAMROT</li><li>➤ M. Pierre Robert, directeur régional, MAMROT</li></ul> |
| 10h 00  | Pause  |
| 10 h 15 | L'occupation et la vitalité des territoires (suite)  |
| 11h 00  | Culture en entreprise <ul style="list-style-type: none"><li>➤ M. Claude Fleury, Bureau de la sous-ministre, MCCCCF</li><li>➤ Mme Hélène Mc Gee, directrice régionale, MCCCCF</li></ul>               |
| 11 h 30 | Informations de la CRÉ Mauricie <ul style="list-style-type: none"><li>➤ M. Christian Savard, directeur général</li></ul>   |
| 11h 45  | Autres sujets <ul style="list-style-type: none"><li>➤</li></ul>  |
| 11 h 55 | Fin de la rencontre et date de la prochaine rencontre  |

## Conférence administrative régionale de la Mauricie

Compte rendu de la rencontre  
tenue le 17 janvier 2012  
Restaurant Le Castel des Prés  
1850, boul. Gene-H.-Kruger, Trois-Rivières

Rédigé par Pierre Robert  
Président de la CAR

---

### **Personnes présentes :**

Nancy Charland, SAA  
Carole Gaudet, MELS  
Paul Grégoire, Investissement-Québec  
Yves Guay, Sûreté du Québec  
Norman Houle, MAPAQ  
Yves Landry, MTQ

Ginette Lanthier, Emploi Québec  
Mario Leblanc, CNT  
Hélène McGee, MCCF  
Colette Marcotte, CSF  
Alain Simard, MRNF

### **Invités**

Linda Morin, sous-ministre adjointe MAMROT  
Claude Fleury, MCCCCF

Christian Savard, directeur général, CRÉ

Pierre Robert, MAMROT

Manon Fillion, MAMROT

### **Personnes excusées :**

Serge Beauchamp, ASSSS  
Pierre Bonenfant, MICC  
Carl Bergeron, OPHQ  
Hélène Boisvert, Sécurité civile  
Yvan Bourgeois, CSST  
Jacques A. Chauvette, Hydro-Québec  
Alain Comeau, Revenu Québec  
Jacques Damphousse, Services correctionnels  
Michel Falardeau, Ministère de la Justice  
Isabelle Fillion, OQLF  
Gary Frost, OPC  
Denis Hébert, MDEIE

Lise Giroux, Curateur public du Québec  
Marie-Ève Landry, CSPQ,  
Chantal Lussier, MICC  
Denis Marceau, SIQ  
Jean-Pierre Massicotte, FADQ  
Roger Ménard, MRI  
Roger Paré, MELS  
René Patry, MFA  
Patricia Rousseau, Services Québec  
Michel Ste-Marie, RRQ  
Luc St-Martin, MDDEP

**01. Ouverture de la réunion**

Le président de la CAR souhaite la bienvenue aux participants.

**02. Lecture et adoption de l'ordre du jour**

L'ordre du jour est adopté sur la proposition de Mme. Carole Gaudet.

**03. Adoption du compte rendu de la réunion du 3 juin 2011**

Le président de la CAR fait un bref retour sur les sujets abordés lors de la réunion du 30 septembre 2011 : le réseau hydroélectrique de la Mauricie et les ententes entre le gouvernement et la CRÉ. La rencontre a aussi permis de faire référence à l'occupation et à la vitalité des territoires, à l'employabilité des personnes handicapées et à l'égalité entre les hommes et les femmes. Le compte rendu est adopté sur la proposition de M. Alain Simard.

**04. Informations de la CRÉ Mauricie**

M. Christian Savard présente d'abord les dernières ententes entre la CRÉ et le gouvernement : la Persévérance scolaire avec la fondation Chagnon (Réunir / Réussir) et le volet internationalisation, l'Agriculture et l'agroalimentaire et le Développement social (consortium) avec les défis de la coordination, un rôle clef, l'Égalité Homme / Femme et le Tourisme culturel d'expérience en renouvellement et la Conciliation travail / famille en élaboration.

Il fait état ensuite de plusieurs dossiers actifs : la lutte à la pauvreté et à l'exclusion sociale (un budget de 4,2 millions \$ et une collaboration des six territoires), la mobilité durable (une vision régionale à finaliser), le transport collectif (une desserte depuis quelques temps), la forêt (un plan régional en juin 2011, des aires de production ligneuse à prioriser et les extractibles forestiers à favoriser), le balisage de la rivière Saint-Maurice (en discussions avec Hydro-Québec), les municipalités dévitalisées (des résultats positifs).

Enfin, M. Savard traite des perspectives pour la CRÉ et la région de la Mauricie eu égard à la stratégie gouvernementale sur l'entrepreneuriat, à l'économie du savoir en Mauricie, à la stratégie régionale sur l'attraction / rétention des personnes et au Carrefour de soutien pour les proches aidants, avec la fondation Chagnon.

Le Plan quinquennal de développement 2010-2015 de la CRÉ sert de toile de fond à toutes ces interventions. M. Savard souhaite notamment entretenir les membres de la CAR sur la mise en œuvre du Plan quinquennal lors d'une prochaine rencontre de la CAR.

## **05. Occupation et vitalité des territoires**

Mme Linda Morin, sous-ministre adjointe aux territoires, rappelle les principales étapes administratives et politiques ayant conduit à l'adoption de la stratégie gouvernementale. Depuis quelques années, les unions municipales et Solidarité rurale du Québec ont sensibilisé le gouvernement à l'importance de l'occupation et de la vitalité des territoires. Le Premier ministre a confié le mandat au MAMROT en 2008. À la suite des consultations et des questionnements, le projet s'est activé au début de 2011 avec les travaux d'un comité des partenaires et l'importance accordée par le Premier ministre lors d'un discours parlementaire. La stratégie 2011-2016 a été rendue publique le 10 novembre 2011. Le projet de loi qui l'accompagne fera l'objet d'une consultation en commission parlementaire du 30 janvier au 15 février 2012. Selon Mme Morin, le ministre Laurent Lessard a joué un rôle important dans l'adoption de la stratégie et il entend aller de l'avant dans l'adoption du projet de loi.

Mme Morin présente les principaux éléments de la stratégie à savoir la vision, les principes et les orientations. Les orientations se déclinent ainsi : agir pour mieux habiter nos territoires, agir pour vivre de nos territoires, agir en synergie et relever les défis propres à la région métropolitaine de Montréal. Elle insiste sur l'action des collectivités territoriales (initiatives et mobilisations), l'action gouvernementale (des actions 2011-2013, une loi cadre, efforts de régionalisation et de délégation) et l'action conjointe par un éventuel contrat de territoire (projets structurants). Des nouveaux rôles sont prévus pour les CAR, la TGAT et les ministres régionaux. La mise en œuvre de la stratégie et du projet de loi induira un véritable changement de culture gouvernementale.

Les commentaires ont porté sur l'approche territoriale, la possibilité de projets pilotes, l'importance de la culture en matière de développement, la modulation des programmes, les contrats de territoire autres que des simples listes de travaux, la modernisation des orientations gouvernementales en aménagement du territoire, le rôle du Plan quinquennal de développement de la CRÉ. Il a été fait mention qu'il existe déjà une bonne cohésion des M/O et de la CRÉ sur le territoire de la Mauricie et que la mise en œuvre de la stratégie et du projet de loi est indispensable à leur déploiement.

### **0.6 Culture en entreprise**

Mme Hélène McGee et M. Claude Fleury du MCCCCF exposent une nouvelle approche pour réseauter le milieu des affaires et celui des entreprises culturelles. Le milieu des affaires reconnaît l'importance des milieux de vie intéressants, auxquels contribuent les entreprises culturelles, mais il participe peu à leur financement. Constatant que ces deux mondes se connaissent peu, l'idée consiste à susciter des événements de proximité afin de développer des affinités et de stimuler le dynamisme régional. Le ministère effectuera des expérimentations au printemps.

## **10. Fin de la réunion et date de la prochaine rencontre**

L'ordre du jour étant épuisé, l'assemblée est levée à 12 h. La prochaine rencontre de la CAR se tiendra le 23 mars prochain.

# Conférence administrative régionale Mauricie

Projet d'ordre du jour  
Vendredi 23 mars 2012 de 9 h à 12 h  
CRÉ de la Mauricie  
3450, boul. Gene-H-Kruger, Trois-Rivières

---

- |         |  |
|---------|--|
| 9 h     | Mot de bienvenue   |
| 9 h 05  | Lecture et adoption de l'ordre du jour   |
| 9 h 10  | Adoption du compte rendu de la réunion du 17 janvier 2012  |
| 9 h 15  | La mise en œuvre du Plan quinquennal de développement 2010-2015 de la CRÉ <ul style="list-style-type: none"><li>➤ M Christian Savard, directeur général, CRÉ de la Mauricie</li><li>➤ Mme Myrabelle Chicoine, conseillère en développement, CRÉ de la Mauricie</li></ul> |
| 10 h 15 | Pause  |
| 10h30   | La stratégie et le projet de loi pour assurer l'occupation et la vitalité des territoires et leur mise en œuvre dans la région de la Mauricie <ul style="list-style-type: none"><li>➤ M. Pierre Robert</li></ul>   |
| 11 h 30 | Les informations de la CRÉ de la Mauricie <ul style="list-style-type: none"><li>➤ M Christian Savard, directeur général, CRÉ de la Mauricie</li></ul>  |
| 11 h 45 | Autres sujets <ul style="list-style-type: none"><li>➤</li><li>➤</li></ul>  |
| 12 h    | Fin de la réunion et date de la prochaine rencontre  |

## ORDRE DU JOUR – CAR SPÉCIALE - ESTRIE

**13 mai 2011 - 9 h à 12 h**

200, rue Belvédère nord, bureau 1.07  
Sherbrooke (Québec)

- |         |  |
|---------|--|
| 9 h 00  | Mot de bienvenue par le président de la CAR, monsieur Pierre Poulin                                      |
| 9 h 05  | Mot de bienvenue par la ministre responsable de la région de l'Estrie,<br>madame Monique Gagnon-Tremblay |
| 9 h 30  | Tour de table sur les principaux projets, dossiers et problématiques en<br>cours                         |
| 10 h 20 | Pause  |
| 10 h 35 | Suite du tour de table   |
| 11 h 45 | Divers   |
| 12 h00  | Levée de la rencontre  |



## CONFÉRENCE ADMINISTRATIVE RÉGIONALE DE L'ESTRIE

### COMPTE RENDU DE LA RENCONTRE DU 13 MAI 2011

#### Étaient présents :

Nom	Prénom	Organisme
Caron	Yvon	Financière agricole du Québec
Éthier	Anne-Marie	Emploi-Québec
Fortin	Robert	Développement économique, Innovation et Exportation
Grieco	Émile	Dév. durable, Environnement, Parcs –Contrôle environnemental
Lambert	Marie-Claude	Ressources naturelles, Faune
Lussier	Chantal	Immigration et Communautés culturelles
Poulin	Pierre	MAMROT
Roy	Serge	MAPAQ
Tremblay	Roger	Éducation, Loisir, Sport
Vaillancourt	Lise	Dév.durable, Environnement, Parcs - Analyse et expertise

#### Étaient absents :

Nom	Prénom	Organisme
Ferland	Louis	Transports
Jacques	Jocelyne	Culture, Communications, Condition féminine
Lemay	André B.	Ressources naturelles, Faune

#### Étaient invités :

Nom	Prénom	Organisme
Forcier	Nicole	Attachée politique de la ministre responsable de la région de l'Estrie
Gagnon-Tremblay	Monique	Ministre responsable de la région de l'Estrie
Lamontagne	Robert	MAMROT



**1. Mot de bienvenue**

Pierre Poulin souhaite la bienvenue à la ministre responsable de la région de l'Estrie. Il remercie les membres de la Conférence administrative régionale de l'Estrie (CAR) pour leur présence. Pierre Poulin précise que l'objectif principal de la réunion est de procéder à un échange ouvert avec madame Gagnon-Tremblay sur nos grands dossiers. En terminant, il précise les modalités de fonctionnement de la rencontre.

**2. Échanges avec madame Monique Gagnon-Tremblay, ministre responsable de la région de l'Estrie**

Madame Gagnon-Tremblay remercie les membres de la CAR pour leur participation. Elle s'est dite très intéressée à entendre des propositions pour résoudre les problèmes régionaux. Elle explique qu'elle souhaite connaître les grands dossiers à l'étude en région et savoir si elle peut intervenir pour accélérer leur cheminement. Par la suite, elle invite les représentants des ministères et organismes à l'informer des principaux projets et enjeux prioritaires pour la région.

**3. Tour de table**

Les membres échangent avec la ministre responsable des défis et grands dossiers dans leur organisation.

**4. Conclusion de madame Gagnon Tremblay**

Madame Gagnon Tremblay, à titre de ministre des Affaires internationales, explique qu'elle participe fréquemment à des événements à l'étranger et peut défendre les intérêts de la région. Au gouvernement du Québec, il existe un portail à l'internationale pour fournir une image unique du Québec.

En région, plusieurs représentants d'organismes comme les universités ou Innopole et des personnes notamment des industriels et des chercheurs sont présents sur la scène internationale. Il est présentement difficile de savoir dans combien de pays, avec qui et dans quel secteur tous ces intervenants oeuvrent à l'internationale. Il y aurait lieu d'établir un portrait de la situation en région.

Elle souhaite que la région se dote d'une stratégie d'intervention à l'internationale. Cette stratégie pourrait reprendre les grandes lignes de ce qui a déjà été fait en cette matière et l'actualiser en tenant compte des réalités d'aujourd'hui. Elle indique notamment que les missions organisées en région comme celles faites à l'étranger concernent nos créneaux d'excellence. Madame Gagnon Tremblay annonce que les délégués du Québec à l'étranger devront allonger leur période de séjour de 2 jours lorsqu'ils viennent au Québec. Ce changement augmentera leur accessibilité et facilitera leur présence dans les régions.

La ministre est satisfaite des échanges, mais souhaite que la prochaine rencontre soit plus axée sur les défis et projets régionaux. Elle remercie les membres pour leur participation.

**5. Prochaine rencontre**

La date de la prochaine rencontre n'a pas été déterminée.

**6. Levée de la rencontre**

La réunion prend fin à 11 h 45.

Robert Lamontagne  
17 mai 2011

LISTE DES MEMBRES DE LA CAR SPÉCIALE - ESTRIE  
VENDREDI 13 MAI 2011  
SIGNATURE DES PERSONNES PRÉSENTES

M/O	NOM	PRÉNOM
FADQ	Caron	Yvon
MESS	Éthier	Anne-Marie
MRI	Forcier	Nicole
MDEIE	Fortin	Robert
MDDEP	Grieco	Émile
MRNF	Lambert	Marie-Claude
MAMROT	Lamontagne	Robert
MICC	Lussier	Chantal
MAMROT	Poulin	Pierre
MAPAQ	Roy	Serge
MELS	Tremblay	Roger
MDDEP	Vaillancourt	Lise

## ORDRE DU JOUR - CAR ESTRIE

27 mai 2011 – 8 h 45 à 12 h

**Direction régionale – Emploi-Québec Estrie**  
70, rue King Ouest, salle King/Galt/Olivier, au 2<sup>e</sup> étage\*  
Sherbrooke (Québec)

8 h 45 Mot de bienvenue, adoption de l'ordre du jour, du compte rendu et du suivi de la rencontre du 4 février 2011 - Pierre Poulin

1 et 2

9 h 00 PRDIRT – Jean-Louis Blanchette CRRNT

3

9 h 30 CRÉ – Marie-Hélène Wolfe

4

- Priorités de développement 2011-2012
- FDR – 2011-2012
- Ententes spécifiques
- Engagement jeunesse
- PAGSIS – retour sur le forum du 19 mai 2011

10 h 00 Pierre Poulin - MAMROT

- Occupation du territoire
- Forum de la fonction publique
- Tournoi de golf
- Dates des prochaines rencontres

5 à 7

10 h 15 Pause

8

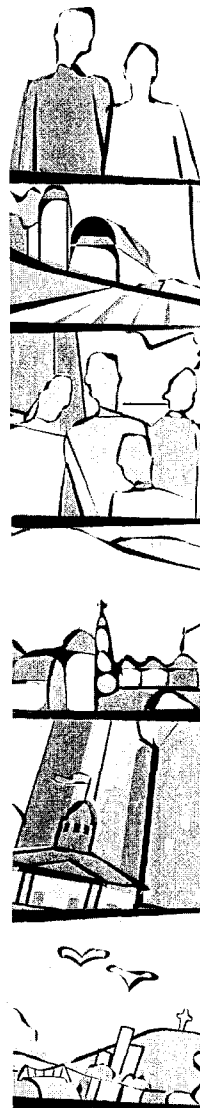
10 h 30 Avis sur la laïcité – Conseil du statut de la femme – Rita Baillargeon

9 et 10

11 h 15 Choc démographique : impacts et pistes de solution  
Emploi-Québec - Anne-Marie Éthier

11 h 45 Divers

12 h00 Levée de la rencontre



## CONFÉRENCE ADMINISTRATIVE RÉGIONALE DE L'ESTRIE

### COMPTE RENDU DE LA RENCONTRE DU 27 MAI 2011

#### Étaient présents :

Nom	Prénom	Organisme
Baillargeon	Rita	Conseil du statut de la femme (CSF)
Caron	Sylvain	Sûreté du Québec
Caron	Yvon	Financière agricole du Québec (FADQ)
Dionne	Marie-France	Services Québec
Éthier	Anne-Marie	Emploi Québec (EQ)
Lambert	Marie-Claude	Ressources naturelles et Faune (MRNF)
Lepage	Viviane	Centre de services partagés (CSP)
Lessard	Dominique	Régie du bâtiment (RBQ)
Paquin	Pierre	Dév. durable, Environnement et Parcs (MDDEP) (analyse)
Patry	René	Famille et Aînés (MFA)
Poulin	Pierre	Affaires municipales, Régions et Occupation du territoire (MAMROT)
Vallée	Guy	Commission de la santé et de la sécurité du travail (CSST)

#### Étaient invités :

Nom	Prénom	Organisme
Blanchette	Jean-Louis	Commission des Ressources Naturelles et du Territoire (CRRNT)
Lamontagne	Robert	Affaires municipales, Régions et Occupation du territoire
Michaud	Jacques	Affaires municipales, Régions et Occupation du territoire
Wolfe	Marie-Hélène	Conférence régionale des Élus (CRÉ)

Étaient absents :

Nom	Prénom	Organisme
Anctil	Manon	Curateur public (CP) (chef de service)
Arpin	Serge	Justice (MJQ)
Baron	Michel	Agence de Santé et des Services sociaux de l'Estrie (ASSSE)
Beauchesne	Lynda	Société immobilière du Québec (SIQ)
Bergeron	Karl	Office des personnes handicapées (OPHQ)
Bilodeau	Normand	Revenu Québec (RQ)
Bouchard	Claudine	Hydro-Québec (HQ)
Carignan	Sonia	Tourisme Québec (TQ)
Carroll	Kathleen	Sécurité publique (MSP) (services correctionnels)
Ferland	Louis	Transports Québec (MTQ)
Fortin	Robert	Développement économique, Innovation et Exportation (MDEIE)
Gaboriault	Luc	Commission des normes du travail (CNT)
Gagnon	Michel-Claude	Commission des lésions professionnelles (CLP)
Garneau	Pierre	Société de l'assurance automobile du Québec (SAAQ)
Grieco	Émile	Dév. durable, Environnement et Parcs (MDDEP)
Jacques	Jocelyne	Culture, Communications et Condition féminine (MCCC)
Lemay	André-B.	Ressources naturelles et Faune (MRNF)
Leroux	Yvan	Sécurité publique, (MSP) Dir. gén. Séc. civile et incendie
Loubier	Claude	Contrôle routier (SAAQ - CR)
Lussier	Chantal	Immigration, Communauté culturelle (MICC)
Ménard	Roger	Relations internationales (MRI)
Parenteau	Serge	Investissement Québec (IQ)
Roy	Alain	Agriculture, Pêcheries et Alimentation (MAPAQ)
Santucci	Anacleto	Régie du logement (RL)
Ste-Marie	Michel	Régie des rentes (RR)
Tremblay	Roger	Éducation, Loisir et Sport (MELS)
Vaillancourt	Lise	Dév. durable, Environnement et Parcs (MDDEP)

## **1. Mot de bienvenue, adoption de l'ordre du jour et du compte rendu de la rencontre du 4 février 2011**

Monsieur Pierre Poulin souhaite la bienvenue aux membres et les remercie pour leur participation. Avant de procéder à un tour de table, il présente monsieur René Patry, du MFA. Monsieur Patry est responsable des régions de l'Estrie, de la Montérégie, du Centre du Québec et de la Mauricie.

On convient de l'ordre du jour. Le compte rendu de la rencontre du 4 février 2011 est adopté. En suivi au compte rendu, Monsieur Poulin informe que le défibrillateur cardiaque est acheté et entreposé dans le local du gardien situé à l'entrée de l'édifice du 200, rue Belvédère Nord. En plus des personnes déjà formées et qui ont reçu une mise à niveau du cours sur la réanimation cardiorespiratoire (RCR), une dizaine de nouvelles personnes ont reçu la formation.

## **2. Plan régional de développement intégré des ressources naturelles de l'Estrie (PRDIRT)**

Monsieur Jean-Louis Blanchette se présente et donne les grandes lignes de ses mandats au sein de la Commission régionale des ressources naturelles et du territoire de la région (CRRNT). À partir de la présentation remise aux membres de la Conférence administrative régionale (CAR), il donne les grandes lignes du Plan régional de développement intégré des ressources naturelles et du territoire de l'Estrie (PRDIRT). Il décrit :

- Les fondements du plan régional;
- La méthodologie utilisée;
- Les étapes d'élaboration;
- Les objectifs;
- Les enjeux;
- Les orientations;
- Les conclusions;
- Les conditions de réussite du plan.

Ce plan concerne 5 domaines d'intervention soit : la faune, les ressources minérales, la forêt, l'énergie et le territoire. Pour réaliser ce plan, 14 portraits de la situation ont été réalisés. Ils ont fait ressortir 140 éléments qui ont permis de dégager 2 enjeux, 7 orientations, 29 objectifs et 144 actions.

L'élaboration du plan a nécessité la participation de 200 personnes pour la confection des portraits et des consultations ont été faites auprès d'une centaine de partenaires. Le dépôt officiel du plan a été fait en décembre 2010 et l'approbation finale fut donnée en février 2011.

Le plan de mise en œuvre n'est pas terminé. Des discussions sont en cours avec le MRNF sur l'aspect budgétaire. Présentement, les budgets disponibles se limitent au montant que possède la CRNT et au volet 2 du programme du MRNF qui a été

reconduit et qui devrait servir à la mise en œuvre de ce plan. Le sous-ministre du MRNF est à rencontrer ses collègues des autres ministères et les représentants des CRÉ pour leur demander leur collaboration.

En terminant, monsieur Blanchette remercie les gens et les invite à participer à la mise en œuvre du PRDIRT. Il indique que le PRDIRT peut être consulté sur le site internet de la CRÉ.

### **3. Conférence régionale des élus**

- **Fonds de développement régional (FDR)**

Madame Marie-Hélène Wolfe explique que le budget de la CRÉ sera limité cette année compte tenu des coupures du dernier exercice financier. Elle souligne que cette coupure était applicable sur une année financière et que le budget est maintenant rétabli à ce qu'il était auparavant.

Sur la base du Plan quinquennal 2007-2012 de la CRÉ, les administrateurs de l'organisme ont précisé les champs d'intervention prioritaires pour l'année 2011-2012. Ces travaux ont permis d'identifier 11 enjeux qui faciliteront l'atteinte des objectifs déterminés par les intervenants de la région. Les enjeux sont décrits dans le document remis aux membres de la CAR.

Au cours de la présente année, il y aura 2 appels à projet. Le premier s'est terminé le 2 mai 2011 et les décisions seront rendues à la réunion du conseil d'administration, le 15 juin prochain. Quant au deuxième, le dépôt de projet doit se faire pour le 30 septembre 2011.

Madame Wolfe et monsieur Poulin soulignent qu'à chaque appel à projet, plusieurs avis sont demandés aux différents ministères. Ils en profitent pour remercier l'ensemble des gens pour leur bonne collaboration. Il est précisé que les avis ne sont pas remis aux membres du comité d'analyse des projets. C'est la professionnelle de la CRÉ qui en fait un résumé, lequel est présenté au comité. Les membres apprécient grandement cet éclairage et ils en tiennent compte au moment de la formulation de leurs recommandations sur les divers projets.

- **Ententes spécifiques**

À l'origine, les ententes spécifiques devaient adapter l'action gouvernementale aux réalités des régions. Avec le temps, nous constatons que ce n'est pas une généralité. Il s'agit souvent d'entente à caractère sectoriel et mur à mur pour tout le Québec. Madame Wolfe indique que ces ententes procurent une certaine latitude dans leur mise en œuvre et que celles-ci donnent des retombées positives sur la cohésion régionale. Elle cite le cas des budgets réservés à chaque MRC sur la qualité de l'eau. Par son action, la CRÉ a permis de mettre en place des alliances entre les municipalités et les organismes de bassin versant.

Les ententes spécifiques en cours de négociations concernent la réussite scolaire, les arts et la culture. Il est possible que s'ajoute une entente sur la gestion prévisionnelle de la main-d'œuvre.

- Fonds des aînés

Un appel à projets aura lieu à l'automne et les ministères devraient être aussi sollicités pour obtenir des avis.

- Engagement jeunesse

Cette entente est prolongée jusqu'en 2014. Elle s'adresse aux jeunes de 15 à 35 ans. À part le Secrétariat à la Jeunesse, elle associe le MAMROT, le MELS, le MESSS, le MICC et l'ASSSE.

En Estrie, l'agente de liaison est localisée à la CRÉ. Cette ressource a pour mandat, entre autres, de faire connaître les ressources disponibles pour les jeunes auprès des tables jeunesse locales. L'agente a produit un guide sur l'accueil et les bonnes pratiques pour les immigrants et élabore un plan de cheminement autonome.

À la prochaine rencontre de la CAR, madame Wolfe donnera le bilan global des fonds gérés par la CRÉ.

- Plan d'action gouvernemental pour la solidarité et l'inclusion sociale

Madame Wolfe mentionne que le Fonds québécois pour l'initiative sociale (FQIS), d'une durée de 5 ans, est de 115 millions de dollars. L'orientation 1 du plan « Revoir nos façons de faire et rapprocher les décisions des milieux locaux et régionaux » a été confiée aux CRÉ. Ce fonds sera sous la responsabilité de la CRÉ. L'enveloppe régionale n'est pas encore connue.

En Estrie, le 19 mai dernier, le Forum régional de l'Estrie sur la solidarité et l'inclusion sociale a eu lieu. Cet événement a permis à 130 personnes de divers milieux de participer et de s'exprimer sur le sujet. Les principes sur lesquels la région devrait travailler ont été identifiés. Le plan d'action régional sera élaboré dans les prochains mois. Le ministre devrait signer l'entente spécifique sous peu.

#### **4. Ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire**

- Occupation du territoire

Monsieur Poulin informe que la loi-cadre sera probablement déposée à l'automne. Avec cette loi, plusieurs ministères et organismes seront interpellés. Des réflexions sont en cours notamment sur les mandats de la CAR, le rôle du ministre responsable de la région et les règles du Fonds de développement régional (FDR).



- Fonds de développement régional

Il mentionne que le FDR vient à échéance en mars 2012. La Table Québec-Région (TQR) a formé un comité conjoint pour faire une évaluation administrative et politique. Il est aussi mentionné que les CRÉ et le FDR ne sont pas remis en cause. À l'automne, on traitera des recommandations du Vérificateur général. Ici en Estrie, la CRÉ avait déjà mis en place des mesures qui répondent aux attentes du Vérificateur.

- Forum de la fonction publique

Monsieur Pierre Poulin traite du Forum de la fonction publique en Estrie. Il aura lieu le 2 novembre prochain. Lors de l'événement, les premiers Prix reconnaissance seront remis aux employés de la fonction publique.

Un comité, formé de cadres de la CAR, a défini le processus et les catégories qui feront l'objet de mise en candidature. Les catégories des prix reconnaissance sont :

- Service à la clientèle;
- Relève jeunesse;
- Implication sociale et communautaire.

Trois documents ont été remis pour présenter le processus de mise en candidature. Des modifications seront apportées, sur le formulaire d'inscription. Les mots « supérieur immédiat » seront remplacés par « gestionnaire-cadre » et la période de référence sera ajoutée pour s'assurer de l'admissibilité des personnes mises en candidature.

Il a été proposé d'ajouter un quatrième prix en lien avec le transfert d'expertise. Le comité reçoit la proposition et elle sera considérée. Il sera toutefois impossible d'inclure ce prix à l'événement de 2011.

Au sujet de la remise des prix, monsieur Roger Tremblay vérifiera ce qui a été fait à la Table estrienne de concertation, formation et emploi (TECFE) et proposera des produits fabriqués en région.

Les mises en candidature peuvent être proposées par toutes personnes qui le désirent. Toutefois, la personne concernée doit accepter d'être inscrite et le formulaire doit être signé par le gestionnaire-cadre. Les dossiers devront être déposés, au plus tard le 16 septembre, à madame Viviane Lepage.

Pour cette année, le jury sera composé du comité actuel. Il est précisé que les cadres ne sont pas admissibles à ces prix reconnaissance.

Pour les personnes ayant acquis 25 années de service reconnues dans la fonction publique, un certificat leur sera remis.

Monsieur Poulin transmettra aux membres de la CAR, par courriel, un modèle de lettre qui pourrait être transmis au personnel.

- Tournoi de golf

Le tournoi de golf de la fonction publique aura lieu le 17 juin prochain, au Club de golf Venise. Il y a près de 100 inscriptions à ce jour.

- Prochaines rencontres

Les rencontres de la CAR se tiendront aux dates suivantes :

- 28 octobre 2011;
- 3 février 2012;
- 25 mai 2012.

## **5. Avis sur la laïcité**

Madame Rita Baillargeon présente l'avis du Conseil du statut de la femme dont le titre est : « Affirmer la laïcité, un pas de plus vers l'égalité réelle entre les femmes et les hommes ». Cette présentation porte sur les éléments suivants :

- La laïcité depuis 2006;
- Un bref historique;
- Le Québec, un État laïc;
- Le sens du mot laïcité;
- La laïcité ouverte;
- L'affirmation de la laïcité;
- Les recommandations du CSF

Dans sa présentation, elle parle aussi du projet de loi 94. Ce projet n'est pas encore adopté. Le CSF est encore à discuter de certains aspects qui devraient être intégrés dans la loi.

Elle explique que la majeure partie des demandes d'accommodement ou d'arrangement sont déposées par des organismes religieux et non par des individus. Elle cite en exemple la région de la Montérégie où la Ville de Longueuil accueille plusieurs communautés culturelles, il n'y a pas encore de demande d'arrangement d'enregistrée.

## **6. Choc démographique**

Madame Anne-Marie Éthier fait une brève présentation du contenu du document « Choc démographique, impacts et pistes de solution ». Le document sera disponible seulement à la fin de la tournée régionale. Elle traite :

- Des perspectives professionnelles;
- Des indicateurs économiques;
- Du contexte démographique
- Des indicateurs du marché du travail;
- Des pistes de solution.

## **7. Divers**

### **➤ Sujets d'intérêt**

Monsieur Guy Vallée vérifie l'intérêt des gens à ce que le sujet de la santé et sécurité au travail soit abordé à la CAR. Suite à la discussion, il est convenu que monsieur Vallée fera un sondage pour vérifier les besoins des ministères et organismes en cette matière. Il est aussi suggéré qu'une visite d'un projet intéressant soit organisée une fois par année.

### **➤ Mobilité de personnel**

Monsieur Dominique Lessard explique qu'avec les réformes administratives de son organisation, l'accueil à son organisme est assuré par Services Québec. Actuellement, il y a un surplus de personnel occasionnel du corps d'emploi « agente de bureau et de secrétariat ». Il informe les gens que son organisation serait disposée à conclure des ententes « gagnant-gagnant » avec d'autres ministères ou organismes qui auraient des besoins. Étant donné qu'il s'agit de bonnes ressources, il souhaiterait ultimement qu'elles puissent être transférées dans une autre entité.

## **8. Levée de la rencontre**

La réunion prend fin à 11 h 55.

Robert Lamontagne  
3 juin 2011

LISTE DES MEMBRES DE LA CAR ESTRIE  
VENDREDI 27 MAI 2011  
SIGNATURE DES PERSONNES PRÉSENTES

M/O	NOM	PRÉNOM
CSF	Baillargeon	Rita
SQ	Caron	Sylvain
FADQ	Caron	Yvon
Services Québec	Dionne	Marie-France
Emploi-Québec	Éthier	Anne-Marie
MRNF	Lambert	Marie-Claude
CSPQ	Lepage	Viviane
RBQ	Lessard	Dominique
MDDEP	Paquin	Pierre
Famille Aînés	Patry	René
MAMROT	Poulin	Pierre
CSST	Vallée	Guy
INVITÉS-ES		
MAMROT	Lamontagne Robert	
MAMROT	Michaud Jacques	
CRÉ	Wolfe Marie-Hélène	
CRÉ	Blanchette Jean-louis	

## ORDRE DU JOUR - CAR ESTRIE

28 octobre 2011 – 9 h à 12 h

### Direction régionale – Emploi-Québec Estrie

70, rue King Ouest, salle King, au 2<sup>e</sup> étage  
Sherbrooke (Québec)

- |         |  |        |
|---------|--|--------|
| 9 h     | Mot de bienvenue, adoption de l'ordre du jour, du compte rendu et du suivi de la rencontre du 27 mai 2011 – Pierre Poulin  | 1 et 2 |
| 9 h 05  | Marie-Hélène Wolfe – CRÉ Estrie <ul style="list-style-type: none"> <li>• PRDIRT</li> <li>• Ententes spécifiques (Réussite scolaire/Culture/Tourisme/Égalité)</li> <li>• Engagement jeunesse – CAR Solidarité</li> <li>• PAGSIS – répartition de l'enveloppe</li> </ul> |        |
| 9 h 20  | Pierre Poulin – MAMROT <ul style="list-style-type: none"> <li>• Occupation du territoire</li> <li>• Forum de la fonction publique</li> </ul>   | 3      |
| 9 h 30  | Alain Roy - MAPAQ <ul style="list-style-type: none"> <li>• Livre vert pour une politique bioalimentaire</li> </ul>   | 4      |
| 10 h    | Marie Claude Lambert – MRNF <ul style="list-style-type: none"> <li>• Les projets miniers en Estrie</li> </ul>  |        |
| 10 h 20 | Pause  |        |
| 10 h 35 | Viviane Lepage - CSPQ <ul style="list-style-type: none"> <li>• Programmation d'activités de développement et de formation</li> </ul>   | 5      |
| 10 h 40 | Guy Vallée – CSST <ul style="list-style-type: none"> <li>• La santé et sécurité au travail, de la théorie à la pratique pour les ministères et organismes</li> </ul>   | 6      |
| 11 h 35 | Gilles Bourque – MTQ <ul style="list-style-type: none"> <li>• Plan territorial de mobilité durable</li> </ul>  | 7      |
| 11 h 50 | Divers <ul style="list-style-type: none"> <li>• CADER – Daniel Meunier</li> <li>• Dates des prochaines rencontres</li> </ul>   |        |
| 12 h    | Levée de la rencontre  |        |



## CONFÉRENCE ADMINISTRATIVE RÉGIONALE DE L'ESTRIE

### COMPTE RENDU DE LA RENCONTRE DU 28 OCTOBRE 2011

#### Étaient présents :

Nom	Prénom	Organisme
Bourque	Gilles	Transports Québec
Caron	Sylvain	Sûreté du Québec
Dionne	Marie-France	Services Québec
Grieco	Émile	Dév. durable, Environnement et Parcs (contrôle)
Lambert	Marie-Claude	Ressources naturelles et Faune
Lepage	Viviane	Centre de services partagés
Lessard	Dominique	Régie du bâtiment
Marcotte	Colette	Conseil du statut de la femme
Meunier	Daniel	Développement économique, Innovation et Exportation
Perras	Alain	Financière agricole du Québec
Poulin	Pierre	Affaires municipales, Régions et Occupation du territoire
Roy	Alain	Agriculture, Pêcheries et Alimentation
Vaillancourt	Lise	Dév. durable, Environnement et Parcs (analyse)
Vallée	Guy	Commission de la santé et de la sécurité du Travail

#### Étaient absents :

Nom	Prénom	Organisme
Anctil	Manon	Curateur public (chef de service)
Arpin	Serge	Justice
Beauchesne	Lynda	Société immobilière du Québec
Bergeron	Karl	Office des personnes handicapées
Bilodeau	Normand	Revenu Québec
Bouchard	Claudine	Hydro-Québec
Carignan	Sonia	Tourisme Québec
Carroll	Kathleen	Sécurité publique (services correctionnels)
Éthier	Anne-Marie	Emploi et Solidarité sociale/Emploi-Québec
Gaboriault	Luc	Commission des normes du travail
Gagnon	Michel-Claude	Commission des lésions professionnelles
Garneau	Pierre	Société de l'assurance automobile du Québec
Jacques	Jocelyne	Culture, Communications et Condition féminine
Lemay	André-B.	Ressources naturelles et Faune
Leroux	Yvan	Sécurité publique, Dir. gén. Séc. civile et incendie
Loubier	Claude	Contrôle routier
Lussier	Chantal	Immigration et Communautés culturelles
Ménard	Roger	Relations internationales
Parenteau	Serge	Investissement Québec
Phaneuf	Christine	Famille et Aînés
Santucci	Anacleto	Régie du logement
Soulière	Louise	Agence de la santé et des services sociaux
Ste-Marie	Michel	Régie des rentes
Tardif	Jocelyn	Sûreté du Québec
Tremblay	Roger	Éducation, Loisir et Sport (Éducation)
Vallée	Guy	Commission de la santé et de la sécurité du travail

Étaient invités :

Nom	Prénom	Organisme
Forcier	Nicole	Attachée politique de la ministre responsable de la région de l'Estrie
Lamontagne	Robert	Affaires municipales, Régions et Occupation du territoire
Michaud	Jacques	Affaires municipales, Régions et Occupation du territoire
M'Seffar	Joanna	Transport Québec
Wolfe	Marie-Hélène	Conférence régionale des élus

**1. Mot de bienvenue, adoption de l'ordre du jour et adoption du compte rendu de la rencontre du 27 mai 2011**

Monsieur Pierre Poulin souhaite la bienvenue aux membres de la Conférence administrative régionale (CAR) et les remercie pour leur participation. Un tour de table permet la présentation de chacune des personnes présentes.

L'ordre du jour est présenté et adopté en précisant qu'il y aura dépôt d'un document sur la gouvernance des entreprises au Québec par le Conseil du statut de la femme.

Le compte rendu de la rencontre du 27 mai dernier est déposé. Monsieur Poulin indique que les commentaires qu'il a reçus ont été intégrés. Le compte rendu est adopté.

**2. Conférence régionale des élus (CRÉ) de l'Estrie**

- Les plans régionaux de développement intégré des ressources naturelles et du territoire (PRDIRT)

Madame Marie-Hélène Wolfe indique qu'une entente de 2 ans sera signée. Le projet d'entente prévoit un montant de 825 000 \$ pour la région. Les mandats seront partagés entre la CRÉ et les partenaires. Il y aura un appel à projet.

- Ententes spécifiques

Madame Wolfe traite des ententes spécifiques suivantes :

*- Mobilisation pour contrer le décrochage scolaire et augmenter la diplomation et la qualification des jeunes estriens*

Cette entente est en négociation. Les partenaires doivent officialiser leur financement pour une période de 5 ans. La principale nouveauté est la participation de la Fondation Chagnon. Cette fondation pourra contribuer pour un montant de 300 000 \$ à 400 000 \$ selon les sommes investies par les partenaires.

*- Le renforcement des arts et de la culture dans la région de l'Estrie*

Cette entente comprend 4 volets soit : le soutien aux artistes et aux écrivains professionnels à toutes les étapes de la carrière, le soutien aux organismes artistiques professionnels du territoire de Sherbrooke, le soutien aux initiatives des territoires des MRC pour faciliter l'accès des jeunes à la culture et un dernier visant à outiller la relève artistique et culturelle de l'Estrie. Sur ce dernier volet, un montant de 10 000 \$ sera réservé à chaque territoire de MRC pour faciliter l'accès des jeunes à la culture.

Bien que l'entente ne soit pas encore signée, un avenant est en préparation. Le ministère de la Culture, des Communications et de la Condition féminine a de nouvelles disponibilités financières à y injecter.



*- Fonds de développement de l'offre touristique (FDOT)*

Bien qu'il reste encore une année à la deuxième entente, le budget est épuisé. Elle a eu un effet levier magistral. Le ministère souhaite prolonger cette entente jusqu'à la signature d'une troisième génération. Tourisme Québec et Tourisme Cantons de l'Est sont disposés à injecter 150 000 \$ chacun. Le financement de Tourisme Cantons de l'Est provient de la taxe sur l'hébergement. La prochaine entente porterait sur la période 2012-2015.

*- Égalité entre les hommes et les femmes dans la région de l'Estrie 2010-2011*

Il s'agit d'une entente intérimaire d'une année sur la conciliation travail-famille et travail-études. Par la suite, le ministère souhaite signer une entente de 4 ans sur laquelle il est disposé à injecter un montant de l'ordre de 150 000 \$. Les travaux portent présentement sur la définition des objets à inclure dans l'entente. Les thèmes « femme et instance décisionnelle » et « femme et politique » devraient demeurer dans la prochaine entente.

Au sujet des ententes spécifiques, monsieur Poulin mentionne qu'il y a une nouvelle procédure et un nouveau guide. La procédure est modifiée sur le plan du processus d'approbation des Directions des affaires juridiques (DAJ). La DAJ du MAMROT reçoit les ententes et consulte ses vis-à-vis des autres ministères concernés. Elle intègre les commentaires reçus et, une fois le contenu rédigé, elle leur retourne le texte pour validation.

Le nouveau guide aidera à la rédaction des nouvelles ententes. Il sera déposé lors de la négociation de prochaines ententes spécifiques.

➤ Engagement jeunesse et CAR Solidarité

Madame Wolfe mentionne que le comité se réunit pour faire le point sur la stratégie. Il y a un constat : les jeunes ont de la difficulté à obtenir les services dont ils ont besoin. La complexité et la dispersion des services dans diverses organisations rendent la tâche très difficile. La stratégie devra assurer du maintien des services pour les jeunes en région et développer des mécanismes pour améliorer l'accessibilité des services aux jeunes.

➤ Plan d'action gouvernemental, solidarité et inclusion sociale (PAGSIS)

Madame Wolfe rappelle qu'un montant de 3,2 millions est disponible sur une période de 4 ans. La CRÉ a convenu d'une répartition de l'enveloppe par municipalité régionale de comté (MRC). Les budgets ont été alloués en fonction de trois critères soit : un montant de base attribué à chacune d'elle, un pourcentage de l'enveloppe en fonction de l'importance démographique et une dernière portion en fonction de l'indice de « défavorisation matérielle et sociale » de Pampalon.

Les MRC auront à identifier l'organisme responsable de l'élaboration du plan d'action et de l'identification des projets à soutenir sur leur territoire.

### **3. Ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire**

#### **➤ Occupation du territoire**

Monsieur Poulin dépose un document intitulé « Dossier Occupation du territoire ». Il précise que la stratégie devrait être déposée cet automne. Une loi cadre devrait être adoptée par la suite. La stratégie prévoit la signature de contrats de territoire. Ils seront adaptés aux besoins des régions et exigeront la confection d'un plan d'action. Il est prévu une actualisation des mandats des CAR. La Table gouvernementale aux affaires territoriales (TGAT) devrait être officialisée.

Le sous-ministre adjoint aux territoires viendra présenter la stratégie aux membres de la CAR après son adoption. Il est possible que la prochaine rencontre de la CAR porte sur ce sujet.

#### **➤ Forum de la fonction publique**

Le 14<sup>e</sup> Forum de la fonction publique de l'Estrie aura lieu le 2 novembre 2011. Il y a environ 140 inscriptions et il est toujours possible de s'inscrire. Avec ce nombre, on peut considérer ce forum comme un succès, ce qui lui confère une certaine pérennité. Monsieur Poulin remercie les directeurs pour l'importance accordée à cet événement.

Dans le cadre des prix reconnaissance, madame Viviane Lepage remercie les gens pour leur participation. Elle informe que 16 candidatures ont été déposées dans les trois catégories. Les personnes en nomination recevront un certificat et les gagnants un trophée. De plus, une épinglette sera remise aux gens qui ont 25 ans de service dans la fonction publique.

Monsieur Poulin remercie le comité de sélection. Il mentionne que l'an prochain, on pourrait demander à des cadres à la retraite pour former le comité de sélection.

### **4. Livre vert pour une Politique bioalimentaire**

Monsieur Alain Roy rappelle que le 7 juin dernier, le ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec, monsieur Pierre Corbeil, rendait public le Livre vert pour une politique bioalimentaire du Québec. Le Livre vert contient la proposition gouvernementale sur laquelle les intervenants peuvent émettre leurs commentaires.

Après avoir décrit le contexte, l'historique et la vision de la démarche, il en donne les grandes lignes.

La première orientation « Distinguer nos produits alimentaires » repose sur trois objectifs visant :

- L'identification des aliments du Québec;
- les caractéristiques distinctives;
- leur apport à la saine alimentation;
- le développement d'appellation;
- la qualité et la sécurité des aliments;
- l'image de marque;
- le développement de circuit court.

La seconde orientation « Renforcer notre capacité concurrentielle » mise sur des objectifs permettant :

- Un appui à une relève entrepreneuriale;
- l'implantation d'outils financiers adaptés à la conjoncture;
- le soutien aux entreprises de transformation alimentaire;
- l'élaboration et à la mise en œuvre de plans de développement sectoriel;
- l'amélioration de la gouvernance des outils de mise en marché;
- le développement de la connaissance et le renforcement du soutien à l'innovation;
- la diversification et à la commercialisation en circuit court;
- le développement des secteurs en émergence;
- l'essor d'entreprises transformant de produits locaux et régionaux.

La troisième orientation « Valoriser l'environnement et le territoire du Québec » souhaite mettre en évidence les avantages de miser sur un environnement de production durable en lien avec les préoccupations environnementales de la population québécoise. Par ses objectifs, cette orientation devrait permettre :

- L'adoption de pratiques respectueuses de l'environnement;
- des investissements pour l'amélioration de la qualité de l'eau;
- l'intensification des efforts dans la réduction de l'utilisation des pesticides;
- l'écocoefficacité des procédés;
- la protection de la biodiversité;
- la réduction des gaz à effet de serre;
- l'adaptation de la Loi sur la protection du territoire et des activités agricoles;
- l'adoption de plans de développement de la zone agricole par les MRC en concertation avec le milieu;
- l'appui à la multifonctionnalité du bioalimentaire en région.

Les prochaines étapes prévues sont la consultation en commission parlementaire (automne 2011), le dépôt du projet de loi (automne 2011, printemps 2012) et l'adoption de la première politique bioalimentaire.

Après cette présentation, monsieur Roy mentionne que les quatre expériences pilotes réalisées ont permis de rédiger un guide pour l'élaboration de plan de développement de la zone agricole. Ce guide sert à orienter les gens et non à obliger une démarche.

Le Livre vert traite aussi de l'occupation dynamique du territoire. Monsieur Roy explique que le ministère souhaite préconiser la meilleure utilisation des espaces afin de permettre l'optimisation du développement collectif d'un milieu.

Monsieur Roy traite aussi du programme sur la multifonctionnalité. Il indique qu'en Estrie, les MRC du Granit et du Haut-Saint-François sont admissibles. Il y a huit projets déposés dans le premier appel à projet.

Suite à une question sur la zone verte, monsieur Roy indique que les lois, incluant celle sur le zonage agricole, pourraient être modifiées pour répondre aux nouvelles réalités des territoires.

## **5. Les projets miniers en Estrie**

Madame Marie-Claude Lambert fait le portrait du secteur minier en Estrie. Elle donne l'historique, mentionne les sujets d'actualité, traite des titres miniers, parle de l'impact du projet de loi 14 modifiant la loi sur les mines et mentionne les principales étapes devant mener à son adoption. En guise de conclusion, elle fait part des préoccupations de la population et des intervenants de l'Estrie tout en met en évidence les relations qui devront se développer entre les ministères. Elle cite les liens que devrait entretenir le MRNF avec les ministères notamment le MAMROT, le MDDEP et le MTQ.

Suite à sa présentation, madame Lambert indique que les prospecteurs n'ont pas tous les droits. Ils devraient informer les municipalités et les propriétaires lorsqu'ils sont en secteur privé. Les propriétaires privés ont des droits qui doivent être respectés. De plus, depuis 2010, le ministère doit consulter les municipalités lorsque des explorations sont prévues à l'intérieur du périmètre d'urbanisation ou pour protéger des infrastructures. À titre d'exemple, les parcs régionaux pourront être exclus du territoire d'exploration lorsqu'ils seront officiellement enregistrés.

Madame Lambert précise aussi que les claims sont accordés pour deux ans. Lors d'un renouvellement, le ministère devrait l'accorder en tenant compte des paramètres de la loi en vigueur à ce moment.

Madame Marie-Hélène Wolfe fera suivre aux membres de la CAR la carte des claims en Estrie.

En terminant, madame Wolfe précise qu'il y aura un colloque sur le secteur minier en janvier ou février prochain. Ce colloque permettra de documenter et d'informer afin d'ouvrir le dialogue sur le sujet. Dans ces communications, la CRÉ souhaite avoir une approche ouverte.

## **6. Programme d'activités de développement et de formation**

Madame Viviane Lepage dépose la programmation 2011-2012 des activités de développement et de formation, organisées en région. Elle travaille en collaboration avec le Centre de leadership et de développement des compétences. Elle met en relief le fait que les formations organisées en région sont beaucoup moins dispendieuses, car elles évitent ou minimisent les frais de déplacement. Ces formations sont adaptées aux besoins des cadres, des professionnels et du personnel technique.

Dans le cadre du programme de développement et d'employabilité à l'intention des personnes handicapées (PDEIPH), madame Lepage informe que 3 projets ont été acceptés. Pour l'un de ces projets, la personne embauchée aura bientôt un emploi permanent.

Le Conseil du Statut de la femme produira un ouvrage sur le thème « Femme handicapée au Québec ».

## **7. La santé et la sécurité au travail, de la théorie à la pratique pour les ministères et organismes**

Monsieur Guy Vallée présente le document « La santé et la sécurité au travail : de la théorie à la pratique pour les ministères et organismes ». Monsieur Vallée présente La CSST, ses lois et ses services. Il précise que le conseil d'administration est composé de 15 personnes soit, du président, de sept femmes et sept hommes. Son objectif est de fournir des pistes d'action pour que les ministères et organismes exercent leur leadership en matière de prévention au travail.

En cours de présentation, monsieur Vallée répond aux diverses questions qui lui sont adressées. Il explique qu'il y a effectivement des médecins à la CSST. Ils ont seulement un rôle conseil pour valider les diagnostics des médecins traitants.

Pour les jeunes, il y a des préoccupations. Dans les polyvalentes, collèges et universités, les équipements et les machines doivent être sécuritaires. De plus, par les formations données, les institutions doivent inculquer la sécurité en emploi.

Au sujet des primes, elles sont définies en fonction des risques de l'emploi, de la performance de l'entreprise et de son envergure.

Monsieur Vallée explique que diverses maladies, comme les maux de dos, sont récurrentes et liées à des types de travail. À titre d'exemple, il cite la manutention, les ordinateurs et le déplacement de patients dans les hôpitaux.

La CSST peut entreprendre des poursuites pénales. Les amendes ont doublé de 2010 à 2011 pour atteindre 20 000 \$ avec les frais. Dans les cas de récidives, les sanctions peuvent s'élever jusqu'à 300 000 \$. Dans certains cas, la CSST doit avoir une politique de tolérance 0. La CSST doit analyser les cas en tenant compte des efforts des entreprises à identifier, analyser et contrôler les facteurs de risque.

En guise de conclusion, monsieur Poulin informe qu'il vérifiera l'intérêt et les besoins des ministères et organismes sur ce sujet.

## **8. Le Plan territorial de mobilité durable**

Madame Joanna M'Seffar présente le « Plan territorial pour la mobilité durable ». Ce plan donnera les orientations de la région pour les 10 prochaines années. Le plan s'adresse au transport des gens et des marchandises. Il veut respecter les attentes et les besoins de transport des populations et des entreprises. Il a comme préoccupation le développement durable, l'efficacité des transports et la réduction des gaz à effet de serre.

## **9. Divers**

- Conférence administrative sur le développement économique régional (CADER)

À la demande de monsieur Robert Fortin, monsieur Daniel Meunier informe les gens qu'une rencontre de la CADER devrait avoir lieu à la fin décembre ou au début janvier. Le but est de partager les préoccupations et les éléments ayant une influence sur le développement économique de la région. Compte tenu de la difficulté de fixer une date, monsieur Meunier contactera les membres concernés.

- Conseil du Statut de la femme

Madame Colette Marcotte dépose un document intitulé « La gouvernance des entreprises au Québec : où sont les femmes? »

## **10. Levée de la rencontre**

La réunion prend fin à 12 h 30.

Robert Lamontagne  
15 novembre 2011

LISTE DES MEMBRES DE LA CAR ESTRIE  
VENDREDI 28 OCTOBRE 2011  
SIGNATURE DES PERSONNES PRÉSENTES

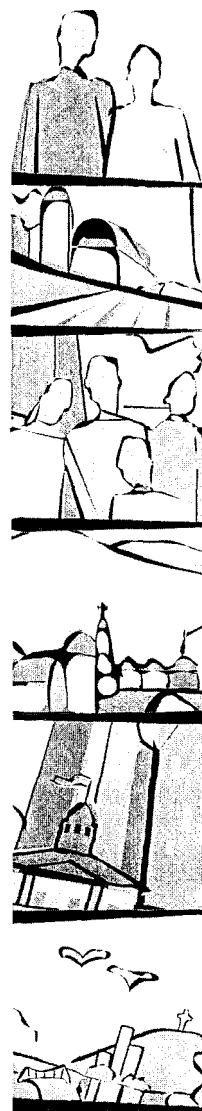
M/O	NOM	PRÉNOM
MTQ	Bourque	Gilles
SQ	Caron	Sylvain
Services Québec	Dionne	Marie-France
MDDEP	Grieco	Émile
MRNF	Lambert	Marie-Claude
CSPQ	Lepage	Viviane
RBQ	Lessard	Dominique
CSF	Marcotte	Colette
MDEIE	Meunier	Daniel
MDDEP	Vaillancourt	Lise
FADQ	Perras	Alain
MAMROT	Poulin	Pierre
MAPAQ	Roy	Alain
CSST	Vallée	Guy
INVITÉS-ES		
Attachée politique	Forcier Nicole	
MAMROT	Lamontagne Robert	
MAMROT	Michaud Jacques	
CRÉ	Wolfe Marie-Hélène	
MTQ	Joanna M'Seffar	

## ORDRE DU JOUR - CAR ESTRIE

20 février 2012 – 10 h 30 à 12 h

Direction régionale – Emploi-Québec Estrie  
70, rue King Ouest, salle King, au 2<sup>e</sup> étage  
Sherbrooke (Québec)

- |         |  |        |
|---------|--|--------|
| 10 h 30 | Mot de bienvenue, adoption de l'ordre du jour et dépôt du compte rendu – Pierre Poulin                                     | 1 et 2 |
| 10 h 40 | Mot de la ministre régionale – Madame Monique Gagnon-Tremblay  |        |
| 10 h 45 | Stratégie pour assurer l'occupation et la vitalité des territoires 2011-2016<br>Yannick Routhier et Pierre Poulin – MAMROT | 3      |
| 11 h 15 | Période de questions et d'échange  |        |
| 12 h    | Levée de la rencontre  |        |







## CONFÉRENCE ADMINISTRATIVE RÉGIONALE DE L'ESTRIE

### COMPTE RENDU DE LA RENCONTRE DU 20 FÉVRIER 2012

#### Étaient présents :

Nom	Prénom	Organisme
Bourque	Gilles	Transports Québec
Bowen	Micheline	Conseil du statut de la femme
Caron	Sylvain	Sûreté du Québec
Fortin	Robert	Développement économique, Innovation et Exportation
Gaboriault	Luc	Commission des normes du travail
Jacques	Jocelyne	Culture, Communications et Condition féminine
Lambert	Marie-Claude	Ressources naturelles et Faune
Létourneau	David	Emploi et Solidarité sociale/Emploi-Québec
Perras	Alain	Financière agricole du Québec
Poulin	Pierre	Affaires municipales, Régions et Occupation du territoire
Roy	Alain	Agriculture, Pêcheries et Alimentation
Tremblay	Roger	Éducation, loisir et sport (Éducation)
Vaillancourt	Lise	Dév. durable, Environnement et Parcs (analyse)
Vaillancourt	Michel	Immigration et Communautés culturelles

#### Étaient absents :

Nom	Prénom	Organisme
Anctil	Manon	Curateur public (chef de service)
Arpin	Serge	Justice
Auclair	Chantal	Régie des rentes
Beauchesne	Lynda	Société immobilière du Québec
Bilodeau	Normand	Revenu Québec
Carignan	Sonia	Tourisme Québec
Carroll	Kathleen	Sécurité publique (services correctionnels)
Desrochers	Yves	Hydro-Québec
Dionne	Marie-France	Services Québec
Dupont	Jean	Office des personnes handicapées
Éthier	Anne-Marie	Emploi et Solidarité sociale/Emploi-Québec
Farhat	Élias	Régie du bâtiment
Gagnon	Michel-Claude	Commission des lésions professionnelles
Garneau	Pierre	Société de l'assurance automobile du Québec
Grieco	Émile	Dév. durable, Environnement et Parcs (contrôle)
Lemay	André-B.	Ressources naturelles et Faune
Lepage	Viviane	Centre de services partagés
Loubier	Claude	Contrôle routier
Ménard	Roger	Relations Internationales
Paquin	Pierre	Dév. durable, Environnement et Parcs (analyse)
Lussier	Chantal	Immigration et Communautés culturelles
Parenteau	Serge	Investissement Québec
Patry	René	Famille et Aînés
Santucci	Anacleto	Régie du logement
Savard	Christine	Sécurité publique, Dir. gén. Séc. civile et incendie
Turgeon	Johanne	Agence de la santé et des services sociaux
Vallée	Guy	Commission de la santé et de la sécurité du Travail

Étaient invités :

Nom	Prénom	Organisme
Baron	Jessy	Affaires municipales, Régions et Occupation du territoire
Forcier	Nicole	Attachée politique de la ministre responsable de la région de l'Estrie
Gagnon Tremblay	Monique	Ministre responsable de la région de l'Estrie
Herrero	Miguel	Affaires municipales, Régions et Occupation du territoire
Jodoin	Dominique	Affaires municipales, Régions et Occupation du territoire
Lamontagne	Robert	Affaires municipales, Régions et Occupation du territoire
Michaud	Jacques	Affaires municipales, Régions et Occupation du territoire
Routhier	Yannick	Affaires municipales, Régions et Occupation du territoire
Wolfe	Marie-Hélène	Conférence régionale des élus (CRÉ)

**1. Mot de bienvenue, adoption de l'ordre du jour et dépôt du compte rendu de la rencontre du 28 octobre 2011**

Monsieur Pierre Poulin souhaite la bienvenue aux membres de la Conférence administrative régionale (CAR) et les remercie pour leur participation. Un tour de table permet la présentation de chacune des personnes présentes.

L'ordre du jour est présenté et adopté. Monsieur Poulin présente la liste des documents fournis déposés.

Le compte rendu de la rencontre du 28 octobre 2011 est déposé.

**2. Mot de la ministre régionale**

Madame Gagnon-Tremblay souhaite la bienvenue aux membres de la CAR. Elle souligne l'excellente collaboration qu'elle reçoit de la part des directeurs et représentants des ministères en Estrie. Les relations entre le ministre responsable d'une région et l'appareil administratif gouvernemental sont toutefois à géométrie variable d'une région à l'autre.

Elle reconnaît que la collaboration régionale doit s'inscrire dans le respect des règles hiérarchiques des ministères. Certains ministères manifestent de la résistance.

Madame Gagnon-Tremblay indique qu'elle participe aux comités ministériels et que le rôle du ministre responsable d'une région est en évolution. Elle s'est fait une idée sur la façon dont devrait s'exercer cette fonction.

Elle réitère que la région doit se prendre en main et faire des propositions. Elle souhaite profiter de cette réunion pour écouter ce que les gens de la région ont à dire sur le sujet.

**3. Stratégie pour assurer l'occupation et la vitalité des territoires**

En introduction, monsieur Yannick Routhier fait un rappel de la démarche et en profite pour remercier monsieur Pierre Poulin pour son apport et sa disponibilité tout au long de ce processus.

Il présente la Stratégie 2011-2016 pour assurer l'occupation et la vitalité des territoires. Cette présentation comprend :

- La mise en contexte de la Stratégie;
- Les définitions;
- La vision;
- Les principes;
- Les orientations;
- Le projet de loi;
- Les défis propres à la région métropolitaine de Montréal;
- Les étapes de sa mise en œuvre.

Il explique qu'au cours de l'élaboration de cette Stratégie, il y a eu beaucoup de consultation et que la grande majorité des intervenants était favorable à la Stratégie. En Commission parlementaire, seulement un ou deux organismes ont manifesté des réserves sur la quarantaine à s'être prononcée.

Monsieur Routhier précise qu'il n'y a pas de budget spécifique de prévu pour la mise en œuvre de cette Stratégie. Elle a été faite en respectant le contexte budgétaire. Elle est fondée sur la modification des comportements des ministères et organismes de l'État.

#### **4. Période d'échange**

La période d'échange permet de clarifier certains points. On peut mentionner :

- Qu'il n'est pas prévu que des programmes soient inclus dans la Stratégie. Toutefois, lors du renouvellement de ceux-ci ou de leur application, on pourra tenir compte de la Stratégie.
- Que chaque ministère a déjà développé plusieurs indicateurs de résultats. La mise en œuvre de la Stratégie ne devrait pas avoir pour effet de les dédoubler. Il est possible d'utiliser les différents indicateurs en complémentarité.
- Que des éléments nécessaires à la réussite de la Stratégie sont déjà en marche. À titre d'exemple, au MAPAQ, leur nouvelle Stratégie déposée l'associe directement à la vitalité du territoire. Au MICC, les autorités incitent à tenir compte de la Stratégie pour assurer l'occupation et la vitalité des territoires dans l'évaluation et la mise à jour de leurs programmes.

Au sujet des intervenants et organismes associés à la mise en œuvre de cette Stratégie, il est mentionné que :

- En Estrie, le rôle de ministre responsable de la région demeurera sensiblement le même en matière de coopération et de concertation.
- L'actualisation des mandats de la Conférence administrative régionale est un élément important. De fonctionner avec une CAR nationale, soit la table gouvernementale aux affaires territoriales (TGAT), devrait faciliter le cheminement des dossiers régionaux.
- Au sujet de la CRÉ de l'Estrie, le plan quinquennal arrive à échéance. Il est poursuivi pour un an le temps que le Fonds de développement régional soit renouvelé et que la Stratégie pour assurer l'occupation et la vitalité du territoire se précise. Le prochain plan quinquennal de la CRÉ de l'Estrie pourrait devenir l'outil de base pour faire évoluer la Stratégie. Ce nouveau plan quinquennal pourrait servir de projet pilote.

À la suite de ces interventions, monsieur Routhier mentionne que les CAR devraient être consultées sur leur rôle, les avenues à développer et les indicateurs à mettre en place.

Messieurs Routhier et Poulin remercient les gens pour leur collaboration.

#### **Levée de la rencontre**

La réunion prend fin à 12 h.

Robert Lamontagne  
22 février 2012

FEUILLE DE SIGNATURE  
CAR ESTRIE DU LUNDI 20 FÉVRIER 2012  
PRÉSENCES

M/O	NOM	PRÉNOM
MTQ	Bourque	Gilles
CSF	Bowen	Micheline
SQ	Caron	Sylvain
MDEIE	Fortin	Robert
CNT	Gaboriault	Luc
MCCCF	Jacques	Jocelyne
MRNF	Lambert	Marie-Claude
Emploi-Québec	Létourneau	David
FADQ	Perras	Alain
MAMROT	Poulin	Pierre
MAPAQ	Roy	Alain
MELS	Tremblay	Roger
MDDEP	Vaillancourt	Lise
MICC	Vaillancourt	Michel
INVITÉS-ES		
MAMROT	Baron, Jessy	
Attachée politique	Forcier, Nicole	
Ministre régionale	Gagnon-Tremblay, Monique	
MAMROT	Herrero, Miguel	
MAMROT	Jodoin, Dominique	
MAMROT	Lamontagne, Robert	
MAMROT	Michaud, Jacques	
MAMROT	Routhier, Yannick	
CRÉ	Wolfe, Marie-Hélène	

---

## Conférence administrative régionale de Montréal

---

**Jeudi, le 19 mai 2011 de 8h30 à 12h00**  
Ministère des Transports du Québec  
500, boul. René-Lévesque Ouest, salle 3.010  
Montréal

### Ordre du jour

- |   |         |
|---|---------|
| 1) Mot de bienvenue   | 8 h 30  |
| 2) Adoption de l'ordre du jour de la rencontre<br>et des faits saillants de la rencontre du 10 février 2011   | 8 h 35  |
| 3) PRÉSENTATION : Tendances et enjeux du marché du travail montréalais<br>Par Myriam Chambron, Emploi-Québec  | 8 h 45  |
| Pause   | 10 h 00 |
| 4) Échange entre les membres - tour de table  | 10 h 15 |
| 5) Suivi des ententes spécifiques et des comités de la CAR <ul style="list-style-type: none"><li>▪ Comité graffitis</li><li>▪ Comité grands projets</li><li>▪ Comité revitalisation urbaine intégrée</li><li>▪ Comité des saines habitudes de vie</li></ul> | 11 h 00 |
| 6) Fin de la rencontre  | 12 h 00 |

---

# Conférence administrative régionale de Montréal (CAR)

---

## Faits saillants de la rencontre du jeudi 19 mai 2011

Ministère des Transports du Québec  
500, boul. René-Lévesque Ouest, salle 3.010  
Montréal

### SONT PRÉSENTS

M<sup>me</sup> Catherine Bourgeault, Conseil du statut de la femme (CSF)  
M<sup>me</sup> Astrid Coulombe, Services Québec  
M<sup>me</sup> Jannick Lachapelle, Affaires municipales, Régions et Occupation du territoire (MAMROT)  
M<sup>me</sup> Charlotte Poirier, Immigration et Communautés culturelles (MICC)  
M<sup>me</sup> Lise Poisson, Emploi-Québec (MESS)  
M. Robert Allie, Office des personnes handicapées du Québec (OPHQ)  
M. Ahmed Benbouzid en remplacement de M<sup>me</sup> Marie-Claire Dumas, Conférence régionale des élus (CRÉ) de Montréal  
M. Louis Côté, Agence de Santé et de Services sociaux de Montréal (ASSSM)  
M. Michel de Billy en remplacement de M. Daniel Gagné, Développement économique, Innovation et Exportation (MDEIE)  
M. Bernard Houle, Agriculture, Pêcheries et Alimentation (MAPAQ)  
M. Normand Lapointe, Ville de Montréal  
M. Pierre Robert, Développement durable, Environnement et Parcs (MDDEP)

### SONT ABSENTS

M<sup>me</sup> Francine Cloutier, Société d'habitation du Québec (SHQ)  
M<sup>me</sup> Brigitte Jacques, Culture, Communications et Condition féminine (MCCCF)  
M<sup>me</sup> Francine Lacroix, Tourisme Québec (MTO)  
M<sup>me</sup> Lucie Tremblay, Affaires municipales, Régions et Occupation du territoire (MAMROT)  
M. Bernard Caron, Transports (MTQ)  
M. Francis Culée, Éducation, Loisir et Sport (MELS)  
M. Éric Doneys, Sécurité publique (MSP)  
M. Pierre Gaucher, Famille et Aînés (MFA)  
M. Raymond Leduc, Revenu (MRQ)  
M. André B. Lemay, Ressources naturelles et Faune (MRNF)  
M. Roger Ménard, Relations internationales (MRI)  
M. Jérôme Unterberg, Affaires municipales, Régions et Occupation du territoire (MAMROT)

### INVITÉS

M<sup>me</sup> Myriam Chambron, Emploi-Québec (MESS)  
M. Raymond Carrier, Ville de Montréal  
M. Benoît Descôteaux, MAMROT  
M. Hugues Leroux, Emploi-Québec (MESS)  
M. Sylvain Provost, MAMROT

#### 1. Mot de bienvenue et adoption de l'ordre du jour

En l'absence de M. Jérôme Unterberg, sous-ministre adjoint à la Métropole, M<sup>me</sup> Jannick Lachapelle, secrétaire de la CAR, souhaite la bienvenue aux membres. L'ordre du jour et les faits saillants de la rencontre du 10 février 2011 sont adoptés tels quels.

#### 2. Présentation des tendances et enjeux du marché du travail montréalais

M<sup>me</sup> Myriam Chambron et M. Hugues Leroux présentent les tendances et enjeux du marché du travail montréalais 2011-2014. Plusieurs facteurs socio-économiques caractérisant Montréal influencent grandement l'environnement dans lequel évolue le marché du travail. La présentation met plus particulièrement en lumière que :

- des difficultés d'intégration persistent pour certaines clientèles, et ce, malgré une amélioration des conditions du marché du travail au cours de la dernière décennie;
- Montréal sera moins touchée par le vieillissement de la main-d'oeuvre qu'ailleurs au Québec;
- l'adéquation entre la formation de la main-d'oeuvre et les besoins des entreprises semble être problématique.

En conformité avec le rôle et les objectifs visés par Emploi-Québec, cinq enjeux sont proposés pour le cycle 2011-2014. Ils visent à répondre aux différentes problématiques associées à ces constats. Les enjeux sont les suivants :

- 1) l'adéquation entre le profil des compétences des clientèles et les besoins du marché du travail;



---

## Conférence administrative régionale de Montréal (CAR)

---

- 2) l'intégration en emploi des personnes faisant partie des minorités visibles et des personnes immigrantes, particulièrement les nouveaux arrivants ainsi que des clientèles éloignées ou sous-représentées du marché du travail;
- 3) la gestion des ressources humaines dans une perspective de croissance, de productivité et de pérennité des entreprises;
- 4) la mise en mouvement des prestataires de l'aide financière de dernier recours prêts à l'emploi dans une perspective d'insertion et de réinsertion durable en emploi;
- 5) l'adaptation organisationnelle d'Emploi-Québec au vieillissement de son personnel ainsi qu'à l'évolution du marché du travail et des technologies dans un contexte de resserrement des finances publiques.

### 3. Échange entre les membres - tour de table

#### ASSSM

- Modernisation des infrastructures des hôpitaux Juif de Montréal et Sainte-Justine.
- Dossier clinique informatisé à Montréal : opérationnel au CHUM et au CUSM et déploiement dans les autres établissements d'ici 2013.

#### CRÉ DE MONTRÉAL

- Fonds de développement régional : processus d'évaluation en cours dans le cadre de son renouvellement.
- Plan quinquennal de développement 2010-2015 : mise en œuvre de la programmation annuelle 2011-2012.

#### MAMROT

- Fonds d'initiative et de rayonnement de la métropole : en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> avril 2011.

#### MAPAQ

- Nouveau ministre : M. Pierre Gobeil.
- Livre vert pour une politique bioalimentaire : parution prévue en juin.

#### MDDEP

- Publication de la liste des membres et le mandat du comité qui sera chargé de réaliser l'Évaluation environnementale stratégique (ÉES) sur les gaz de schiste.

#### MDEIE

- Création d'une nouvelle direction générale en développement économique et métropolitain.
- Nouveau directeur régional de l'île de Montréal : M. Daniel Gagné.

#### MESS

- Dernière année en vigueur du Plan emploi métropole.

#### OPHQ

- Politique gouvernementale pour accroître la participation sociale des personnes handicapées : bilan de l'an 1.

#### SERVICES QUÉBEC

- Nomination de M. Jean Audet à titre de vice-président de Services Québec en avril dernier.
- Inondations en Montérégie : soutien administratif et aux citoyens.

#### VILLE DE MONTRÉAL

- Règlement dans le cadre du dossier du financement du Bixi.
- Mémoire présenté dans le cadre de l'avant-projet de loi sur l'aménagement durable du territoire et l'urbanisme.

### 4. Suivi des comités de la CAR

Les responsables des comités de la CAR font le point sur l'état l'avancement des dossiers graffiti (MM. Carrier et Provost), grands projets (M. Descôteaux), revitalisation urbaine intégrée (M<sup>me</sup> Lachapelle) et saines habitudes de vie (M. Provost).

### 5. Fin de la rencontre

La rencontre est levée à 12 h. Le prochain rendez-vous aura lieu le 22 septembre 2011.

---

## Conférence administrative régionale de Montréal

---

**Le jeudi 22 septembre 2011, de 8 h 30 à 11 h 30**

Ministère des Transports du Québec  
500, boulevard René-Lévesque Ouest, salle 3.010  
Montréal

### Ordre du jour

- |    |  |         |
|----|--|---------|
| 1. | Mot de bienvenue   | 8 h 30  |
| 2. | Adoption de l'ordre du jour de la rencontre et des faits saillants de la rencontre du 12 mai 2011  | 8 h 35  |
| 3. | PRÉSENTATION :<br><br>Montréal, ville Unesco de design<br><br><i>Madame Brigitte Jacques, ministère de la Culture, des Communications et de la Condition féminine</i><br><i>Madame Marie-Josée Lacroix, directrice du Bureau Design Montréal, Ville de Montréal</i><br><i>Monsieur Philippe Poullaouec-Gonidec, Chaire de l'UNESCO, Université de Montréal</i>   | 8 h 45  |
| 4. | POINTS D'INFORMATION :<br><br>• Projet d'une Table de concertation métropolitaine et d'un Comité interministériel<br><br><i>Monsieur Jérôme Unterberg, sous-ministre adjoint, Sous-ministériat à la Métropole</i><br><br>• Portrait de l'aide financière gouvernementale pour la Ville de Montréal<br><br><i>Madame Margaux St-Georges, ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire</i> | 9 h 30  |
| 5. | Pause  | 10 h    |
| 6. | PRÉSENTATION :<br><br>Le Fonds d'initiative et de rayonnement de la Métropole (FIRM)<br><br><i>Monsieur Sylvain Provost, ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire</i>  | 10 h 15 |
| 7. | Échange entre les membres  | 10 h 45 |
| 8. | Fin de la rencontre  | 11 h 30 |

---

# Conférence administrative régionale de Montréal (CAR)

---

## Faits saillants de la rencontre du jeudi 22 septembre 2011

Ministère des Transports du Québec  
500, boulevard René-Lévesque Ouest, salle 3.010  
Montréal

### SONT PRÉSENTS

M. Jérôme Unterberg, Affaires municipales, Régions et Occupation du territoire (MAMROT)  
M<sup>me</sup> Lucie Tremblay, Affaires municipales, Régions et Occupation du territoire (MAMROT)  
M. Louis Côté, Agence de Santé et de Services sociaux de Montréal (ASSSM)  
M<sup>me</sup> Catherine Bourgault, Conseil du statut de la femme (CSF)  
M. François Perron, Agriculture, Pêcheries et Alimentation (MAPAQ)  
M<sup>me</sup> Brigitte Jacques, Culture, Communications et Condition féminine (MCCCF)  
M<sup>me</sup> Annie Drolet, en remplacement de Pierre Robert, Développement durable, Environnement et Parcs (MDDEP)  
M. Dieudonné, Ella-Oyono en remplacement de M. Daniel Gagné, Développement économique, Innovation et Exportation (MDEIE)  
M<sup>me</sup> Céline Renaud, en remplacement de Mme Johanne Beaulieu, Emploi-Québec (MESS)  
M<sup>me</sup> Charlotte Poirier, Immigration et Communautés culturelles (MICC)  
M. Pierre Bilodeau (interim), Ressources naturelles et Faune (MRNF)  
M. Alain Lefrançois en remplacement de M. Maroun Shaneen, Transport (MTQ)  
M. Robert Allie, Office des personnes handicapées du Québec (OPHQ)  
M<sup>me</sup> Astrid Coulombe, Services Québec  
M<sup>me</sup> Francine Cloutier, Société d'habitation du Québec (SHQ)  
M<sup>me</sup> Francine Lacroix, Tourisme (MTO)  
M<sup>me</sup> Marie-Claire Dumas, Conférence régionale des élus (CRÉ) de Montréal  
M. Normand Lapointe, Ville de Montréal  
M<sup>me</sup> Odile Simard, Affaires municipales, Régions et Occupation du territoire (MAMROT)

### SONT ABSENTS

M. Bernard Houle (intérim), Agriculture, Pêcheries et Alimentation (MAPAQ)  
M. Pierre Robert, Développement durable, Environnement et Parcs (MDDEP)  
M. Francis Culée, Éducation, Loisir et Sport (MELS)  
M. Pierre Gaucher, Famille et Aînés (MFA)  
M. Roger Ménard, Relations internationales (MRI)  
M. Raymond Leduc, Revenu (MRQ)  
M. Éric Doneys, Sécurité publique (MSP)

### INVITÉS

M. Jacques Lauzon, Ville de Montréal  
M<sup>me</sup> Sophie Tanguay, Culture, Communications et Condition féminine (MCCCF)  
M<sup>me</sup> Marie-Josée Lacroix, Bureau de design de la Ville de Montréal  
M. Philippe Poullaouec-Gonidec, Chaire UNESCO en paysage et environnement, Université de Montréal  
M. Sylvain Provost, MAMROT  
M<sup>me</sup> Margaux Saint-Georges, MAMROT

### 1. Mot de bienvenue et adoption de l'ordre du jour

En l'absence de M. Jérôme Unterberg, sous-ministre adjoint à la Métropole, M<sup>me</sup> Lucie Tremblay, directrice à la Direction métropolitaine de l'aménagement et des affaires municipales (DMAAM) du MAMROT, souhaite la bienvenue aux membres. L'ordre du jour et les faits saillants de la rencontre du 12 mai 2011 sont adoptés tels quels.

M<sup>me</sup> Lucie Tremblay poursuit en informant les membres de la CAR de l'avancement des travaux touchant le projet de Plan métropolitain d'aménagement et de développement (PMAD) de la Communauté métropolitaine de Montréal (CMM). Elle informe les participants que l'avis gouvernemental demandé au gouvernement à la fin mai devrait être émis d'ici la fin du mois de septembre pour respecter le délai légal de 120 jours.

---

## Conférence administrative régionale de Montréal (CAR)

---

Elle ajoute qu'une consultation publique sur le PMAD débute à la fin septembre et se terminera à la fin octobre. Le PMAD suscite beaucoup d'intérêt à Montréal, plus de 400 mémoires ont été déposés comparativement à une quarantaine à Québec. En réponse de l'intérêt suscité auprès des membres de la CAR, M<sup>me</sup> Tremblay propose de les informer régulièrement la CAR sur le développement de ce dossier.

M<sup>me</sup> Tremblay propose, en attente de l'arrivée de M. Unterberg, de passer au point 4 de la réunion.

### **2. Portrait de l'aide financière gouvernementale pour la Ville de Montréal**

M<sup>me</sup> Margaux Saint-Georges du MAMROT présente un point d'information sur la démarche entreprise pour la réalisation d'un portrait de l'aide financière gouvernementale pour la Ville de Montréal.

### **3. Présentation sur Montréal, Ville UNESCO de design**

M. Unterberg, reprend la présidence de la rencontre et invite M<sup>me</sup> Brigitte Jacques du MCCCCF, M<sup>me</sup> Marie-Josée Lacroix, du Bureau du design de la Ville de Montréal et M. Philippe Poullaouec-Gonidec de la Chaire UNESCO en paysage et environnement de l'Université de Montréal à prendre la parole pour présenter le projet de Ville UNESCO de design aux membres de la CAR.

M<sup>me</sup> Brigitte Jacques présente le partenariat du projet de Montréal Ville UNESCO de design qui réunit la Ville de Montréal, la CRE de Montréal, le MAMROT et le MCCCCF. Le MCCCCF manifeste depuis plusieurs années un grand intérêt pour la question du design et est impliqué dans de nombreux concours pour la réalisation d'équipements culturels.

Mme Marie-Josée Lacroix débute sa présentation par une définition du design et les raisons pour lesquelles il faut s'y intéresser :

- le design touche toutes les composantes de la ville;
- il a une incidence plus ou moins positive sur notre expérience urbaine;
- il est plus qu'une question d'apparence, mais offre aussi un bénéfice fonctionnel;
- Montréal Ville UNESCO de design se veut un moyen de passer d'un statut de ville de designers qui reconnaît la masse critique de designers à Montréal à une ville de design qui développe son potentiel de design.

#### Le chantier Montréal Ville UNESCO de design vise :

- à construire des environnements de plus grande qualité;
- à développer un marché du design à Montréal en faisant travailler les designers d'ici;
- à s'ouvrir sur le marché et l'expertise mondiale.

#### Les concours permettent :

- une plus grande transparence du processus par des présentations publiques;
- le développement d'une capacité d'appréciation du design par le grand public.

M. Philippe Poullaouec-Gonidec poursuit la présentation par l'illustration de différents exemples de concours de design entrepris ces dernières années. Une attention particulière est apportée sur la démarche du projet de requalification du corridor de l'A-20 entre l'aéroport P.-E.-Trudeau et le centre-ville de Montréal et son concours d'idées YUL-MTL.

#### Le processus de ce concours permet :

- le dégagement d'une vision partagée du projet par tous les intervenants;
- la rédaction d'un cahier des charges pour le concours d'idées international;
- l'accès à partir d'un faible investissement à un grand nombre de propositions provenant de partout dans le monde;
- donne une grande visibilité à Montréal;
- permet de hausser la qualité du projet.

M<sup>me</sup> Lacroix conclut en expliquant l'intérêt d'élargir cette pratique à un plus grand éventail de projets et un plus grand nombre de partenaires pour arriver à long terme à un changement de culture par rapport à cette pratique. Les ministères et organismes sont invités à s'intéresser à la démarche des concours de design dans le cadre de leurs projets d'immobilisation et à véhiculer ce processus au sein de leur organisation respective.

Cette présentation est suivie d'une période de commentaires et de questions sur le processus du concours par les membres de la CAR.

#### 4. Présentation du Fonds d'initiative et de rayonnement de la Métropole (FIRM)

M. Sylvain Provost du MAMROT présente les nouveaux paramètres du FIRM. Le **Fonds d'initiative et de rayonnement de la métropole (FIRM)** est en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> avril 2011. Il remplace le Fonds de développement de la métropole (FDM) qui a soutenu financièrement, pendant plus de 15 ans, près de deux mille projets sur le territoire de la région métropolitaine de Montréal.

Le **FIRM** permet de soutenir des initiatives de portée métropolitaine et des événements d'envergure canadienne ou internationale.

Les organismes admissibles sont :

- la Communauté métropolitaine de Montréal (CMM);
- une municipalité dont le territoire est compris sur le territoire de la CMM;
- une municipalité régionale de comté (MRC) dont le territoire est compris en tout ou en partie sur le territoire de la CMM;
- un organisme municipal ou intermunicipal relevant de la CMM ou des municipalités mentionnées plus haut;
- les OBNL constituées en vertu de la partie 3 de la Loi sur les compagnies (L.R.Q., chapitre C-38);
- les OBNL constituées en vertu de la Loi canadienne sur les organisations à but non lucratif (L.C. 2009, c.23);
- une coopérative dont les activités sont similaires à celles d'un organisme à but non lucratif;
- les compagnies privées à but lucratif constituées en vertu des lois québécoises ou canadiennes;
- tout conseil de bande d'une communauté autochtone dont le territoire est compris, en tout ou en partie, à l'intérieur du territoire de la CMM.

Pour être admissible au **FIRM**, un projet doit être de portée métropolitaine, c'est-à-dire, qu'il doit posséder l'une ou l'autre des caractéristiques suivantes :

- associer, pour se concrétiser, des organismes, institutions ou entreprises établis dans plus d'une région administrative composant le territoire de la CMM;
- desservir une clientèle provenant de plus d'une région administrative composant le territoire de la CMM;
- répondre à une problématique métropolitaine, c'est-à-dire à un enjeu qui caractérise les métropoles et les grands centres urbains.

Les projets doivent aussi répondre à l'un ou l'autre des cinq critères suivants d'évaluation de l'impact du projet sur la métropole :

- être structurant au plan économique, social ou culturel;
- être innovateur à l'échelle métropolitaine, nationale ou internationale;
- avoir un impact sur l'amélioration du cadre de vie ou sur le fonctionnement des services et équipements d'envergure métropolitaine;
- contribuer au rayonnement de la métropole aux plans canadien et international;
- contribuer à la consolidation de la réalité territoriale métropolitaine et au développement du sentiment d'appartenance au sein de la métropole.

---

## Conférence administrative régionale de Montréal (CAR)

---

Les projets sont également évalués sur toute une série de critères : la contribution à l'atteinte des objectifs gouvernementaux de **développement durable**, la solidité du plan de réalisation, les partenariats développés, la visibilité aux plans métropolitain, national ou international et la capacité de l'organisme à mener à bien son projet.

### 5. Points d'information : Projet d'une Table de concertation métropolitaine et d'un Comité interministériel

M. Jérôme Unterberg présente le projet de Table de concertation métropolitaine actuellement en formation au MAMROT. Cette table est déjà mise en place informellement et est présidée par le ministre du MAMROT. Elle rassemble le ministre responsable de la région de Montréal, monsieur Raymond Bachand, madame Michelle Courchesne, ministre responsable des régions de Laval, Laurentides et Lanaudière et madame Nicole Ménard, ministre responsable de la Montérégie. Les maires de Montréal, Laval, Longueuil, Terrebonne et Saint-Hilaire y représentent leur région respective. Le maire de Westmount y assiste comme maire invité.

Cette table a comme but la concertation métropolitaine. La CMM compte en effet 5 régions administratives et 7 CRÉ. La dernière réunion tenue le 20 septembre dernier portait sur le Plan métropolitain d'aménagement et de développement (PMAD) de la CMM. Plusieurs problématiques ont été relevées dont la question des crues des eaux, du transport et de la protection des milieux humides et boisés. On note un plus grand intérêt pour les problématiques métropolitaines particulièrement pour les trois villes suivantes : Laval, Montréal et Longueuil. La prochaine réunion se tiendra en janvier 2012.

M. Unterberg invite les ministères et organismes à solliciter une rencontre à cette table pour leur ministre respectif pour traiter un sujet particulier.

Quant au Comité interministériel en aménagement et en développement, ce dernier est en élaboration. Il s'agit du volet administratif de la table où siègeront les sous-ministres des ministères et organismes oeuvrant en aménagement et en développement. Ce comité ne se réunira pas avant janvier 2012.

La Table gouvernementale en aménagement du territoire (TGAT) s'intéressera à la même question, mais à l'échelle du Québec. Elle relèvera du sous-ministériat aux territoires et sera créée par une loi-cadre. La stratégie d'occupation du territoire sera présentée par le premier ministre incessamment.

M. Dieudonné Ella-Oyono, représentant du MDEIE, informe les membres de la CAR de la création dans son ministère d'un Directoriat métropolitain qui a pour objectif d'offrir une vision métropolitaine et d'assurer la cohérence du développement économique des cinq régions administratives de la CMM. M. Unterberg invite monsieur Ella-Oyono à présenter à la prochaine réunion de la CAR cette adaptation administrative de son ministère à la réalité métropolitaine.

### 6. Échanges entre les membres – tour de table

#### ASSSM

- Renouvellement des conseils d'administration des établissements marqué par une plus grande diversité des membres.
- Coupure de 300 millions de dollars, mais augmentation des activités des médecins.
- Nouveau plan pour organiser l'hébergement des personnes âgées.
- Offre de service pour la déficience motrice à revoir.

#### CSF

- Mme Julie Miville-Dechêne est la nouvelle présidente du Conseil du statut de la femme (CSF). Des entrevues peuvent être visionnées sur le site du CSF.
- Le CSF a rendu public le 13 septembre dernier devant la Commission des relations avec les citoyens le document *Mémoire sur le document de consultation intitulé « La planification de l'immigration au Québec pour la période 2012-2015 »*.

#### MTO

- Entente de partenariat en tourisme culturel et sportif, entre le MAMROT, la CRÉ de Montréal et Tourisme Montréal. Cette entente se chiffre à 900 000 \$.

---

## Conférence administrative régionale de Montréal (CAR)

---

### MCCCCF

- Le processus de révision de la Loi sur les biens culturels suit son cours. On espère que la nouvelle loi soit adoptée avant Noël.
- Un artiste entreprendra une grève de la faim devant les bureaux du MCCCCF à Montréal pour protester contre les critères de sélection du programme d'intégration des arts à l'architecture et à l'environnement des bâtiments et des sites gouvernementaux et publics.

### MDDEP

- Le ministre du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs, M. Pierre Arcand, et le député de Jacques-Cartier, ministre responsable des Affaires autochtones, M. Geoffrey Kelley, ont conclu une entente avec Investissement Québec afin d'acquérir, aux fins de conservation, un terrain de 31 hectares situé à Sainte-Anne-de-Bellevue, en bordure de la rivière à l'Orme. Ce terrain sera annexé au corridor écoforestier de la rivière à l'Orme, un des écoterritoires de la ville de Montréal, qui en assurera la gestion.
- Une subvention de 6 M\$ sera versée pour appuyer la Ville de Montréal dans sa démarche entreprise pour éliminer la pollution causée par les poêles à bois. Le programme, géré par Équiterre, offrira un incitatif financier aux citoyens souhaitant se débarrasser de leur vieux poêle ou foyer à bois, ainsi qu'à ceux qui veulent le remplacer par un appareil plus efficace.
- Dans le cadre du Plan Nord, une consultation publique aura lieu le 6 octobre prochain à Montréal. Cette consultation portera sur l'engagement gouvernemental de consacrer 50 % de la superficie du territoire à la protection de l'environnement, au maintien de la biodiversité, à la mise en valeur du patrimoine naturel et à divers types de développement qui ne font pas appel à des activités industrielles.

### MDEIE

- Nomination du nouveau ministre du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation, monsieur Sam Hamad.
- Élaboration d'une stratégie québécoise de l'entrepreneuriat par le gouvernement.
- Diversification des marchés d'exportation autres que les États-Unis.
- Création de la Direction générale aux affaires économiques métropolitaines qui chapeaute les cinq directions régionales métropolitaines reconnaissant la réalité spécifique de la métropole.
- Recentrage des programmes d'aide aux entreprises selon 6 lignes d'affaires.

### MAPAQ

- Le livre vert pour une politique bioalimentaire est en processus de consultation. Les travaux de la Commission de l'agriculture, des pêcheries, de l'énergie et des ressources naturelles ont commencé dans la semaine du 12 septembre 2011 à l'Assemblée nationale.
- Cette politique prendra corps dans un projet de loi-cadre.
- Les travaux d'élaboration du PMAD sont suivis de près par le MAPAQ.

### MESS

- Le ministère a entrepris 5 chantiers de travail avec le MICC qui devraient amener des projets pour le service aux immigrants.
- En partenariat avec le MICC, ouverture d'une antenne de services à la clientèle immigrante dans l'est de Montréal.
- Volonté d'un plus grand partenariat avec le MICC.
- Inquiétude générale sur l'état du marché du travail et le niveau du chômage.
- Le poste de sous-ministre devrait être comblé d'ici quelques semaines.

### MRNF

- Monsieur Clément Gignac est le nouveau ministre des Ressources naturelles et de la Faune depuis le 7 septembre 2011.
- Le poste de sous-ministre associé aux opérations régionales est actuellement à pourvoir suite au départ de Monsieur Pierre Grenier.
- Dans le cadre de la refonte du régime forestier, consultation sur les forêts de proximité.
- Délégation de gestion des terres publiques intramunicipales.
- Rappel qu'en termes de régionalisation, le MRNF couvre déjà tout le territoire de la CMM.

---

## Conférence administrative régionale de Montréal (CAR)

---

### CRÉ DE MONTRÉAL

- Dans le cadre de la consultation générale et les auditions publiques sur le document « La planification de l'immigration au Québec pour la période 2012-2015 », la CRÉ prône l'augmentation du nombre d'immigrants, particulièrement de l'immigration économique.
- Concernant la stratégie québécoise de l'entrepreneuriat du MDEIE, la CRÉ approuve la nécessité de sélectionner des entrepreneurs.
- Mémoire déposé dans le cadre de la consultation sur le PMAD qui approuve la nécessité de densifier le développement.
- Lancement de la campagne régionale de promotion des marchés de quartiers à Montréal.
- Nouveau programme Mentorat Montréal, qui vise à faciliter l'intégration en emploi des personnes immigrantes qualifiées en collaboration avec le MICC.
- Plusieurs ententes avec les différents ministères du gouvernement du Québec actuellement en renégociation en tourisme, en culture, en développement économique et en environnement.

### MTQ

- Monsieur Pierre Moreau est le nouveau ministre des Transports.
- Madame Dominique Savoie, première femme sous-ministre au MTQ. Elle remplace monsieur Michel Boivin qui a quitté pour sa retraite.
- Réédition, pour une 9<sup>e</sup> année consécutive, de l'événement *En ville sans ma voiture* qui se déroulera du 19 au 23 septembre 2011. Des kiosques d'exposition sont montés sur la rue Sainte-Catherine, en face des Ailes de la mode.
- Nouvelle application Web 511 à l'intention des cyclistes.
- Nouveau comité d'élus sur la mobilité et d'une équipe technique qui assurera le suivi des décisions.
- L'ensemble des mesures en transport collectif totalise 310 M\$.
- Le ministère des Transports du Québec offre, en partenariat avec l'Agence métropolitaine de transport (AMT) et les autorités organisatrices de transport de la région métropolitaine participantes, un mois gratuit sur un abonnement d'un an à un titre de transport à tarif régulier. Cette offre est valide jusqu'au 6 octobre.

### OPHQ

- Adaptation du site web de l'Office pour le rendre plus accessible aux handicapés.
- Collaboration avec Santé Québec et Services Québec à la campagne d'information pour sensibiliser la population à la mise en place progressive du Dossier de santé du Québec (DSQ). Aide toute personne qui ne désire pas être inscrite à ce dossier à remplir le formulaire de refus d'adhésion.

### SHQ

- Le 5<sup>e</sup> Rendez-vous de l'habitation aura lieu le lundi 3 octobre prochain à Québec. Cette année, le Rendez-vous de l'habitation de la SHQ s'associe aux Entretiens Jacques Cartier pour offrir une programmation sur deux jours sur le thème de l'habitat adapté.

### VILLE DE MONTRÉAL

- Le Department of Transportation (DOT) de la Ville de New York a arrêté son choix sur BIXI et Alta Bicycle Share en tant que fournisseurs désignés pour le développement et l'exploitation de son nouveau système de vélos en libre-service.
- Le Planétarium Rio Tinto Alcan se joindra à l'*Espace pour la vie*, ensemble regroupant déjà le Biodôme, l'Insectarium, et le Jardin botanique.
- Les régimes de retraite exercent une pression importante sur les finances de la métropole. La charge totale de ces régimes sera de 438 M\$ en 2011, ce qui représente près de 10 % du budget de la Ville. Selon les estimations de la Ville, elle passera à 540 M\$ pour 2012. La Ville entamera une refonte substantielle des régimes de retraite pour réduire la facture assumée par les contribuables montréalais tout en permettant aux employés actuels et futurs de bénéficier d'un régime de retraite avantageux. Cette problématique aussi présente au gouvernement du Québec nécessite une solidarité nationale



---

## Conférence administrative régionale de Montréal (CAR)

---

### MICC

- Retrait de la sélection des immigrants par bassins d'immigration.
- Dans le cadre de sa planification de l'immigration au Québec pour la période 2012-2015, le MICC propose 50 000 immigrants par année.
- Préparation du plan stratégique qui veut notamment renforcer la francisation et l'intégration en emploi des personnes immigrantes.
- Contribution à l'atelier sur l'intégration professionnelle de nos immigrants au Rendez-vous métropolitain pour l'emploi qui aura lieu le 28 octobre prochain.
- Renouvellement pour une 3e année de l'entente en immigration avec la Ville de Montréal, la CRÉ de Montréal et l'Agence de santé et des Services sociaux.
- Invitation aux partenaires à la semaine québécoise des rencontres interculturelles du 3 au 7 octobre 2011.
- Clôture pour une troisième année du programme « Valorisation jeunesse » au centre Claude-Robillard.
- Préparation de la 4e vague de Défi Montréal qui portera sur des expériences de reconnaissance des acquis et des compétences dans des entreprises. Un comité aviseur a été mis en place avec le MELS et le MESS. Le budget est de 500 000 \$.
- Poursuite de cinq chantiers avec le MESS pour le continuum des services.
- Chantier sur une période de quatre ans pour la transformation des services au MICC.

### 7. Fin de la rencontre

La rencontre est levée à 12 h. Le prochain rendez-vous aura lieu le 22 septembre 2011.

---

## Conférence administrative régionale de Montréal

---

**Le jeudi 24 novembre 2011, de 9 h à 12 h**  
Ministère des Transports du Québec  
500, boulevard René-Lévesque Ouest, salle 3.010  
Montréal

### Ordre du jour

1	Mot de bienvenue	9 h
2	Adoption de l'ordre du jour de la rencontre et des faits saillants de la rencontre du 22 septembre 2011	9 h 05
3	POINTS D'INFORMATION :  Le projet de Loi et la stratégie d'occupation et de vitalité du territoire. <i>Madame Claire Deronzier, sous-ministre adjointe, Sous-ministériat à la Métropole, MAMROT</i>	9 h 15
4	PRÉSENTATION :  La stratégie québécoise de l'entrepreneuriat, l'agence d'exportation et ses nouvelles lignes d'affaires, la création d'un poste de directeur métropolitain au MDEIE. <i>Monsieur Daniel Gagné, directeur régional de Montréal, ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation</i>	9 h 30
5	PAUSE	10 h 30
6	PRÉSENTATION :  État d'avancement des consultations sur le Plan métropolitain d'aménagement et de développement (PMAD) <i>Madame Lucie Tremblay, directrice, Direction métropolitaine de l'aménagement et des affaires municipales, MAMROT</i>	10 h 45
7	Échange entre les membres	11 h 15
8	Fin de la rencontre	12 h

---

# Conférence administrative régionale de Montréal (CAR)

---

## Faits saillants de la rencontre du jeudi 24 novembre 2011

Ministère des Transports du Québec  
500, boulevard René-Lévesque Ouest, salle 3.010  
Montréal

### SONT PRÉSENTS

M<sup>me</sup> Claire Deronzier, Affaires municipales, Régions et Occupation du territoire (MAMROT)  
M<sup>me</sup> Lucie Tremblay, Affaires municipales, Régions et Occupation du territoire (MAMROT)  
M<sup>me</sup> Catherine Bourgault, Conseil du statut de la femme (CSF)  
M. François Perron, Agriculture, Pêcheries et Alimentation (MAPAQ)  
M<sup>me</sup> Annie Drolet, en remplacement de Pierre Robert, Développement durable, Environnement et Parcs (MDDEP)  
M. Francis Culée, Éducation, Loisir et Sport (MELS)  
M. Daniel Gagné, Développement économique, Innovation et Exportation (MDEIE)  
M<sup>me</sup> Johanne Beaulieu, Emploi-Québec (MESS)  
M<sup>me</sup> Charlotte Poirier, Immigration et Communautés culturelles (MICC)  
M<sup>me</sup> Marie-Claude Lambert en remplacement de M. André B. Lemay, Ressources naturelles et Faune (MRNF)  
M. Alain Lefrançois en remplacement de M. Maroun Shaneen, Transport (MTQ)  
M. Robert Allie, Office des personnes handicapées du Québec (OPHQ)  
M<sup>me</sup> Francine Cloutier, Société d'habitation du Québec (SHQ)  
M<sup>me</sup> Francine Lacroix, Ministère du Tourisme (MTO)  
M<sup>me</sup> Marie-Claire Dumas, Conférence régionale des élus (CRÉ) de Montréal  
M. Jacques Lauzon en remplacement de M. Normand Lapointe, Ville de Montréal  
M<sup>me</sup> Odile Simard, Affaires municipales, Régions et Occupation du territoire (MAMROT)

### SONT ABSENTS

M. Louis Côté, Agence de la santé et des Services sociaux de Montréal (ASSSM)  
M<sup>me</sup> Astrid Coulombe, Services Québec  
M. Bernard Houle (intérim), Agriculture, Pêcheries et Alimentation (MAPAQ)  
M<sup>me</sup> Brigitte Jacques, Culture, Communications et Condition féminine (MCCCF)  
M. Pierre Robert, Développement durable, Environnement et Parcs (MDDEP)  
M. Pierre Gaucher, Famille et Aînés (MFA)  
M. Roger Ménard, Relations internationales (MRI)  
M. Raymond Leduc, Revenu (MRQ)  
M. Éric Doneys, Sécurité publique (MSP)

### INVITÉS

Dr Marie-France Raynault, représentante de l'Agence de la santé et des Services sociaux de Montréal (ASSSM)  
M. Sylvain Provost, MAMROT  
M<sup>me</sup> Margaux Saint-Georges, MAMROT

#### 1. Mot de bienvenue et adoption de l'ordre du jour

M<sup>me</sup> Claire Deronzier, sous-ministre adjointe à la Métropole, se présente et souhaite la bienvenue aux membres de la CAR.

L'ordre du jour est adopté sans modification.

Les membres de la CAR transmettront leurs commentaires au MAMROT sur les faits saillants de la réunion tenue le 22 septembre 2011.

#### 2. Points d'information sur le projet de loi et la stratégie d'occupation et de vitalité du territoire

M<sup>me</sup> Claire Deronzier présente les principaux éléments du projet de loi et de la stratégie.

---

## Conférence administrative régionale de Montréal (CAR)

---

La Stratégie 2011-2016 pour assurer l'occupation et la vitalité des territoires marque un changement quant aux façons de penser et de faire le développement territorial. Ses territoires de référence correspondent à la toile de gouvernance actuelle du Québec. Elle compte 4 orientations, dont une spécifique à la région de Montréal.

La région métropolitaine de Montréal a des défis propres à relever. Il faut se rappeler que 50 % de la population québécoise y résidera sur moins de 1 % du territoire québécois, ce qui commande :

- une action gouvernementale concertée;
- un aménagement métropolitain durable;
- des instances territoriales mieux articulées.

La stratégie s'appuie sur un projet de loi-cadre pour assurer l'occupation et la vitalité des territoires. Ce projet de loi demande aux ministères et organismes de présenter publiquement leur contribution à la stratégie dans leur rapport annuel de gestion. Cette obligation constitue pour eux un effort supplémentaire, mais offre une plus grande visibilité de leurs actions pour la population. Les élus municipaux sont conviés pour leur part à agir en faveur de l'occupation et la vitalité des territoires dans l'exécution de leurs mandats.

Les mécanismes de concertation et de coordination suivants sont aussi institués ou reconnus formellement dans la loi :

- la Conférence administrative régionale (CAR);
- la Table gouvernementale aux affaires territoriales (TGAT);
- la Table Québec-Montréal métropolitain pour l'aménagement et le développement (TQMMAD).

La TQMMAD sera soutenue par le Comité interministériel pour l'aménagement et le développement de la région métropolitaine de Montréal (CIAD). La CAR est appelée à jouer un rôle plus important dans l'application de la loi et de la stratégie. Elle soutiendra, entre autres, les travaux du CIAD. Une réflexion en ce sens sera entreprise dans les prochains mois. Les membres de la CAR seront appelés à y participer activement.

La stratégie et le projet de loi seront discutés plus en détail lors de la prochaine rencontre de la CAR.

### 3. Présentation d'une nouvelle approche et de nouveaux outils d'intervention au MDEIE

M. Daniel Gagné, directeur régional de Montréal au ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation présente la nouvelle direction générale aux affaires économiques métropolitaines, la nouvelle structure des programmes offerts et la Stratégie québécoise de l'entrepreneuriat lancée le 15 novembre dernier.

Pour assurer une plus grande cohérence de l'action gouvernementale et celle du MDEIE en termes de développement économique, et en réponse au Rapport Côté-Séguin, une direction générale aux affaires économiques métropolitaines a été créée. Le directeur sera connu d'ici peu et fera une tournée pour expliquer son mandat et ses attentes en lien avec le projet de loi sur l'occupation et la vitalité des territoires. Il se fera un plaisir de présenter sa direction aux membres de la CAR de Montréal.

Afin de répondre à la demande du Conseil du trésor de rationaliser ses programmes, le MDEIE a développé une nouvelle approche en ce sens. Il propose maintenant une offre de programmes simplifiés, fonctionnels et plus facilement accessibles pour l'entrepreneur. Six programmes distinctifs, dont 40 % sont des programmes d'aide financière, correspondent aux six lignes d'affaires suivantes :

**Investissement** : Programme ESSOR

**Innovation** : Programme d'appui à l'innovation

**Exportation** : Programme Exportation

**Secteurs stratégiques et créneaux d'excellence** : Programme d'appui au développement des secteurs stratégiques et des créneaux

**Relance et diversification de l'économie** : Programme d'appui au redressement et à la rétention d'entreprises stratégiques et aux territoires en difficulté

**Entrepreneuriat** : Programme d'aide à l'entrepreneuriat

Le MDEIE présente une offre de programmes plus ciblés visant des interventions structurantes en éliminant les zones de dédoublement et de chevauchement. Les niveaux d'aide sont uniformisés selon les clientèles visées : entreprises ou organismes.

---

## Conférence administrative régionale de Montréal (CAR)

---

Le MDEIE vient tout juste de lancer sa stratégie québécoise de l'entrepreneuriat. Les consultations ont soulevé 4 pistes d'action : le développement de la culture entrepreneuriale, le soutien à la création et la croissance des entreprises, la concertation et la stimulation de la relève. La difficulté de la relève à la suite du départ à la retraite possible de 30 % des propriétaires d'entreprises, et le manque de dynamisme entrepreneurial, constituent des problématiques importantes.

La stratégie comporte trois cibles principales pour 2020 et de nombreuses mesures d'action, dont des interventions additionnelles de plus de 450 M\$ au cours des prochaines années.

Export Québec a été lancé le 8 novembre dernier par le premier ministre. Export Québec est une unité consacrée du MDEIE qui aide les entreprises québécoises à développer, consolider ou diversifier leurs marchés hors Québec. C'est une équipe de spécialistes expérimentés et polyglottes qui compte plus de 150 collaborateurs présents, avec le ministère, dans toutes les régions du Québec et qui offrent des services dans 30 pays et 50 villes à travers le monde.

De nouvelles ententes sont à venir avec les Organismes régionaux de promotion des exportations (ORPEX) regroupés sous le Réseau des commissariats à l'exportation du Québec (RECOMEX), et les chambres de commerce.

La Direction générale des affaires économiques internationales, sous la responsabilité du sous-ministre adjoint, monsieur Jean Séguin, a pour mission le développement des exportations et le soutien et la promotion de l'investissement étranger au Québec. Elle compte 4 directions couvrant chacune 4 secteurs géographiques à l'étranger : l'Amérique du Nord, l'Amérique latine et les Antilles, l'Asie-Pacifique, l'Afrique et le Moyen-Orient et l'Europe.

#### **4. Présentation du Plan métropolitain d'aménagement et de développement (PMAD) de la Communauté métropolitaine de Montréal (CMM)**

M<sup>me</sup> Lucie Tremblay, directrice à la Direction métropolitaine de l'aménagement et des affaires municipales, présente le PMAD de la CMM.

Le territoire de la CMM est décrit et un rappel de ses compétences est présenté. Le point marquant du contexte de planification métropolitain est l'adoption par le gouvernement en 2010 du projet de loi 58. Ce projet de loi détermine les compétences des communautés métropolitaines à l'égard du PMAD par rapport aux compétences des MRC situées en tout ou en partie dans ces territoires.

En mai 2011, le ministre a transmis à la CMM un addenda aux orientations gouvernementales. Les grandes étapes d'élaboration du PMAD sont :

1. l'adoption du projet de PMAD qui s'articule autour de trois grandes orientations que sont l'aménagement, le transport et l'environnement;
2. une consultation publique sur le contenu du projet de PMAD entre le 28 septembre et le 21 octobre 2011;
3. le rapport de consultation présentant les attentes des citoyens, de la société civile et des organismes du secteur municipal déposé publiquement le 17 novembre 2011.

Le gouvernement demande, quant à lui, des ajustements au PMAD, notamment pour la délimitation des zones vouées à l'urbanisation et aux mesures de protection des personnes, des biens et des milieux naturels. Le PMAD doit être adopté avant le 31 décembre 2011 par le conseil de la CMM. À la suite de cette adoption, le gouvernement doit transmettre le plus tôt possible son avis gouvernemental en lien avec les orientations gouvernementales.<sup>1</sup>

Les prochaines étapes sont l'accompagnement gouvernemental dans la mise en œuvre du PMAD, la création de la Table Québec-Montréal métropolitain en aménagement et en développement. Le défi est la concertation des acteurs et la cohésion de l'action gouvernementale.

---

<sup>1</sup> Le conseil de la Communauté métropolitaine de Montréal (CMM) a adopté le 8 décembre 2011 le *Plan métropolitain d'aménagement et de développement* (PMAD) pour la région métropolitaine de Montréal.

### 5. Présentation du rapport 2011 du directeur de la santé publique sur les inégalités sociales de santé à Montréal par le Dr Marie-France Renault pour l'Agence de la santé et des Services sociaux de Montréal

Dr Marie-France Renault présente en remplacement du Dr Richard Lessard, directeur de santé publique, les principales conclusions du rapport du directeur de santé publique 2011, intitulé *Les inégalités sociales de santé à Montréal*. Ce rapport qui doit sortir le 28 novembre prochain interpelle plusieurs ministères et il est donc pertinent d'en présenter les grandes lignes à la CAR de Montréal.

Ce rapport mesure le chemin parcouru depuis dix ans et va plus loin que le premier rapport qui exposait les diverses problématiques recensées. Il présente maintenant aussi des pistes de solution pour améliorer la situation.

On y constate que Montréal présente un portrait général plus enviable que les autres grandes villes canadiennes. Les mesures et les programmes implantés par le gouvernement du Québec pour relever le revenu des familles avec enfants ont amélioré la situation. Montréal voit cependant, contrairement aux autres villes québécoises, les écarts de revenus se creuser, particulièrement pour les groupes vulnérables. Les familles monoparentales, les personnes vivant seules et les immigrants font généralement partie des groupes vulnérables de la société.

On évalue à 20 % la part de la population de Montréal sous le seuil de la pauvreté, comparativement à 3 % à Québec. Dans certains quartiers de Montréal, le nombre de ménages pauvres équivaut à la population d'une petite ville.

Les principales recommandations du rapport pour réduire les inégalités sociales et de santé sont l'augmentation :

- du revenu, particulièrement pour les personnes seules;
- du nombre de centre de la petite enfance (CPE), pour une intégration ludique des enfants à la culture et au développement linguistique;
- du nombre de logements sociaux, pour une meilleure qualité de vie;
- de l'offre en transport collectif, pour briser l'isolement et favoriser l'inclusion au travail et pour améliorer la qualité de l'air dans les quartiers centraux;
- des mesures d'apaisement de la circulation dans les quartiers pauvres et les aménagements de parc;
- des programmes de prévention surtout pour les enfants, afin d'interrompre le cycle de la pauvreté.

Ce dernier point s'adresse tout particulièrement à la Ville de Montréal et à l'Agence elle-même.

Le rapport est disponible à l'adresse suivante :

[http://www.dsp.santemontreal.qc.ca/index.php?id=523&tx\\_wfqbe\\_pil\[uid\]=1372](http://www.dsp.santemontreal.qc.ca/index.php?id=523&tx_wfqbe_pil[uid]=1372)

### 6. Échanges entre les membres – tour de table

#### CSF

- Madame Julie Miville-Dechêne est la nouvelle présidente du Conseil du statut de la femme du Québec;
- instauration du blog de la présidente auquel les membres de la CAR sont conviés à visiter; <http://blogue-presidente.csf.gouv.qc.ca/>
- la Gazette des femmes est maintenant disponible sur Internet. <http://www.gazettedesfemmes.ca/>

#### MAPAQ

- Les consultations sur le Livre vert pour une politique bioalimentaire déposé le 7 juin 2011 sont interrompues, elles reprendront en janvier 2012;
- le Forum métropolitain des partenaires sur l'agriculture dans la région métropolitaine de Montréal, organisé par le MAMROT, se tiendra cet après-midi au marché Jean-Talon. Tous y sont conviés.

---

## Conférence administrative régionale de Montréal (CAR)

---

### MDDEP

- Adoption du projet de loi sur la qualité de l'environnement qui vient renforcer et raffiner les moyens d'intervention pour faire respecter l'environnement. Il renforce les pouvoirs administratifs du ministre. Les amendes sont plus élevées et le recours au système pénal rendra l'ensemble du dispositif d'application de la loi et de ses règlements plus dissuasif;
- évaluation environnementale stratégique (ÉES) sur les gaz de schiste dont les éléments de connaissance sont attendus en 2012;
- inauguration de la Maison du développement durable dont le bâtiment écologique vise la certification LEED Platine et a pour mission d'inspirer autant les actions des concepteurs du secteur immobilier que celles du grand public en faveur du développement durable;
- lancement du programme **Feu vert** qui incite les citoyens de l'île de Montréal à se départir de leurs vieux poêles et foyers au bois. Depuis le 21 novembre 2011, les Montréalais pourront recevoir jusqu'à 900 \$ s'ils remplacent leur vieux poêle ou foyer par un appareil électrique, à granules, au gaz ou au propane, moins polluant.

### MDEIE

- Le premier ministre entreprendra une tournée des régions en 2012 pour intéresser les entreprises du sud au Plan Nord. Montréal est prévue au programme en avril et Québec en janvier.

### MELS

- L'enquête sur la maturité scolaire des enfants montréalais 2008 sera étendue à tout le Québec ; <http://rire.ctreq.qc.ca/2009/07/enquete-sur-la-maturite-scolaire-des-enfants-montrealais-agence-de-la-sante-et-des-services-sociaux-de-montreal-2008-pdf/>
- les centres de la petite enfance (CPE) permettent d'identifier précocement les retards d'apprentissage chez les enfants. L'enjeu est de savoir rattraper ce retard;
- en vertu de la nouvelle Loi de l'instruction publique, la Commission scolaire de Montréal est la première à réaliser sa reddition de comptes, les autres suivront.

### MESS

- Madame Johanne Bourassa est la nouvelle sous-ministre associée;
- on peut consulter sur le site intranet du MESS :
  - les possibilités d'emplois liés au Plan Nord. La région de Montréal constitue un bassin de mains-d'œuvre pour ce projet. <http://emploi Quebec.net/grandsdossiers/plan-nord/>;
  - les perspectives professionnelles 2011-2020. <http://emploi Quebec.net/imt/perspectives.asp>
- élaboration d'un nouveau programme d'investissement pour améliorer l'adéquation entre la formation et les besoins du marché du travail. Les orientations seront connues en janvier 2012.

### MICC

- Une présentation plus élaborée de la stratégie de l'Occupation et de la Vitalité des territoires (OVT) est souhaitée;
- le ministère a entrepris une réorganisation des opérations et du réseau des bureaux d'immigration du Québec à l'étranger. <http://www.immigration-quebec.gouv.qc.ca/fr/index.html>

### MTO

- Le MTO s'est associé au concours international d'idées YUL-MTL-Paysage en mouvement, organisé par Montréal-Ville UNESCO de design et au projet du Quartier des spectacles;
- il est important de positionner Montréal dans le réseau du tourisme hivernal;
- dans cette optique, Montréal accueillera en 2012 le Village des neiges de Montréal. Le Village des neiges (Snow Village) est une chaîne d'hôtel de glace qui possède déjà des installations en Finlande et en Norvège. Il s'agit de leur troisième installation et leur première au Canada.

### MTQ

- Le concours international d'idées YUL-MTL— Paysage en mouvement organisé par Montréal-Ville UNESCO de design et auquel s'associe le MTQ est une opportunité de tisser des liens avec les partenaires du territoire. Ce concours avec ses 61 inscriptions et ses 3 lauréats est un grand succès. Il s'agit d'un point de départ pour de nombreux échanges sur l'aménagement des abords de l'autoroute reliant Montréal à son aéroport. La remise des prix de l'atelier de design urbain WAT\_UNESCO – Montréal 2011 sur le parcours d'entrée de ville aura lieu le 2 décembre prochain. Les propositions des participants contribueront directement aux réflexions déjà engagées par la Table de concertation sur l'entrée de ville de l'autoroute 20 composée des représentants des villes, des arrondissements, des organismes régionaux de planification et des ministères directement interpellés par l'aménagement de ce territoire.

Les informations se retrouvent sur le site Internet. <http://mtlunescodesign.com/fr/>.

- Une section du site Internet du MTQ présentera les informations sur l'état des ponts et structures. Le ministre des Transports en fera l'annonce le 25 novembre prochain.  
[http://www.mtq.gouv.qc.ca/portal/page/portal/ministere/ministere/rapports\\_inspection](http://www.mtq.gouv.qc.ca/portal/page/portal/ministere/ministere/rapports_inspection)

### CRÉ DE MONTRÉAL

- Le portrait métropolitain dressé par le PMAD ne doit pas faire disparaître les enjeux de la Ville de Montréal, en particulier pour les problématiques liées à la pauvreté dans plusieurs quartiers centraux.
- Il ne faut pas oublier que certains arrondissements de Montréal se comparent à certaines régions sur le plan démographique.
- Montréal se distingue aussi sur le plan de l'immigration.

### 7. Fin de la rencontre

La rencontre est levée à 12 h. Le prochain rendez-vous aura lieu le 9 février 2012.



---

## Conférence administrative régionale de Montréal

---

**Le jeudi 9 février 2012, de 9 h à 12 h**  
Ministère des Transports du Québec  
500, boulevard René-Lévesque Ouest, salle 3.010  
Montréal

### Ordre du jour

1	Mot de bienvenue	9 h
2	Adoption de l'ordre du jour de la rencontre et des faits saillants de la rencontre du 24 novembre 2011	9 h 05
3	<b>POINT D'INFORMATION</b> <i>Madame Claire Deronzier, Sous-ministre adjointe, Sous-ministériat à la Métropole, MAMROT</i> <ul style="list-style-type: none"><li>➤ Les travaux touchant le projet de loi 34 sur l'occupation et la vitalité des territoires</li><li>➤ Planification du calendrier 2012-2013 de la CAR de Montréal</li></ul>	9 h 15
4	<b>PRÉSENTATION :</b> Les célébrations du 375 <sup>e</sup> anniversaire de Montréal <i>Madame Nicole Boudreau, Bureau du 375<sup>e</sup>, Ville de Montréal</i>	9 h 45
	PAUSE	10 h 30
	<b>HUIS CLOS ENTRE LES MEMBRES DES MINISTÈRES ET DES ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX</b>	
5	<b>MISE À JOUR DES FICHES POUR L'ÉTUDE DES CRÉDITS</b> <ul style="list-style-type: none"><li>➤ Échange entre les membres sur les principaux enjeux et les bons coups de leur organisation.</li><li>➤ Organisation du travail pour la mise à jour des fiches.</li></ul>	10 h 45
6	Fin de la rencontre	12 h 00

---

# Conférence administrative régionale de Montréal (CAR)

---

## Liste de présences à la rencontre du jeudi 9 février 2012

Ministère des Transports du Québec  
500, boulevard René-Lévesque Ouest, salle 3.010  
Montréal

### SONT PRÉSENTS

M<sup>me</sup> Claire Deronzier, Affaires municipales, Régions et Occupation du territoire (MAMROT)  
M<sup>me</sup> Lucie Tremblay, Affaires municipales, Régions et Occupation du territoire (MAMROT)  
M. Hubert de Nicolini, Affaires municipales, Régions et Occupation du territoire (MAMROT)  
M. François Perron, Agriculture, Pêcheries et Alimentation (MAPAQ)  
M<sup>me</sup> Brigitte Jacques, Culture, Communication et Condition féminine (MCCCF)  
M<sup>me</sup> Annie Drolet, en remplacement de Pierre Robert, Développement durable, Environnement et Parcs (MDDEP)  
M. Daniel Gagné, Développement économique, Innovation et Exportation (MDEIE)  
M<sup>me</sup> Johanne Beaulieu, Emploi-Québec (MESS)  
M<sup>me</sup> Charlotte Poirier, Immigration et Communautés culturelles (MICC)  
M. Charles Kettler (nouveau membre), Ressources naturelles et Faune (MRNF)  
M. Alain Lefrançois en remplacement de M. Maroun Shaneen, Transport (MTQ)  
M<sup>me</sup> Astrid Coulombe, Services Québec  
M<sup>me</sup> Claudine Delvoye, en remplacement Robert Allie de l'Office des personnes handicapées du Québec (OPHQ)  
M<sup>me</sup> Marie-Claire Dumas, Conférence régionale des élus (CRÉ) de Montréal  
M. Normand Lapointe, Ville de Montréal  
M<sup>me</sup> Odile Simard, Affaires municipales, Régions et Occupation du territoire (MAMROT)

### SONT ABSENTS

M. Louis Côté, Agence de la santé et des Services sociaux de Montréal (ASSSM)  
M<sup>me</sup> Catherine Bourgault, Conseil du statut de la femme (CSF)  
M. Bernard Houle, Agriculture, Pêcheries et Alimentation (MAPAQ)  
M. Francis Culée, Ministère de l'Éducation, des Loisirs et des Sports, (MELS)  
M. Pierre Gaucher, Famille et Aînés (MFA)  
M. Roger Ménard, Relations internationales (MRI)  
M. Raymond Leduc, Revenu (MRQ)  
M. Éric Doneys, Sécurité publique (MSP)  
M<sup>me</sup> Francine Cloutier, Société d'habitation du Québec (SHQ)  
M<sup>me</sup> Francine Lacroix, Ministère du Tourisme (MTO)

### INVITÉS

M<sup>me</sup> Nicole Boudreau, directrice du Bureau du 375<sup>e</sup> anniversaire de Montréal  
M. Julien Beaudry, Bureau du 375<sup>e</sup> anniversaire de Montréal  
M. Sylvain Provost, MAMROT



Conférence administrative  
régionale de l'Outaouais

---

**Rencontre de la CARO  
Projet d'ordre du jour**

**DATE:** Le 11 avril 2011  
**HEURE:** 13 h 30  
**LIEU:** Édifice Jos Montferrand  
170, rue de l'Hôtel-de-Ville, 9<sup>e</sup> étage  
Gatineau (Québec)

1. Mot de bienvenue
2. Adoption de l'ordre du jour (5 minutes)
3. Adoption du projet de compte rendu de la CARO du 20 septembre 2010 (5 minutes)
4. Rapport et suivi du président (5 minutes)
5. Rétention et attraction de la main-d'œuvre (Y. Gignac – 5 minutes)
6. Comité économique de la CARO (J. MacHan – 10 minutes)
7. Rapport du directeur général de la CRÉO (15 minutes)
8. Commissions de la CRÉO – résumé des représentants de la CARO (30 minutes)
9. Ressources humaines (H. Gonthier – 10 minutes)
10. Projet de loi sur le patrimoine culturel (A-M. Gendron – 15 minutes)
11. Agenda 21 de la culture (A-M. Gendron – 15 minutes)
- Pause
12. Plan régional de développement intégré des ressources et du territoire (PRDIRT)  
(P. Labrecque – 30 minutes)
13. Loi sur l'aménagement durable du territoire forestier (P. Ménard – 60 minutes)
14. Divers :
  - 
  -

Fin de la réunion à 17 h 30

**CONFÉRENCE ADMINISTRATIVE RÉGIONALE DE L'OUTAOUAIS**  
**COMPTE RENDU DE LA RENCONTRE DU 11 AVRIL 2011**  
 Édifice Jos Montferrand

**ÉTAIENT PRÉSENTS :**

M <sup>mes</sup>	Chrétien, Cécile	OPHQ
	Descœurs, Sylvie	Cabinet du ministre régional
	Fortuna, Christina	CSST
	Gendron, Anne-Marie	MCCCF
	Gendron, Claire	MESS
	Gonthier, Hélène	CSPQ
	Proulx, Sylvie	MICC
	Vigneau, Carole	MFA
MM.	Céré, Jean-Bernard	SIQ
	Dubuc, Daniel	MDDEP
	Jomphe, Melvin	CRÉO
	Gignac, Yannick	MAMROT
	Lévesque, Yves	MAPAQ
	Ménard, Pierre	MRNF

**ÉTAIENT ABSENTS :**

M <sup>mes</sup>	Carignan, Sonia	MTOUR
	Gagnon, Mireille	CSF
	Viel, Réjeanne	MRQ
MM.	Bertrand, Daniel	CNT
	Coulombe, Astrid	Services Québec
	Gamache, Alain	MRQ
	Germain, Denis	Services correctionnels
	Lance, Stéphane	ASSSO
	MacHan, Jeffrey	MDEIE
	Paré, Pierre	MELS
	Raymond, Stéphane	SQ
	Richer, Pierre	IQ
	Shaneen, Maroun	MTQ
	Trudelle, Claude	MRI
	Turcotte, Gilles	Services judiciaires
	Vaillancourt, Dominic	MELS
	Viger, Jacques	MSP

ORDRE DU JOUR	DESCRIPTION ET SYNTHÈSE DES ÉCHANGES	DÉCISIONS OU SUIVIS
1. <b>Mot de bienvenue</b>	À 13 h 40, le président de la CARO, monsieur Yannick Gignac, souhaite la bienvenue aux membres de la CARO.	
2. <b>Adoption de l'ordre du jour</b>	Sur proposition de madame Anne-Marie Gendron, dûment appuyée par monsieur Yves Lévesque, il est unanimement résolu d'adopter l'ordre du jour, tel que présenté.	
3. <b>Adoption du projet de compte rendu de la CARO du 20 septembre 2010</b>	Sur proposition de madame Hélène Gonthier, dûment appuyée par monsieur Daniel Dubuc, il est unanimement résolu d'adopter le compte rendu, tel que présenté.	
4. <b>Rapport et suivi du président</b>	Monsieur Yannick Gignac mentionne que le ministre effectuera bientôt une tournée de certaines régions en lien avec le projet d'occupation des territoires. Des documents devraient également être disponibles dans les différents ministères.	
5. <b>Rétention et attraction de la main-d'oeuvre</b>	Madame Hélène Gonthier informe les membres qu'une rencontre avec monsieur Norman MacMillan, ministre responsable de la région, a été tenue le 4 octobre 2010. Celui-ci est favorable aux attentes véhiculées dans le document. Un questionnement demeure : quel est la stratégie à adopter ? On suggère d'utiliser le projet d'occupation des territoires afin de faire cheminer le dossier. Madame Gonthier souligne que 3 autres régions ont formulé essentiellement les mêmes demandes : le Saguenay – Lac-St-Jean, la Côte-Nord et le Nord-du-Québec.	
6. <b>Comité économique de la CARO</b>	Ce point a été reporté à la prochaine rencontre.	
7. <b>Rapport du directeur général de la CRÉO</b>	Monsieur Melvin Jomphe est le nouveau directeur général de la CRÉO depuis le début du mois d'avril 2011. Il mentionne certaines activités à venir dont un séminaire, le 4 juin 2011, intitulé <i>Les conseils d'administration : exercer son leadership au féminin</i> et une conférence de presse, le 18 avril 2011, en collaboration avec la Table jeunesse Outaouais et portant sur l'importance de reconnaître le développement des universités. Monsieur Jomphe	

ORDRE DU JOUR	DESCRIPTION ET SYNTHÈSE DES ÉCHANGES	DÉCISIONS OU SUIVIS
	termine en abordant les principaux points contenus dans le rapport du Vérificateur général du Québec relativement au MAMROT et aux CRÉs.	
<p><b>8. Commissions de la CRÉO – résumé des représentants de la CARO</b></p>	<p><b>Protection de l'environnement, aménagement du territoire et transport</b>  La date limite pour le dépôt d'un projet dans le cadre de la <i>Politique de soutien à la mise en œuvre du Plan d'action régional de protection des lacs et cours d'eau de l'Outaouais</i> est le 22 avril 2011.</p> <p><b>Développement économique et Emploi</b>  Plusieurs ententes spécifiques sont en cours dont celles sur l'immigration, l'agro-alimentaire et l'économie sociale.</p> <p><b>Culture, Loisir, Sport</b>  On finalise présentement l'inventaire des bâtiments inclus dans le patrimoine bâti.</p> <p><b>Développement social et Santé</b>  Des rencontres de consultation sont prévues le 27 avril et le 20 mai 2011 relativement au <i>Plan d'action régional de lutte à la pauvreté</i>.</p> <p><b>Éducation, Recherche et Science</b>  Le 3 mai 2011, mesdames Line Beauchamp et Julie Boulet, respectivement ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport et ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale, participeront à une rencontre visant à améliorer l'adéquation entre l'enseignement et les besoins de main-d'œuvre des entreprises. Une rencontre nationale est par la suite prévue les 13 et 14 juin 2011.</p>	
<p><b>9. Ressources humaines</b></p>	<p>Madame Hélène Gonthier mentionne que plusieurs concours ont cours présentement alors que le CSPQ participe activement à une campagne de recrutement au collégial et, du 18 avril au 3 mai 2011, au secondaire.</p> <p>Elle souligne que, dans le cadre du <i>Programme de développement de l'employabilité à l'intention des personnes handicapées</i>, 45 stages débutent chaque année au Québec.</p>	

ORDRE DU JOUR	DESCRIPTION ET SYNTHÈSE DES ÉCHANGES	DÉCISIONS OU SUIVIS
10. <b>Projet de loi sur le patrimoine culturel</b>	Madame Anne-Marie Gendron présente le projet de loi 82, <i>Loi sur le patrimoine culturel</i> .	
11. <b>Agenda 21 sur la culture</b>	Madame Anne-Marie Gendron présente la démarche d'élaboration d'un Agenda 21 de la culture pour le Québec. Sur ce sujet, 2 rencontres sont prévues à Gatineau les 3 et 4 mai 2011.	
12. <b>Plan régional de développement intégré des ressources et du territoire</b>	Monsieur Pierre Labrecque, directeur de la Commission régionale sur les ressources naturelles et le territoire public de l'Outaouais, présente le Plan régional de développement intégré des ressources et du territoire. Ce document est disponible à l'hyperlien suivant : <a href="http://www.crrnto.ca/plan_regional_developpement/index.php">http://www.crrnto.ca/plan_regional_developpement/index.php</a>	
13. <b>Loi sur l'aménagement durable du territoire forestier</b>	Monsieur Pierre Ménard présente la Loi sur l'aménagement durable du territoire forestier.	
14. <b>Divers</b>	Aucun point n'a été ajouté.	
Fin de la réunion à 17 h 30		

Rédigé par Yvan Moreau, secrétaire de la CARO  
Novembre 2011



Conférence administrative  
régionale de l'Outaouais

---

**Rencontre de la CARO  
Projet d'ordre du jour**

**DATE:** Le 14 novembre 2011  
**HEURE:** 8 h 30  
**LIEU:** Salle Outaouais  
Édifice Jos-Montferrand  
170, rue de l'Hôtel-de-Ville  
5<sup>e</sup> étage

1. Mot de bienvenue
  2. Adoption de l'ordre du jour (5 minutes)
  3. Adoption du projet de compte rendu de la CARO du 11 avril 2011 (5 minutes)
  4. Rapport et suivi du président (5 minutes)
  5. *Livre vert pour une politique bioalimentaire* et portrait de l'agroalimentaire en Outaouais (Y. Lévesque – 45 minutes)
  6. Plan de transport et de mobilité durable (J-F. Patry – 20 minutes)
- Pause
7. Fonctionnement et programmes de la Société d'habitation du Québec (45 minutes)
  8. Plan quinquennal de développement de la région (30 minutes)
  9. Offre de services du CSPQ (H. Gonthier – 20 minutes)
  10. Comité économique de la CARO (J. MacHan – 10 minutes)
  11. Rapport du directeur général de la CRÉO (15 minutes)
  12. Commissions de la CRÉO – résumé des représentants de la CARO (30 minutes)
  13. Divers :
    - 
    -

Fin de la réunion à 12 h



**CONFÉRENCE ADMINISTRATIVE RÉGIONALE DE L'OUTAOUAIS**  
**PROJET DE COMPTE RENDU DE LA RENCONTRE DU 14 NOVEMBRE 2011**  
 Édifice Jos Montferrand

**ÉTAIENT PRÉSENTS :**

M <sup>mes</sup>	Cloutier, Francine	SHQ
	Delisle, Frédérique	CRÉO
	Descoeurs, Sylvie	Cabinet du ministre régional
	Gendron, Claire	MESS
	Gonthier, Hélène	CSPQ
	Lafontaine, Louise	MELS
	Pied, Marie-Danielle	SQ
	Proulx, Sylvie	MICC
	Vigneau, Carole	MFA
MM.	Bisson, Michel	Services Québec
	De Nicolini, Hubert	SHQ
	Jomphe, Melvin	CRÉO
	Gignac, Yannick	MAMROT
	Lévesque, Yves	MAPAQ
	Ménard, Pierre	MRNF

**ÉTAIENT ABSENTS :**

M <sup>mes</sup>	Carignan, Sonia	MTOUR
	Chrétien, Cécile	OPHQ
	Fortuna, Christina	CSST
	Gagnon, Mireille	CSF
	Gendron, Anne-Marie	MCCCCF
	Viel, Réjeanne	MRQ
MM.	Bertrand, Daniel	CNT
	Céré, Jean-Bernard	SIQ
	Gamache, Alain	MRQ
	Germain, Denis	Services correctionnels
	Iracà, Alexandre	MDDEP
	Lance, Stéphane	ASSSO
	MacHan, Jeffrey	MDEIE
	Paré, Pierre	MELS
	Richer, Pierre	IQ
	Trudelle, Claude	MRI
	Turcotte, Gilles	Services judiciaires
	Viger, Jacques	MSP

ORDRE DU JOUR	DESCRIPTION ET SYNTHÈSE DES ÉCHANGES	DÉCISIONS OU SUIVIS
1. <b>Mot de bienvenue</b>	À 8 h 40, le président de la CARO, monsieur Yannick Gignac, souhaite la bienvenue aux membres de la CARO. Monsieur Gignac souhaite la bienvenue à madame Louise Lafontaine, directrice régionale du MELS.	
2. <b>Adoption de l'ordre du jour</b>	Sur proposition de monsieur Yves Lévesque, dûment appuyée par madame Hélène Gonthier, il est unanimement résolu d'adopter l'ordre du jour, tel que présenté.	
3. <b>Adoption du projet de compte rendu de la CARO du 11 avril 2011</b>	Sur proposition de madame Carole Vigneau, dûment appuyée par monsieur Melvin Jomphe, il est unanimement résolu d'adopter le compte rendu, avec la modification demandée.	
4. <b>Rapport et suivi du président</b>	Monsieur Yannick Gignac fait une brève présentation de la Stratégie. Monsieur Melvin Jomphe souligne deux éléments majeurs. Premièrement, une loi cadre sera adoptée et viendra lier l'ensemble des ministères. Deuxièmement, on vient renforcer le rôle de la CAR et impliquer le ministre régional qui assurera le lien entre la CAR et le Conseil des ministres.	
5. <b><i>Livre vert pour une politique bioalimentaire</i> et portrait de l'agroalimentaire en Outaouais</b>	Monsieur Yves Lévesque fait une présentation de ces deux documents. Le <i>Livre vert pour une politique bioalimentaire</i> peut être consulté à l'hyperlien suivant : <a href="http://www.mapaq.gouv.qc.ca/fr/Ministere/Livrevert/Pages/Livrevert.aspx">http://www.mapaq.gouv.qc.ca/fr/Ministere/Livrevert/Pages/Livrevert.aspx</a>	
6. <b>Plan de transport et de mobilité durable</b>	Monsieur Jean-François Patry, conseiller au MTQ, présente le Plan territorial de mobilité durable ainsi que le programme de travail.	
7. <b>Fonctionnement et programmes de la Société d'habitation du Québec</b>	Monsieur Hubert de Nicolini, de la SHQ, présente la mission de l'organisme ainsi que les différents programmes disponibles.	

ORDRE DU JOUR	DESCRIPTION ET SYNTHÈSE DES ÉCHANGES	DÉCISIONS OU SUIVIS
8. <b>Plan quinquennal de développement de la région</b>	Monsieur Melvin Jomphe mentionne que la révision du Plan quinquennal de développement (PQD) découle d'une obligation légale. Une collaboration est nécessaire avec les membres de la CARO. Après plusieurs discussions, il est convenu de tenir une rencontre spéciale de la CARO afin de discuter des orientations et des objectifs de la PQD.	
9. <b>Offre de services du CSPQ</b>	Madame Hélène Gonthier présente l'offre de services du CSPQ.	
10. <b>Comité économique de la CARO</b>	Ce point est reporté à la prochaine rencontre.	
11. <b>Rapport du directeur général de la CRÉO</b>	Ce point a été traité au point 8.	
12. <b>Commissions de la CRÉO – résumé des représentants de la CARO</b>	Ce point est reporté.	
13. <b>Divers</b>  13.1 <b>Calendrier des rencontres</b>  13.2 <b>Nouvelles places pour les services de garde</b>	Un projet de calendrier, couvrant la fin de l'année financière 2011-2012, est déposé à l'intention des membres.  Madame Carole Vigneau mentionne que la ministre de la Famille a annoncé, le 24 octobre 2011, l'attribution de 628 places pour la région de l'Outaouais. La date limite pour déposer une demande est fixée au 24 février 2012. L'analyse des dossiers sera effectuée en région par un comité formé notamment du MFA, de la CRÉO, de l'Association des CPE, de l'OCF, etc.	
Fin de la réunion à 12 h 10		

Rédigé par Yvan Moreau, secrétaire de la CARO  
Février 2011



Conférence administrative  
régionale de l'Outaouais

---

**Rencontre de la CARO  
Projet d'ordre du jour**

**DATE:** Le 27 février 2012  
**HEURE:** 8 h 30  
**LIEU:** Édifice Jos-Montferrand

1. Mot de bienvenue
2. Adoption de l'ordre du jour (5 minutes)
3. Adoption du projet de compte rendu de la CARO du 14 novembre 2011 (5 minutes)
4. Tour de table (5 minutes)
5. La Stratégie 2011-2016 pour assurer l'occupation et la vitalité des territoires et le projet de loi-cadre (L. Morin – 75 minutes)
6. Pause
7. Présentation du Centre collégial de recherche en transfert de l'intelligence territoriale (CeRTIT) (C. Nadeau et H. Dupuy – 45 minutes)
8. Divers :
  - 
  -

Fin de la réunion à 12 h

RÉUNION DE LA CARO - 27 février 2012

LISTE DES PRÉSENCES

NOMS	MINISTÈRES OU ORGANISMES
Bédard, Linda	MRNF
Chevalier, Normand	MTQ
Gendron, Anne-Marie	MCCCF
Gonthier, Hélène	CSPQ
Lafontaine, Louise	MELS
Pied, Danielle	SQ
Proulx, Sylvie	MICC
Vigneau, Carole	MFA
Gignac, Yannick	MAMROT
Lévesque, Yves	MAPAQ
MacHan, Jeffrey	MDEIE
Ménard, Pierre	MRNF
Moreau, Yvan	MAMROT
Ranger, Alain	MESS
Ruel, J.-P.	OPH

## CONFÉRENCE ADMINISTRATIVE RÉGIONALE DE L'ABITIBI-TÉMISCAMINGUE

### Rencontre spéciale

Le 8 avril 2011 de 9 h à 12

Salle de conférences de la Direction régionale de la  
Sécurité civile et sécurité incendie  
170, avenue Principale, RC-02, Rouyn-Noranda

### PROPOSITION D'ORDRE DU JOUR

1. Ouverture de la rencontre
2. Lecture et adoption de l'ordre du jour
3. Éléments de contexte sur la desserte gouvernementale
  - Travaux antérieurs de la CAR
  - Demandes passées des milieux
  - Coupures imposées en 2010
  - Démarches de réflexion d'un comité de la CRÉ
  - Sommaire des discussions tenues à notre rencontre de septembre 2010
  - Démarches faites par le MESS et le Forum des sous-ministres
4. État de situation – mars 2011
  - 4.1 Résultats issus de la compilation des questionnaires reçus
  - 4.2 Autres éléments à ajouter par les membres présents
5. Discussion sur les questions suivantes :
  - S'agit-il d'une tendance irréversible ?
  - Peut-on imaginer des moyens de freiner cette tendance ?
  - Peut-on imaginer des zones de collaboration et de synergie pour « faire plus avec moins » ?
6. Suivis à faire à cette discussion
  - 6.1 Concernant le message à passer au ministre régional lors de la rencontre du 6 mai 2011
  - 6.2 Concernant le message à passer au comité de la CRÉ
  - 6.3 Concernant les actions à réaliser par les membres
7. Autres affaires
8. Levée de la rencontre

CONFÉRENCE ADMINISTRATIVE RÉGIONALE  
DE L’ABITIBI-TÉMISCAMINGUE

Rencontre tenue à Rouyn-Noranda le 8 avril 2011  
Salle de conférences – Direction régionale de la sécurité civile et de la sécurité incendie

Rédigé par : Gracia Laforge, ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire

Étaient présent(e)s	
Beaudin, Christine (au téléphone)	Ministère de la Famille et des Aînés
Bélisle, Luc	Conférence régionale des élus de l’Abitibi-Témiscamingue
Bélisle, Véronique (au téléphone)	Ministère de la Famille et des Aînés
Charland, Line	Ministère de l’Agriculture, des Pêcheries et de l’Alimentation
Coutu, Yves	Ministère des Transports
Dickey, Marc	La Financière agricole du Québec – Centre de services de Rouyn-Noranda et d’Amos
Duhaime, Monik	Ministère de la Culture, des Communications et de la Condition féminine
Gingras, Martin	Ministère des Ressources naturelles et de la Faune
Lacasse Claude	Office des personnes handicapées
Lapointe, Yves	Régie du bâtiment du Québec
Moffet, Denis	Ministre des Affaires municipales, des Régions et de l’Occupation du territoire
Montour, Eugène	Société immobilière du Québec
Riou, Francis	Emploi-Québec
van de Walle, Édith	Ministère du Développement durable, de l’Environnement et des Parcs - Direction régionale de l’analyse et de l’expertise et des études économiques Abitibi-Témiscamingue et Nord-du-Québec
Viger, Jacques	Ministère de la Sécurité publique – Direction générale de la sécurité civile et de la sécurité incendie

Étaient absent(e)s	
Allard, Mario	Ministère du Revenu – Direction régionale des services à la clientèle des entreprises Nord et Ouest du Québec
Beauvais, Suzanne	Commission des normes du travail
Béchar, Anne	Société de l’assurance automobile du Québec – Permis de conduire, immatriculation et évaluation des conducteurs

<i>Étaient absent(e)s</i>	
Bélanger, Monique	Commission de la santé et de la sécurité du travail
Bilodeau, Louise	Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport
Carignan, Sonia	Ministère du Tourisme
Caron, Anita	Office québécois de la langue française
Carbonneau, Guy	Société de l'assurance automobile du Québec – Service du contrôle routier
Drolet, Yves	Ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation
Ébacher, Ghislaine	Ministère de la Justice – Services judiciaires
Giroux, Lise	Curateur public
Hannaburg, Daniel	Société d'habitation du Québec
Iracà, Hélène	Ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs - Direction régionale du Centre de contrôle environnemental de l'Abitibi-Témiscamingue et Nord-du-Québec
Lacroix, Sylvain	Bureau de l'exploitation géologique du Québec
Langlois, Francis	Investissement Québec
Lapointe, Marcel	Office de la protection du consommateur
Lecours Claude	Services Québec
Lefebvre, Julie	Centre de services partagés du Québec
Lévesque, Patricia	Secrétariat aux affaires autochtones
Major, Claude	Hydro-Québec – Direction régionale La Grande Rivière
Marcoux, Marie-Josée	Conseil du statut de la femme
Marquis, Robert	Ministère des Ressources naturelles et de la Faune – Géologie Québec
Martel, Serge	Société des établissements de plein air du Québec – Réserve faunique La Vérendrye
Messier, Sylvie	Ministère de la Sécurité publique – Direction territoriale des services correctionnels
Paré, Roger	Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport, secteur loisir et sport
Pilon, Johanne	Investissement Québec
Proulx, Sylvie	Ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles
Quesnel, Stéphanie	Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse
Santucci, Anacleto	Régie du logement
St-Amour, Lise	Agence de la santé et des services sociaux de l'Abitibi-Témiscamingue
Ste-Marie, Michel	Régie des rentes du Québec
Trudelle, Claude	Ministère des Relations internationales
Yergeau, Yvon	Commission de la construction du Québec



**1. OUVERTURE DE LA RENCONTRE**

M. Denis Moffet ouvre la rencontre et souhaite la bienvenue. Chaque personne se présente. M<sup>mes</sup> Beaudin et Bélisle du ministère de la Famille et des Aînés sont au téléphone.

**2. LECTURE ET ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR**

M. Moffet fait lecture du projet d'ordre du jour qui a été déposé sur place. Ce dernier porte essentiellement sur le dossier de la desserte gouvernementale.

L'ordre du jour, tel que présenté, est adopté à l'unanimité.

**3. ÉLÉMENTS DE CONTEXTE SUR LA DESSERTE GOUVERNEMENTALE**

▪ Travaux antérieurs de la CAR

M. Moffet souligne que depuis plusieurs années, la desserte gouvernementale et, plus récemment, le dossier des ressources humaines ont fait régulièrement l'objet de discussions à la CAR.

Dans le dossier des ressources humaines, les membres ont fait état des problématiques propres à notre région tant du point de vue des difficultés de recrutement de certaines catégories de personnel spécialisé que de celles découlant d'un processus d'embauche inadéquat.

De même, ont souvent été discutés les difficultés et les effets négatifs découlant du regroupement de deux ou de trois régions sous une même direction régionale. En plus de devoir composer avec une desserte ponctuelle, le territoire desservi par des répondants localisés dans une autre région est exposé à une perte d'expertise professionnelle et, souvent, à une perte d'influence sur les différents enjeux. D'autre part, lorsque des régions comme l'Abitibi-Témiscamingue, le Nord-du-Québec et l'Outaouais sont regroupées, la grandeur du territoire à couvrir pose des problèmes bien particuliers d'organisation du travail et de déplacement. Ces problèmes sont plus aigus que ceux occasionnés par un regroupement de régions contiguës et moins étendues.

▪ Demandes passées des milieux

Au cours des dernières années, les milieux ont clairement indiqué leur mécontentement à la suite de la fermeture de services ou de bureaux gouvernementaux. Certaines démarches, actuellement en cours, laissent croire que d'autres services régionaux ou locaux pourraient être regroupés ou même disparaître. Dans certains ministères, le remplacement de services par des « visioguichets » et les services de réponse à la clientèle regroupés sous la formule de centres d'appels centralisés tels que ceux de l'Office de la protection du consommateur et du RQAP sont examinés.

▪ Coupures imposées en 2010

Les coupures imposées aux ministères pour l'année budgétaire 2010-2011 et reconduites pour deux ans se traduisent par une cible de réduction graduelle des dépenses de fonctionnement de nature administrative de l'ordre de 10%. Dès 2010-2011, les coûts de publicité, formation et déplacements ont été réduits de 25 %. Pour certaines organisations, les effets de ces réductions sont moindres mais, dans un contexte comme celui de l'Abitibi-Témiscamingue, les impacts sont très importants considérant le coût élevé de l'essence et des billets d'avion.

Le Plan d'action du gouvernement comprend aussi un gel de l'embauche et une cible de remplacement de seulement 40 % des postes disponibles. Comme les équipes en région sont souvent composées de moins de 10 personnes, cela devient extrêmement difficile à gérer.

▪ Démarches de réflexion d'un comité de la CRÉ

Parmi d'autres éléments de contexte, M. Moffet rappelle la mise en place d'un comité de réflexion à la CRÉ, comité découlant de l'annonce par le gouvernement de coupures dans les frais administratifs des ministères et de la fermeture du bureau régional du MICC.

Les principaux constats des membres de ce comité sont les suivants : les impacts des coupures sont plus importants pour les régions éloignées que pour les régions centrales, les coupures entraînent des impacts négatifs sur les représentations hors région et ont aussi des impacts négatifs sur les services dispensés.

Les membres de ce comité souhaitent que soient évalués les impacts de ces coupures sur les services offerts ainsi que sur le développement régional, que soient ciblés les choix à faire et que soient identifiés les moyens qui pourraient compenser les pertes.

Le comité a ainsi défini les éléments devant être plus précisément examinés :

- la réorganisation des services de certains ministères compte tenu du rôle majeur qu'ils assument dans le développement régional;
- le regroupement de services, le regroupement physique ou la gestion partagée des ressources humaines pour certaines fonctions dans des ministères ayant peu d'effectifs.

de plus, lorsqu'il y a déplacement des services, la CRÉ souhaite :

- s'assurer que cela ne se fasse pas toujours en faveur des grands centres urbains;
- s'assurer qu'il y ait reddition de comptes sur les services rendus aux régions qui les auront perdus.

À la suite de cet exercice, les administrateurs et administratrices de la CRÉ ont rencontré le ministre régional, M. Pierre Corbeil, afin de lui faire part de leurs préoccupations et de vérifier le degré d'ouverture du gouvernement face à de nouvelles approches qui permettraient d'atténuer l'impact des coupures et de la réorganisation des services. M. Corbeil a démontré qu'il était prêt à accueillir de nouvelles propositions et a exprimé son intention de discuter de ce sujet avec les gestionnaires régionaux lors d'une rencontre de la CAR.

Les représentants de la CRÉ ont aussi rencontré les membres de la CAR le 17 septembre dernier pour partager leur réflexion, faire part des limites de la CRÉ dans un contexte d'organisation de

services gouvernementaux et offrir leur pour faire avancer ce dossier, au besoin, sur le plan politique.

▪ Sommaire des discussions tenues à la rencontre de la CAR du 17 septembre 2010

Des différents échanges découlent les constats suivants :

- Les coupures, tout comme les effets de celles-ci, varient d'un ministère à l'autre. Dans certains cas, les structures régionales étaient déjà tellement réduites que des coupures supplémentaires dans les régions étaient impossibles. Pour d'autres, l'offre de service a été affectée alors que dans certains ministères, les effets en région sont peu importants;
- Plus les organisations sont petites, plus les coupures ont des impacts importants et obligent à examiner des formules comme le partage de véhicules, le partage de locaux ou le partage de ressources humaines;
- Les coupures ont un effet négatif sur l'attraction et le maintien en région des ressources spécialisées;
- Les coupures dans les frais de formation auront un effet à court et moyen termes sur le développement de l'expertise dans les régions;
- Lorsque les directions régionales sont situées à l'extérieur de la région et/ou regroupent plusieurs régions (ex. : MFA), la présence en région est fortement remise en cause;
- La réduction des frais de déplacement entraîne l'absence de représentants de la région dans les rencontres nationales et par conséquent, une diminution du pouvoir d'influence.

Par ailleurs,

- La coupure de 25% crée des opportunités de revoir les modèles;
- S'il est possible de réaliser des gains en appliquant de nouvelles façons de faire, ces gains devront être comptabilisés de manière à être clairement démontrés;
- La centralisation, dans certains cas, peut être souhaitable. Toutefois, les services centralisés ne doivent pas être mis en place uniquement à Québec ou à Montréal. Des services centralisés peuvent aussi être installés dans une région. Sont mentionnés à titre d'exemple le centre de services du RQAP situé en Abitibi-Témiscamingue et la concentration de certains services à la clientèle du MESS dans un Centre local d'emploi (ex. Amos);
- Pour certains ministères, dont Emploi-Québec, la révision du modèle d'affaires est déjà amorcée et inclut un positionnement sur la prestation de services : ce qui doit être maintenu dans sa forme actuelle et ce qui peut être centralisé;
- Un investissement dans la technologie pourrait permettre de faire les choses autrement;
- L'importance de traiter ce dossier au niveau administratif plutôt que politique est soulevée.

Au terme des discussions, les membres ont convenu de faire un état de situation et, dans un deuxième temps, de rencontrer le ministre régional, monsieur Pierre Corbeil.

- Démarches faites par le MESS et le Forum des sous-ministres

Des démarches ont aussi été entreprises par le MESS, démarches issues du Forum des sous-ministres. Le MESS a interpellé des ministères et mis en place deux comités de travail. L'un de ces comités était davantage orienté vers les services directs à la population et examinait certaines expériences d'implantation de « visioguichets » alors que l'autre comité évaluait les possibilités de regrouper physiquement certains ministères dans le but de réaliser des économies. Les directions régionales mises à contribution ont démontré qu'un regroupement de tous les ministères n'est pas toujours facile à concrétiser. L'exemple de Rouyn-Noranda illustre bien l'une des difficultés pouvant être rencontrées puisque, bien que la majorité des directions régionales des ministères soient localisées à Rouyn-Noranda, peu d'immeubles ont les caractéristiques requises pour accueillir l'ensemble des ministères.

M. Moffet rappelle qu'à la fin des années 90, la région a procédé à des expériences de régionalisation. Parmi les différentes possibilités, deux avaient été retenues : l'entretien et la réparation des véhicules routiers et le regroupement de petites organisations. Le premier élément a conduit à la mise en place du CGER (Centre de gestion des équipements roulants) et l'expérience s'est avérée suffisamment intéressante pour être reprise à l'échelle du Québec. L'autre expérimentation, initiée par Communication-Québec, visait à regrouper la Régie des rentes, la Régie du logement, l'OPHQ et le CSF. Celle-ci s'est aussi avérée concluante. Les organisations ainsi regroupées se complétaient et partageaient les services de secrétariat et de prise de rendez-vous tout en bénéficiant de salles communes et autres. Il est souligné que ce regroupement ne se serait pas réalisé sans une réelle volonté ministérielle de concrétiser le projet.

D'autres expériences ont été moins concluantes. Toujours dans la foulée des projets de régionalisation, un comité de travail avait été mis en place pour étudier d'éventuels partages de ressources telles que salles, équipements, etc. Les tentatives de partage ne se sont pas matérialisées pour toutes sortes de raisons. L'un des principaux obstacles provenait du fait que les gestionnaires régionaux n'avaient pas toujours l'autorité ou les autorisations nécessaires pour conclure des ententes entre ministères.

Plus récemment, la tentative de mettre en place un Centre interministériel régional de services partagés (CIRSP) s'est aussi avérée un échec malgré la bonne volonté des parties au palier régional et malgré les efforts des ressources qui avaient été affectées à cette expérimentation. Plusieurs écueils ont été rencontrés dont notamment l'impossibilité d'harmoniser les systèmes informatiques ainsi que l'absence de volonté ministérielle de véritablement supporter cette expérience pilote.

On constate que les organisations ont de la difficulté à s'ajuster lorsqu'il s'agit, entre autres, de formaliser des ententes. Il semble qu'il soit plus facile de regrouper les services lorsque l'expérimentation se fait « au central » ou par « le central ». À titre d'exemple, M. Viger explique le regroupement d'organisations actuellement en cours au Ministère de la Sécurité publique et précise que ces regroupements se font avec transferts d'effectifs et de fonds. De même, M. Montour fait état des pourparlers en cours avec Services Québec pour transférer certaines des activités de la Régie du bâtiment. Il précise que les décisions de transfert sont prises « cas par cas » et que, pour le moment, l'Abitibi-Témiscamingue n'est pas touchée. Enfin M. Moffet mentionne le choix fait par le MAMROT de confier sa gestion des ressources humaines, matérielles et informatiques à une autre organisation et, qu'à ce jour, seuls les services informatiques demeurent sous la responsabilité d'une autre organisation.

En conclusion, il est rappelé aux membres de la CAR que les principaux éléments de contexte qui ont été présentés constituent le cadre de réflexion pour examiner ce qu'il est maintenant possible de faire dans nos organisations et, par conséquent, pour déterminer s'il est possible de faire avancer le dossier de la desserte gouvernementale.

#### **4. ÉTAT DE SITUATION – MARS 2011**

##### **4.1 Résultats issus de la compilation des questionnaires reçus**

Afin de connaître la situation actuelle des ministères et organismes, un questionnaire a été adressé aux quarante-deux (42) membres de la CAR. La compilation des différentes informations transmises par les répondants est déposée sur place. Il est précisé que les informations ont été compilées mais sans en faire l'analyse.

Il est intéressant de noter que vingt-trois (23) ministères ont répondu à ce questionnaire. De ce nombre, seize (16) répondants proviennent d'un ministère ayant une direction régionale en Abitibi-Témiscamingue. Pour les sept (7) autres, la direction régionale est située à l'extérieur de la région et les services sont dispensés soit par le biais de points de services localisés en Abitibi-Témiscamingue, soit par des professionnels localisés à l'extérieur de la région.

M. Moffet fait état de la diversité des réponses obtenues et des nuances qui doivent être apportées pour traiter l'information adéquatement. Les réponses à chacune des questions sont examinées. Les commentaires et suggestions qui ont été formulés par les membres ont été regroupés sous les sections concernées :

##### Nombre de répondants et localisation des directions régionales

- Pour compléter la section des données quantitatives, il serait pertinent de mettre en annexe le nom des ministères, en les répartissant selon la localisation de leur direction régionale.

##### Programmes et services dispensés en région

- Le portrait peut difficilement être synthétisé, la nature des programmes et services étant très variable.

##### Éléments sur lesquels la région a de l'emprise

- L'information, telle que présentée, fausse la réalité. Pour la prochaine étape, il sera important de :
  - distinguer quels sont les ministères qui ont vraiment une marge de manœuvre régionale. Inscrire le nombre de répondants pour chacun des éléments permettrait d'apprécier notre capacité de réalisation. Le fait d'appliquer, par exemple, une politique ou directive ministérielle sur l'organisation des services ne devrait pas être considéré comme avoir de l'emprise sur la livraison de services. Il faut relativiser les réponses;
  - démontrer la grande variabilité d'un ministère à l'autre et trouver le point majeur. Les réponses brutes donnent l'impression que l'on a du pouvoir sur tout alors que ce n'est pas le cas;

- démontrer dans quelle mesure il y a érosion, que l'emprise est de moins en moins réelle;
- nuancer les propos des répondants en tenant compte du fait que certaines directions régionales situées dans des régions plus centrales ont peut-être davantage d'emprise que les régions plus éloignées;
- mettre le nombre de répondants pour chacun des éléments. Cet ajout pourrait donner une indication, toutefois, il faut être prudent. Pour expliquer cette mise en garde, on se réfère à l'élément « décisions budgétaires »; le fait de prendre des décisions budgétaires ne donne pas d'emprise sur le montant d'argent alloué à la région. On compose avec les sommes qui sont attribuées à la région.

#### Impacts, positifs ou négatifs, des réductions budgétaires sur l'organisation et sur la région

- Il aurait été préférable que cette question soit formulée en se référant aux coupures annoncées en 2010-2011 : frais de fonctionnement, frais de déplacement et gel d'embauche.
- Les impacts sont majoritairement négatifs.
- Les réponses laissent supposer que, malgré les coupures, les ministères arrivent à faire le travail et pourtant ce n'est pas le cas. Il faut prouver que, malgré les apparences, il y a une partie du travail qui ne peut être absorbée, que des services ont été réduits ou supprimés et que les effets se font déjà sentir ou se feront sentir à long terme.
- On s'interroge sur la manière de faire ressortir les conséquences importantes à prévoir sans mettre en cause certains ministères et on soulève la difficulté de bien doser les propos dans un contexte où l'on doit aborder le « qualitatif ». Bien qu'il soit essentiel de démontrer les impacts, on questionne la pertinence de mettre en lumière ce qui n'est pas fait ou ne se fait plus. Est signalé le danger d'utiliser une approche basée sur un constat des faiblesses occasionnées par des effectifs réduits, ou parce que les postes sont difficiles à combler. Par ailleurs, dans certains cas, on considère qu'il faut démontrer que les risques d'erreur augmentent dangereusement et que des situations extrêmement fâcheuses pourraient survenir.
- Dans certains dossiers, la région est délaissée, et ce, sur différents plans. Les coupures dans les frais de déplacement ont, entre autres, comme conséquence que l'Abitibi-Témiscamingue n'est pas représentée (ou représentée à distance) dans certains groupes nationaux de travail ou de réflexion. Ainsi, il y a des dossiers sur lesquels la région ne peut travailler, des dossiers qui se discutent sans l'apport de la région où des dossiers qui ne peuvent être commentés. L'enjeu à moyen terme est que si la région ne fait plus partie des groupes de discussions dans tous les domaines, personne ne pourra attirer l'attention sur les aspects qui risquent de la pénaliser.
- Dans le contexte actuel, il est justifié de se demander quelle influence les directions régionales auront au palier central pour que les régions continuent de se développer. La combinaison des différents éléments laisse croire que d'ici quelques années, les directions régionales seront réduites à recevoir les directives et à les appliquer.
- Quelques éléments non mentionnés par les répondants devraient être ajoutés :
  - La diminution des budgets affecte aussi le déplacement des équipes centrales vers les régions soit pour donner de la formation, participer à des activités ou rencontrer des partenaires.

- Au-delà des limites qu'imposent les coupures au développement des compétences de l'ensemble des ressources humaines, il est important de souligner que celles-ci entraînent aussi une perte d'expertise, ce qui aura des conséquences majeures à court et moyen termes. De plus, elles affectent la formation de la nouvelle main-d'œuvre. Les programmes internes de formation sont souvent réduits, abolis ou les budgets ne permettent pas de déplacer les personnes recrutées pour qu'elles soient formées. Ainsi, malgré tous les efforts consentis pour combler des postes en pénurie, lorsque ceux-ci sont enfin comblés, les personnes ne peuvent bénéficier de formations spécifiques à leurs fonctions.

L'ensemble des problèmes soulevés affecte, à divers niveaux, le maintien des services gouvernementaux et la possibilité de travailler à du développement. La situation est sérieuse et des conséquences sont à prévoir dans certaines organisations.

#### Diminution ou augmentation des responsabilités de l'organisation

Pour la plupart des répondants aucun changement n'est annoncé. Dans certains cas, on mentionne une tendance à la centralisation des expertises et des responsabilités, tendance qui semble affecter davantage les ministères dont les directions régionales sont en Abitibi-Témiscamingue. Il est mentionné que les attentes ont augmentées alors que les moyens ne sont plus disponibles pour effectuer des contrôles.

#### Restructuration organisationnelle

L'un des éléments soulevés par les répondants, c'est-à-dire l'impartition des tâches aux partenaires du milieu, pose le problème de l'adéquation entre le travail demandé, les ressources disponibles et la capacité de travailler sur des dossiers de fonds alors que l'actualité prend beaucoup de place. Le fait de répondre aux aspirations de régionalisation en demandant aux partenaires de gérer davantage, de prendre plus de place, plus de décisions, s'accompagne de la question suivante : « est-ce que les ressources nécessaires sont données au milieu ? »

La façon d'orienter le travail des directions régionales a beaucoup changé. La capacité d'intervenir ou de répondre à des priorités ou besoins régionaux est moins grande. Le poids des commandes et du ad hoc a apporté des changements dans la façon d'intervenir. Alors qu'auparavant le service était offert par un ministère, maintenant le ministère gère, par le biais d'organismes parallèles, des budgets pour faire offrir une partie des services par le privé.

Bien que la technologie soit très présente et réduise les délais, la culture de l'organisation n'a souvent pas évolué. Plutôt que de profiter de la technologie pour faire de la meilleure qualité, la micro gestion prend toute la place.

Les plaintes sont peut-être le meilleur reflet de la détérioration des services gouvernementaux.

#### Nombre estimé de départs (retraite, départ volontaire) au cours des deux prochaines années

Étant donné que certains ministères n'ont pas répondu, il est difficile d'estimer l'impact sur la région du nombre de départs estimés pour les deux prochaines années.

Avez-vous des difficultés à recruter ou à conserver votre main-d'œuvre ? Si oui, quels postes ou quelles professions sont les plus vulnérables ?

Aucun commentaire additionnel aux réponses données.

Quelle est l'ampleur quantitative et quel est l'impact de ces difficultés que ce soit sur la desserte en région, sur la menace de centralisation, sur la supervision des travaux, etc.?

Aucun commentaire additionnel aux réponses données.

Quels seraient les moyens à mettre en place par votre organisation afin de diminuer les impacts des coupures et la centralisation des services offerts ?

Difficile à synthétiser parce que les moyens sont très différents et varient d'un ministère à l'autre sans toutefois apporter des pistes communes de solutions.

#### **4.2 Autres éléments à ajouter par les membres présents**

Aucune question n'a été posée concernant l'état de santé des employés. Les membres indiquent que certaines absences sont liées à la charge de travail et que la démobilité entraîne, dans certains cas, des départs anticipés à la retraite. L'impact sur l'organisation du travail est donc important.

L'un des principaux défis des ministères est de conserver le plus grand nombre possible de ressources en poste.

#### **5. DISCUSSION SUR LES QUESTIONS SUIVANTES :**

- S'agit-il d'une tendance irréversible ?
- Peut-on imaginer des moyens de freiner cette tendance ?
- Peut-on imaginer des zones de collaboration et de synergie pour « faire plus avec moins » ?

Pour certains membres, puisqu'il y a de moins en moins de ressources, les ministères doivent s'organiser différemment et être beaucoup plus complices. Toutes les possibilités d'échanges d'équipements ou de ressources doivent être examinées afin de pouvoir dégager des sommes qui seraient ensuite appliquées à sauvegarder des postes. Les exemples suivants sont énumérés :

- Échanges de véhicules routiers;
- Utilisation des services des mêmes enquêteurs par plus d'un ministère;
- Répartition des heures de travail, entre plusieurs ministères, d'une personne responsable de SAGIR;
- Partage des services de réceptionnistes;
- Organisation d'un système centralisé de salles de conférences et identification d'une personne ressource pour en gérer les réservations;
- Échanges d'espaces de bureau;
- Organisation de navettes entre les villes (ex. : Val-d'Or et Rouyn-Noranda).



Pour d'autres, les expériences passées ne furent pas suffisamment concluantes pour tenter de nouvelles expérimentations. De plus, l'un des enjeux en Abitibi-Témiscamingue étant de maintenir suffisamment de ressources en poste, les membres craignent que les économies générées par les différents échanges de services entraînent une diminution des budgets. Dans l'application d'éventuelles solutions de partage, il faudra donc demeurer extrêmement vigilant afin de ne pas perdre les sommes ainsi économisées. Pour réussir à préserver les budgets, l'obtention d'allègements administratifs sera nécessaire.

Sur ce dernier point, tous reconnaissent qu'il serait préférable, dans un premier temps, de s'en tenir à des aspects sur lesquels la région a une bonne capacité d'influence.

Il faut identifier des secteurs sur lesquels on peut agir et obtenir une certaine marge de manœuvre afin d'avoir la capacité d'être créatif pour contrer les coupures. Un projet pilote ou tout autre moyen pourrait être envisagé pour faire de petites avancées dans certains domaines comme de se donner des outils pour partager des services.

D'autre part, les membres considèrent qu'il est important de démontrer que des gains doivent être réalisés dans le cadre du développement des ressources humaines et que ces gains auraient une incidence sur le développement de la région. Tous les ministères font face aux mêmes problématiques de recrutement de main-d'œuvre. À ce jour, tous les services administratifs sont centralisés et le cloisonnement enlève toute initiative possible aux régions. Il est impératif de faire tomber les obstacles et les délais causés par le cloisonnement. Les ministères étant peu compétitifs, il est d'autant plus important de changer le modèle afin de pouvoir agir rapidement. Il est donc recommandé de travailler à améliorer, avec le CSPQ, les processus d'embauche afin de pouvoir combler plus rapidement des besoins en ressources humaines.

Sur le plan politique, il importe de démontrer que les directions régionales travaillent de moins en moins sur leur mission fondamentale parce qu'elles sont continuellement sollicitées pour répondre à des commandes du central. Il est essentiel que les directions régionales retrouvent leur capacité de répondre aux besoins de leurs clientèles. À cet effet, les membres se questionnent sur la pertinence d'examiner le problème différemment en tentant de voir, avec les clientèles, quels sont leurs besoins en services, quelle est la conséquence de la dégradation des services et quelle serait la nature ou le niveau de services essentiels à maintenir.

De même, il est tout aussi important d'obtenir une position gouvernementale claire sur les attentes du gouvernement en ce qui a trait aux services régionaux. À ce jour, le message gouvernemental est jugé ambigu.

Les membres de la CAR demandent la latitude et les moyens nécessaires pour faire des expériences qui permettraient de transformer les économies réalisées en salaire. Il pourrait être pertinent de faire valoir que dans le passé, les économies réalisées dans des projets expérimentaux n'ont pas été réinvesties dans la région.

Les directions régionales souhaitent aussi disposer d'un minimum de souplesse et d'imputabilité sur les contenus, la réalisation des mandats et l'affectation des budgets aux priorités réelles des régions. D'autre part, elles souhaitent pouvoir conserver leurs ressources humaines et avoir la possibilité de leur permettre de se développer et de développer et conserver leur niveau d'expertise.

Le ministre devrait être bien informé des effets de la centralisation telle qu'elle est présentement pratiquée. L'avantage de la centralisation est la normalisation des systèmes mais, actuellement, la normalisation se fait par ministère alors que l'ensemble des systèmes devrait être normalisé.

Avant de procéder à des coupures, le Conseil du trésor devrait envisager cette solution pour faire des gains intéressants. Un travail concret est à faire pour que les administrations de chaque ministère acceptent la normalisation.

Enfin, il serait intéressant de faire la démonstration que la rigidité du système empêche les directions régionales de collaborer entre elles, de s'entraider et mettre l'emphase sur les améliorations souhaitées pour améliorer la vie des gens d'ici. Un assouplissement des règles serait un grand pas pour la région.

En terminant, M. Moffet ajoute que les membres de la CAR du Saguenay-Lac-St-Jean ont examiné de façon plus pointue la question des ressources humaines et ont produit un document à cet effet. Celui-ci sera transmis aux membres avant la prochaine rencontre de la CAR.

De même, d'ici quelques semaines, le gouvernement devrait livrer la stratégie pour assurer la vitalité des territoires. Cette stratégie prévoit, entre autres, de changer ou de renforcer le rôle de la CAR. Le nouveau mandat serait confirmé par un changement apporté au décret du ministère et, dans ce contexte, la CAR pourrait avoir plus de pouvoir pour expérimenter différentes façon de faire tout en étant capable d'interagir avec le milieu régional sur des demandes qui lui sont faites. La CAR deviendrait donc un outil supplémentaire pour exercer notre influence.

## **6. SUIVIS À FAIRE À CETTE DISCUSSION**

### **6.1 Concernant le message à passer au ministre régional lors de la rencontre du 6 mai 2011**

M. Denis Moffet préparera un document résumant les préoccupations et en mettant l'emphase sur certains éléments comme le besoin d'avoir davantage de latitude pour partager des services entre ministères, les conséquences de l'absence de latitude par rapport à la desserte gouvernementale, l'importance de doter la CAR du pouvoir d'agir et l'engagement réel des organisations gouvernementales de la région.

L'objectif de ce document est de faire ressortir clairement ce qui est à risque, les difficultés rencontrées et les raisons expliquant pourquoi la région ne réussit pas à adapter ses façons de faire aux besoins.

Le document sera transmis aux membres deux semaines avant la rencontre avec le ministre pour recueillir les commentaires.

### **6.2 Concernant le message à passer au comité de la CRÉ**

Ce point sera discuté ultérieurement.

### **6.3 Concernant les actions à réaliser par les membres**

Les membres auront à identifier des zones d'intervention où il serait possible d'échanger des services. Un comité de travail sera mis en place. Les personnes suivantes ont confirmé leur intérêt : Edith van de Wall, Francis Riou et Yves Coutu.

Les ministères qui n'ont pas répondu au questionnaire seront invités à le faire.

**7. AUTRES AFFAIRES**

Aucun sujet.

**8. LEVÉE DE LA RENCONTRE**

La rencontre se termine à 12 h 20.

CONFÉRENCE ADMINISTRATIVE RÉGIONALE  
DE L'ABITIBI-TÉMISCAMINGUE

Réunion du 13 mai 2011  
de 9 h 30 à 14 h  
Hôtel Gouverneur Le Noranda- Salle Richelieu  
Rouyn-Noranda

PROPOSITION D'ORDRE DU JOUR

HEURE	POINTS D'ORDRE DU JOUR	INFO-ÉCHANGE	DÉCISIONS	RESPONSABLES	DOCUMENTS
9 h 30	1. Mot de bienvenue	x		Denis Moffet	
9 h 35	2. Lecture et adoption de l'ordre du jour		x	Denis Moffet	Joint
9 h 45	3. Adoption et suivis du compte rendu de la rencontre du 17 septembre 2010		x	Denis Moffet	Joint
10 h 15	4. Adoption du compte rendu de la rencontre du 8 avril 2011		x		Joint
10 h 00	5. Échanges sur le dossier de la desserte gouvernementale	x		Denis Moffet	Joint
11 h 00	6. Rencontre avec le ministre régional monsieur Pierre Corbeil  Un repas sera servi sur place	x		Denis Moffet Ministre Corbeil	
13 h 00	7. Suivis de la rencontre avec le ministre		x	Denis Moffet	
13 h 30	8. Proposition d'un mode de fonctionnement différent de la CAR		x	Denis Moffet	
13 h 55	9. Autres affaires			Denis Moffet	
14 h 00	10. Fin de la rencontre				

CONFÉRENCE ADMINISTRATIVE RÉGIONALE  
DE L'ABITIBI-TÉMISCAMINGUE

Rencontre tenue à Rouyn-Noranda le 13 mai 2011  
Hôtel Gouverneur Le Noranda – Salle Richelieu

Rédigé par : Gracia Laforge, ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire

Étaient présent(e)s	
Alarie, Lyne	Régie du bâtiment du Québec
Bilodeau, Louise	Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport
Charland, Line	Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation
Dickey, Marc	La Financière agricole du Québec – Centre de services de Rouyn-Noranda et d'Amos
Drolet, Yves	Ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation
Duhaime, Monik	Ministère de la Culture, des Communications et de la Condition féminine
Gingras, Martin	Ministère des Ressources naturelles et de la Faune
Iracà, Hélène	Ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs - Direction régionale du Centre de contrôle environnemental de l'Abitibi-Témiscamingue et Nord-du-Québec
Lafortune, Louise	Ministère des Transports
Lapointe, Yves	Régie du bâtiment du Québec
Lefebvre, Julie	Centre de services partagés du Québec
Marquis, Robert	Ministère des Ressources naturelles et de la Faune – Géologie Québec
Moffet, Denis	Ministre des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire
Riou, Francis	Emploi-Québec
van de Walle, Édith	Ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs - Direction régionale de l'analyse et de l'expertise et des études économiques Abitibi-Témiscamingue et Nord-du-Québec
Viger, Jacques	Ministère de la Sécurité publique – Direction générale de la sécurité civile et de la sécurité incendie
Yergeau, Yvon	Commission de la construction du Québec

Étaient invité(e)s	
Ministre Pierre Corbeil	Ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation Ministre responsable de la région de l'Abitibi-Témiscamingue et de la région Nord-du-Québec
Député Daniel Bernard	Député de Rouyn-Noranda-Témiscamingue
Aline Sauvageau	Attachée politique, bureau du ministre Pierre Corbeil
Jacques Harnois	Attaché politique, bureau du ministre Pierre Corbeil

<b>Étaient absent(e)s</b>	
Allard, Mario	Ministère du Revenu – Direction régionale des services à la clientèle des entreprises Nord et Ouest du Québec
Beaudin, Christine	Ministère de la Famille et des Aînés
Beauvais, Suzanne	Commission des normes du travail
Béchar, Anne	Société de l'assurance automobile du Québec – Permis de conduire, immatriculation et évaluation des conducteurs
Bélanger, Monique	Commission de la santé et de la sécurité du travail
Bélisle, Luc	Conférence régionale des élus de l'Abitibi-Témiscamingue
Carbonneau, Guy	Société de l'assurance automobile du Québec – Service du contrôle routier
Carignan, Sonia	Ministère du Tourisme
Caron, Anita (au téléphone)	Office québécois de la langue française
Ébacher, Ghislaine	Ministère de la Justice – Services judiciaires
Giroux, Lise	Curateur public
Hannaburg, Daniel	Société d'habitation du Québec
Lacasse Claude	Office des personnes handicapées
Lacroix, Sylvain	Bureau de l'exploitation géologique du Québec
Langlois, Francis	Investissement Québec
Lapointe, Marcel	Office de la protection du consommateur
Lecours Claude	Services Québec
Lévesque, Patricia	Secrétariat aux affaires autochtones
Major, Claude	Hydro-Québec – Direction régionale La Grande Rivière
Marcoux, Marie-Josée	Conseil du statut de la femme
Martel, Serge	Société des établissements de plein air du Québec – Réserve faunique La Vérendrye
Messier, Sylvie	Ministère de la Sécurité publique – Direction territoriale des services correctionnels
Montour, Eugène	Société immobilière du Québec
Paré, Roger	Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport, secteur loisir et sport
Pilon, Johanne	Investissement Québec
Proulx, Sylvie	Ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles
Quesnel, Stéphanie	Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse
Santucci, Anacleto	Régie du logement
St-Amour, Lise	Agence de la santé et des services sociaux de l'Abitibi-Témiscamingue
Ste-Marie, Michel	Régie des rentes du Québec
Trudelle, Claude	Ministère des Relations internationales

1. **MOT DE BIENVENUE**

M. Denis Moffet ouvre la rencontre, souhaite la bienvenue et invite les personnes à se présenter. Il indique que la rencontre avec monsieur Pierre Corbeil devrait débiter vers 11 h. Le ministre sera accompagné de monsieur Daniel Bernard, député de Rouyn-Noranda-Témiscamingue.

2. **LECTURE ET ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR**

Le projet d'ordre du jour a été transmis avant la rencontre. Après lecture, il est proposé par M<sup>me</sup> Monik Duhaime, appuyée par M<sup>me</sup> Lyne Charland, et résolu à l'unanimité, d'adopter l'ordre du jour tel que présenté. Le point « AUTRES AFFAIRES » demeure ouvert.

3. **ADOPTION ET SUIVIS DU COMPTE RENDU DE LA RENCONTRE DU 17 SEPTEMBRE 2010**

Le compte rendu du 17 septembre 2010 a été transmis avant la rencontre.

Suivis du compte rendu de la CAR du 17 septembre 2010

- **Relocalisation de la communauté de Kitcisakik :** Les travaux se poursuivent concernant la relocalisation de la communauté. Trois sites sont actuellement considérés. L'évaluation des emplacements en ce qui a trait aux coûts, avantages et inconvénients, est en cours. Un référendum devrait être tenu dans la communauté au printemps ou à l'été 2011.

Lors d'une rencontre précédente de la CAR, la mise en place d'un comité regroupant des ministères avait été envisagée dans le but de travailler en collaboration avec la communauté pour tenter de résoudre les différentes problématiques auxquelles elle doit faire face. À ce jour, le comité n'a pas encore été constitué et le SAA n'a pas formulé de demande à cet effet.

- **Formation sur la réalité des communautés vivant en Abitibi-Témiscamingue et Nord-du-Québec (Algonquins, Attikameks, Cris et Inuits) :** (Note : Afin de mieux traduire les propos tenus lors de la rencontre, il est demandé que le titre figurant au compte rendu de la rencontre du 17 septembre 2010 « Formation sur la réalité algonquine » soit remplacé par celui inscrit au présent compte rendu).

M<sup>me</sup> Julie Lefebvre fait un bref retour sur les démarches entreprises auprès de M<sup>me</sup> Janet Mark de l'UQAT pour que celle-ci élabore une formation répondant aux besoins exprimés par les ministères. Des contraintes de temps ont empêché M<sup>me</sup> Mark de donner suite à cette demande. M<sup>me</sup> Lefebvre a aussi communiqué avec certaines personnes identifiées par M<sup>me</sup> Mark comme étant susceptibles de pouvoir remplir ce type de commande. Malheureusement, aucune de ces personnes n'était en mesure d'offrir une formation portant sur les lois et règlements tout en tenant compte du volet culturel.

D'autre part, M<sup>me</sup> Lefebvre mentionne que le plan de formation du SAA a été complètement renouvelé et pourrait répondre davantage aux attentes des ministères.

Ces nouvelles formations devraient être disponibles prochainement. M<sup>me</sup> Lefebvre fera le suivi auprès du SAA.

À la suite de cet état de situation, les membres de la CAR expriment le souhait qu'une demande formelle soit acheminée à l'UQAT afin que celle-ci développe une formation sur mesure sur le sujet. À cet effet, M. Moffet mentionne que M. Luc Sigouin, directeur du Centre de langues et de la Formation continue désire venir présenter l'offre de services du Centre aux membres de la CAR. Ce dernier sera donc invité à la prochaine rencontre et sera informé que les membres de la CAR sont intéressées à recevoir l'information concernant le Centre de langues mais veulent également discuter avec lui de la possibilité que l'université élabore une formation sur la réalité des communautés vivant en Abitibi-Témiscamingue et dans le Nord-du-Québec. Lors de cette rencontre avec M. Sigouin, il est demandé que soit fait un tour de table afin de recueillir les besoins.

Il est rappelé que les formations développées par le SAA ne répondent pas aux besoins des ministères de la région parce qu'elles portent sur l'ensemble des communautés vivant au Québec. Les ministères réclament une formation adaptée à la réalité des communautés des territoires qu'ils desservent.

- **Programme régional de soutien au développement de l'agriculture :** M<sup>me</sup> Line Charland indique que le bilan au 31 mars comporte des engagements de près de 1 million sur les 8,3 millions annoncés. Ce montant inclut les trois années de compensation d'intérêts prévues au volet 2 pour un prêt allant jusqu'à 100 000 \$. Pour ce qui est du volet 1 (appui à des services conseils, diagnostic global d'entreprise, plan de redressement, services-conseils techniques, le montant accordé totalise 261 682 \$ alors que le volet 3 (aide à l'investissement pour améliorer la productivité) se situe à 428 000 \$. Elle rappelle que ce fut une année laborieuse puisque les entreprises en situation critique devaient au préalable posséder un bon diagnostic global. D'autre part, la prochaine année sera cruciale puisque ce sera la première saison où tout sera en place pour faire des interventions sur le terrain en saison de végétation, c'est-à-dire drainage, chaux et certaines améliorations aux bâtiments.

Depuis, s'est ajouté le volet 4 qui est l'entente spécifique entre la CRÉ et le MAPAQ portant sur le développement d'un nouveau modèle d'affaires. Celui-ci découle du projet que l'UPA avait présenté à la Commission sur l'avenir de l'agriculture et de l'agroalimentaire à savoir, se rapprocher des consommateurs par des circuits courts, par des structures plus intégrées à l'échelle de la région. Le volet comporte une enveloppe de 850 000 \$, gérée par un comité CRÉ/MAPAQ avec des intervenants du milieu qui composent un comité d'évaluation des projets.

En lien avec ce dernier volet, le nouveau programme sur la multifonctionnalité est une approche tout à fait nouvelle qui permet d'aider financièrement des projets visant des résultats qui ne sont habituellement pas rémunérés par les marchés. Les critères de ce programme sont davantage sociaux ou environnementaux et s'adressent à des milieux qui ont un projet dont les retombées sont autres qu'économiques (ex. amélioration du paysage). L'enveloppe de ce programme sera partagée entre les régions en fonction de critères reposant sur les difficultés des territoires à se développer sur le plan économique. Le ministre a annoncé une enveloppe globale pour ce programme de 10 millions et a indiqué que celui-ci n'avait pas de balises.



Cette particularité ouvre la porte à des projets de toute nature. Dans ce contexte, le MAPAQ souhaite réunir, à court terme, les principaux ministères concernés et des intervenants territoriaux afin d'avoir une première discussion afin que la gouvernance prévue au programme identifie des priorités régionales et fasse en sorte que le comité d'évaluation des projets soit guidé par ces décisions régionales. Les premiers échanges devraient permettre de s'entendre sur les conditions à mettre en place pour atteindre des résultats intéressants pour la région. À la suite de ces échanges, tous les acteurs tels que les MRC, les CLD, les SADC, l'Union paysanne, l'UPA, ainsi que les ministères concernés seront convoqués à une rencontre pour convenir d'un modèle de gouvernance. Ces rencontres devront se tenir avant la fin de juin pour que le programme puisse être en force au début de l'été. M<sup>me</sup> Charland précise que ce programme suscite beaucoup d'intérêt.

- **Dossier ressources humaines :** Les membres ont reçu le « *Rapport sur la problématique touchant l'embauche et la rétention du personnel de la fonction publique en région* », document présenté par la CAR du Saguenay-Lac-St-Jean mais qui se veut une synthèse des travaux de quatre régions administratives, dont ceux de l'Abitibi-Témiscamingue. M<sup>me</sup> Lefebvre mentionne que le CSPQ a élaboré un document similaire mais qui aborde les problématiques sous l'angle de ce que le CSPQ peut proposer comme solutions. Une attention particulière a été apportée à répartir les problématiques selon les instances concernées, soit le Conseil du trésor ou le CSPQ. De plus, spécifiquement pour le CSPQ, une annexe a été développée contenant des projets précis. Un volet s'adresse aux DRH pour expliquer la réalité des régions et tenter d'influencer leurs actions. Le document a été adressé à chacune des directions concernées et est présentement à l'étude. Elle souligne que le document a été bien accueilli et précise que le prochain plan stratégique du CSPQ pourrait contenir certains éléments de solution.

Dans un premier temps, il est essentiel que le document soit porté auprès du Conseil du trésor, ce qui sera fait par le CSPQ. À la suite de cette démarche, le document sera soumis lors de rencontres de directions de ressources humaines pour les sensibiliser aux problématiques sur lesquels ni le CSPQ, ni le Conseil du trésor ne peuvent intervenir (ex. : procédure d'embauche des membres de groupes-cibles, recrutement, autres.). Cette deuxième étape devrait permettre de sensibiliser différents ministères à des problématiques précises.

D'autre part, M<sup>me</sup> Lefebvre indique que le directeur général du CSPQ sera en région dans quelques semaines et que le président de la CAR a été invité à discuter de la situation avec lui et, par conséquent, à confirmer les éléments contenus dans le document.

Enfin, M<sup>me</sup> Lefebvre mentionne que le CSPQ poursuit sa réflexion sur ce qui peut être fait concrètement, sans devoir modifier des lois. Quelques éléments sont déjà connus, entre autres, l'importance de mettre en place une veille plus efficace dans les régions.

Les membres considèrent que plusieurs directions centrales ont peu d'écoute concernant les problématiques vécues par les régions plus éloignées des grands centres. Ils réitérent l'importance de bien documenter les situations et de démontrer que l'intensité des problèmes est plus importante dans certaines régions. Chaque direction régionale devrait s'engager à remettre le document à la direction des ressources humaines de son ministère en demandant un retour, augmentant ainsi les

possibilités que le dossier soit éventuellement discuté en comité interministériel des ressources humaines.

- **Comité de la CAR sur les municipalités dévitalisées :** M. Moffet mentionne que le comité organise, le 30 mai, une rencontre des municipalités dévitalisées à laquelle sont conviés les professionnels des ministères concernés. Le but de la rencontre est de partager l'information sur l'évolution de la situation.
- **Occupation du territoire :** M. Moffet fait état des différentes formules en discussion et souligne que celles-ci varient constamment. Il rappelle que le premier ministre, lors du discours inaugural de février dernier, a indiqué que le gouvernement rendrait publique en cours d'année le projet d'occupation des territoires. Le ministre Lessard souhaite, dans un premier temps, déposer un projet de loi cadre sur l'occupation et la vitalité des territoires. À ce jour, le terme « vitalité des territoires » semble vouloir prendre plus d'importance. Le Projet de loi prévoit que "l'occupation et la vitalité des territoires" deviennent un concept du même genre que celui du développement durable et que, par conséquent, ce soit un filtre par lequel tous les projets et toutes les actions devront passer. Chaque ministère devra donc se doter d'un plan d'action ministériel.

Un Plan d'action gouvernemental sera annoncé en même temps que le Projet de loi cadre. Il devrait prévoir un certain nombre de mesures s'échelonnant sur deux ans, 2011 à 2013. À compter de 2013, le MAMROT sera appelé à coordonner l'ensemble des travaux.

La notion de territoire ne faisant pas l'unanimité, le terme "contrat de territoire" est mis en veilleuse pour mettre davantage l'accent sur des ententes à géométrie variable, s'apparentant à des ententes spécifiques ou à d'autres types de contrat concluent avec des MRC, ou des régions administratives, ou encore des municipalités, dans le but d'adapter l'action de l'État aux particularités des territoires.

La CAR agirait comme lieu de discussion et de concertation avec les milieux. Un changement sera apporté dans l'encadrement législatif pour renforcer le rôle de celle-ci. Le rôle du ministre régional sera aussi renforcé.

Il est proposé par M<sup>me</sup> Lyne Charland, appuyée par M. Yvon Yergeau, et résolu à l'unanimité, d'adopter le compte rendu du 17 septembre 2010.

#### 4. ADOPTION DU COMPTE RENDU DE LA RENCONTRE DU 8 AVRIL 2011

La rencontre du 8 avril portait exclusivement sur le dossier de la desserte gouvernementale. Le compte rendu a été transmis avant la rencontre. M. Moffet invite les membres à émettre des commentaires, s'il y a lieu.

Il n'y a pas unanimité sur l'idée générale qui se dégage du texte, pour certains celui-ci apparaît plus positif que la situation présente alors que pour d'autres, la situation générale apparaît plus dramatique qu'elle ne l'est en réalité dans leur ministère. Il est suggéré de nuancer certains propos de manière à mieux refléter la position des ministères selon leur taille. La situation est plus problématique dans un petit ministère

que dans un ministère dont la taille est plus imposante. De même, la situation et les outils des directions régionales situées hors région sont différents.

À la page 9, le paragraphe suivant sera reformulé : " *Le constat général est que l'ensemble des problèmes soulevés affecte sérieusement le maintien des services gouvernementaux et la possibilité de travailler à du développement. La situation est grave et les conséquences risquent d'être majeures.*"

Le compte rendu n'est pas adopté, la version corrigée sera présentée pour adoption à la prochaine rencontre.

## 5. ÉCHANGES SUR LE DOSSIER DE LA DESSERTE GOUVERNEMENTALE

Le ministre Corbeil a été sensibilisé sur le dossier de la desserte gouvernementale par la CRÉ et souhaite en discuter avec les membres de la CAR.

M. Moffet a préparé un document devant servir de base à la discussion avec M. Corbeil. Il s'assure que les membres partagent les propos du document et les invite à le compléter, le cas échéant.

Les membres demandent, que dans les discussions avec le ministre, l'accent soit mis sur les impacts que la situation peut avoir sur l'organisation régionale et sur les services aux citoyens. Il serait souhaitable de mettre en lumière que les services donnés à partir de l'unité centrale ne sont pas nécessairement moins chers et que de « réparer » plutôt que de « prévenir » aura des impacts éventuellement sur le citoyen.

Le ministre devrait se sentir interpellé par la position gouvernementale du non remplacement des départs à la retraite. Il doit savoir que cette position a des impacts sur la clientèle. Tant que l'orientation de réduire la taille de l'État sera maintenue, il y aura des conséquences et il serait pertinent de l'en informer.

La préoccupation des gestionnaires régionaux est de donner le meilleur service possible aux citoyens et l'emphase doit être mise sur cet aspect plutôt que sur les effets dans l'organisation.

Le dossier des ressources humaines est un exemple qui peut être utilisé puisque le nombre de ressources est à la base du service.

Par ailleurs, dans un contexte de coupures et compte tenu des contraintes qu'elles entraînent, il faut obtenir la latitude nécessaire pour réorganiser les choses. Le ministre doit entendre qu'il est possible, avec de la latitude, d'être créatif.

Il est mentionné qu'il serait intéressant, à court terme, que chaque gestionnaire illustre deux situations qui, dans son organisation, ont des impacts significatifs afin de démontrer de façon tangible l'effet des coupures.

Plusieurs niveaux sont en cause et doivent être pris en considération, tant du point de vue opérationnel que du développement.

Pour la région, compression veut dire détérioration des services. Il faut que le ministre sache que les citoyens d'ici sont moins bien desservis qu'ailleurs et que la détérioration des services s'accélère plus rapidement ici que dans d'autres régions.

#### 6. RENCONTRE AVEC LE MINISTRE RÉGIONAL MONSIEUR PIERRE CORBEIL

M. Moffet accueille le ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, monsieur Pierre Corbeil et le député de Rouyn-Noranda-Témiscamingue, monsieur Daniel Bernard. Il invite les membres de la CAR à se présenter.

M. Moffet rappelle que monsieur Corbeil avait manifesté l'intention de rencontrer les membres de la CAR à la suite du dernier lac-à-l'épaule de la CRÉ où la question de la desserte gouvernementale en Abitibi-Témiscamingue avait été soulevée. Il indique au ministre que les membres de la CAR ont amorcé depuis quelques années une réflexion sur cette desserte et discutent régulièrement des problématiques qui affectent cette dernière. Les sujets abordés sont, entre autres, la gestion des ressources humaines, l'absence de marge de manœuvre et les coupures dans les frais de fonctionnement qui entraînent, entre autres, une diminution des rencontres avec les citoyens sur les territoires et freinent la participation à différentes tables de discussion. Au plan politique, les membres de la CAR sont interpellés par la CRÉ concernant la desserte gouvernementale et les territoires s'interrogent sur les motifs justifiant le fait que les ministères sont de moins en moins présents.

Le contexte fait en sorte que, depuis plusieurs années, les gestionnaires régionaux ont de plus en plus de difficultés à rencontrer les exigences pour bien remplir leur mission et surtout pour offrir la qualité de services à laquelle les citoyens de la région sont en droit de s'attendre.

Récemment, un sondage a été réalisé auprès de tous les membres de la CAR, qui comprennent à la fois des gestionnaires dont le bureau est en Abitibi-Témiscamingue et des gestionnaires dont le bureau est à l'extérieur de la région. Les réponses recueillies ainsi que les échanges qui ont suivi cet exercice ont permis de produire un document résumant un certain nombre d'éléments. Les gestionnaires se sont attardés davantage à certains aspects comme celui de l'impacts de la loi 100 qui fait en sorte de réduire de 10 % les frais d'administration et la diminution de 25 % des frais de fonctionnement qui représente pour une région comme la nôtre des coupures plus importantes dans les budgets qui restreint la possibilité de rencontrer les clients. De plus, alors que les orientations se prennent à Québec, la région est moins présente aux tables de discussions, de réflexions ou d'orientation. Parallèlement à ces échanges, il y a les travaux du forum des sous-ministres qui portent sur deux catégories de mesure dont la mise en place de visioguichets, ce qui n'est pas évident pour certains clients et a un impact sur le développement régional puisque les fonctionnaires ne sont plus présents sur le territoire. Un autre comité a examiné les regroupements physiques. La région a été sollicitée pour regarder la possibilité de procéder à des regroupements. Quelques-uns ont déjà été réalisés mais le parc immobilier à Rouyn-Noranda et les baux à durée variable ne favorisent pas cette approche. Par ailleurs, le CGER a été inventé en Abitibi-Témiscamingue et le succès du modèle a fait en sorte qu'il est devenu un projet provincial. Les économies sont relativement faibles et celles réalisées sont perdues puisque Québec les récupère. Une autre expérience a aussi été tentée avec le Centre interministériel régional de services partagés (CIRSP) qui se voulait une unité administrative pour donner des services. Les conditions non favorables ont faites en

sorte que celui-ci a dû être abandonné. Bien que les ministères soient tous du gouvernement du Québec, les systèmes, les structures et même les directives sont incompatibles.

Les différents échanges entre le ministre, le député et les membres de la CAR portent sur divers sujets.

M. Corbeil souhaite que, malgré les contraintes, les regroupements soient examinés, là où c'est possible de le faire. En planifiant le temps requis pour faire coïncider les baux, il considère que la formule répond en partie à une diminution des frais d'administration et entraîne des gains d'efficacité et de productivité. Il comprend toutefois que les résultats sont au niveau des crédits globaux des ministères, que les régions n'en ont pas le bénéfice et que l'exercice est fait strictement au nom d'une saine gestion des fonds publics. Il propose que M. Bernard et lui-même plaident pour que les économies réalisées restent en région, créant ainsi un incitatif.

Les gestionnaires font valoir l'importance de récupérer les économies. Il est souligné qu'il y a quelques années, les gestionnaires avaient le contrôle budgétaire de leurs ressources, tant financières qu'humaines, et que lorsqu'il y avait économie dans le fonctionnement, les sommes pouvaient être réinvesties dans les ressources humaines. Les barrières d'ETC empêchent maintenant cette pratique. Les membres soulignent au ministre que s'il obtient qu'une partie des économies soient récupérées en région et que les gestionnaires ont plus de flexibilité dans leur budget, l'un des intérêts sera de pouvoir capitaliser sur les ressources humaines et ainsi améliorer la qualité de service à la clientèle.

La réduction de la taille de l'État est une contrainte avec laquelle les ministères doivent aussi composer. Particulièrement lorsque le ministère est de faible taille, le remplacement de 4 ressources sur 10 fait en sorte qu'il est plus fortement touché lorsque qu'une personne décide de prendre sa retraite. Certains ministères ont comme politique interne de préserver un certain seuil dans les directions régionales mais ce n'est pas la majorité des ministères qui applique cette façon de faire. Lorsqu'une personne est malade, subit un accident ou décide de prendre sa retraite, les services peuvent être en difficulté pendant plusieurs mois car il n'y a pas de marge de manœuvre. M<sup>me</sup> Lefebvre confirme que dans la majorité des ministères qui ont des directions en région, la règle générale est 6 personnes non remplacées sur 10. Certains ministères ne font pas de nuances régionales.

Plusieurs exemples sont discutés touchant la pénurie de main-d'œuvre, les départs à la retraite, les vacances et congés maladie accumulés et autres. Les exemples démontrent que cette situation a des effets sur le service à la clientèle et aussi sur le développement régional. Moins de ressources entraîne une moins grande présence physique de l'État alors que les citoyens s'attendent à ce que les ministères soient présents sur les tables, alimentent les discussions et offrent l'expertise.

Le ministre convient que les directions régionales sont à la limite du modèle.

Il lui est souligné que lorsqu'il y a diminution de ressources, il y a une tendance à la centralisation des décisions pour faire des économies d'échelles. En même temps que les compressions, s'installe une rigidité des règles amenée par cette centralisation. Bien que cette situation soit compréhensible, les gestionnaires considèrent que, pour être capables d'absorber le coup des contraintes, une plus grande latitude est nécessaire. Il

y a un axe à travailler pour permettre de vivre avec les compressions d'une façon plus intelligente, souple et plus créative et, par conséquent, préserver la qualité du service.

M. Moffet rappelle au ministre le projet prévoyant une entente spécifique en matière de régionalisation. Bien que ce projet soit demeuré en suspens pour toutes sortes de raisons, la CRÉ a toujours l'intérêt de poursuivre en ce sens.

Le ministre constate qu'on évolue rapidement avec une génération qui est courriel, Facebook ou autres technologies. Il souhaite connaître la position des gestionnaires sur la question de la présence physique versus les visioguichets. La réponse à cette question est variable. La technologie n'est pas appropriée dans tous les cas, il est important de se garder la possibilité de juger du moyen, selon le client, tout en ayant un préjugé favorable pour tout ce qui peut être économique et efficient.

Le réseau Emploi-Québec a expérimenté les visioguichets. Les agents qui ont participé à l'expérimentation constatent que c'est à peu près le même type de relation que le face à face. C'est une hypothèse de travail qui est en déploiement et qui pourrait profiter à d'autres ministères éventuellement. Toutefois, si Emploi-Québec avait eu les ressources nécessaires, la présence physique aurait été maintenue et le modèle d'affaires n'aurait pas été remis en cause.

Le ministre rappelle que le nombre de départs à la retraite est plus important que le nombre d'arrivées sur le marché du travail. Pour les gestionnaires, il est toujours possible de combler des postes, toutefois, la décroissance de l'État rend l'emploi gouvernemental moins attrayant puisque les ministères ne sont plus en mesure d'affirmer qu'il y a des perspectives d'emplois à moyen et long termes. Cette situation crée un effet de désintéressement.

Par ailleurs, le ministre souhaite entendre les gestionnaires sur le degré d'utilisation de la vidéoconférence. En termes de communications internes, la vidéoconférence est un outil intéressant, privilégié et utilisé dans quelques ministères pour des rencontres de travail. Cependant, dans certaines situations, le fait d'être en vidéoconférence dilue l'apport de la région aux discussions et nuit au développement de l'expertise. Il faut choisir le type d'intervention pour lequel cette technologie est utilisée. Plusieurs exemples sont apportés comportant des avantages et des inconvénients.

À ce moment-ci, les budgets rattachés à la technologie semblent sous-estimés. La qualité des équipements n'est pas toujours optimale. Si l'on veut utiliser davantage cette technologie, il faudra investir des sommes importantes pour rendre les équipements plus dynamiques et adaptés. De plus, les systèmes ne sont pas tous conviviaux, il y a donc un travail à faire pour identifier un type d'équipement vraiment fonctionnel et compatible avec tous les autres systèmes.

Deux mises en garde sont apportées. Il ne faut pas négliger les opportunités qu'offrent les nouvelles technologies, toutefois, si le gouvernement veut maintenir un visage humain en région, il doit assurer un minimum de personnes en région qui sont en interface avec le citoyen. Par ailleurs, plusieurs petits ministères n'ont pas accès à la technologie.

Le sujet suivant touche la question des effectifs. Le boom économique que vit la région suppose plus de projets que dans les autres régions alors que notre région subit une plus grande réduction d'effectifs. La région se développe pour l'entreprise privée et la

CRÉ a une stratégie régionale performante pour attirer des personnes. Dans la fonction publique, il y a deux problématiques : une plus générale associée au manque d'intérêt pour les postes gouvernementaux et une plus spécifique à la région qui est de vivre avec les contraintes nationales de recrutement. Le double effet multiplie les difficultés. Difficulté sur la charge de travail, difficulté à faire face aux contraintes d'embauche.

M. Moffet mentionne que la question des ressources humaines a été traitée dans un document portant sur les problématiques de ressources humaines et invite M<sup>me</sup> Lefebvre à faire le point sur cette question. M<sup>me</sup> Lefebvre reprend, pour le bénéfice du ministre et du député, les grandes lignes des propos tenus au point 3 : *Dossier ressources humaines*. Elle mentionne que l'Abitibi-Témiscamingue a été la première région, en 2007, à se préoccuper de la question des ressources humaines. À la suite des travaux d'identification de l'ensemble des problématiques ressources humaines, quelques autres régions ont été interpellées par l'exercice et chaque région a déposé un document, notamment au Conseil du trésor, pour démontrer les problématiques. Depuis la dernière année, le document a été retravaillé afin de départager les problématiques selon les instances concernées, Conseil du trésor ou CSPQ, et faire état de la situation dans chacune des régions. Parallèlement à cette démarche, le CSPQ s'est davantage attardé aux solutions et s'est donné un plan d'action. Le document produit par les régions fait état de cinq grandes problématiques : le processus de gestion des listes de déclaration d'aptitudes (problématique majeure), l'intégration des membres de groupes-cibles (problématique majeure dans les classes d'emplois spécialisés), les postes stratégiques difficiles à combler en région parce que l'on ne peut embaucher une personne qui, par exemple, est reconnue par son ordre professionnel mais n'est pas inscrite sur les LDA. Le CSPQ constate que la réduction de la taille de l'État, les départs à la retraite et autres ont des impacts sur la qualité du service donné dans l'ensemble des ministères. M<sup>me</sup> Lefebvre fait aussi état des difficultés liées au recrutement pour des postes d'agentes de secrétariat alors que souvent les gens qui passent les concours sont déjà en emploi. Plusieurs exemples de situations similaires, selon les corps d'emploi, sont portés à l'attention du ministre. Il n'y a pas eu d'ajustement depuis le temps où le système était conçu pour filtrer et diminuer les candidatures alors que maintenant il faut être attractif.

Ce que les gestionnaires identifient comme pistes de travail c'est la latitude, pouvoir faire preuve de créativité dans la desserte de services, pouvoir conserver les économies qui seront réalisées. Ils veulent pouvoir regarder l'organisation des services avec suffisamment d'espace et de marge de manœuvre pour être créatif. La CAR est un outil pour travailler ensemble et répondre aux attentes des citoyens.

M. Moffet rappelle que l'objectif n'est pas d'accroître le pouvoir des gestionnaires mais de pouvoir continuer à répondre à la fois aux attentes politiques et aux attentes des citoyens.

M. Corbeil accueille très favorablement les commentaires. Il propose aux membres de préparer des exemples concrets et de rencontrer la présidente du Conseil du trésor pour lui proposer des solutions gagnantes. Si messieurs Corbeil et Bernard sont en mesure d'organiser un rendez-vous avec M<sup>me</sup> Courchesne, les membres de la CAR seront heureux de partager avec elle.

## 7. SUIVIS DE LA RENCONTRE AVEC LE MINISTRE

Compte tenu de la possibilité offerte par le ministre de rencontrer M<sup>me</sup> Courchesne, les membres examinent la possibilité d'élaborer un projet pilote qui pourrait lui être présenté, projet touchant particulièrement le Conseil du trésor.

Les membres discutent de l'idée de mettre en place un comité restreint de la CAR qui pourrait réfléchir à l'élaboration d'un projet pilote. On connaît les balises de la réalité dans laquelle on évolue, reste à voir comment on argumente des suggestions différentes dans le cadre d'un projet pilote.

À titre d'exemple, l'une des suggestions pourrait être de pouvoir outrepasser les règles dans certaines embauches et développer un argumentaire pour expliquer les motifs justifiant ce choix comme projet pilote avant d'abroger la loi.

Des éléments reliés à des projets précis pourraient aussi être présentés dans la mesure où on est capable de les mettre en œuvre, qu'ils soient explicites et qu'on puisse conserver en région les retombées positives de ces projets.

Autre exemple, la technologie fait en sorte que l'inter échange n'est pas toujours possible entre ministères. Si les souhaits gouvernementaux sont de développer la technologie, il faut s'assurer qu'il y ait une plateforme uniforme entre les ministères. Le projet pilote serait de voir quels ajustements sont à faire dans une région comme la nôtre. Établir un principe selon lequel le déploiement technologique dans les régions doit être priorisé et, si le Conseil du trésor accepte de transmettre cette consigne, pouvoir démontrer rapidement que c'est un modèle viable.

Il est suggéré de ne pas utiliser des exemples qui doivent s'appliquer à tous les ministères, évitant ainsi de restreindre le champ d'expérimentation.

D'autre part, dans le cadre du projet pilote, il est important de ne pas se buter à l'application de la loi. Il faut obtenir de la ministre du Conseil du trésor l'autorisation de procéder, obtenir le droit de sortir un peu du cadre pour expérimenter une formule afin d'en faire la démonstration. Ceci permettrait de se mettre en action et d'éviter de devoir convaincre les ministères concernés (ex. : embauche agronome, ingénieur, etc.).

Les membres sont partagés entre présenter un ou des projets. Pour certains, il est nécessaire de suggérer plusieurs projets. Chacun décrirait ce qui pourrait être réalisé si on disposait de la marge de manœuvre nécessaire. Les avantages et inconvénients des solutions proposées et ce qui doit être modifié pour la mise en œuvre. Au fur et à mesure des échanges, des suggestions ont faites :

- Modifier l'embauche de personnes appartenant à des ordres professionnelles. Ce projet semble particulièrement gagnant.
- Définir le projet des visioguichets.
- Élaborer un projet pour doter les postes de travail de Webcam.
- Élaborer un projet portant sur les problématiques de ressources humaines.
- Écrire un projet touchant les ressources financières : étant donné qu'il est difficile de faire des ponts entre les différents engagements et comptes, obtenir la souplesse nécessaire pour pouvoir faire des transferts de l'un à l'autre.
- Développer un projet démontrant que l'on doit être en mesure de réinvestir dans les services à la clientèle, les sommes économisées dans les frais de fonctionnement.



Il est rappelé toutefois qu'il est important de ne pas reproduire le modèle du CIRSP. Il faut avoir l'assurance que les organisations vont emboîter le pas.

Plusieurs pistes ont été évoquées. La demande qui est faite est d'inventer un projet pilote qui nous permette d'obtenir plus de latitude, plus d'autonomie dans nos pratiques de gestion afin d'en tirer les avantages nous permettant de mieux répondre à la clientèle. Il faut donc travailler à construire un projet rapidement pour le déposer au début de l'automne. L'échéancier devra prévoir une rencontre en juin et une autre possiblement à la fin du mois d'août pour qu'en septembre le projet soit élaboré.

Les personnes suivantes signifient leur intérêt : Marc Dickey, Denis Moffet, Julie Lefebvre, Edith van de Walle, Monik Duhaime, Robert Marquis et Francis Rioux.

À la mi-octobre, M<sup>me</sup> Courchesne sera invitée à venir rencontrer les membres de la CAR.

#### 8. PROPOSITION D'UN MODE DE FONCTIONNEMENT DIFFÉRENT DE LA CAR

Dans le contexte de ce qui sera mis en place dans le dossier de l'occupation et de la vitalité des territoires, la CAR sera appelée à jouer un rôle beaucoup plus actif dans les discussions, les propositions et les échanges qui seront faits avec la CRÉ et le milieu.

Pour bien remplir ces nouvelles responsabilités, les membres seront appelés à échanger de manière plus régulière. Un calendrier est déposé prévoyant des rencontres de 9 h à 12 h, le troisième vendredi du mois. Le fonctionnement envisagé est de prévoir à l'ordre du jour un point majeur et les principaux dossiers de suivi.

Par ailleurs, compte tenu que la CAR compte quelques 40 membres et que les rencontres regroupent habituellement une vingtaine de membres réguliers, M. Moffet interroge les membres sur la pertinence de modifier la formule actuelle en prévoyant deux rencontres générales annuelles et de tenir des rencontres mensuelles d'un comité de développement qui serait constitué des membres réguliers. Cette question ne fait pas l'unanimité, toutefois la question de la participation se pose. Elle devra être débattue lors d'une prochaine rencontre.

Il est suggéré d'avoir un tableau de suivi et de se donner, au besoin, des comités de travail pour faire avancer les choses.

Certains membres questionnent la durée des rencontres compte tenu de la fréquence de ces rencontres. M. Moffet propose que la prochaine rencontre se tienne de 9 h 30 à 12 h. Des ajustements seront apportés en cours d'année, s'il y a lieu.

Un changement est apporté au calendrier déposé. La prochaine date de rencontre sera le 26 août de 9 h 30 à 12 h.

Le calendrier corrigé sera transmis aux membres.

#### 9. AUTRES AFFAIRES

Aucun nouveau sujet.

10. **FIN DE LA RENCONTRE**

La rencontre se termine vers 14 h.

CONFÉRENCE ADMINISTRATIVE RÉGIONALE  
DE L'ABITIBI-TÉMISCAMINGUE

Réunion du 16 septembre 2011  
de 9 h 30 à 12 h  
Salle de conférences du Ministère de la Sécurité publique  
170, avenue Principale, RC-02, Rouyn-Noranda

PROPOSITION D'ORDRE DU JOUR

HEURE	POINTS D'ORDRE DU JOUR	INFO-ÉCHANGE	DÉCISIONS	RESPONSABLES	DOCUMENTS
9 h 30	1. Mot de bienvenue	x		Denis Moffet	
9 h 35	2. Lecture et adoption de l'ordre du jour		x	Denis Moffet	Joint
9 h 40	3. Adoption du compte rendu de la rencontre du 13 mai 2011		x	Denis Moffet	Joint
9 h 55	4. Adoption du compte rendu de la rencontre du 8 avril 2011		x		Joint
10 h 00	5. Rencontre avec M. Luc Sigouin, directeur de la Formation continue et du Centre de langues de l'UQAT			Denis Moffet	
10 h 30	6. Projet pilote - Comité de travail de la Conférence administrative régionale			Denis Moffet	Sur place
11 h 30	7. Suivis du compte rendu de la rencontre du 13 mai 2011		x	Denis Moffet	
11 h 45	8. Autres affaires			Denis Moffet	
11 h 55	9. Prochaine rencontre de la CAR		x	Denis Moffet	
12 h 00	10. Levée de la rencontre		x	Denis Moffet	

## CONFÉRENCE ADMINISTRATIVE RÉGIONALE DE L'ABITIBI-TÉMISCAMINGUE

Rencontre tenue à Rouyn-Noranda le 16 septembre 2011  
Salle de conférences du Ministère de la Sécurité publique

Rédigé par : Gracia Laforge, ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire

Étaient présent(e)s	
Beaudin, Christine (au téléphone)	Ministère de la Famille et des Aînés
Bélisle, Véronique (au téléphone)	Ministère de la Famille et des Aînés
Coutu, Yves	Ministère des Transports
Dickey, Marc	La Financière agricole du Québec – Centre de services de Rouyn-Noranda et d'Amos
Drolet, Yves	Ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation
Duhaime, Monik	Ministère de la Culture, des Communications et de la Condition féminine
Iracà, Hélène	Ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs - Direction régionale du Centre de contrôle environnemental de l'Abitibi-Témiscamingue et Nord-du-Québec
Marcoux, Marie-Josée	Conseil du statut de la femme
Moffet, Denis	Ministre des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire
Riou, Francis	Emploi-Québec
Savard, Andrée-Ann	Centre de services partagés du Québec

Était invité	
Monsieur Luc Sigouin	Directeur de la Formation continue et du Centre de langues de l'Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue

Étaient absent(e)s	
Alarie, Lyne	Régie du bâtiment du Québec
Allard, Mario	Ministère du Revenu – Direction régionale des services à la clientèle des entreprises Nord et Ouest du Québec
Allie, Robert	Office des personnes handicapées
Beauvais, Suzanne	Commission des normes du travail
Béchar, Anne	Société de l'assurance automobile du Québec – Permis de conduire, immatriculation et évaluation des conducteurs
Bélisle, Luc	Conférence régionale des élus de l'Abitibi-Témiscamingue
Bilodeau, Louise	Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport
Boissonneault, Jacques	Agence de la santé et des services sociaux de l'Abitibi-Témiscamingue

<b>Étaient absent(e)s</b>	
Carbonneau, Guy	Société de l'assurance automobile du Québec – Service du contrôle routier
Carignan, Sonia	Ministère du Tourisme
Caron, Anita	Office québécois de la langue française
Charland, Line	Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation
Curé, Jean-Marc	Commission de la santé et de la sécurité du travail
Ébacher, Ghislaine	Ministère de la Justice – Services judiciaires
Gingras, Martin	Ministère des Ressources naturelles et de la Faune
Giroux, Lise	Curateur public
Hannaburg, Daniel	Société d'habitation du Québec
Lacroix, Sylvain	Bureau de l'exploration géologique du Québec
Langlois, Francis	Investissement Québec
Lapointe, Marcel	Office de la protection du consommateur
Lapointe, Yves	Régie du bâtiment du Québec
Lecours Claude	Services Québec
Lévesque, Patricia	Secrétariat aux affaires autochtones
Major, Claude	Hydro-Québec – Direction régionale La Grande Rivière
Marquis, Robert	Ministère des Ressources naturelles et de la Faune – Géologie Québec
Martel, Serge	Société des établissements de plein air du Québec – Réserve faunique La Vérendrye
Messier, Sylvie	Ministère de la Sécurité publique – Direction territoriale des services correctionnels
Montour, Eugène	Société immobilière du Québec
Paré, Roger	Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport, secteur loisir et sport
Pilon, Johanne	Investissement Québec
Proulx, Sylvie	Ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles
Quesnel, Stéphanie	Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse
Santucci, Anacleto	Régie du logement
Ste-Marie, Michel	Régie des rentes du Québec
Trudelle, Claude	Ministère des Relations internationales
van de Walle, Édith	Ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs - Direction régionale de l'analyse et de l'expertise et des études économiques Abitibi-Témiscamingue et Nord-du-Québec
Viger, Jacques	Ministère de la Sécurité publique – Direction générale de la sécurité civile et de la sécurité incendie
Yergeau, Yvon	Commission de la construction du Québec

1. **MOT DE BIENVENUE**

M. Denis Moffet ouvre la rencontre et invite les personnes à se présenter.

2. **LECTURE ET ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR**

Le projet d'ordre du jour a été transmis avant la rencontre. Les sujets suivants sont inscrits au point « AUTRES AFFAIRES » :

- 8.1 Entraide
- 8.2 Activités de formation du CSPQ
- 8.3 Achats communs de formation

Le point 8. « Autres affaires » demeure ouvert.

L'ordre du jour est adopté à l'unanimité.

3. **ADOPTION DU COMPTE RENDU DE LA RENCONTRE DU 13 MAI 2011**

Le compte rendu du 13 mai 2011 a été transmis avant la rencontre. Il est proposé par M<sup>me</sup> Monik Duhaime, appuyée par M. Marc Dickey, et résolu à l'unanimité d'adopter le compte rendu tel que libellé.

4. **ADOPTION DU COMPTE RENDU DE LA RENCONTRE DU 8 AVRIL 2011**

À la rencontre du 13 mai dernier, il avait été demandé de nuancer le texte du compte rendu du 8 avril dernier afin de mieux refléter la position des ministères. Pour répondre à cette demande, il est proposé de remplacer, à la page 9 du compte rendu, le paragraphe :

*« Le constat général est que l'ensemble des problèmes soulevés affecte sérieusement le maintien des services gouvernementaux et la possibilité de travailler à du développement. La situation est grave et les conséquences risquent d'être majeures. »*

par le suivant :

*« L'ensemble des problèmes soulevés affecte, à divers niveaux, le maintien des services gouvernementaux et la possibilité de travailler à du développement. La situation est sérieuse et des conséquences sont à prévoir dans certaines organisations. »*

Il est proposé par M. Francis Riou, appuyé par M<sup>me</sup> Monik Duhaime, et résolu à l'unanimité d'adopter le compte rendu du 8 avril 2011 ainsi modifié.

5. **RENCONTRE AVEC M. LUC SIGOUIN, DIRECTEUR DE LA FORMATION CONTINUE ET DU CENTRE DE LANGUES DE L'UQAT**

M. Moffet accueille M. Luc Sigouin et il invite les personnes à se présenter.

M. Sigouin remercie les membres de leur accueil et explique brièvement les nouveaux services de l'UQAT : la Formation continue et le Centre de langues. L'Université étant submergée de demandes de formations de toutes sortes, il était nécessaire de mieux structurer l'offre en mettant en place un service de la Formation continue. De même, un Centre de langues s'imposait pour permettre aux étudiants étrangers fréquentant l'UQAT de suivre leurs cours en français mais aussi pour offrir l'apprentissage d'autres langues à l'ensemble des étudiants, les rendant ainsi plus « employables », plus « mobiles », et en mesure d'accéder à des postes partout dans le monde. Afin de tenir compte des équivalences, l'UQAT s'est inspirée du cadre de référence européen pour bâtir son programme de langues.

Depuis août dernier, le service de Formation continue offre des cours d'appoint d'un ou quelques jours, avec ou sans crédits. Ces formations offrent l'opportunité à certains corps d'emploi ou à certaines personnes de bénéficier de mises à niveau intéressantes. Le calendrier des cours offerts est déposé sur place. La programmation a été élaborée à partir de sondages sur les besoins de formation réalisés auprès de groupes ou à partir de demandes spécifiques comme, à titre d'exemple, la nouvelle grammaire. L'offre de cours inclut la formation « *Piwaseha* » dont le sujet est « Culture et réalités autochtones ». À la base, cette activité sur la culture autochtone avait été développée par M<sup>me</sup> Janet Mark, en collaboration avec la communauté algonquine de Notre-Dame-du-Nord, dans le but de sensibiliser le personnel des centres hospitaliers de la région. La tournée des centres hospitaliers étant maintenant terminée, l'UQAT s'est entendu avec la communauté algonquine pour offrir la formation à un plus large public. Un document présentant les objectifs, le contenu et les dates de cette formation d'une journée est déposé sur place. Bien que toute personne puisse s'inscrire à l'une ou l'autre des dates proposées, le CSPQ a organisé deux activités réservées au personnel de la fonction publique les 17 et 18 octobre prochain. La formatrice, M<sup>me</sup> Mark, adaptera le contenu pour tenir compte des relations que peuvent avoir les fonctionnaires avec les autochtones. Une attention plus particulière sera apportée à la dimension humaine, touchant, entre autres, la question des préjugés.

Le CSPQ transmettra aux gestionnaires, dans les prochains jours, une invitation destinée à l'ensemble du personnel de la fonction publique. Le nombre maximal de participantes et participants à une session de sensibilisation est de 15 personnes.

Si les membres de la CAR ont des besoins plus spécifiques, il serait souhaitable d'en informer M<sup>me</sup> Savard afin qu'elle puisse les transmettre à M<sup>me</sup> Mark. Celle-ci sera alors en mesure de personnaliser davantage la formation à l'intention du personnel de la fonction publique. Éventuellement, une formation de base portant sur les différentes conventions sera organisée. Il est souligné que les établissements hors réserve ont aussi des particularités et que plusieurs aspects administratifs de ces établissements sont méconnus. Il serait intéressant d'aborder brièvement ces particularités lors de la formation sur les conventions et d'envisager, le cas échéant, un module réservé à ces aspects.

M. Sigouin invite les membres à consulter régulièrement le calendrier sur le site de la Formation continue de l'UQAT. M<sup>me</sup> Savard précise que si la demande est forte, le CSPQ examinera la possibilité d'organiser des sessions supplémentaires à l'intention du personnel de la fonction publique.

Les différents échanges font ressortir que la formation de l'UQAT diffère de la formation offerte par le SAA puisqu'elle porte sur l'identité autochtone alors que celle du SAA est davantage axée sur le cadre juridique.

Il y a quelques années, une rencontre spéciale entre les membres de la CAR et le SAA avait permis de faire état des relations avec les communautés de la région. À cette occasion, les ministères et le SAA ont eu la possibilité d'exposer et d'expliquer leurs dossiers respectifs. Il serait intéressant de refaire cet exercice.

Il est mentionné que beaucoup d'efforts sont consacrés pour attirer et retenir des personnes immigrantes en région et que, par ailleurs, peu d'efforts sont consacrés à entretenir de bonnes relations avec les Premiers peuples. Ces derniers sont pourtant à proximité et pourraient faire partie de la solution dans plusieurs dossiers comme celui de la pénurie de main-d'œuvre.

En terminant, M. Sigouin indique que le Centre de langues est à préparer un cours d'algonquin afin que les gens du milieu, qui souhaitent communiquer avec leur clientèle algonquine dans leur langue, aient la base pour le faire.

Les échanges se poursuivent après le départ de M. Sigouin. Les membres s'interrogent sur la pertinence d'organiser une session de formation « Culture et réalités autochtones » spécifiquement à l'intention des gestionnaires. Plusieurs sont déjà sensibilisés à la culture et aux réalités autochtones alors que pour d'autres, selon leur clientèle, le besoin peut ne pas être évident. Pour ces raisons, certains pourraient être tentés de ne pas participer. Pourtant, en s'intéressant à cette activité de sensibilisation, les gestionnaires transmettraient un signal positif à leur équipe et encourageraient les membres de ces équipes à s'y inscrire. De plus, cette activité entre gestionnaires pourrait être une occasion d'échanges, de développement de pistes communes et une façon de se documenter davantage dans le but de traiter du sujet avec d'autres communautés d'intérêt. Il est souligné que le personnel d'origine autochtone fait partie des clientèles cibles de la fonction publique québécoise. Pour que les gestionnaires des quelques régions réellement interpellées par la question autochtone puissent influencer les politiques et orientations centrales, ils doivent maîtriser la connaissance de base et être éveillés au racisme et autres obstacles culturels. Enfin, il est mentionné que toute personne vivant en Abitibi-Témiscamingue devrait participer à cette formation.

Une vérification sera faite auprès des membres de la CAR afin de connaître leur intérêt à participer à une activité de sensibilisation à la culture et aux réalités autochtones. Les raisons motivant l'organisation d'une telle rencontre devront être explicites. Si une quinzaine de personnes démontrent de l'intérêt, les démarches seront entreprises pour retenir les services de M<sup>me</sup> Mark.

Dans un deuxième temps, une formation permettant de démêler les mythes administratifs doit aussi être envisagée. En plus de la sensibilisation à la culture, il est nécessaire que le personnel soit mieux formé sur les programmes existants, leur application selon la situation des communautés, les façons d'aborder les problèmes et les alternatives pour mieux y répondre et ainsi contrer le phénomène très répandu du « pas dans ma cour ». Bien que les outils existent, la maximisation de leur utilisation demeure déficiente. Un changement d'approche auprès de la clientèle serait souhaitable.

Avant de mettre en place une activité pouvant répondre à ce besoin, il est proposé de tenir, si possible au printemps prochain, une rencontre spéciale avec le SAA afin de faire



le point sur l'état de nos relations avec les communautés, l'état des besoins et l'avenir de nos relations avec les autochtones comme fonction publique québécoise. Il est aussi suggéré d'adresser les questions aux préalables aux personnes concernées.

À titre d'information concernant l'approche clientèle, M. Marc Dickey indique que *La Financière agricole du Québec* a commandé trois formations qui ont été adaptées au secteur de l'agriculture. Elles permettent, entre autres, d'apprendre comment être à l'écoute du besoin et comment décoder le besoin non signifié afin de pouvoir répondre adéquatement à toute clientèle. Le contenu de ces formations sera transmis aux membres de la CAR.

#### 6. PROJET PILOTE – COMITÉ DE TRAVAIL DE LA CONFÉRENCE ADMINISTRATIVE RÉGIONALE

M. Moffet rappelle que le projet pilote sur la mise en place d'un mécanisme de gestion des ressources adapté aux particularités et problématiques spécifiques à notre région émane de la rencontre du 13 mai dernier alors que la CAR rencontrait le ministre régional, M. Pierre Corbeil.

Le comité de travail formé à cette occasion est composé des personnes suivantes : Andrea Amortegui, Marc Dickey, Monik Duhaime, Julie Lefebvre, Denis Moffet, Francis Riou et Édith van de Walle.

Le comité s'est réuni le 31 mai dernier et, sur la base d'une série de constats, a identifié les grandes lignes de ce que pourrait être le projet pilote sur la question des ressources humaines.

M. Moffet mentionne que le scénario retenu par le comité prévoyait que le projet pourrait être prêt et déposé aux membres de la CAR pour décision plus tôt, mais que cela n'a pas été possible pour des raisons de force majeure. Un document reprenant les principaux éléments évoqués par les membres du comité est déposé sur place. Si ces éléments sont acceptés, le projet sera rédigé et validé ensuite par le comité pour être soumis à la CAR, si possible, à la réunion d'octobre.

Les grandes lignes du projet pilote seraient les suivantes. Les membres ont été invités à les commenter et pour les fins du compte rendu, les commentaires y ont été intégrés.

- Le non comblement des postes découle dans certains cas de la rareté de la main-d'œuvre dans un corps d'emploi spécifique (ingénieurs, architectes, autres) alors que, dans d'autres cas, le problème est davantage lié à la non disponibilité de la main-d'œuvre inscrite sur les listes de déclaration d'aptitudes (LDA).
- Le Conseil du trésor autorise dans certains cas l'embauche de personnes qui ne sont pas sur des LDA. Sont donnés à titre d'exemples :
  - Embauche d'une personne pour un emploi de moins de onze semaines.
  - Embauche d'une personne pour douze mois dans le cadre du Programme de développement de l'employabilité à l'intention des personnes handicapées (PDEIPH). Lorsqu'une personne est embauchée dans le cadre de ce programme, elle n'est pas sur une LDA. Au terme de la période de 12 mois, celle-ci a accès à un concours réservé (une seule personne). Si le concours est réussi, elle est

officiellement déclarée sur LDA, donc admissible à un emploi dans la fonction publique.

Plusieurs modalités du PDEIPH pourraient être reprises dans le cadre d'un projet pilote visant à combler des postes où la rareté, la non disponibilité de la main-d'œuvre ou l'absence de personne sur les listes sont démontrées.

- La durée du projet pilote sera de trois ans.
- Le projet pilote doit permettre d'appliquer des mesures exceptionnelles lorsqu'il est démontré que la situation est exceptionnelle.

À cet effet, les membres du comité ont choisi de ne pas définir de corps d'emploi visés par le projet afin de pouvoir traiter toute situation problématique qui peut être documentée, postes spécialisés ou non. De plus, l'absence de cibles évite de devoir modifier le projet en fonction des changements de données sur le marché du travail.

1. Se donner une définition de la rareté et de la non disponibilité de la main-d'œuvre sur la base des analyses d'Emploi-Québec concernant les tendances provinciales et régionales pour chaque corps d'emploi.
2. Selon les corps d'emploi concernés, démontrer et expliquer le contexte de la rareté **régionale**.
3. Se donner un mécanisme de recrutement en passant par des règles préalablement définies pour l'affichage des postes.
  - ➔ **À faire** : Définir les règles pour recruter les candidats.
  - ➔ **À faire** : Définir les mécanismes de recrutement.
  - ➔ **À faire** : Définir les règles d'affichage.

À titre d'exemples :

- Priorité aux personnes inscrites sur les LDA (en tenant compte de la question des résiduels).
- Si la personne n'est pas sur une liste, elle doit accepter d'adhérer au projet pilote.
- Les candidats doivent avoir minimalement le statut de résident permanent. (Vérification à faire : Est-ce qu'une personne peut accéder à un emploi si elle a une autorisation de travail temporaire ou si elle a franchi certaines étapes pour obtenir le statut de résident.)
- Appliquer le programme selon un nombre préétabli de curriculum vitae reçus (déterminer le nombre de curriculum vitae à recevoir).
- Avoir une vitrine spécifique à l'Abitibi-Témiscamingue pour les emplois offerts dans la fonction publique. (Cet exemple soulève des questionnements sur la valeur ajoutée d'une telle initiative puisque *Placement en ligne* est le service public utilisé par tous les chercheurs d'emploi. L'utilisation d'un hyperlien serait peut-être plus profitable.

Tous sont d'accord sur le fait qu'il faut être attractif, divers moyens doivent être examinés.)

- Inclure le lien de VAT dans l'envoi courriel ou lors d'un affichage pour faire connaître la région.

4. Établir les balises concernant l'utilisation des LDA en tenant compte de la rareté régionale (ex. : Après vingt appels, la mesure spéciale s'applique).

→ **À faire :** Établir les balises.

À titre d'exemples :

- Faire les appels sur les LDA en fonction du nombre maximal d'appels préétabli  
et / ou
- Obtenir l'autorisation de solliciter par courriel les candidatures des personnes sur LDA en déterminant une période maximum pour signifier son intérêt.

5. Déterminer le nombre de semaines d'embauche dans le cadre de la mesure spéciale (proposition : 40 semaines).

→ **À faire :** Valider le nombre de semaines d'embauche.

6. Au terme des semaines d'embauche, appliquer les modalités établies et découlant de celles du PDEIPH.

→ **À faire :** Établir les modalités en se basant sur celles du PDEIPH.

7. Le projet pilote prévoit un nombre prédéterminé de semaines d'intégration pour la personne embauchée et prévoit les mécanismes nécessaires pour la rendre éligible, après une évaluation positive, à être inscrite sur des LDA ou, si requis, à avoir accès à un concours réservé.

- **À faire :** Pour certains corps d'emploi (inclure les stagiaires techniques), adapter les façons de faire dans le respect des règles de la fonction publique, et ce, sans ajouter de complexité.
- **À faire :** Se donner un mécanisme transparent et équitable d'éligibilité, encadré régionalement avec le CSPQ
- **À faire :** Se donner un plan d'encadrement.
- **À faire :** Produire un cadre d'évaluation et l'appliquer en collaboration avec le CSPQ.

8. Obtenir auprès du Conseil du trésor la marge de manœuvre nécessaire pour régionaliser le recrutement de candidats dans les situations exceptionnelles, et ce, pour une période de trois ans.

▪ **Autres considérations**

- Le gouvernement ayant la volonté de favoriser l'immigration dans les régions, de préparer la relève en favorisant l'embauche des finissantes et finissants, un programme similaire au PDEIPH pourrait être mis en place à l'intention de ces personnes en définissant des balises spécifiques telles qu'avoir accès à un nombre déterminé de postes (ex. : 5 postes/année). Par ailleurs, ce même programme pourrait servir de levier pour embaucher des autochtones qualifiés. (PDEIPI, PDEIPF, PDEIPA)
- Ce type de programme pourrait permettre à la région d'atteindre ses quotas en ce qui a trait aux minorités culturelles (incluant les autochtones). Par ailleurs, ce programme pourrait aussi permettre de retenir des finissantes et finissants et éviter ainsi de les perdre au profit des autres employeurs.
- Le PDEIPH comporte l'ETC pendant la première année. Sachant que l'embauche de minorités (autochtone et immigrant) requiert généralement plus d'encadrement, il pourrait être envisagé de demander une enveloppe ETC dans le cadre de certaines expérimentations.
- Certains éléments de l'École de terrain de Géologie Québec, réalisée en collaboration avec l'UQAT et Emploi-Québec, pourraient être repris. L'embauche pour le stage est réalisée par l'UQAT. Le taux de rétention de ce programme se situe à 50 %. Toutefois, pour recruter à l'international, il faut tenir compte des délais requis (approximativement 2 ans) pour obtenir le statut de résident permanent. Selon leur provenance, les personnes, dans certains cas, peuvent s'inscrire directement à l'ordre alors que pour d'autres, il y a un délai pour se qualifier. Il serait préférable dans un tel projet de cibler des corps d'emploi vraiment en pénurie : ingénieur civil, géologue, technicien en génie civil, autres.

Par ailleurs, outre le projet pilote en ressources humaines, les membres du comité ont aussi examiné d'autres sujets pouvant optimiser l'utilisation des ressources et maximiser les budgets. Un certain nombre de pistes ont été examinées et une compilation de diverses informations recueillies est en cours. Un retour sur ces éléments sera d'ailleurs fait en octobre.

Les différents énoncés du projet pilote, revus en fonction des commentaires, conviennent aux membres. Le projet sera élaboré, peaufiné avec les membres du comité de travail et présenté, si possible, à la rencontre de la CAR du mois d'octobre.

**7. SUIVIS DU COMPTE RENDU DE LA RENCONTRE DU 13 MAI 2011**

À la demande des membres, un tableau de suivi a été préparé. Celui-ci est déposé sur place.

- **Relocalisation de la communauté de Kitcisakik :** Les membres présents n'ont pas encore été informés des résultats du sondage effectué auprès de la communauté.

- **Plan de formation renouvelé du Secrétariat aux affaires autochtones (SAA) :** M<sup>me</sup> Andrée-Ann Savard, remplaçante de M<sup>me</sup> Julie Lefebvre au CSPQ, présente le contenu du plan de formation proposé par le SAA .

#### Première journée

- Un survol historique
- Les organismes gouvernementaux en affaires autochtones
- Le portrait des onze nations autochtones du Québec
- Les différents organismes politiques autochtones
- Les autochtones hors communauté (survol)
- La consultation (survol)
- Les ententes nordiques (survol)
- Les négociations des revendications territoriales et autres négociations en cours (survol)
- Le profil socioéconomique des Premières nations (survol)
- La question mythique (survol)

#### Deuxième journée

- Approfondissement des thèmes survolés la journée précédente

Les membres constatent que la formation est similaire à celle déjà dispensée. Quoique celle-ci puisse être intéressante pour avoir une vision d'ensemble, elle ne répond pas aux attentes déjà exprimées par les membres de la CAR. Le plan administratif est très présent alors que le besoin pour le personnel qui travaille avec cette clientèle est de bien saisir la pensée autochtone, de comprendre que les paradigmes sont différents.

D'autre part, M<sup>me</sup> Savard mentionne que le CSPQ a transmis récemment son calendrier d'activités de développement. L'une des activités proposées dans ce calendrier est celle présentée par M. Luc Sigouin. Le coût de la formation de l'UQAT est de 170 \$ et inclut le repas.

- **Formation sur la réalité des communautés vivant en Abitibi-Témiscamingue et Nord-du-Québec (Algonquins, Attikameks, Cris et Inuits) :** Afin de mieux traduire les propos tenus lors de la rencontre et à la demande des membres, le titre figurant au compte rendu de la rencontre du 17 septembre 2010 « Formation sur la réalité algonquine » a été remplacé par celui inscrit en titre au présent compte rendu.

Le suivi du dossier de formation est fait avec M. Luc Sigouin, directeur du Centre de langues et de la Formation continue à l'UQAT.

- **Programme sur la multifonctionnalité en agriculture :** En l'absence de M<sup>me</sup> Lyne Charland, M. Moffet confirme que la rencontre des principaux intervenants et ministères sur la multifonctionnalité a eu lieu en juin. Cette rencontre a permis de faire le point sur le programme.
- **Dossier ressources humaines :** M. Moffet fait état de la rencontre qui a eu lieu avec M<sup>me</sup> Lefebvre, lui-même et les autorités du CSPQ lors de leur passage à Rouyn-Noranda. Il souligne que, grâce aux interventions de M<sup>me</sup> Lefebvre, ces derniers comprenaient bien les problématiques de la région.

- **Comité de la CAR sur les municipalités dévitalisées :** M. Moffet mentionne que la rencontre organisée par le comité de la CAR le 30 mai dernier a fait l'objet d'une participation de toutes les municipalités dévitalisées et de plusieurs ministères. La rencontre a été fort intéressante et a permis aux participants, dans un premier temps, d'échanger sur leur situation et, en second lieu, de rencontrer des représentants de ministères afin de discuter de problèmes rencontrés. Les participants semblent avoir apprécié la formule en général et, plus particulièrement, les contacts avec les représentants des ministères.
- **Occupation du territoire :** Le ministre ou le gouvernement devrait rendre publique une proposition sur l'occupation du territoire d'ici la fin octobre ou le début de novembre. M. Moffet rappelle que la proposition devrait porter sur deux éléments : dépôt d'une stratégie en matière d'occupation et de vitalité des territoires et d'un projet de loi cadre. Dans le contexte, un mandat et de nouvelles responsabilités seraient dévolus à la CAR. Les détails ne sont pas encore disponibles. Le prochain suivi sur ce dossier sera fait dépendamment du moment où l'information sera rendue publique.
- **Dossier desserte gouvernementale :** La suggestion faite lors de la dernière rencontre à l'effet que chaque ministère illustre deux situations ayant des impacts significatifs qui permettent de démontrer, de façon tangible, l'effet des coupures budgétaires n'a pas fait l'objet d'un suivi. La pertinence de demander aux ministères de faire cet exercice devra être examinée lors d'une prochaine rencontre
- **Rencontre avec le ministre régional, M. Pierre Corbeil, et le député de Rouyn-Noranda/Témiscamingue, M. Daniel Bernard :** Ce point sera conservé dans le tableau de suivi afin de suivre l'évolution des deux éléments proposés par le ministre :
  - Plaidoyer à faire auprès des membres du gouvernement pour que les économies réalisées par les directions régionales demeurent en région.
  - Organiser une rencontre avec la présidente du Conseil du trésor, M<sup>me</sup> Courchesne.
- **Suivi de la rencontre avec le ministre Pierre Corbeil :** Le projet pilote découlant de la rencontre avec le ministre sera élaboré et présenté pour validation à la CAR.
- **Fonctionnement de la CAR :** Les rencontres mensuelles d'une demi-journée seront maintenues. Le fonctionnement, s'il y a lieu, sera revu en fonction des mandats et responsabilités à venir.

Il est demandé qu'une convocation soit envoyée à tous les membres de la CAR pour l'ensemble des dates retenues en utilisant le calendrier plutôt que le courriel afin de pouvoir bénéficier des mises à jour automatiques.

## 8. AUTRES AFFAIRES

### 8.1 Entraide

M. Francis Riou vérifie si le maintien du dîner spaghetti comme activité de lancement régional de la campagne *Entraide* convient aux gestionnaires. En 2010,

cette activité fut un succès et a réuni une centaine de participantes et participants. L'activité se tiendrait la dernière semaine de septembre ou la première d'octobre. Il souhaite aussi connaître l'intérêt des gestionnaires à inviter leur personnel à participer ou à offrir leurs services comme bénévoles.

Les gestionnaires indiquent que, généralement, l'activité est bien perçue par le personnel. Elle rappelle l'existence de *Entraide* et favorise ainsi les contributions prélevées à même le salaire. D'autre part, le concept étant régional, cette belle initiative permet aux ministères de plus petite taille de participer et ne semble pas nuire outre mesure aux activités de financement organisées par les ministères plus imposants. Le seul élément négatif soulevé est le risque potentiel de freiner la motivation de certaines personnes à organiser de nouvelles activités.

Au besoin, M. Moffet propose de faire parvenir l'invitation ou de vérifier la disponibilité des personnes pour aider à l'organisation de l'événement en utilisant la liste des membres de la CAR.

## **8.2 Activités à venir au CSPQ**

Le CSPQ a amorcé la campagne de recrutement universitaire qui se tient du 12 septembre au 7 octobre. Une journée de promotion de la fonction publique aura lieu aux campus de l'UQAT de Rouyn-Noranda et de Val-d'Or.

D'autre part, l'appel de dépôt de projets dans le cadre du PDEIPH débute le lundi 19 septembre et se termine le 25 novembre. Les ministères sont invités à déposer un projet.

Tel que déjà mentionné, la prochaine activité de développement se tiendra les 17 et 18 octobre avec formation sur les Premiers peuples. Un calendrier de l'ensemble des activités de développement a récemment été transmis par le CSPQ aux gestionnaires.

Enfin, M<sup>me</sup> Savard indique avoir reçu un curriculum vitae pour un stage DEP comptabilité du 21 novembre jusqu'à la mi-décembre. Elle invite les gestionnaires intéressés à communiquer avec elle.

## **8.3 Achats communs de formation**

Les coupures budgétaires ayant comme effet que le personnel peut difficilement se déplacer pour recevoir des formations offertes centralement, M. Francis Riou souhaite que le CSPQ examine la possibilité d'organiser certaines sessions de formation dans la région. Plusieurs ministères étant appelés à travailler avec des tables de concertation, et considérant que l'animation de ce type de table requiert des habiletés particulières, il suggère que le CSPQ examine la faisabilité d'organiser, en région, une session intitulée « Animation de table de concertation ». Cette formation, dont le contenu est dispensé en 2 ou 3 jours, pourrait rejoindre plusieurs personnes dans les ministères et pourrait aussi être proposée à la Conférence régionale des élus. Un achat commun permettrait de diminuer les coûts tout en rendant la formation accessible à un plus grand nombre de personnes.

M<sup>me</sup> Savard accepte d'examiner le syllabus, de faire les démarches nécessaires pour vérifier les disponibilités des formateurs et établir le coût en fonction du nombre minimal de participantes et participants requis. Elle fera le suivi auprès des gestionnaires.

Il est suggéré que les gestionnaires informent M<sup>me</sup> Savard de leurs besoins de formation de manière à ce qu'elle puisse faire une estimation de ces besoins et organiser, s'il y a lieu, des formations de groupe.

**9. PROCHAINE RENCONTRE DE LA CAR**

Le calendrier prévoit la prochaine rencontre le 21 octobre, de 9 h 30 à 12 h. La convocation sera envoyée, si possible, directement à l'agenda des membres.

**10. LEVÉE DE LA RENCONTRE**

La rencontre se termine à 12 h 10.



CONFÉRENCE ADMINISTRATIVE RÉGIONALE  
DE L'ABITIBI-TÉMISCAMINGUE

Réunion du 21 octobre 2011  
de 9 h 30 à 12 h  
Salle de conférences de la Direction régionale de la sécurité civile  
170, avenue Principale, RC-02, Rouyn-Noranda

PROPOSITION D'ORDRE DU JOUR

HEURE	POINTS D'ORDRE DU JOUR	INFO-ÉCHANGE	DÉCISIONS	RESPONSABLES	DOCUMENTS
9 h 30	1. Mot de bienvenue	x		Denis Moffet	
9 h 35	2. Lecture et adoption de l'ordre du jour		x	Denis Moffet	Joint
9 h 40	3. Adoption du compte rendu de la rencontre du 16 septembre 2011		x	Denis Moffet	Joint
9 h 45	4. Suivis du compte rendu de la rencontre du 16 septembre 2011 - Tableau	x	x		Joint
10 h 00	5. Projet pilote – Présentation d'une expérimentation de visioguichets	x		Francis Riou	
10 h 15	6. Projet pilote – Résultats disponibilités des salles et des véhicules routiers	x		Denis Moffet	Sur place
10 h 30	7. Fiche socio-économique en matière d'égalité entre les femmes et les hommes	x		Marie-Josée Marcoux	Joint
10 h 40	8. Programme d'infrastructure en entrepreneuriat collectif (PIEC)	x		Denis Moffet	Joint
11 h 50	9. Autres affaires			Denis Moffet	
11 h 55	10. Prochaine rencontre de la CAR		x	Denis Moffet	
12 h 00	11. Levée de la rencontre		x	Denis Moffet	

CONFÉRENCE ADMINISTRATIVE RÉGIONALE  
DE L'ABITIBI-TÉMISCAMINGUE

Rencontre tenue à Rouyn-Noranda le 21 octobre 2011  
Salle de conférences de la Direction régionale de la Sécurité civile

Rédigé par : Gracià Laforge, ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire

Étaient présent(e)s	
Bélisle, Véronique (au téléphone) représentant Christine Beaudin	Ministère de la Famille et des Aînés
Drolet, Yves	Ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation
Duhaime, Monik	Ministère de la Culture, des Communications et de la Condition féminine
Gingras, Martin	Ministère des Ressources naturelles et de la Faune
Lapointe, Yves	Régie du bâtiment du Québec
Moffet, Denis	Ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire
Montour, Eugène	Société immobilière du Québec
Riou, Francis	Emploi-Québec
Savard, Andrée-Ann	Centre de services partagés du Québec
van de Walle, Édith	Ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs - Direction régionale de l'analyse et de l'expertise et des études économiques Abitibi-Témiscamingue et Nord-du-Québec
Viger, Jacques	Ministère de la Sécurité publique – Direction générale de la sécurité civile et de la sécurité incendie
Yergeau, Yvon	Commission de la construction du Québec

Étaient absent(e)s	
Alarie, Lyne	Régie du bâtiment du Québec
Allard, Mario	Ministère du Revenu – Direction régionale des services à la clientèle des entreprises Nord et Ouest du Québec
Allie, Robert	Office des personnes handicapées
Beauvais, Suzanne	Commission des normes du travail
Béchar, Anne	Société de l'assurance automobile du Québec – Permis de conduire, immatriculation et évaluation des conducteurs
Bélisle, Luc	Conférence régionale des élus de l'Abitibi-Témiscamingue
Bilodeau, Louise	Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport
Boissonneault, Jacques	Agence de la santé et des services sociaux de l'Abitibi-Témiscamingue
Carbonneau, Guy	Société de l'assurance automobile du Québec – Service du contrôle routier
Carignan, Sonia	Ministère du Tourisme
Caron, Anita	Office québécois de la langue française
Charland, Line	Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation

<b>Étaient absent(e)s</b>	
Coutu, Yves	Ministère des Transports
Curé, Jean-Marc	Commission de la santé et de la sécurité du travail
Dickey, Marc	La Financière agricole du Québec – Centre de services de Rouyn-Noranda et d'Amos
Ébacher, Ghislaine	Ministère de la Justice – Services judiciaires
Giroux, Lise	Curateur public
Hannaburg, Daniel	Société d'habitation du Québec
Iracà, Hélène	Ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs - Direction régionale du Centre de contrôle environnemental de l'Abitibi-Témiscamingue et Nord-du-Québec
Lacroix, Sylvain	Bureau de l'exploration géologique du Québec
Langlois, Francis	Investissement Québec
Lapointe, Marcel	Office de la protection du consommateur
Lapointe, Yves	Régie du bâtiment du Québec
Lecours Claude	Services Québec
Lévesque, Patricia	Secrétariat aux affaires autochtones
Major, Claude	Hydro-Québec – Direction régionale La Grande Rivière
Marcoux, Marie-Josée	Conseil du statut de la femme
Marquis, Robert	Ministère des Ressources naturelles et de la Faune – Géologie Québec
Martel, Serge	Société des établissements de plein air du Québec – Réserve faunique La Vérendrye
Messier, Sylvie	Ministère de la Sécurité publique – Direction territoriale des services correctionnels
Paré, Roger	Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport, secteur loisir et sport
Pilon, Johanne	Investissement Québec
Proulx, Sylvie	Ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles
Quesnel, Stéphanie	Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse
Santucci, Anacleto	Régie du logement
Ste-Marie, Michel	Régie des rentes du Québec
Trudelle, Claude	Ministère des Relations internationales

1. MOT DE BIENVENUE

M. Denis Moffet ouvre la rencontre et invite les personnes à se présenter.

2. LECTURE ET ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR

Le projet d'ordre du jour a été transmis avant la rencontre. M. Moffet en fait la lecture.

Un communiqué de presse gouvernemental émis le 20 octobre dernier sous le titre « *Actions concertées pour renforcer la lutte contre la collusion et la corruption* » est déposé sur place. Ce communiqué annonce des mesures pouvant avoir une incidence sur le projet pilote en élaboration.

Le point 9. « AUTRES AFFAIRES » demeure ouvert. L'ordre du jour est adopté à l'unanimité.

3. ADOPTION DU COMPTE RENDU DE LA RENCONTRE DU 16 SEPTEMBRE 2011

Le compte rendu du 16 septembre 2011 a été transmis avant la rencontre. Il est proposé par M<sup>me</sup> Monik Duhaime et résolu à l'unanimité d'adopter le compte rendu tel que libellé.

4. SUIVIS DU COMPTE RENDU DE LA RENCONTRE DU 16 SEPTEMBRE 2011 - TABLEAU

- Point 5 : Rencontre avec M. Luc Sigouin, directeur de la Formation continue et du Centre de langues de l'UQAT
  - Le calendrier des formations offertes par le Service de la Formation continue ainsi que la description de l'atelier « Culture et réalités autochtones » ont été transmis à tous les membres.
- Point 5 : Formation sur la réalité des communautés vivant en Abitibi-Témiscamingue et au Nord-du-Québec
  - Les formations du 17 et 18 octobre ont eu lieu comme prévu. Les inscriptions ont permis de combler les groupes et les commentaires ont été très positifs.

M<sup>me</sup> Savard rappelle que toute personne peut s'inscrire aux sessions prévues au calendrier de l'UQAT. S'il y a lieu, une nouvelle session réservée au personnel de la fonction publique pourrait être envisagée à l'hiver ou au début du printemps.
  - Par ailleurs, M<sup>me</sup> Mark s'est dite intéressée à offrir cette formation spécifiquement aux membres de la CAR.
  - M<sup>me</sup> Savard mentionne que cet atelier de sensibilisation à la culture autochtone étant devenu très populaire, M<sup>me</sup> Mark reçoit des demandes pour l'offrir dans plusieurs régions. Le projet de se déplacer est à l'étude.

- D'autre part, M<sup>me</sup> Mark souhaite élaborer un volet 2 traitant plus spécifiquement des aspects législatifs. Pour se faire, elle aimerait connaître les besoins des ministères. Il est convenu que les gestionnaires adresseront leurs suggestions à M<sup>me</sup> Andrée-Ann Savard.
  - M. Francis Riou souligne que la présence de M. Sigouin à la dernière rencontre de la CAR a permis de faire une alliance entre l'UQAT et Emploi-Québec. M<sup>me</sup> Mark ainsi que M. Hugo Asselin de l'UQAT seront mis à contribution lors du prochain lac-à-l'épaule du Conseil régional des partenaires du marché du travail afin d'aborder la question de la présence des autochtones sur le marché du travail.
  - Enfin, M. Moffet a communiqué avec M<sup>me</sup> Patricia Lévesque, responsable de la région pour le SAA. Cette dernière a confirmé que la formation du Secrétariat a été complètement revue et qu'un nouveau formateur a été embauché. Si l'intérêt est présent, cette formation pourrait être dispensée en Abitibi-Témiscamingue.
  - M. Moffet a aussi informé M<sup>me</sup> Lévesque du besoin exprimé par les membres de la CAR de tenir une rencontre spéciale avec le SAA au printemps prochain. M<sup>me</sup> Lévesque fera les démarches nécessaires pour en vérifier la faisabilité.
- Points 6 - 7 : Projet pilote – Comité de travail de la CAR
    - À ce jour, l'élaboration du projet pilote n'est pas complétée. Les membres du comité de la CAR devraient avoir été consultés sur le projet avant la prochaine rencontre de la CAR, le 18 novembre prochain.
  - Point 7 : Relocalisation de la communauté de Kitcisakik - sondage
    - La responsable de ce dossier au SAA est M<sup>me</sup> Nancy Charland. Un premier sondage a eu lieu. Trois possibilités apparaissaient sur le bulletin de vote : le Réservoir Dozois, la Baie Barker et le Lac Ribot. Le taux de participation des gens en âge de voter a été de 90 %. Les résultats sont toutefois très partagés : Lac Ribot 43 %, Baie Barker 41 % et Réservoir Dozois 16 %. Le Conseil de bande a jugé que les résultats n'étaient pas suffisamment clairs et procède donc à un deuxième tour de vote les 7 et 8 novembre prochain. Le sondage portera sur les deux sites ayant obtenu le plus fort pourcentage : Lac Ribot et Baie Barker. Le Conseil de bande se réunit le 15 novembre et souhaite pouvoir, à la suite de cette rencontre, déposer une proposition au ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien. Les résultats devraient être disponibles pour la prochaine rencontre de la CAR.

Il est mentionné que le projet de relocalisation de cette communauté est d'envergure et s'échelonnnera sur plusieurs années. Plusieurs dizaines de millions de dollars devront y être investis.

- Point 7 : Occupation du territoire
  - Une rencontre de la Table Québec-Régions aura lieu le 11 novembre prochain. Selon toutes probabilités, le gouvernement pourrait faire l'annonce de sa politique en matière d'occupation du territoire en novembre.
  
- Point 7 : Dossier desserte gouvernementale
  - Après discussion, les membres conviennent qu'il serait préférable de procéder différemment pour illustrer les impacts des coupures budgétaires. Ce sujet sera retiré du tableau de suivi.
  
- Point 7 : Rencontre avec le ministre régional, M. Pierre Corbeil, et le député de Rouyn-Noranda –Témiscamingue, M. Daniel Bernard
  - Le suivi sur cette question sera fait lorsque le projet pilote sera déposé à la CAR.
  
- Point 7 : Fonctionnement de la CAR
  - Tel que demandé, le MAMROT a transmis l'ensemble des convocations pour les rencontres inscrites au calendrier de rencontres de la CAR.
  
- Point 8.3 : Achats communs de formation
  - M<sup>me</sup> Andrée-Ann Savard confirme qu'il est possible d'avoir recours aux services de la conférencière « *Animation de table de concertation* » pour dispenser cette formation en région. Le groupe doit être composé au maximum de vingt personnes (conseillères, conseillers, gestionnaires, chefs d'équipe) et le coût se situe à environ 200 \$ par participante/participant.

Les objectifs de cette formation se lisent comme suit :

« Au terme d'une journée de formation, les participantes et participants auront :

- exprimé leurs préoccupations en regard des activités de partenariat et de concertation;
- pris connaissance d'un modèle précisant les trois compétences sollicitées dans une activité de concertation entre partenaires;
- pris connaissance des quatre niveaux de concertation et des caractéristiques d'une table de concertation;
- identifié les principaux critères d'efficacité et certaines conditions de réussites structurelles, fonctionnelles et personnelles attendues pour des concertations et des partenariats réussis;

- pris connaissance d'un modèle de gestion de l'information affective;
- pris connaissance d'une stratégie de résolution de différends;
- pris connaissance d'une définition opérationnelle de la crédibilité;
- identifié différents styles d'interventions. »

La formatrice serait disponible le 8 mars. M<sup>me</sup> Edith van de Walle suggère que M<sup>me</sup> Savard procède à un sondage électronique auprès des gestionnaires afin d'avoir une estimation du nombre de personnes pouvant être intéressées par cette formation.

M. Yves Drolet rappelle qu'un comité de professionnels avait été mis en place pour traiter de différents aspects liés aux ressources humaines. Étant donné que beaucoup de formations suscitent de l'intérêt et qu'il y a une volonté de se regrouper pour les offrir, il pourrait être intéressant de relancer les activités de ce comité. À ce sujet, M<sup>me</sup> Savard mentionne avoir tenté de rejoindre les membres de ce comité sans succès. Une relance sera faite par M<sup>me</sup> Savard auprès des gestionnaires afin d'identifier à nouveau les personnes à assigner sur ce comité.

#### 5. PROJET PILOTE – PRÉSENTATION D'UNE EXPÉRIMENTATION DE VISIOGUICHETS

M. Francis Riou présente une expérimentation en cours dans la région Centre-du-Québec en précisant que l'intérêt de celle-ci se situe principalement au niveau du concept. Comparativement à d'autres technologies, le type de visioguichet proposé est suffisamment performant pour que les utilisateurs oublient rapidement la technique et bénéficient d'un mode de communication protégée. Quoique dispendieux, les visioguichets en expérimentation augmentent l'accessibilité aux services dans des territoires où l'organisation des services doit être revue. Plusieurs ministères ou organismes gouvernementaux offrant des services à des individus, il serait intéressant d'évaluer les possibilités de leur rendre cette technologie accessible et, ainsi, en augmenter la rentabilité. M. Riou exprime le souhait que, d'ici quelques mois, l'expérimentation soit suffisamment concluante pour l'étendre à d'autres régions dont l'Abitibi-Témiscamingue. L'analyse de faisabilité devra tenir compte, entre autres, de l'efficacité des bandes passantes, de l'étanchéité des réseaux, de la protection de la confidentialité et de tous les autres éléments essentiels au déploiement d'un tel service pour un ou plusieurs ministères.

Les effets collatéraux de l'utilisation de la technologie pour offrir des services aux clientèles des ministères sont discutés, tant du point de vue de la desserte de services, du maintien de l'expertise que du point de vue du maintien des services et des ressources dans la région.

#### 6. PROJET PILOTE – RÉSULTATS DISPONIBILITÉS DES SALLES ET DES VÉHICULES ROUTIERS

En lien avec le cadre général du projet pilote, un communiqué de presse est déposé sur place. Le 20 octobre 2011, le ministre des Transports et la ministre Michelle Courchesne

ont annoncé des mesures supplémentaires pour lutter contre la corruption et la collusion. M. Moffet attire l'attention des membres sur l'axe 2 du communiqué où sont énumérées un certain nombre de mesures liées à l'embauche de ressources humaines dont, plus spécifiquement :

- Ajout de près de 1000 employés (970 ETC) sur un horizon de cinq ans au MTQ;
- Exemption de remplacement de 1 fonctionnaire sur 2 qui partent à la retraite, et exemption du gel d'embauche au MTQ;
- Mise en place d'un processus accéléré d'embauche pour les ingénieurs et les techniciens des travaux publics, et reconnaissance de l'expérience et de la scolarité des candidats.

M. Moffet souhaite que ces nouvelles mesures, bien qu'elles soient pour le MTQ, puissent ouvrir la porte à des éléments du projet pilote que la région est à élaborer.

D'autre part, toujours dans le cadre général du projet pilote, un sondage a été réalisé auprès des ministères et organismes afin de valider l'intérêt de partager certaines ressources. Les éléments identifiés par le comité de travail du projet pilote étaient les salles de réunion et les véhicules routiers.

Les résultats du sondage sont déposés sur place. Les questionnaires ont été adressés à tous les membres de la CAR. Dix-huit des quarante-sept membres ont répondu.

En ce qui a trait au partage de véhicules, en résumé, il y a des besoins de transport réguliers à l'intérieur et à l'extérieur de la région, les véhicules utilisés sont souvent les véhicules personnels ou des véhicules loués, mais l'intérêt des répondants est mitigé (50/50) pour emprunter un véhicule provenant d'une autre organisation. Le prêt de véhicules entre ministères est assorti de contraintes souvent importantes (gestion des réservations, horaires de départ et d'arrivée peu flexibles, etc.) et les conditions touchant le kilométrage, les couvertures d'assurances, les normes d'entretien diffèrent d'une organisation à une autre. La mise en commun de tous ces aspects rend le système d'échange peu attrayant et permet de conclure qu'il n'y a pas lieu d'explorer davantage cette avenue dans le cadre du projet.

Bien qu'à première vue le partage de véhicules présente plusieurs embûches, M. Riou indique que la Direction régionale d'Emploi-Québec pourrait tout de même répondre à certains besoins.

Le même exercice a été réalisé pour connaître les besoins et inventorier les salles de rencontres disponibles dans les organisations gouvernementales. La grande majorité des répondants ont démontré de l'intérêt pour utiliser les salles des autres organisations. Les besoins varient selon le type de rencontre et la configuration des salles. Le besoin non comblé est celui de salles pouvant réunir plus de 40 à 50 personnes et la principale contrainte est l'accessibilité de ces salles après les heures régulières de bureau.

Un répertoire des salles disponibles sera transmis aux membres de la CAR. Ce dernier contiendra les informations suivantes : localisation, capacité, caractéristiques, contraintes ainsi que les coordonnées des personnes à contacter. Les organismes n'ayant pas répondu seront sollicités à nouveau pour obtenir un portrait plus complet.

Les gestionnaires profitent de la présence de M. Eugène Montour, directeur immobilier de la SIQ, pour discuter des avantages de favoriser, lors de nouveaux aménagements ou réaménagements, la multifonctionnalité des salles. Il en ressort que dans certains



édifices, l'optimisation de la configuration des salles pourrait les rendre plus polyvalentes et ainsi mieux répondre à l'ensemble des besoins.

## **7. FICHE SOCIO-ÉCONOMIQUE EN MATIÈRE D'ÉGALITÉ ENTRE LES FEMMES ET LES HOMMES**

La fiche socio-économique en matière d'égalité a été transmise avec la convocation. Le sujet a été inscrit à l'ordre du jour à la demande de la représentante régionale du Conseil du statut de la femme qui souhaitait la commenter brièvement.

M<sup>me</sup> Marie-Josée Marcoux étant absente, les membres sont invités à prendre connaissance de l'information et à communiquer avec cette dernière, au besoin.

## **8. PROGRAMME D'INFRASTRUCTURE EN ENTREPRENEURIAT COLLECTIF (PIEC)**

Un résumé du programme est déposé sur place. M. Moffet en présente les grandes lignes. Mis en place en juin dernier par le MAMROT, le PIEC s'adresse aux OBNL et coopératives qui ne versent aucune ristourne et ne paient aucun intérêt sur les parts privilégiés de leurs membres. Il vise à appuyer les entreprises d'économie sociale dans leurs projets de rénovation et de construction de bâtiments servant à la production de biens ou à la vente. Des exclusions sont prévues tels que le bâtiment réservé à la partie administrative de l'entreprise, les projets de démarrage ou les projets réalisés par une entreprise ayant moins de deux ans d'existence ainsi que certains secteurs d'activités : commerce de détail, hébergement, restauration et autres. Toutefois, une règle particulière s'applique pour des entreprises situées dans des municipalités dévitalisées.

L'enveloppe nationale est de 10 millions sur trois ans et le budget total de l'Abitibi-Témiscamingue est de 506 333 \$. La totalité du budget pourrait, au besoin, être engagé dès la première année.

Dans les mécanismes d'application du programme, il est prévu de demander un avis aux ministères concernés par le secteur d'activité du projet. En région, le ministère travaille déjà en collaboration avec les CLD et le Pôle régional en économie sociale. Les avis des ministères seront un élément supplémentaire pour aider à identifier les bons projets.

## **9. AUTRES AFFAIRES**

### **9.1 MDDEP**

M<sup>me</sup> Édith van de Walle vérifie l'intérêt des gestionnaires pour participer à un concours interministériel réservé à l'Abitibi-Témiscamingue et au Nord-du-Québec, et ce, pour des postes de niveau professionnel. Le MDDEP a besoin de spécialistes en sciences physiques mais M<sup>me</sup> van de Walle serait prête à ouvrir à d'autres corps d'emplois, avec ou sans expérience, s'il y a lieu.

La proposition du MDDEP pouvant présenter un intérêt pour plusieurs ministères, il est convenu de faire parvenir un courriel explicatif à tous les membres de la CAR et ainsi pouvoir identifier rapidement le besoin potentiel de candidats. Les réponses seront transmises directement au MDDEP.

## 9.2 Entraide

M. Riou souligne le succès de l'activité dîner-bénéfice qui a permis de recueillir une somme de 1 785 \$ en moins d'une heure et remercie tous les gestionnaires qui y ont délégué des personnes. Il rappelle le rôle majeur que peuvent exercer les gestionnaires pour assurer la réussite d'un tel événement.

L'an prochain, les organisateurs souhaitent doubler la participation. Ils se sont donnés comme consigne de tenir l'activité une semaine avant la tenue de la campagne, évitant ainsi de faire compétition aux autres activités organisées par les différents ministères. Comme à chaque année, la vente de billets de l'activité bénéfice a été redonnée aux organisateurs locaux de campagne.

## 10. PROCHAINE RENCONTRE DE LA CAR

La prochaine rencontre prévue au calendrier de la CAR est le 18 novembre 2011.

## 11. LEVÉE DE LA RENCONTRE

La rencontre se termine à 11 h 30.

CONFÉRENCE ADMINISTRATIVE RÉGIONALE  
DE L'ABITIBI-TÉMISCAMINGUE

Réunion du 18 novembre 2011  
de 9 h 30 à 12 h  
Salle de conférences de la Direction régionale de la sécurité civile  
170, avenue Principale, RC-02, Rouyn-Noranda

PROPOSITION D'ORDRE DU JOUR

HEURE	POINTS D'ORDRE DU JOUR	INFO-ÉCHANGE	DÉCISIONS	RESPONSABLES	DOCUMENTS
9 h 30	1. Mot de bienvenue	x		Denis Moffet	
9 h 35	2. Lecture et adoption de l'ordre du jour		x	Denis Moffet	Joint
9 h 40	3. Adoption du compte rendu de la rencontre du 21 octobre 2011		x	Denis Moffet	Joint
9 h 45	4. Suivis du compte rendu de la rencontre du 21 octobre 2011 - Tableau	x		Denis Moffet	Joint
10 h 00	5. Projet-pilote en ressources humaines – État de situation	x		Denis Moffet	
10 h 15	6. Présentation de l'Offre de service du CSPQ	x		Andrée-Ann Savard	
10 h 45	7. L'Occupation et la vitalité des territoires 7.1 La Stratégie 2011- 2016 7.2 Le projet de loi-cadre 7.3 Document d'accompagnement à la Stratégie 7.4 Rôle de la CAR	x x x x		Denis Moffet Denis Moffet Denis Moffet Denis Moffet	Joint Joint Joint
11 h 45	8. Autres affaires			Denis Moffet	
11 h 55	9. Prochaine rencontre de la CAR		x	Denis Moffet	
12 h 00	10. Levée de la rencontre		x	Denis Moffet	

CONFÉRENCE ADMINISTRATIVE RÉGIONALE  
DE L'ABITIBI-TÉMISCAMINGUE

Rencontre tenue à Rouyn-Noranda le 18 novembre 2011  
Salle de conférences de la Direction régionale de la Sécurité civile

Rédigé par : Gracia Laforge, ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire

Étaient présent(e)s	
Charland, Line	Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation
Coutu, Yves	Ministère des Transports
Duhaime, Monik	Ministère de la Culture, des Communications et de la Condition féminine
Gingras, Martin	Ministère des Ressources naturelles et de la Faune
Lapointe, Yves	Régie du bâtiment du Québec
Lessard, Gaétan	Ministère de la Sécurité publique – Direction générale de la sécurité civile et de la sécurité incendie
Moffet, Denis	Ministre des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire
Proulx, Sylvie (au téléphone)	Ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles
Riou, Francis	Emploi-Québec
Savard, Andrée-Ann	Centre de services partagés du Québec

## CONFÉRENCE ADMINISTRATIVE RÉGIONALE DE L'ABITIBI-TÉMISCAMINGUE

### COMPTE RENDU

Rencontre tenue à Rouyn-Noranda le 18 novembre 2011  
Salle de conférences de la Direction régionale de la Sécurité civile

#### **Étaient présent(e)s**

Charland, Line	Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation
Coutu, Yves	Ministère des Transports
Duhaime, Monik	Ministère de la Culture, des Communications et de la Condition féminine
Gingras, Martin	Ministère des Ressources naturelles et de la Faune
Lapointe, Yves	Régie du bâtiment du Québec
Lessard, Gaétan	Ministère de la Sécurité publique – Direction générale de la sécurité civile et de la sécurité incendie
Moffet, Denis	Ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire
Proulx, Sylvie	Ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles
Riou, Francis	Emploi-Québec
Savard, Andrée-Ann	Centre de services partagés du Québec

Rédigé par : Gracia Laforge, ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire

#### **1. MOT DE BIENVENUE**

M. Denis Moffet ouvre la rencontre.

#### **2. LECTURE ET ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR**

Le projet d'ordre du jour a été transmis avant la rencontre. M. Moffet en fait la lecture.

Deux sujets sont inscrits au point « AUTRES AFFAIRES » :

8.1 Dépôt du document *État de situation au 30 septembre 2011 du Programme régional d'adaptation et de développement de l'agriculture de l'Abitibi-Témiscamingue et du Nord-du-Québec*.

8.2 Projet de drainage.

Il est proposé par M<sup>me</sup> Lyne Charland, appuyée par M. Yves Lapointe, et résolu à l'unanimité d'adopter l'ordre du jour modifié.

### 3. ADOPTION DU COMPTE RENDU DE LA RENCONTRE DU 21 OCTOBRE 2011

Le compte rendu du 21 octobre 2011 a été transmis avant la rencontre. Il est proposé par M<sup>me</sup> Andrée-Ann Savard, appuyée par M. Yves Coutu, et résolu à l'unanimité d'adopter le compte rendu tel que libellé.

### 4. SUIVIS DU COMPTE RENDU DE LA RENCONTRE DU 21 OCTOBRE 2011 – TABLEAU

M<sup>me</sup> Sylvie Proulx se joint à la rencontre par conférence téléphonique.

- Formation sur la réalité des communautés vivant en Abitibi-Témiscamingue et au Nord-du-Québec
  - M<sup>me</sup> Andrée-Ann Savard indique que le calendrier de l'ensemble des formations est plutôt complet. Toutefois, si des demandes lui sont adressées concernant cette formation, une session réservée au personnel de la fonction publique pourrait être organisée en janvier ou février 2012.
  - M<sup>me</sup> Savard vérifie l'intérêt pour que cette formation soit dispensée aux membres de la CAR. Il semble que les gestionnaires intéressés par celle-ci se joindront aux groupes réguliers ou aux formations offertes à la fonction publique.
  - M<sup>me</sup> Savard rappelle que M<sup>me</sup> Mark de l'UQAT envisage un volet 2 à la formation, volet qui traiterait plus spécifiquement des aspects législatifs. Lors de la dernière rencontre, il avait été convenu que les gestionnaires l'informerait de leurs besoins. À ce jour, aucune demande ne lui est parvenue.
  - Lors du lac-à-l'épaule de la Commission des partenaires du marché du travail, les participants à la rencontre ont examiné des façons de faire pour mettre à contribution la main-d'œuvre autochtone. M. Hugo Asselin de l'UQAT y a exposé sa vision orientée vers l'intégration, le partage des cultures et les stratégies pour inclure cette population sous l'angle de l'emploi. M. Riou suggère que les travaux de M. Asselin servent à alimenter la réflexion pour le 2<sup>e</sup> volet.
- Rencontre avec le Secrétariat aux affaires autochtones
  - M. Moffet a informé M<sup>me</sup> Patricia Lévesque que les membres de la CAR de l'Abitibi-Témiscamingue souhaitaient une rencontre avec les responsables du SAA. Celle-ci proposait plutôt la nouvelle formation du SAA. Un suivi sera fait auprès de M. Lucien-Pierre Bouchard afin de vérifier l'intérêt du SAA à participer à une rencontre permettant de faire le point sur différents aspects des relations avec les communautés autochtones de la région.
- Relocalisation de la communauté de Kitcisakik - sondage
  - Un deuxième tour de vote a eu lieu les 7 et 8 novembre mais les résultats de ce vote ne sont pas encore connus. Le Conseil de bande doit déposer incessamment une résolution officielle au Ministère des Affaires indiennes et du Nord.
- Achats communs de formation
  - M<sup>me</sup> Andrée-Ann Savard indique que le sondage auprès des gestionnaires a confirmé l'intérêt pour la formation « *Animation de table de concertation* ». Cette formation sera offerte le 6 mars 2012.

- M. Martin Gingras demande que soit évaluée la possibilité d'inviter des personnes hors fonction publique à cette formation. À titre d'exemple, il mentionne les animateurs de chaque table de gestion intégrée des MRC.

La formation étant dispensée à un groupe composé minimalement de vingt personnes, M<sup>me</sup> Savard vérifiera la disponibilité de la conférencière pour offrir une deuxième formation, dans l'éventualité où le premier groupe serait complet.

M<sup>me</sup> Monik Duhaime se joint à la rencontre

- D'autre part, en ce qui a trait au Comité ressources humaines, M<sup>me</sup> Savard mentionne que la relance auprès des gestionnaires a permis d'identifier treize personnes intéressées à participer aux activités de ce comité. Une première rencontre devrait avoir lieu le 13 décembre.
- Répertoire des salles
  - Celui-ci sera mis à jour prochainement. Une relance sera faite auprès des organisations qui n'ont pas répondu ou qui ont répondu partiellement au sondage afin d'avoir une information la plus complète possible.
  - M. Riou indique qu'à la suite des discussions de la dernière CAR, M. Eugène Montour a rencontré individuellement la plupart des gestionnaires du 180 boulevard Rideau afin d'examiner la faisabilité de regrouper différents équipements ou espaces pour permettre des salles plus vastes. Une rencontre de groupe devrait avoir lieu incessamment pour discuter des possibilités de regrouper ou de réaménager l'ensemble des salles du 180 boulevard Rideau.
  - M. Gaétan Lessard mentionne qu'il pourrait être intéressant d'avoir accès à un système portatif de visioconférence. Si un système de ce type était disponible pour prêt, la plupart des salles deviendraient plus polyvalentes.
  - M<sup>me</sup> Charland souligne que, dans le cadre d'une mise en commun, il ne faut pas négliger l'importance d'avoir accès à un soutien technique.
  - M. Riou fait remarquer que le partage de différents équipements (automobile système de visioconférence, autres) repose sur la base de collaborations entre des ministères localisés dans le même édifice.
  - Les gestionnaires discutent des aspects techniques et de sécurité liés au partage de réseaux.

## 5. PROJET PILOTE EN RESSOURCES HUMAINES – ÉTAT DE SITUATION

M. Moffet informe les membres qu'un document a été produit mais que celui-ci doit être mieux documenté avant de le transmettre. Le 28 novembre prochain, les membres du comité restreint seront appelés à concrétiser certains aspects.

## 6. PRÉSENTATION DE L'OFFRE DE SERVICE DU CSPQ

Le document d'information est déposé sur place. À l'aide de diapositives, M<sup>me</sup> Andrée-Ann Savard présente l'offre de service de la Direction des services en région de la Vice-présidence en ressources humaines du Centre de services partagés du Québec. M<sup>me</sup> Savard invite les membres à commenter, s'il y a lieu, au fur et à mesure de la présentation.

**Mise en contexte :** En mai 2005, l'Assemblée nationale adoptait la Loi sur le CSPQ pour soutenir la modernisation de l'administration publique, réduire les coûts des services administratifs et se recentrer sur les services aux citoyens. En décembre 2005, le CSPQ prenait forme dans sa structure actuelle.

La mission du CSPQ est de fournir et rendre accessibles les biens et services administratifs dont les organismes publics ont besoin dans l'exercice de leurs fonctions, notamment, en matière de ressources humaines, ressources matérielles et ressources informationnelles.

Le CSPQ est sous la responsabilité de la ministre responsable de l'administration gouvernementale et présidente du Conseil du trésor, M<sup>me</sup> Michelle Courchesne.

En ce qui a trait à la Direction des services en région, sa raison d'être est de fournir et de rendre accessibles, en région, des services en matière de ressources humaines.

**Offre de service :** M<sup>me</sup> Savard fait ensuite état de la vision, de la clientèle, des partenaires et des différents axes de services qui sont présentés dans le document d'information et répond aux questions de précision.

M<sup>me</sup> Lyne Charland soumet le besoin de faire dispenser, en région, une session de formation permettant d'offrir à des employés appelés à changer de statut, les outils nécessaires pour mieux comprendre et se préparer au changement de niveau. À cet effet, elle transmettra aux gestionnaires l'offre de formation qu'elle a reçue afin qu'ils puissent en examiner la pertinence en fonction des mouvements de personnel prévus dans leur organisation et elle examinera avec M<sup>me</sup> Savard les possibilités de constituer un groupe en Abitibi-Témiscamingue.

## 7. L'OCCUPATION ET LA VITALITÉ DES TERRITOIRES

### 7.1 La Stratégie 2011- 2016

Les documents afférents ont été transmis avec l'avis de convocation.

M. Moffet rappelle que la *Stratégie pour assurer l'occupation et la vitalité des territoires* a été annoncée par le ministre M. Laurent Lessard le 10 novembre dernier. À cette occasion, le ministre a aussi déposé le projet de loi-cadre sur lequel s'appuie la Stratégie. L'intention de M. Lessard est que la loi soit adoptée d'ici le printemps 2012.

La Stratégie est en vigueur et un document d'accompagnement décrit l'ensemble des mesures qui la compose. Ces mesures relèvent de la grande majorité des ministères qui interviennent dans les régions.

**Mise en contexte :** En 2003, arrivée d'un nouveau gouvernement. Ce gouvernement libéral souhaitait apporter des changements au modèle de gouvernance. Il a créé une nouvelle instance, la Conférence régionale des élus, et a confié de nouvelles responsabilités aux MRC en matière de développement économique. En 2008, la mission de « l'occupation du territoire » est ajoutée au nom du ministère qui devient alors le ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire avec un mandat de produire, à la demande de la FQM et de l'UMQ, une loi cadre sur l'occupation du territoire. Dans ce contexte, une stratégie a été mise en place pour définir les façons de faire pour mieux inscrire dans les pratiques des ministères et des organismes gouvernementaux la notion et les particularités des territoires.



**Stratégie :** À l'aide du document déjà transmis aux membres, M. Moffet présente et commente les grandes lignes de la Stratégie en ce qui a trait aux définitions, la vision, les principes, les orientations, les objectifs et la mise en oeuvre.

Les définitions font ressortir que les territoires peuvent être à géométrie variable. Par ailleurs, les principes du développement durable, auxquels s'ajoutent de nouveaux principes, guident les actions. Les orientations et particulièrement les objectifs qui les sous-tendent feront possiblement l'objet de plusieurs discussions dans les milieux. Des ajustements pourraient être nécessaires pour répondre à la réalité de la région et des territoires.

## **7.2 Le projet de loi-cadre**

Le projet de loi vise à soutenir l'application de la Stratégie. M. Moffet fait un survol des différents articles et souligne que celui-ci crée, entre autres, la fonction de ministre responsable pour chacune des régions et officialise certains outils de concertation comme les CAR et la Table gouvernementale aux affaires territoriales (TGAT).

## **7.3 Document d'accompagnement de la Stratégie**

Le document d'accompagnement comporte les cent soixante (160) mesures, programmes ou actions que des ministères mènent présentement et couvre la période de 2011 à 2013. Une section identifie chacun des ministères concernés.

## **7.4 Rôle de la CAR**

Les prochains travaux auxquels la CAR pourrait être appelée à contribuer sont la définition du mandat et des liens avec les acteurs de la région et avec la TGAT; la conception du contrat de territoire; l'élaboration d'indicateurs et la production de bilans.

Les membres soulignent que le Plan d'affectation des terres publiques ne semble pas avoir été intégré dans la Stratégie.

# **8. AUTRES AFFAIRES**

## **8.1 État de situation au 30 septembre 2011 du Programme régional d'adaptation et de développement de l'agriculture de l'Abitibi-Témiscamingue et du Nord-du-Québec**

M<sup>me</sup> Lyne Charland dépose sur place le document traçant l'état de situation du programme régional. Le budget total est de 8,3 millions pour les trois volets du programme qui s'adressent aux entreprises agricoles auxquels s'ajoute le quatrième volet qui est l'objet d'une entente avec la CRÉ.

Concernant le volet 1, le total des aides du programme régional s'élève à 340 058 \$ mais il est important de noter que cette somme est complémentaire au montant versé dans le cadre d'un programme fédéral déjà existant, administré par le MAPAQ, et visant à offrir des services conseils aux entreprises.

Elle souligne que ce sont surtout les entreprises en situation financière jugée critique qui ont bénéficié de ce volet.

Au volet 2, le montant de prêt autorisé par la Financière agricole du Québec pour que les entreprises bénéficient du congé d'intérêt est de 5 345 945 \$. Les prêts totaux sont davantage de l'ordre de 13 millions.

Dans le volet 3, l'aide financière pour des investissements totalise, pour les entreprises en situation critique et non critique, un montant de 1 344 047 \$.

M<sup>me</sup> Charland commente les données par type de production et invite les membres à consulter les tableaux détaillant les aides financières engagées.

Globalement, dans la région, le taux de pénétration du programme est de 86 %. Le nombre de dossiers analysés est de 273.

Le constat est que les entreprises ont largement bénéficié du programme.

Le prochain bilan sera au 31 décembre 2011. En mars 2012, une analyse du nombre d'entreprises en région devrait être réalisée afin de pouvoir comparer avec le recensement 2010.

## **8.2 Projet de drainage**

Des producteurs ont soulevé le fait que les terres de la région ne sont pas suffisamment drainées comparativement à celles d'autres régions. Certains producteurs ont élaboré un projet qui prévoit que les travaux de drainage sur l'ensemble des terres agricoles du territoire seraient réalisés par les municipalités et que le projet serait financé à même le remboursement de taxes auquel les entreprises agricoles ont droit. L'évaluation du projet, pour le Témiscamingue seulement, représenterait un montant approximatif de 62 millions financés sur 20 ans.

Les MRC et les municipalités n'ont pas les compétences pour traiter cette question, des ajustements devraient être apportés et les conséquences budgétaires sont très importantes.

En raison des contraintes environnementales, des aspects légaux, de la capacité financière des municipalités ou MRC et de toutes les difficultés que présente le projet, celui-ci devrait faire l'objet d'une étude plus approfondie.

## **9. PROCHAINE RENCONTRE DE LA CAR**

La prochaine rencontre prévue au calendrier de la CAR est le 16 décembre 2011.

## **10. LEVÉE DE LA RENCONTRE**

La levée de la rencontre est proposée par M<sup>me</sup> Lyne Charland, appuyée par M. Francis Riou, à 12 h.



CONFÉRENCE ADMINISTRATIVE RÉGIONALE  
DE L'ABITIBI-TÉMISCAMINGUE

Réunion du 10 février 2012  
de 9 h 30 à 12 h  
Salle de conférences de la Conférence régionale des élus de l'Abitibi-Témiscamingue  
170, avenue Principale, bureau 102, Rouyn-Noranda

PROPOSITION D'ORDRE DU JOUR

HEURE	POINTS D'ORDRE DU JOUR	INFO-ÉCHANGE	DÉCISIONS	RESPONSABLES	DOCUMENTS
9 h 30	1. Mot de bienvenue	x		Denis Moffet	
9 h 35	2. Lecture et adoption de l'ordre du jour		x	Denis Moffet	Joint
9 h 45	3. L'Occupation et la vitalité des territoires – Présentation par M <sup>me</sup> Linda Morin, sous-ministre adjointe aux Territoires MAMROT	x		Linda Morin Denis Moffet	Joint
10 h 30	4. Adoption du compte rendu de la rencontre du 18 novembre 2011		x	Denis Moffet	Joint
10 h 35	5. Suivis du compte rendu de la rencontre du 18 novembre 2011 - Tableau	x		Denis Moffet	Joint
11 h 00	6. Projet-pilote en ressources humaines		x	Denis Moffet	Joint
11 h 50	7. Autres affaires			Denis Moffet	
11 h 55	8. Prochaine rencontre de la CAR		x	Denis Moffet	
12 h 00	9. Levée de la rencontre		x	Denis Moffet	

## CONFÉRENCE ADMINISTRATIVE RÉGIONALE DE L'ABITIBI-TÉMISCAMINGUE

### COMPTE RENDU

Rencontre tenue à Rouyn-Noranda le 10 février 2012  
Salle de conférences de la Conférence régionale des élus de l'Abitibi-Témiscamingue

*Rédigé par : Gracia Laforge, ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire*

#### **Étaient présent(e)s**

Bélisle, Véronique (au téléphone)	Ministère de la Famille et des Aînés
Coutu, Yves	Ministère des Transports
Drolet, Yves	Ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation
Gingras, Martin	Ministère des Ressources naturelles et de la Faune
Iracà, Hélène	Ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs - Direction régionale du Centre de contrôle environnemental de l'Abitibi- Témiscamingue et Nord-du-Québec
Lapointe, Yves	Régie du bâtiment du Québec
Lessard, Gaétan	Ministère de la Sécurité publique – Direction générale de la sécurité civile et de la sécurité incendie
Marcoux, Marie-Josée	Conseil du statut de la femme
Moffet, Denis	Ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire
Proulx, Sylvie	Ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles
Riou, Francis	Emploi-Québec
Savard, Andrée-Ann	Centre de services partagés du Québec
van de Walle, Édith	Ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs - Direction régionale de l'analyse et de l'expertise et des études économiques Abitibi-Témiscamingue et Nord-du-Québec
Yergeau, Yvon	Commission de la construction du Québec

#### **Était invitée**

Linda Morin (en visioconférence)	Sous-ministre adjointe aux territoires - MAMROT
----------------------------------	---

CONFÉRENCE ADMINISTRATIVE RÉGIONALE  
DE L'ABITIBI-TÉMISCAMINGUE

COMPTE RENDU

Rencontre tenue à Rouyn-Noranda le 10 février 2012  
Salle de conférences de la Conférence régionale des élus de l'Abitibi-Témiscamingue

Rédigé par : Gracia Laforge, ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire

ÉTAIENT PRÉSENT(E)S

Bélisle, Véronique (au téléphone)	Ministère de la Famille et des Aînés
Coutu, Yves	Ministère des Transports
Drolet, Yves	Ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation
Gingras, Martin	Ministère des Ressources naturelles et de la Faune
Iracà, Hélène	Ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs Direction régionale du Centre de contrôle environnemental de l'Abitibi-Témiscamingue et Nord-du-Québec
Lapointe, Yves	Régie du bâtiment du Québec
Lessard, Gaétan	Ministère de la Sécurité publique Direction générale de la sécurité civile et de la sécurité incendie
Marcoux, Marie-Josée	Conseil du statut de la femme
Moffet, Denis	Ministre des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire
Proulx, Sylvie	Ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles
Riou, Francis	Emploi-Québec
Savard, Andrée-Ann	Centre de services partagés du Québec
van de Walle, Édith	Ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs Direction régionale de l'analyse et de l'expertise et des études économiques Abitibi-Témiscamingue et Nord-du-Québec
Yergeau, Yvon	Commission de la construction du Québec

ÉTAIT INVITÉE

Linda Morin (en visioconférence)	Sous-ministre adjointe aux territoires - MAMROT
----------------------------------	---

1. MOT DE BIENVENUE

M. Denis Moffet ouvre la rencontre, souhaite la bienvenue à M<sup>me</sup> Linda Morin, sous-ministre adjointe aux territoires au MAMROT et demande à chacun de se présenter.

2. LECTURE ET ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR

Le projet d'ordre du jour a été transmis avant la rencontre. M. Moffet en fait la lecture.

Au point « AUTRES AFFAIRES », deux sujets sont inscrits :

7.1 Plan Nord : Interventions d'Emploi-Québec et échanges sur le positionnement des organismes gouvernementaux

7.2 Projet de loi modifiant la Loi sur la qualité de l'environnement

Il est proposé par M. Yves Coutu et résolu à l'unanimité d'adopter l'ordre du jour modifié.

3. L'OCCUPATION ET LA VITALITÉ DES TERRITOIRES

M. Moffet informe la sous-ministre adjointe que les membres de la CAR de l'Abitibi-Témiscamingue ont eu des échanges à la suite du dépôt de la stratégie et du projet de loi. Il rappelle que M<sup>me</sup> Morin fait présentement une tournée des CAR et mentionne que le document sur lequel s'appuie sa présentation a été transmis avant la rencontre.

Dans un premier temps, M<sup>me</sup> Linda Morin fait état de son parcours professionnel jusqu'à son entrée en fonction au MAMR en 2006. Elle trace un bref historique des différentes étapes et échanges qui ont précédés le lancement de la stratégie et le dépôt du projet de loi. Elle mentionne que, dès 2004-2005, les unions municipales faisaient valoir l'importance de se préoccuper de l'occupation des territoires. Pendant la période préélectorale de 2008, des pressions furent exercées auprès du premier ministre pour que cette notion soit reconnue au sein du gouvernement. À la suite des élections, le premier ministre ajoutait « l'occupation du territoire » aux responsabilités du MAMR et, en avril 2009, M<sup>me</sup> Morin était nommée sous-ministre adjointe aux territoires. Elle souligne que la stratégie ainsi que le projet de loi initient un changement de culture au sein du gouvernement. Le ministre Lessard a su faire la démonstration que les politiques sectorielles ne répondaient pas aux attentes des clientèles. Ces dernières réclamaient que le gouvernement élimine les silos et que le travail des ministères auprès des communautés se fasse avec plus de cohérence. Sans être une révolution, la stratégie se veut une juste évolution des façons de faire.

En ce qui a trait au projet de loi, celui-ci fait actuellement l'objet de consultations qui ont débuté le 30 janvier et devraient se terminer le 15 février. M<sup>me</sup> Morin souligne que les Premières nations ont été incluses dans le processus de validation de la stratégie et qu'elles sont en accord avec cette dernière. La possibilité de voir des alliances se concrétiser avec les communautés situées à proximité des réserves a été bien accueillie. Elle précise que dès que les consultations seront terminées, le ministre demandera l'adoption du principe de la loi et son étude article par article.

Pour M<sup>me</sup> Morin, la mise en œuvre demeure un défi de taille. Toutefois, elle se dit confiante que la stratégie et la loi donneront la légitimité nécessaire aux ministères pour aller plus loin dans la modulation et l'adaptation de leurs programmes. À cet effet, elle spécifie que le contrat de territoire devra être l'outil de dernier recours et que ce dernier sera utilisé uniquement lorsque le milieu aura fait la preuve que les programmes existants, même modulés, ne répondent pas. Un exercice sera fait avec les directions et milieux régionaux pour examiner des modulations possibles et pour déterminer un moyen, incitatif financier ou autres, permettant de récompenser les efforts des ministères qui accepteront de moduler.

Dans son ensemble, la mise en œuvre requiert la contribution des directions régionales, de la CAR et du ministre régional. M<sup>me</sup> Morin apporte toutefois la précision suivante : la CAR et le ministre régional ne seront pas les leaders de la démarche mais plutôt des animateurs. Les élus municipaux seront les véritables leaders. Toutefois, ces élus devront pouvoir compter sur une personne « pivot », rôle qui sera assumé par le président de la CAR puisque celui-ci, de par ses fonctions, doit déjà appliquer une approche horizontale. Cette mécanique sera aussi précisée auprès des élus municipaux lors du congrès de la FQM et aux Assises de l'UMQ. Par ailleurs, les directions régionales accompagneront les élus afin de développer les projets les plus structurants possible pour les milieux et, au besoin, influencer leur ministère pour obtenir les modulations requises. Pour sa part, le ministre régional, reconnu dans la loi, aura maintenant la légitimité pour intervenir auprès de ses collègues ministres, au besoin. Les mécanismes qui existent déjà, soient le CMDROT, la TGAT, la CAR, le ministre régional et les CRÉ, devront dorénavant travailler ensemble.

À la lumière de la stratégie et de la loi, le mandat des CAR sera revu et un véritable mandat, idéalement décisionnel, sera confié à la TGAT. Cette table devrait être en lien direct avec les CAR et supporter le CDRMOT. M<sup>me</sup> Morin exprime le souhait que les CAR puissent, une ou deux fois par année, faire un bilan auprès de la TGAT et mettre en lumière les aspects positifs mais aussi les aspects plus négatifs afin de pouvoir faire les arrimages appropriés. Elle assure les membres qu'ils seront appelés, avec la TGAT, à collaborer à l'élaboration du mandat de la CAR et à faire part de leurs commentaires quant au mandat que la TGAT aura à se donner.

La stratégie est la locomotive de toutes les mesures à être annoncées par les ministères et chacune de ces mesures feront état du lien à faire avec l'occupation du territoire.

M<sup>me</sup> Morin mentionne qu'elle a l'intention de faire la tournée de toutes les CAR, une fois par année, pour entendre les commentaires sur le déploiement de la stratégie dans chaque région.

En réponse à une question visant à connaître la perception des conseils de bande face à la stratégie, M<sup>me</sup> Morin réaffirme que rien dans les écrits ne vient heurter les communautés autochtones. La signification du mot « occupation » est de mettre fin à la dévitalisation, à l'exode des jeunes ou des aînés et ne signifie en aucun cas de s'établir en territoires revendiqués. La stratégie respecte les spécificités des autochtones et cette dernière s'applique dans le respect des revendications et des droits qui leur ont été conférés. En ce sens, la stratégie donne uniquement un signal d'ouverture.

M<sup>me</sup> Morin termine en faisant un survol des informations contenues dans le document intitulé « La Stratégie 2011-2016 pour assurer l'occupation et la vitalité des territoires et le projet de loi-cadre ».

#### 4. ADOPTION DU COMPTE RENDU DE LA RENCONTRE DU 18 NOVEMBRE 2011

Le compte rendu du 18 novembre 2011 a été transmis avant la rencontre. Il est proposé par M. Francis Riou, appuyé par M. Martin Gingras, et résolu à l'unanimité d'adopter le compte rendu tel que rédigé.

#### 5. SUIVIS DU COMPTE RENDU DE LA RENCONTRE DU 18 NOVEMBRE 2011 – TABLEAU

- Formation sur la réalité des communautés vivant en Abitibi-Témiscamingue et au Nord-du-Québec

- M<sup>me</sup> Mark de l'UQAT avait proposé d'élaborer un volet 2 à la formation qui traiterait plus spécifiquement des aspects législatifs. Pour se faire, M<sup>me</sup> Mark de l'UQAT aurait aimé connaître les besoins des ministères. M<sup>me</sup> Andrée-Ann Savard n'a reçu aucune suggestion de la part des gestionnaires.
- M<sup>me</sup> Savard indique que, pour des raisons majeures, l'UQAT a reporté au 17 février la formation sur le volet 1 initialement prévu le 7 février.

- Achats communs de formation

- Pour ce qui est de « *Animation de table de concertation* », la formatrice serait disponible pour une première journée de formation le 6 mars. Dans l'éventualité où le premier groupe serait complet (20 personnes), M<sup>me</sup> Savard vérifiera la disponibilité de la conférencière pour offrir une deuxième formation en avril.
- M<sup>me</sup> Savard indique que les personnes ne faisant pas partie de la fonction publique peuvent participer à cette formation. Les personnes qui recevront l'information sont : les gestionnaires de la fonction publique, les intervenants en ressources humaines, les réseaux de la santé et de l'éducation, les gestionnaires des villes, Hydro-Québec et la CRÉ.
- Le 5 mars se tiendront deux ateliers de « leadership ».



- Formation s'adressant à du personnel appelé à changer de statut
  - M<sup>me</sup> Line Charland a transmis à M<sup>me</sup> Savard l'offre de formation qui s'adresse à des techniciens intéressés à obtenir le statut de « professionnel ». Cette formation est sur deux jours et la personne ressource est disposée à l'offrir en Abitibi-Témiscamingue. Selon les mouvements de personnel pouvant être anticipés, la possibilité de constituer un groupe au cours de la prochaine année sera évaluée après le retour en fonction de M<sup>me</sup> Lefebvre du CSPQ.
  - M<sup>me</sup> Savard précise que le plan de formation du CSPQ s'étend de septembre à avril. Avec la formation en français prévue en avril, le calendrier de formation de l'année en cours est complet.
- Comité ressources humaines
  - M<sup>me</sup> Savard indique qu'une première rencontre de ce comité s'est tenue en décembre. Une dizaine de personnes ont participé et se sont montrées réellement intéressées à poursuivre les échanges.
- Répertoire des salles
  - Le répertoire sera rendu disponible dès qu'il sera complet.

## 6. PROJET PILOTE EN RESSOURCES HUMAINES

M. Moffet rappelle que le projet pilote est en élaboration depuis plusieurs mois. Ce dernier devait être adopté lors de la rencontre de décembre, rencontre qui a dû être reportée faute de participants.

Étant donné que ce projet a déjà fait l'objet de plusieurs discussions et que la version présentée a été validée avec les membres composant le comité de travail, M. Moffet suggère d'en faire le survol et d'identifier s'il y a lieu des éléments à corriger ou des problématiques qui pourraient se présenter.

Page 1 – Section Contexte, 2<sup>e</sup> paragraphe :

- Modifier pour « Les difficultés de recrutement en Abitibi-Témiscamingue sont étroitement liées à la rareté de la main-d'œuvre ainsi qu'à la rigidité de certaines règles gouvernementales qui freine les ajustements. ».

Page 1 – Section Contexte

- Ajout d'une référence à la *Stratégie 2011-2016 pour assurer l'occupation et la vitalité des territoires*.

Page 2 – 3<sup>e</sup> paragraphe – 1<sup>re</sup> ligne

- Changer le mot « généré » par « accentué ».

Page 5 – Section « Présentation des projets d'emplois par les gestionnaires »

- Clarifier les quatre premiers paragraphes.
- Produire un schéma afin de mettre en parallèle le cheminement régulier versus le cheminement du projet pilote.

Le document ainsi corrigé sera transmis à nouveau aux membres pour une dernière validation. À la suite de cette validation, M. Moffet rencontrera M. Corbeil pour discuter de l'organisation d'une rencontre avec M<sup>me</sup> Courchesne.

M<sup>me</sup> Andrée-Ann Savard demande que le projet soit présenté à une prochaine rencontre du Comité des ressources humaines. M. Moffet accepte de faire cette présentation.

Il est proposé par M. Yves Coutu, appuyé par M. Francis Riou, d'adopter le projet pilote avec les modifications demandées.

## 7. AUTRES AFFAIRES

### 7.1 Plan Nord : Interventions d'Emploi-Québec et échanges sur le positionnement des organismes gouvernementaux

Le document intitulé « *Contribution d'Emploi-Québec à la mise en œuvre du Plan Nord, Enjeux de main-d'œuvre et d'emploi pour l'Abitibi-Témiscamingue* » est déposé sur place. M. Moffet mentionne que ce document a été produit par Emploi-Québec et rappelle que lors de la rencontre organisée par le MDEIE le 20 janvier dernier, en présence du premier ministre, il a été possible de constater toutes les activités potentielles pouvant être générées par le Plan Nord. Il cède la parole à M. Francis Riou.

M. Riou mentionne qu'à la suite de l'annonce de l'activité Cap Nord en janvier dernier, son organisation, tant centrale que régionale, a dû rapidement réfléchir à la contribution d'Emploi-Québec dans la mise en œuvre du Plan nord et, plus spécifiquement, à ce que devrait être le positionnement stratégique d'Emploi-Québec Abitibi-Témiscamingue qui se situe aux limites territoriales du Plan Nord.

Le document trace un bref portrait de situation et fait état des forces, opportunités, faiblesses et menaces pour l'Abitibi-Témiscamingue en lien avec la question de la main-d'œuvre. M. Riou donne aussi un aperçu de la nature de la contribution d'Emploi-Québec au plan national et au plan de la région.

Considérant que le Plan Nord pourrait influencer les actions et, qu'à cet effet, il exerce une pression sur la région et considérant que les ministères seront interpellés à divers niveaux, M. Riou souhaite que les gestionnaires puissent discuter des gestes à poser afin de vraiment maximiser les retombées de ce Plan pour la région.

Tour de table des ministères présents en vertu des impacts pour chacun et des territoires couverts.

Certaines directions régionales touchent une partie du territoire alors que pour d'autres, les limites ne franchissent pas le 49<sup>e</sup> parallèle. Malgré cette disparité et les effets plus ou moins importants sur la nature des services à dispenser, les gestionnaires reconnaissent que les retombées et impacts pour la région auront une influence sur plusieurs de leurs activités.

Sont nommés à titre d'exemples :

- Entente transitoire entre les Cris et le gouvernement sur la gouvernance;
- Exploitation des ressources forestières et minières;
- Enjeux d'emploi et de formation;
- Vitalité économique de la région;
- Égalité et accès pour les femmes à des emplois majoritairement masculins. Conséquences sur leur sécurité et leur qualité de vie;
- Recrutement collégial et universitaire;
- Etc.

M. Yves Drolet mentionne que le sujet sera examiné à la CAR économique dans le but d'identifier les forces du territoire pour optimiser les effets sur la région du Plan Nord. Bien que certaines entreprises soient bien positionnées, l'importance des enjeux ne semble pas être bien comprise en région. À cette étape-ci du développement, un travail de mobilisation doit être fait auprès de certains organismes régionaux afin d'augmenter leur intérêt et leur implication.

Chaque direction régionale explique ses limites territoriales et fait état des aspects qui risquent d'influencer leurs actions et des services qu'il faudrait développer pour maximiser les retombées.

M. Moffet propose de mettre le sujet régulièrement à l'ordre du jour afin de faire le point ou d'amorcer la réflexion sur les actions à prévoir dans les prochaines années tant du point de vue économique que social. Le suivi des travaux de la CAR économique pourrait être présenté à tous les membres.

La réflexion à faire : « *Comment, en Abitibi-Témiscamingue, ça change les choses ?* ».

## **7.2 Projet de loi modifiant la Loi sur la qualité de l'environnement**

Le sujet est remis à la prochaine rencontre.

## **7.3 Autres sujets abordés**

M<sup>me</sup> Proulx propose d'inscrire à l'ordre du jour de la prochaine rencontre les orientations et la transformation des services du MICC. Elle présentera aussi les programmes qui seront disponibles.

M<sup>me</sup> Edith van de Walle fait un suivi à l'invitation qu'elle avait adressée aux gestionnaires intéressés à participer à un concours de recrutement pour des postes de professionnels. Le ministère a sollicité le CSPQ pour obtenir une offre de services. La proposition s'étant avérée trop dispendieuse, le MDDEP procédera à la tenue du concours.

Le concours sera interministériel. Dès que les publications seront disponibles, elle les acheminera aux gestionnaires pour que ceux-ci puissent les transmettre dans leurs réseaux de contacts et susciter ainsi des candidatures. Trois régions sont ciblées : Abitibi-Témiscamingue, Côte-Nord et Nord-du-Québec et les concours auront lieu dans trois localités de ces régions. La publication devrait se faire dans les deux premières semaines du mois de mars.

M. Francis Riou mentionne qu'il y aura aussi un concours pour recruter des agentes et agents d'aide socio-économique pour travailler dans les centres locaux d'emploi, et ce, dans les prochaines semaines.

## **8. PROCHAINE RENCONTRE DE LA CAR**

La prochaine rencontre prévue au calendrier de la CAR est le 16 mars 2012.

## **9. LEVÉE DE LA RENCONTRE**

La levée de la rencontre est proposée par M. Yvon Yergeau, appuyé par M<sup>me</sup> Marie-Josée Marcoux, à 12 h 15.

CONFÉRENCE ADMINISTRATIVE RÉGIONALE  
DE L'ABITIBI-TÉMISCAMINGUE

Réunion du 16 mars 2012  
de 9 h 30 à 12 h  
Salle de conférences de la Direction régionale de la sécurité civile  
170, avenue Principale, RC-02, Rouyn-Noranda

PROPOSITION D'ORDRE DU JOUR

HEURE	POINTS D'ORDRE DU JOUR	INFO-ÉCHANGE	DÉCISIONS	RESPONSABLES	DOCUMENTS
9 h 30	1. Mot de bienvenue	x		Denis Moffet	
9 h 35	2. Lecture et adoption de l'ordre du jour		x	Denis Moffet	Joint
9 h 40	3. Adoption du compte rendu de la rencontre du 10 février 2012		x	Denis Moffet	Joint
9 h 45	4. Suivis - Tableau	x		Denis Moffet	Joint
10 h 00	5. Loi modifiant la Loi sur la qualité de l'environnement	x		Hélène Iraca	Sur place
10 h 30	6. Transformation des services du MICC	x		Sylvie Proulx	Sur place
11 h 00	7. Plan Nord – Échanges sur les impacts pour l'Abitibi-Témiscamingue	x		Francis Riou	
11 h 30	8. Réflexion sur les rôles et mandats de la CAR dans la foulée de la « <i>Loi pour assurer l'occupation et la vitalité des territoires</i> »	x		Denis Moffet	
11 h 50	9. Autres affaires			Denis Moffet	
11 h 55	10. Prochaine rencontre de la CAR		x	Denis Moffet	
12 h 00	11. Levée de la rencontre		x	Denis Moffet	

## CONFÉRENCE ADMINISTRATIVE RÉGIONALE DE L'ABITIBI-TÉMISCAMINGUE

### PRÉSENCES

Rencontre tenue à Rouyn-Noranda le 16 mars 2012  
Salle de conférences de la Direction régionale de la Sécurité civile

Rédigé par : Gracia Laforge, ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire

Bélisle, Véronique (au téléphone)	Ministère de la Famille et des Aînés
Bilodeau, Louise	Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport
Coutu, Yves	Ministère des Transports
Dickey, Marc	La Financière agricole du Québec – Centre de services de Rouyn-Noranda et d'Amos
Gagnon, Mireille	Conseil du statut de la femme
Iracà, Hélène	Ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs Direction régionale du Centre de contrôle environnemental de l'Abitibi-Témiscamingue et Nord-du-Québec
Lapointe, Yves	Régie du bâtiment du Québec
Lessard, Gaétan	Ministère de la Sécurité publique Direction générale de la sécurité civile et de la sécurité incendie
Moffet, Denis	Ministre des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire
Proulx, Sylvie	Ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles
Riou, Francis	Emploi-Québec
Savard, Andrée-Ann	Centre de services partagés du Québec
van de Walle, Édith	Ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs Direction régionale de l'analyse et de l'expertise et des études économiques Abitibi-Témiscamingue et Nord-du-Québec

## RÉUNION DE LA CONFÉRENCE ADMINISTRATIVE RÉGIONALE DE LA CÔTE-NORD

---

**Date :** Le mardi 24 mai 2011

**Heure :** 9 h 00 à 15 h 30

**Endroit :** Salle de conférence, MDEIE, 625 Laflèche, RC 709, Baie-Comeau

---

### ORDRE DU JOUR

#### Horaire prévu

- |         |  |
|---------|--|
| 9 h 00  | 1. Ouverture de la réunion et enregistrement des présences :<br>1.1 Accueil des nouveaux membres.  |
|         | 2. Lecture et adoption de l'ordre du jour;   |
|         | 3. Lecture et adoption du compte rendu de la réunion du 15 mars 2011;  |
| 9 h 10  | 4. Suites au compte rendu :<br>4.1 Attraction et rétention du personnel;<br>4.2 Impacts sociaux du projet Romaine- suite du comité ministériel Minganie. |
| 9 h 20  | 5. Stratégie nationale pour l'intégration et le maintien en emploi des personnes handicapées ( Marilyn Émond , OPHQ et Karine Dion, Emploi-Québec);      |
| 10 h 10 | Pause  |
| 10 h 15 | 6. Processus d'attribution des places en garderie à contribution réduite – mise en place du comité consultatif de la Côte-Nord (Lucie Daigle, MFA);      |
| 10 h 30 | 7. Mise en place par la CRÉ de la Table économique régionale (Patrick Hamelin);  |
| 10 h 45 | 8. Le point sur les négociations territoriales avec les Autochtones (Georges-Henri Gagné ) ;   |
| 12 h 00 | Pause pour le dîner<br>(Réservation de groupe – Boucanier );   |
| 13 h 15 | 9. Projet de Bureau régional de coordination gouvernementale (Jacques Tremblay et Normand Laprise );   |
| 13 h 45 | 10. Session d'appropriation du « Plan Nord » (représentant du bureau de coordination du Plan Nord);  |

...verso

ORDRE DU JOUR

Horaire prévu

- 15 h 00

11. Affaires nouvelles :

11.1 .....

11.2 .....

11.3 .....
12. Date et lieu de la prochaine réunion;

( Suggestion - Le 8 septembre à Sept-Îles pour présentation MCCCCF)
- 15h 30

13. Fin de la rencontre.



**COMPTE RENDU DE LA RÉUNION DE LA  
CONFÉRENCE ADMINISTRATIVE RÉGIONALE  
DE LA CÔTE-NORD**

**Date :** Le mardi 24 mai 2011

**Heure :** 9 h 00

**Endroit :** Édifice Paul Provencher  
Salle de conférence, MDEIE  
625 Laflèche, RC 709, Baie-Comeau

**Rédigé par :** \_\_\_\_\_  
Stéphane Boudreault

**Étaient présents :**

Mme Françoise	Aubry	Ministère de la Culture, des Communications et de la Condition féminine
Mme Caroline	Beaulieu	Secrétariat aux Affaires autochtones
Mme Nadine	Bégin	Ministère des Services gouvernementaux (Services Québec)
M. Michel	Bérubé	Ministère des Transports du Québec
Mme Sylvie	Bouchard	Conseil du statut de la femme
M. Stéphane	Boudreault	Ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire
M. Réginald	Caron	Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale – Emploi-Québec
Mme Sandra	Chiasson	Hydro-Québec
Mme Nathalie	Chouinard	Ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs
M. Réal	Cloutier	Agence de la santé et des services sociaux de la Côte-Nord
Mme Suzanne	Côté	Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport
M. Yvon	Doyle	Immigration Québec
Mme Marilyn	Émond	Office des personnes handicapées du Québec
M. Gaétan	Gauthier	Ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire
M. Patrick	Hamelin	Conférence régionale des élus de la Côte-Nord
M. Normand	Laprise	Ministère des Ressources naturelles et de la Faune
M. Jacques	Tremblay	Ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire
M. Sylvain	Turbide	Centre de services partagés du Québec
Mme Lucie	Daigle	Ministère de la Famille et des Aînés ( en remplacement de madame Nicole Paquet)

**Étaient absents :**

M. Jean-Luc	Bessette	Ministère du Tourisme
M. Jacques	Chiasson	Ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation
M. Alain	Côté	Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation
Mme Jennifer	Couillard	Commission des normes du travail
M. Réal	Delisle	Ministère de la Sécurité publique
Mme Diane	Douville	Ministère de la Justice du Québec
M. Alain	Gaudreault	Ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs
Mme Karine	Noël	Investissement Québec
M. Guy	St-Pierre	Commission de la santé et de la sécurité au travail – Côte-Nord
M. Claude	Trudelle	Ministère des Relations internationales

**Étaient invités:**

Mme Karine	Dion	Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale – Emploi-Québec
M. Georges-Henri	Gagné	Représentant des régions, négociations innues
M. Luc	Imbeault	Conférence régionale des élus, négociations innues
Mme Aude	Tremblay	Ministère des Ressources naturelles et de la Faune Plan Nord

**Copie :** aux membres de la CAR

## **Déroulement de la rencontre**

### **1. Ouverture de la réunion et enregistrement des présences**

La réunion débute, il est 9 h 05.

M. Jacques Tremblay, à titre de président de la CAR, souhaite la bienvenue aux participants et participantes et propose un tour de table.

### **2. Lecture et adoption de l'ordre du jour**

M. Gaétan Gauthier présente le projet d'ordre du jour. L'ordre du jour est adopté en laissant ouvert le point concernant les « affaires nouvelles ».

### **3. Lecture et adoption du compte rendu de la réunion du 17 septembre 2010**

M. Gaétan Gauthier présente sommairement les principaux éléments du compte rendu de la rencontre du 15 mars 2011. Le compte rendu est adopté sans aucune modification.

### **4. Suivis au compte rendu**

#### **4.1 Attraction et rétention du personnel;**

Monsieur Sylvain Turbide informe les membres des démarches actuellement en cours au Centre de services partagés. Le rapport intégrant les problématiques recueillies auprès des CAR de cinq régions a été déposé au Conseil du Trésor, cependant aucun développement n'est survenu depuis.

Une rencontre du CSPQ est prévue le 21 juin afin de faire le point autour d'une planification d'actions qui pourront être réalisées dans les régions concernées.

M. Michel Bérubé fait part de nouvelles encourageantes à l'effet que le gouvernement envisage la possibilité de mettre en œuvre des mesures de rétention à l'endroit des ingénieurs des régions de l'Outaouais, de Montréal, des Laurentides, de l'Abitibi et de la Côte-Nord. On fait aussi remarquer la nécessité de poursuivre les efforts, notamment les initiatives pour contrer les problématiques d'hébergement, afin de favoriser également l'établissement des nouveaux employés.

#### **4.2 Impacts sociaux du projet Romaine- suite du comité ministériel Minganie.**

M. Jacques Tremblay informe les membres que le mandat de M. Florent Gagné a pris fin au 31 mars 2011. Les démarches entreprises afin de répondre aux problématiques en lien avec le projet de la Romaine se poursuivront avec les directions régionales concernées.

M. Gaétan Gauthier fait état de l'avancement des divers dossiers : le manque de logements (projet de centre d'hébergement pour les personnes âgées), les transports (perception d'augmentation de l'achalandage et demande d'asphaltage) et les services de garderie (disponibilité d'un local adéquat jusqu'à ce que l'agrandissement du CPE de Havre-Saint-Pierre soit finalisé).

## Déroulement de la rencontre

### 5. Stratégie nationale pour l'intégration et le maintien en emploi des personnes handicapées

Mmes Marilyn Émond, de l'OPHQ, et Karine Dion, du MESS – Emploi-Québec, à l'aide de d'un support numérique, présentent la Stratégie nationale pour l'intégration et le maintien en emploi des personnes handicapées - « Pour l'égalité à l'emploi » (lien Internet : [stratégie nationale](#)).

Mme Sylvie Bouchard informe les membres que le Conseil du statut de la femme produira, en septembre 2011, un portrait des femmes handicapées, y incluant celles sur le marché du travail.

### 6. Processus d'attribution des places en garderie à contribution réduite – mise en place du comité consultatif de la Côte-Nord

Mme Lucie Daigle, du MFA, communique aux membres les grandes lignes du nouveau processus d'attribution des places en garderie, dans un nouveau cadre qui propose la mise en place d'un comité consultatif régional, composé notamment, de l'Agence de santé, de la CRÉ et d'organismes communautaires, tels les commissions scolaires ou tout autre partenaire significatif. Ce comité devra informer la ministre sur les besoins et les priorités régionales, ainsi que recommander l'attribution de places en région. On ne connaît toujours pas le nombre de places en garderie qui pourrait être octroyées pour la région de la Côte-Nord.

### 7. Mise en place par la CRÉ de la Table économique régionale

M. Patrick Hamelin, de la CRÉ, à l'aide d'un support numérique, présente le projet de mise en place d'une Table économique régionale, qui visera à coordonner l'action régionale afin de promouvoir, planifier et soutenir la développement économique de la Côte-Nord.

### 8. Le point sur les négociations territoriales avec les communautés innues

MM. Georges-Henri Gagné et Luc Imbeault, de l'équipe de représentation des régions, font état, au bénéfice des participants et participantes, de l'évolution des négociations territoriales globales avec les communautés innues de la Côte-Nord et du Saguenay-Lac-St-Jean, regroupées au sein du conseil tribal Mamuitun Mak Nutakuan (Petapan) (lien Internet : [www.versuntraite.com](http://www.versuntraite.com) )

### 9. Projet de Bureau régional de coordination gouvernementale pour la Côte-Nord

MM. Jacques Tremblay et Normand Laprise font part aux membres des récentes démarches des directions régionales du MAMROT et du MRNF afin de doter la région d'un bureau de coordination gouvernementale. Ces démarches, débutées avant l'annonce du Plan Nord, s'inscrivent dans le contexte des grands projets (complexe de la rivière Romaine) et des développements sans précédents que connaît la Côte-Nord (Sept-Rivières et Caniapiscau). Un document synthèse est remis aux participants.

Ces grands projets se réalisent sur des territoires déjà habités, et ont des impacts considérables sur les communautés qui y vivent; des impacts sur les clientèles, mais aussi sur la prestation de service et la capacité de réponses des directions régionales, en fonction des besoins de ces milieux.

## Déroulement de la rencontre

Il est donc résolu, et adopté à l'unanimité, d'appuyer l'idée de constituer un Bureau régional de coordination gouvernementale pour la Côte-Nord. Ce Bureau, sous forme de « guichet unique » sous la responsabilité d'un comité de la CAR, permettra d'assurer la coordination interministérielle requise pour une gestion concertée des impacts économiques et sociaux découlant de la réalisation des grands projets, actuels ou à venir, dans le cadre de la mise en œuvre du Plan Nord.

### 10. Session d'appropriation du « Plan Nord »

Mme Aude Tremblay, du bureau de coordination du Plan Nord, MRNF, à l'aide d'un support numérique, présente les faits saillants du Plan Nord en lien avec les récentes annonces. (lien Internet : [www.plannord.gouv.qc.ca](http://www.plannord.gouv.qc.ca) ).

### 11. Affaires nouvelles

#### 11.1 Administration de la Municipalité de la Côte-Nord-du-Golfe-du-Saint-Laurent

M. Jacques Tremblay avise les membres du changement d'administration pour la Municipalité de la Côte-Nord-du-Golfe-du-Saint-Laurent; M. Richmond Monger, administrateur du territoire prend sa retraite. La Commission municipale du Québec assurera l'intérim jusqu'à la nomination d'une nouvelle administratrice ou d'un nouvel administrateur.

#### 11.2 Nouvelles pages Internet et Web-zine du Conseil du statut de la femme

Mme Sylvie Bouchard annonce aux membres que le Conseil du statut de la femme présente une nouvelle page web régionale (<http://www.csf.gouv.qc.ca/modules/AMS/article.php?storyid=44> ). De plus, la Gazette des femmes deviendra maintenant une parution électronique. Le lancement officiel du magazine en ligne (webzine) se fera en novembre 2011 (lien Internet : [Gazette des femmes](#)).

#### 11.3 Plan d'action gouvernemental contre la maltraitance envers les personnes âgées

Mme Lucie Daigle renseigne les membres sur le plan d'action gouvernemental contre la maltraitance envers les personnes âgées 2010-2015. Ce plan prévoit la diffusion d'une campagne de sensibilisation grand public (campagne avec M. Yvon Deschamps); la création d'une chaire de recherche universitaire sur la maltraitance; la mise en service d'une ligne téléphonique d'écoute et de référence, ainsi que la mise en place de coordonnateurs ou coordinatrices dans chacune des régions du Québec. (lien Internet : [maltraitance envers les personnes âgées](#)).

Concernant ce dernier aspect, c'est Mme Marjolaine Tremblay, de l'Agence de santé, qui assumera le rôle de coordinatrice régionale. Celle-ci devra notamment réaliser un portrait régional de ce qui se fait actuellement à l'intention des personnes âgées.

#### 11.4 Mandat de l' « Occupation du territoire » du MAMROT

M. Jacques Tremblay annonce aux membres que le MAMROT a mis en place un comité consultatif sur le renforcement du rôle des CAR, dans un objectif de rafraîchir le mandat de celles-ci, compte tenu du futur cadre « d'occupation du territoire » et de la perspective d'éventuels contrats de territoire à intervenir avec les CRÉ.

### **Déroulement de la rencontre**

Les ministères et organismes qui ont des suggestions ou commentaires sur le rôle de la CAR, sont priés de les faire parvenir à la direction régionale du MAMROT avant la fin du mois de mai.

#### **11.5 Nouvelles brèves du Centre des services partagés du Québec**

M. Sylvain Turbide informe les membres sur les priorités régionales de placements, et à cet effet, si des ministères et organismes ont des besoins spécifiques, on leur demande de communiquer avec la direction régionale.

Le CSPQ, en plus d'offrir divers programmes aux ministères et organismes, dont le programme « 100 jours – diriger une nouvelle équipe », qui vise à accompagner les nouveaux gestionnaires, offre désormais le service d'aide aux employés pour plusieurs ministères et organismes. (liens : [CSPQ](#) et [Centre de leadership et de développement des compétences](#))

#### **11.6 Adéquation formation - emploi**

Mme Suzanne Côté et M. Réginald Caron font part aux membres de la tenue, le 4 mai dernier, d'une rencontre des partenaires régionaux qui visait à susciter des échanges en préparation de la rencontre nationale à venir. Il a notamment été question d'un « guichet unique », tant pour les employeurs que pour les employés, et la nécessité d'orienter les jeunes vers des parcours de formation professionnels prometteurs pour l'avenir.

La rencontre nationale se tiendra les 13 et 14 juin prochain, à Québec, et portera sur les solutions à mettre de l'avant pour améliorer la qualification de la main-d'œuvre et son adaptation au marché du travail. (lien Internet : [Adéquation formation-emploi](#)).

Pour la région de la Côte-Nord, on indique que 9 400 postes seront à combler pour les 5 prochaines années. De ce nombre, 7 500 seront des remplacements pour des départs à la retraite. Actuellement, l'offre de formation des CEGEP est adéquate, mais c'est le nombre d'individus qui y sont inscrits qui est insuffisant.

#### **12. Date et lieu de la prochaine réunion**

Il est convenu que la prochaine réunion de la CAR se tiendra à Sept-Îles et, à la suggestion de Mme Françoise Aubry, il est proposé que cette rencontre se tienne le 8 septembre 2011.

Un avis de convocation sera acheminé y indiquant les coordonnées de la prochaine rencontre.

#### **13. Fin de la rencontre**

L'ordre du jour étant épuisé, la réunion se termine à 15 h 25.

RÉUNION DE LA CONFÉRENCE ADMINISTRATIVE RÉGIONALE  
DE LA CÔTE-NORD

**Date :** Le jeudi 8 septembre 2011

**Heure :** 9 h 00 à 15 h 45

**Endroit :** Salle de conférence, Emploi-Québec, 456, rue Arnaud, Sept-Iles

ORDRE DU JOUR

Horaire prévu

- |         |  |
|---------|--|
| 9 h 00  | 1. Ouverture de la réunion et enregistrement des présences :<br>1.1 Accueil des nouveaux membres.  |
|         | 2. Lecture et adoption de l'ordre du jour;   |
|         | 3. Lecture et adoption du compte rendu de la réunion du 24 mai 2011;   |
| 9 h 10  | 4. Suites au compte rendu :<br>4.1 Attraction et rétention du personnel (MSG);<br>4.2 Impacts sociaux du projet Romaine (MTQ, ASSS, MFA, MAMROT);<br>4.3 Processus d'attribution des places en garderie (MFA). |
| 9 h 30  | 5. Présentation du document de consultation publique sur la mise en réserve de 50 % du territoire du Plan Nord (Alain Gaudreault, MDDEP);  |
| 10 h 00 | Pause  |
| 10 h 15 | 6. Mise en œuvre du Plan Nord en région – Tour de table des impacts vécus par les directions régionales (voir grille de présentation ci-jointe);   |
| 11 h 15 | 7. Discussion sur les modalités de mise en œuvre du Bureau régional de coordination gouvernementale de la Côte-Nord;<br>(Jacques Tremblay- MAMROT- Normand Laprise –MRNF)                                      |
| 12 h 00 | Pause pour le dîner<br>(Réservation de groupe – La Cage aux sports)  |
| 13 h 30 | 8. Analyse différenciée selon les sexes (Gina Morency, Marcelle Gendreau, Secrétariat à la condition féminine)   |
| 15 h 00 | 9. Présentation du Livre vert pour une politique bioalimentaire;<br>(Laurier Tremblay – MAPAQ)   |
| 15 h 30 | 10. Affaires nouvelles :<br>10.1 .....<br>10.2 .....<br>10.3 .....   |
|         | 11. Date et lieu de la prochaine réunion;  |
| 15 h 45 | 12. Fin de la rencontre.   |

ORDRE DU JOUR

Horaires prévus



**COMPTE RENDU DE LA RÉUNION DE LA  
CONFÉRENCE ADMINISTRATIVE RÉGIONALE  
DE LA CÔTE-NORD**

**Date :** Le jeudi 8 septembre 2011

**Heure :** 9 h 00

**Endroit :** Salle de conférence  
Emploi Québec  
456, rue Arnaud, Sept-Îles

**Rédigé par :** \_\_\_\_\_  
Gaétan Gauthier

**Étaient présents :**

Mme Françoise	Aubry	Ministère de la Culture, des Communications et de la Condition féminine
Mme Sylvie	Bouchard	Conseil du statut de la femme
M. Réginald	Caron	Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale – Emploi-Québec
Mme Sandra	Chiasson	Hydro-Québec
M. Raynald	Cloutier	Agence de la santé et des services sociaux de la Côte-Nord
Mme Suzanne	Côté	Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport
Mme Diane	Douville	Ministère de la Justice du Québec
M. Yvon	Doyle	Immigration Québec
Mme Marilyn	Émond	Office des personnes handicapées du Québec
M. Alain	Gaudreault	Ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs
M. Gaétan	Gauthier	Ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire
M. Patrick	Hamelin	Conférence régionale des élus de la Côte-Nord
M. Normand	Laprise	Ministère des Ressources naturelles et de la Faune
M. Marc	Larin	Ministère des Transports du Québec
Mme Danielle	Moulin	Ministère des Services gouvernementaux (Services Québec)
Mme Karine	Noël	Investissement Québec
Mme Nicole	Paquet	Ministère de la Famille et des Aînés
M. Jacques	Tremblay	Ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire
M. Sylvain	Turbide	Centre de services partagés du Québec

**Étaient absents :**

M. Jean-Luc	Bessette	Ministère du Tourisme
M. Jacques	Chiasson	Ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation
Mme Nathalie	Chouinard	Ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs
M. Alain	Côté	Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation
Mme Jennifer	Couillard	Commission des normes du travail
M. Réal	Delisle	Ministère de la Sécurité publique
M. Frédéric	Schautaud	Secrétariat aux affaires autochtones
M. Guy	St-Pierre	Commission de la santé et de la sécurité au travail – Côte-Nord
M. Claude	Trudelle	Ministère des Relations internationales

**Étaient invités:**

Mme Marcelle	Gendreau	Secrétariat à la condition féminine
M. Guy	Grenon	Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation
Mme Gina	Morency	Secrétariat à la condition féminine
M. Laurier	Tremblay	Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation

**Copie :** aux membres de la CAR

## **Déroulement de la rencontre**

### **1. Ouverture de la réunion et enregistrement des présences**

La réunion débute, il est 9 h 10.

M. Jacques Tremblay, à titre de président de la CAR, souhaite la bienvenue aux participants et participantes. Il souligne la nomination récente de madame Suzanne Côté à titre de directrice régionale du MELS de même que la présence de madame Nicole Paquet, directrice de la Direction régionale de la Capitale Nationale et de l'Est du Québec. Il propose ensuite un tour de table permettant à chacun de se présenter.

### **2. Lecture et adoption de l'ordre du jour**

M. Gaétan Gauthier présente le projet d'ordre du jour ainsi que le changement prévu à l'horaire afin de répondre aux besoins de transport des représentantes du Secrétariat à la condition féminine invitées à présenter l'Approche différenciée selon les sexes (ADS). L'ordre du jour est adopté avec l'ajout de trois interventions aux « affaires nouvelles » provenant des participants d'Hydro-Québec, du CSPQ et du MCCCCF.

### **3. Lecture et adoption du compte rendu de la réunion du 24 mai 2011**

M. Gaétan Gauthier présente sommairement les principaux éléments du compte rendu de la rencontre du 24 mai 2011. Le compte rendu est adopté sans aucune modification.

### **4. Suivis au compte rendu**

#### **4.1 Attraction et rétention du personnel;**

Monsieur Sylvain Turbide (CSPQ) informe les membres des développements relatifs au programme Alerte Emploi, à la mise à jour des listes de déclaration d'aptitudes et à l'optimisation des processus de recrutement dans la fonction publique. Il souligne également la prime de rétention de 8 % accordée pour les ingénieurs dans la fonction publique, valable pour les régions mais également pour Montréal.

#### **4.2 Impacts sociaux du projet Romaine- suite du comité ministériel Minganie.**

Madame Nicole Paquet (MFA) informe les membres de la CAR de l'état d'avancement des dossiers de garderie : agrandissement débuté des locaux de la garderie Picassou à Havre-Saint-Pierre, expérimentation en cours du projet pilote de garderie à Longue-Pointe-de-Mingan et situation des services de garde à Anticosti.

Monsieur Marc Larin (MTQ) confirme que les travaux prévus en matière de sécurité des transports ont été réalisés ce qui semble rencontrer les attentes du milieu.

Monsieur Gaétan Gauthier (MAMROT) résume l'information sur l'état d'avancement des dossiers relatifs aux logements (logements sociaux et Foyer de Havre-Saint-Pierre). Il souligne finalement que les dossiers relatifs à l'agrandissement des périmètres urbains de Havre-Saint-Pierre et Longue-Pointe-de-Mingan sont réglés.

## Déroulement de la rencontre

### 4.3 Processus d'attribution des places en garderie

Madame Nicole Paquet (MFA) informe les membres que les comités consultatifs ont été mis sur pied dont celui de la Côte-Nord, en juillet 2011. Un rapport consolidé des commentaires des membres des comités consultatifs a été remis à la ministre qui devrait procéder sous peu aux annonces appropriées.

### 5. Analyse différenciée selon les sexes

Les membres de la CAR accueillent mesdames Gina Morency et Marcelle Gendreau du Secrétariat à la Condition féminine. Celles-ci présentent les grandes lignes de la Politique d'accès à l'égalité et l'Approche différenciée selon les sexes. Des informations additionnelles sont disponibles sur le site internet du SCF. Pochettes d'information et brochure synthèse sont également remis aux membres.

### 6. Présentation du document de consultation publique sur la mise en réserve de 50 % du territoire du Plan Nord

Avec le support d'une présentation Powerpoint, monsieur Alain Gaudreault (MDDEP) expose l'état de situation actuel des superficies protégées, les objectifs du Plan Nord et du processus de consultation publique qui s'étend du 12 août au 12 octobre 2011.

Plusieurs membres de la CAR font valoir l'importance de l'acquisition de connaissances sur le territoire avant de statuer sur le statut de réserve même si la désignation peut être réversible. Monsieur Patrick Hamelin (CRÉ) souligne notamment l'implication souhaitable des MRC et de la CRÉ.

### 7. Mise en œuvre du Plan Nord en région – Tour de table des impacts vécus par les directions régionales

À tour de rôle, les membres de la CAR font état verbalement des impacts du Plan Nord sur leur organisation en région à partir d'une grille synthèse de présentation qui leur avait été transmise au préalable et comportant six éléments :

- les éléments du Plan Nord interpellant directement leur organisation;
- le partage des responsabilités entre les diverses unités au sein de leur organisation;
- le type d'organisation particulière mis en place par la direction régionale s'il y a lieu;
- activités additionnelles engendrées au sein de la direction régionale par le Plan Nord s'il y a lieu;
- ressources humaines et financières additionnelles obtenues s'il y a lieu;
- autres considérations...

En résumé, plusieurs directions régionales se disent très impliquées par différents dossiers reliés au Plan Nord alors que d'autres anticipent un surplus d'activité. Par contre, règle générale, peu de ressources humaines et financières additionnelles sont allouées aux directions régionales qui gèrent les situations avec leurs effectifs « réguliers » et par l'implantation de nouvelles organisations internes de travail. Seule la direction régionale du MRNF, compte tenu des impacts dans son champ d'expertise, s'est vu attribuer des ressources supplémentaires à cet égard.

Le Plan Nord comporte également un bon nombre de dossiers qui exigent une meilleure coordination interministérielle au plan régional entre plusieurs intervenants gouvernementaux.

## **Déroulement de la rencontre**

### **8. Discussion sur les modalités de mise en œuvre du Bureau régional de coordination gouvernementale de la Côte-Nord**

Monsieur Gaétan Gauthier dépose et présente un document synthèse d'information faisant état du contexte régional, des défis à relever, de la proposition transmise au Conseil du Trésor, de la décision du Conseil du Trésor et d'une proposition d'organisation en région.

Messieurs Jacques Tremblay (MAMROT) et Normand Laprise (MRNF) font état de leurs expériences récentes de collaborations interministérielles en insistant sur la plus value de la formalisation de cette coordination au sein d'une organisation telle le « Bureau » souhaité. Devant les défis à relever, il importe comme directions régionales de s'organiser sans attendre la mise en place de la Société du Plan Nord.

Certains membres font valoir la pertinence de la coordination interministérielle régionale dans plusieurs dossiers, qu'il y ait Société du Plan Nord ou pas.

Pour faire suite aux discussions, les membres de la CAR conviennent de créer le Comité Plan Nord de la CAR ayant pour mandat de mettre sur pied, d'ici la fin octobre 2011, le Bureau régional de coordination gouvernementale de la Côte-Nord. Le comité sera composé des ministères et organismes gouvernementaux suivants : MAMROT, MRNF, MDDEP, MTQ, MESS, ASSS, CRÉ, Hydro-Québec, MCCCCF. Absent de la rencontre, le MDEIE sera également invité à participer au comité.

Les membres conviennent de la tenue à court terme d'une première rencontre de travail du comité. La direction régionale du MAMROT consultera les ministères et organismes concernés en vue de déterminer la date de cette rencontre.

### **9. Présentation du Livre vert pour une politique bioalimentaire**

Les membres de la CAR accueillent messieurs Laurier Tremblay et Guy Grenon de la direction régionale du MAPAQ. Monsieur Tremblay, à l'aide d'un support Powerpoint, expose les grandes lignes de la première politique québécoise sur le bioalimentaire qui sera discutée en commission parlementaire à compter du 12 septembre 2011.

### **10. Affaires nouvelles**

#### **10.1 Revue Mythes et réalités**

Madame Sandra Chiasson ( Hydro-Québec) dépose aux membres de la CAR à titre d'information un document intitulé « L'hydroélectricité au Québec - Mythes et réalités ».

#### **10.2 Formation CSPQ**

Monsieur Sylvain Turbide (CSPQ) informe les membres de la CAR de la prochaine formation prévue en novembre 2011.

## **Déroulement de la rencontre**

### **10.3 Consultation publique**

Madame Françoise Aubry informe les membres de la CAR de la consultation publique que le MCCCCF tiendra le 4 novembre prochain, à Baie-Comeau, sur le thème « Pour une information au service de l'intérêt public.

### **11. Date et lieu de la prochaine réunion**

Il est convenu que la prochaine réunion de la CAR se tiendra à Baie-Comeau vers la fin novembre 2011.

Un avis de convocation sera acheminé y indiquant les coordonnées de la prochaine rencontre.

### **12. Fin de la rencontre**

L'ordre du jour étant épuisé, la réunion se termine à 16 h 15.

## RÉUNION DE LA CONFÉRENCE ADMINISTRATIVE RÉGIONALE DE LA CÔTE-NORD

---

**Date :** Le jeudi 24 novembre 2011

**Heure :** 9 h 00 à 15 h 30

**Endroit :** Salle du conseil d'administration  
Agence de santé et de services sociaux de la Côte-Nord  
691, rue Jalbert, Baie-Comeau

---

### ORDRE DU JOUR

#### Horaire prévu

- |         |  |
|---------|--|
| 9 h 00  | 1. Ouverture de la réunion et enregistrement des présences :<br>1.1 Accueil des nouveaux membres.  |
|         | 2. Lecture et adoption de l'ordre du jour;   |
|         | 3. Lecture et adoption du compte rendu de la réunion du 8 septembre 2011;  |
| 9 h 10  | 4. Suites au compte rendu :<br>4.1 Recrutement :<br>- projet de démarrage d'un concours de recrutement à l'échelle régionale;<br>4.2 Processus d'attribution des places en garderie.   |
| 9 h 30  | 5. Présentation de la Stratégie gouvernementale pour assurer l'occupation et la vitalité des territoires 2011-2016 ( MAMROT);  |
| 10 h 00 | Pause  |
| 10 h 15 | 6. Mise en œuvre du Plan Nord en région :<br>6.1 Démarche réalisée par la CRÉ avec les municipalités de la région;<br>6.2 État de situation de la mise en œuvre du Bureau régional de coordination gouvernementale et prochaines étapes. |
| 10 h 55 | 7. Présentation de l'offre de service du Centre des services partagés (Sylvain Turbide, CSPQ);   |
| 11 h 10 | 8. Processus d'approvisionnement lors des achats ou des locations de biens et de services accessibles aux personnes handicapées ( Marilyn Émond ,OPHQ);  |
| 11 h 25 | 9. Plan régional de solidarité et d'inclusion sociale ( CRÉ);  |

**ORDRE DU JOUR**

## Horaire prévu

- |         |   |
|---------|---|
| 12 h 00 | Pause pour le dîner<br>(Réservation de groupe – Le Boucanier)   |
| 13 h 30 | 10. Présentation du guide d'élaboration des ententes spécifiques<br>( Stéphane Boudreault , MAMROT) ;                   |
| 14 h 00 | 11. Présentation de la Stratégie touristique du Québec (Jean-Luc Bessette, MTO);  |
| 14 h 30 | 12. Avancement des travaux prévus sur la route 389 ( Michel Bérubé, MTQ);   |
| 15 h 00 | 13. Offre de service de formation sur l'Approche différenciée selon les sexes (ADS)<br>(Catherine Gauthier);            |
| 15 h 15 | 14. Affaires nouvelles :<br><br>14.1 .....<br>14.2 .....<br>14.3 .....<br><br>15. Date et lieu de la prochaine réunion; |
| 15 h 30 | 16. Fin de la rencontre.  |



**COMPTE RENDU DE LA RÉUNION DE LA  
CONFÉRENCE ADMINISTRATIVE RÉGIONALE  
DE LA CÔTE-NORD**

**Date :** Le jeudi 24 novembre 2011

**Heure :** 9 h 00

**Endroit :** Salle du conseil d'administration  
Agence de santé et des Services sociaux de la Côte-Nord  
691 rue Jalbert, Baie-Comeau

**Rédigé par :** \_\_\_\_\_  
Gaétan Gauthier

**Étaient présents :**

Mme Françoise	Aubry	Ministère de la Culture, des Communications et de la Condition féminine
Mme Nadine	Bégin	Ministère des Services gouvernementaux (Services Québec)
M. Michel	Bérubé	Ministère des Transports du Québec
Mme Claire	Bilodeau	Ministère de la Justice du Québec en remplacement de Mme Diane Douville
M. Réginald	Caron	Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale – Emploi-Québec
M. Jacques	Chiasson	Ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation
Mme Nathalie	Chouinard	Ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs
M. Raynald	Cloutier	Agence de la santé et des services sociaux de la Côte-Nord
Mme Linda	Coulombe	Ministère des Ressources naturelles et de la Faune en remplacement de monsieur Normand Laprise
M. Pierre	Dassylva	Ministère de la Sécurité publique
M. Yvon	Doyle	Immigration Québec
Mme Marilyn	Émond	Office des personnes handicapées du Québec
M. Gaétan	Gauthier	Ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire
M. Patrick	Hamelin	Conférence régionale des élus de la Côte-Nord
Mme Chantal	Latour	Secrétariat aux affaires autochtones
M. Frédéric	Perron	Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport en remplacement de Mme Suzanne Côté
M. Guy	St-Pierre	Commission de la santé et de la sécurité au travail – Côte-Nord
M. Jacques	Tremblay	Ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire
Mme Françoise	Trudel	Hydro-Québec
M. Sylvain	Turbide	Centre de services partagés du Québec

**Étaient absents :**

M. Jean-Luc	Bessette	Ministère du Tourisme
Mme Sylvie	Bouchard	Conseil du statut de la femme
M. Alain	Côté	Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation
Mme Jennifer	Couillard	Commission des normes du travail
Mme Karine	Noël	Investissement Québec
Mme Nicole	Paquet	Ministère de la Famille et des Aînés
M. Claude	Trudelle	Ministère des Relations internationales

**Étaient invités:**

M. Claude	Dahl	CRÉ
Mme Catherine	Gauthier	CRÉ- Approche différenciée selon les sexes
Mme Maryse	Hamman	Aecom
Mme Line	Lepage	Ministère des Transports

**Copie :** aux membres de la CAR

## **Déroulement de la rencontre**

### **1. Ouverture de la réunion et enregistrement des présences**

La réunion débute, il est 9 h 10.

M. Jacques Tremblay, à titre de président de la CAR, souhaite la bienvenue aux participants et participantes. Un tour de table permet à chacun de se présenter.

### **2. Lecture et adoption de l'ordre du jour**

M. Jacques Tremblay présente le projet d'ordre du jour en précisant la modification adoptée en raison de l'absence de M. Jean-Luc Bessette du ministère du Tourisme. L'ordre du jour est adopté tel que modifié en laissant ouvert le point « Affaires nouvelles ».

### **3. Lecture et adoption du compte rendu de la réunion du 8 septembre 2011**

M. Gaétan Gauthier présente sommairement les principaux éléments du compte rendu de la rencontre du 8 septembre 2011. Le compte rendu est adopté sans aucune modification.

### **4. Suivis au compte rendu**

#### **4.1 Attraction et rétention du personnel**

M. Jacques Tremblay fait état des discussions tenues avec la direction régionale du MRNF relativement à la possibilité d'ouverture d'un concours régional de recrutement pour des agents de planification et de développement socio-économique (105) pour répondre aux besoins de plusieurs ministères en région. Plusieurs membres de la CAR signifient leur intérêt envers une telle démarche. Monsieur Sylvain Turbide (CSPQ) informe les membres sur cette possibilité. Après discussion, il est convenu de poursuivre les démarches en ce sens. Monsieur Turbide validera la volonté des directions régionales et coordonnera la suite de ce dossier en collaboration avec les directions régionales concernées.

#### **4.2 Processus d'attribution des places en garderie**

En l'absence de madame Nicole Paquet (MFA), monsieur Patrick Hamelin présente l'état du dossier en région ainsi que les orientations de la CRÉ à cet égard.

### **5. Présentation de la Stratégie gouvernementale pour assurer l'occupation et la vitalité des territoires 2011-2016**

M. Gaétan Gauthier expose, avec le support d'une présentation « powerpoint », les principaux éléments de la Stratégie d'Occupation et de vitalité des territoires ainsi que le projet de loi cadre qui permettra sa mise en vigueur. Il insiste notamment sur le rôle du ministre responsable de la région, sur la relation avec la TGAT ainsi que sur la reconnaissance de la CAR dans la loi. M. Jacques Tremblay invite les membres de la CAR à prendre connaissance de la documentation plus complète en consultant le site web du MAMROT.

## Déroulement de la rencontre

### 6. Mise en œuvre du Plan Nord en région

#### 6.1 Démarche réalisée par la CRÉ en collaboration avec les principales municipalités de la région

M. Patrick Hamelin présente la démarche réalisée par la CRÉ en collaboration avec les municipalités de la Côte-Nord les plus directement touchées par le Plan Nord. M. Claude Dahl (CRÉ) présente un « powerpoint » énonçant les éléments problématiques recueillis par la CRÉ dans le cadre de la consultation menée auprès des municipalités au cours des dernières semaines.

#### 6.2 État de situation de la mise en œuvre du Bureau régional de coordination gouvernementale et prochaines étapes

M. Gaétan Gauthier expose verbalement l'état d'avancement de la mise en œuvre du projet en région. Il fait la synthèse des principaux points abordés lors de la première rencontre du comité de coordination tenue le 22 novembre 2011 ainsi que des perspectives de travail des prochaines semaines.

Il exprime le questionnement des membres du comité de coordination quant au territoire à considérer. Les membres de la CAR approuvent la réflexion tenue au sein du comité de coordination à savoir que, dans un premier temps et prioritairement, l'exercice s'adresse aux 6 municipalités principalement touchées ( Havre-Saint-Pierre, Sept-Îles, Port-Cartier, Schefferville, Fermont et Baie-Comeau) sur le territoire du Plan Nord mais qu'il n'exclut pas un besoin de coordination interministérielle identifié ailleurs en région.

Les membres de la CAR sont également informés de la tenue éventuelle d'une rencontre entre le milieu et le comité Plan Nord de la CAR afin d'échanger sur diverses problématiques. Les modalités d'organisation d'une telle rencontre restent à définir en collaboration avec la CRÉ.

M. Jacques Tremblay précise l'état d'avancement des démarches en vue de recruter le personnel de « l'équipe dédiée » prévue au projet.

### 7. Présentation de l'offre de service du Centre des services partagés

M. Sylvain Turbide présente l'offre de service de son organisation à l'aide d'un support « Powerpoint ».

### 8. Processus d'approvisionnement lors des achats et locations de biens pour les personnes handicapées

Mme Marilyn Émond informe les membres de la CAR du processus d'approvisionnement en vigueur concernant les achats ou les locations de biens et de services accessibles aux personnes handicapées.

### 9. Plan régional de solidarité et d'inclusion sociale

M. Patrick Hamelin, avec le support d'une présentation « Powerpoint », expose les grandes lignes du Plan régional de solidarité et d'inclusion sociale et de la répartition budgétaire entre les territoires de MRC de la région.

## Déroulement de la rencontre

### Pause pour le dîner

Les membres suivants quittent la rencontre : M. Jacques Chiasson, MDEIE  
Mme Claire Bilodeau, Justice  
Mme Françoise Trudel, Hydro-Québec  
M. Pierre Dassylva, Sécurité publique

### 10. Présentation du guide d'élaboration des ententes spécifiques

M. Gaétan Gauthier expose, avec le support d'une présentation Powerpoint, les principaux éléments mis de l'avant pour améliorer le processus d'élaboration des ententes spécifiques principalement en ce qui concerne l'analyse juridique des projets. Monsieur Yvon Doyle fait valoir l'importance d'une grande cohésion à cette étape du processus.

M. Yvon Doyle, MICC, quitte la rencontre.

### 11. Avancement des travaux prévus sur la route 389

Les membres de la CAR accueillent madame Line Lepage (MTQ) et madame Maryse Hamman (AECOM). Celles-ci présentent les travaux prévus sur la route 389 ainsi que l'état d'avancement relatif aux différents projets qui devraient se réaliser entre 2011 et 2021.

### 12. Offre de service de formation sur l'Approche différenciée selon les sexes

Les membres de la CAR accueillent madame Catherine Gauthier. Celle-ci dépose la documentation appropriée et résume ses possibilités d'intervention en région. Demande lui est faite de préciser le contenu des formations offertes et de transmettre cette information aux membres de la CAR qui pourront signifier leur intérêt. Madame Gauthier verra à préparer et transmettre l'information souhaitée.

### 13. Affaires nouvelles

#### 13.1 Revue Mythes et réalités

Madame Françoise Trudel (Hydro-Québec) informe les membres de la CAR que son service est désormais responsable des relations avec le milieu pour l'ensemble de la région Côte-Nord.

### 14. Date et lieu de la prochaine réunion

Il est convenu que la prochaine réunion de la CAR se tiendra à Sept-Îles vers la mi-février 2012. Un avis de convocation sera acheminé y indiquant les coordonnées de la prochaine rencontre.

### 15. Fin de la rencontre

L'ordre du jour étant épuisé, la réunion se termine à 15 h 15.

**RÉUNION DE LA CONFÉRENCE ADMINISTRATIVE RÉGIONALE  
DE LA CÔTE-NORD**

---

**Date :** Le mardi 28 février 2012

**Heure :** 9 h 00 à 15 h 30

**Endroit :** Salle Avaugour  
Hôtel Gouverneur  
Sept-Îles

---

**ORDRE DU JOUR**

**Horaire prévu**

- |         |  |
|---------|--|
| 9 h 00  | 1. Ouverture de la réunion et enregistrement des présences :<br>1.1 Accueil des nouveaux membres;  |
|         | 2. Lecture et adoption de l'ordre du jour;   |
|         | 3. Lecture et adoption du compte rendu de la réunion du 24 novembre 2011;  |
| 9 h 10  | 4. Suites au compte rendu :<br>4.1 Concours régional interministériel de recrutement (105);  |
| 9 h 30  | 5. Projets Romaine et Petit Mécatina (Françoise Trudel, H.Q.) :<br>5.1 État d'avancement ;   |
| 10 h 00 | Pause  |
| 10 h 15 | 6. Perspectives de développement du Port de Sept-Îles;<br>(Pierre Gagnon, président directeur général du Port de Sept-Îles)                                    |
| 11 h 00 | 7. Plan Nord:<br>7.1 Bureau régional de coordination gouvernementale, état de situation et prochaines étapes;<br>7.2 Société du Plan Nord – état de situation; |
| 11 h 30 | 8. Érosion des Berges (Yves Melançon, MSP) :<br>8.1 État de situation des travaux liés aux ententes conclues avec les municipalités de la région;              |
| 12 h 00 | Pause pour le dîner<br>(Réservation de groupe – Hôtel Gouverneur)  |

## ORDRE DU JOUR

### Horaire prévu

- |         |  |
|---------|--|
| 13 h 30 | 8. Reprise de la négociation territoriale avec les autochtones :<br>(Georges-Henri Gagné, représentant des régions et Luc Imbeault, CRÉ )<br><br>8.1 État de situation régionale au 28 février 2012; |
| 14 h 15 | 9. Pratique interministérielle de consultation des communautés autochtones (MAMROT-SAA);   |
| 15 h 00 | 10. Entente spécifique sur la régionalisation de l'immigration ( MICC);  |
| 15 h 15 | 11. Affaires nouvelles :<br><br>11.1 .....<br>11.2 .....<br>11.3 .....<br><br>12. Date et lieu de la prochaine réunion;  |
| 15 h 30 | 13. Fin de la rencontre.   |

**COMPTE RENDU DE LA RÉUNION DE LA  
CONFÉRENCE ADMINISTRATIVE RÉGIONALE  
DE LA CÔTE-NORD**

**Date :** Le jeudi 28 février 2012

**Heure :** 9 h 00 à 15 h 00

**Endroit :** Salle Avaugour, Hôtel Gouverneur  
666 Boulevard Laure, Sept-Îles

**Rédigé par :** \_\_\_\_\_  
Stéphane Boudreault

**Étaient présents :**

Mme Françoise	Aubry	Ministère de la Culture, des Communications et de la Condition féminine
Mme Nadine	Bégin	Ministère des Services gouvernementaux (Services Québec)
Mme Sylvie	Bouchard	Conseil du statut de la femme
M. Stéphane	Boudreault	Ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire
M. Alain	Côté	Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation
Mme Suzanne	Côté	Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport
Mme Diane	Douville	Ministère de la Justice du Québec
M. Yvon	Doyle	Immigration Québec
M. Normand	Laprise	Ministère des Ressources naturelles et de la Faune
M. Marc	Larin	Ministère des Transports du Québec - en remplacement de M. Michel Bérubé
Mme Chantal	Latour	Secrétariat aux affaires autochtones
M. Yves	Melançon	Ministère de la Sécurité publique - en remplacement de M. Pierre Dassylva
M. Alain	Michaud	Commission de la santé et de la sécurité au travail – Côte-Nord - en remplacement de M. Guy St-Pierre
Mme Candide	Tremblay	Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale – Emploi-Québec, - en remplacement de M. Réginald Caron
M. Jacques	Tremblay	Ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire
Mme Françoise	Trudel	Hydro-Québec

**Étaient invités:**

M. Olivier	Bourdages-Sylvain	Secrétariat aux Affaires autochtones
M. Pierre	Gagnon	Port de Sept-Îles

**Étaient absents :**

M. Jean-Luc	Bessette	Ministère du Tourisme
M. Jacques	Chiasson	Ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation
Mme Nathalie	Chouinard	Ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs
M. Raynald	Cloutier	Agence de la santé et des services sociaux de la Côte-Nord
Mme Jennifer	Couillard	Commission des normes du travail
Mme Marilyn	Émond	Office des personnes handicapées du Québec
M. Patrick	Hamelin	Conférence régionale des élus de la Côte-Nord
Mme Karine	Noël	Investissement Québec
Mme Nicole	Paquet	Ministère de la Famille et des Aînés
M. Claude	Trudelle	Ministère des Relations internationales
M. Sylvain	Turbide	Centre de services partagés du Québec



Copie :            aux membres de la CAR

## Déroulement de la rencontre

### 1. Ouverture de la réunion et enregistrement des présences

La réunion débute, il est 9 h 05.

M. Jacques Tremblay, à titre de président de la CAR, souhaite la bienvenue aux participants et participantes. Un tour de table permet aux membres de se présenter à tour de rôle.

### 2. Lecture et adoption de l'ordre du jour

M. Jacques Tremblay présente le projet d'ordre du jour en indiquant que le point concernant les « négociations avec les Innus » sera reporté à une rencontre ultérieure. Il est également convenu d'ajouter un point concernant les principaux projets en cours sur le territoire du Plan Nord au point 7.

L'ordre du jour est adopté avec ces modifications en laissant ouvert le point « Affaires nouvelles ».

### 3. Lecture et adoption du compte rendu de la réunion du 24 novembre 2011

M. Jacques Tremblay présente sommairement les principaux éléments du compte rendu de la rencontre du 24 novembre 2011. Le compte rendu est adopté sans aucune modification.

### 4. Suivis au compte rendu

#### 4.1 Concours régional interministériel de recrutement

M. Jacques Tremblay procède à la lecture d'une note de M. Sylvain Turbide, du Centre de services partagés du Québec. Selon M. Turbide, deux ministères parmi les six impliqués dans le concours régional interministériel de recrutement de professionnels et professionnelles de classe 105, n'avaient toujours pas confirmé leur participation. Le CSPQ doit avoir reçu l'aval de tous les ministères concernés au plus tard le mercredi 29 février, pour assurer un appel de candidatures dès la fin mars, et ainsi pouvoir créer la banque de candidatures pour le début du mois de juin 2012.

Il est convenu que chacune des directions régionales impliquées fera un suivi auprès de sa direction des ressources humaines afin de confirmer les signatures des contrats avec le CSPQ. Les directions régionales concernées devront revenir auprès de M. Turbide dès que possible.

### 5. Projets Romaine et Petit Mécatina

Mme Françoise Trudel, à l'aide d'un support « powerpoint », présente dans un premier temps, l'état d'avancement du complexe hydroélectrique de la Rivière Romaine, et dans un deuxième temps l'état d'avancement de la partie « raccordement ». Concernant un éventuel projet pour la rivière Petit-Mécatina, plusieurs études préliminaires et études d'impacts ont été réalisées, mais il n'y pas eu d'autres démarches entreprises depuis.

### 6. Perspectives de développement du Port de Sept-Îles

M. Pierre Gagnon, président directeur général du Port de Sept-Îles, à l'aide d'un support « powerpoint » et des rapports d'activités de la corporation, dévoile le modèle d'affaires du Port. Il présente également les efforts qui devront être déployés par le Port de Sept-Îles pour répondre aux besoins actuels et futurs, en matière de transbordement de marchandises et de transport maritime, découlant des grands projets de développement, principalement du secteur des mines.

### 7. Plan Nord :

#### 7.1 Société du Plan Nord - état de situation

M. Normand Laprise informe les membres de la CAR que l'adoption de la Loi constituant la Société du Plan Nord est quelque peu retardée, dû à plusieurs facteurs contextuels, alors que les travaux parlementaires sur cette Société se poursuivent toujours; d'où l'importance et la pertinence de la mise en place du Bureau régional de coordination gouvernementale. Le Comité Plan Nord de la CAR et son Comité de coordination

## **Déroulement de la rencontre**

Plan Nord, ainsi que le Bureau régional, permettent ainsi d'assurer une cohérence de l'action gouvernementale et une complémentarité des interventions des ministères.

M. Laprise informe également les membres que deux résidences, situées à Fermont et Schefferville, seront très bientôt mises à la disposition de la direction régionale du MRNF. Plusieurs directions régionales démontrent un intérêt pour éventuellement utiliser ces résidences, si possible, lorsqu'elles seront disponibles. L'information détaillée sera transmise à tous les membres de la CAR en temps opportun.

### **7.2 Bureau régional de coordination gouvernementale - état de situation**

M. Normand Laprise fait verbalement l'état de situation du Bureau régional. Les deux ressources (l'une située à Sept-Îles et l'autre à Baie-Comeau) sont en place depuis la fin décembre et sont à l'œuvre auprès des six (6) municipalités identifiées - Havre-Saint-Pierre, Sept-Îles, Port-Cartier, Schefferville, Fermont et Baie-Comeau, afin d'identifier les impacts et réaliser l'inventaire des besoins de celles-ci. Les directions régionales devraient recevoir ces informations d'ici peu. Chacune des directions pourra les valider et les commenter. Les directions seront également invitées à identifier les actions à poser dans leur secteur d'activités respectif. Les principales réalisations du Bureau régional portent sur le développement d'un processus de collaboration interministérielle et d'outils de mise à jour des informations.

À ce jour, trois (3) rencontres du Comité Plan Nord de la CAR se sont tenues. Une conférence téléphonique a également eu lieu avec les maires des municipalités identifiées, les directeurs régionaux et les sous-ministres en titre du MRNF et du MAMROT. Lors de cette conférence, il a été précisé que les municipalités et les villes devront passer par le Comité de coordination Plan Nord et son Bureau régional de coordination gouvernementale, pour tout dossier en lien avec les besoins et les impacts de ces développements. Cependant, les dossiers qui ne concernent qu'une seule direction régionale ou qui sont déjà en cours au sein d'une direction régionale, doivent se poursuivre selon les modes d'interventions habituels.

Finalement, le Secrétaire du Conseil exécutif nommait récemment deux mandataires du gouvernement afin d'assurer un suivi avec les municipalités impactées par les développements du Plan Nord. Une conférence téléphonique s'est tenue au début du mois de février avec ces mandataires afin d'évaluer les tenants et aboutissants d'une possible collaboration entre les structures régionales Plan Nord déjà en place et ces mandataires. Tout développement à ce sujet sera prochainement porté à l'attention du Comité Plan Nord de la CAR et mis à l'ordre du jour de la prochaine rencontre de la CAR.

### **7.3 Principaux projets en cours sur le territoire du Plan Nord**

M. Normand Laprise informe les membres des projets de développement connus et ceux également à venir, principalement dans le secteur des mines. On parle ici de presque 38 milliard \$ d'investissement et plus de 6000 emplois directs, sans compter le secteur des projets d'exploration. Tous ces projets miniers semblent vouloir se développer dans le secteur de la « Fosse du Labrador », l'un des territoires des plus prometteurs pour le minerai de fer au Québec.

## **8. Érosion des Berges**

M. Yves Melançon fait verbalement état de l'avancement des ententes et des négociations entre le MSP et les municipalités ayant des problèmes d'érosion des berges, dont celles de Les Escoumins, Longue-Rive, Pointe-aux-Outardes, Pointe-Lebel, Port-Cartier et Sept-Îles. Les négociations cheminent très bien avec certaines d'entre elles alors que des interventions et des actions concrètes sont déjà débutées, tandis qu'avec d'autres municipalités et villes, aucune progression n'a été enregistrée.

## **Pause pour le dîner**

## **9. Reprise de la négociation territoriale avec les Innus**

Ce point est remis à une rencontre ultérieure de la CAR.

## **10. Pratique interministérielle de consultation des communautés autochtones**

## Déroulement de la rencontre

MM. Olivier Bourdages-Sylvain et Stéphane Boudreault, à l'aide d'un support « powerpoint », présentent le processus interministériel de consultation des communautés autochtones. Des préoccupations sont émises à l'égard de possibles consultations sur des projets dans leur ensemble, lorsque les ministères ou les organismes ne sont pas promoteurs de ceux-ci. On fait valoir que les recommandations du comité sont des orientations générales qui nécessiteront des ajustements pour des cas précis qui se présenteront sur le territoire.

Il est convenu par les membres de la CAR d'adopter les recommandations du comité de travail à l'égard de la consultation lors de planifications territoriales, lors d'approbation au plan financier de projets, ainsi que lors d'études préliminaires ou de préféabilité de projets majeurs. Il est également convenu de maintenir en place le comité dans une optique d'assurer l'opérationnalisation de ce processus lorsqu'il sera requis, notamment pour d'éventuels projets dans le cadre du Plan Nord.

M. Boudreault rappelle que la consultation des communautés autochtones demeure la responsabilité de chacune des directions régionales des ministères et organismes, selon leurs lignes directrices internes. La personne responsable de la consultation autochtone au sein d'une direction régionale pourra, selon le cas, contacter directement les responsables des autres directions régionales concernées, ou aviser le « Comité Plan Nord de la CAR » pour tout besoin de coordination interministérielle.

Il est également convenu de produire un document sommaire présentant l'orientation régionale retenue et les recommandations du comité de travail, ainsi que les décisions de la CAR relatives à ces sujets. Ce document sera acheminé aux membres de la CAR.

### 11. Entente spécifique de régionalisation de l'immigration

M. Yvon Doyle informe les membres de la CAR des réalisations découlant de l'entente spécifique de régionalisation de l'immigration. Le ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles (MICC) se dit satisfait des résultats obtenus dans le cadre de cette entente, de par la mise en place de trois (3) projets d'accueil en seulement une année et demie.

Le Ministère est actuellement à finaliser les nouveaux programmes qui devraient permettre de poursuivre les efforts déployés avec les partenaires régionaux. Selon les nouvelles orientations, ce sera le MICC qui financera directement les services d'accueil et d'établissement des nouveaux arrivants. Les partenaires régionaux pourront ainsi appuyer ces efforts d'accueil et d'établissement, notamment par le biais de campagnes de sensibilisation à la diversité culturelle, au rapprochement et à l'apport de ces communautés culturelles.

(informations : <http://www.micc.gouv.qc.ca/fr/index.html> )

### 12. Affaires nouvelles :

#### 12.1 Réaménagement des services – Services Québec

Mme Nadine Bégin, du ministère des Services gouvernementaux, informe les membres de la CAR que le Bureau de publicité des droits (Registre foncier) pour le secteur de Baie-Comeau, sera déménagé au 625, boulevard Lafleche, afin de regrouper tous les services sous le même toit. D'autres démarches sont aussi en cours afin d'offrir les services du Directeur de l'État civil, aux points de services de Baie-Comeau et de Sept-Îles. D'autres projets sont aussi envisagés dans le cadre de la nouvelle planification stratégique de Services Québec.

(informations : <http://www.cotenord.gouv.qc.ca/> )

#### 12.2 Responsables de la condition féminine au sein des directions régionales

Mme Sylvie Bouchard, du Conseil du statut de la femme, demande aux membres de la CAR s'il est possible de lui transmettre le nom des personnes responsables du dossier de la condition féminine au sein de leur direction régionale. Une note sera cheminée aux membres leur demandant le nom et les coordonnées de cette personne, informations qui seront par la suite transmises à Mme Bouchard.

#### 12.3 « Plan Nord - Le réseau d'Emploi-Québec au service des travailleurs et des entreprises »

### **Déroulement de la rencontre**

Mme Candide Tremblay, du ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MESS), informe les membres de la CAR de la tenue, ce mardi 28 février, d'une conférence de presse pour le dévoilement de nouveaux services en matière de recrutement de main-d'œuvre dans le contexte du Plan Nord.

(informations : <http://emploi.quebec.net/grandsdossiers/plan-nord/index.asp>)

#### **13. Date et lieu de la prochaine réunion**

Il est convenu que la prochaine réunion de la CAR se tiendra à Baie-Comeau vers la fin du mois d'avril, ou le début du mois de mai 2012. Après consultation des membres, un avis de convocation sera acheminé y indiquant les coordonnées de la prochaine rencontre.

#### **14. Fin de la rencontre**

L'ordre du jour étant épuisé, la réunion se termine à 14 h 50.

---

**Conférence administrative régionale du Nord-du-Québec**  
**Projet d'ordre du jour**  
**Le 21 avril 2011 par visioconférence**

---

- |         |     |   |
|---------|-----|---|
| 8 h 30  | 1.  | Ouverture de la séance  |
| 8 h 40  | 2.  | Lecture et adoption de l'ordre du jour  |
| 8 h 45  | 3.  | Adoption des comptes rendus et suivi des rencontres du 7 décembre 2010 et du 28 janvier 2011                                      |
| 9 h 00  | 4.  | INFORMATION<br>Règlement des enjeux relatifs à la communauté crie d'Oujé-Bougoumou (diaporama), Frédéric Desrosiers, SAA          |
| 9 h 30  | 5.  | INFORMATION<br>Projet de gouvernement régional au Nunavik, Fernand Roy, SAA   |
| 10 h 00 | 6.  | INFORMATION<br>Politique de vitalité des territoires, Richard Leclerc, MAMROT   |
| 10 h 30 |     | PAUSE   |
| 10 h 45 | 7.  | DISCUSSION<br>Échanges avec sous-ministre des Ressources naturelles, M. Robert Sauvé, concernant le dévoilement du Plan Nord.     |
| 11 h 45 |     | DÎNER   |
| 13 h 00 | 8.  | INFORMATION<br>Documents produits par le Conseil du statut de la femme en 2010 et documents à venir en 2011, Mireille Gagnon, CSF |
| 13 h 45 | 9.  | DIVERS SUJETS<br>1.<br>2.<br>3.<br>4.   |
| 14 h 30 | 10. | Date et lieu de la prochaine rencontre  |
| 15 h 00 | 11. | Levée de l'assemblée  |
-

**Présences salles visioconférence :**

<b><u>Québec :</u></b>  Ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire 10, rue Pierre-Olivier-Chauveau, 4 <sup>e</sup> étage (salle en avant de la réception) Québec (Québec) G1R 4J3 <b>RNIS : 1 418 521-4219</b> <b>IP : 207. 253.242.25</b> <b>Personne responsable : Nancy Rousseau</b> <b>Téléphone : 418 691-2040 poste 3154</b>	Linda Morin - MAMROT
<b><u>Chibougamau</u></b>  CRSSS de la Baie-James 312, 3 <sup>e</sup> Rue Chibougamau (Québec) G8P 1N5 <b>Site 76556</b>  <b>Personne responsable : Christine Bolduc</b> <b>Téléphone : 418 748-3575 poste 5127</b>	Richard Leclerc – MAMROT Patricia Hébert – MAMROT Alain Poirier - MDEIE Ghislain Desjardins – MESS Richard Simard - HQ Elilizabeth Harvey – MRNF Alain Coulombe - SDBJ
<b><u>Rouyn-Noranda</u></b>  Ministère des Transports Salle Hudson 26, Mgr Rhéaume Est Rouyn-Noranda (Québec) J9X 3J5 <b>Visioconférence : 1 819 764-4646</b> <b>IP : 10.101.180.237</b> <b>Personne responsable : Jessica Gamelin</b> <b>Téléphone : 819 763-4080</b>	Eugène Montour - SIQ Monik Duhaime - MCCF Denis Blais - MTQ Marie-Josée Marcoux - CSF
<b><u>Jonquière</u></b>  Ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation Visio conférence, salle Carol-Brassard Édifice Marguerite-Belley 3950, boul. Harvey, Rez-de-chaussée Jonquière (Québec) <b>Visioconférence : 418 695-8845 (pas d'adresse IP)</b> <b>Personne responsable : Liette Moreau</b> <b>Téléphone : 418 695-7971</b>	Joseph Molina Daniel Côté
<b><u>Matagami</u></b>  110, boulevard Matagami Matagami (Québec) J0Y 2A0  <b>IP : 142.217.188.55</b> <b>Personne responsable : Annick Kenny</b> <b>Téléphone : 1 819 739-5111 poste 323</b>	André Brunet

Si jamais la visioconférence arrête avec le MAMROT, contacter Télus au 1 866 369-9223. Le numéro de réservation est le 297089.

**CAR NORD-DU-QUÉBEC**  
**15 juin 2011**

	Nom	Souper 14 juin	Dîner 15 juin	Présent
1	Baillargeon, Renée Claude - MESS	Non	X	X
2	Blais, Denis - MTQ	Non	X	X
3	Brunet, André - CRÉBJ		X	X
4	Côté, Daniel – CSPQ	X	X	X
5	Desrosiers, Frédéric - SAA	X	X	X
6	Gagnon, Mireille - CSF	X	X	X
7	Harvey, Elizabeth - MRNF	Non	X	X
8	Hébert, Patricia - MAMROT	X	X	X
9	Laboissonnière, Diane – SSSS	X	X	X
10	Leclerc, Richard - MAMROT	X	X	X
11	Marcoux, Marie-Josée - CSF	X	X	X
12	Mongeau, Michel - SAA	X	X	S
13	Poirier, Alain – MDEIE (en remplacement de M. Molina)	Non	X	X
15	Simard, Richard -HQ	Non	Non	X
16	Thibault, Raymond - SDBJ	X	X	X

Présent : 16



*Conférence administrative régionale du Nord-du-Québec,*

*Compte rendu de la réunion tenue le 21 avril 2011*

*À compter de 8 h 30, par visioconférence*

ÉTAIENT PRÉSENTS

Louise Bilodeau	Directrice régionale, Direction régionale de l'Abitibi-Témiscamingue et du Nord-du-Québec, ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport (MELS)
Denis Blais	Directeur, Bureau de la coordination du Nord-du-Québec, ministère des Transports (MTQ)
Daniel Côté	Responsable régional Saguenay-Lac-St-Jean et Nord-du-Québec, Direction des services en région, Vice-Présidence aux ressources humaines, Centre de services partagés du Québec (CSPQ)
Ghislain Desjardins	Directeur régional, Direction régionale du Nord-du-Québec, ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MESS)
Frédéric Desrosiers	Conseiller, Direction des relations et du suivi des ententes, Secrétariat aux affaires autochtones (SAA)
Mireille Gagnon	Responsable régionale, Conseil du statut de la femme (CSF)
Elizabeth Harvey	Directrice par intérim, Direction des Affaires régionales, ministère des Ressources naturelles et de la Faune (MRNF)
Patricia Hébert	Conseillère aux opérations régionales, Direction régionale du Nord-du-Québec, ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire (MAMROT)
Richard Leclerc	Directeur régional, Direction régionale du Nord-du-Québec, ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire (MAMROT)
Joseph Molina	Directeur régional, Direction régionale du Nord-du-Québec, ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation (MDEIE)
Eugène Montour	Directeur régional, Société immobilière du Québec (SIQ)
Fernand Roy	Conseiller, Secrétariat aux affaires autochtones (SAA)
Édith van de Walle	Directrice régionale, Direction régionale de l'Abitibi-Témiscamingue et du Nord-du-Québec, ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs (MDDEP)

ÉTAIT INVITÉ

André Brunet	Directeur général, Conférence régionale des élus de la Baie-James
--------------	---

Sujets à l'ordre du jour	Résumé des discussions	Point (s) ou commentaire (s) importants (s)	Suivi/Responsable (s)	Échéancier
1. Ouverture de la séance	<ul style="list-style-type: none"> <li>La séance est ouverte à 8 h 45</li> </ul>			
2. Lecture et adoption de l'ordre du jour	<ul style="list-style-type: none"> <li>L'ordre du jour est adopté tel quel</li> </ul>			
3. Adoption des comptes rendus et suivis des rencontres du 7 décembre 2010 et du 28 janvier 2011	<ul style="list-style-type: none"> <li>Les comptes rendus sont adoptés tels quels</li> </ul>			
4. INFORMATION - Règlement des enjeux relatifs à la communauté crie d'Oujé-Bougoumou (diaporama), Frédéric Desrosiers, SAA	<ul style="list-style-type: none"> <li>M. Desrosiers présente un diaporama dont une copie a été transmise préalablement aux membres. Cette présentation a déjà été effectuée auprès de la Municipalité de Baie-James (MBJ) et du groupe faune. Il est question du règlement des enjeux relatifs à la communauté crie d'Oujé-Bougoumou qui vise la reconnaissance officielle de la communauté comme 9<sup>e</sup> bande crie.</li> <li>Après la présentation, on s'interroge sur la nature des inquiétudes qui ont été soulevées à la suite des rencontres avec la MBJ et les autres intervenants. Des inquiétudes ont en effet été évoquées, notamment en ce qui a trait à la rétrocession différée des terres avec Mistissini. Mais le SAA est en mesure de répondre à ces inquiétudes et les négociations vont bon train avec Mistissini puisqu'il y a eu un assouplissement de leur position. Une première rencontre a d'ailleurs eu lieu cette semaine à Montréal. Pour ce qui est des intervenants du secteur de la chasse et de la pêche, ils ont insisté pour que l'information nécessaire soit transmise aux utilisateurs, ce que le SAA s'est engagé à réaliser.</li> <li>Une question est posée concernant les droits des abris sommaires. Est-ce qu'il y aura expropriation? Selon M. Desrosiers, il n'y aura pas d'expropriation. Les locataires seront avisés par le MRNF, mais la situation ne remet pas en question les baux. Cependant, les locataires devront s'entendre avec Oujé-Bougoumou pour poursuivre la chasse et la pêche après que les mesures transitoires soient mises en place.</li> <li>On se demande si une séance d'information publique est prévue. M. Desrosiers souligne à cet effet qu'un plan de communication sera élaboré prochainement pour être soumis ensuite au Conseil des ministres.</li> </ul>			
5. INFORMATION  Projet de gouvernement régional au Nunavik, Fernand Roy, SAA	<ul style="list-style-type: none"> <li>M. Roy dresse l'état de situation concernant le projet de gouvernement régional et plusieurs documents d'information ont été remis préalablement aux membres.</li> <li>Le projet de gouvernement régional est en développement depuis longtemps, mais les négociations finales ont débuté en 2008 pour se terminer le 11 février 2011 avec un libellé final.</li> <li>Le 27 avril aura lieu un référendum visant l'approbation de l'entente auprès de la population du Nunavik. Si la population est en majorité favorable, les prochaines étapes seront la ratification par les gouvernements du Canada et du Québec du projet et par la suite, l'adoption d'une loi visant l'encadrement de la nouvelle institution, et ce, dès l'automne 2011.</li> </ul>			

Sujets à l'ordre du jour	Résumé des discussions	Point (s) ou commentaire (s) importants (s)	Suivi/Responsable (s)	Échéancier
	<ul style="list-style-type: none"> <li>La nouvelle structure publique, unique au pays, fusionnerait l'Administration régionale Kativik, la Commission scolaire Kativik et la Régie régionale de la santé et des services sociaux Nunavik. La structure serait non ethnique et se composerait d'une assemblée de 20 membres, dont 14 élus locaux, 5 membres élus régionalement au conseil exécutif et un membre Naskapi. Les trois conseils d'administration des organismes visés seront abolis.</li> <li>Un comité de transition composé de 5 membres est prévu pour mettre en place le nouveau gouvernement. Dans une deuxième phase, de nouveaux pouvoirs pourront s'ajouter.</li> <li>Les membres s'interrogent quant à la poursuite des liens institutionnels des ministères avec le nouvel organisme fusionné. M. Roy précise que ceux-ci vont se continuer comme avant.</li> <li>Une économie sera réalisée notamment au niveau des frais de fonctionnement puisqu'il est question de passer de trois conseils d'administration à un seul, bien qu'il y ait un budget à prévoir pour la mise en place de la nouvelle structure.</li> <li>Le processus de mise en place du nouvel organisme sera complexe, car il y a plusieurs lois concernées, des conditions de travail différentes selon les organismes, etc.</li> </ul>			
<p>6. INFORMATION</p> <p>Politique de vitalité des territoires, Richard Leclerc, MAMROT</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>M. Leclerc fait un bref état de situation concernant le projet de stratégie de vitalité des territoires sur laquelle le MAMROT travaille depuis deux ans. Elle devrait être déposée en juin. Le terme « occupation du territoire » a été modifié pour « vitalité ». À l'automne, un projet de loi-cadre devrait être déposé à l'Assemblée nationale. Les unions municipales et les CRÉ semblent bien accueillir le projet.</li> <li>Un des éléments clés qui est prévu concerne le contrat de territoire qui sera signé entre les CRÉ, les CAR et un comité territorial pour chacune des régions.</li> </ul>			
<p>7. DISCUSSION</p> <p>Échanges avec le directeur de la CRÉBJ, André Brunet, concernant les attentes de la CRÉBJ envers la CAR</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>M. Brunet informe les membres de la CAR qu'il n'a pas d'attentes précises envers ceux-ci pour le moment, car la priorité est de connaître les résultats des négociations concernant la gouvernance sur le territoire.</li> <li>La Municipalité de Baie-James (MBJ), la Conférence régionale des élus de la Baie-James (CRÉBJ) ainsi que la Commission régionale sur les ressources naturelles et le territoire de la Baie-James (CRRNTBJ) sont actuellement remise en question puisque les Cris négocient actuellement une gouvernance partagée du territoire auprès du gouvernement.</li> <li>Une entente de principe devrait avoir lieu avant le 30 avril et les représentants de la région sont en attente des résultats.</li> <li>Les membres sont invités à lire le document produit par l'Administration régionale crie intitulé « Cree vision of Plan Nord » à l'adresse suivante <a href="http://www.gcc.ca/pdf/Cree-Vision-of-Plan-Nord.pdf">http://www.gcc.ca/pdf/Cree-Vision-of-Plan-Nord.pdf</a>. Toutes les demandes des</li> </ul>			

Sujets à l'ordre du jour	Résumé des discussions	Point (s) ou commentaire (s) importants (s)	Suivi/Responsable (s)	Échéancier
	<p>cris en regard de la gouvernance y sont énoncées.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>M. Brunet affirme que les Jamésiens ne sont pas présents à la table de négociation.</li> <li>M. Desrosiers précise que ces négociations ont débuté en février 2010 et sont menées par le comité de liaison mis en place dans le cadre de la Paix des braves. Il fera une demande pour qu'une présentation du comité de négociation concernant l'état de situation sur la gouvernance territoriale soit faite lors de la prochaine CAR du 15 juin.</li> </ul>			
8. INFORMATION Documents produits par le Conseil du statut de la femme en 2010 et documents à venir en 2011, Mireille Gagnon, CSF	<ul style="list-style-type: none"> <li>Mireille Gagnon dépose aux membres la liste des documents produits par le CSF au cours de l'année 2010-2011. Une présentation plus détaillée d'un document précis pourra être effectuée à la prochaine CAR, selon les besoins exprimés par les membres. On demande si le CSF est impliqué dans l'élaboration du Plan Nord. Mme Gagnon précise que le Conseil n'est pas réellement impliqué, mais a déposé des avis.</li> </ul>			
9. Divers sujets	<ul style="list-style-type: none"> <li>Aucun sujet</li> </ul>			
10. Date et lieu de la prochaine rencontre	<ul style="list-style-type: none"> <li>La prochaine rencontre aura lieu le 15 juin, à Chibougamau.</li> </ul>			
11. Levée de l'assemblée	<ul style="list-style-type: none"> <li>La rencontre s'est terminée à 11 h 5</li> </ul>			

Par : Patricia Hébert, conseillère aux opérations régionales, Direction régionale du Nord-du-Québec, ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire

---

**Conférence administrative régionale du Nord-du-Québec**  
**Ordre du jour**  
**Le 15 juin 2011 à Chibougamau**  
**CRSSSBJ - 312, 3<sup>e</sup> Rue, Chibougamau, salle 123**

---

- |         |     |  |
|---------|-----|--|
| 9 h     | 1.  | Ouverture de la séance   |
| 9 h 10  | 2.  | Lecture et adoption de l'ordre du jour   |
| 9 h 20  | 3.  | Adoption du compte rendu et suivi de la rencontre du 21 avril 2011   |
| 9 h 30  | 4.  | INFORMATION  |
|         |     | Accord-cadre entre les Cris d'Eeyou Istchee et le gouvernement du Québec sur la gouvernance dans le territoire d'Eeyou Istchee Baie-James, Michel Mongeau, SAA |
| 10 h 30 | 5.  | DISCUSSION   |
|         |     | Projet de relance de l'usine de Domtar à Lebel-sur-Quévillon, Richard Leclerc, MAMROT  |
| 10 h 45 |     | PAUSE  |
| 11 h    | 6.  | INFORMATION  |
|         |     | État d'avancement du prolongement de la route 167, Denis Blais, MTQ  |
| 11 h 45 |     | DÎNER  |
| 13 h 30 | 7.  | DISCUSSION   |
|         |     | Échanges avec le sous-ministre des Ressources naturelles et de la Faune, Robert Sauvé, concernant le dévoilement du Plan Nord.                                 |
| 14 h 30 | 8.  | Divers sujets  |
| 14 h 40 | 9.  | Date et lieu de la prochaine rencontre   |
| 14 h 45 | 10. | Levée de l'assemblée   |
-

*Conférence administrative régionale du Nord-du-Québec,  
Compte rendu de la réunion tenue le 15 juin 2011  
À compter de 8 h 30, au CRSSSBJ, à Chibougamau*

ÉTAIENT PRÉSENTS

Renée Claude Baillargeon	Directrice du soutien aux opérations et de la planification-partenariat, Direction régionale du Nord-du-Québec, ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MESS)
Denis Blais	Directeur, Bureau de la coordination du Nord-du-Québec, ministère des Transports (MTQ)
Daniel Côté	Responsable régional du Saguenay-Lac-St-Jean et du Nord-du-Québec, Direction des services en région, Vice-Présidence aux ressources humaines, Centre de services partagés du Québec (CSPQ)
Frédéric Desrosiers	Conseiller, Direction des relations et du suivi des ententes, Secrétariat aux affaires autochtones (SAA)
Mireille Gagnon	Responsable régionale, Conseil du statut de la femme (CSF)
Elizabeth Harvey	Directrice par intérim, Direction des Affaires régionales, ministère des Ressources naturelles et de la Faune (MRNF)
Patricia Hébert	Conseillère aux opérations régionales, Direction régionale du Nord-du-Québec, ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire (MAMROT)
Diane Laboissonnière	Présidente-directrice générale, Centre régional de santé et de services sociaux de la Baie-James (CRSSSBJ)
Richard Leclerc	Directeur régional, Direction régionale du Nord-du-Québec, ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire (MAMROT)
Marie-Josée Marcoux	Responsable régionale, Conseil du statut de la femme (CSF)
Alain Poirier	Adjoint exécutif, Direction régionale du Nord-du-Québec, ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation (MDEIE)
Richard Simard	Conseiller - Relations avec le milieu, Direction régionale – La Grande Rivière et Direction – Production, Hydro-Québec
Raymond Thibault	Président-directeur général, Société de développement de la Baie-James (SDBJ)

ÉTAIT INVITÉ

André Brunet	Directeur général, Conférence régionale des élus de la Baie-James (CRÉBJ)
Michel Mongeau	Conseiller, Direction des négociations, Secrétariat aux Affaires autochtones (SAA)
Robert Sauvé	Sous-ministre, ministère des Ressources naturelles et de la Faune (MRNF)

Sujets à l'ordre du jour	Résumé des discussions	Point (s) ou commentaire (s) importants (s)	Suivi/Responsable (s)	Échéancier
--------------------------	------------------------	---	-----------------------	------------

1. Ouverture de la séance	<ul style="list-style-type: none"> <li>La séance s'ouvre à 9 h.</li> </ul>			
2. Lecture et adoption de l'ordre du jour	<ul style="list-style-type: none"> <li>L'ordre du jour est adopté avec un ajout au point 8. Divers – présentation des documents du CSF.</li> </ul>			
3. Adoption des comptes rendus et suivis des rencontres du 7 décembre 2010 et du 28 janvier 2011	<ul style="list-style-type: none"> <li>Les comptes rendus sont adoptés tels quels. On se questionne à l'égard des résultats du référendum concernant le projet de gouvernement régional au Nunavik. M. Leclerc explique brièvement les différentes raisons ayant mené au rejet de l'entente. Il semblerait que ce résultat retardera de 5 à 10 ans le processus amorcé il y a plusieurs années. Une présentation sera faite à la prochaine CAR par M. Fernand Roy, du SAA.</li> </ul>			
4. INFORMATION Accord-cadre entre les Cris d'Eeyou Istchee et le gouvernement du Québec sur la gouvernance dans le territoire d'Eeyou Istchee Baie-James	<ul style="list-style-type: none"> <li>M. Michel Mongeau, du SAA œuvre aux négociations avec les Cris. Il a participé au comité de négociation et il est venu spécialement à la CAR pour présenter l'accord-cadre aux membres.</li> <li>Cet accord-cadre vise notamment la modernisation de la gouvernance régionale par une participation accrue des Cris à la gestion des terres publiques de catégories II et III.</li> <li>Un document ainsi qu'une carte illustrant les différentes catégories de terres inscrites dans la Convention de la Baie-James et du Nord québécois sont remis aux participants. Le document rappelle le contexte, les objectifs et les principes de la nouvelle gouvernance.</li> <li>Les Cris n'étaient pas satisfaits de la gestion du territoire, notamment à l'égard des terres de catégorie III.</li> <li>Lors de la modernisation du fonctionnement à la Municipalité de Baie-James (MBJ) en 2001, les Cris n'auraient pas été consultés adéquatement sur la question. Ils contestaient la MBJ et sa composition d'élus locaux jamésiens. En 2007, les Cris ont déposé un avis de différend au comité de liaison. Le juge Réjean Paul a été nommé pour faire un rapport sur la situation incluant des recommandations sur la gouvernance. Une table de négociation a été mise en place en février 2010 et incluait des représentants du MAMROT, du MRNF et du SAA, un avocat du ministère de la Justice et un négociateur externe, l'ex-juge René Dussault.</li> <li>Les parties visaient à conclure un accord de principe parallèlement aux travaux entourant le Plan Nord, les Cris ayant clairement signifié qu'ils désiraient être associés plus étroitement à la gouvernance et au développement du territoire. C'est ainsi que d'intenses négociations ont eu lieu dans la dernière année. Les Jamésiens n'ont pas participé directement à cette négociation mais une sous-table de négociation (Jamésiens-Cris-Québec) a été prévue dans l'accord-cadre pour discuter et faire des recommandations concernant les questions relevant du nouveau gouvernement régional qui sera créé. Il est prévu la signature d'une entente finale d'ici un an.</li> </ul>			

Sujets à l'ordre du jour	Résumé des discussions	Point (s) ou commentaire (s) importants (s)	Suivi/Responsable (s)	Échéancier
	<ul style="list-style-type: none"> <li>Plusieurs questions sont soulevées de la part des participants. La composition du Comité de négociation mentionné dans l'accord-cadre n'est pas encore définie, celle-ci sera probablement modulée selon les champs de compétence abordés.</li> <li>Des préoccupations sont soulevées concernant la langue de travail du futur gouvernement régional. Ce sujet n'a pas été abordé à la table de négociation. Il le sera à la sous-table de négociation (Québec-Cris-Jamésien).</li> <li>La représentation des localités sera discutée à la sous-table de négociation. Le représentant du gouvernement central qui sera nommé au gouvernement régional n'est pas encore connu.</li> <li>Des préoccupations sont exprimées quant aux effets de l'accord-cadre sur l'existence de la CRÉBJ.</li> <li>On se questionne sur le financement de cette nouvelle structure. M. Mongeau affirme que l'accord n'entraînera pas de nouveaux engagements financiers pour le gouvernement du Québec.</li> <li>Des inquiétudes sont soulevées concernant les Jamésien qui seront choisis pour négocier à la sous-table de négociation, afin qu'ils représentent bien les réalités de la région.</li> <li>La SDBJ s'interroge sur son rôle envers les municipalités, puisque les actifs et le personnel de la société d'État seront transférés au futur gouvernement régional, alors que les municipalités où se trouvent ces actifs n'en feront pas partie.</li> <li>Tous s'entendent sur la nécessité d'établir des mesures de transitions claires, car l'incertitude plane sur les organisations et les individus concernés par ces changements importants.</li> </ul>			
5. INFORMATION Projet de relance de l'usine de Domtar à Lebel-sur-Quévillon	<ul style="list-style-type: none"> <li>M. Richard Leclerc fait un bref état de situation concernant la relance de l'usine de Domtar à Lebel-sur-Quévillon. Le contrat liant la Ville de Lebel-sur-Quévillon et l'acquéreur potentiel ne nécessitera probablement pas de projet de loi privé.</li> </ul>			
6. INFORMATION État d'avancement du prolongement de la route 167	<ul style="list-style-type: none"> <li>Un diaporama sur l'état d'avancement du prolongement de la route 167 est présenté et une copie de la présentation est remise aux membres.</li> <li>On se questionne sur la présence d'une clause de retombées économiques pour la région.</li> </ul>			
7. DISCUSSION Échanges avec le sous-ministre des Ressources naturelles et de la Faune, Robert Sauvé, concernant le dévoilement du Plan Nord.	<ul style="list-style-type: none"> <li>M. Robert Sauvé présente un document qui a été remis à tous les participants et qui s'intitule : <i>Le Plan Nord – Faire ensemble le chantier d'une génération.</i></li> <li>Un projet de loi sera déposé à l'automne et inclura la création de la Société du Plan Nord.</li> <li>Le Premier ministre a prononcé une allocution devant 280 personnes à New</li> </ul>			



Sujets à l'ordre du jour	Résumé des discussions	Point (s) ou commentaire (s) importants (s)	Suivi/Responsable (s)	Échéancier
	<p>York pour présenter le Plan Nord. L'auditoire était varié et incluait des banquiers, des représentants des minères, etc. Il doit également effectuer une tournée de plusieurs villes européennes à la fin juin pour faire la promotion du Plan Nord.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Des questions sont soulevées concernant la structure de la Société du Plan Nord. Celle-ci n'est pas encore définie, mais elle sera dirigée par un conseil d'administration représentant toutes les communautés du Nord : les autochtones, et des représentants de la Jamésie, de la Côte-Nord et du Saguenay-Lac-Saint-Jean. Le siège social sera situé sur le territoire du Plan Nord.</li> <li>La Société jouera un rôle de coordination et le suivi des projets sera confié aux ministères.</li> <li>On se demande si le conseil d'administration sera paritaire homme/femme. M. Sauvé souligne que la nouvelle société d'État devra se conformer à la <i>Loi sur la gouvernance des sociétés d'État</i>.</li> <li>Une question est posée concernant la réfection de la route de la Baie-James qui n'a pas été considérée spécifiquement dans le Plan Nord. Cependant, M. Sauvé signale qu'il y aura une obligation de planifier la réfection et la construction des infrastructures pour mieux gérer les budgets afférents au ministère des Transports.</li> <li>On s'interroge sur la place des services sociaux tels les logements, services de garde, en amont des projets de développement. M. Sauvé fait référence à la situation que Fermont vit actuellement grâce à l'ouverture prochaine d'une mine. La population devrait doubler en peu de temps. Actuellement, le MRNF travaille avec une équipe spéciale du ministère de la Santé et des Services sociaux et qui sera en appui à l'Agence de la santé et des services sociaux de la Côte-Nord. Éventuellement, ce sera la Société du Plan Nord qui fera ce travail de coordination, mais ce sont les ministères qui seront interpellés lorsqu'il sera question de services.</li> <li>Un système utilisateur-payeur pour les infrastructures de transport sera analysé, par exemple, en ce qui concerne les mines qui se trouvent le long d'une route à développer ou à entretenir.</li> <li>Concernant la maximisation des retombées économiques pour les régions dans le secteur des transports, rien n'est encore décidé.</li> <li>Finalement, tous font part de leur préoccupation à mieux informer la population concernant le Plan Nord et la nouvelle gouvernance qui en découle.</li> </ul>			
<p>8. DIVERS SUJETS</p> <p>Présentation de documents par le Conseil du statut de la femme.</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Une liste de documents que le CSF a produite est remise aux participants. Il est question du document : <i>La gouvernance dans les entreprises du Québec : où en sont les femmes?</i> Plusieurs grandes entreprises n'ont pas de femmes qui siègent à leur conseil d'administration et il y a peu de documentation sur ces données.</li> </ul>			

Sujets à l'ordre du jour	Résumé des discussions	Point (s) ou commentaire (s) importants (s)	Suivi/Responsable (s)	Échéancier
	<p>Pour la région du Nord-du-Québec et de la Côte-Nord, les grandes entreprises ont des femmes sur leur conseil d'administration dans une proportion de 16,7 %.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Malgré la <i>Loi sur la gouvernance des sociétés d'État</i>, il n'y a à ce jour, que 35 % de femmes qui siègent sur les conseils d'administration.</li> </ul>			
9. Date et lieu de la prochaine rencontre	<ul style="list-style-type: none"> <li>La prochaine rencontre aura lieu le 15 septembre, par visioconférence.</li> </ul>			
10. Levée de l'assemblée	<ul style="list-style-type: none"> <li>La rencontre s'est terminée à 15 h.</li> </ul>			

Par : Patricia Hébert, conseillère aux opérations régionales, Direction régionale du Nord-du-Québec, ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire

---

**Conférence administrative régionale du Nord-du-Québec**  
**Ordre du jour**  
**Le 25 octobre 2011 par visioconférence**

---

- |         |     |  |
|---------|-----|--|
| 9 h     | 1.  | Ouverture de la séance   |
| 9 h 10  | 2.  | Lecture et adoption de l'ordre du jour   |
| 9 h 15  | 3.  | Adoption du compte rendu et suivi de la rencontre du 15 juin 2011  |
| 9 h 20  | 4.  | INFORMATION<br>État d'avancement des travaux - Accord-cadre entre les Cris d'Eeyou Istchee et le gouvernement du Québec sur la gouvernance dans le territoire d'Eeyou Istchee<br>Baie-James, Richard Leclerc, MAMROT                   |
| 9 h 50  | 5.  | INFORMATION<br>Présentation de la fiche Égalité, Conseil du statut de la femme   |
| 10 h 10 |     | PAUSE  |
| 10 h 30 | 6.  | INFORMATION<br>Projet de formation/perfectionnement pour les gestionnaires, Daniel Côté, CSPQ  |
| 10 h 40 | 7.  | INFORMATION<br>Divers sujets<br>- dépôt d'un document sur l'état de situation concernant le résultat du référendum tenu au Nunavik le 27 avril 2011 sur le projet d'entente finale sur la création du gouvernement régional du Nunavik |
| 10 h 45 | 8.  | DISCUSSION<br>Plan Nord - arrimage entre les ministères, Élisabeth Harvey, MRNF  |
| 11 h 30 | 9.  | DISCUSSION<br>Relance de la table économique de la CAR, MDEIE  |
| 11 h 55 | 10. | Date de la prochaine rencontre   |
| 12 h 00 | 11. | Levée de la rencontre  |
-

**Présences salles visioconférence :**

<b><u>Québec:</u></b>  Ministère des ressources naturelles et de la Faune 5700 4e avenue ouest Québec (Québec) G1H-6R1 Salle RC44 Contact : M. Anthony Jones Téléphone : 418-627-6280 #3443	Frédéric Desrosiers – SAA Fernand Roy - SAA
<b><u>Chibougamau:</u></b>  Ministère des Ressources naturelles et de la Faune 624, 3e Rue Chibougamau (Québec) G8P 1P1	Richard Leclerc – MAMROT Patricia Hébert – MAMROT Renée Claude Baillargeon – MESS Elizabeth Harvey - MRNF
<b><u>Rouyn-Noranda:</u></b>  Ministère des Ressources naturelles et de la Faune 70, avenue Québec Rouyn-Noranda (Québec) J9X 6R1 Contact : Lucie Pépin Téléphone : 819 763-3216, poste 223	Denis Blais – MTQ Eugène Montour - SIQ Édith van de Walle - MDDEP Marie-Josée Marcoux – CSF Mireille Gagnon – CSF Jacques Viger – Sécurité civile Monik Duhaime – MCCCCF Louise Bilodeau – MELS (jusqu'à 10h)
<b><u>Jonquière:</u></b>  Édifice Marguerite-Belley 3950, boul. Harvey Jonquière (Québec) G7X 8L6 RC-14 Salle Carol Brassard Contact : Annie Tremblay Téléphone : 418 695-7927 poste 2201 Téléphone connexion : 418-695-8845	Daniel Côté – CSPQ Joseph Molina - MDEIE
<b><u>Matagami:</u></b>  SADC de Matagami 180, Place du Commerce, bureau 101 Matatami (Québec) Téléphone connexion :	André Brunet - CRÉBJ

*Conférence administrative régionale du Nord-du-Québec,  
Compte rendu de la réunion tenue le 25 octobre 2011  
À compter de 9 h, par visioconférence*

ÉTAIENT PRÉSENTS	
Renée Claude Baillargeon	Directrice du soutien aux opérations et de la planification-partenariat, Direction régionale du Nord-du-Québec, ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MESS)
Christine Beaudin	Directrice, Direction territoriale Nord-Ouest, Ministère de la Famille et des Aînés
Colette Roy	Adjointe au directeur, Bureau de la coordination du Nord-du-Québec, ministère des Transports (MTQ)
Daniel Côté	Responsable régional du Saguenay-Lac-Saint-Jean et du Nord-du-Québec, Direction des services en région, Vice-Présidence aux ressources humaines, Centre de services partagés du Québec (CSPQ)
Frédéric Desrosiers	Conseiller, Direction des relations et du suivi des ententes, Secrétariat aux affaires autochtones (SAA)
Elizabeth Harvey	Directrice par intérim, Direction des Affaires régionales, ministère des Ressources naturelles et de la Faune (MRNF)
Patricia Hébert	Conseillère aux opérations régionales, Direction régionale du Nord-du-Québec, ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire (MAMROT)
Richard Leclerc	Directeur régional, Direction régionale du Nord-du-Québec, ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire (MAMROT)
Marie-Josée Marcoux	Responsable régionale, Conseil du statut de la femme (CSF)
Eugène Montour	Directeur régional, Société immobilière du Québec
Alain Poirier	Adjoint exécutif, Direction régionale du Nord-du-Québec, ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation (MDEIE)
Louise Séguin	Conseillère en partenariat touristique, Ministère du Tourisme
Édith van de Walle (arrivée vers 10h30)	Directrice régionale de l'analyse et de l'expertise de l'Abitibi-Témiscamingue et du Nord-du-Québec, Ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs

Sujets à l'ordre du jour	Résumé des discussions	Point (s) ou commentaire (s) importants (s)	Suivi/Responsable (s)	Échéancier
1. Ouverture de la séance	<ul style="list-style-type: none"> <li>La séance s'ouvre à 9 h 15.</li> </ul>			
2. Lecture et adoption de l'ordre du jour	<ul style="list-style-type: none"> <li>L'ordre du jour est adopté tel quel.</li> </ul>			
3. Adoption du compte rendu de la rencontre du 15 juin 2011	<ul style="list-style-type: none"> <li>Le compte rendu est adopté tel quel.</li> </ul>			
4. INFORMATION  État d'avancement des travaux - <i>Accord-cadre entre les Cris d'Eeyou Istchee et le gouvernement du Québec sur la gouvernance dans le territoire d'Eeyou Istchee Baie-James</i>	<ul style="list-style-type: none"> <li>M. Richard Leclerc informe les participants de la tournée d'information publique régionale qui a eu lieu du 17 au 21 octobre 2011 dans les municipalités et localités de la Baie-James. Cette tournée a attiré environ 450 personnes et avait pour but de présenter l'<i>Accord-cadre entre les Cris d'Eeyou Istchee et le gouvernement du Québec sur la gouvernance dans le territoire d'Eeyou Istchee Baie-James</i>.</li> <li>Des représentants du MAMROT, du MRNF et du SAA ont assurés les présentations et parmi eux, trois personnes ont participé à la table de négociation.</li> <li>La présentation d'un diaporama de 25 minutes résumant les principaux éléments de l'<i>Accord-cadre</i> était suivie d'une période de questions. Les rencontres ont duré en moyenne 1 h 30.</li> <li>Des rencontres se sont tenues en après-midi dans chacune des municipalités et localités avec les conseils municipaux. Une rencontre a également eu lieu avec les employés de la Conférence régionale des élus de la Baie-James, de la Municipalité de Baie-James et de la Société de développement de la Baie-James à Matagami, où plusieurs préoccupations ont été soulignées.</li> <li>De façon générale, la population a soulevé de nombreuses inquiétudes et de plusieurs questions pertinentes ont fait l'objet de discussion. Des personnes furent rassurées en apprenant que l'entente n'était pas finale et que des séances de négociations restent à venir.</li> <li>Il en est ressorti que l'aspect communication est fondamental afin de mieux faire connaître l'accord à la population régionale.</li> <li>Plusieurs étapes restent encore à venir avant la mise en œuvre de cet accord-cadre. À la suite d'une éventuelle entente finale, plusieurs lois devront être modifiées, ainsi que la Convention de la Baie-James et du Nord Québécois.</li> </ul>			
5. INFORMATION  Présentation de la fiche égalité	<ul style="list-style-type: none"> <li>Un document intitulé <i>Fiche socio-économique en matière d'égalité entre les femmes et les hommes – Nord-du-Québec, partie Jamésie</i> a été remis aux membres.</li> <li>Ce document sera bientôt publié sur le site Web du Conseil du statut de la femme. Une modification de libellé concernant le projet Accord est demandée, ce qui sera fait avant sa publication.</li> <li>Éventuellement, un document concernant les Cris et les Inuits sera produit.</li> </ul>			

Sujets à l'ordre du jour	Résumé des discussions	Point (s) ou commentaire (s) importants (s)	Suivi/Responsable (s)	Échéancier
<p>6. INFORMATION</p> <p>Projet de formation/perfectionnement pour les gestionnaires</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Un document intitulé <i>Planification des activités de développement 2011-2012</i> a été remis aux membres.</li> <li>Lors de la prochaine CAR, une offre de services finalisée sera présentée aux membres.</li> <li>Il est dorénavant plus difficile de former des groupes de 25 personnes pour les formations présentées à Chibougamau puisque le Centre de santé et de services sociaux de la Baie-James offre maintenant ses propres formations à l'interne, ce qui représente de 10 à 15 personnes en moins qui participaient aux formations offertes.</li> <li>Un cercle de gestion existe à Chibougamau, mais il n'y a pas de cercle de cogestion qui regroupe des professionnels en situation de gestion. Pour démarrer un tel groupe, 6 participants sont nécessaires.</li> </ul>			
<p>7. INFORMATION</p> <p>Dépôt d'un document sur l'état de situation concernant le résultat du référendum tenu au Nunavik le 27 avril 2011 sur le projet d'entente finale sur la création du gouvernement régional du Nunavik</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Un état de situation écrit a été remis aux membres.</li> <li>La population du Nunavik s'est prononcée à plus de 66 % contre le projet d'entente finale.</li> <li>La balle est maintenant dans le camp des Inuits pour la suite des choses.</li> <li>Les membres sont informés que M. Fernand Roy, qui assurait le suivi des ententes avec les Inuits, est maintenant à la retraite. M. Pierre Rhéaume assume pour le moment le suivi des ententes avec les Inuits de même que les dossiers liés au Plan Nord.</li> <li>Des questions sont soulevées concernant la formation sur les autochtones assurée par le SAA. Il en coûterait 3000 \$ pour la tenue de cette formation à Chibougamau, alors que celle-ci est gratuite lorsqu'elle a lieu à Québec. Une lettre sera envoyée au SAA, au nom de la CAR, pour demander la tenue d'une formation gratuite dans la région.</li> </ul>	Lettre au SAA	Richard Leclerc	Janvier 2012
<p>8. DISCUSSION</p> <p>Plan Nord - arrimage entre les ministères</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Mme Harvey souligne que dans la région de la Côte-Nord, plusieurs arrimages sont en cours entre les ministères, notamment au niveau des infrastructures.</li> <li>Il est proposé de toujours inclure à l'ordre du jour des rencontres de la CAR un point concernant le Plan Nord pour favoriser les arrimages en amont des projets.</li> <li>La <i>Stratégie québécoise de développement touristique nordique</i> devrait être lancée d'ici trois semaines. Par la suite, la ministre du Tourisme, Mme Nicole Ménard, effectuera une tournée de toutes les régions concernées.</li> <li>Une carte du Nord québécois est actuellement en élaboration et couvrira l'ensemble du territoire au nord du 49° parallèle. Le MRNF assurera la cartographie et des données socio-économiques du territoire seront disponibles à l'endos de la carte.</li> <li>Le processus de signature des ententes de mise en œuvre du créneau tourisme nordique s'effectuera dans les prochaines semaines. Il est souligné que ce créneau concerne deux filières différentes au sein du Nord-du-Québec, soit au Nunavik et dans la région Eeyou Istchee/Baie-James.</li> </ul>			

Sujets à l'ordre du jour	Résumé des discussions	Point (s) ou commentaire (s) importants (s)	Suivi/Responsable (s)	Échéancier
	<ul style="list-style-type: none"> <li>Il est également question de l'Entente de partenariat en tourisme (Baie-James). Un litige au sein du comité de gestion fait en sorte que les travaux sont au point neutre. Une rencontre entre les partenaires de l'Entente est prévue au début de décembre.</li> </ul>			
<p>9. DISCUSSION</p> <p>Relance de la Table économique de la CAR</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Un document concernant la relance de la Table économique de la CAR a été remis aux membres.</li> <li>L'un des principaux objectifs de la Table économique est de permettre aux différents ministères et organismes de la région qui œuvrent dans le développement économique, d'échanger de l'information sur les différents projets ou problématiques de développement. De plus, c'est un lieu pour y coordonner leurs actions afin de maximiser les chances de réussite des projets de développement.</li> <li>La coordination est assurée par le MDEIE. La SDBJ et Investissement-Québec seront invités à y participer. Selon la nature des projets, et ce de façon ad hoc, le MFA se joindra à la Table.</li> <li>Il est entendu que la Table économique se réunira en dehors des rencontres de la CAR. La prochaine étape sera de tenir une première rencontre avant la tenue de la CAR de janvier 2012.</li> <li>À chaque CAR, un point d'information concernant la Table économique sera inscrit à l'ordre du jour pour informer les membres des principaux points discutés.</li> </ul>			
10. Autres sujets	<ul style="list-style-type: none"> <li>Mme Renée-Claude Baillargeon discute brièvement de la conférence téléphonique à laquelle elle vient d'assister su sujet de la relance de l'usine de Domtar à Lebel-sur-Quévillon. Il en est ressorti que Domtar effectuera certains travaux environnementaux qui sont exigés pour que la transaction ait lieu.</li> <li>Mme Édith va de Walle s'informe de l'intérêt des ministères à tenir un concours interministériel pour constituer une banque de candidats déclarés aptes à occuper des postes de professionnels dans les régions de l'Abitibi-Témiscamingue et du Nord-du-Québec. Le corps d'emploi visé serait celui de spécialiste en sciences physiques, mais le concours pourrait également permettre de constituer des réserves d'ingénieurs chimiste, minier, géologue ou en sciences de l'environnement, de même que d'agent de recherche et de planification socioéconomique. Un courriel sera envoyé aux membres pour connaître l'intérêt de chacun.</li> </ul>	Courriel aux membres	Édith van de Walle	Octobre 2011
11. Date de la prochaine rencontre	<ul style="list-style-type: none"> <li>La date de la prochaine rencontre sera le 25 janvier 2012 à 9 heures par visioconférence.</li> </ul>			
12. Levée de l'assemblée	<ul style="list-style-type: none"> <li>La rencontre s'est terminée à 11 h.</li> </ul>			

Par : Patricia Hébert, conseillère aux opérations régionales, Direction régionale du Nord-du-Québec, ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire



---

**Conférence administrative régionale du Nord-du-Québec**  
**Ordre du jour**  
**Le jeudi 12 janvier 2012**

---

- 13 h 15 1. Ouverture de la séance
- 13 h 20 2. Lecture et adoption de l'ordre du jour
- 13 h 25 3. Adoption du compte rendu et suivi de la rencontre du 25 octobre 2011
- 13 h 30 4. DISCUSSION  
Stratégie pour assurer l'occupation et la vitalité des territoires 2011-2016, Mme Linda Morin, sous-ministre adjointe aux Territoires, MAMROT
- 15 h 00 5. INFORMATION  
État d'avancement des travaux - Accord-cadre entre les Cris d'Eeyou Istchee et le gouvernement du Québec sur la gouvernance dans le territoire d'Eeyou Istchee Baie-James, Mme Linda Morin, sous-ministre adjointe aux Territoires, MAMROT
- 15 h 30 6. INFORMATION  
Offre de formation/perfectionnement pour les gestionnaires, Daniel Côté, CSPQ
- 15 h 45 7. DISCUSSION  
Plan Nord - arrimage entre les ministères
- 16 h 25 8. Date de la prochaine rencontre
- 16 h 30 9. Levée de la rencontre
-

**Présences salles visioconférence :**

<b><u>Québec :</u></b>  <b>Ministère des ressources naturelles et de la Faune</b> <b>5700, 4e avenue ouest</b> <b>Québec (Québec) G1H-6R1</b> <b>Salle RC44</b> <b>Contact : M. Steve Trahan (voir coordonnées ci-dessous)</b>	<b>Aucun participant pour le moment</b>  Frédéric Desrosiers – SAA Louise Séguin - Tourisme
<b><u>Chibougamau</u></b>  <b>Centre d'études collégiales à Chibougamau 110, rue Obalski (Québec) G8P 2E9</b> <b>Salle 123</b> <b>Contact : Roxanne Maltais</b>	Renée Claude Baillargeon – MESS Elizabeth Harvey – MRNF Richard Leclerc – MAMROT Patricia Hébert – MAMROT Alain Poirier - MDEIE
<b><u>Rouyn-Noranda</u></b>  <b>Ministère des Ressources naturelles et de la Faune</b> <b>70, avenue Québec</b> <b>Rouyn-Noranda (Québec) J9X 6R1</b> <b>Contact : Lucie Pépin</b>	Eugène Montour - SIQ Marie-Josée Marcoux - CSF Mireille Gagnon - CSF Édith van de Walle - MDDEP Monik Duhaime - MCCF Denis Blais - MTQ Jacques Harnois – pour Pierre Corbeil
<b><u>Jonquière</u></b>  <b>Société Immobilière du Québec</b> <b>Édifice Marguerite-Belley</b> <b>3950, boul. Harvey</b> <b>Jonquière (Québec)</b> <b>G7X 8L6</b> <b>RC-14 Salle Carol Brassard</b> <b>Contact : Chantale</b>	Daniel Côté
<b><u>Matagami</u></b>  <b>SADC de Matagami</b> <b>180, Place du Commerce, bureau 101</b> <b>Matagami (Québec)</b> <b>Personne responsable : Rachelle Sigouin</b>	André Brunet
<b><u>Montréal</u></b>  <b>Ministère des Ressources naturelles et de la Faune</b> <b>545, boulevard Crémazie Est</b> <b>Montréal (Québec) H2M 2V1</b>	Christine Beaudin

*Conférence administrative régionale du Nord-du-Québec,  
Compte rendu de la réunion tenue le 12 janvier 2012  
À compter de 13 h 15, par visioconférence*

ÉTAIENT PRÉSENTS	
Renée Claude Baillargeon	Directrice du soutien aux opérations et de la planification-partenariat, Direction régionale du Nord-du-Québec, ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MESS)
Denis Blais	Directeur, Bureau de la coordination du Nord-du-Québec, ministère des Transports (MTQ)
Nathalie Boisvert	Présidente-directrice générale, Centre régional de santé et de services sociaux de la Baie-James
Alain Coulombe	Directeur général adjoint au développement économique, Société de développement de la Baie-James
Daniel Côté	Responsable régional du Saguenay-Lac-Saint-Jean et du Nord-du-Québec, Direction des services en région, Vice-Présidence aux ressources humaines, Centre de services partagés du Québec (CSPQ)
Ghislain Desjardins	Directeur régional, Direction régionale du Nord-du-Québec, ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MESS)
Monik Duhaime	Directrice régionale, Direction de l'Abitibi-Témiscamingue et du Nord-du-Québec, ministère de la Culture et des Communications
Elizabeth Harvey	Directrice par intérim, Direction des Affaires régionales, ministère des Ressources naturelles et de la Faune (MRNF)
Patricia Hébert	Conseillère aux opérations régionales, Direction régionale du Nord-du-Québec, ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire (MAMROT)
Richard Leclerc	Directeur régional, Direction régionale du Nord-du-Québec, ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire (MAMROT)
Joseph Molina	Directeur régional, Direction régionale du Nord-du-Québec, ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation (MDEIE)
Eugène Montour	Directeur régional, Société immobilière du Québec
Alain Poirier	Adjoint exécutif, Direction régionale du Nord-du-Québec, ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation (MDEIE)
Édith van de Walle	Directrice régionale de l'analyse et de l'expertise de l'Abitibi-Témiscamingue et du Nord-du-Québec, ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs
ÉTAIENT INVITÉS	
André Brunet	Directeur général, Conférence régionale des élus de la Baie-James
Linda Morin	Sous-ministre adjointe aux Territoires, ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire (MAMROT)

Sujets à l'ordre du jour	Résumé des discussions	Point (s) ou commentaire (s) importants (s)	Suivi/Responsable (s)	Échéancier
--------------------------	------------------------	---	-----------------------	------------

1. Ouverture de la séance	<ul style="list-style-type: none"> <li>La séance s'ouvre à 13 h 20.</li> </ul>			
2. Lecture et adoption de l'ordre du jour	<ul style="list-style-type: none"> <li>L'ordre du jour est adopté avec des ajouts au point 6 : concours du MDDEP et retour sur la Table économique de la CAR.</li> </ul>			
3. Adoption du compte rendu de la rencontre du 25 octobre 2011	<ul style="list-style-type: none"> <li>Le compte rendu est adopté tel quel.</li> </ul>			
<p>4. DISCUSSION</p> <p>Stratégie pour assurer l'occupation et la vitalité des territoires 2011-2016, Mme Linda Morin, sous-ministre adjointe aux Territoires, MAMROT</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Mme Morin présente un diaporama et rappelle l'historique du mandat de l'occupation du territoire au sein du MAMROT.</li> <li>Une vaste consultation des partenaires (UMQ, FQM, UPA, Solidarité rurale, etc.) a eu lieu en 2010 pour connaître leurs attentes concernant l'occupation du territoire.</li> <li>En septembre 2010, une table des partenaires a été mise sur pied pour se donner une vision commune.</li> <li>La Stratégie sur l'occupation et la vitalité des territoires devait refléter une vision et un engagement gouvernemental et non seulement du MAMROT. C'est pourquoi un projet de loi cadre a été déposé au mois de novembre.</li> <li>Le projet de loi et le concept de contrat de territoire ont reçu au départ un accueil mitigé dans les différents ministères.</li> <li>Du 30 janvier 2012 au 15 février 2012, pas moins de soixante organismes participeront aux consultations particulières et auditions publiques sur le projet de loi n° 34, Loi pour assurer l'occupation et la vitalité des territoires. Il pourrait être adopté en mars.</li> <li>Le ministre, M. Laurent Lessard, va s'assurer auprès de ses collègues que la Stratégie soit diffusé dans les régions.</li> <li>Il est attendu des différents ministères qu'ils modulent davantage leurs programmes en fonction des réalités régionales. De plus, les ministres régionaux joueront un rôle accru auprès de la CAR et les ministères seront invités à les alimenter régulièrement.</li> <li>La Stratégie concerne toutes les régions, même celle de Montréal qui a des défis particuliers en matière d'occupation du territoire.</li> <li>Certains membres émettent des réserves concernant le partage d'information entre les ministères.</li> <li>On se questionne également concernant la modulation et son application aux normes et exigences.</li> <li>Des travaux sont à venir concernant les contrats de territoire et le rôle des CAR.</li> </ul>			

Sujets à l'ordre du jour	Résumé des discussions	Point (s) ou commentaire (s) importants (s)	Suivi/Responsable (s)	Échéancier
<p>5. INFORMATION</p> <p>État d'avancement des travaux - Accord-cadre entre les Cris d'Eeyou Istchee et le gouvernement du Québec sur la gouvernance dans le territoire d'Eeyou Istchee Baie-James, Mme Linda Morin, sous-ministre adjointe aux Territoires, MAMROT</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>La table centrale de négociation a débuté ses travaux en septembre 2011. Elle se réunit actuellement tous les quinze jours. Monsieur Daniel Gagné est le négociateur en chef. L'objectif de conclure une entente finale pour la fin du mois d'avril est toujours en vigueur.</li> <li>La table sectorielle sur la gouvernance a mis du temps à se mettre en place. Monsieur Florent Gagné sera le représentant des Jamésiens. Il accompagne les Jamésiens pour qu'ils se définissent une place dans la nouvelle gouvernance régionale.</li> <li>Un des enjeux majeurs concerne l'avenir des localités. En février, il y aura une <i>séance d'information dirigée par le MAMROT</i> visant à présenter un scénario de municipalisation aux localités.</li> <li>Un budget pro forma du nouveau gouvernement régional sera élaboré prochainement.</li> <li>L'incertitude est importante au sein du personnel. Selon le directeur général de la CRÉBJ, 8 personnes sur 18, travaillant actuellement au sein de l'organisme, devraient être transférées au futur gouvernement régional.</li> </ul>			
<p>6. INFORMATION</p> <p>Offre de formation/perfectionnement pour les gestionnaires, Daniel Côté, CSPQ</p> <p>Concours du MDDEP</p> <p>Retour sur la Table économique de la CAR</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>M. Côté informe les membres de la CAR qu'il y a actuellement, à Jonquière, une personne appartenant à la liste du personnel d'encadrement classe 5 qui est en priorité de placement. Elle pourrait effectuer gratuitement des mandats professionnels pour les ministères.</li> <li>M. Côté dresse le portrait de l'offre de services offerte par le CSPQ en région. Celle-ci se décline en 6 axes : recrutement et promotion, développement et formation, activités de concertation, programmes gouvernementaux, mobilité et redéploiement et accueil et renseignement. Des services à la carte sont également disponibles comme l'organisation de séances d'administration d'examens, l'organisation de concours régionaux et l'organisation d'activités de développement et de formation initiées en région.</li> <li>Une formation sera offerte en mars concernant la gestion des personnes difficiles. En mars ou en avril, un sondage sera envoyé aux gestionnaires pour qu'ils communiquent leurs besoins dans l'objectif d'établir un calendrier des activités pour l'an prochain.</li> <li>Le MDDEP a fait une approche auprès des autres ministères pour connaître leur intérêt à tenir un concours interministériel. Le MTQ, le MESS et le MRNF (Géologie Québec) ont répondu positivement. Cependant, le montant demandé par le CSPQ pour organiser le concours se situerait entre 34 000 \$ et 39 000 \$ puisqu'il s'agirait d'un concours réservé à ces ministères. Le MRNF, le MTQ et le MDDEP se sont désistés. Le MESS est toujours intéressé et Mme Harvey du MRNF validera l'intérêt du ministère pour un poste de biologiste.</li> <li>M. Poirier informe les membres que le compte-rendu de la dernière Table</li> </ul>			

Sujets à l'ordre du jour	Résumé des discussions	Point (s) ou commentaire (s) importants (s)	Suivi/Responsable (s)	Échéancier
	économique de la CAR est terminé et sera transmis aux membres pour validation. Une prochaine rencontre aura lieu avant la tenue de la prochaine CAR, prévue le 13 mars 2012.			
7. DISCUSSION  Plan Nord - arrimage entre les ministères	<ul style="list-style-type: none"> <li>Un retour est fait sur la mission économique effectuée dans le Nord-du-Québec par le Premier ministre du Québec, Jean Charest, et le maire de Québec, monsieur Régis Labeaume, du 8 au 10 janvier 2011. Ils étaient accompagnés d'une délégation de 25 dirigeants d'affaires et de représentants d'entreprises de la région de Québec et de Chaudière-Appalaches. Cette première mission économique à l'intérieur du Québec a permis de faire connaître les opportunités pour les entreprises de la région de Québec, mais également les inciter à tenir compte des entreprises déjà présentes sur le territoire.</li> <li>La délégation a démontré sa satisfaction à l'égard de la mission. L'opportunité de tenir d'autres missions de ce type sera évaluée.</li> <li>Des préoccupations sont partagées à l'effet que l'Administration régionale Kativik (ARK) a émise, par le biais d'une correspondance au Premier ministre, son insatisfaction à l'égard des retombées du Plan Nord au Nunavik. Si des gestes concrets ne sont pas effectués à court terme, l'ARK pourrait retirer son appui au Plan Nord.</li> </ul>			
8. Date de la prochaine rencontre	<ul style="list-style-type: none"> <li>La date de la prochaine rencontre sera le 13 mars 2012 à 9 heures par visioconférence.</li> </ul>			
9. Levée de la rencontre	<ul style="list-style-type: none"> <li>La rencontre s'est terminée à 15 h 35</li> </ul>			

Par : Patricia Hébert, conseillère aux opérations régionales, Direction régionale du Nord-du-Québec, ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire

---

**Conférence administrative régionale du Nord-du-Québec**  
**Projet d'Ordre du jour**  
**Mardi le 13 mars 2012**

---

- |         |    |   |
|---------|----|---|
| 8 h 30  | 1. | Ouverture de la séance  |
| 8 h 40  | 2. | Lecture et adoption de l'ordre du jour                                |
| 8 h 50  | 3. | Adoption du compte rendu et suivi de la rencontre du 12 janvier 2012. |
| 9 h 30  | 4. | DISCUSSION<br>Investissement-Compétences (Ghislain Desjardins, MESS)  |
| 10 h    | 5. | DISCUSSION<br>Plan Nord – arrimage entre les ministères               |
| 10 h 30 | 6. | INFORMATION   |
| 11 h 50 | 8. | Date de la prochaine rencontre  |
| 12 h    | 9. | Levée de la rencontre   |
-

*Conférence administrative régionale du Nord-du-Québec,  
Compte rendu de la réunion tenue le 13 mars 2012  
À compter de 8 h 40, par visioconférence*

ÉTAIENT PRÉSENTS

Véronique Belisle	Conseillère en développement et concertation, Direction régionale de l'Ouest et du Nord-du-Québec, ministère de la Famille et des Aînés (MFA)
Ghislain Desjardins	Directeur régional, Direction régionale du Nord-du-Québec, ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MESS)
Lise Gagné	Conseillère en communication, Direction régionale de l'Abitibi-Témiscamingue et du Nord-du-Québec, Services Québec
Elizabeth Harvey	Directrice par intérim, Direction des Affaires régionales, ministère des Ressources naturelles et de la Faune (MRNF)
Patricia Hébert	Conseillère aux opérations régionales, Direction régionale du Nord-du-Québec, ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire (MAMROT)
Richard Leclerc	Directeur régional, Direction régionale du Nord-du-Québec, ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire (MAMROT)
Claude Lecours	Directeur régional, Direction régionale de l'Abitibi-Témiscamingue et du Nord-du-Québec, Services Québec
Gaétan Lessard	Directeur par intérim, Direction régionale de l'Outaouais, de l'Abitibi-Témiscamingue et du Nord-du-Québec, ministère de la Sécurité publique (MSP)
Alain Poirier	Adjoint exécutif, Direction régionale du Nord-du-Québec, ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation (MDEIE)
Colette Roy	Adjointe au directeur, Bureau de la coordination du Nord-du-Québec, ministère des Transports (MTQ)
Louise Séguin	Coordonnatrice, Développement touristique du Nord, ministère du Tourisme (MTO)
Raymond Thibault	Président-directeur général, Société de développement de la Baie-James (SDBJ)
Édith van de Walle	Directrice régionale de l'analyse et de l'expertise de l'Abitibi-Témiscamingue et du Nord-du-Québec, ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs (MDDEP)



Sujets à l'ordre du jour	Résumé des discussions	Point (s) ou commentaire (s) importants (s)	Suivi/Responsable (s)	Échéancier
1. Ouverture de la séance	<ul style="list-style-type: none"> <li>La séance s'ouvre à 8 h 40.</li> </ul>			
2. Lecture et adoption de l'ordre du jour	<ul style="list-style-type: none"> <li>L'ordre du jour est adopté tel quel.</li> </ul>			
3. Adoption du compte rendu de la rencontre du 12 janvier 2012	<ul style="list-style-type: none"> <li>Le compte rendu est adopté tel quel. Un suivi est fait concernant le concours de recrutement initié par le MDDEP. Un concours visant à recruter des biologistes et des spécialistes en sciences physiques est en cours. Un concours d'agent de recherche socio-économique sera également lancé pour les régions de l'Abitibi-Témiscamingue, du Nord-du-Québec et de la Côte-Nord. Lorsque le MDDEP aura choisi ses candidats à la suite des résultats du concours, la liste de déclaration d'aptitudes sera accessible aux autres ministères.</li> </ul>			
4. DISCUSSION  Investissement-compétences, Ghislain Desjardins	<ul style="list-style-type: none"> <li>M. Desjardins présente un document concernant Investissement-compétences, une stratégie gouvernementale dont le but est de récompenser les entreprises qui adoptent de bonnes pratiques pour le développement des compétences de leurs employés.</li> <li>À la suite de la présentation, une discussion a lieu concernant le manque de cohérence de cette stratégie, alors que le gouvernement du Québec réduit actuellement ses investissements en formation. Ces coupures, conjuguées à la diminution de budget pour les frais de déplacement, pénalisent davantage les régions éloignées pour lesquelles les frais de déplacement reliés aux formations sont plus importants.</li> <li>Il est décidé d'écrire une lettre en ce sens au Conseil du Trésor au nom des membres de la CAR du Nord-du-Québec.</li> </ul>		Richard Leclerc	Avril 2012
5. DISCUSSION  Plan Nord – arrimage entre les ministères	<ul style="list-style-type: none"> <li>Un nouveau groupe de travail, Emploi-Plan Nord, a été créé. Une première rencontre aura lieu en avril. Déjà 6 représentants autochtones ont été nommés pour y siéger.</li> <li>Des inquiétudes sont soulevées concernant la place que prend et que devrait prendre les directions régionales des ministères dans le cadre du déploiement du Plan Nord. Les directions régionales se sentent peu informées et appuyées à cet égard.</li> <li>Les membres s'entendent que la CAR devrait effectuer une réflexion et identifier quelques chantiers sur lesquels travailler. Une discussion à cet effet aura lieu, lors de la prochaine CAR de juin. Un questionnaire à cet effet sera envoyé préalablement aux membres.</li> <li>Mme Harvey invitera un représentant de la Coordination du Plan Nord (MRNF) à venir présenter une vue d'ensemble des différents travaux des groupes de</li> </ul>		Richard Leclerc  Élizabeth Harvey	Avril 2012  Juin 2012

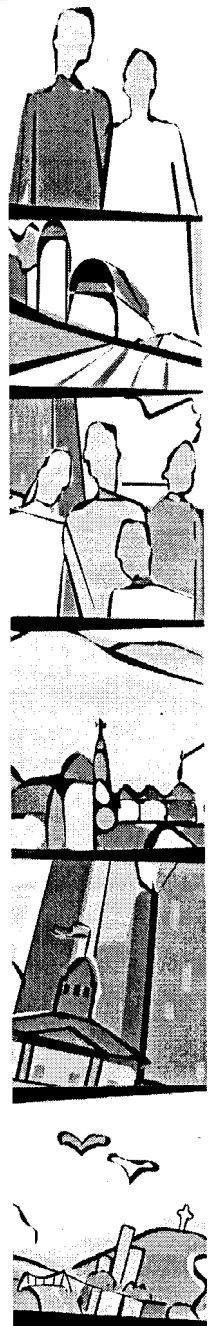
Sujets à l'ordre du jour	Résumé des discussions	Point (s) ou commentaire (s) importants (s)	Suivi/Responsable (s)	Échéancier
	travail, lors de la prochaine rencontre de la CAR.			
<p>6. INFORMATION</p> <p>Réhabilitation et entretien de la route de la Baie-James, Raymond Thibault, SDBJ</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>M. Thibault présente un document intitulé <i>La route de la Baie-James, d'hier à aujourd'hui</i>. Une rétrospective est faite concernant l'historique des problématiques d'entretien et de réfection de cette route qui n'est pas publique et demeure inadmissible aux différents programmes en infrastructures.</li> <li>Un comité régional a été mis sur pied afin de trouver une solution à la réfection et l'entretien de la route et est constitué de représentants d'Hydro-Québec, du MTQ, du MRNF, du MDEIE, du MAMROT, de la MBI, de la SDBJ et des communautés criées de Chisasibi, Wemindji, Eastmain et de Waskaganish. Une première rencontre a eu lieu le 16 février 2012.</li> <li>Une lettre sera envoyée, au nom de la CAR, aux différents ministères concernés pour réitérer l'importance de cette route pour la région, notamment dans le cadre du Plan Nord.</li> </ul>		Richard Leclerc	Avril 2012
<p>7. DISCUSSION</p> <p>Besoin d'infrastructures des municipalités dans le cadre du Plan Nord (Richard Leclerc, MAMROT)</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Le MAMROT a demandé aux municipalités quelles étaient leurs priorités en infrastructures dans le cadre du Plan Nord. Toutes les informations ont été compilées dans un tableau et celui-ci sera envoyé aux membres de la CAR. Un point sera ajouté à la prochaine rencontre pour établir si certains ministères peuvent apporter une assistance technique ou financière aux projets identifiés.</li> </ul>		Richard Leclerc	Mai 2012
<p>8. INFORMATION</p> <p>État d'avancement des travaux – Accord-cadre entre les Cris d'Eeyou Istchee et le gouvernement du Québec sur la gouvernance dans le territoire d'Eeyou Istchee Baie-James (Richard Leclerc, MAMROT)</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Les négociations se poursuivent rapidement. Plusieurs points importants sont repoussés et risquent de se négocier en haut lieu à la toute fin.</li> <li>Une rencontre est prévue au début du mois d'avril entre le Grand chef des Cris, M. Matthew Coon Come, et le premier ministre, M. Jean Charest.</li> <li>Le MAMROT a effectué des séances d'information dans les localités de Villebois, Valcanton et Radisson pour présenter les impacts d'une municipalisation. Il apparaît que ce scénario ne serait pas avantageux pour Villebois et Valcanton, mais plutôt positif dans le cas de Radisson. Il y a actuellement un mouvement local en faveur de la municipalisation à Radisson. Une résolution en ce sens a été adoptée par le conseil de la localité et une requête circule qui compte plus de 100 signatures à ce jour. Cependant, les Cris sont opposés à toute municipalisation sur le territoire de la Baie-James et ont envoyé une lettre au Premier ministre en ce sens.</li> <li>Concernant la SDBJ, les représentants cris et jamésiens semblent favorables au maintien de celle-ci comme organisme gouvernemental.</li> <li>À l'égard de la demande de la MBI à la CAR pour connaître les effectifs des différentes directions régionales, un tableau a été élaboré et sera envoyé aux membres de la CAR.</li> </ul>		Richard Leclerc	Mars 2012

Sujets à l'ordre du jour	Résumé des discussions	Point (s) ou commentaire (s) importants (s)	Suivi/Responsable (s)	Échéancier
9. INFORMATION  Programme de gestion de projets (Richard Leclerc, MAMROT)	<ul style="list-style-type: none"> <li>À la demande de Richard Leclerc, un programme en gestion de projets pourrait être offert par l'UQAT, à Chibougamau. Sept personnes sont actuellement intéressées. Pour que la formation ait lieu, 12 inscriptions sont nécessaires. Richard Leclerc fera parvenir le programme de formation aux membres de la CAR.</li> </ul>		Richard Leclerc	Mars 2012
10. Divers	<ul style="list-style-type: none"> <li>M<sup>me</sup> Édith van de Walle signale que la <i>Loi sur la qualité de l'Environnement</i> a été modifiée, notamment pour augmenter le coût des amendes et donner une plus grande marge de manœuvre aux directions régionales dans l'émission de ces contraventions. Elle fera parvenir aux membres un résumé de ces changements.</li> <li>Le MFA est actuellement en appel de projets pour 15 000 nouvelles places en garderie au Québec. 80 places sont disponibles pour la Jamésie.</li> </ul>		Édith van de Walle	Mars 2012
11. Date des prochaines rencontres	<ul style="list-style-type: none"> <li>La prochaine rencontre aura lieu en personne, en juin. Un Doodle sera envoyé aux membres afin d'établir le calendrier des prochaines rencontres.</li> </ul>		Richard Leclerc	Mars 2012
12. Levée de la rencontre	<ul style="list-style-type: none"> <li>La rencontre s'est terminée à 10 h 42.</li> </ul>			

Par : Patricia Hébert, conseillère aux opérations régionales, Direction régionale du Nord-du-Québec, ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire

**Rencontre de la Conférence administrative régionale  
À New Richmond  
Le 2 mai 2011 à compter de 9h30**

9h30	Ouverture de la rencontre
9h35	Adoption de l'ordre du jour Adoption du compte rendu du « Lac-à-l'épaule » de janvier 2011
9h40	Mme Nathalie Normandeau
10h30	Présentation du Plan d'action régional sur les saines habitudes de vies Christian Bernier m.d.
11h00	Stratégie de diversification économique (FADT/FISR) Michel Gionest
11h15	Suivi du comité CAR / CRÉ Sébastien Daignault et Gilbert Scantland
12h	Dîner
13h30	Points d'information / Tour de table <ul style="list-style-type: none"><li>Évolution économique et perspectives : Pêches, Tourisme, Culture, Forêt, Agriculture, Énergie et mines, Services Québec, Transport ;</li><li>Évolution des enjeux sociaux et perspectives : Santé et services sociaux, Éducation, Environnement...</li></ul>
14h30	Pause santé
14h45	Reprise Points d'information / Tour de table
15h45	Préparation de la CAR/CRÉ aux Iles-de-la-Madeleine Michel Gionest
16h15	Affaires diverses
16h15	Fin de la rencontre



**Rencontre de la Conférence administrative régionale  
Gaspésie – Îles-de-la-Madeleine  
Lundi, 2 mai 2011  
Au Hôtel Motel Le Francis de New Richmond  
Compte rendu**

SUJET	COMMENTAIRES	SUIVI
1. Ouverture de la rencontre	Monsieur Michel Gionest, président, ouvre la rencontre à 9 h 30 et souhaite la bienvenue à l'ensemble des membres présents.	
2. Adoption de l'ordre du jour	L'ordre du jour est adopté tel que présenté avec les points suivants à :  Affaires diverses : Murdochville – Plan de développement	
3. Adoption du compte rendu de la rencontre du 20 janvier 2011 « Lac-à-l'épaule » à Carleton	Le compte rendu est adopté tel que rédigé.  Une correction a été cependant apportée à la page 5 Services Québec  ➤ Fiche déposée au lieu de décret.	

SUJET	COMMENTAIRES	SUIVI
<p>4. Conseil du statut de la femme</p> <p>(Mme Sylvie Bouchard)</p>	<p><b><i>Présentation du Conseil du statut de la femme – CSF (Mme Sylvie Bouchard)</i></b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Les faits saillants dans la vie de la gouvernance;</li> <li>➤ Un tableau de la place des femmes dans l'administration des entreprises québécoises;</li> <li>➤ Des statistiques élaborées sont présentées;</li> <li>➤ GÎM : 9 entreprises en recherche et développement.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Consultation régionale;</li> <li>➤ Deux avis et une mémoire présentés.</li> </ul>
<p>5. Présentation du plan d'action régional sur les saines habitudes de vie</p> <p>(M. Christian Bernier méd.)</p>	<p><b><i>Présentation du plan d'action régional sur les saines habitudes de vie (M. Christian Bernier méd.)</i></b></p> <p>Un plan d'action élaboré a été présenté dont cinq axes d'intervention prioritaires.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Document déposé – <i>Investir pour l'avenir</i>;</li> </ul> <p style="text-align: center;">« Plan d'action régional concerté » 2009-2012.</p>	
<p>6. Engagement jeunesse</p> <p>(M. Gilbert Scantland)</p>	<p><b><i>Engagement jeunesse (M. Gilbert Scantland)</i></b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Coordination entre Table Jeunesse GÎM et autres partenaires;</li> <li>➤ Décrochage scolaire – Clientèle 15 - 35 ans.</li> </ul>	



SUJET	COMMENTAIRES	SUIVI
<p>7. Suivi du comité CAR-CRÉ</p> <p>(M. Sébastien Daignault et M. Gilbert Scantland)</p> <p>(suite)</p>	<p><i>Suivi du comité CAR-CRÉ (M. Sébastien Daignault et M. Gilbert Scantland)</i></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Une nouvelle planification quinquennale est envisagée;</li> <li>➤ La nouvelle loi fera l'objet d'une consultation.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Argumentation assez fréquente;</li> <li>➤ Mandat vs structure...</li> <li>➤ Loi cadre : Juin;</li> <li>➤ Consultation : début automne;</li> <li>➤ Adoption : Fin décembre.</li> </ul>
<p>8. Points d'information / Tour de table</p>	<p><i>Point d'information / Tour de table</i></p> <p>Évolution économique et perspectives</p> <p>8.1 <i>Pêches (M. Marcel Roussy)</i></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Crabe : Prix plus élevés et le Nouveau Brunswick paie plus que le Québec;</li> <li>➤ Crevette : Prix supérieurs à l'an passé;</li> <li>➤ Homard : ± 4.75 \$/lb – Traçabilité et reconnaissance.</li> </ul> <p>8.2 <i>Culture</i></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Le ministère est interpellé pour une consultation au niveau régional;</li> <li>➤ Agenda 21 de la Culture : La culture deviendrait un pilier dans l'échiquier régional;</li> <li>➤ Plan québécois des infrastructures : Les dossiers sont en analyse présentement.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Merinov : Recherches et développement – Ententes à venir;</li> <li>➤ Exercices de restructuration en cours;</li> <li>➤ Aquaculture : La nourriture serait bouffée par une espèce de canard. Une problématique vécue particulièrement dans la Baie-des-Chaleurs.</li> </ul>



Sujet	Commentaires	Suivi
<p>8. Points d'information / Tour de table  (suite)</p>	<p>8.3 <b>Forêt</b> : Voir 8.5</p> <p>8.4 <b>Agriculture</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Programme pilote d'appui à la multifonctionnalité de l'agriculture;</li> <li>➤ Suite au rapport Pronovost sur l'agriculture;</li> <li>➤ Enveloppe financière : 750 000 \$ sur 3 ans (Agroforesterie, haie brise-vent);</li> <li>➤ Mesures d'adaptation des entreprises – Inscription en cours.</li> </ul> <p>8.5 <b>Énergie et mines</b> (M. Bernard Landry et M. René Lafond)</p> <p><b>Forêt</b> : (M. Bernard Landry et M. René Lafond)</p> <p>« Loi sur l'aménagement durable »</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Place à l'initiative – CAAF abolit au 1 avril 2013.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Document déposé.</li> <li>➤ Stop Uranium – Arrêt des interventions;</li> <li>➤ Chic-Chocs Ressources – Tests concluants;</li> <li>➤ PATP – Exercice de consultation;</li> <li>➤ Hôtellerie Lac York.</li> <li>➤ Le ministère s'occupe des plans d'aménagement;</li> <li>➤ Gestion des droits – Utilisateurs variés;</li> <li>➤ Système de gestion environnementale vs certification (ISO);</li> <li>➤ Tables de gestion intégrée du territoire CRÉ-MRNF;</li> <li>➤ Plans en consultation publique;</li> <li>➤ Document reçu de M. Bernard Landry à adresser à tous les membres.</li> </ul>



Sujet	Commentaires	Suivi
<p>8. Points d'information / Tour de table  (suite)</p>	<p>8.7 <i>Transport (M. Louis Bélanger)</i></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Inondations : Le MTQ a intervenu pour 5 M\$;</li> <li>➤ 2011 Sainte-Anne-des-Monts (Murs) 15 M\$;</li> <li>➤ New Richmond;</li> <li>➤ York;</li> <li>➤ Sécurité routière améliorée.</li> </ul> <p>8.8 <i>CRÉ – Différents volets en cours</i></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Les modes de financement questionnées;</li> <li>➤ Dossiers à succès : Transport collectif;</li> </ul> <p style="text-align: center;">Secteur éolien ex : Les Plateaux.</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Priorités à établir;</li> <li>➤ Ex : Tourisme durable;</li> </ul> <p style="text-align: center;">Haute vitesse – Plan numérique.</p>
<p>9. Évolution des enjeux sociaux et perspectives</p>	<p><i>Évolution des enjeux sociaux et perspectives</i></p> <p>9.1 <i>Santé et Services sociaux :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Ouverture de l'unité de réadaptation intensive à Gaspé;</li> <li>➤ Formation en ligne afin de contrer la faiblesse en nombre de la clientèle infirmière – Une trentaine d'inscriptions;</li> <li>➤ Consortium en recherche - Santé (UQUAR – Institut national);</li> <li>➤ Élargissement de l'offre de service en dépistage du cancer du sein;</li> <li>➤ Services infirmiers au centre de services de Murdochville (Info-Santé vs infirmières à la retraite) - Service d'urgence (24/7) – Bonus au recrutement;</li> <li>➤ Projet BDC – Chauffage des établissements à la biomasse;</li> <li>➤ Dialyse rénale (Chandler) - Investissement ± 4 M\$.</li> </ul>	

SUJET	COMMENTAIRES	SUIVI
<p>9. Évolution des enjeux sociaux et perspectives (suite)</p>	<p><b>9.2 Secteur autochtones</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Le MRNF continue à négocier différents dossiers;</li> <li>➤ Le responsable du secteur (M. Frédéric Schautaud);</li> <li>➤ Ristigouche – Asphaltage - Revenu Québec = dossier taxes hors réserves;</li> <li>➤ Pêche au saumon vs nombres de bateaux – Frais d'enfouissement à la MRC;</li> <li>➤ Gesgapégiag : <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Violence;</li> <li>▪ Maladies vénériennes;</li> <li>▪ Consommation de cocaïne;</li> <li>▪ Super igloos vitrés dans le parc.</li> </ul> </li> </ul> <p><b>9.3 Environnement</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Hydrocarbures dans le Saint-Laurent;</li> <li>➤ Secteur pétrolier à l'étude;</li> <li>➤ Opération des carrières sablières.</li> </ul> <p><b>9.4 Info sur CARA (Source Mme Guylaine Rousseau)</b></p> <p><b>9.5 Sécurité publique</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Soumets la problématique préoccupante de l'érosion des berges.</li> </ul>	

SUJET	COMMENTAIRES	SUIVI
<p>9. Évolution des enjeux sociaux et perspectives (suite)</p>	<p><i>9.6 Commission des normes du travail</i></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Visite aux employeurs;</li> <li>➤ Suivi de conformité;</li> <li>➤ Problématiques dans le secteur municipal;</li> <li>➤ Rencontres prévues avec conseils et DG.</li> </ul> <p><i>9.7 Centre de services partagés</i></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Groupes à développer;</li> <li>➤ Invitation aux intéressés (Voir site Internet).</li> </ul> <p><i>9.8 Sécurité civile (Mme Guylaine Rousseau et M. Gilles Soucy)</i></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Problèmes en Montérégie;</li> <li>➤ Météo décembre dernier;</li> <li>➤ Formation d'un comité interministériel;</li> <li>➤ Urgence : Promenade de Percé – Autorisation obtenue du MDDEP;</li> <li>➤ Tronçons de chemin de fer endommagés – Permis enrochement par MDDEP – Intervenant M.T.Q.;</li> <li>➤ Chemins forestiers;</li> <li>➤ Secteur Carleton – Maria - Réparations – Expropriation;</li> <li>➤ Bonaventure.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Programmation à élaborer;</li> <li>➤ Clientèle faible dans notre région donc coûts supplémentaires.</li> </ul>

SUJET	COMMENTAIRES	SUIVI
10. Occupation et vitalité des territoires / Renforcement de la CAR	<i>Occupation et vitalité des territoires / Renforcement de la CAR</i>	
11. Préparation de la CAR-CRÉ aux Îles-de-la-Madeleine	<i>Préparation de la CAR-CRÉ aux Îles-de-la-Madeleine</i> <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Arrivée aux Îles le 15 juin - P.M. rencontre CAR;</li> <li>➤ Prévision 8 h 30 – 11 h 30 jeudi le 16 juin aux Îles – Rencontre CAR-CRÉ.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ À vérifier pour un vol nolisé.</li> </ul>
12. Affaires diverses	<i>Affaires diverses</i> <p>Murdochville : Ville dévitalisée</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Les supports financiers spéciaux achèvent;</li> <li>➤ M. André Lemieux commissaire;</li> <li>➤ Dette de la ville Ø;</li> <li>➤ Mise de fonds nécessaire pour les prochains investissements;</li> <li>➤ Objectif majeur de la ville;</li> <li>➤ Valoriser le « Centre de ski »;</li> <li>➤ Pouvoir d’emprunt à évaluer par le central du MAMROT.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Une rencontre de certains sectoriels à planifier à court terme;</li> <li>➤ Le ministère du Tourisme serait invité à participer.</li> </ul>

SUJET	COMMENTAIRES	SUIVI
13. Traversée de la Gaspésie (TDLG)	<p><b><i>Traversée de la Gaspésie (TDLG)</i></b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Tourisme ne participe pas financièrement;</li> <li>➤ Événement très porteur, mais financement récurrent ?;</li> <li>➤ La CRÉ et le MAMROT sont interpellés à chaque année.</li> </ul>	
14. Mesure de soutien à l'emploi	<p><b><i>Mesure de soutien à l'emploi</i></b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Retrait de Emploi Québec de 50 % au programme à 1,5 M\$.</li> </ul>	
15. Cas spéciaux à analyser	<p><b><i>Cas spéciaux à analyser Ex : Smurfit – Gaspésia – Noranda</i></b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Rémunération ajustée aux autres programmes.</li> </ul>	
16. Le directeur régional du MAMROT fait un état de situation du FISR  (M. Michel Gionest)	<p><b><i>Le directeur régional du MAMROT fait un état de situation du FISR (M. Michel Gionest)</i></b></p>	

SUJET	COMMENTAIRES	SUIVI
17. Réunion du comité FISR - en juin	<p><i>Réunion du comité FISR en juin</i></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Les participants aimeraient être fixés sur la date de cette réunion ?;</li> <li>➤ Fixée au jeudi 9 juin.</li> </ul>	
10. Fin de la rencontre	La rencontre est levée à 15 h 30 sur proposition du président.	

Walter Smith, conseiller aux opérations régionales – MAMROT  
Secrétaire de la rencontre



**Rencontre de la Conférence administrative régionale  
Gaspésie – Îles-de-la-Madeleine  
Lundi, 2 mai 2011  
Au Hôtel-Motel Le Francis de New Richmond**

---

**Liste des présences**

---

**Étaient présentes :**

**Mesdames :**

Sylvie Bouchard	<i>Conseil du statut de la femme</i>
Marie-Andrée Carbonneau	<i>Centre de services partagés</i>
Hélène Latérière	<i>MAF Condition féminine - MCCCCF</i>
Guylaine Rousseau	<i>Sécurité civile</i>

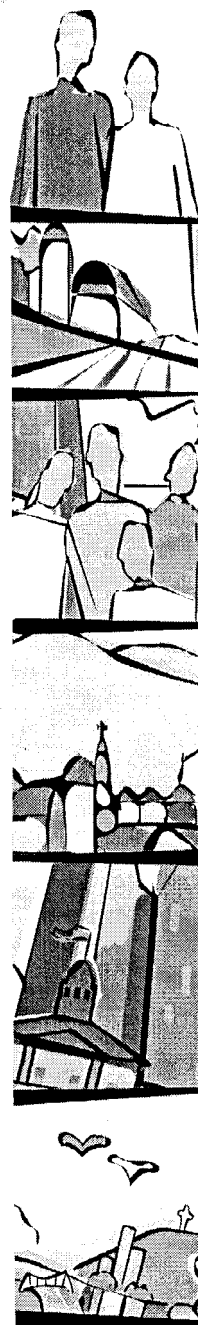
**Étaient présents :**

**Messieurs :**

André Beaulieu	<i>MDDEP</i>
Louis Bélanger	<i>M.T.Q.</i>
Alain Bernier	<i>SQ</i>
Christian Bernier méd.	<i>MSSS</i>
Louis Bigaouette	<i>MAPAQ-Agriculture</i>
Roger Cyr	<i>MDEIE</i>
Sébastien Daignault	<i>MAMROT</i>
Christian Fournier	<i>Commission des lésions professionnelles - Normes du travail</i>
Michel Gionest	<i>MAMROT</i>
René Lafond	<i>MRNF</i>
Bernard Landry	<i>MRNF</i>
Gilles Pelletier	<i>MSSS</i>
Marcel Roussy	<i>MAPAQ-Pêches</i>
Gilbert Scantland	<i>CRÉ-GÎM</i>
Frédéric Schautaud	<i>Affaires Autochtones</i>
Walter Smith	<i>MAMROT</i>
Gilles Soucy	<i>Sécurité civile</i>
Serge St-Louis	<i>MDDEP</i>

**Rencontre de la Conférence administrative régionale  
Aux Iles-de-la-Madeleine  
Le 15 juin 2011 à compter de 15h30**

15h30	Ouverture de la rencontre
15h35	Adoption de l'ordre du jour
15h40	Présentation sur la participation aux compétitions sportives et événements régionaux de loisirs pour les jeunes madelinots Claude Richard
16h10	Impacts du Plan Nord pour la Gaspésie – Iles-de-la-Madeleine René Lafond
16h40	Pause santé
16h55	Préparation de la rencontre CAR / CRÉ Michel Gionest / Sébastien Daignault
17h40	Affaires diverses
18h00	Fin de la rencontre



**Rencontre de la Conférence administrative régionale  
Gaspésie – Îles-de-la-Madeleine  
Mercredi, 15 juin 2011  
À l'Hôtel de la Ville de Cap-aux-Meules (Îles-de-la-Madeleine)  
Compte rendu**

SUJET	COMMENTAIRES	SUIVI
1. Ouverture de la rencontre	Michel Gionest, président, ouvre la rencontre à 14 h 40 (heure des Îles) et souhaite la bienvenue à l'ensemble des membres présents.	
2. Adoption de l'ordre du jour	L'ordre du jour est adopté tel que présenté.	
3. Adoption du compte rendu de la rencontre du 2 mai 2011 et suivi	Le compte rendu sera adopté à une prochaine rencontre.	

SUJET	COMMENTAIRES	SUIVI
<p>4. Présentation sur la participation aux compétitions sportives et événements régionaux de loisirs pour les jeunes Madelinots</p> <p>(M. Claude Richard)</p>	<p>Monsieur Richard dépose un document aux membres sur « <i>l'entente visant à favoriser la participation aux diverses compétitions sportives et événements régionaux de loisirs et culture pour les jeunes résidant aux Îles-de-la-Madeleine</i> ». Il explique également la démarche, les contraintes que rencontrent les Madelinots dans la participation aux différentes compétitions et les attentes financières et autres auprès des différents ministères et partenaires potentiels. Il s'agit de la création d'un fonds relatif aux frais de transport pour différentes compétitions sportives ou autres. L'entente de collaboration serait pilotée par le MAMROT et la CRE.</p>	
<p>5. Impacts du Plan Nord pour la Gaspésie Îles-de-la-Madeleine</p> <p>(M. René Lafond)</p>	<p>Monsieur Lafond du MRNF dépose un document intitulé « <i>Plan Nord - Le chantier d'une génération</i> ». la Société du Plan Nord est en formation – La loi serait adoptée à l'automne. La ministre responsable est Mme Nathalie Normandeau du MRNF. Le Fonds du Plan Nord est créé et les sources de financement sont spécifiées au document.</p> <p>Région Gaspésie - Les Îles</p> <p>➤ Des retombées économiques et sociales sont prévues pour notre région.</p>	
<p>6. Préparation de la rencontre CAR-CRÉ</p> <p>(M. Michel Gionest et M. Sébastien Daignault)</p>	<p><b>Préparation de la rencontre CAR-CRÉ</b></p> <p>➤ Michel fait une courte rétrospective de la rencontre de 2009 aux Îles;</p> <p>➤ Rôle des CAR à préciser;</p> <p>➤ CAR – Enveloppe budgétaire souhaitable;</p>	

SUJET	COMMENTAIRES	SUIVI
6. Préparation de la rencontre CAR-CRÉ (M. Michel Gionest et M. Sébastien Daignault) (suite)	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Recommandations à formuler au sous-ministériat;</li> <li>➤ Collaboration accrue entre la présidence de la CAR et la ministre responsable de la région;</li> <li>➤ La table des sous-ministres adjoints serait re-activée quant au suivi des dossiers régionaux.</li> </ul> <p><i>Rencontre du 16 juin CAR-CRÉ</i></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Présentation prévue;</li> <li>➤ Une lettre sera remise à chaque préfet;</li> <li>➤ Des statistiques seront présentées. Notre président souhaite des échanges de tous les représentants ministériels;</li> <li>➤ Un mot sur le dernier Lac-à-l'épaule de Carleton.</li> </ul> <p><i>Power Pointe</i></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Sébastien Daignault présente le contenu de la présentation prévue avec la CRÉ – Jeudi le 16 juin</li> <li>➤ On discute de relations vécues et souhaitables entre les deux organismes.</li> </ul>	
13. Fin de la rencontre	Fin de la réunion sur proposition du président.	

Walter Smith, conseiller aux opérations régionales – MAMROT  
 Secrétaire de la rencontre

**Rencontre de la Conférence administrative régionale  
Gaspésie – Îles-de-la-Madeleine  
Mercredi, 15 juin 2011  
À l'Hôtel de la Ville de Cap-aux-Meules (Îles-de-la-Madeleine)  
Compte rendu**

---

**Liste des présences**

---

**Étaient présentes :**

**Mesdames :**

Marie-Jeanne Cotton	Services Québec
Véronique Cyr	MAMROT
Suzanne Ferguson	Services Québec
Chantal Langford	MAMROT
Claude Richard	CRÉ-GIM
Carole St-Pierre	Emploi-Québec

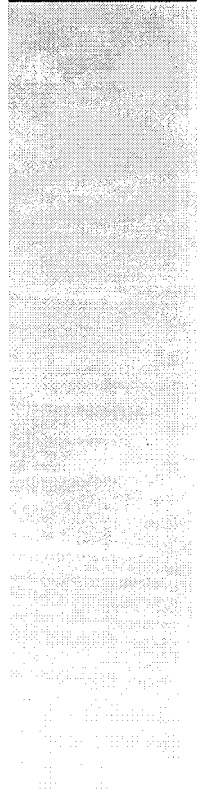
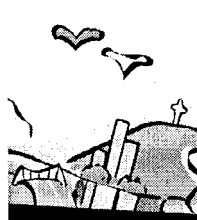
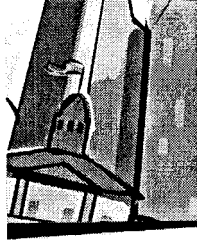
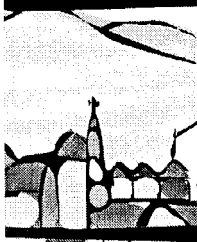
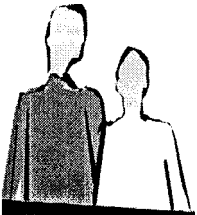
**Étaient présents :**

**Messieurs :**

Donald Arseneau	MAPAQ
Léo-Paul Arseneau	Municipalité Îles-de-la-Madeleine
Alain Bernier	S.Q.
Louis Bigaouette	MAPAQ - Agriculture
Sébastien Daignault	MAMROT
Yvon Doyle	MICC
Michel Gionest	MAMROT
René Lafond	MRNF
Frédéric Schautaud	SAA
Walter Smith	MAMROT
Louis Vigneau	M.T.Q.

**Rencontre de la Conférence administrative régionale  
À Gaspé  
Le 24 novembre 2011 à compter de 9h30**

9h30	Inauguration des nouveaux bureaux du MRNF Bernard Landry
10h45	Ouverture de la rencontre
10h50	Adoption de l'ordre du jour Adoption du compte rendu de la dernière CAR de juin 2011
11h00	Présentation de l'offre de services du CSPQ Marie-Andrée Carbonneau
11h30	Présentation des portraits des MRC par le Conseil du Statut de la femme Sylvie Bouchard
12h	Dîner
13h30	Présentation de la Stratégie pour assurer l'occupation et la vitalité des territoires 2011-2016 Linda Morin, sous-ministre adjointe aux Territoires
15h00	Pause santé
15h15	Financement du Centre d'avalanche Dominic Boucher et Magella Émond
16h15	Affaires diverses
16h30	Fin de la rencontre



**Rencontre de la Conférence administrative régionale  
Gaspésie – Îles-de-la-Madeleine  
Jeudi, 24 novembre 2011  
Édifice MRNF (Gaspé)  
Compte rendu**

**Inauguration des nouveaux bureaux du MRNF (Bernard Landry)**

SUJET	COMMENTAIRES	SUIVI
1. Ouverture de la rencontre	Michel Gionest, président, ouvre la rencontre à 10 h 50 et souhaite la bienvenue à l'ensemble des membres présents.	
2. Adoption de l'ordre du jour	L'ordre du jour est adopté tel que présenté avec ajouts à l'ordre du jour. <ul style="list-style-type: none"><li>➤ Chemin de fer (Gilbert Scantland)</li><li>➤ Comité économique de la CAR (Roger Cyr)</li><li>➤ Loi sur le patrimoine naturel (Hélène Latérière)</li></ul>	
3. Adoption du compte rendu de la rencontre du 15 juin 2011 et suivi	Le compte rendu est adopté tel que rédigé. Deux corrections ont été cependant apportées à la liste des présences <ul style="list-style-type: none"><li>➤ Ajout de Alain Bernier S.Q.</li><li>➤ Correction Claude Richard CRÉ-GÎM</li></ul>	



SUJET	COMMENTAIRES	SUIVI
<p>4. Présentation de l'offre de services du C.S.P.Q. (Marie-Andrée Carbonneau)</p>	<p><i>Présentation par diapositives des cinq axes de service. Création 2006.</i></p> <p>Description de la mission :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Ressources humaines et autres activités</li> <li>➤ Énumération de la liste des services à la carte</li> <li>➤ Document déposé aux dossiers des participants(tes)</li> </ul> <p>Formation en région : La norme actuelle est de 15 participants</p> <p>Un effort de participation est demandé puisque plusieurs sessions de formation sont annulées en raison d'une trop faible inscription.</p> <p>Géographiquement Sainte-Anne-des-Monts pourrait regrouper la clientèle Bas St-Laurent – Gaspésie et aussi favoriser la réalisation de sessions de formation.</p>	
<p>5. Présentation des portraits des MRC par le Conseil du Statut de la femme (Sylvie Bouchard)</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Présentation des statistiques de ressources humaines</li> <li>➤ En pochettes des portraits sont absents ou incomplets</li> <li>➤ L'exercice sera effectué par le MAMROT et sera disponibilisé sur le courrier électronique</li> <li>➤ Un exposé par territoire de MRC a cependant été présenté à partir des dossiers complets</li> </ul>	

SUJET	COMMENTAIRES	SUIVI
<p>6. Présentation de la Stratégie pour assurer l'occupation et la vitalité des territoires (2011-2016)</p> <p>(Linda Morin, sous-ministre adjointe aux Territoires)</p>	<p>6.1 <i>Monsieur le préfet et maire de Gaspé, François Roussy, souhaite la bienvenue à tous. Mme Linda Morin, sou-ministre adjoint aux Territoires, présente la Stratégie pour assurer l'occupation et la vitalité des territoires</i></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Mise en place de la politique</li> <li>➤ Historique de la démarche</li> <li>➤ Recherche et attente du consensus</li> <li>➤ Mise en application de cette politique</li> <li>➤ Rôle de la CAR</li> <li>➤ Bilans annuels prévus entre les CARS et la Table gouvernementale aux affaires territoriales (T.G.A.T.)</li> </ul> <p>Objectifs :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Outiller le ministre régional</li> <li>➤ Cahier de briefing au début 2012</li> <li>➤ Les contrats de territoires seront dirigés au conseil des ministres</li> <li>➤ L'équipe attitrée du ministère est en formation</li> </ul> <p>6.2 <i>Gilbert Scantland (CRÉ-GÎM) situation régionale</i></p> <p>Trois enjeux identifiés :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Formation collégiale</li> <li>➤ La foresterie</li> <li>➤ Chemin de fer</li> </ul>	

SUJET	COMMENTAIRES	SUIVI
<p>7. Financement du Centre d'avalanche</p> <p>(Magella Émond - Dominic Boucher)</p>	<p><b><i>Magella Émond, président</i></b>  <b><i>Dominic Boucher, directeur général</i></b></p> <p>Présentation Power Point</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Énumération des sinistres au Québec dûs aux avalanches</li> <li>➤ Formation</li> <li>➤ Publicité (Bulletin des avalanches, Internet, courriel)</li> <li>➤ Budget 250 000 \$</li> <li>➤ Demande de soutien aux intervenants (financier et technique)</li> <li>➤ Les services offerts par le Centre d'avalanche</li> <li>➤ 2011-2012 = budget 225 000 \$ ok</li> <li>➤ 2012-2013 = ?</li> </ul>	
<p>8. Affaires diverses</p>	<p>8.1 <b><i>Chemin de fer (Gilbert Scantland)</i></b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Historique</li> <li>➤ Enveloppe financière (Acquisition - opérations)</li> <li>➤ - de dépenses + de revenus</li> <li>➤ Train touristique avec différentes thématiques</li> <li>➤ Transport des pâles d'éoliennes</li> <li>➤ Gaspésie Diesel (Réfection de wagons)</li> <li>➤ Marché du bois (Nouvelle – Rivière-du-Loup)</li> </ul>	<p>Résolution a adopter à la CAR du 2 février</p>

SUJET	COMMENTAIRES	SUIVI
8. Affaires diverses (suite)	<ul style="list-style-type: none"><li>➤ Via Rail, client pour transport passagers</li><li>➤ Manque de fonds pour l’entretien – fin de l’entente</li><li>➤ Faire reconnaître le chemin de fer comme infrastructure stratégique de transport</li><li>➤ Budget 90 M\$ / 5 ans</li><li>➤ Résolution demandée à la CAR et mémoire à rédiger</li></ul> <p>8.2 <i>Comité économique de la CAR (Roger Cyr, président)</i></p> <ul style="list-style-type: none"><li>➤ Dernière rencontre 2 octobre 2011</li><li>➤ État de situation et fonctionnement</li></ul> <p>8.3 <i>Loi sur le patrimoine naturel (Hélène Latérière)</i></p> <ul style="list-style-type: none"><li>➤ Sujet reporté</li></ul>	
Fin de la rencontre	Fin de la réunion sur proposition du président à 16 h 55.	

Walter Smith, conseiller aux opérations régionales – MAMROT  
Secrétaire de la rencontre

**Rencontre de la Conférence administrative régionale  
Gaspésie – Îles-de-la-Madeleine  
Jeudi, 24 novembre 2011  
Édifice MRNF (Gaspé)  
Compte rendu**

---

**Liste des présences**

---

**Étaient présentes :**

Mesdames :

Sylvie Bouchard	Conseil du Statut de la femme
Marie-Andrée Carbonneau	CSPQ
Marie-Jeanne Cotton	Services Québec
Hélène Latérière	MCCCCF
Carmen St-Denis	MAPAQ-Agriculture
Marjolaine Viel	U.Q.A.R.

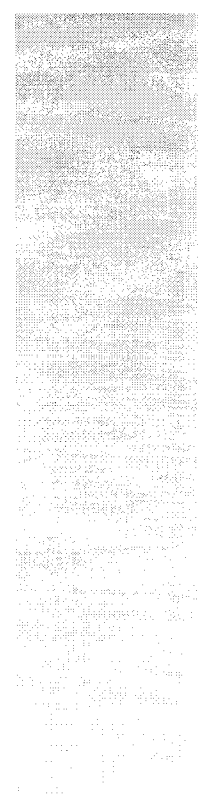
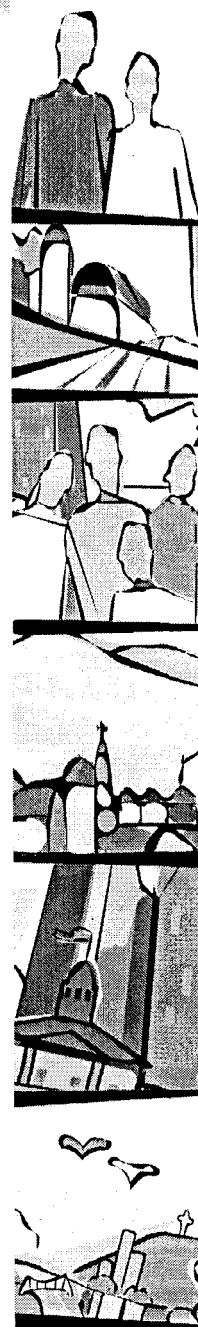
**Étaient présents :**

Messieurs :

André Arseneault	SIQ
Roland Auger	CEGEP - Gaspésie – Les Îles
Jacques Bélanger	Sécurité civile
Alain Bernier	S.Q.
René Bouchard	Agence santé et services sociaux
Marcel A. Boulet	M.T.Q.
Alain Cassivi	MAMROT
Roger Cyr	MDEIE
Sébastien Daignault	MAMROT
Christian Fournier	C.N.T.
Jacques Gendron	MAMROT
Michel Gionest	MAMROT
Marc Groleau	Emploi - Québec
Bernard Landry	MRNF
Rénald Méthot	MAMROT
Gilbert Scantland	CRÉ-GÎM
Frédéric Schautaud	SAA
Walter Smith	MAMROT

**Rencontre de la Conférence administrative régionale  
À Chandler, à la salle de conférence du MDEIE  
500, avenue Daignault, bureau 10-A  
Jeudi, le 2 février 2012, à compter de 9 h 30**

9 h 30	Ouverture de la rencontre
9 h 35	Adoption de l'ordre du jour Adoption du compte rendu de la dernière CAR de novembre 2011
9 h 50	Discussion et décision concernant l'enjeu du réseau ferroviaire CAR
10 h 30	Présentation synthèse du plan de diversification et de développement des municipalités dévitalisées MRC Le Rocher Percé
12 h	Dîner
13 h 30	Présentation de la Loi modifiant la Loi sur la qualité de l'environnement pour en renforcer le respect (Loi 89) François Fortin
13 h 45	Suivi sur le financement du Centre d'avalanche de La Haute-Gaspésie Michel Gionest
14 h	Communication – Montants alloués dans les ententes spécifiques vs les séances publiques de la CRÉ Gilbert Scantland
14 h 15	Financement des attraits touristiques - Réseau express Gilbert Scantland
14 h 30	État d'avancement des travaux du chantier « <i>Vers un réseau régional des partenaires pour le développement social et des collectivités</i> » Pierre Michaud
15 h 30	Occupation et vitalité des territoires Michel Gionest
16 h 15	Affaires diverses <ul style="list-style-type: none"> <li>- Coordonnées des personnes responsables du dossier « <i>Égalité et condition féminine</i> »</li> </ul>
16 h 30	Fin de la rencontre



**Rencontre de la Conférence administrative régionale  
Gaspésie – Îles-de-la-Madeleine  
Jeudi, 2 février 2012  
À la Direction régionale du MDEIE à Chandler  
Compte rendu**

SUJET	COMMENTAIRES	SUIVI
1. Ouverture de la rencontre	Michel Gionest, président, ouvre la rencontre à 9 h 35 et souhaite la bienvenue à l'ensemble des membres présents.	
2. Adoption de l'ordre du jour	L'ordre du jour est adopté tel que présenté avec l'ajout suivant. ➤ Affaires diverses : Document MRNF (Le nouveau régime forestier)	
3. Adoption du compte rendu de la rencontre du 24 novembre 2011 et suivi	Le compte rendu est adopté tel que rédigé.	

SUJET	COMMENTAIRES	SUIVI
<p>4. Discussion et décision concernant l'enjeu du réseau ferroviaire (CAR)</p>	<p><i>Gilbert Scantland (CRÉ) fait le point sur le dossier du réseau régional</i></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Peu d'investissements sur les infrastructures (Ponts et rails) sur les 40 dernières années</li> <li>➤ Déficits d'opération importants</li> <li>➤ Négociation des compétences voie et exploitation</li> <li>➤ Diminution importante du déficit</li> <li>➤ Acquisition de locomotives donc importante diminution des coûts de location</li> </ul>	<p>Revendication de CFBDC</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Que le gouvernement prenne charge du 2<sup>e</sup> réseau de transport dans notre région qu'est le « Chemin de fer »</li> <li>▪ CFBDC se concentrerait sur l'opération</li> <li>▪ L'absence de programme ou politique ferroviaire au gouvernement (M.T.Q.) ralentit les négociations</li> </ul> <p>Action :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ La CAR prépare une revendication à l'intention des autorités sous forme de résolution</li> </ul>
<p>5. Synthèse du plan de diversification et de développement des municipalités dévitalisées (MRC Le Rocher-Percé)</p>	<p><i>Présentation synthèse du plan de diversification et de développement des municipalités dévitalisées</i></p> <p>Présences : Madame Diane Lebouthillier, préfet</p> <p>Messieurs : Mario Grenier, directeur général Francis Dumont Charles Simard</p> <p>Madame Christine Hautcoeur</p> <p>5.1 <i>Mot de Mme Diane Lebouthillier, préfet</i></p> <p>Objectif : Communiquer un portrait réaliste et dynamique de la MRC.</p>	



SUJET	COMMENTAIRES	SUIVI
<p>5. Synthèse du plan de diversification et de développement des municipalités dévitalisées (MRC Le Rocher-Percé)  (suite)</p>	<p>5.2 <i>Mot de M. Mario Grenier, directeur général</i></p> <p>Présentation de l'inventaire global de la MRC (Ressources professionnelles spécialisées, ressources matérielles, organismes et institutions) ainsi que les ratios comparant les différentes municipalités composant la MRC Le Rocher-Percé.</p> <p>5.3 <i>Exposé de M. Francis Dumont</i></p> <p>La MRC en action « <i>Modus operandi</i> »</p> <p>5.4 <i>M. Charles Simard nous entretient de l'utilité du Fonds du soutien aux territoires en difficulté (FSTD) et de son utilisation sur le territoire</i></p> <p>5.5 <i>Mme Christine Hautcoeur nous informe de l'utilisation des fonds du Pacte rural</i></p> <p>La rencontre se termine par la présentation des enjeux priorités par la MRC.</p>	
<p>6. Présentation de la Loi modifiant la Loi sur la qualité de l'environnement pour en renforcer le respect (Loi 89)  (François Fortin)</p>	<p><i>M. François Fortin procède à une présentation du projet de loi 89 qui a fait l'objet d'une unanimité à l'assemblée nationale</i></p>	<p>Juin 2013</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Les différents règlements en vigueur seront révisés afin de rencontrer les dispositions de cette Loi</li> <li>• On demande copie de cette Loi</li> </ul>

SUJET	COMMENTAIRES	SUIVI
<p>7. Suivi sur le financement du Centre d'avalanche de La Haute-Gaspésie</p> <p>(Michel Gionest, MAMROT et Ghislain Anglehart, CRÉ-GÎM)</p>	<p><i>Suivi sur le financement du Centre d'avalanche de La Haute-Gaspésie</i></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Document déposé exposant les coûts d'opérations du centre</li> <li>➤ On confirme l'extrême importance de ce centre</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• On demande la formation d'un comité réseau express (CRÉ, Sécurité civile, MRC etc.)</li> <li>• Le MAMROT contribue par le FISR pour 50 000 \$</li> <li>• La sécurité publique pour 50 000 \$, mais la récurrence n'y est pas</li> <li>• On s'interroge sur l'identification d'un ministère porteur ?</li> </ul>
<p>8. Communication - Montants alloués dans les ententes spécifiques vs les séances publique de la CRÉ</p> <p>(Gilbert Scantland)</p>	<p><i>Explication de la problématique concernant la « Communication d'information »</i></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Lorsqu'on signe des ententes, on doit procéder publiquement alors qu'on demande à la CRÉ de garder la contribution des ministères secrète ?</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• On suggère de communiquer sur demande seulement les attentes gouvernementales dans les dossiers sans plus de précisions</li> </ul>
<p>9. Financement des attraits touristiques – Réseau express</p> <p>(Gilbert Scantland)</p>	<p><i>Financement des attraits touristiques – Réseau express</i></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Le réseau doit fixer une rencontre prochainement avant les demandes printanières des différents organismes</li> <li>➤ Comment aborder cette problématique ?</li> <li>➤ Une CAR économique semble l'organisme désigné</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• On demande la liste des organismes demandeurs afin de préparer cette CAR économique</li> </ul>

SUJET	COMMENTAIRES	SUIVI
<p>10. État d'avancement des travaux du chantier « Vers un réseau régional des partenaires pour le développement social et des collectivités » (Pierre Michaud)</p>	<p><b><i>Power Point présenté par M. Michaud</i></b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Un petit comité a été formé appelé : <i>Comité de coordination</i></li> </ul> <p>Présents :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>○ Ghislain Anglehart, CRÉ</li> <li>○ Sébastien Daignault, MAMROT</li> <li>○ Pierre Michaud, consultant</li> </ul> <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Démarche en cours</li> <li>➤ Le forum régional a identifié certaines problématiques</li> <li>➤ Présentation des principales illustrations</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Deux autres membres de ce comité sont absents <ul style="list-style-type: none"> <li>○ Josiane Michaud, CRÉ</li> <li>○ Jean-Denis Santerre, ASSS</li> </ul> </li> <li>▪ Voir structure organisationnelle déposée</li> <li>▪ Rencontre prévue en mars avec le CA de la CRÉ</li> </ul>
<p>11. Occupation et vitalité des territoires (Michel Gionest)</p>	<p><b><i>Présentation d'un tableau sur la stratégie pour assurer l'occupation du territoire</i></b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Suivi à la présentation de madame Morin</li> <li>➤ Rôle des CAR dans la loi-cadre</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ « Napperon »</li> <li>▪ La loi devrait être adoptée en mars 2012</li> </ul>
<p>12. Affaires diverses</p>	<p><b><i>12.1 Coordonnées des personnes responsables du dossier « Égalité et condition féminine »</i></b></p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Madame Sylvie Bouchard (Conseil du statut de la femme) demande de transmettre les coordonnées des personnes désignées</li> </ul>

SUJET	COMMENTAIRES	SUIVI
12. Affaires diverses (suite)	<p>12.2 <i>Document MRNF (Le nouveau régime forestier) M. Bernard Landry</i></p> <p>➤ La loi entre en vigueur le 1<sup>er</sup> avril 2013</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Ouvert à tout questionnement ou présentation si souhaitée</li> </ul>
13. Date et lieu de la prochaine rencontre	Prochaine CAR, le 11 avril 2012 en après-midi et le 12 avril, lieu à préciser.	<ul style="list-style-type: none"> <li>• La prochaine « CAR ». Possibilité d'étendre la CAR sur 1.5 jour ?</li> </ul>
Fin de la rencontre	Fin de la réunion sur proposition du président à 16 h 20.	

Walter Smith, conseiller aux opérations régionales – MAMROT  
Secrétaire de la rencontre

**Rencontre de la Conférence administrative régionale  
Gaspésie – Îles-de-la-Madeleine  
Jeudi, 2 février 2012  
À la Direction régionale du MDEIE à Chandler  
Compte rendu**

---

**Liste des présences**

---

**Étaient présentes :**

**Mesdames :**

Lucie Beaulieu	I.Q.
Marie-Jeanne Cotton	Services Québec
Hélène Latérière	MCCCCF
Marie-Josée Noël	CCC-MESS

**Étaient présents :**

**Messieurs :**

Louis Bigaouette	MAPAQ - Agriculture
Marcel A. Boulet	M.T.Q.
Roger Cyr	MDEIE
Sébastien Daignault	MAMROT
Steve Dufour	I.Q.
François Fortin	MDDEP
Jacques Gendron	MAMROT
Michel Gionest	MAMROT
Marc Groleau	Emploi - Québec
Bernard Landry	MRNF
Marcel Roussy	MAPAQ - Pêches
Gilbert Scantland	CRÉ-GÎM
Walter Smith	MAMROT

## Projet d'Ordre du jour

Conférence administrative régionale de la Chaudière-Appalaches (CAR)

Rencontre régulière du vendredi 3 juin 2011

Motel Restaurant de La Plage – Berthier-sur-Mer

de 9 h à 15 h 40

- |         |   |
|---------|---|
| 9 h     | 1. Mot de bienvenue;  |
| 9 h 5   | 2. Adoption de l'ordre du jour;   |
| 9 h 10  | 3. Présentation des membres;  |
| 9 h 20  | 4. Lecture et adoption du compte rendu de la réunion régulière du 25 février 2011;  |
| 9 h 25  | 5. Affaires découlant du dernier compte rendu;  |
| 9 h 30  | 6. Présentation et Décision : <ul style="list-style-type: none"><li>- Commission régionale sur le développement social – M. Pierre Drouin (MAMROT);</li></ul>   |
| 10 h 30 | Pause-santé;  |
| 10 h 45 | 7. Présentation : <ul style="list-style-type: none"><li>- Rapport du vérificateur général du Québec à l'Assemblée nationale pour l'année 2010-2011, Rapport du commissaire au développement durable – Chapitre 4 : « Interventions en développement régional » - M<sup>me</sup> Danie Croteau (MAMROT);</li><li>- Stratégie d'occupation du territoire – M<sup>me</sup> Danie Croteau (MAMROT);</li></ul> |
| 12 h    | Dîner sur place;  |
| 13 h    | 8. Présentation : <ul style="list-style-type: none"><li>- Plan d'action gouvernementale à l'intention des municipalités dévitalisées : Demandes des municipalités rencontrées – M<sup>me</sup> Danie Croteau (MAMROT);</li></ul>  |
| 13 h 45 | 9. Présentation : <ul style="list-style-type: none"><li>- Fondations Chagnon;</li></ul>   |
| 14 h 30 | 10. Nouvelles régionales (tour de table – 10 minutes maximum par membre);   |
| 15 h 30 | 11. Affaires nouvelles;   |
| 15 h 35 | 12. Date de la prochaine rencontre – Le 7 octobre 2011;   |
| 15 h 40 | 13. Fin de la réunion.  |

**Réunion de la CAR de la Chaudière-Appalaches  
tenue le vendredi 3 juin 2011  
à Berthier-sur-Mer  
de 9 h à 15 h 40**

**Étaient présents :**

**M<sup>mes</sup>**

**Rita Baillargeon – CSF  
Danie Croteau – MAMROT  
Renée Caron – MAPAQ  
Nicole Champagne – MCCCCF  
Isabelle Olivier – MDDEP  
Dyane Benoît – ASSS  
Nicole Paquet – MFA  
Line Drouin – MRNF**

**MM.**

**Laurent Lampron – CRÉ-CA  
Marc Tremblay – MESS  
Pierre Drouin – MAMROT  
Raynald Gignac – CNT  
Richard Charpentier – MTQ  
Yvon Doyle – MICC  
Claude Hasty – FADQ**

**Invités :**

**M<sup>mes</sup>**

**Stéphanie Samson  
Annie Simard  
Mylène Bédard**

**MM.**

**Paul Bureau  
Éric Darveau  
Dave Fortin**

**Compte rendu de la réunion de la CAR de la Chaudière-Appalaches  
tenue le vendredi 3 juin 2011  
à Berthier-sur-Mer  
de 9 h à 15 h 40**

**Étaient présents :**

**M<sup>mes</sup>**

Rita Baillargeon – CSF  
Danie Croteau – MAMROT  
Renée Caron – MAPAQ  
Nicole Champagne – MCCCCF  
Isabelle Olivier – MDDEP  
Dyane Benoît – ASSS  
Nicole Paquet – MFA  
Line Drouin – MRNF

**MM.**

Laurent Lampron – CRÉ-CA  
Marc Tremblay – MESS  
Pierre Drouin – MAMROT  
Raynald Gignac – CNT  
Richard Charpentier – MTQ  
Yvon Doyle – MICC  
Claude Hasty – FADQ

**Invités :**

**M<sup>mes</sup>**

Stéphanie Samson  
Annie Simard  
Mylène Bédard

**MM.**

Paul Bureau  
Éric Darveau  
Dave Fortin

**Étaient absents :**

**M<sup>mes</sup>**

Sonia Lambert – IQ  
Suzie Émond – Services Québec  
Céline Dessureault – Revenu Québec  
France-Sylvie Loisel – MSP

**MM.**

Louis G. Chassé – MJUST  
Guy Larose – MELS  
Roger Paré – MELS  
Roger Ménard – MRI  
François Côté – MTOU  
Carl Bergeron – OPHQ  
Guy Boilard – SIQ  
Pierre Grenier – RLQ  
Serge Goulet – RBQ  
Roch Delagrave – MDEIE



Ordre du jour	Résumé des discussions	Suite - Délai
1. Mot de bienvenue	M <sup>me</sup> Danie Croteau souhaite la bienvenue aux membres.	
2. Adoption de l'ordre du jour	L'ordre du jour est adopté tel que présenté.	
3. Présentation des membres	Chaque personne identifie le ministère qu'elle représente ainsi que sa fonction.  M <sup>me</sup> Croteau souligne la présence de deux nouveaux membres, soient M <sup>me</sup> Nicole Paquet (MFA) et M. Claude Hasty (FADQ). Chacun se présente et explique le poste qu'il occupe.	
4. Lecture et adoption du compte rendu du 25 février 2011	La lecture du compte rendu est faite et celui-ci est adopté après avoir apporté les modifications suivantes :  Point 6 : - MAPAQ : o <b>Stratégie d'adaptation</b> : un nouveau programme sur la multifonctionnalité devrait être lancé prochainement. - MICC : o <b>Programme Action Diversité (PAD)</b> : Le programme en est à sa deuxième année. Jusqu'à maintenant, il y a un projet en Chaudière-Appalaches.  Point 11 : Ajout : Présentation des ententes spécifiques en Chaudière-Appalaches. - Une présentation des ententes spécifiques en Chaudière-Appalaches est faite aux membres. Il est convenu qu'une brève présentation des nouvelles ententes sera faite en début de négociation et un rapport sera déposé à la fin.	
5. Affaires découlant du dernier compte rendu	- Lévis 2011 : Les événements les plus marquants auront lieu les 28-29 et 30 juillet prochain avec notamment le spectacle de Rod Stewart. - Avant-projet de Loi sur l'Aménagement durable du territoire et l'urbanisme : deux rencontres prévues dans la tournée du ministre n'ont pas eu lieu, soit celle de Baie-Comeau et celle de Saint-Hyacinthe.	
6. Présentation : - Commission régionale sur le développement social (CRDS) – M. Paul Bureau – CRÉ	Une présentation de la dernière version de la Commission est faite aux membres.  Après la présentation, les membres se sont réunis afin de discuter de deux points en particulier : 1. Le droit de vote : À la suite de plusieurs échanges, il a été convenu que les ministères ne veulent pas avoir de droit de vote mais préfèrent agir à titre d'observateurs avec droit de parole. 2. La présence des ministères au sein de la CRDS : Après avoir examiné la liste des membres inscrits au projet de Commission, il est demandé d'avoir les ministères suivants présents à la Commission :	

Ordre du jour	Résumé des discussions	Suite - Délai
	a. MAMROT; e. MICC; b. ASSS; f. MESS; c. MCCCCF; g. MFA. d. CSF;	
<b>7. Présentation :</b> <b>- Rapport du vérificateur</b> <b>général du Québec –</b> <b>M<sup>me</sup> Danie Croteau –</b> <b>MAMROT</b>	Une présentation est faite aux membres. Après le point « MAMROT », la CRÉ est invitée à présenter ses commentaires concernant les mêmes points.	Envoyer l’Avis de la CRÉ aux membres. Document joint en annexe.
<b>8. Présentation :</b> <b>- PAG municipalités</b> <b>dévitalisées –</b> <b>M. Pierre Drouin -</b> <b>MAMROT</b>	Une présentation est faite aux membres.	Document joint en annexe.
<b>9. Présentation :</b> <b>- Fondations Chagnon –</b> <b>M<sup>me</sup> Mylène Bédard</b> <b>M<sup>me</sup> Stéphanie Samson</b> <b>M<sup>me</sup> Annie Simard</b> <b>M. Dave Fortin</b> <b>M. Éric Darveau</b>	Une présentation est faite aux membres.	

Ordre du jour	Résumé des discussions	Suite - Délai
<b>10. Nouvelles régionales</b> <b>ASSS</b> (Dyane Benoît)	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Investissement : Le Centre Alphonse-Desjardins recevra une allocation budgétaire récurrente de plus d'1M\$ pour l'unité de coordination clinique des services préhospitaliers d'urgence. Cette unité fournit des services de consultation par télémétrie depuis 2006 (lien du communiqué joint) : <ul style="list-style-type: none"> <li>o Premier au Canada;</li> <li>o Reconnu pour tout l'Est du Québec (déploiement).</li> </ul> </li> <li>- UQAR : Un nouveau programme de baccalauréat en travail social sera donné à Lévis. Si tout va bien, les premiers étudiants pourraient commencer en septembre 2012. (lien du communiqué joint).</li> <li>- Loi sur la certification des résidences pour personnes âgées : Un premier tour de roue est fait : <ul style="list-style-type: none"> <li>o Dix résidences sont non certifiées en Chaudière-Appalaches (/200);</li> <li>o Il y a beaucoup d'appels téléphoniques des maires lorsqu'un avis de non-conformité est donné. On demande s'il est possible d'avoir la liste des résidences non certifiées car le MAMROT reçoit également des appels des maires concernés.</li> </ul> </li> <li>- Loi 127 (Loi visant à améliorer la gestion du réseau de la santé et des services sociaux) : <ul style="list-style-type: none"> <li>o Révision de la gouverne;</li> <li>o Réaffirmation gouvernementale à trois niveaux.</li> </ul> </li> <li>- Fermeture de l'Urgence Saint-Jean-Port-Joli : remplacée par une clinique à heure élargie.</li> </ul>	<a href="http://www.hdl.qc.ca/fr/Communiquees_Presse/Communiquees.asp#70">http://www.hdl.qc.ca/fr/Communiquees_Presse/Communiquees.asp#70</a>  <a href="http://www.uqar.ca/uqar-info/luqar-souhaite-offrir-a-levis-le-baccalaureat-en-travail-social/">http://www.uqar.ca/uqar-info/luqar-souhaite-offrir-a-levis-le-baccalaureat-en-travail-social/</a>  <a href="http://www2.publicationsduquebec.gouv.qc.ca/dynamicSearch/telecharge.php?type=5&amp;file=2011C15F.PDF">http://www2.publicationsduquebec.gouv.qc.ca/dynamicSearch/telecharge.php?type=5&amp;file=2011C15F.PDF</a>
<b>CNT</b> (Raynald Gignac)	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Plaintes : 30 000 sont traitées par année, mais : <ul style="list-style-type: none"> <li>o 800 000 sont non investies : <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ 10 % dans la prévention (information – conformité);</li> <li>▪ Les normes non respectées les plus fréquentes : <ul style="list-style-type: none"> <li>• Travail à plus de 40 heures / semaine;</li> <li>• Congés fériés.</li> </ul> </li> </ul> </li> </ul> </li> <li>- Lors d'une prochaine rencontre, une présentation nous sera faite sur les plaintes et le harcèlement.</li> </ul>	Présentation lors d'une prochaine CAR.
<b>CSF</b> (Rita Baillargeon)	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Laïcité de l'État : C'est le dernier avis produit par le Conseil du Statut de la Femme (lien joint).</li> <li>- Une présentation sera faite lors d'une prochaine CAR.</li> </ul>	<a href="http://www.csf.gouv.qc.ca/modules/fichiers_publications/fichier-29-1409.pdf">http://www.csf.gouv.qc.ca/modules/fichiers_publications/fichier-29-1409.pdf</a>  Présentation lors d'une prochaine CAR.
<b>FADQ</b> (Claude Hasty)	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Sécurité financière : actuellement, c'est une période de transition.</li> <li>- Porc : Suite aux difficultés rencontrées par les producteurs, la FADQ a devancé les premiers paiements.</li> <li>- Semence : dû à la pluie, les semences sont en retard (50 %).</li> <li>- Bureau : de nouveaux fonctionnaires sont logés à Lévis (en provenance de Québec). Il y aura fermeture</li> </ul>	

Ordre du jour	Résumé des discussions	Suite - Délai
	du Centre de service de Québec. Il sera remplacé par une offre de services. - Stratégie d'adaptation : Peu de plans de redressement ont été analysés jusqu'à maintenant.	
IQ	Absent.	
MCCCF (Nicole Champagne)	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Agenda 21 sur la Culture : En Chaudière-Appalaches, il y a eu trois cafés de la Culture. Ces cafés ont eu lieu à Lévis, Montmagny et Saint-Joseph. Tout près de 90 personnes ont participé à ces rencontres. <ul style="list-style-type: none"> <li>o Un forum national a eu lieu le 30 mai dernier où 220 personnes ont participé, dont trois de Chaudière-Appalaches. Le Forum national a été l'occasion d'approfondir la réflexion sur l'ensemble des enjeux soulevés et d'en faire ressortir les éléments qui font consensus;</li> <li>o Une proposition pour adopter l'agenda 21 sera déposée à l'automne.</li> </ul> </li> <li>- Projet de loi sur le patrimoine culturel.</li> <li>- Cadre de référence : Une première entente de développement culturel est signée avec la MRC des Etchemins. Ces ententes sont l'occasion pour le MCCCF et les municipalités locales et régionales d'arrimer leurs actions en culture et en communications sur les territoires en partenariat et en réciprocité, au profit des citoyennes et des citoyens, dans une perspective de développement durable.</li> </ul>	
MFA (Nicole Paquet)	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Services de garde : 15 000 nouvelles places seront offertes pour le Québec. On ne sait pas combien iront en Chaudière-Appalaches. Pour déterminer le choix des places, un comité sera formé avec divers partenaires (ASSS, CRÉ, etc.). Une première rencontre de ce comité établira les besoins et la deuxième rencontre servira à faire un appel de projets. Le résultat de l'appel de projets sera soumis à ce comité qui fera une recommandation.</li> <li>- Aînés : Plan pour contrer la maltraitance : <ul style="list-style-type: none"> <li>o On a embauché une coordonnatrice régionale (M<sup>me</sup> Mélanie Marceau) sur une période de trois ans pour travailler sur ce dossier. Un comité est formé pour faire un suivi de ce dossier (ASSS – CRÉ – MFA – Table de concertation des aînés).</li> </ul> </li> </ul>	
MJUST	Absent.	
MSP	Absent.	
MAPAQ (Renée Caron)	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Stratégie d'adaptation : Environ 300 demandes ont été reçues dont 180 avaient comme principal revenu la production porcine.</li> <li>- Programme pilote d'appui à la multifonctionnalité de l'agriculture : <ul style="list-style-type: none"> <li>o 1,1M\$ seront disponibles sur trois ans. Les montants disponibles par entreprise peuvent aller jusqu'à 30 000 \$ (5 000 \$ supplémentaire selon certaines modalités);</li> <li>o Les entreprises admissibles doivent avoir un revenu brut inférieur à 150 000 \$;</li> <li>o Un comité d'évaluation sera mis en place afin d'analyser les projets soumis.</li> </ul> </li> </ul>	

Ordre du jour	Résumé des discussions	Suite - Délai
	- Livre vert pour une politique bioalimentaire : le dépôt du livre vert sera fait la semaine prochaine.	
MELS	Absent.	
MESS (Marc Tremblay)	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Budget d'intervention : En Chaudière-Appalaches, une diminution de 6,1M\$ est budgétée dû à la fin du Pacte Plus et à l'économie qui va bien.</li> <li>- Adéquation-Formation-Emploi : Une rencontre a eu lieu le 3 mai dernier en Chaudière-Appalaches. <ul style="list-style-type: none"> <li>o Le 13 et 14 juin aura lieu la rencontre nationale qui devrait donner un éclairage pour les prochaines prises de décision politique.</li> </ul> </li> <li>- Marché du travail : <ul style="list-style-type: none"> <li>o Avril : L'emploi a reculé de 0,5 %. Le temps plein a connu une augmentation de 0,8 % et le temps partiel, une diminution de 0,6 %;</li> <li>o Selon les données statistiques, notre région a le plus faible taux de chômage au Québec. L'économie va bien, mais la main-d'œuvre est problématique.</li> </ul> </li> <li>- RGR : Plusieurs mises à pied seront effectives avec la fin des contrats de l'entreprise. Un comité de reclassement est mis en place.</li> </ul>	
MICC (Yvon Doyle)		
MAMROT (Danie Croteau)	<ul style="list-style-type: none"> <li>- PIQM – Volet III : des explications sont données concernant le programme d'aide aux MRC.</li> <li>- Plainte : depuis la loi 109 (Loi sur l'éthique et la déontologie en matière municipale), les plaintes au Ministère ont doublé.</li> <li>- Forum immigration : l'événement a eu lieu à Grosse Île, le 25 mai dernier et plus de 120 personnes y ont participé.</li> <li>- Ruralia : Une courte explication est donnée de l'événement qui a eu lieu du 16 au 21 mai dernier à Montréal.</li> </ul>	<a href="http://www.chaudiere-appalaches.qc.ca/upload/immigration/editor/asset/2009/com-11-05-26-%20Finmi-VF.pdf">http://www.chaudiere-appalaches.qc.ca/upload/immigration/editor/asset/2009/com-11-05-26-%20Finmi-VF.pdf</a>
MRI	Absent.	
MRNF (Line Drouin)	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Forêt de proximité : bientôt lancé.</li> <li>- Éolien : Le rapport du BAPE concernant le dossier Parc régional du Massif du sud doit être rendu public la semaine prochaine.</li> <li>- Bureau : Le bureau actuellement situé à L'Islet est déménagé à Montmagny dans les locaux où d'autres ministères sont déjà présents.</li> </ul>	
MTQ (Richard Charpentier)	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Programmation pour l'année 2011 : 286 M\$ seront investis dans plus de 140 chantiers.</li> <li>- PTMD : Une rencontre a eu lieu avec la Table des préfets et l'ARDECA. Le dossier a été présenté ainsi</li> </ul>	

Ordre du jour	Résumé des discussions	Suite - Délai
	<p>que le questionnaire. L'ensemble des territoires a répondu sauf pour Bellechasse. Une première version est actuellement en élaboration.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Route 112 : Suite à divers événements survenus depuis plus d'un an dans le secteur de la mine de LAB Chrysotile (secteur Black Lake), la fermeture permanente du tracé actuel devrait être annoncée très prochainement. Un nouveau tracé est en négociation.</li> <li>- Autoroute 73 : Les discussions à la Commission des Transports et de l'environnement concernant le projet de loi 2 sont complétées.</li> </ul>	
MDEIE	Absent.	
MDDEP (Isabelle Olivier)	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Gaz de shale : Il y a prépublication de deux règlements : <ul style="list-style-type: none"> <li>○ <b>Règlement relatif à l'application de la Loi sur la qualité de l'environnement :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Forage et fracturation : Une consultation publique sera obligatoire et l'entreprise devra avoir l'autorisation du Ministère.</li> </ul> </li> <li>○ <b>Règlement sur la transmission de renseignements :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Il y aura obligation de la part des titulaires de certification d'autorisation de transmettre les renseignements demandés.</li> </ul> </li> </ul> </li> </ul>	<a href="http://www.mddep.gouv.qc.ca/infuseur/communiqu.asp?no=1855">http://www.mddep.gouv.qc.ca/infuseur/communiqu.asp?no=1855</a>
MTOU	Absent.	
OPHQ	Absent.	
Services Québec	Absent.	
SIQ	Absent.	
CRÉ (Laurent Lampron)	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Circonscription électorale : coalition des trois régions : <ul style="list-style-type: none"> <li>○ Projet de loi 19 : Ce projet de loi suspend, de façon temporaire, le processus de délimitation des circonscriptions électorales prévu à la Loi électorale. Il le remplace par un processus préservant d'emblée 15 circonscriptions situées dans les régions de Chaudière-Appalaches, du Bas-Saint-Laurent et de la Gaspésie et créant trois nouvelles circonscriptions dans les régions de la Montérégie, de Laval et de Laurentides-Lanaudière, portant ainsi le nombre total de circonscriptions à 128.</li> <li>○ Président de l'Assemblée nationale : ce projet doit recevoir le consensus. Il n'a jamais été déposé. La conséquence est que la loi 132 est celle reconnue. Le 1<sup>er</sup> juillet, une deuxième proposition sera discutée et entraînerait la perte de trois circonscriptions.</li> <li>○ La CRÉ a émis un communiqué de presse hier.</li> </ul> </li> <li>- Consultation universitaire : participation à celle-ci le 30 juin prochain. On parle d'une succursale ou d'un siège social. Ce sera un débat. Les organisations impliquées sont :</li> </ul>	

Ordre du jour	Résumé des discussions	Suite - Délai
	<ul style="list-style-type: none"> <li>○ TÉCA;</li> <li>○ Lévis ville éducative;</li> <li>○ CA de la CRÉ;</li> <li>○ Membres de la CAR : si intéressés, nous le faire savoir.</li> </ul>	
<b>11. Affaires nouvelles</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Géomatique : Suite à un entretien avec M<sup>me</sup> France-Sylvie Loisel du MSP, il a été convenu qu'il fallait un porteur de dossier parmi les membres de la CAR. Après échange, le MAPAQ s'est montré intéressé à agir comme pilote.</li> <li>- Prochaines présentations : trois présentations sont prévues lors de la prochaine CAR. Elles seront faites par le CNT, l'ASSS et par la MRC des Appalaches.</li> </ul>	
<b>12. Date de la prochaine rencontre</b>	La prochaine rencontre aura lieu le 7 octobre 2011. Le lieu est à déterminer.	
<b>13. Fin de la réunion</b>	La réunion est levée à 16 h 30.	

## Projet d'Ordre du jour

Conférence administrative régionale de la Chaudière-Appalaches (CAR)

Rencontre régulière du vendredi 7 octobre 2011

Complexe des Seigneuries – Salle 212-B

1080, avenue Bergeron

Saint-Agapit (Québec) G0S 1Z0

Tél. : 418-888-4620

de 9 h à 15 h 40

- |         |   |
|---------|---|
| 9 h     | 1. Mot de bienvenue;  |
| 9 h 5   | 2. Adoption de l'ordre du jour;   |
| 9 h 10  | 3. Présentation des membres;  |
| 9 h 20  | 4. Lecture et adoption du compte rendu de la réunion régulière du 3 juin 2011;  |
| 9 h 25  | 5. Affaires découlant du dernier compte rendu;  |
| 9 h 30  | 6. Présentation : <ul style="list-style-type: none"><li>- La Commission des normes du travail – M. Stéphane Petit (CNT);</li></ul>  |
| 10 h 30 | Pause-santé;  |
| 10 h 45 | 7. Présentation : <ul style="list-style-type: none"><li>- Dossiers MAMROT – M<sup>me</sup> Danie Croteau (MAMROT);</li></ul>  |
| 12 h    | Dîner sur place;  |
| 13 h    | 8. Présentation : <ul style="list-style-type: none"><li>- Plan stratégique du secteur sud de la MRC des Appalaches – M. Ghislain Hamel (Préfet de la MRC des Appalaches), M. André Rodrigue (Président du comité de diversification) et M<sup>me</sup> Carole Mercier (SDE de la Région de Thetford);</li></ul> |
| 13 h 45 | 9. Présentation : <ul style="list-style-type: none"><li>- Dossier Géomatique – M<sup>me</sup> Renée Caron (MAPAQ);</li></ul>  |
| 14 h 15 | 10. Nouvelles régionales (tour de table – 10 minutes maximum par membre);   |
| 15 h 30 | 11. Affaires nouvelles;   |
| 15 h 35 | 12. Date de la prochaine rencontre – Le 2 décembre 2011 à Sainte-Marie;   |
| 15 h 40 | 13. Fin de la réunion.  |



**Réunion de la CAR de la Chaudière-Appalaches  
tenue le vendredi 7 octobre 2011  
au Complexe des Seigneuries à Saint-Agapit  
de 9 h à 15 h 40**

**Étaient présents :**

**M<sup>mes</sup>**

**Danie Croteau – MAMROT  
Renée Caron – MAPAQ  
Nicole Champagne – MCCCCF  
Isabelle Olivier – MDDEP  
Nicole Paquet – MFA  
France-Sylvie Loisel – MSP  
Sandra Shee – CSF**

**MM.**

**Sonia Lambert – IQ (de 9 h à 10 h 30)  
Claude Hasty – FADQ  
Didier Chauveau – SIQ  
Laurent Lampron – CRÉ-CA (absent en p.m.)  
Marc Tremblay – MESS  
Pierre Drouin – MAMROT  
Stéphane Petit – CNT  
Roch Delagrave – MDEIE  
Serge Lachance – MRNF  
Pierre-André Dupont – RBQ  
Yvon Doyle – MICC**

**Invités :**

**M<sup>me</sup>**

**MM.**

**Carole Mercier – SDE de la région de Thetford  
Ghislain Hamel – Préfet de la MRC des Appalaches  
André Rodrigue – Président du comité de diversification du secteur sud  
des Appalaches  
Luc Rémillard – SDE de la région de Thetford  
Jean-François Rodrigue – MAPAQ**

**Compte rendu de la réunion de la CAR de la Chaudière-Appalaches**

**tenue le vendredi 7 octobre 2011  
au Complexe des Seigneuries à Saint-Agapit  
de 9 h à 15 h 40**

**Étaient présents :**

**M<sup>mes</sup> Danie Croteau - MAMROT  
Renée Caron - MAPAQ  
Nicole Champagne - MCCCCF  
Isabelle Olivier - MDDEP  
Nicole Paquet - MFA  
France-Sylvie Loisel - MSP  
Sandra Shee - CSF  
Sonia Lambert - IQ (de 9 h à 10 h 30)**

**Étaient absents :**

**M<sup>mes</sup> Dyane Benoît - ASSS  
Céline Dessureault - Revenu Québec**

**Invités :**

**M<sup>me</sup> Carole Mercier - SDE de la région de Thetford**

**MM. Claude Hasty - FADQ  
Didier Chauveau - SIQ  
Laurent Lampron - CRÉ-CA (absent en p.m.)  
Marc Tremblay - MESS  
Pierre Drouin - MAMROT  
Stéphane Petit - CNT  
Roch Delagrave - MDEIE  
Serge Lachance - MRNF  
Pierre-André Dupont - RBQ  
Yvon Doyle - MICC**

**MM. Carl Bergeron - OPHQ  
François Côté - MTOU  
Guy Larose - MELS  
Louis G. Chassé - MJUST  
Pierre Grenier - RLQ  
Richard Charpentier - MTQ  
Roger Ménard - MRI  
Roger Paré - MELS  
Claude Lecours - Services Québec**

**MM. Ghislain Hamel - Préfet de la MRC des Appalaches  
André Rodrigue - Président du comité de diversification du secteur sud des Appalaches  
Luc Rémillard - SDE de la région de Thetford  
Jean-François Rodrigue - MAPAQ**

Ordre du jour	Résumé des discussions	Suite - Délai
1. Mot de bienvenue	M <sup>me</sup> Danié Croteau souhaite la bienvenue aux membres.	
2. Adoption de l'ordre du jour	<p>L'ordre du jour est adopté après modifications. Ainsi, l'ordre du jour est le suivant :</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. Mot de bienvenue;</li> <li>2. Adoption de l'ordre du jour;</li> <li>3. Présentation des membres;</li> <li>4. Lecture et adoption du compte rendu de la réunion du 3 juin 2011;</li> <li>5. Affaires découlant du dernier compte rendu;</li> <li>6. Présentation : <ul style="list-style-type: none"> <li>- Dossier Géomatique – M<sup>me</sup> Renée Caron (MAPAQ);</li> </ul> </li> <li>7. Présentation : <ul style="list-style-type: none"> <li>- Dossiers MAMROT – M<sup>me</sup> Danié Croteau (MAMROT);</li> </ul> </li> <li>8. Présentation : <ul style="list-style-type: none"> <li>- Plan stratégique du secteur sud de la MRC des Appalaches – M. Ghislain Hamel (Préfet de la MRC des Appalaches), M. André Rodrigue (Président du comité de diversification), M. Luc Rémillard (SDE de la région de Thetford) et M<sup>me</sup> Carole Mercier (SDE de la région de Thetford);</li> </ul> </li> <li>9. Présentation : <ul style="list-style-type: none"> <li>- La Commission des normes du travail – M. Stéphane Petit (CNT);</li> </ul> </li> <li>10. Nouvelles régionales (tour de table – 10 minutes maximum par membre);</li> <li>11. Affaires nouvelles;</li> <li>12. Date de la prochaine rencontre – Le 2 décembre 2011 à Sainte-Marie;</li> <li>13. Fin de la réunion.</li> </ol>	
3. Présentation des membres	<p>Chaque personne identifie le ministère qu'elle représente ainsi que sa fonction.</p> <p>M<sup>me</sup> Croteau souligne la présence d'un nouveau membre, soit M. Pierre-André Dupont de la RBQ ainsi que le retour de M<sup>me</sup> Sandra Shee du CSF autour de la table.</p>	

Ordre du jour	Résumé des discussions	Suite - Délai
	M <sup>me</sup> Croteau souligne également que M <sup>me</sup> Rita Baillargeon ne siégera plus à la CAR. Les membres proposent d'envoyer un extrait du procès-verbal à M <sup>me</sup> Baillargeon pour la remercier de sa bonne participation au cours des dernières années à la CAR et lui souhaiter la meilleure des chances dans ses nouvelles fonctions.	Envoyer l'extrait du procès-verbal.
4. Lecture et adoption du compte rendu du 3 juin 2011	<p>La lecture du compte rendu est faite et celui-ci est adopté après avoir apporté les modifications suivantes (gras) :</p> <p>Point 10 :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- FADQ : <ul style="list-style-type: none"> <li>o Bureau : de nouveaux fonctionnaires <b>seront</b> logés à Lévis ...</li> </ul> </li> <li>- MFA : <ul style="list-style-type: none"> <li>o Services de garde : ... Une première rencontre du comité établira les besoins et <b>fera les recommandations à la ministre.</b></li> </ul> </li> <li>- MESS : <ul style="list-style-type: none"> <li>o Marché du travail : <ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Selon les données statistiques, notre région a le plus faible taux de chômage au Québec. L'économie va bien, mais <b>le recrutement reste un défi pour les employeurs.</b></li> </ul> </li> </ul> </li> </ul> <p>Point 11 : (on a omis d'inscrire le point suivant) :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Entente spécifique : Après avoir discuté avec les membres, il a été convenu que les présentations concernant les ententes spécifiques auront lieu lorsqu'elles sont signées et lors du dépôt du rapport final.</li> </ul>	Apporter les modifications au compte rendu du 3 juin 2011
5. Affaires découlant du dernier compte rendu	- Lévis 2011 : Le bilan des activités sera déposé lors de la CAR du 2 décembre 2011.	
6. Présentation : - Dossier Géomatique	<p>M<sup>me</sup> Renée Caron introduit la présentation en rappelant la démarche amorcée.</p> <p>M. Jean-François Rodrigue du MAPAQ dépose le document en annexe et explique les démarches effectuées jusqu'à aujourd'hui.</p> <p>Après la présentation, les membres échangent sur le dossier :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- On demande que ce point devienne statutaire jusqu'à la réalisation complète du dossier. Puisqu'il sera discuté à chacune des rencontres de la CAR, on demande qu'un document soit produit dans lequel on retrouvera le contexte, le mandat, les objectifs et les sous-objectifs ainsi que les réalisations effectuées. Ce document permettra aux membres de bien suivre le dossier tout en n'ayant pas à revenir sur l'objectif</li> </ul>	Mettre ce point comme statutaire jusqu'à la fin du projet.

Ordre du jour	Résumé des discussions	Suite - Délai
	<p>initial à chaque fois.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Également, il est convenu de préciser : <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ les besoins des membres;</li> <li>▪ les attentes envers les deux groupes qui seront formés (groupe Données &amp; groupe Outils).</li> </ul> </li> </ul>	
<p><b>7. Présentation :</b> - <b>Dossiers MAMROT</b></p>	<p><b>1. Comités de la CAR :</b></p> <p>M<sup>me</sup> Croteau amène ce point pour discussion.</p> <p>M. Drouin présente l'ensemble des comités qui sont actuellement sous l'égide de la CAR (voir annexe). Pour la plupart, ils sont inactifs depuis un certain temps.</p> <p>La question est posée aux membres de la CAR à savoir : comment voit-on les comités et le déroulement des rencontres?</p> <p>Après discussions et échanges entre les membres, il ressort les faits suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Pour certains, la loi et les mandats confiés à la CAR sont méconnus. Il serait opportun de faire parvenir le CT qui détermine les mandats de la CAR;</li> <li>▪ Le tour de table est apprécié de la grande majorité des membres car il permet de ne pas travailler en silo;</li> <li>▪ Il faudra aller plus loin ensemble dans un contexte de restrictions budgétaires et de ressources humaines limitées;</li> <li>▪ On apprécie les présentations par des invités externes, ce qui permet de mieux connaître la région. Par contre, il est important de bien encadrer l'objectif des présentations;</li> <li>▪ Contrairement à certaines CAR, tous les ministères sont invités à nos rencontres. Cette façon de faire permet de « réseauter » l'ensemble des directions régionales et de pouvoir influencer les organisations dans leurs projets et leurs programmes;</li> <li>▪ Pour les membres siégeant sur plusieurs CAR, il est difficile d'écouter, à répétition, les présentations découlant des plans nationaux. On demande, pour éviter la redondance, s'il est possible d'apporter un volet « régional » à la présentation permettant d'aller un peu plus loin;</li> <li>▪ Pour les comités, il est demandé de bien définir le rôle, le mandat et de bien les situer dans le temps. On s'aperçoit que dans certains cas, les comités auraient pu aller plus loin. Par contre, il sera important de</li> </ul>	<p>Faire parvenir le CT aux nouveaux membres.</p>

Ordre du jour	Résumé des discussions	Suite - Délai
	<p>définir le type de comité : un comité de travail où siègent les professionnels des organisations ou un comité de la CAR où siègent les gestionnaires des directions;</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Selon l'un ou l'autre des comités, la concertation et la collaboration devront toujours être une préoccupation de tous les membres.</li> </ul> <p>Ainsi, il sera prévu lors des prochaines rencontres de la CAR, d'effectuer des présentations du milieu, dont celles concernant les contrats de diversification (municipalités dévitalisées) :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Bellechasse;</li> <li>▪ Les Etchemins;</li> <li>▪ L'Islet;</li> <li>▪ Gouvernance territoriale partagée.</li> </ul> <p>M<sup>me</sup> Croteau invite les membres à déposer des demandes pour d'autres présentations.</p> <p><b>2. Programme d'infrastructure en entrepreneuriat collectif (PIEC)</b></p> <p>Une présentation est faite aux membres.</p> <p>Les membres échangent sur le programme. Après discussion, il est retenu, que ce programme ne relèvera pas d'un comité de la CAR. Les résultats seront toutefois présentés lors d'une prochaine CAR.</p>	Document joint en annexe.
<b>8. Présentation :</b> - Plan stratégique du secteur sud de la MRC des Appalaches	Une présentation est faite aux membres.	Document joint en annexe.
<b>9. Présentation :</b> - La Commission des normes du travail	Une présentation est faite aux membres.	Document joint en annexe.
<b>10. Nouvelles régionales</b>		
ASSS	Absent.	
CNT (Stéphane Petit)	- <b>Responsable de services de garde (RSG) :</b> Faisant suite au jugement rendu le 31 octobre 2008 concernant les responsables de services de garde, l'offre de règlement transmise aux RSG a été acceptée à plus de 94 % par les répondantes. Rappelons que l'offre s'adressait exclusivement aux RSG qui ont	

Ordre du jour	Résumé des discussions	Suite - Délai
	<p>déposé des plaintes avant le 13 mai 2009. Il s'agit de plaintes déposées avant le projet de loi n° 51 qui a statué qu'une RSG est une travailleuse autonome agissant à son propre compte lorsqu'elle fournit des services de garde aux parents avec qui elle a signé une entente de services. Un montant de 18,5 M\$ a donc été accordé à 5 080 RSG à travers le Québec.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- <b>Travailleurs agricoles étrangers</b> : Près de la moitié des entreprises concernées sont toujours en infraction. Les infractions concernent toujours l'hébergement. On voit de plus en plus d'immigrants provenant du Honduras et du Guatemala où les règles concernant l'hébergement ne sont pas les mêmes.</li> <li>- <b>Prévention sur le maintien à domicile</b> : Information différente sur les entreprises. Concernent les agences de placement de personnel.</li> </ul>	
CSF (Sandra Shee)	<ul style="list-style-type: none"> <li>- <b>Nouvelle présidente</b> : Le Conseil des ministres a procédé à la nomination de M<sup>me</sup> Julie Miville-Dechéne le 3 août dernier en remplacement de M<sup>me</sup> Christiane Pelchat, nommée, par la même occasion, déléguée générale du Québec au Mexique.</li> <li>- <b>Nouveaux documents</b> : deux nouveaux documents sont maintenant disponibles : un au niveau provincial concernant les femmes handicapées du Québec (<a href="http://www.csf.gouv.qc.ca/modules/fichierspublications/fichier-37-1464.pdf">http://www.csf.gouv.qc.ca/modules/fichierspublications/fichier-37-1464.pdf</a>), l'autre, que l'on peut trouver sur le nouveau site du CSF - Région de la Chaudière-Appalaches (<a href="http://www.csf.gouv.qc.ca/modules/AMS/article.php?storyId=43">http://www.csf.gouv.qc.ca/modules/AMS/article.php?storyId=43</a>), intitulé « Hommage aux Lévisiennes d'influence » sortira le 20 octobre prochain (<a href="http://dl.dropbox.com/u/47826832/Brochure_Hommage.pdf">http://dl.dropbox.com/u/47826832/Brochure_Hommage.pdf</a>).</li> </ul>	
FADQ (Claude Hasty)	<ul style="list-style-type: none"> <li>- <b>Commission de l'agriculture, des pêcheries, de l'énergie et des ressources naturelles (CAPERN)</b> : un retour est fait sur les récents événements entourant la consultation.</li> <li>- <b>ASRA</b> : De nouveaux taux de contribution à l'ASRA s'appliqueront dès 2011-2012 pour l'ensemble des secteurs de production assurés. Spécifiquement pour les entreprises du secteur porcin, il a été décidé d'étaler l'application de la mesure d'efficacité (dite du 25 %). Celle-ci s'appliquera de manière progressive, soit à 50 %, pour l'année d'assurance 2011 et à 75 % en 2012.</li> </ul>	
IQ	Absent.	
MCCCF (Nicole Champagne)	<ul style="list-style-type: none"> <li>- <b>Projet de loi sur le patrimoine culturel</b> : La Commission de la culture a terminé la lecture du projet de loi. L'adoption devrait se faire dans les prochaines semaines.</li> <li>- <b>Entente spécifique en matière d'égalité entre les femmes et les hommes dans la région de la Chaudière-Appalaches</b> : Une nouvelle entente spécifique couvrant la période 2011-2015 est en négociation. Du côté du MCCCF, on propose d'y investir 168 000 \$.</li> <li>- <b>Consultation : Pour une information au service de l'intérêt public</b> : Le 21 octobre 2011, il y aura</li> </ul>	

Ordre du jour	Résumé des discussions	Suite - Délai
	consultation publique à Québec. Cette consultation couvrira les régions de la Capitale-Nationale et de la Chaudière-Appalaches. La consultation portera sur les orientations ministérielles retenues, soit : <ul style="list-style-type: none"> <li>• La mise en place d'un nouveau modèle de régulation des médias québécois;</li> <li>• Le soutien à la diversité des voix.</li> </ul>	
MFA (Nicole Paquet)	- <b>Services de garde</b> : Le comité s'est réuni à la fin juin et a fait ses recommandations sur les priorités de la région à la ministre. Le comité était composé de personnes provenant des organisations suivantes : MFA, CRÉ, CPE, ASSS, Commissions scolaires, garderies privées. La ministre va lancer un appel d'offres prochainement.	
MJUST	Absent.	
MSP (France-Sylvie Loisel)	- <b>Irène</b> : 67 municipalités ont été affectées lors du passage de la Tempête Irène. Le Ministère est en processus de révision des programmes d'assistance financière. Les programmes sont maintenant par décrets et non plus par arrêtés ministériels. Le Québec a connu beaucoup de sinistres mais peu en Chaudière-Appalaches. Le décret de la Tempête Irène a été adopté le 14 septembre. Il a soulevé beaucoup d'interrogations des municipalités et des MRC.  - <b>Semaine de prévention</b> : Le 7 octobre marque le début de la semaine de la prévention contre les incendies.  - Un comité de prévention composé du MDDEP, du MRNF, du MTQ et du MSP a été mis en place concernant la problématique des sédiments dans la rivière Chaudière.	
MAPAQ (Renée Caron)	- <b>Livre vert pour une politique bioalimentaire</b> : Les travaux de la Commission de l'agriculture, des pêcheries, de l'énergie et des ressources naturelles débiteront dans la semaine du <b>12 septembre 2011</b> à l'Assemblée nationale.  - <b>Multifonctionnalité</b> : En date du 15 septembre, 12 projets ont été reçus dont trois sont non admissibles.  - <b>Stratégie d'adaptation</b> : Quelques modifications ont été apportées aux normes du programme. En Chaudière-Appalaches, 390 demandes ont été déposées (sur près de 1 500 au Québec). Le MAPAQ se questionne sur le taux de pénétration au Québec. On prévoyait recevoir plus de 8 000 demandes provincialement. Sur les 390 demandes de C-A, 75 % ont été jugées admissibles et on estime que 60 producteurs n'avaient pas amorcé de démarches.	
MELS	Absent.	
MESS (Marc Tremblay)	- <b>Marché du travail</b> : La situation du marché du travail s'est encore améliorée en Chaudière-Appalaches. 12 200 emplois à temps plein ont été créés, mais la région a perdu 1 900 emplois à temps partiel. Le	



Ordre du jour	Résumé des discussions	Suite - Délai
	<p>chômage a reculé de 0,2 % pour se situer à 4,4 % comparativement à 7,2 % au Québec. Cette situation s'exprime par la difficulté de recrutement de main-d'œuvre malgré plusieurs annonces de mise à pied.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Un <b>Salon des métiers</b> se tiendra à Charny le 13 octobre et à Thetford Mines au début novembre.</li> </ul>	
MICC (Yvon Doyle)	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Une formation sur le processus d'immigration s'est tenue dans La Nouvelle-Beauce.</li> <li>- <b>Plan-Immigration 2012</b> : La Commission des relations avec les citoyens sur le Plan d'Immigration 2012 a discuté, entre autres, du nombre prévu de nouveaux arrivants de 50 000 en 2011 plutôt que 55 000 personnes en 2010.</li> <li>- <b>Semaine québécoise des rencontres interculturelles (SQRI)</b> : La Semaine se déroule cette année du 2 au 8 octobre. Le thème est : La culture au cœur de nos échanges.</li> <li>- <b>Étudiants</b> : Encore cette année, des étudiants de l'Île-de-la-Réunion occupent trois des quatre cégeps de notre région. L'objectif : qu'ils s'installent en région.</li> <li>- <b>Salon de l'emploi</b> : L'ASSS et le MICC participeront à ce salon.</li> <li>- <b>Mission</b> : Une mission de recrutement par les entreprises aura lieu en France et au Brésil.</li> </ul>	
MAMROT (Danie Croteau)	<ul style="list-style-type: none"> <li>- <b>Nomination</b> : Un nouveau sous-ministre est nommé au MAMROT. Il s'agit de M. Sylvain Boucher. M. Boucher était sous-ministre adjoint au même ministère. Pour sa part, M<sup>me</sup> Croteau assume pour l'instant l'intérim de la Direction régionale de la Capitale-Nationale.</li> </ul>	
MRI	Absent.	
MRNF (Serge Lachance)	<ul style="list-style-type: none"> <li>- <b>Parc éolien Massif du Sud</b> : <ul style="list-style-type: none"> <li>o Le 3 octobre, le ministre Clément Gignac a confirmé l'adoption du décret gouvernemental autorisant EDF Énergies Nouvelles Canada à construire et exploiter ce nouveau parc éolien de 75 éoliennes, produisant 2 MW d'électricité chacune, pour une puissance totale de 150 MW. Son aménagement nécessitera des investissements globaux totalisant 350 M\$, ce qui en fera le plus important projet de développement économique dans l'histoire de Bellechasse-Etchemins.</li> <li>o Sur les 75 éoliennes, 16 seront situées sur des terres privées et 59 sur les terres publiques.</li> <li>o Les travaux devraient débuter le 22 octobre. Ce chantier créera 200 emplois, pendant plus d'un an et fonctionnera 24 heures sur 24. La livraison d'électricité est prévue pour le 1<sup>er</sup> janvier 2013. À ce moment, l'entretien et le suivi donneront du travail à environ 15 personnes.</li> <li>o Trois enjeux : <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Parc régional multiressources : afin de maintenir sa vocation et de pourvoir à son financement, le</li> </ul> </li> </ul> </li> </ul>	

Ordre du jour	Résumé des discussions	Suite - Délai
	<p>MRNF a accepté de partager les redevances perçues. On parle ainsi d'environ 300 000 \$ qui seront accordés au Parc régional;</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Grive de Bicknell : Une attention particulière a été apportée à leur habitat;</li> <li>▪ Aire protégée : Les superficies passeront de 12 à 28 %.</li> </ul>	
MTQ	Absent.	
MDEIE (Roch Delagrave)	<ul style="list-style-type: none"> <li>- <b>Nouveau ministre</b> : M. Sam Hamad est devenu le nouveau ministre suite au dernier remaniement.</li> <li>- <b>Stratégie québécoise de l'entrepreneuriat</b> : La stratégie est actuellement en consultation auprès des autres ministères.</li> </ul>	
MDDEP (Isabelle Olivier)	Pas de nouveautés à partager cette fois-ci.	
MTOU	Absent.	
OPHQ	Absent.	
Services Québec	Absent.	
SIQ (Didier Chauveau)	<ul style="list-style-type: none"> <li>- <b>Palais de justice de Montmagny</b> : Le dossier était arrêté depuis novembre 2009 et est redevenu actif. On attend la décision du Conseil du trésor. C'est un projet d'environ 32 M\$.</li> <li>- <b>FADQ</b> : La relocalisation des employés devrait s'effectuer d'ici les fêtes.</li> <li>- <b>Lotbinière</b> : Le CGER de Laurier-Station est fermé. Les employés ont été transférés à d'autres endroits.</li> <li>- <b>Propriétés</b> : On rappelle rapidement les différents édifices qui sont sous la responsabilité de la SIQ.</li> </ul>	
CRÉ (Laurent Lampron)	Absent pour le tour de table.	
RBQ (Pierre-André Dupont)	Pas de nouveautés à partager cette fois-ci.	
<b>11. Affaires nouvelles</b>	Non.	
<b>12. Date de la prochaine rencontre</b>	La prochaine rencontre aura lieu le 2 décembre 2011. Le lieu est à déterminer.	
<b>13. Fin de la réunion</b>	La réunion est levée à 15 h 40.	

## Projet d'Ordre du jour

### Conférence administrative régionale de la Chaudière-Appalaches (CAR)

Rencontre régulière du vendredi 2 décembre 2011

Agence de santé et de services sociaux de Chaudière-Appalaches

Salle Grand littoral

363, route Cameron

Sainte-Marie (Québec) G6E 3E2

Tél. : 418-386-3504

de 9 h à 16 h

- |         |  |
|---------|--|
| 9 h     | 1. Mot de bienvenue;   |
| 9 h 5   | 2. Adoption de l'ordre du jour;  |
| 9 h 10  | 3. Présentation des membres;   |
| 9 h 20  | 4. Lecture et adoption du compte rendu de la réunion régulière du 7 octobre 2011;  |
| 9 h 25  | 5. Affaires découlant du dernier compte rendu;   |
|         | 5.1 Point statutaire : Géomatique;   |
| 9 h 30  | 6. Présentation :  |
|         | - Le livre vert pour une politique bioalimentaire – M <sup>me</sup> Renée Caron (MAPAQ);   |
| 10 h    | Pause-santé;   |
| 10 h 15 | 7. Présentation :  |
|         | - Plan stratégique régional et intersectoriel de main d'oeuvre – M <sup>me</sup> Dyane Benoît (ASSS);  |
| 10 h 45 | 8. Présentation :  |
|         | - Plan territorial de mobilité durable – M. Yvon Labonté (MTQ);  |
| 11 h 5  | 9. Nouvelles régionales (tour de table – 10 minutes maximum par membre);   |
| 12 h    | Dîner sur place;   |
| 13 h 30 | 10. Présentation :   |
|         | - La stratégie 2011-2016 pour assurer l'occupation et la vitalité des territoires et le projet de loi-cadre – M <sup>me</sup> Linda Morin, sous-ministre adjointe aux Territoires et M <sup>me</sup> Danie Croteau (MAMROT); |
| 14 h 30 | 11. Rencontre avec M. Laurent Lessard, ministre du MAMROT et ministre responsable de la région;  |
| 15 h 30 | 12. Affaires nouvelles;  |
| 15 h 35 | 13. Date de la prochaine rencontre – Le 2 mars 2012 – Endroit à déterminer;  |
| 15 h 40 | 14. Fin de la réunion.   |

**Réunion de la CAR de la Chaudière-Appalaches  
tenue le vendredi 2 décembre 2011  
à l'ASSS, salle Grand Littoral  
de 9 h à 15 h 30**

**Étaient présents :**

**M<sup>mes</sup>**

**Dyane Benoît – ASSS**

**Sandra Shee – CSF**

**Danie Croteau – MAMROT**

**Renée Caron – MAPAQ**

**Isabelle Olivier – MDDEP**

**Line Drouin – MRNF**

**Danielle Brochu – CNT (en remplacement de Stéphane Petit)**

**Nicole Paquet – MFA**

**MM.**

**Laurent Lampron – CRÉ-CA**

**Marc Tremblay – MESS**

**Pierre Drouin – MAMROT**

**Yvon Labonté – MTQ (en remplacement de Richard Charpentier)**

**Roch Delagrave – MDEIE**

**Yvon Doyle – MICC**

**Pierre-André Dupont – RBQ**

**Invités :**

**M<sup>me</sup>**

**Linda Morin – sous-ministre adjointe MAMROT**

**M.**

**Éric Archambault – MTQ**

**Compte rendu de la réunion de la CAR de la Chaudière-Appalaches  
tenue le vendredi 2 décembre 2011  
à l'ASSS, salle Grand Littoral  
de 9 h à 15 h 30**

**Étaient présents**  
**M<sup>mes</sup>**

Dyane Benoît – ASSS  
Sandra Shee – CSF  
Danie Croteau – MAMROT  
Renée Caron – MAPAQ  
Isabelle Olivier – MDDEP  
Line Drouin – MRNF  
Danielle Brochu – CNT (en  
remplacement de Stéphane Petit)  
Nicole Paquet – MFA

**MM.**

Laurent Lampron – CRÉ-CA  
Marc Tremblay – MESS  
Pierre Drouin – MAMROT  
Yvon Labonté – MTQ (en remplacement  
de Richard Charpentier)  
Roch Delagrave – MDEIE  
Yvon Doyle – MICC  
Pierre-André Dupont – RBQ

**Étaient absents**  
**M<sup>mes</sup>**

Sonia Lambert – IQ  
Nicole Champagne – MCCCCF  
France-Sylvie Loisel – MSP  
Céline Dessureault – Revenu Québec

**MM.**

Claude Hasty – FADQ  
Guy Larose – MELS  
Roger Paré – MELS  
Louis G. Chassé – MJUS  
Roger Ménard – MRI  
François Côté – MTOU  
Carl Bergeron – OPHQ  
Pierre Grenier – Régie du Logement  
Claude Lecours – Services Québec  
Guy Boilard – SIQ

**Invités**  
**M<sup>me</sup>**

Linda Morin – sous-ministre adjointe  
MAMROT

**M.**

Éric Archambault – MTQ

Ordre du jour	Résumé des discussions	Suite - Délai
1. Mot de bienvenue	M <sup>me</sup> Danie Croteau souhaite la bienvenue aux membres.	
2. Adoption de l'ordre du jour	<p>L'ordre du jour est adopté après modifications. Ainsi, l'ordre du jour est le suivant :</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. Mot de bienvenue;</li> <li>2. Adoption de l'ordre du jour;</li> <li>3. Présentation des membres;</li> <li>4. Lecture et adoption du compte rendu de la réunion régulière du 7 octobre 2011;</li> <li>5. Affaires découlant du dernier compte rendu               <ol style="list-style-type: none"> <li>5.1. Point statutaire : Géomatique;</li> </ol> </li> <li>6. Présentation :               <ol style="list-style-type: none"> <li>6.1. Le livre vert pour une politique bioalimentaire – Mme Renée Caron (MAPAQ);</li> </ol> </li> </ol> <p>Pause santé</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>7. Présentation :               <ol style="list-style-type: none"> <li>7.1. Plan stratégique régional et intersectoriel de main d'oeuvre – M<sup>me</sup> Dyane Benoît (ASSS);</li> </ol> </li> <li>8. Présentation :               <ol style="list-style-type: none"> <li>8.1. Plan territorial de mobilité durable – M Yvon Labonté (MTQ);</li> </ol> </li> <li>9. Nouvelles régionales (tour de table – 10 minutes maximum par membre);</li> <li>10. Présentation :               <ol style="list-style-type: none"> <li>10.1. La stratégie 2011-2016 pour assurer l'occupation et la vitalité des territoires et le projet de loi-cadre – M<sup>me</sup> Linda Morin, sous-ministre adjointe aux Territoires et M<sup>me</sup> Danie Croteau (MAMROT);</li> </ol> </li> <li>11. Affaires nouvelles;</li> <li>12. Date de la prochaine rencontre – Le 2 mars 2012 – Endroit à déterminer;</li> <li>13. Fin de la réunion</li> </ol>	
3. Présentation des membres	<p>Chaque personne identifie le ministère qu'elle représente ainsi que sa fonction.</p> <p>M<sup>me</sup> Croteau souligne que M. Raynald Gignac ne siégera plus à la CAR. Il mettra sa grande expertise au profit de la CNT dans le cadre de mandats stratégiques jusqu'à son départ en mars 2012. Les membres proposent d'envoyer un extrait du compte rendu à M. Gignac pour le remercier de sa bonne participation au cours des dernières années à la CAR et lui souhaiter la meilleure des chances dans ses mandats ainsi qu'une belle retraite.</p>	Envoyer l'extrait du compte rendu.

Ordre du jour	Résumé des discussions	Suite - Délai
4. Lecture et adoption du compte rendu du 7 octobre 2011	<p>La lecture du compte rendu est faite et celui-ci est adopté après les modifications suivantes (<b>en gras</b>) :</p> <p>Point 10 – page 6 – CNT :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Responsable des services de garde : <b>Retirer la dernière phrase.</b></li> </ul> <p>Point 10 – page 7 – MFA :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Services de garde : Le comité s'est réuni à la fin juin et a fait ses recommandations <b>sur les priorités de la région</b> à la ministre.</li> </ul> <p>Les membres ont discuté sur la confidentialité des échanges pendant les rencontres de la CAR. M<sup>me</sup> Croteau explique que les comptes rendu sont d'ordre public car ils sont déposés à l'Assemblée Nationale.</p> <p>On demande également que le compte rendu adopté soit retourné à tous avec les modifications apportées et avec la mention « adopté le ». Nous débuterons cette procédure pour le compte rendu du 7 octobre 2011.</p>	Envoyer le compte rendu du 7 octobre 2011 avec les corrections apportées et la mention « adopté le ».
5. Affaires découlant du dernier compte rendu	<p>Point 5 : Le bilan des activités de Lévis 2011 sera présenté lors de la prochaine CAR.</p> <p>Point 7 – dossier MAMROT – Comité de la CAR : Le CT a été envoyé à l'ensemble des membres.</p>	
5.1 Point statutaire : Géomatique	N'ayant pas eu encore les accès pour travailler dans GOLOC COG, le comité ne s'est pas encore réuni.	
6. Présentation et Décision : - Le livre vert pour une politique bioalimentaire	<p>Une présentation est faite aux membres par M<sup>me</sup> Renée Caron.</p> <p>Après la présentation, les membres échangent sur le point :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Il y a plus de 200 mémoires qui ont été déposés à la Commission. En Chaudière-Appalaches, on sait qu'il y en a eu un minimum de quatre, provenant des fédérations de l'UPA;</li> <li>- La Commission doit siéger jusqu'au 19 janvier 2012;</li> <li>- Il n'est pas prévu que des changements soient apportés quant à la mission et au travail de la direction régionale.</li> </ul>	Document joint en annexe.
7. Présentation : - Plan stratégique régional et intersectoriel de main d'œuvre	Une présentation est faite aux membres par M <sup>me</sup> Dyane Benoit.	Document joint en annexe.
8. Présentation : - Plan territorial de mobilité durable	Une présentation est faite aux membres par M. Éric Archambault (MTQ).	Document joint en annexe.

Ordre du jour	Résumé des discussions	Suite - Délai
<b>9. Nouvelles régionales</b> <b>ASSS</b> (Dyane Benoît)	<ul style="list-style-type: none"> <li>- <b>Rougeole</b> : Le réseau de la santé, en collaboration avec le réseau scolaire, a entrepris une campagne de vaccination dans toutes les écoles. Cette campagne vise à vacciner les élèves et les adultes de l'école qui : <ul style="list-style-type: none"> <li>o n'ont pas reçu les doses de vaccin nécessaires selon leur âge;</li> <li>o n'ont pas de preuve de vaccination (carnet ou autre).</li> </ul> </li> <li>- <b>Loi 33</b> : La loi apporte des modifications sur les achats effectués par les ASSS. Au niveau provincial, on est passée de 13 à trois corporations d'achat. Pour Chaudière-Appalaches, nous serons affiliés avec la Capitale-Nationale. Cette nouvelle façon de faire aura un impact sur l'économie locale.</li> </ul>	
<b>CNT</b> (M <sup>me</sup> Danielle Brochu, en remplacement de M. Stéphane Petit)	<ul style="list-style-type: none"> <li>- <b>Nouveau directeur régional</b> : Depuis le 25 novembre 2011, M. Stéphane Petit est le nouveau directeur régional de la direction de la Capitale-Nationale et de la Chaudière-Appalaches.</li> <li>- <b>Responsable de services de garde (RSG)</b>: Plusieurs RSG, qui n'avaient pas déposés de plaintes avant l'adoption du projet de loi 51, se sont manifestées auprès du personnel. Ceci a généré un grand nombre d'appels.</li> <li>- <b>Prévention sur le maintien à domicile</b> : Concernant le plan de prévention, pour la période restante de l'année 2011-2012, l'axe d'intervention se situera au niveau des agences de placement et aussi des entreprises offrant des services de maintien à domicile.</li> <li>- <b>Nomination</b> : M<sup>re</sup> Brigitte Pelletier a été nommée présidente-directrice générale de la Commission des normes du travail lors de la séance du Conseil des ministres du 19 octobre 2011. Elle est entrée en fonction le 24 octobre 2011.</li> </ul>	
<b>CSF</b> (M <sup>me</sup> Sandra Shee)	<ul style="list-style-type: none"> <li>- <b>Plan stratégique 2012-2015</b> : La présidente du CSF, M<sup>me</sup> Julie Miville-Dechéne fait une tournée provinciale pour l'élaboration du nouveau plan stratégique.</li> <li>- <b>Nouveaux mandats</b> : deux nouveaux mandats ont été donnés au CSF, soit celui de documenter les crimes d'honneur et la place des femmes dans la construction,</li> <li>- <b>Publication</b> : <ul style="list-style-type: none"> <li>o Une nouvelle brochure est disponible concernant les femmes handicapées;</li> <li>o La Gazette des femmes est maintenant disponible en format webzine.</li> </ul> </li> <li>- <b>Semaine de la violence faites aux femmes</b> : La semaine se déroule du 25 novembre au 6 décembre 2011.</li> </ul>	
<b>FADQ</b>	Absent.	
<b>IQ</b>	Absent.	
<b>MCCCF</b>	Absent.	



Ordre du jour	Résumé des discussions	Suite - Délai
MFA (M <sup>me</sup> Nicole Paquet)	<ul style="list-style-type: none"> <li>- <b>Services de garde :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>o La ministre a procédé, le 24 octobre dernier, au lancement de l'appel d'offres pour 15 000 nouvelles places. Les promoteurs ont jusqu'au 24 février 2012 pour déposer leur demande. Tous les formulaires sont sur le site du MFA et il est important qu'ils soient bien complétés.</li> <li>o Un comité consultatif composé de huit à neuf membres sera appuyé par la direction régionale pour faire des recommandations à la ministre.</li> <li>o Pour les places « restantes » du premier appel d'offres, des discussions sont en cours pour voir ce qu'il en adviendra. En Chaudière-Appalaches, on parle de 24-25 places. Un appel est fait auprès des organisations pour connaître leurs intérêts. Ces places seront allouées à coût nul. Le comité consultatif se réunit la semaine prochaine.</li> </ul> </li> </ul>	
MJUS	Absent.	
MSP	Absent.	
MAPAQ (M <sup>me</sup> Renée Caron)	<ul style="list-style-type: none"> <li>- <b>Tournée provincial production porcine :</b> La Fédération des producteurs de porcs effectue une tournée pour discuter des solutions aux problèmes que vivent les producteurs. En Chaudière-Appalaches, trois séances se dérouleront.</li> <li>- <b>UPA :</b> Un nouveau président a été élu. Il s'agit de M. Marcel Groleau, originaire de Thetford Mines.</li> <li>- <b>Plan Nord :</b> Le MAPAQ est sollicité pour son expertise dans les serres.</li> <li>- <b>Mérite agricole :</b> La région de la Chaudière-Appalaches sera l'hôte du concours en 2012.</li> <li>- <b>Marché de Noël :</b> On rappelle à l'ensemble des membres que plusieurs marchés de Noël sont ouverts pour la période des Fêtes.</li> </ul>	
MELS	Absent.	
MESS (M. Marc Tremblay)	<ul style="list-style-type: none"> <li>- <b>Emploi :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>o Chômage : Pour la région de Chaudière-Appalaches, le taux de chômage se situe à 3,4 %.</li> <li>o Emploi à temps plein et à temps partiel : Les emplois à temps plein sont en hausse de 9 % par rapport à l'an passé tandis que les emplois à temps partiel sont en baisse.</li> <li>o Main-d'œuvre : Grand intérêt pour le Nord.</li> </ul> </li> </ul>	
MICC (M. Yvon Doyle)	<ul style="list-style-type: none"> <li>- <b>Ententes :</b> Le MICC a plusieurs types d'ententes avec divers partenaires. Le ministère procède à une révision de l'ensemble de ces ententes. On prévoit que la révision sera terminée en février 2012.</li> </ul>	
MAMROT (M <sup>me</sup> Danie Croteau)	<ul style="list-style-type: none"> <li>- <b>Stratégie québécoise d'économie d'eau potable :</b> deux rencontres ont été organisées en Chaudière-Appalaches pour discuter de la stratégie. 65 municipalités ont participé aux rencontres.</li> <li>- <b>Programme d'infrastructure en entrepreneuriat collectif (PIEC) :</b> Jusqu'à maintenant, deux projets pourraient probablement se qualifier pour une aide financière. Par contre, nous devons attendre les</li> </ul>	

Ordre du jour	Résumé des discussions	Suite - Délai
	<p>nouvelles normes qui seront acceptées par le Conseil du trésor.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- <b>Prochaines rencontres de la CAR</b> : On propose de faire différentes présentations : <ul style="list-style-type: none"> <li>o Rapport final des ententes spécifiques « Égalité entre les femmes et les hommes » et « Amélioration de l'accessibilité, de la qualité de vie et des services offerts pour différentes clientèles dans les HLM »;</li> <li>o Projet de Gouvernance territoriale partagée – La Contrée en montagnes dans Bellechasse;</li> <li>o Comité de diversification de L'Islet, des Etchemins et de Bellechasse;</li> <li>o Plan d'action gouvernemental pour la solidarité et l'inclusion sociale (PAGSIS);</li> <li>o Stratégie québécoise de l'entrepreneuriat;</li> <li>o Coop santé Robert-Cliche- Laboratoire rural « Groupes Hans Kaï ».</li> </ul> </li> </ul>	
MRI	Absent.	
MRNF (M <sup>me</sup> Line Drouin)	<ul style="list-style-type: none"> <li>- <b>Plan Nord</b> : le projet de loi est actuellement à l'étude. La Société du Plan Nord devrait être mise en place en mars 2012;</li> <li>- <b>Projet de loi sur les mines</b> : Ce projet de loi est important dans le projet du Plan Nord. Par contre, on rencontre beaucoup de résistance pour le faire adopter;</li> <li>- <b>Irène</b> : Suite au passage d'Irène, les municipalités font des pressions pour réaliser les travaux dans les cours d'eau. Un comité, composé du MAMROT, du MSP, du MDDEP et du MRNF rencontrera les municipalités visées;</li> <li>- <b>Massif du Sud</b> : Les travaux ont commencé pour l'implantation des éoliennes;</li> <li>- <b>Nomination</b> : M. Jean Sylvain Lebel vient d'être nommé sous-ministre associé aux opérations régionales.</li> </ul>	
MTQ (M. Yvon Labonté, en remplacement de M. Richard Charpentier)	<ul style="list-style-type: none"> <li>- <b>Irène</b> : Les travaux pour réparer le réseau routier touché par le passage d'Irène se déroulent bien;</li> <li>- <b>Route 112</b> : Les travaux se déroulent comme prévu;</li> <li>- <b>Transport collectif</b> : Le programme pour le transport collectif est prolongé pour une période d'un an (décembre 2011 à décembre 2012);</li> <li>- <b>CMQ</b> : Un projet pilote sur le transport adapté a été lancé.</li> </ul>	
MDEIE (M. Roch Delagrave)	<ul style="list-style-type: none"> <li>- <b>Stratégie québécoise de l'entrepreneuriat</b> : Le lancement de la stratégie a été faite. Une présentation est proposée pour la prochaine CAR.</li> <li>- <b>Plan Nord</b> : <ul style="list-style-type: none"> <li>o Le Premier ministre visite actuellement les autres pays pour leur présenter le projet du Plan Nord;</li> <li>o Des missions avec les entreprises du sud du Québec seront faites pour présenter le projet. Il y aura six missions en tout et la première sera réalisée avec la Capitale-Nationale et Lévis;</li> </ul> </li> </ul>	Mettre à l'ordre du jour de la prochaine CAR.

Ordre du jour	Résumé des discussions	Suite - Délai
	<ul style="list-style-type: none"> <li>○ Une rencontre aura lieu en Chaudière-Appalaches, probablement au printemps, avec le Premier ministre pour rencontrer les entreprises et répondre aux questions.</li> </ul>	
MDDEP (M <sup>me</sup> Isabelle Olivier)	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Irène : Suite au passage d'Irène, il y a beaucoup de travaux à réaliser dans les cours d'eau. <ul style="list-style-type: none"> <li>○ Une procédure allégée a été instaurée afin d'obtenir les autorisations (environ 21 jours);</li> <li>○ Rivière de la Fourche, située à Armagh (Bellechasse), doit procéder à des travaux sur 1 100 mètres mais plusieurs difficultés sont rencontrées : <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Les travaux qui s'effectuent sur plus de 300 mètres doivent avoir une étude d'impact;</li> <li>▪ En 2003, un décret avait été adopté pour leur permettre de réaliser des travaux. Une condition leur avait été demandée, soit celle de réaliser une étude hydrique, mais n'a jamais été effectuée;</li> <li>▪ Il n'y a pas de justification technique actuellement pour aller plus loin.</li> </ul> </li> </ul> </li> </ul>	
MTOU	Absent.	
OPHQ	Absent.	
Services Québec	Absent.	
SIQ	Absent.	
RBQ (M. Pierre-André Dupont)	<ul style="list-style-type: none"> <li>- <b>Projet de loi 35</b> : Le projet de loi vise à prévenir, combattre et sanctionner certaines pratiques frauduleuses dans l'industrie de la construction et apporte des modifications à la Loi sur le bâtiment. Ce projet de loi vient modifier la gouvernance de la RBQ. Ainsi, 4 nouveaux régisseurs ont été embauchés et les infractions sont beaucoup plus élevées.</li> </ul>	
CRÉ (M. Laurent Lampron)	<ul style="list-style-type: none"> <li>- <b>Siège au conseil d'administration</b> : Actuellement, il y a deux postes vacants au sein du conseil d'administration. Ces sièges seront occupés, après recommandation du conseil d'administration, par MM. Normand Côté (G-C Agriculture) et Jocelyn Carrier (G-C Éducation);</li> <li>- <b>Carte électorale</b> : Les discussions sont maintenant terminées. Ainsi, la Chaudière-Appalaches aura un député de moins à l'Assemblée Nationale. La nouvelle carte entrera en vigueur le 22 janvier 2012;</li> <li>- <b>Services universitaires</b> : La CRÉ, avec la collaboration du MESS, entreprend une démarche pour connaître les besoins de la Chaudière-Appalaches en services universitaires;</li> <li>- <b>Caractérisation des eaux souterraines</b> : Des investissements de plus de 150 000 \$ sont accordés pour réaliser ces travaux qui sont réalisés avec la collaboration des sept organismes de bassins versants, des neuf MRC, de la Ville de Lévis et de l'INRS.</li> </ul>	
<b>10. Présentation :</b> - La stratégie 2011-2016 pour assurer l'occupation et la vitalité	<p>M<sup>me</sup> Linda Morin nous présente toute la démarche qui s'est effectuée depuis le début de l'élaboration du projet sur la stratégie.</p> <p>Un tour de table est ensuite fait afin de connaître les préoccupations/dossiers importants de chacun des m/o.</p>	Document joint en annexe.

<b>Ordre du jour des territoires et le projet de loi-cadre</b>	<b>Résumé des discussions</b>	<b>Suite - Délai</b>
<b>11. Affaires nouvelles</b>	Aucun point n'est soulevé.	
<b>12. Date de la prochaine rencontre</b>	<p>La prochaine rencontre aura lieu le 2 mars prochain. L'endroit reste à déterminer.</p> <p>M<sup>me</sup> Croteau explique qu'il y aura fort probablement une rencontre extraordinaire de la CAR au retour des Fêtes pour rencontrer le ministre responsable de la région, M. Laurent Lessard. M. Lessard n'a pu se libérer pour la rencontre d'aujourd'hui mais désire le faire le plus rapidement possible.</p> <p>Dans un dernier temps, on établie le calendrier de rencontre pour l'année 2012-2013. Les rencontres auront lieu les 1<sup>er</sup> juin, 5 octobre, 7 décembre 2012 et 1<sup>er</sup> mars 2013.</p>	
<b>13. Fin de la réunion</b>	La réunion est levée à 15 h 30.	

## **Projet d'Ordre du jour**

Conférence administrative régionale de la Chaudière-Appalaches (CAR)

Rencontre extraordinaire – Le mardi 10 janvier 2012

**Agence de santé et de services sociaux de Chaudière-Appalaches**

**Salle Grand littoral**

**363, route Cameron**

**Sainte-Marie (Québec) G6E 3E2**

**Tél. : 418-386-3504**

**de 13 h 15 à 16 h**

- |         |  |
|---------|--|
| 13 h 15 | 1. Mot de bienvenue;   |
| 13 h 20 | 2. Adoption de l'ordre du jour;  |
| 13 h 25 | 3. Présentation des membres;   |
| 13 h 30 | 4. Présentation : <ul style="list-style-type: none"><li>- Plan d'action gouvernemental pour la solidarité et l'inclusion sociale (PAGSIS) – M. Laurent Lampron (CRÉ-Chaudière-Appalaches);</li></ul> |
| 14 h 15 | Pause;   |
| 14 h 30 | 5. Rencontre avec M. Laurent Lessard, ministre du MAMROT et ministre responsable de la région;   |
| 16 h    | 6. Fin de la réunion.  |

**Réunion extraordinaire de la CAR de la Chaudière-Appalaches  
tenue le mardi 10 janvier 2012  
à l'ASSS – salle Grand Littoral  
de 13 h à 15 h 40**

**Étaient présents :**

**M<sup>mes</sup>**

**Dyane Benoît – ASSS  
Sandra Shee – CSF  
Danie Croteau – MAMROT  
Renée Caron – MAPAQ  
Nicole Champagne – MCCF  
Isabelle Olivier – MDDEP  
Line Drouin – MRNF  
France-Sylvie Loisel – MSP  
Diane Boudreault – MELS loisir et sport**

**MM.**

**Claude Hasty – FADQ  
Daniel Galarneau – MTOU (en remplacement de François Côté)  
Laurent Lampron – CRÉ-CA  
Marc Tremblay – MESS  
Pierre Drouin – MAMROT  
Richard Charpentier – MTQ  
Roch Delagrave – MDEIE  
Yvon Doyle – MICC  
Stéphane Petit – CNT**

**Invités :**

**M<sup>me</sup>**

**Linda Morin – sous-ministre adjointe MAMROT**

**MM.**

**Jean-François Comeau – CRÉ  
Paul Bureau – CRÉ  
Laurent Lessard – Ministre MAMROT et ministre responsable de la région  
Alain Faucher – Conseiller politique  
Nicolas Tremblay – Conseiller politique**

**Compte rendu de la réunion extraordinaire de la CAR de la Chaudière-Appalaches  
tenue le mardi 10 janvier 2012  
à l'ASSS – salle Grand Littoral  
de 13 h à 15 h 40**

**Étaient présents :**

**M<sup>mes</sup>**

Dyane Benoît – ASSS  
Sandra Shee – CSF  
Danie Croteau – MAMROT  
Renée Caron – MAPAQ  
Nicole Champagne – MCCF  
Isabelle Olivier – MDDEP  
Line Drouin – MRNF  
France-Sylvie Loisel – MSP  
Diane Boudreault – MELS loisir et sport

**MM.**

Claude Hasty – FADQ  
Daniel Galarneau – MTOU (en  
remplacement de François Côté)  
Laurent Lampron – CRÉ-CA  
Marc Tremblay – MESS  
Pierre Drouin – MAMROT  
Richard Charpentier – MTQ  
Roch Delagrave – MDEIE  
Yvon Doyle – MICC  
Stéphane Petit – CNT

**Étaient absents :**

**M<sup>mes</sup>**

Sonia Lambert – IQ  
Nicole Paquet – MFA  
Céline Dessureault – Revenu Québec

**MM.**

Guy Larose – MELS  
Louis G. Chassé – MJUS  
Roger Ménard – MRI  
Carl Bergeron – OPHQ  
Pierre-André Dupont – RBQ  
Pierre Grenier – Régie du logement  
Claude Lecours – Services Québec  
Guy Boilard – SIQ

**Invités :**

**M<sup>me</sup>**

Linda Morin – sous-ministre adjointe  
MAMROT

**MM.**

Jean-François Comeau – CRÉ  
Paul Bureau – CRÉ  
Laurent Lessard – Ministre MAMROT  
et ministre responsable de la région  
Alain Faucher – Conseiller politique  
Nicolas Tremblay – Conseiller politique

Ordre du jour	Résumé des discussions	Suite - Délai
1. Mot de bienvenue	M <sup>me</sup> Danie Croteau souhaite la bienvenue aux membres.	
2. Adoption de l'ordre du jour	L'ordre du jour est adopté tel que présenté.	
3. Présentation des membres	Du fait que les membres devront se présenter avec le ministre, nous attendrons la présence de celui-ci.	
4. Présentation : - Plan d'action gouvernemental pour la solidarité et l'inclusion sociale (PAGSIS)	Une présentation est faite aux membres par MM. Paul Bureau et Jean-François Comeau.  Après la présentation, les membres échangent sur le sujet.	Document joint en annexe
5. Rencontre avec M. Laurent Lessard, ministre du MAMROT et ministre responsable de la région	D'entrée de jeu, M <sup>me</sup> Linda Morin fait un retour sur ses discussions avec les membres le 2 décembre dernier.  Par la suite, M. Laurent Lessard nous entretient sur l'Occupation et la vitalité des territoires : <ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Retour sur le parcours qui a mené aux travaux sur la loi-cadre;</li> <li>✓ Un des grands défis qu'on a à relever avec ce projet de loi est le principe de subsidiarité;</li> <li>✓ Approche territoriale concerne tous les territoires;</li> <li>✓ Concernant la CAR : <ul style="list-style-type: none"> <li>○ 2011-2013 : tous les ministères doivent dire ce qu'ils vont faire;</li> <li>○ Ministre régional doit être au fait de ce qui se passe sur son territoire. Pour y parvenir, il sera important d'avoir un cahier qui fera état de l'ensemble des dossiers de la région;</li> <li>○ Ministre régional pourra signer certains programmes;</li> <li>○ Dans un monde idéal, il y aura un fonds régional;</li> <li>○ CRÉ : soumettra un portrait régional et ce qui nous différencie comme territoire par rapport aux autres;</li> <li>○ La loi-cadre débute la démarche;</li> <li>○ Les rencontres avec le ministre responsable seront plus régulières et il aura un lien avec la CAR;</li> </ul> </li> <li>✓ Prochaine étape : Une Commission parlementaire débute ses travaux à l'hiver.</li> </ul> À la suite de l'entretien de M. Lessard, un échange débute avec l'ensemble des membres sur le rôle de chacun des ministères.	
6. Fin de la réunion	La réunion est levée à 17 h.	



## Projet d'Ordre du jour

### Conférence administrative régionale de la Chaudière-Appalaches (CAR)

Rencontre régulière du vendredi 2 mars 2012

CLE du Littoral  
Salle Grand littoral (salle polyvalente)  
1205, boulevard de la Rive-Sud, bureau 300  
Saint-Romuald (Québec) G6W 0K9  
Tél. : 418-835-1500 ou 1-800-561-4380

de 9 h à 16 h

- 9 h 1. Mot de bienvenue;
- 9 h 5 2. Adoption de l'ordre du jour;
- 9 h 10 3. Présentation des nouveaux membres;
- 9 h 20 4. Lecture et adoption du compte rendu de la réunion régulière du 2 décembre 2011 et de la réunion extraordinaire du 10 janvier 2012;
- 9 h 25 5. Affaires découlant du dernier compte rendu;
  - 5.1 Point statutaire : Géomatique;
- 10 h Pause-santé;
- 10 h 15 6. Retour sur la rencontre du 10 janvier 2012 :
  - Occupation et vitalité des territoires;
- 11 h 15 7. Présentation :
  - Nouvelle gouvernance régionale en Chaudière-Appalaches : Participation au conseil d'administration de la Conférence régionale des élu(e)s de la Chaudière-Appalaches
  - M. Laurent Lampron (CRÉ);
- 12 h Dîner sur place;
- 13 h 8. Présentation :
  - Plan territorial de mobilité durable (PTMD), Avancement du diagnostic – M. Richard Charpentier (MTQ);
- 13 h 30 9. Présentation :
  - Table des saines habitudes de vie – M<sup>me</sup> Linda Richard (ASSS);
- 14 h 10. Nouvelles régionales (tour de table – **10 minutes maximum par membre**);
- 15 h 30 11. Affaires nouvelles;
- 15 h 35 12. Date de la prochaine rencontre – Le 1<sup>er</sup> juin 2012 – Endroit à déterminer;
- 15 h 40 13. Fin de la réunion.

**Réunion de la CAR de la Chaudière-Appalaches  
tenue le vendredi 2 mars 2012  
au CLE du Littoral - Salle Grand littoral (salle polyvalente)  
1205, boulevard de la Rive-Sud, bureau 300  
Saint-Romuald (Québec) G6W 0K9  
de 9 h à 16 h**

**Étaient présents :**

**M<sup>mes</sup>**

**Dyane Benoît – ASSS (am seulement)  
Sandra Shee – CSF  
Danie Croteau – MAMROT  
Renée Caron – MAPAQ  
Isabelle Olivier – MDDEP  
Diane Boudreault – MELS (Loisir et Sport)**

**MM.**

**Laurent Lampron – CRÉ-CA  
Marc Tremblay – MESS  
Pierre Drouin – MAMROT  
Richard Charpentier - MTQ  
Roch Delagrave – MDEIE  
Guy Larose – MELS (am seulement)  
Stéphane Petit - CNT**

**Invités :**

**M<sup>me</sup>**

**Linda Richard - ASSS**

**M.**

**Éric Archambault – MTQ**

**Compte rendu de la réunion de la CAR de la Chaudière-Appalaches**

**tenue le vendredi 2 mars 2012**

**au CLE du Littoral**

**Salle Grand littoral (salle polyvalente)**

**1205, boulevard de la Rive-Sud, bureau 300**

**Saint-Romuald (Québec) G6W 0K9**

**de 9 h à 16 h**

**Étaient présents**

**M<sup>mes</sup>**

Dyane Benoît – ASSS (am seulement)                      MM.  
Sandra Shee – CSF  
Danie Croteau – MAMROT  
Renée Caron – MAPAQ  
Isabelle Olivier – MDDEP  
Diane Boudreault – MELS (Loisir et Sport)

Laurent Lampron – CRÉ-CA  
Marc Tremblay – MESS  
Pierre Drouin – MAMROT  
Richard Charpentier – MTQ  
Roch Delagrave – MDEIE  
Guy Larose – MELS (am seulement)  
Stéphane Petit – CNT

**Étaient absents**

**M<sup>mes</sup>**

Line Drouin – MRNF    MM.  
Nicole Paquet – MFA  
Sonia Lambert – IQ  
Nicole Champagne – MCCCCF  
France-Sylvie Loisel – MSP  
Céline Dessureault – Revenu Québec

Yvon Doyle – MICC  
Pierre-André Dupont – RBQ  
Claude Hasty – FADQ  
Louis G. Chassé – MJUS  
Roger Ménard – MRI  
François Côté – MTOU  
Jean Dupont – OPHQ  
Pierre Grenier – Régie du Logement  
Claude Lecours – Services Québec  
Guy Boilard – SIQ

**Invités**

**M<sup>me</sup>**

Linda Richard – ASSS    M.

Éric Archambault – MTQ

Ordre du jour	Résumé des discussions	Suite - Délai
1. Mot de bienvenue	M <sup>me</sup> Danie Croteau souhaite la bienvenue aux membres.	
2. Adoption de l'ordre du jour	<p>L'ordre du jour est adopté après modifications. Ainsi, l'ordre du jour est le suivant :</p> <p>9 h 1. Mot de bienvenue;</p> <p>9 h 5 2. Adoption de l'ordre du jour;</p> <p>9 h 10 3. Présentation des nouveaux membres;</p> <p>9 h 20 4. Lecture et adoption du compte rendu de la réunion régulière du 2 décembre 2011 et de la réunion extraordinaire du 10 janvier 2012;</p> <p>9 h 25 5. Affaires découlant du dernier compte rendu;</p> <p>5.1 Point statutaire : Géomatique;</p> <p>10 h Pause-santé;</p> <p>10 h 15 6. Retour sur la rencontre du 10 janvier 2012 :</p> <p>- Occupation et vitalité des territoires;</p> <p>11 h 15 7. Présentation :</p> <p>- Nouvelle gouvernance régionale en Chaudière-Appalaches : Participation au conseil d'administration de la Conférence régionale des élu(e)s de la Chaudière-Appalaches - M. Laurent Lampron (CRÉ);</p> <p>12 h Dîner sur place;</p> <p>13 h 8. Présentation :</p> <p>- Plan territorial de mobilité durable (PTMD), Avancement du diagnostic - M. Richard Charpentier (MTQ);</p> <p>13 h 30 9. Présentation :</p> <p>- Table des saines habitudes de vie – M<sup>me</sup> Linda Richard (ASSS);</p> <p>14 h 10. Nouvelles régionales (tour de table – <b>10 minutes maximum par membre</b>);</p> <p>15 h 30 11. Affaires nouvelles;</p> <p>15 h 35 12. Date de la prochaine rencontre – Le 1<sup>er</sup> juin 2012 – Endroit à déterminer;</p> <p>15 h 40 13. Fin de la réunion.</p>	
3. Présentation des nouveaux membres	<p>Chaque personne identifie le ministère qu'elle représente ainsi que sa fonction.</p> <p>M<sup>me</sup> Croteau souligne que M<sup>me</sup> Line Drouin ne siégera plus à la CAR. Elle occupera le poste de directrice générale du registre foncier à Foncier Québec, toujours au sein de l'équipe du MRNF, et ce, à compter du</p>	Envoyer l'extrait du compte rendu.

Ordre du jour	Résumé des discussions	Suite - Délai
	5 mars prochain. Les membres proposent d'envoyer un extrait du compte rendu à M <sup>me</sup> Drouin pour la remercier de sa bonne participation au cours des cinq dernières années à la CAR et lui souhaiter la meilleure des chances dans ses nouvelles fonctions.	
<b>4. Lecture et adoption du compte rendu du 2 décembre 2011 et du 10 janvier 2012</b>	La lecture du compte rendu du 2 décembre 2011 est faite et celui-ci est adopté.  La lecture du compte rendu du 10 janvier 2012 est faite et celui-ci est adopté.	Documents adoptés joints en annexe (2).
<b>5. Affaires découlant du dernier compte rendu</b>  ✓ <b>Le 2 décembre 2011</b>          ✓ <b>Le 10 janvier 2012</b>	<b>Point 5 :</b> Bilan des activités de Lévis 2011 : Les activités se sont terminées en décembre 2011. L'ensemble des activités s'est bien déroulé et le budget a été respecté. Bien que la visibilité ait été moindre que celle du 400 <sup>e</sup> anniversaire de la ville de Québec, tous sont fiers des résultats obtenus.  <b>Point 9 :</b> Tour de table MAMROT : PIEC : Les nouvelles normes sont acceptées par le SCT. Nous devons attendre le nouveau cadre pour analyser les projets déjà reçus.  <b>Point 4 :</b> On rappelle aux membres qu'une enveloppe de 3,3 M\$ a été confiée à la CRÉ et elle permettra, au cours des trois prochaines années, d'appuyer des initiatives territoriales. La distribution des sommes devait être présentée au conseil d'administration de la CRÉ, le 16 février 2012, mais ce point a été retiré de l'ordre du jour sur recommandation du comité exécutif. Une autre rencontre du comité exécutif aura lieu le 6 mars 2012 afin de discuter exclusivement de cette enveloppe. Divers scénarios seront analysés. La recommandation finale sera transmise au conseil d'administration du 5 avril prochain. Étant donné que tout devait être transmis au MESS avant le 31 mars 2012, on demande un sursis de quelques jours pour adopter le budget et l'ensemble du document.	
<b>5.1 Point statutaire : Géomatique</b>	M <sup>me</sup> Renée Caron présente trois documents aux membres pour discussion. Dans l'ensemble, la mise en œuvre se déroule comme prévu. On demande à chacun des membres de regarder ce que leur ministère pourrait transmettre comme information. On signale que plusieurs ministères regardent la possibilité d'échanger des données au niveau provincial. Le professionnel de la direction régionale du MAPAQ siège à ce comité. M <sup>me</sup> Caron lui demandera de vérifier ce qu'il en est.	Documents joints en annexe (3).
<b>6. Retour sur la rencontre du 10 janvier 2012 : - Occupation et vitalité des</b>	M <sup>me</sup> Croteau explique que le retour se fera en trois temps :  1. Loi-cadre : Où en est rendu le projet de loi? 2. Présentation du mémoire de la CRÉ par M. Lampron.	

Ordre du jour	Résumé des discussions	Suite - Délai
territoires	<p>3. L'atterrissage en région, qu'en est-il?</p> <p>1. <b>Loi cadre :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>a. La Commission s'est tenue du 30 janvier au 15 février 2012. Une quarantaine de présentations ont été faites et plus de 48 mémoires ont été déposés;</li> <li>b. Le 21 février dernier, il y a eu adoption de principe;</li> <li>c. Le 23 février, l'étude détaillée article par article a débuté;</li> <li>d. Un survol rapide des mémoires a été fait en pointant plus particulièrement ce qui touchait la CAR.</li> </ul> <p>2. <b>Mémoire de la CRÉ :</b></p> <p>M. Lampron présente les grandes lignes du mémoire qui fut présenté par les 21 CRÉs du Québec. Un document est remis à chacun.</p> <p>3. <b>Atterrissage en région :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>a. D'un ministère à l'autre, l'information concernant le projet de loi est transmise de façon variable. Pour certains, il fut présenté à l'ensemble des directeurs, pour d'autres, aucune information n'a été donnée à ce jour.</li> <li>b. Un échange est fait entre les membres : <ul style="list-style-type: none"> <li>• Les membres se questionnent sur l'impact réel du projet de loi quant au fonctionnement des ministères en région. Selon la réalité de chacun, le rôle des DR sera différent.</li> <li>• Lors de la rencontre avec M. Laurent Lessard, ministre responsable de la région et ministre du MAMROT, il a été mentionné qu'on devra produire un « cahier de briefing ». Un membre propose que ce cahier soit dédouané au préalable au niveau politique. Chaque ministère produit déjà ce type de cahier pour son cabinet et il n'est pas disponible pour une autre clientèle. S'il est convenu que tous les M/O pourraient le partager, il faut s'assurer que les hautes directions soient toutes en accord.</li> </ul> </li> <li>c. Avant d'aller plus loin, on attendra d'avoir plus d'informations sur le résultat final du projet de loi.</li> </ul>	Document joint en annexe (1).
<b>7. Présentation :</b> - Nouvelle gouvernance en Chaudière-Appalaches :	Une présentation est faite aux membres par M. Laurent Lampron.	Document joint en annexe (1).

Ordre du jour	Résumé des discussions	Suite - Délai
Participation au conseil d'administration de la Conférence régionale des élu(e)s de la Chaudière-Appalaches		
8. Présentation : - Plan territorial de mobilité durable (PTMD), Avancement du diagnostic	Une présentation est faite aux membres par MM. Richard Charpentier et Éric Archambault (MTQ).	Document joint en annexe (1).
9. Présentation : - Table des saines habitudes de vie	Une présentation est faite aux membres par M <sup>me</sup> Linda Richard (ASSS).	Document joint en annexe (1).
10. Nouvelles régionales ASSS (M <sup>me</sup> Dyane Benoît)	<ul style="list-style-type: none"> <li>- <b>Résidence pour personnes âgées</b> : Avec l'adoption de la loi 16, une tournée des CHSLD a été effectuée avec le MSP. Cette tournée concernait les nouvelles règles de sécurité incendie. Devant l'ampleur des rénovations que doivent faire les propriétaires, plusieurs appels ont été logés à l'ASSS. Les propriétaires ont signifié que, s'ils devaient se conformer aux demandes formulées, ils fermeraient leurs portes. On parle d'une possibilité de fermetures de 30 à 40 %.</li> <li>- <b>Crise de médicaments</b> : L'ASSS suit de très près ce qui se passe avec la possibilité de rupture de stock concernant les médicaments.</li> <li>- <b>Conseil d'administration</b> : On souligne la mise en place des cinq nouveaux conseils d'administration en Chaudière-Appalaches, depuis le 1<sup>er</sup> février 2012.</li> </ul>	
CNT (M. Stéphane Petit)	<ul style="list-style-type: none"> <li>- <b>Plaintes</b> : Actuellement, on remarque que les plaintes liées aux conditions de travail concernent non pas les ouvriers mais plutôt les cadres intermédiaires et les cadres inférieurs.</li> <li>- <b>Planification stratégique 2012-2016</b> : trois axes sont travaillés dans la planification : <ul style="list-style-type: none"> <li>o <b>Volet R-H</b> : Dû à la difficulté de recruter des ressources à Montréal, beaucoup d'efforts seront déployés dans ce volet;</li> <li>o <b>Volet Attraction – Rétention</b> : Une attention particulière sera apportée également à ce volet;</li> <li>o <b>Services</b> : L'autre volet de la planification portera sur la qualité des services offerts.</li> </ul> </li> </ul>	
CSF (M <sup>me</sup> Sandra Shee)	- <b>Journée de la femme</b> : Encore cette année, plusieurs activités sont organisées un peu partout sur le territoire pour la journée internationale de la Femme qui a lieu le 8 mars. On profite de l'occasion pour remettre un document sur la présence des femmes dans les instances décisionnelles. En Chaudière-	<a href="http://www.csf.gouv.qc.ca/modules/fichierspublications/fichier-37-1594.pdf">http://www.csf.gouv.qc.ca/modules/fichierspublications/fichier-37-1594.pdf</a>

Ordre du jour	Résumé des discussions	Suite - Délai
	Appalaches, beaucoup de travail reste à faire pour améliorer cette situation.	
FADQ (M. Claude Hasty)	Absent.	
IQ (M <sup>me</sup> Sonia Lambert)	Absente.	
MCCCF (M <sup>me</sup> Nicole Champagne)	Absente.	
MFA (M <sup>me</sup> Nicole Paquet)	Absente.	
MJUS (M. Louis G. Chassé)	Absent.	
MSP (M <sup>me</sup> France-Sylvie Loisel)	Absente.	
MAPAQ (M <sup>me</sup> Renée Caron)	<ul style="list-style-type: none"> <li>- <b>Planification stratégique</b> : Le MAPAQ élabore actuellement son plan stratégique. Il s'inspirera beaucoup du Livre vert, actuellement à l'étude détaillée article par article.</li> <li>- <b>Biopierre</b> : Le <b>Centre de développement des bioproduits</b> a pour mission de contribuer à l'accroissement de la compétitivité et de l'innovation au sein des entreprises du secteur des bioproduits et de promouvoir la multifonctionnalité du milieu rural en offrant des services. Il a inauguré au cours de la dernière année un bureau d'affaires à Montmagny, plus précisément, au Centre d'études collégiales de Montmagny. Il réserve un montant de 1 000 \$ pour un projet régional. <ul style="list-style-type: none"> <li>o Le 23 février dernier, Biopierre a présenté le style de projet possible pour obtenir une aide, lors de la journée régionale sur le PDAR.</li> </ul> </li> <li>- <b>Journée régionale</b> : Lors de la journée du 23 février 2012, un nouveau répertoire a été mis en ligne pour donner les coordonnées des entreprises de transformation à forfait.</li> <li>- <b>Le 23 janvier 2012</b>, l'UPA de la Beauce a organisé une journée avec des élus et des partenaires afin de démontrer l'apport de l'agriculture dans le développement régional.</li> </ul>	<a href="http://www.biopierre.com/wp-content/uploads/2011/04/Infolettre_Biopierre_dec-2011.pdf">http://www.biopierre.com/wp-content/uploads/2011/04/Infolettre_Biopierre_dec-2011.pdf</a>  <a href="http://www.taca.qc.ca/transformationaforfait">http://www.taca.qc.ca/transformationaforfait</a>
MELS (Éducation) (M. Guy Larose)	<ul style="list-style-type: none"> <li>- <b>Commission scolaire</b> : Le bilan de l'an 1, concernant la gestion par résultat a été déposé.</li> <li>- <b>Fusion</b> : Au niveau ministériel, aucun plan n'est à l'étude concernant la fusion de commission scolaire.</li> </ul>	
MELS (Loisir et Sport) (M <sup>me</sup> Diane Boudreault)	<ul style="list-style-type: none"> <li>- <b>Politique Loisir &amp; Sport</b> : Le milieu demande d'avoir une nouvelle politique.</li> <li>- <b>Sport Québec</b> : Un partenariat gouvernement – privé se discute actuellement.</li> </ul>	
MESS	- <b>Plan Nord</b> : Lors de la visite de M. Jean Charest dans le Bas Saint-Laurent, on a annoncé que des	



Ordre du jour	Résumé des discussions	Suite - Délai
(M. Marc Tremblay)	effectifs seront disponibles pour donner des informations concernant le projet du Plan Nord. - <b>Ressources humaines</b> : Suite à la performance de la région, les effectifs d'Emploi-Québec seront diminués de 3,5 % en 2012-2013.	
MICC (M. Yvon Doyle)	Absent.	
MAMROT (M <sup>me</sup> Danie Croteau)	<ul style="list-style-type: none"> <li>- <b>Direction</b> : Depuis le 20 février 2012, M<sup>me</sup> Croteau n'occupe plus le poste de directrice régionale par intérim de la Capitale-Nationale. Ce poste est maintenant occupé par M. Jean Dionne. Il aura la responsabilité de deux régions : la Capitale-Nationale et le Saguenay-Lac-Saint-Jean.</li> <li>- <b>Budget</b> : Au cours des deux prochaines années, on s'attend d'avoir des restrictions importantes dans les budgets alloués au MAMROT. Du côté des effectifs, sur 63 départs à la retraite, on doit retourner 24 ETC au Conseil du trésor.</li> <li>- <b>En 2012</b>, on soulignera l'année de la coopération. Diverses activités seront organisées.</li> <li>- <b>Événements</b> : Divers événements se produiront au cours des prochaines semaines : <ul style="list-style-type: none"> <li>o Colloque « Bien vieillir chez soi » : le 26 mars 2012;</li> <li>o Journée régionale sur les besoins des familles en Chaudière-Appalaches : le 11 mai 2012;</li> <li>o Semaine régionale en immigration : du 20 au 25 mai 2012 et une journée régionale le 25 mai 2012.</li> </ul> </li> </ul>	
MRI (M. Roger Ménard)	Absent.	
MRNF (M <sup>me</sup> Line Drouin)	Absente.	
MTQ (M. Richard Charpentier)	- <b>Travaux routiers 2012</b> : M. Laurent Lessard fera l'annonce du budget consacré aux travaux routiers le 9 mars prochain.	
MDEIE (M. Roch Delagrave)	<ul style="list-style-type: none"> <li>- <b>Plan Nord</b> : Une mission s'est tenue du 8 au 12 janvier dernier. Sept entreprises de la région de la Chaudière-Appalaches y ont participé.</li> <li>- <b>Cap Nord</b> : Le Premier ministre s'est rendu à Saint-Georges, le 17 février dernier, afin de faire la promotion du Plan Nord. Plus de 250 personnes ont participé à la rencontre qui fut organisée par la direction régionale.</li> </ul>	
MDDEP (M <sup>me</sup> Isabelle Olivier)	- <b>Irène</b> : Tous les travaux devant être réalisés dans les cours d'eau sont terminés sauf ceux concernant la Rivière Chaudière, dans la MRC de La Nouvelle-Beauce. La MRC a décidé d'aller devant les tribunaux afin de faire préciser par la Cour quelle loi avait préséance sur l'autre : celle du MAMROT sur les	

Ordre du jour	Résumé des discussions	Suite - Délai
	<p>responsabilités données aux MRC ou celle de la Loi de l'environnement du MDDEP.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- <b>GISL</b> : Entente fédérale-provinciale adoptée en 2009 par le Québec, la Loi affirmant le caractère collectif des ressources en eau et visant à renforcer leur protection a pour objectif de consolider la gestion intégrée et concertée de l'eau et vise une saine gouvernance des ressources en eau sur l'ensemble du territoire québécois, y compris le Saint-Laurent. Cette démarche a menée à la mise en place de la gestion intégrée du Saint-Laurent (GISL).</li> </ul> <p>Dans le cadre du Plan d'action Saint-Laurent 2011-2026, la GISL est devenue une priorité à mettre en œuvre. Ce processus est basé sur la concertation de l'ensemble des décideurs, des usagers et de la société civile pour planifier et harmoniser des mesures de protection et d'utilisation des ressources de cet écosystème dans une optique de développement durable.</p> <p>La GISL prévoit la création de douze tables de concertations régionales. En Chaudière-Appalaches, trois tables seront créées dont deux prioritaires, soit celles de la région de Québec et du Sud de l'estuaire maritime. La troisième, le Lac Saint-Pierre, sera mise en place plus tard. Plusieurs ministères et organismes seront invités à participer à ces comités : MAMROT, MSP, MAPAQ, MRNF, ASSS, MTQ et MTOU.</p>	
MTOU (M. François Côté)	Absent.	
OPHQ (M. Carl Bergeron)	Absent.	
Services Québec (M. Claude Lecours)	Absent.	
SIQ (M. Guy Boilard)	Absent.	
RBQ (M. Pierre-André Dupont)	Absent.	
CRÉ (M. Laurent Lampron)	<ul style="list-style-type: none"> <li>- <b>Conseil d'administration</b> : Un nouvel exécutif sera formé le 5 avril prochain.</li> <li>- <b>PAGSIS</b> : Le Plan d'action et le budget seront adoptés lors du prochain conseil d'administration, le 5 avril 2012.</li> <li>- <b>Volet 2</b> : La CRÉ est en attente du budget du MRNF.</li> <li>- <b>Québec Central</b> : Les résultats de l'étude seront connus vers la mi-mai. À ce moment, un conseil spécial sera convoqué et se tiendra simultanément avec la CRÉ de l'Estrie.</li> </ul>	

Ordre du jour	Résumé des discussions	Suite - Délai
11. Affaires nouvelles	Aucune affaire nouvelle.	
12. Date de la prochaine rencontre	La prochaine rencontre aura lieu le 1 <sup>er</sup> juin 2012, à Montmagny, dans les bureaux de la CRÉ.	Document joint en annexe (calendrier).
13. Fin de la réunion	La réunion est levée à 16 heures.	

PROF




---


# Conférence administrative régionale de Laval

---

**Jeudi, le 7 juillet 2011 à 9 h 30**  
Maison de l'Industrie, du Commerce et de l'Agriculture  
1555, boulevard Chomedey  
Salle internationale

## Ordre du jour

- |    |  |   |         |
|----|--|---|---------|
| 1. | Mot de bienvenue et adoption de l'ordre du jour  |   | 9 h 30  |
| 2. | Adoption des faits saillants de la rencontre du 24 février 2011  |   | 9 h 35  |
| 3. | Présentation du rapport annuel 2010 de Tourisme Laval<br><i>Par M<sup>me</sup> Andrée Courteau, présidente-directrice générale de Tourisme Laval</i> | ①  | 9 h 40  |
| 4. | Échange entre les membres  |    | 10 h 15 |
| 5. | Livre vert pour une politique agroalimentaire  |   |         |
|    | ► Présentation<br><i>Par M. François Perron, Direction régionale Montréal-Laval-Lanaudière</i>   | ① MAPAQ   | 10 h 35 |
|    | ► Questions et commentaires  |  | 11 h 20 |
| 6. | Fin de la rencontre  |   | 11 h 30 |

- |   |   |
|---|---|
|  | : tour de table   |
| ①   | : point d'information ou présentation par l'organisme qui suit ce signe |
|  | : discussion  |

---

# Conférence administrative régionale de Laval

---

## Faits saillants de la rencontre du jeudi 7 juillet 2011 à 9 h 30

Maison de l'Industrie, du Commerce et de l'Agriculture  
1555, boulevard Chomedey, salle internationale

### SONT PRÉSENTS

M <sup>mes</sup>	Manon Caron	Conférence régionale des élus (CRÉ) de Laval
	Diane Lambert	Ville de Laval
	Lorraine Rochon	Conseil du statut de la femme (CSF)
	Lucie Tremblay	Affaires municipales, Régions et Occupation du territoire (MAMROT)
MM.	François Perron	Agriculture, Pêcheries et Alimentation (MAPAQ)
	Sylvain Provost	Affaires municipales, Régions et Occupation du territoire (MAMROT)
	Yves Saint-Laurent	Transports (MTQ) en remplacement de M. Fadi Moubayed
	Serge Tétreault	Immigration et Communautés culturelles (MICC)
	Jérôme Unterberg	Affaires municipales, Régions et Occupation du territoire (MAMROT)

### SONT ABSENTS

M <sup>mes</sup>	Lorraine Bélisle	Famille et Aînés (MFA) en remplacement de M <sup>me</sup> Christine Beaudin
	Brigitte Bérubé	Développement durable, Environnement et Parcs (MDDEP)
	Francine Cloutier	Société d'habitation du Québec (SHQ)
	Johanne Dumont	Affaires municipales, Régions et Occupation du territoire (MAMROT)
	Lauraine Langlois	Éducation, Loisir et Sport (MELS)
	Dominique Malack	Culture, Communications et Condition féminine (MCCCF)
MM.	J.-Pierre Arsenault	Emploi et Solidarité sociale (MESS – Emploi-Québec)
	Alain Carrier	Agence de santé et de services sociaux de Laval (ASSSL)
	Steve Z. Djebali	Services Québec
	Axel Robinson	Développement économique, Innovation et Exportation (MDEIE)
	Serge Vaugois	Ressources naturelles et Faune (MRNF)

#### 1. Mot de bienvenue et adoption de l'ordre du jour

M. Unterberg, sous-ministre adjoint à la Métropole et président de la CAR, souhaite la bienvenue aux membres. L'ordre du jour est adopté tel quel.

#### 2. Adoption et suivi des faits saillants de la rencontre du 24 février 2011

Les faits saillants de la réunion du 24 février 2011 sont adoptés tels quels.

#### 3. Présentation du rapport annuel 2010 de Tourisme Laval

Mme Andrée Courteau, Présidente-directrice générale de Tourisme Laval, a présenté le rapport annuel 2010 de son organisation.

Laval se positionne bien dans le tourisme au Québec avec 59% de taux d'occupation.

L'association touristique a développé trois guides disponibles sur Internet : Congrès et paracongrès, Consolidation d'équipe et Événement écoresponsable. Plusieurs circuits touristiques ont été développés, comme par exemple, Journée de filles.

#### 4. Présentation du Livre vert pour une politique bioalimentaire

M. François Perron de la Direction régionale Montréal-Laval-Lanaudière du MAPAQ.

Explication de *Donner le goût du Québec*, qui a pour vision de faire du bioalimentaire un secteur reconnu pour ses produits alimentaires distinctifs et de qualité ainsi que sa contribution à l'essor économique du Québec et à la vitalité de ses régions dans une perspective de développement durable.

Les membres de la CAR ont soulevé la question de l'horticulture qui est très présente à Laval. Est-elle incluse dans ce projet ?

Voici les trois orientations de *Donner le goût du Québec* :

- Distinguer nos produits alimentaires;
- Renforcer notre capacité concurrentielle;
- Valoriser l'environnement et le territoire du Québec.

Ensuite, le projet de loi de la loi établissant le cadre de développement de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation a été expliqué.

Le but de la loi cadre est d'établir les fondements du cadre d'intervention gouvernemental pour le développement du secteur bioalimentaire québécois tout en adaptant les lois existantes pour appuyer

---

## Conférence administrative régionale de Laval

---

le virage vers le bioalimentaire de demain.

La question de l'expression « en région » a également été abordée car Laval n'étant pas considérée comme « en région », la question de son implication dans cette politique a été soulevée.

### 5. Échange entre les membres

Les ministères et organismes gouvernementaux (m/o) informent les membres des actualités dans leur secteur :

- |  |  |
|--|--|
| <b>Conseil<br/>du statut<br/>de la<br/>femme</b> | <ul style="list-style-type: none"><li>▪ <u>Prix femme d'exception 2011</u> pour la Présidente du Conseil Christiane Pelchat</li><li>▪ <u>Gazette des femmes</u> va devenir un webzine (disparition du format papier)</li><li>▪ Sur Facebook et Twitter</li><li>▪ <u>Rapport annuel de gestion 2010-2011</u></li><li>▪ Second <u>plan d'action gouvernemental 2011-2015</u> qui découle de la politique pour l'égalité entre les femmes et les hommes</li></ul> |
| <b>CRÉ</b>                                       | <ul style="list-style-type: none"><li>▪ Assemblée générale</li><li>▪ FDR = en changement</li><li>▪ Fond de lutte à la pauvreté</li><li>▪ Entente immigration</li></ul>   |
| <b>MAMROT</b>                                    | <ul style="list-style-type: none"><li>▪ Avant projet de la <u>Loi sur l'Aménagement et l'Urbanisme</u> (LAU)</li><li>▪ Dépôts des projets métropolitains</li><li>▪ <u>Loi sur l'éthique et la déontologie en matière municipale</u></li></ul>  |
| <b>MAPA</b>                                      | <ul style="list-style-type: none"><li>▪ Aliments du Québec</li><li>▪ <u>Donner le goût du Québec</u></li></ul>   |
| <b>MDEIE</b>                                     | <ul style="list-style-type: none"><li>▪ Nouvelles direction régionale Montréal-Laval-Lanaudière-Laurentides plus accès sur le développement métropolitain</li></ul>  |
| <b>MICC</b>                                      | <ul style="list-style-type: none"><li>▪ Entente de partenariat en immigration en processus de signature = problème</li><li>▪ Fermeture du bureau de <u>Damas</u> (Moyen-Orient)</li><li>▪ Consultation publique sur immigration = décision gouvernementale pour 2012-2015</li><li>▪ <u>Protocole intégration</u> travailleur immigrant avec la France – mobilité internationale</li></ul>  |
| <b>MTQ</b>                                       | <ul style="list-style-type: none"><li>▪ Plan métropolitain de déplacement durable</li><li>▪ Politique transport terrestre des personnes (transport collectif fonds vert)</li><li>▪ Mesures pour fluidifier pour l'autoroute 25</li></ul>   |
| <b>Ville de<br/>Laval</b>                        | <ul style="list-style-type: none"><li>▪ <u>Évolucité</u></li><li>▪ <u>Plan de mobilité durable</u></li><li>▪ Avis de la MRC sur le <u>PMAD</u></li></ul>   |

### 6. Fin de la rencontre

L'ordre du jour étant épuisé, l'assemblée est levée à 11h45. La prochaine rencontre aura lieu le 13 octobre 2011.

---

## Conférence administrative régionale de Laval

---

**Jeudi, le 13 octobre 2011 à 9 h**  
Maison de l'Industrie, du Commerce et de l'Agriculture  
1555, boulevard Chomedey  
Salle internationale

### Ordre du jour

- |    |   |                  |         |
|----|---|------------------|---------|
| 1. | Mot de bienvenue et adoption de l'ordre du jour   |                  | 9 h     |
| 2. | Adoption des faits saillants de la rencontre du 7 juillet 2011  |                  | 9 h 05  |
| 3. | Table de concertation métropolitaine et Comité interministériel<br><i>Par M. Jérôme Unterberg, sous-ministre adjoint à la Métropole</i> | ① MAMROT         | 9 h 10  |
| 4. | Échange entre les membres   | ⌚                | 9 h 20  |
| 5. | La politique de l'urbanisme durable de Laval : <i>ÉvoluCité</i>   |                  |         |
|    | ▶ Présentation<br><i>Par M. Sylvain Dubois, directeur du Service de l'urbanisme</i>   | ① Ville de Laval | 9 h 45  |
|    | ▶ Questions et commentaires   | 🗣️               | 10 h 45 |
| 6. | Fin de la rencontre   |                  | 11 h    |

- |    |   |
|----|---|
| ⌚  | : tour de table   |
| ①  | : point d'information ou présentation par l'organisme qui suit ce signe |
| 🗣️ | : discussion  |

---

## Conférence administrative régionale de Laval

---

### Faits saillants de la rencontre du jeudi 13 octobre 2011 à 9 h

Maison de l'Industrie, du Commerce et de l'Agriculture  
1555, boulevard Chomedey, salle internationale

#### SONT PRÉSENTS

M <sup>mes</sup>	Lorraine Bélisle	Famille et Aînés (MFA) en remplacement de Christine Beaudin
	Brigitte Bérubé	Développement durable, Environnement et Parcs (MDDEP)
	Catherine Bourgault	Conseil du statut de la femme (CSF)
	Manon Caron	Conférence régionale des élus (CRÉ) de Laval
	Diane Lambert	Ville de Laval
	Sylvie Laroche	Transports (MTQ)
	Lucie Tremblay	Affaires municipales, Régions et Occupation du territoire (MAMROT)
MM.	François Laverdure	Emploi et Solidarité sociale (MESS – Emploi-Québec) en remplacement de M. J.-Pierre Arsenault
	François Perron	Agriculture, Pêcheries et Alimentation (MAPAQ)
	Sylvain Provost	Affaires municipales, Régions et Occupation du territoire (MAMROT)
	Serge Thériault	Développement économique, Innovation et Exportation (MDEIE)
	Serge Tétreault	Immigration et Communautés culturelles (MICC)

#### SONT ABSENTS

M <sup>mes</sup>	Francine Cloutier	Société d'habitation du Québec (SHQ)
	Lauraine Langlois	Éducation, Loisir et Sport (MELS)
MM.	Alain Carrier	Agence de santé et de services sociaux de Laval (ASSSL)
	Gilbert Lepage	Culture, Communications et Condition féminine (MCCCF)
	Pierre Nadeau	Services Québec
	Jérôme Unterberg	Affaires municipales, Régions et Occupation du territoire (MAMROT)
	Serge Vaugeois	Ressources naturelles et Faune (MRNF)

#### INVITÉES

M <sup>me</sup>	Marion Hervieu	Affaires municipales, Régions et Occupation du territoire (MAMROT)
M.	Sylvain Dubois	Ville de Laval

#### 1. Mot de bienvenue et adoption de l'ordre du jour

M<sup>me</sup> Lucie Tremblay, directrice de la Direction métropolitaine de l'aménagement et des affaires municipales (DMAAM), souhaite la bienvenue aux membres. L'ordre du jour est adopté tel quel.

#### 2. Adoption et suivi des faits saillants de la rencontre du 7 juillet 2011

Les faits saillants de la réunion du 7 juillet 2011 sont adoptés tels quels.

#### 3. Table de concertation métropolitaine et Comité interministériel

M<sup>me</sup> Lucie Tremblay présente le projet de Table de concertation métropolitaine. Cette table, déjà mise en place de façon informelle, est présidée par le ministre du MAMROT, monsieur Laurent Lessard. Elle rassemble également le ministre responsable de la région de Montréal, monsieur Raymond Bachand, madame Michelle Courchesne, ministre responsable des régions de Laval, Laurentides et Lanaudière et madame Nicole Ménard, ministre responsable de la Montérégie. Les maires de Montréal, Laval, Longueuil, Terrebonne et Saint-Hilaire y représentent leur région respective. Le maire de Westmount y assiste comme maire invité.

La table a pour but d'améliorer la cohésion des actions gouvernementales dans la région métropolitaine. La dernière réunion, tenue le 20 septembre dernier, portait sur le Plan métropolitain d'aménagement et de développement (PMAD) de la Communauté métropolitaine de Montréal (CMM). Plusieurs problématiques ont été relevées dont la question des crues des eaux, du transport et de la protection des milieux humides et boisés.

Un Comité interministériel en aménagement et en développement est aussi en élaboration. Il s'agit du volet administratif de la table où siègeront les sous-ministres des ministères et organismes oeuvrant en aménagement et en développement. Ce comité ne se réunira pas avant janvier 2012.

#### 4. Échange entre les membres

Les ministères et organismes gouvernementaux (m/o) informent les membres des actualités dans leur secteur :

##### CRÉ

- Signature Entente spécifique en Immigration 2010-2012 ;
- Réussite Laval : appel de projet = 1<sup>er</sup> plan d'action ; identifier les grands projets en lien ; journée persévérance scolaire à Québec sur 2 jours ;



---

## Conférence administrative régionale de Laval

---

- Semaine de l'économie sociale : dîner conférence avec J-F Lisé ; conjointement avec la chambre de commerce et lancement du *Guide d'information pour l'administrateur d'une entreprise d'économie sociale* créé en lien avec le CLD ;
  - Entente spécifique en matière d'égalité entre les femmes et les hommes : travail sur le plan d'action
  - CSF**
    - Changement de Présidente, nomination de Mme Julie Miville-Dechéne: tournée de plusieurs régions pour rencontrer les femmes et les organismes ;
    - 14-15 septembre 2011 à Halifax : rencontre de tous les conseil du statut de la femmes : discussion des défis et voie d'avenir et des progrès ;
    - Dépôt d'un mémoire sur La planification de l'immigration au Québec pour la période 2012-2015.
  - MAMROT**
    - PIEC : pour la région métropolitaine (2,5 millions de dollars sur 3 ans pour la région métropolitaine sur une enveloppe provinciale de 10 millions) ;
    - PMAD : avis gouvernemental soumis le 30 septembre 2011 (un mois avant échéance) :
      - ▶ Doit être adopté au 31 décembre 2011 ;
      - ▶ Porte sur la protection des milieux, le transport, l'urbanisation et la densité ;
      - ▶ Les MRC ont donné leur avis ;
      - ▶ Laval rencontre CMM a propos de précisions concernant leur avis (ex : carte du patrimoine plus grande que leur point de vue) ; consultation publique le 18 octobre 2011 à Laval ;
      - ▶ Plus de 400 mémoires ont été déposé à la CMM principalement sur l'environnement, le transports et la densité, mais en général confirme les orientations du PMD ».
  - MAPAQ**
    - 13 octobre 2011 : *INNOVATION ET SYNERGIE HORTICOLES 2011 : Un nouvel événement pour stimuler l'industrie!* (par Laval technopole) : conférence et salon exposants à Embassy Plaza à Laval (27<sup>e</sup> journée information en horticulture ornementale) ;
    - Commission parlementaire : mémoires sur le livre vert (195 déposés dont un par Laval)
  - MDDEP**
    - Consultation publique sur l'objectif de conservation du Plan Nord : définir les type de conservations. Les organismes nationaux ont été consultés la semaine passées. Question du point de vu différent entre les régions nordiques et les organismes nationaux. Consultations jusqu'à la mi-novembre 2011 ;
    - Loi 89 : renforcer la loi sur la protection de l'environnement et de la nature. Amène le pouvoir de constatations d'infractions (processus actuel doit passer par le pénal qui est un processus long d'environ 2 ans). Adopté mais pas encore appliqué car il faut faire plusieurs règlements. On parle de constat administratif et introduit également un refus d'autorisation aux entreprises qui été condamné au criminel (fait le lien entre la personne et l'entreprise). Cela va amener une application plus efficace de la Loi.
  - MDEIE**
    - Nouveau ministre M. Sam Hamad ;
    - Vers un Stratégie de l'entrepreneuriat : les consultations des régions sont finies, la stratégie devrait sortir cet automne (21 décembre 2011)
    - Conseil du trésor a modifié certains programmes innovation et la stratégie entrepreneuriale (réforme des programmes)
    - Nouveau directeur régional (processus bientôt fini)
  - MESS**
    - Rapport annuel de gestion 2010-2011 d'Emploi Québec a été déposé à l'Assemblée nationale et adopté ;
    - Plan d'action régionale 2011-2012 d'Emploi Québec est en attente d'adoption par l'Assemblée nationale ;
    - 6 octobre 2011 : conseil régional du marché du travail à Laval : enquête sur les besoins de main-d'œuvre ; partage des informations des besoin des entreprises à Laval (Laval métropole) ; comité de travail pour élaborer les actions emploi/formation (adéquation formation/emploi) ;
    - 28 octobre 2011 : Conseil emploi métropole convoque les partenaires économiques, dont la chambre de commerce de Laval, à Montréal : parle d'intégration à l'emploi de la clientèle immigrante et d'adéquation emploi/formation.
  - MFA**
    - Annonce de la ministre du plan de développement pour des places en service de garde (à l'automne). Le comité de Laval composé de la CRÉ, ASSS. Regroupement de la petite enfance, commission scolaire, des services de gardes (1 membre pour chaque entité) ;
- Aînés :
- Plan d'action gouvernemental pour contrer la maltraitance envers les personnes

---

## Conférence administrative régionale de Laval

---

années 2010-2015 sur la maltraitance (portraits)

### MICC

- Commission parlementaire a entériné le niveau d'immigration 2011-2012 à 55 000 personnes à cause de la reprise économique et de la récession
- Entente spécifique en immigration particulière au Québec car conjointe Ville et CRÉ ;
  - ▶ Information nouvelle statistique sur la population immigrante entre 2000 et 2009 ;
  - ▶ En 2011, à Laval, 27 335 personnes installés à Laval et les données montre que ceux sont des nouveaux immigrants ;
  - ▶ Grâce aux sites d'immigration Québec, Laval est la deuxième région la plus consultée dans la section Où s'installer (avant elle était la troisième) ;
  - ▶ 20 % de population immigrante aujourd'hui, pense que le nouveau recensement 2011 va parler de 22 % environ et cela aura beaucoup de répercussions (emploi, etc.) ;
  - ▶ objectifs : maintenir l'attraction de la région pour soutenir les entreprises lavalloises ;
  - ▶ exemple de la RUI qui est un territoire avec beaucoup d'immigrants ;
  - ▶ approche «Ensemble à Laval» pour faire de l'inclusion des personnes immigrantes ;
  - ▶ concentration des immigrants dans Chomedey mais il y a des immigrants partout et tous ne veulent pas se concentrer ;
  - ▶ approche inclusive et harmonieuse à Laval.

### MTQ

- Nouvelle sous-ministre depuis 15 août 2011 Mme Dominique Savoie;
- Plan de mobilité durable : conjoint entre Montréal, Laval et Longueuil. Laval est en soutien (pas en charge du dossier) ;
- Vision du développement durable de mobilité durable : pour après faire le plan. Exemption à décembre 2012 pour la région (montréal-Laval-Longueuil) ;
- Même nouvelles que lors de la dernière réunion : correctif apporté la jonction A-440 Est et A-25 Nord : la nouvelle autoroute va posséder une voie réservée au covoiturage (2 personnes et +) et pour les autobus. Pour obtenir une congestions comme par avant.

### Ville de Laval

- Avant projet de Loi sur l'aménagement durable et urbain : sensibilise le conseil (élus) au contenu. La Ville de Laval se pose la question sur sa spécificité de ville/MRC par rapport au plan d'urbanisme ;
- Animaux domestiques : avec le problème du berger blanc ; demande à la CMM la stérilisation des animaux (problème métropolitain – toutes les villes sont confrontées au problème) ; La CMM va faire une concertation sur cette question avec les exemples de Calgary et des USA sur les équipements spécialisés mobiles : vision métropolitaine du problème.

## 5. La politique de l'urbanisme durable de Laval : *Évolucité*

M. Sylvain Dubois, directeur du Service de l'urbanisme de la Ville de Laval, présente La politique de l'urbanisme durable de Laval : *Évolucité*.

### QU'EST-CE QUE LA DÉMARCHE ÉVOLUCITÉ...

*ÉvoluCité* est l'image d'une démarche municipale qui s'échelonne sur plusieurs années et qui vise à orienter le développement du territoire lavallois vers un équilibre urbain. C'est une approche distinctive qui suscite la collaboration des divers intervenants. Elle qui évoque le côté humain par la recherche d'une qualité de vie des gens. C'est aussi une approche d'équilibre qui favorise une proximité des services et des grands attraits. Elle permettra aux citoyens de concilier la vie familiale et le travail dans le respect l'environnement et de la nature, et en valorisant les déplacements actifs et le transport en commun. Enfin, la démarche prône la simplicité de la vie quotidienne : elle aura un impact positif sur le temps que les citoyens lavallois pourront consacrer à leurs activités de loisirs, familiales et professionnelles.

### LES ENJEUX

- Une population de plus en plus diversifiée
- Un environnement à protéger
- Des ressources à optimiser
- Un territoire en changement

---

## Conférence administrative régionale de Laval

---

### NOTRE VISION ÉVOLUCITÉ

La Ville de Laval tient à agir dès maintenant pour transformer graduellement le visage de la municipalité et en faire un milieu diversifié, moins dépendant de l'automobile et plus respectueux de l'environnement.

Pour maintenir et améliorer la qualité de vie de ses citoyens, la Ville de Laval s'oriente vers le développement de secteurs plus compacts, multifonctionnels et conviviaux qui favorisent le transport en commun et les déplacements actifs, tout en maintenant les objectifs de qualité de l'environnement naturel, du cadre bâti et du design urbain.

Pour appuyer son énoncé de vision, la Ville de Laval se dote des six orientations de développement et d'aménagement suivantes :

1. Favoriser le transport en commun et les déplacements actifs
2. Optimiser la densité du cadre bâti et l'utilisation du territoire
3. Privilégier la mixité des fonctions urbaines
4. Protéger et mettre en valeur l'environnement naturel et la zone agricole
5. Assurer la qualité du cadre bâti et du design urbain
6. Prévoir des aménagements respectueux de l'identité du milieu.

Ces orientations ne pourront avoir un impact sur le territoire que si elles sont planifiées de façon à être mises en oeuvre selon une approche intégrée. En effet, elles regroupent des principes communs à l'urbanisme durable qui peuvent être atteints seulement si l'on envisage, lors de la planification, l'ensemble des gestes qui seront accomplis sur le territoire.

### NOS ENGAGEMENTS ÉVOLUCITÉ

Pour répondre aux défis du développement de son territoire et pour mettre en oeuvre la vision qui en découle, la Ville de Laval s'engage dans une démarche immédiate et intégrée pour un urbanisme durable.

La démarche *ÉvoluCité* repose d'abord sur l'engagement et le leadership de la Ville de Laval. Puisque cette démarche touche l'ensemble de son territoire, la Ville doit agir comme catalyseur auprès de ses partenaires, des intervenants concernés et de la population lavalloise. Elle doit les guider dans ce développement qui modifie la définition même de la qualité de vie en milieu urbain.

Par ailleurs, l'intégration des diverses facettes de l'urbanisme durable (transport, habitation, environnement, aménagement, etc.) doit se faire selon un mécanisme qui permette la concertation et le suivi entre les différents acteurs d'un milieu donné.

Ainsi, la Ville prend les quatre engagements suivants :

1. Coordonner l'urbanisme durable à Laval
2. Planifier en priorité le développement des secteurs clés de la ville
3. Investir dans le domaine public
4. Intégrer les citoyens et les partenaires dans la démarche

### 6. Fin de la rencontre

L'ordre du jour étant épuisé, l'assemblée est levée à 11h. La prochaine rencontre aura lieu le 1<sup>er</sup> décembre 2011.


---


# Conférence administrative régionale de Laval

---

**Jeudi, le 1<sup>er</sup> décembre 2011 à 9 h 30**  
Maison de l'Industrie, du Commerce et de l'Agriculture  
1555, boulevard Chomedey  
Salle internationale

## Ordre du jour

- |    |  |   |         |
|----|--|---|---------|
| 1. | Mot de bienvenue et adoption de l'ordre du jour  |   | 9 h 30  |
| 2. | Adoption des faits saillants de la rencontre du 13 octobre 2011  |   | 9 h 35  |
| 3. | Le projet de Loi et la stratégie d'occupation et de vitalité du territoire<br><i>Par M<sup>me</sup> Claire Deronzier, sous-ministre adjointe à la Métropole</i>  | ① MAMROT  | 9 h 40  |
| 4. | Le plan de mobilité de la Société de transports de Laval (STL)   |   |         |
|    | ▶ Présentation<br><i>Par M. Pierre Giard, directeur général de la STL</i>  | ① STL   | 10 h    |
|    | ▶ Questions et commentaires  |  | 10 h 50 |
| 5. | Pause  |   | 11 h    |
| 6. | État d'avancement des consultations sur le Plan métropolitain d'aménagement et de développement (PMAD)<br><i>Par M<sup>me</sup> Lucie Tremblay, directrice de la Direction métropolitaine de l'aménagement et des affaires municipales (DMAAM)</i> | ① MAMROT  | 11 h 15 |
| 7. | Échange entre les membres  | ⌚   | 11 h 40 |
| 8. | Fin de la rencontre  |   | 12 h    |

- |   |                                       |
|---|---------------------------------------|
| ⌚   | : tour de table                       |
| ①   | : point d'information ou présentation |
|  | : discussion                          |

---

# Conférence administrative régionale de Laval

---

## Faits saillants de la rencontre du jeudi 1<sup>er</sup> décembre 2012 à 9 h 30

Maison de l'Industrie, du Commerce et de l'Agriculture  
1555, boulevard Chomedey, salle internationale

### SONT PRÉSENTS

M <sup>mes</sup>	Brigitte Bérubé	Développement durable, Environnement et Parcs (MDDEP)
	Manon Caron	Conférence régionale des élus (CRÉ) de Laval
	Francine Cloutier	Société d'habitation du Québec (SHQ)
	Claire Deronzier	Affaires municipales, Régions et Occupation du territoire (MAMROT)
	Josée Desjardins	Éducation, Loisir et Sport (MELS)
	Diane Lambert	Ville de Laval
	Sylvie Laroché	Transports (MTQ)
	Lucie Tremblay	Affaires municipales, Régions et Occupation du territoire (MAMROT)
MM.	Alain Carrier	Agence de santé et de services sociaux de Laval (ASSSL)
	Gilbert Lepage	Culture, Communications et Condition féminine (MCCCF)
	Pierre Nadeau	Services Québec
	François Perron	Agriculture, Pêcheries et Alimentation (MAPAQ)
	Sylvain Provost	Affaires municipales, Régions et Occupation du territoire (MAMROT)
	Serge Thériault	Développement économique, Innovation et Exportation (MDEIE)
	Serge Tétreault	Immigration et Communautés culturelles (MICC)

### SONT ABSENTS

M <sup>mes</sup>	Christine Beaudin	Famille et Aînés (MFA)
	Catherine Bourgault	Conseil du statut de la femme (CSF)
MM.	J.-Pierre Arsenault	Emploi et Solidarité sociale (MESS)
	Serge Vaugeois	Ressources naturelles et Faune (MRNF)

### INVITÉS

M <sup>me</sup>	Odile Simard	Affaires municipales, Régions et Occupation du territoire (MAMROT)
MM.	Bertrand Allen	Société de transport de Laval (STL)
	Pierre Giard	Société de transport de Laval (STL)

#### 1. Mot de bienvenue et adoption de l'ordre du jour

M<sup>me</sup> Claire Deronzier, sous-ministre adjointe à la Métropole et présidente de la CAR souhaite la bienvenue aux membres. L'ordre du jour est adopté tel quel.

#### 2. Adoption et suivi des faits saillants de la rencontre du 7 juillet 2011

Les faits saillants de la réunion du 13 octobre 2011 sont adoptés tels quels.

#### 3. Le projet de loi et la stratégie d'occupation et de vitalité des territoires

M<sup>me</sup> Claire Deronzier présente les principaux éléments du projet de loi et de la stratégie.

La Stratégie 2011-2016 pour assurer l'occupation et la vitalité des territoires marque un changement quant aux façons de penser et de faire le développement territorial. Ses territoires de référence correspondent à la toile de gouvernance actuelle du Québec. Elle compte 4 orientations, dont une spécifique à la région de Montréal.

La région métropolitaine de Montréal a des défis propres à relever. Il faut se rappeler que 50 % de la population québécoise y réside sur moins de 1 % du territoire québécois, ce qui commande :

- une action gouvernementale concertée;
- un aménagement métropolitain durable;
- des instances territoriales mieux articulées.

La stratégie s'appuie sur un projet de loi-cadre pour assurer l'occupation et la vitalité des territoires. Ce projet de loi demande aux ministères et organismes de présenter publiquement leur contribution à la stratégie dans leur rapport annuel de gestion. Cette obligation constitue pour eux un effort supplémentaire, mais offre une plus grande visibilité de leurs actions pour la population. Les élus municipaux sont conviés pour leur part à agir en faveur de l'occupation et la vitalité des territoires dans l'exécution de leurs mandats.

Les mécanismes de concertation et de coordination suivants sont aussi institués ou reconnus formellement dans le projet de loi :

- la Conférence administrative régionale (CAR);
- la Table gouvernementale aux affaires territoriales (TGAT);
- la Table Québec-Montréal métropolitain pour l'aménagement et le développement (TQMMAD).

---

## Conférence administrative régionale de Laval

---

La TQMMAD sera soutenue par le Comité interministériel pour l'aménagement et le développement de la région métropolitaine de Montréal (CIAD). La CAR est appelée à jouer un rôle plus important dans l'application de la loi et de la stratégie. Elle soutiendra, entre autres, les travaux du CIAD. Une réflexion en ce sens sera entreprise dans les prochains mois. Les membres de la CAR seront appelés à y participer activement.

La stratégie et le projet de loi seront discutés plus en détail lors de la prochaine rencontre de la CAR.

### 4. Le plan de mobilité durable de la Société de transport de Laval (STL)

M. Pierre Giard, directeur général de la STL, présente le Plan de mobilité durable de la STL.

Ce premier plan est axé sur la réduction des gaz à effet de serre (GES) produits par le transport des personnes et s'inscrit dans la vision d'urbanisme durable adoptée par la Ville de Laval, « ÉvoluCité –Laval, vers l'équilibre urbain – Politique de l'urbanisme durable de Laval ». Il présente un éventail de 21 mesures dont la majorité constitue des changements importants en regard des façons de faire actuelles. La STL s'est fixé l'objectif ambitieux de réduire de 50 %, d'ici 2031, les GES par habitant liés au transport des Lavallois.

Les villes jouent un rôle clé dans la lutte contre les changements climatiques. Elles exercent un contrôle direct ou indirect sur environ la moitié des émissions de GES. Il est indispensable que le milieu municipal s'implique et c'est ce que la Ville de Laval a décidé de faire.

### 5. État d'avancement des consultations sur le Plan métropolitain d'aménagement et de développement (PMAD)

M<sup>me</sup> Lucie Tremblay, directrice à la Direction métropolitaine de l'aménagement et des affaires municipales, présente le PMAD de la Communauté métropolitaine de Montréal (CMM).

Le territoire de la CMM est décrit et un rappel de ses compétences est présenté. Le point marquant du contexte de planification métropolitain est l'adoption par le gouvernement en 2010 du projet de loi 58. Ce projet de loi détermine les compétences des communautés métropolitaines à l'égard du PMAD par rapport aux compétences des MRC situées en tout ou en partie dans ces territoires.

En mai 2011, le ministre a transmis à la CMM un addenda aux orientations gouvernementales. Les grandes étapes d'élaboration du PMAD sont :

1. l'adoption du projet de PMAD qui s'articule autour de trois grandes orientations que sont l'aménagement, le transport et l'environnement;
2. une consultation publique sur le contenu du projet de PMAD entre le 28 septembre et le 21 octobre 2011;
3. le rapport de consultation présentant les attentes des citoyens, de la société civile et des organismes du secteur municipal déposé publiquement le 17 novembre 2011.

Le gouvernement demande, quant à lui, des ajustements au PMAD, notamment pour la délimitation des zones vouées à l'urbanisation et aux mesures de protection des personnes, des biens et des milieux naturels. Le PMAD doit être adopté avant le 31 décembre 2011 par le conseil de la CMM. À la suite de cette adoption, le gouvernement doit transmettre le plus tôt possible son avis gouvernemental en lien avec les orientations gouvernementales.

Les prochaines étapes sont l'accompagnement gouvernemental dans la mise en œuvre du PMAD, la création de la Table Québec-Montréal métropolitain en aménagement et en développement (TQMMAD). Le défi est la concertation des acteurs et la cohésion de l'action gouvernementale.

### 6. Échange entre les membres

Les ministères et organismes gouvernementaux (m/o) informent les membres des actualités dans leur secteur :

- |              |   |
|--------------|---|
| <b>ASSSL</b> | <ul style="list-style-type: none"><li>▪ Mise en place du <u>projet clinique du réseau local de services de Laval</u>. Ce projet vise à rapprocher les services de la population et de faciliter le cheminement des personnes dans le réseau de la santé et des services sociaux.</li><li>▪ Bilan de l'entente sur les saines habitudes de vie en cours d'élaboration.</li></ul> |
| <b>MAPAQ</b> | <ul style="list-style-type: none"><li>▪ <u>INNOVATION ET SYNERGIE HORTICOLES 2011</u> : le nouvel événement pour stimuler l'industrie horticole lavalloise organisé par <u>Laval Technopole</u> a connu un bon succès. L'expérience devrait être reconduite l'an prochain.</li></ul>  |
| <b>MCCCF</b> | <ul style="list-style-type: none"><li>▪ Le portrait culturel de la région de Laval est terminé.</li><li>▪ 19 octobre 2011 : adoption de la <u>Loi sur le patrimoine culturel</u>. En vigueur en octobre 2012.</li><li>▪ 5 décembre 2011 : Annonce officielle de l'<u>Agenda 21</u>.</li></ul>   |
| <b>MDDEP</b> | <ul style="list-style-type: none"><li>▪ Signature de l'<u>Entente Canada-Québec sur le Saint-Laurent, 2011-2026</u>.</li></ul>  |
| <b>MDEIE</b> | <ul style="list-style-type: none"><li>▪ 8 novembre 2011 : lancement de la stratégie d'exportation <u>Export Québec</u>.</li><li>▪ 15 novembre 2011 : lancement de la <u>Stratégie québécoise de l'entrepreneuriat</u>.</li></ul>  |
| <b>MELS</b>  | <ul style="list-style-type: none"><li>▪ Bonification du <u>Plan d'action pour prévenir et traiter la violence à l'école</u>.</li></ul>  |

---

## Conférence administrative régionale de Laval

---

- MICC**      ▪ 1<sup>er</sup> novembre 2011 : dévoilement du Plan d'immigration du Québec 2012.
- MTQ**      ▪ Programmation 2012 du MTQ en préparation.
- SHQ**      ▪ 18 novembre 2011 : tenues à Montréal des Assises sur la future politique Vieillir chez soi.
- Ville de Laval**      ▪ Accueil favorable du PMAD.

### 7. Fin de la rencontre

L'ordre du jour étant épuisé, l'assemblée est levée à 12 h. La prochaine rencontre aura lieu le 16 février 2012.


---




# Conférence administrative régionale de Laval

---

**Vendredi, le 2 mars 2012 à 13 h 30**  
Maison de l'Industrie, du Commerce et de l'Agriculture  
1555, boulevard Chomedey  
Salle internationale

## Ordre du jour

- |              |   |   |             |
|--------------|---|---|-------------|
| 1.           | Mot de bienvenue et présentation des objectifs de la rencontre<br><i>Par M<sup>me</sup> Claire Deronzier, sous-ministre adjointe à la métropole</i>   |   | 13 h 30     |
| 2.           | La Stratégie 2011-2016 pour assurer l'occupation et la<br>de vitalité des territoires et le projet de loi<br><i>Par M. Laurent Lessard, ministre des Affaires municipales, des Régions<br/>et de l'Occupation du territoire</i> | ① MAMROT  | 13 h 40     |
| 3.           | Échange avec les ministres Laurent Lessard et<br>Michelle Courchesne  |  | 14 h        |
| <b>Pause</b> |   |   | <b>15 h</b> |
| 4.           | Adoption des faits saillants de la rencontre du 1 <sup>er</sup> décembre 2011   |   | 15 h 15     |
| 5.           | CAR de Laval : calendrier 2012-2013   | ① MAMROT  | 15 h 20     |
| 6.           | Présentation de l'Étude des crédits : contribution des<br>ministères et organismes  | ① MAMROT  | 15 h 25     |
| 7.           | Échange entre les membres   | ①   | 15 h 45     |
| 8.           | Fin de la rencontre   |   | 16 h 15     |

- |   |                                       |
|---|---------------------------------------|
|  | : tour de table                       |
|  | : point d'information ou présentation |
|  | : discussion                          |



---

## Conférence administrative régionale de Laval

---

### Liste de présence pour la rencontre du vendredi 2 mars 2012 à 13 h 30

Maison de l'Industrie, du Commerce et de l'Agriculture  
1555, boulevard Chomedey, salle internationale

#### SONT PRÉSENTS

M <sup>mes</sup>	Catherine Bourgault	Conseil du statut de la femme (CSF)
	Manon Caron	Conférence régionale des élus (CRÉ) de Laval
	Francine Cloutier	Société d'habitation du Québec (SHQ)
	Claire Deronzier	Affaires municipales, Régions et Occupation du territoire (MAMROT)
	Josée Desjardins	Éducation, Loisir et Sport (MELS)
	Diane Lambert	Ville de Laval
	Sylvie Laroché	Transports (MTQ)
	Suzanne XXX	Famille et Aînés (MFA)
	Lucie Tremblay	Affaires municipales, Régions et Occupation du territoire (MAMROT)
MM.	Alain Carrier	Agence de santé et de services sociaux de Laval (ASSSL)
	Hubert de Nicolini	Affaires municipales, Régions et Occupation du territoire (MAMROT)
	Gilbert Lepage	Culture, Communications et Condition féminine (MCCCF)
	François Perron	Agriculture, Pêcheries et Alimentation (MAPAQ)
	Sylvain Provost	Affaires municipales, Régions et Occupation du territoire (MAMROT)
	Serge Thériault	Développement économique, Innovation et Exportation (MDEIE)
	Serge Vaugois	Ressources naturelles et Faune (MRNF)

#### SONT ABSENTS

M <sup>me</sup>	Brigitte Bérubé	Développement durable, Environnement et Parcs (MDDEP)
MM.	J.-Pierre Arsenault	Emploi et Solidarité sociale (MESS)
	Pierre Nadeau	Services Québec
	Serge Tétreault	Immigration et Communautés culturelles (MICC)

#### INVITÉS

M <sup>mes</sup>	Michelle Courchesne	Ministre responsable de la région de Laval
	Marion Hervieu	Affaires municipales, Régions et Occupation du territoire (MAMROT)
	XXX	Conseil de Trésor
MM.	Laurent Lessard	Affaires municipales, Régions et Occupation du territoire (MAMROT)
	Charles Drouin	Affaires municipales, Régions et Occupation du territoire (MAMROT)

## CONFÉRENCE ADMINISTRATIVE RÉGIONALE,

*Date et heure:*  
**Réunion du 15 juin 2011**  
**8 h 45 à 12 h 00**

*Lieu de la rencontre :*  
**Club de Golf Montcalm**  
**1 800 chemin Nadeau**  
**Saint-Liguori**

### Compte-rendu (Projet)

Jean Ouellet	Prés. CAR	Cathia Nobert	MDEIE
Luc Cossette	MTQ	Serge Tétreault	MICC
Josée Camarra	CSF	Christine Dion	MAPAQ
Michel Thauvette	CNT	Sylvain Manseau	OPHQ
Lauraine Bélisle	MFA	Jocelyne St-André	MESS
Daniel Soulières	MRNF	Jean-Pierre Trépanier	ASSSL
Benoit Picard	MTQ	Pierre Dupuis	HQ
Chantal Duval	CRRNT	Isabelle Chartier	CRRNT
Claudette Larouche	MAMROT		

#### 1. Mot de bienvenue

M. Ouellet souhaite la bienvenue à tout le monde et explique qu'un conseil des ministres a obligé Mme Courchesne à annuler sa présence à notre rencontre de la CAR. Sa participation sera remise à une rencontre ultérieure.

On fait une présentation de l'ordre du jour qui est accepté par tout le monde. On informe que la rencontre de la Table économique de la CAR aura lieu après le dîner.

#### 2. Mot de la ministre responsable de la région

Annulé

#### 3. Compte-rendu de la rencontre du 9 février 2011

Le compte-rendu est accepté sans modification.

#### 4. Tour de table (activités et actualités dans les différents ministères et organismes)

##### HQ :

- Création d'un nouveau rattachement administratif. On vise une centralisation déconcentrée. Mme Isabelle Courville en a la direction.

##### MRNF:

- Reconduction du volet 2 du programme « Aide à la forêt privée » avec le même budget.
- Mise en œuvre du PRDIRT avec la CRÉ

## **CONFÉRENCE ADMINISTRATIVE RÉGIONALE,**

*Date et heure:*  
**Réunion du 15 juin 2011**  
**8 h 45 à 12 h 00**

*Lieu de la rencontre :*  
**Club de Golf Montcalm**  
**1 800 chemin Nadeau**  
**Saint-Liguori**

### **ORDRE DU JOUR**

#### **PROJET**

**8 h 30      ACCUEIL**

**8 h 45**

- 1.    Mot de bienvenue**
- 2.    Mot de la Ministre responsable de la région, madame Courchesne**
- 3.    Compte-rendu de la rencontre du 9 février 2011**
- 4.    Tour de table (activités et actualités dans les différents ministères et organismes)**

**10 h 15    PAUSE**

**10 h 30**

- 5.    Présentations :**

**5.1    Hydro-Québec**

*Projets d'équipement dans Lanaudière par Pierre Dupuis*

**5.2    Ministère des Transport**

*Les investissements du MTQ en 2011-2012 par Luc Cossette.*

**5.3    CRÉ Lanaudière**

*Plan régional de développement intégré des ressources et du territoire (PRDIRT) par Isabelle Chartier*

**12 h 00    Dîner**

*(Prenez note qu'il reviendra à chacun d'assumer ses frais de repas.)*

**MFA :**

- Création de 15 000 places, dont 50 % en service de garde pour les quatre prochaines années au Québec. Création d'un comité sous peu dans le but de faire un appel de projets dès l'automne 2011. La sélection des projets est prévue au printemps 2012.
- Prix remis à « Groupe Caméléon média » pour son engagement en matière de conciliation travail-famille-études.

**MAPAQ :**

- Campagne de promotion achat produit québécois « Aliment du Québec toujours le bon choix ».
- Programme multi fonctionnalité dans la MRC Matawinie visant à soutenir des activités qui ont une retombée pour la communauté, notamment, rénovation de pâturage, beauté du paysage, remettre animaux sur pâturage ou rénovation d'une grange patrimoniale. Projet collectif ou individuel en lien avec la communauté. Les municipalités peuvent présenter des projets jusqu'au 15 septembre, date de la fin du premier appel de projets.
- Sortie du livre vert « Politique sur le bioalimentaire », la semaine dernière. Présentation du livre et de la démarche lors de la prochaine CAR.

**MDEIE :**

- Stratégie québécoise sur l'entrepreneuriat prévue pour l'automne.
- Rendez-vous à l'automne avec les partenaires régionaux et les élu(e)s. Nouvelle formule pour se positionner et pour cibler des priorités en matière d'entrepreneuriat dans la région.
- Création d'une nouvelle direction qui regroupe les régions limitrophes à la CMM. Plus d'informations attendues dans les prochaines semaines.
- La Stratégie québécoise de la recherche et de l'innovation (SQRI) 2010-2013.
- Table sur l'exportation et l'innovation.

**MESS :**

- Plan d'action régional sur 3 ans qui amène une stabilité.
- Travail avec les individus et les entreprises. Entreprises manufacturières importantes.
- Situation de création d'emploi et croissance démographique.
- Projet économique d'envergure Kruger, Bridgestone.
- Conflit postal terrible pour les chèques sociaux. Contrats pris avec des firmes de sécurité. Distribution des chèques prévue la semaine prochaine, si nécessaire. Organisation en cours dans les MRC.

**Question :** Sommes-nous revenus à la stabilité d'avant crise? **Réponse :** oui

**Agence :**

- Contrecoup de la Loi 100 : Non remplacement de 1 départ sur 2. L'Agence en est beaucoup affectée depuis l'an dernier. Touche davantage les régions moins nanties.
- Création de places de soins longue durée et réadaptation.
- Indexation au niveau des programmes sauf en santé publique.
- PLI remonte à 2007 et émerge de la CAR.
- Automne dernier, processus de planification stratégique. Les résultats de la consultation et plan d'action pourront être présentés à la CAR l'automne prochain.
- Travaux avec MFA concernant le développement des jeunes. Discussions avec la CRÉ et la TPDSL pour accueillir le Fonds avenir d'enfants. Rencontres visant une concertation régionale depuis janvier. Prochaine rencontre prévue le 13 juillet prochain.

**MICC**

- Entente spécifique en processus de prolongation.
- Commission parlementaire pour déterminer le nombre d'immigrants qui seront accueillis en 2012. déjà amorcée et reportée en août. Vise à déterminer quel sera le profil des 55 000 personnes qui seront accueillies. On vise le regroupement familial (famille proche), les réfugiés pris en charge par l'État. À ce jour, un nombre de 1700 accueillis. L'immigration économique équivaut à 70 pour cent environ.
- MESS et MICC annoncent un certain nombre d'outils pour les entreprises notamment, passerelle d'emploi (Montréal vers région), placement en ligne pour l'international (géré par EQ), guide pour sélection à l'étranger. Il faut toutefois commencer par trouver la main-d'oeuvre au Québec.

## MTQ

- Départs : - Fadi Moubayed assume l'intérim de Mme Chantal Gingras.
  - Luc Cossette assume l'intérim de M. Pierre Lambert.
  - Le poste de M. Sanschagrin, chef de service à Joliette est à combler.
- Saison des travaux qui commence. Surveillance accrue sur les chantiers routiers par de nouveaux signaleurs expérimentés et plus de polices qui doubleront les amendes.
- Poursuite de la démarche de mobilité durable; embauche de ressources afin de mieux structurer les interventions futures.

## MAMROT

- Plus de Municipalités sous la loupe des vérificateurs.
- Enquêtes « Marteau » et anticorruption en parallèle à celles du MAMRO. Aucun rapport prévu avant l'été.
- Projet de Loi cadre sera déposé à l'automne par M. Lessard. Travaux actuellement en cours volonté du ministre pour faire les annonces. Renforcement du rôle de la CAR possible qui pourrait nous toucher collectivement. Échange à prévoir après le dépôt. Également, contrats de territoire possibles qui pourraient se faire à géométrie variable selon les régions. Par exemple : La Métropole pourrait s'orienter vers des contrats de métropole auxquels les régions pourraient s'allier.

**Question :** Y a-t-il plus de Municipalités visées par les enquêtes?

**Réponse :** Le nombre de vérifications a triplé. La Direction générale des élections a vu également une augmentation du nombre de plaintes qui nécessitent des vérifications. Certaines Municipalités font face à une triple vérification. Une partie des mandats de vérification est donnée aux directions régionales. Certaines enquêtes sont menées en parallèle ou en collaboration dépendamment des éléments touchés.

- Vérification des schémas d'aménagement surveillée : non actuellement orientée sur octroi des contrats. Corruption surtout sur les grands chantiers concentrés dans la couronne de Montréal. Ces rapports sont rendus publiques sur site Internet du MAMROT. Le Procureur général décide s'il y a matière à poursuite. Si non, la décision finale reviendra aux citoyens lors des prochaines élections. Les délits sont listés sur le site Internet. Les lettres contenant les réponses aux Municipalités doivent faire l'objet d'une lecture publique pendant l'assemblée du conseil. À titre d'exemple, dans le dossier de Saint-Calixte qui fait face à un délit de double réclamation, la lettre de réprimande a été déposée et lue devant les citoyens à l'assemblée du conseil municipal.

## CRÉ

Chantal Duval nous transmet les excuses de Marc Valade qui ne peut être présent à la rencontre qui arrive à la fin de son mandat à titre de directeur général de la CRÉ. Ce dernier tient à saluer tous les membres de la CAR.

## 5. Présentations :

### 5.1 Projets d'équipements dans Lanaudière par Pierre Dupuis

Hydro-Québec annonce des projets nécessitant des investissements au Québec de 7,8 milliards entre 2009 et 2013 pour le transport d'énergie. Ces projets visent le développement et la pérennité des éléments d'actif de la division Hydro-Québec TransÉnergie.

Les projets prévus et touchant quatre MRC de la région Lanaudière visent à répondre aux besoins de croissance et d'amélioration. Ils sont les suivants :

- *Réseau principal*
  - Ligne à 735 kV Chamouchouane-Bout-de-l'Île
- *Réseaux régionaux*
  - Deux postes de transformation à Terrebonne
  - Ligne à 315 kV Mauricie-Lanaudière
  - Démantèlement de la ligne 2359 et de la traversée fluviale Saint-Ignace-de-Loyola et Sorel.

Les projets doivent faire l'objet d'une démarche de participation publique, d'études environnementales et techniques ainsi que des autorisations gouvernementales et sont assujettis à la Loi sur la qualité de l'environnement. On vise un placement optimal ayant le moins d'impact possibles. Les nouvelles lignes créeront un nouveau lien permettant d'exploiter le réseau de façon plus flexible.

Les différentes étapes se succéderont dans le temps de la façon suivante :

- Information-consultation Automne 2011
- Information sur la solution retenue Été 2012
- Dépôt de l'étude d'impact Automne 2012
- Autorisations gouvernementales Été 2014
- Construction 2014 – 2017
- Mise en service Automne 2017

Au niveau du réseau régional, les audiences publiques qui se déroulent à Montréal se termineront la semaine prochaine. Les postes touchés sont Pierre-Le Gardeur, Lachenaie et la ligne Mauricie-Lanaudière. Les coûts s'élèvent à 157,1 millions de \$.

Le PowerPoint de la présentation est transmis au MAMROT.

## 5.2 Les investissements du Ministère des Transports en 2011-2012 par Luc Cossette

Le 1<sup>er</sup> mars dernier, le député de Chomedey et adjoint parlementaire au Ministre Hamad, monsieur Guy Ouellet, rendait publique la programmation pour la région de Lanaudière.

Actuellement, la proportion des chaussées considérées en bon état est de 72 %, soit une augmentation de 9 % depuis 2006. De plus, 66 % des structures sont évaluées en bon état. D'ici 2022, le plan de redressement du ministère a pour objectif de remettre 83 % des chaussées et 90 % des structures en bon état, soit avoir un réseau routier à un niveau comparable à celui de nos voisins immédiats. Ces travaux généreront 53 600 emplois directs et indirects. On peut consulter le site du MTQ pour connaître les différentes cibles.

Il est à noter que depuis 2008, le MTQ a repris la responsabilité des ponts qui incombait aux Municipalités auparavant.

En 2011-2012, dans la région de Lanaudière, 104 millions de dollars seront consentis pour la réalisation des travaux routiers créant 1 400 emplois sur 60 chantiers. Cette planification pourrait toutefois être sujette à changement si une urgence survenait.

Les artères et structures touchées par les travaux dans la région de Lanaudière sont les suivantes :

- Route 131, reconstruction du pont au-dessus de la route 158, Joliette
- Route 347, reconstruction du pont enjambant la rivière L'Assomption, Saint-Côme
- Route 344, réfection du pont Saint-Roch enjambant la rivière L'Assomption (suite des travaux entrepris en 2009)
- A-40, asphaltage, Saint-Cuthbert, Repentigny, Saint-Barthélemy
- Route 158, asphaltage, Crabtree
- Route 337, asphaltage, Terrebonne
- Routes 125 et 329, réaménagement de l'intersection, Saint-Donat
- Route 343, amélioration de la sécurité, Sainte-Marcelline-de-Kildare
- Route 335, correction d'une courbe, Sainte-Anne-des-Plaines

On précise qu'on maintiendra la circulation pendant les travaux, au minimum, celle d'urgence.

Autant de projets qui contribueront à l'essor économique de la région et qui amélioreront l'efficacité des déplacements, des personnes et des marchandises, ainsi que la sécurité routière sur tout le territoire.

### 5.3 Plan régional de développement intégré des ressources et du territoire (PRDIRT) par Isabelle Chartier (CRRNT et CRÉ Lanaudière)

Chantal Duval, directrice de la CRRNT introduit Isabelle Chartier qui fera la présentation.

À la suite de la Commission Coulombe qui a eu lieu en 2004, les commissions régionales sur les ressources naturelles et le territoire (CRRNT) ont été créées. Celle de Lanaudière a été fondée en 2007. Un de ses mandats est de réaliser le **PRDIRT** et collaborer à sa mise en œuvre. Le PRDIRT est un nouvel outil de planification territoriale qui traite prioritairement de trois domaines d'activités du Ministère des Ressources naturelles et de la Faune, soit la faune, la forêt et le territoire. L'équipe a finalisé la production du document synthèse du plan régional de développement. Ce dernier vise la création de richesses issues de l'utilisation de l'ensemble des ressources du milieu forestier et du territoire.

Lanaudière s'est donné la vision de développement suivante : « Une région riche, accessible et innovante qui veut vivre de et dans sa forêt afin d'atteindre une prospérité socioéconomique basée sur une industrie récréotouristique, forestière et faunique de qualité, tout en assurant la pérennité des ressources et en offrant une qualité de vie pour l'ensemble des communautés. » Cette vision est basée sur des valeurs sociales, environnementales et économiques.

La CRRNT fait face à 5 enjeux majeurs pour stimuler le développement des ressources naturelles, soit :

- Un environnement de qualité
- Une forêt aménagée selon les principes de l'aménagement écosystémique
- Un milieu forestier porteur de développement économique
- Un réseau routier de qualité
- Un développement concerté des ressources et du territoire

La mise en œuvre du PRDIRT se concrétisera par l'élaboration d'un plan d'action qui priorisera les moyens d'action, les rôles de chaque partenaire régional et les échéanciers de réalisation pour répondre aux objectifs énoncés. Des cibles et des indicateurs permettront de valider l'atteinte des résultats. Les cibles seront définies par des comités de travail auxquels les entreprises et les Autochtones sont invités à présenter et expliquer leurs défis. On veut ainsi favoriser une cohabitation harmonieuse.

Échéancier de la mise en œuvre

- Première version d'un plan d'action sera présenté au CA de la CRÉ de juin.
- Rencontres de travail avec les partenaires – mai 2011
- Adoption du Plan d'action par la CRRNT – 24 mai 2011
- Présentation aux instances de la CRÉ – CE du 3 juin 2011 et CA du 16 juin 2011
- Dépôt du Plan d'action au MRNF et entente de mise en œuvre entre la CRÉ et le MRNF – 30 juin 2011

L'entente sera de 350 000 \$ par année, dont la moitié sera investie sur la mise en œuvre, auquel sera ajouté un montant supplémentaire d'environ 200 000 \$ pour les deux prochaines années. Pour ce faire, on tend vers un système d'utilisateur/payeur. Un modèle de fonds semblable à celui créé au MTQ pourrait être validé pour cumuler des fonds. En attendant, la CRRNT fonctionne par des ententes signées à la pièce.

En guise de conclusion, on précise que le document intégral ainsi que les cartes sont disponibles sur le site Internet de la CRRNT : [www.crrnt-lanaudière.com](http://www.crrnt-lanaudière.com)

## 6. Conclusion

Avant de mettre fin à la rencontre, J. Ouellet informe les participants que la prochaine réunion aura lieu en octobre. Il questionne également à savoir si le choix des mercredis pour fixer les rencontres est encore le meilleur pour optimiser le nombre de participants. Plusieurs semblent avoir des contraintes pour se libérer les mercredis. J. Ouellet propose de faire un sondage pour vérifier si le mercredi est encore la meilleure journée sinon tenter de trouver le meilleur moment pour présenter la CAR.

Étant donné que J. Ouellet gère les directions régionales de Lanaudière et celle des Laurentides, on demande s'il serait possible de fusionner les deux CAR. J. Ouellet explique qu'il est impossible de faire cela puisque les deux directions régionales ne sont pas fusionnées.

Il est toutefois proposé d'analyser la possibilité de considérer certaines activités conjointement lorsque le sujet touché concerne les deux régions.

Pour conclure, C. Nobert rappelle aux participants que la Table économique de la CAR se tiendra après le dîner et invite chacun à y assister.

Fin de la rencontre.



**CONFÉRENCE ADMINISTRATIVE RÉGIONALE,  
ET  
TABLE ÉCONOMIQUE DE LA CAR LANAUDIÈRE**

*Date et heure:*  
**Réunion du 12 octobre 2011**  
**8 h 30 à 12 h 15**

*Lieu de la rencontre :*  
**MRC de D'Autray**  
**550 Montcalm**  
**Berthierville**

**ORDRE DU JOUR**

**8 h 30      ACCUEIL**

**9 h 00      CAR**

- 1. Mot de bienvenue**
- 2. Comptes-rendus de la rencontre du 15 juin 2011**
- 3. Tour de table (activités et actualités dans les différents ministères)**

**9 h 30**

**4. Présentations :**

**4.1 Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation**

*Présentation du livre vert « Politique sur le bioalimentaire » par François Perron*

**4.1.1 Échanges et discussions**

**4.2 Conférence régionale des Élus(es) de Lanaudière**

*Vision de la nouvelle direction générale par Guy Raynault*

**4.2.1 Échanges et discussions**

**10 h 30      PAUSE      (arrivée des membres de la Table économique)**

**10 h 45      TABLE ÉCONOMIQUE DE LA CAR**

**5. Présentation**

**5.1 CLD de la MRC de D'Autray**

*Par Marc-André Desjardins*

**5.1.1 Échanges et discussions**

**6. Fin de la rencontre**

# CONFÉRENCE ADMINISTRATIVE RÉGIONALE DE LANAUDIÈRE

*Date et heure:*  
*Réunion du 12 octobre 2011*  
*8 h 30 à 12 h 15*

*Lieu de la rencontre :*  
*MRC de D'Autray*  
*550 Montcalm*  
*Berthierville*

## Projet de compte-rendu

Étaient présents :

### CAR

Jean Ouellet	Prés. CAR	Luc Cossette	MTQ
Serge Tétreault	MICC	Josée Camarra	CSF
François Perron	MAPAQ	Jean-Pierre Corneau	MSG
Ghislain Laprise	MESS	Amilcar Ryumeko	SHQ
Daniel Soulières	MRNF	Jean-Pierre Trépanier	ASSSL
Benoît Picard	MTQ	Guy Raynault	CRÉ
Éric Lescarbeault	MDEIE	Jean-Pierre Corneault	MSG
Nancy Charland	MCE	Claudette Larouche	MAMROT

### 1. Mot de bienvenue

J. Ouellet souhaite la bienvenue à toutes et tous et remercie la MRC de D'Autray de leur accueil dans leurs locaux.

### 2. Compte-rendu de la rencontre du 15 juin 2011

Le compte-rendu est accepté tel que présenté.

### 3. Tour de table (activités et actualités dans les différents ministères)

#### MAPAQ

- Annonce le nouveau programme sur la multifonctionnalité. Un projet pilote aura lieu en Matawinie. L'appel d'offres à cet effet se terminait le 15 sept. dernier. Un seul projet a été présenté. On souhaite toutefois susciter des projets collectifs.
- Actuellement, il y a une Commission parlementaire dans le cadre du livre vert. 895 mémoires ont été déposés. Deux proviennent de la région et ont été présentés par le CDBL et l'UPA.
- Programme de la Stratégie de soutien à la transformation alimentaire. La limite des budgets a été atteinte. Les demandes reçues seront traitées. Une nouvelle mouture du programme est attendue au printemps prochain.

#### SHQ

- La SHQ a octroyé une subvention de 10 000 \$ à l'organisme « Service d'aide aux familles immigrantes de la MRC l'Assomption (SAFIMA) » pour réaliser une étude des différents besoins, dont le logement, des nouveaux arrivants dans le but d'identifier les services à privilégier pour favoriser leur intégration et leur participation sociale

#### MDEIE

- Arrivée du nouveau ministre, M. Hamad. Une rencontre est prévue avec lui en octobre.
- On attend le dépôt de la Stratégie de l'entrepreneuriat prévu cet automne.
- Le lancement de Export Québec est également attendu. On parle d'un regroupement d'entreprises pour l'international et de développer un principe de marque de commerce « Branding ».
- Les Grands prix des Créneaux d'excellence seront accordés en octobre.
- On attend la nomination du nouveau directeur régional des affaires métropolitaines qui se fera sous peu.
- On prévoit le déploiement d'une mission économique
- Une formation en sécurité civile. Les membres de la CAR seront invités à assister à la formation

#### MTQ

- Un nouveau rapport sur les travaux routiers. On pourra voir un nouvel affichage.

#### MESS

- Une nouvelle gestionnaire a été nommée au CLE Sainte-Julienne, Line Savignac.
- La direction régionale poursuit l'actualisation de son offre de services en finalisant le regroupement du traitement des nouvelles demandes d'aide financière au bureau de Joliette.
- On assure une vigie sur l'analyse et l'information au marché du travail considérant le risque d'une autre récession.
- Nouvelles du Conseil régional des partenaires du marché du travail :
  - Suite à sa décision de prendre sa retraite, M. Daniel Tessier a quitté son poste de président du CRPMT de Lanaudière.

- Dossiers retenus cette année : Adéquation formation – emploi, offre de services pour le secteur tertiaire, apport de la main-d’œuvre immigrante.

## AGENCE

- On annonce le départ de la directrice des services sociaux, en juin dernier.
- À la suite du départ de M. Foisy qui a quitté son poste de PDG de l’Agence, M. Claude Desjardins, PDG de Laval, assurera l’intérim d’ici la nomination du nouveau PDG prévue à l’automne.
- Le ministre M. Bolduc est venu le 13 septembre dernier dans la région de Lanaudière pour annoncer l’implantation du dossier santé du Québec dans la région. On procédera dans une première étape à l’inscription des gens de la région.
- Dans le dossier des Saines habitudes de vie, le Plateau lanaudois intersectoriel (PLI) en est à l’étape finale de la consultation et procède actuellement à établir une liste des actions liées aux cinq priorités. Ces actions seront incluses dans le plan d’action qui couvrira jusqu’en 2015. Plusieurs ministères sont impliqués dans le processus.

Les cinq priorités sont les suivantes :

- Poursuivre ou renforcer la mise en œuvre d’initiatives favorisant l’accessibilité à une saine alimentation et à un mode de vie physiquement actif notamment pour les populations économiquement défavorisées.
  - Encourager l’aménagement des espaces physiques urbains et ruraux favorables à une saine alimentation et un mode de vie physiquement actif.
  - Promouvoir une meilleure harmonisation des programmes et des pratiques en matière de saine alimentation et de mode de vie physiquement actif visant la mise en place d’environnements sains et sécuritaires dans les milieux de vie des jeunes et des familles.
  - Poursuivre le soutien aux réseaux scolaires pour la mise en place d’interventions globales et concertées de type *École en santé*, favorables à une saine alimentation et à un mode de vie physiquement actif.
  - Mettre en valeur les bons coups et les bonnes pratiques en matière de promotion d’une saine alimentation et d’un mode de vie physiquement actif.
- Le 28 octobre prochain aura lieu le Colloque lanaudois sur les saines habitudes de vie. On peut consulter le site Web de l’Agence pour en savoir plus et s’inscrire. L’invitation est faite à tous. On prévoit remettre un compte-rendu lors de la prochaine rencontre de la CAR.

## MAMROT

- Le Plan métropolitain d’aménagement et de développement (PMAD) de la Communauté métropolitaine de Montréal (CMM) est actuellement en consultation. En mai dernier, il y eut l’ajout d’un addenda aux orientations gouvernementales. Une de ces orientations touche particulièrement la Municipalité de Saint-Lin puisque l’addenda permet d’appliquer les orientations métropolitaines hors du territoire de la CMM. D’autres MRC telles Joliette, D’Autray et Montcalm sont touchées par ces orientations. Ces modifications favorisent un développement concentré dans la CMM.

Un des effets touche directement la construction d’une nouvelle école à Saint-Lin.

Les régions de la Montérégie et des Laurentides sont également touchées par le PMAD.

Question : Est-ce que des projets d’habitations pourraient être touchés?

Réponse : Possiblement, le mode de développement pourrait changer avec une demande de densification.

Question : Peut-on se documenter sur le sujet?

Réponse : J. Ouellet propose de faire suivre le lien.

J-P Tépanier nous informe que l’Agence a déposé un mémoire qui sera disponible au terme des audiences publiques. Il se dit préoccupé par la nouvelle puisqu’une augmentation démographique est prévisible dans la région. De plus, le PAG sur les saines habitudes de vie (SHV) veut favoriser la construction d’école dans des endroits favorables à la santé. On veut s’assurer qu’une telle décision n’aille pas à l’encontre des SHV. Tel que présenté, le PMAD est orienté vers Montréal centre et les difficultés occasionnées dans la région ne transparaissent pas. On devrait plutôt s’orienter vers un développement économique polycentrique qui prendrait en considération et permettrait le déploiement de pôles à l’extérieur de Montréal.

L. Cossette voit également un impact possible sur le transport. Préoccupé par cette problématique qui obligera probablement les gens à s’éloigner encore plus des grands centres. Le MTQ analyse les demandes à la pièce. Une vue d’ensemble est nécessaire pour éviter des problèmes.

G. Raynault précise que les orientations du PMAD peuvent avoir un impact sur le développement de Lanaudière au cours des 20 prochaines années. Il nous informe que la CRÉ déposera un mémoire demain. La CRÉ se dit d’accord en général. L’aménagement devra se faire en densifiant et en considérant le transport en commun. Une telle façon de faire bloque la MRC de L’Assomption qui ne pourra plus développer.

Les répercussions du PMAD sont beaucoup plus larges qu’elles ne le paraissent. On doit travailler avec la CPTAQ et l’UPA. L’étalement urbain est une réalité dans la région. Dans ce contexte, les dossiers tels le développement du train de l’Est et celui du transport en commun sont très importants. De plus, on doit assurer une fluidité pour assurer le transport des marchandises.

Il faut également prévoir de la place pour développer.

J. Ouellet constatant l'intérêt de tous sur le sujet, propose d'organiser une prochaine CAR qui pourrait faire l'objet d'une discussion approfondie.

- Les budgets régionaux sont maintenant attribués pour le Programme d'infrastructure en entrepreneuriat collectif (PIEC). L'enveloppe de la région de Lanaudière est de 202 119 \$.
- En ce qui concerne la Stratégie de l'occupation et la vitalité des territoires, le contenu sera annoncé à la fin octobre. Le rôle des CAR pourrait s'y voir accru. Précisons que la CMM est concernée par cette stratégie qui n'est pas associée uniquement à la ruralité. Cette Stratégie fera également l'objet d'une présentation lors d'une prochaine CAR.

#### **MCE :**

- N. Charland nous explique que, dans un premier temps, les négociations entre les gouvernements et les Attikameks ont été interrompues lors du changement de négociateur du côté attikamek. De plus, à la suite de résolutions adoptées par Wemotaci et Obedjiwan, les négociations ont été arrêtées. Enfin, le gouvernement fédéral n'a pas renouvelé le mandat de ses négociateurs dans ce dossier. Les prochains mois pourraient apporter des changements, mais nous demeurons en attente de la suite du dossier. Par ailleurs, plusieurs projets intéressants naissent et se développent à Manawan que ce soit Tourisme Manawan, le projet d'aréna permettant de penser à des concentrations en sports pour les jeunes du secondaire (en voie de compléter le montage financier) et la Commission pour le renouveau social.

## **4. Présentations :**

### **4.1 Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation**

*Présentation du livre vert « Politique sur le bioalimentaire » par François Perron*

Le Livre vert a été rendu public le 7 juin dernier. Il découle du Rapport Pronovost qui contenait des recommandations, du Rapport St-Pierre qui a amené des changements sur l'aide apportée, du Rapport Ouimet sur la protection des territoires agricoles et enfin d'une consultation auprès de 200 personnes rencontrées par les autorités politiques.

L'objectif poursuivi par le projet de politique est de définir les orientations qui guideront les interventions gouvernementales au cours des vingt prochaines années. La vision est de faire du bioalimentaire un secteur reconnu pour ses produits alimentaires distinctifs et de qualité ainsi que pour sa contribution à l'essor économique du Québec et à la vitalité de ses régions dans une perspective de développement durable.

La politique se traduit en 3 orientations et 9 objectifs:

- Distinguer nos produits alimentaires
  - ✓ Identifier et mettre en valeur les caractéristiques distinctives des produits québécois
  - ✓ Soutenir une offre de produits sains et sécuritaires
  - ✓ Promouvoir les produits québécois sur les marchés
- Renforcer notre capacité concurrentielle
  - ✓ Miser sur des entreprises rentables et efficaces
  - ✓ Bâtir une dynamique de développement fondée sur des filières compétitives
  - ✓ Favoriser la diversification de l'offre de produits mettant en valeur le potentiel bioalimentaire régional
- Valoriser l'environnement et le territoire du Québec
  - ✓ Assurer un développement respectant l'environnement
  - ✓ Contribuer à la production de bénéfices environnementaux
  - ✓ Valoriser l'occupation dynamique du territoire

Les suites attendues sont les suivantes :

- Le dépôt du Livre vert pour une politique bioalimentaire
- La consultation en commission parlementaire qui a cours actuellement. On prévoyait 2 mois d'audience, l'objectif est maintenant de terminer avec le congé de décembre.
- Le dépôt du projet de loi (loi-cadre et modifications législatives) prévu à l'automne 2012
- L'adoption de la politique bioalimentaire

On peut faire un lien avec l'occupation du territoire par le fait qu'on vise à :

- adapter des lois existantes.
- se doter d'une Loi-cadre qui donne des principes
- cibler les petites et grosses productions écoresponsables
- se doter d'une culture de changements et d'innovation.

#### **4.1.1 Échanges et discussions**

Question : A-t-on abordé la question de l'agriculture collée sur la métropole?

Réponse : Il n'y a aucune stratégie claire, par contre les enjeux sont là. À cette étape-ci, on tente de contrer les dangers.

Question : La question de la MO n'est-elle pas abordée dans le développement?

Réponse : On parle de soutien à l'entrepreneuriat, mais il n'y a rien de prévu à cette étape-ci.

Question : Qu'entend-on par adaptation de la loi sur la protection agricole?

Réponse : On vise des assouplissements pour dynamiser le territoire.

Question : En quoi consiste le Fonds?

Réponse : Il y a peu de détails et d'argent qui sont avancés là-dessus. Ce Fonds servira à tester des initiatives.

## **4.2 Conférence régionale des Élus(es) de Lanaudière**

### *Vision de la nouvelle direction générale de la CRÉ par Guy Raynault*

G. Raynault explique qu'il a travaillé au sein de différents organismes régionaux de développement. Il était jusqu'à récemment directeur du développement urbain à la CRÉ de Montréal. Il a également agi à titre de professionnel et de gestionnaire au Conseil régional de développement des Laurentides. Il détient un baccalauréat en géographie, une maîtrise en géographie industrielle et un certificat en développement régional.

Dans le cadre de ses nouvelles fonctions, il entend travailler en complémentarité avec tous les acteurs du milieu et faire en sorte que la CRÉ soit le plus transparent possible. Dans un premier temps, il compte écrire un organigramme et une politique salariale et d'équité qui soient les plus clairs possible et demande au MAMROT un soutien et une vigie sur la clarté.

Il fait référence aux paramètres de développement des régions énoncés par M. Louis Roy en 1999 en soulignant que le capital social est un atout majeur au développement et qu'il est nécessaire de travailler dans un climat de confiance.

La CRÉ doit défendre la région et pour ce faire, elle doit parfois porter des commentaires sur des décisions gouvernementales. Elle doit surtout travailler avec le gouvernement de façon complémentaire en toute transparence et avec complicité. D'ailleurs, les deux en viennent souvent au même constat. De plus, pour faire suite au rapport du vérificateur général, les CRÉ se doivent d'adopter des règles administratives irréprochables. Il est donc primordial de finaliser des écrits qui formalisent les règles, guides et procédures, etc.

G. Raynault souligne que la croissance de la région de Lanaudière est la plus soutenue au Québec et qu'une partie du développement du Québec devra nécessairement passer par la région. Il croit que le développement est plus efficace si on élimine les guerres de clochers et recherche une forme d'osmose avec Montréal.

Dans Lanaudière, les échanges sont bons et les différents acteurs sont capables de se parler. On doit toutefois s'assurer que le politique et le socio-économique puissent travailler ensemble. On doit également sentir que le Nord et le Sud forment un tout.

Il nous informe que lors du dernier exécutif, monsieur Marcotte a annoncé qu'il quittera son poste de président de la CRÉ, en avril prochain. D'ici là, il a été proposé que monsieur Morin maintienne l'intérim qu'il assume déjà.

### **4.2.1 Échanges et discussions**

Question : A. Ryumeko demande quelles sont les orientations que la CRÉ compte prendre concernant l'habitation sociale.

Réponse : La CRÉ travaille là-dessus en collaboration avec la Table des partenaires du développement social. L'objectif est de travailler de façon horizontale en considérant tous les fonds qui descendent dans les régions.

S. Tétreault rappelle que l'immigration est importante dans Lanaudière et qu'il faudra en tenir compte.

F. Perron précise que Lanaudière est prête à travailler en synergie.

Les ententes devront transparaître de cette orientation et nos actions devront faire en sorte d'assurer une qualité de vie dans Lanaudière.

Fin de la rencontre

## CONFÉRENCE ADMINISTRATIVE RÉGIONALE DE LANAUDIÈRE

*Date et heure:*

*Rencontre du 25 janvier 2012*

*8 h 30 à 12 h 00*

*Lieu de la rencontre :*

*Club de golf de Joliette  
(salle Verrière)*

*221, chemin du Golf Est,  
Saint-Charles Borromée*

### ORDRE DU JOUR

**8 h 30      ACCUEIL**

**9h00        CAR**

**1. Mot de bienvenue**

**2. Compte-rendu de la rencontre du 12 octobre 2011**

**3. Tour de table (activités et actualités dans les différents ministères)**

**4. Présentation :**

**4.1 Ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire**

*Présentation de la Stratégie pour assurer l'occupation et la vitalité des territoires  
par Jean Ouellet*

**4.1.1 Échanges et discussions**

**10 h 45    PAUSE**

**11 h 00**

**5. Présentations :**

**5.1 Ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation**

➤ *Présentation des nouvelles lignes d'affaires du MDEIE*

➤ *Présentation Export-Québec*

➤ *Présentation de la Stratégie québécoise de l'entrepreneuriat  
par Eric Lescarbeault*

**5.1.1 Échanges et discussions**

**12 h 00    Fin de la rencontre**

## CONFÉRENCE ADMINISTRATIVE RÉGIONALE DE LANAUDIÈRE

### Projet de compte-rendu

*Date et heure:*

**Rencontre du 25 janvier 2012  
8 h 30 à 12 h 00**

*Lieu de la rencontre :*

**Club de golf de Joliette  
(salle Verrière)  
221, chemin du Golf Est,  
Saint-Charles Borromée**

#### Étaient présents :

Jean Ouellet	Prés. CAR	Luc Cossette	MTQ
Michel Thauvette	CNT	Sylvain Manseau	OPHQ
François Perron	MAPAQ	Pierre Nadeau	MSG
Ghislain Laprise	MESS	Amilcar Ryumeko	SHQ
Daniel Soulières	MRNF	Jean-Pierre Trépanier	ASSSL
Benoit Picard	MTQ	Line Painchaud	CRÉ
Éric Lescarbeault	MDEIE	Lorraine Bélisle	MFA
Nancy Charland	MCE	Claudette Larouche	MAMROT
Stéphane Gaudet	MDEIE		

#### 1. Mot de bienvenue

J. Ouellet souhaite la bienvenue à toutes et tous et explique les raisons des changements qui ont été apportés à l'organisation de la rencontre.

Il est entendu que, lorsque possible, l'organisation des rencontres de la CAR se fera avec celle de la Table économique de la CAR de façon à maximiser les déplacements de tous les participants.

#### 2. Ordre du jour :

Le contenu de l'ordre du jour est accepté.

#### 3. Compte-rendu de la rencontre du 12 octobre 2011

Un compte-rendu tenant compte des corrections demandées par quelques partenaires est remis sur place. On explique qu'il est toujours possible d'apporter des corrections au projet de compte-rendu. Ces dernières peuvent être acheminées directement par courriel à Claudette Larouche qui retournera par la suite, une version finale à chaque membre de la CAR.

Afin de faciliter la vérification du contenu du document, il est demandé de le recevoir le plus rapidement possible.

#### Suivis au compte-rendu :

Il avait été question de prévoir une discussion au sujet du PMAD et du dossier de Saint-Lin. J. Ouellet explique que l'avis du MAMROT n'a toujours pas été donné et qu'il serait préférable de remettre cette discussion à une rencontre ultérieure.

#### 4. Tour de table (activités et actualités dans les différents ministères)

##### OPHQ :

- Le prix *À part entière est de retour en 2012*. Le dépôt des candidatures pourra se faire jusqu'au 10 février prochain. Les personnes et les villes peuvent participer.

Les prix seront remis au cours d'une cérémonie à l'Assemblée nationale le 8 juin 2012, dans le cadre de la Semaine québécoise des personnes handicapées. Des bourses d'un total de 27 000 \$ seront distribuées aux lauréats.

- Madame Claudine Delbois débutera au début février à titre de nouvelle directrice.

#### **MRNF**

- On voit des opportunités intéressantes à saisir dans le cadre du projet du Plan Nord. Mme Courchesne a rencontré des partenaires des Laurentides la semaine dernière afin de discuter des opportunités que ce projet pourrait apporter aux travailleurs des régions Lanaudière, Laurentides et Outaouais, particulièrement ceux du nord.

Des discussions sont actuellement en cours entre le MELs, le MESS, MDEIE et le MRNF, dans le but d'organiser des formations qui seront offertes aux travailleurs de ces régions et qui permettront de répondre aux besoins en main-d'œuvre pour le projet du Plan Nord.

#### **MFA**

- Dans le cadre des 1909 places de services de garde qui ont été accordées pour la région Lanaudière, les promoteurs peuvent déposer des projets jusqu'à la fin février. L'analyse se fera au printemps.
- MADA; il est encore possible de déposer des projets
- La coordination d'*Avenir d'enfant* a été accordée à l'Agence.

#### **CNT**

- Madame Brigitte Pelletier est la nouvelle présidente.

#### **MTQ**

- Une réorganisation de la structure du ministère est actuellement en cours. Le tout devrait être effectif au début d'avril.

#### **MESS :**

- Le MESS tente actuellement de regrouper certaines activités provinciales dans une seule région. À cette fin, la région Lanaudière bénéficiera d'une trentaine de nouveaux postes afin de déceler les incohérences entre les dossiers du MESS et ceux de Revenu Qc. Pour ce faire, les postes libérés dans les autres régions seront récupérés pour former cette équipe.

#### **MAPAQ :**

- Le ministère organise des Journées agricoles en collaboration avec ses partenaires. Le but est de favoriser le transfert technologique entre les producteurs participants par diverses conférences ou autres.
- Livre vert : le processus d'adoption de la politique est en cours.
- Dans le cadre de la planification stratégique 2012-2013, il est prévu d'évaluer les différents programmes offerts.

#### **SHQ**

- La SHQ organise actuellement un colloque : *Entretien sur les habitacles*. On y discutera entre autres, de l'acceptabilité sociale. Le colloque se tiendra à Québec le 29 février prochain.

#### **Services Québec**

- Le ministère s'est associé avec Services Canada concernant la promotion des organismes et services offerts aux aînés.
- Entre le 31 janvier et 8 mars prochain : rencontres d'information dans le nord de Lanaudière concernant les services à domicile.



## **MDEIE**

- Le ministère propose maintenant 6 lignes d'affaires distinctes :
  - Entrepreneuriat
  - Exportation
  - Innovation
  - Investissement
  - Secteurs stratégiques et créneaux d'excellence
  - Redressement et rétention d'entreprises stratégiques et aux territoires en difficulté économique
- Le nouveau directeur de la Direction générale des affaires économiques métropolitaines qui aura à assurer la cohérence du développement économique autour de la CMM, sera monsieur Mario Limoges. Il est connu pour son apport dans la relance du Zoo de Granby ainsi que dans le dossier FIER.
- Le MDEIE est responsable de la tournée de promotion du Plan nord du Premier Ministre
- Chacune des régions sera visitée; celle de Lanaudière est prévue après mars.
- On prévoit 3 ou 4 missions avec des entrepreneurs.

## **AGENCE**

- Le budget de 50 000 \$ visant la coordination d'*Avenir d'enfant* a été consenti à l'Agence. Un protocole sera signé prochainement.
- Étant donné le départ du directeur des ressources humaines et du directeur général-adjoint qui s'ajoute à celui du président-directeur-général, un plan d'organisation intérimaire a été proposé. Des nominations seront annoncées prochainement.
- Dans un but d'harmonisation, le mot évaluation a été retranché au nom de la direction de la santé publique. La direction a tout de même une obligation d'évaluation.
- Cinq priorités régionales ont maintenant été établies dans le dossier *Saines habitudes de vie (SHV)*. On souhaite rencontrer les directeurs des différents ministères liés à la stratégie afin de connaître les actions qu'ils prévoient faire en lien avec ces priorités. Avec ces rencontres, on vise un recentrage qui aidera à trouver comment parvenir à faire avancer concrètement le dossier des SHV. Chacun des directeurs sera sollicité afin d'obtenir une bonne collaboration.
- La planification stratégique des SHV est prévue jusqu'en 2015. Le plan d'action concerne les années 2006 à 2012. D'ici 2015, il reste encore beaucoup de choses à faire et de liens à tisser entre les ministères dans la région.

## **MAMROT**

- La commission parlementaire sur la Loi 34 pour assurer l'occupation et la vitalité des territoires débutera lundi prochain.
- Dans le dossier des vérifications, le rapport de Sainte-Julienne est maintenant déposé. Il n'y a pas de poursuite légale pour le moment. Le rapport de Mascouche est attendu prochainement.
- Dossier d'actualité : La demande d'agrandissement du périmètre urbain de Saint-Lin a été refusée avant Noël, ce qui met en péril la construction d'une école à Saint-Lin. À cet effet, M. Charbonneau, président de la commission scolaire des Samares, demande officiellement à rencontrer le premier ministre. On suivra l'évolution du dossier dans les prochaines semaines.

## **MESS :**

La fermeture de l'entreprise Électrolux de L'Assomption est toujours prévue en 2013-2014. La date n'est toutefois pas encore officielle puisque les travaux de construction de Memphis ne sont toujours pas débutés. Le MESS poursuit son travail avec la commission scolaire afin d'organiser des formations de base auprès des employés. La CPMT vient de consentir 300 000 \$ pour des formations dans les lieux de travail.

J.-P. Trépanier ajoute que l'Agence travaille sur les aspects humains : Les CSSS sud et nord assurent la présence d'une travailleuse sociale sur les lieux de travail pendant 2 jours par semaine. On vise toutefois une présence de cinq jours par semaine les derniers mois précédant la fermeture. On veut tenir compte d'initiatives prises lors d'autres fermetures ainsi que de différents programmes à succès. L'Agence veut travailler en synergie avec les autres ministères.

**Question :** Bridgestone/Firestone qui fait de l'embauche actuellement peut-il récupérer une partie des travailleurs mis à pied?

**Rép. :** Plusieurs travailleurs mis à pied n'ont pas la formation minimale requise pour les emplois offerts par l'entreprise. G. Laprise précise toutefois que les travailleurs sont suivis par un comité dynamique et souligne que le but n'est pas de transférer les travailleurs d'Électrolux avant une annonce de fermeture officielle.

**Question :** F. Perron présente la problématique de pénurie de main-d'œuvre dans les CUMO pour des emplois comprenant des tâches complexes où il y a plus de demandes que d'offres. Le milieu agricole peut-il être une avenue au reclassement considérant la formation qui pourrait être donnée par le producteur qui emploie?

**Rép. :** Cette possibilité pourrait être considérée par le MESS qui a bon espoir de pouvoir reclasser tout le monde.

## **5. Présentation :**

### **5.1 Ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire**

*Présentation de la Stratégie pour assurer l'occupation et la vitalité des territoires par Jean Ouellet.*

Préambule :

À titre d'information, des présentations ont été faites dans quelques régions. Les discussions ont permis de constater que l'information concernant la Stratégie ne descend pas dans les différentes structures gouvernementales. Les gens manquent d'information sur le sujet. On prévoit faire une vérification lors de la prochaine rencontre.

Présentation :

En 2004, il y a un changement de gouvernance. Quatre années plus tard en 2008, l'ajout du OT au MAMR vient confirmer l'importance que le gouvernement veut donner à l'occupation du territoire. Une série de discussions interministérielles ont eu lieu par la suite. Le logo du Gouvernement du Québec qui apparaît sur les documents de présentation démontre d'ailleurs que plusieurs ministères sont impliqués dans le dossier.

Le gouvernement fait un premier pas avec l'adoption de la Stratégie 2011-2016 pour assurer l'occupation et la vitalité des territoires. Cette dernière propose une façon différente de réaliser les actions de chaque ministère. On y donne également une plus grande ouverture à la notion de territoire.

La vision est tournée vers les acteurs du milieu où l'engagement des élus est essentiel. Elle se lit comme suit : La stratégie offre une vision d'avenir stimulante, celle de territoires riches de leur diversité et de leur patrimoine, forts de l'engagement des collectivités dans leur milieu de vie, lesquelles façonnent ensemble un Québec dynamique, prospère et ouvert sur le monde.

La Stratégie intègre les principes de la Loi sur le développement durable et se donne les quatre orientations suivantes :

- Agir pour mieux habiter nos territoires;
- Agir pour mieux vivre de nos territoires;
- Agir en synergie;
  - On précise que tous les niveaux sont mis à contribution, du local jusqu'au gouvernemental.
- Relever des défis propres à la région métropolitaine de Montréal.

Ces orientations impliquent une grande concertation entre les acteurs et une complémentarité territoriale lorsque nécessaire. On vise également à s'assurer d'une cohérence dans les différentes planifications de

chacun. L'effort de modulation est déjà amorcé dans plusieurs ministères ce qui contribue au respect des spécificités de chaque territoire.

La Stratégie prévoit donner à la CAR un rôle plus précis en lien avec les ministres responsables des régions qui eux aussi auront un rôle plus défini avec l'occupation des territoires. La forme que prendra la CAR ainsi que les mandats qui pourraient lui être confiés ne sont toutefois pas encore clairement définis.

La Stratégie balise également la TGAT et implique la création d'une table métropolitaine

Les étapes à venir :

- Le Projet de Loi 34 sera discuté en Commission parlementaire au cours des trois prochaines semaines. Il y a eu dépôt des mémoires par les différents acteurs. Il sera possible d'assister aux discussions liées à ces mémoires par Internet.
- Les cadres de gestion des ministères et organismes seront appelés à changer afin de tenir compte des obligations de la Stratégie.
- Le rôle des ministres responsables de région sera à préciser. Ces derniers seront supportés par la CAR. Il y a un questionnaire à faire par rapport au support que chaque ministère pourra apporter concrètement. Ce questionnaire pourra faire l'objet d'une discussion lors de la prochaine rencontre de la CAR.
- Des indicateurs nationaux sont à venir.

## 5.2 Échanges et discussions

### **MESS :**

Cette Stratégie nécessitera des changements importants dans nos structures qui se déploient actuellement de façon verticale. Ce ne sera pas évident de faire un virage pour en arriver à des structures plus horizontales. Les structures se peaufineront en fonction des différentes expériences vécues.

### **MPAQ :**

On trouve que la synergie est intéressante et constate que plusieurs actions sont déjà en cours dans certains ministères. Les contrats de territoire répondraient à certaines attentes en agriculture par exemple.

### **Agence :**

Le secteur de la santé se retrouve bien à différents endroits, la Stratégie correspond au développement des communautés tel qu'on le souhaite. Le grand défi est de faire les liens qui s'imposent. Une bonne réflexion sera nécessaire pour s'assurer de l'efficacité de la démarche. On comprend que la CAR devient la plateforme décisionnelle.

### **MAMROT :**

La concertation est déjà bien présente dans la région.

### **MTQ :**

Étant donné l'importance qui pourrait être donnée à la CAR, on se questionne sur le possible retour de sous-ministres régionaux.

Il manque actuellement de coordination dans les programmes. Un besoin d'arbitrage se fera sentir dans des dossiers comme celui du transport. Qui décidera? Il en sera de même lorsqu'on parlera de contrat de territoire.

### **MAMROT :**

Le modèle dont on parle dans la Stratégie veut que ça parte de la base.

### **MNRF :**

La synergie est très importante et le défi est gros.

### **MDEIE :**

La Stratégie confirme le rôle de la CAR. Elle se voit donner un pouvoir de recommandations et d'opérationnalisation.

**CRE :**

La CRÉ se montre confiante même si on en fait peu mention dans le document. On se questionne toutefois sur la place que prendront les ententes spécifiques avec les contrats de territoire.

**MAMROT :**

Il est indiqué dans la Stratégie que les contrats de territoire seront là pour combler un vide de solution et ce, à différents niveaux. On parle aussi de possibilité de projets pilotes afin d'expérimenter le concept.

Pour conclure la discussion, il est convenu que J. Ouellet contactera des membres de la CAR d'ici environ 6 semaines afin de savoir comment l'information descendra dans les différentes structures.

**6. Présentations :**

**6.1 Ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation**

- *Présentation des nouvelles lignes d'affaires du MDEIE*
- *Présentation Export-Québec*
- *Présentation de la Stratégie québécoise de l'entrepreneuriat*  
*par Eric Lescarbeault*

En ce qui concerne les nouvelles **lignes d'affaires** du MDEIE, E. Lescarbeault explique que dans un souci d'accessibilité et de simplification, le Ministère propose maintenant 6 lignes d'affaires distinctes : entrepreneuriat, exportation, innovation, investissement, relance/diversification économique et celui des secteurs stratégiques/créneaux d'excellence. Avec ces lignes d'affaires le Ministère propose une approche intégrée qui peut inclure à la fois de l'accompagnement-conseil, des formations sur mesures, de l'aide financière et des occasions de maillage. E. Lescarbeault invite les membres de la CAR à consulter le site Internet du Ministère pour en connaître davantage sur le sujet.

Au sujet d'**Export-Québec**, le lancement officiel a eu lieu en novembre dernier. Une équipe de 150 personnes se partage la tâche. La moitié de cette équipe est répartie dans les bureaux de Québec et Montréal et l'autre moitié est basée dans les différents bureaux hors-Québec répartis dans différents pays.

Le programme bénéficie d'un budget de 60 M\$ sur 3 ans. Il permet des subventions couvrant un maximum de 40 % des dépenses admissibles sur les services jusqu'à concurrence de 100 000 \$ par projet.

Deux objectifs sont visés :

- Doubler les exportations vers les pays du BRIC (Brésil, Russie, Indes et Chine) sur 5 ans
- Créer entre 15 000 et 20 000 emplois directs et indirects en 5 ans

Basé sur trois grands principes directeurs : Efficacité, Simplicité et Adaptabilité.

Les nouveautés qu'on y retrouve :

- Des ententes triennales sont possibles
- On simplifie en regroupant tous les services liés à l'exportation
- Le rôle conseil est plus important
- Le service d'incubation à plusieurs endroits dans le monde à des coûts abordables
- L'argent sera décloisonné au MDEIE
- Tous les programmes qui existaient sont sous un même « branding ».

**MTQ :** Est-ce offert qu'aux entreprises les plus performantes ?

Rép : Demande à l'entreprise une capacité de retombées à l'étranger. Les services sont offerts aux PME mais il est toutefois précisé que les moyennes entreprises seront priorisées. On ajoute que

les CLD, SADC et SODIL seront toujours là en première ligne. La Stratégie vient solidifier le service au niveau de l'offre gouvernementale.

La **Stratégie de l'Entrepreneuriat** fait suite à une série de consultations. Elle se veut adaptée aux besoins du milieu. Elle favorise l'utilisation des structures en place et une meilleure concertation des acteurs. Elle tient compte d'une participation active du secteur privé et d'un appui financier solide.

Trois cibles pour 2020 :

- Éclosion de 50 000 nouveaux entrepreneurs
- Augmentation du taux de survie après 1 an des entreprises de 5 employés et plus, de 80 % à 90 %
- Atteinte d'un taux de transferts d'entreprises réussi après 3 ans de 75 %.

La Stratégie se présente en 5 axes :

- 7 M\$ pour valoriser les entrepreneurs et leurs réalisations avec des campagnes de promotion, des bourses de haut niveau, un soutien financier à Forces Avenir et un partenariat avec VoirGrand.tv.
- 23 M\$ pour développer un système d'éducation promoteur des qualités entrepreneuriales entre autres, en offrant de la formation aux enseignants; en qualifiant 20 écoles primaires entrepreneuriales de plus d'ici 2015 et une secondaire dans 10 régions; en développant un projet entrepreneurial d'envergure dans les 7 autres régions; en développant des projets entrepreneuriaux dans des milieux défavorisés (Projet Valoris).
- 382 M\$ pour soutenir la création d'entreprises, la croissance et le transfert d'entreprises, notamment au sein de communautés culturelles. Plusieurs mesures sont en appui à cet axe, par exemple : soutien adapté aux clientèles particulières, reconnaissance du modèle coopératif, création d'un Fonds Relève Québec, bonification du FLI, etc.
- 11 M\$ pour optimiser l'efficacité des interventions en entrepreneuriat par une simplification et une réduction des démarches administratives en mettant l'accent sur une prestation électronique de services soit une ligne 1-800 pour les entreprises, un espace entreprises sur le Portail gouvernemental, des services en ligne des ministères et organismes, grappe de services fondés sur le cycle de vie de l'entrepreneur etc.
- 35 M\$ pour dynamiser la concertation et l'action collective des acteurs sur le terrain par le renouvellement pour 1 an de l'entente avec les MRC et les CLD et négocier un renouvellement sur une longue période, en mettant en place des tables régionales dirigées par des entrepreneurs et en signant des ententes renforcées de partenariat régional en tourisme.

Une Stratégie soutenue financièrement avec un total de 457,7 M\$ comprenant des investissements privés et publics. À ce montant s'ajoute quelques 2 milliards de dollars qui sont actuellement engagés dans l'entrepreneuriat.

Les prochaines étapes sont :

- Négocier les ententes de mise en œuvre des mesures de la Stratégie avec les différents partenaires concernés en collaboration avec les 12 ministères responsables ;
- Mettre sur pied les Tables régionales afin d'élaborer les plans d'action régionaux
- Préparer le financement de mesures additionnelles dans le cadre du prochain discours sur le budget.

**Fin de la rencontre**

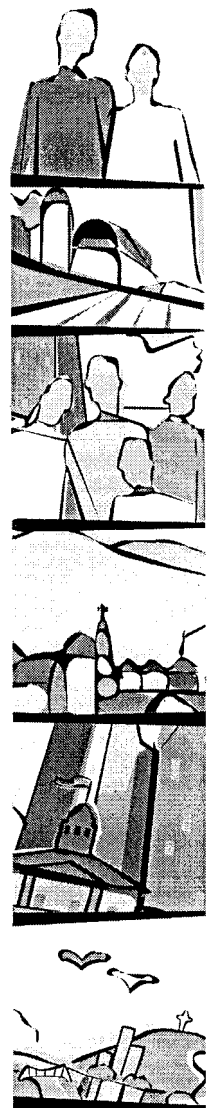
## Conférence administrative régionale et Table économique CAR des Laurentides

Réunion du 23 septembre 2011, 9 h

Vieille-Gare  
Place de la Gare, Saint-Jérôme

### ORDRE DU JOUR

- |   |  |
|---|--|
| 1. Conférence administrative régionale :<br>Ouverture de la réunion                     | Jean Ouellet,<br>président de la CAR                     |
| 2. Adoption de l'ordre du jour  | Jean Ouellet   |
| 3. Adoption du compte rendu de la réunion du 25 février 2011                            | Jean Ouellet   |
| 4. Tour de table<br>(affaires nouvelles, nouveaux programmes, annonces)                 | Tous   |
| 5. Plan d'action régional d'Emploi-Québec Laurentides :<br>les consultations régionales | Johanne Dumont,<br>directrice régionale<br>Emploi-Québec |
| Solidarité et inclusion sociale : état de situation dans<br>les Laurentides             | Johanne Dumont et<br>Roger Hotte,<br>directeur de la CRÉ |
| 6. Plan régional de développement intégré des ressources<br>du territoire               | Jacques Supper,<br>directeur général                     |
| 10 h 45 Pause   |  |
| Table économique de la CAR :  |  |
| 7. Présentation des résultats d'évaluation des créneaux<br>d'excellence ACCORD :        |  |
| • Transport terrestre avancé  | André Saint-Pierre,<br>directeur                         |
| • Transformation de la forêt mixte  | Denise Julien,<br>directrice                             |
| 8. Plan d'affaires de Laurentides Économique  | Yvon Cormier,<br>directeur général                       |
| 9. Prochaine rencontre  |  |



Liste des présences - signatures

CAR des Laurentides  
Réunion du 23 septembre 2011

Personnes	M/O, mun.	Signatures
Aazari, Wail	SHQ	<input type="checkbox"/> TÉ
Beaudin, Christine	MFA	<input type="checkbox"/> TÉ
Camarra, Josée	CSF	<input type="checkbox"/> TÉ
Caouette, Michel	MJ	<input type="checkbox"/> TÉ
Cossette, Luc	MTQ	<input type="checkbox"/> TÉ
Courchesne, Michelle	Ministre resp. Laurentides	<input type="checkbox"/> TÉ
Desjardins, Guillaume	Att. politique min. resp.	<input type="checkbox"/> TÉ
Desjardins, Josée	MELS	<input type="checkbox"/> TÉ
Doneys, Éric	MSP	<input type="checkbox"/> TÉ
Dumont, Johanne	MESS	<input type="checkbox"/> TÉ
Fortier, Marie-Josée	MAMROT	<input type="checkbox"/> TÉ
Fournier, Jean	MTO	<input type="checkbox"/> TÉ
Galarneau, Yves	MSP	<input type="checkbox"/> TÉ
Gauthier, Marie-Josée	MDDEP	<input type="checkbox"/> TÉ
Goyer, Éric Dr	ASSS	<input type="checkbox"/> TÉ
Hojati, Afshin	OPHQ	<input type="checkbox"/> TÉ
Hotte, Roger	CRÉ des Laur.	<input type="checkbox"/> TÉ
Lapointe, Marcel	OPC	<input type="checkbox"/> TÉ
Lemay, André B.	MRNF	<input type="checkbox"/> TÉ
Morin, Chantal	MDEIE	<input type="checkbox"/> TÉ
Nadeau, Pierre	Services Québec	<input type="checkbox"/> TÉ
Ouellet, Jean	MAMROT	<input type="checkbox"/> TÉ
Paré, Roger	MELS	<input type="checkbox"/> TÉ
Supper, Jacques	CRNTL	<input type="checkbox"/> TÉ
Tétreault, Serge	MICC	<input type="checkbox"/> TÉ
Trudelle, Claude	MRI	<input type="checkbox"/> TÉ
Vincelette, Brigitte	Hydro-Québec	<input type="checkbox"/> TÉ

Table économique de la CAR des Laurentides

Cormier, Yvon	Laurentides économique	
Hart, Carole	DEC Canada	
Julien, Denise	Créneau Trans. forêt mixte	
Pilon, Johanne	Investissement-Qc	
Robillard, Nathalie	DEC Canada	
Saint-Pierre, André	Créneau Transp. terr. av.	

CONFÉRENCE ADMINISTRATIVE RÉGIONALE des LAURENTIDES  
Et  
TABLE ÉCONOMIQUE CAR des LAURENTIDES

RÉUNION DU 23 SEPTEMBRE 2011  
Vieille-Gare, Saint-Jérôme

COMPTE RENDU

Étaient présents :	Wail Aazari	SHQ	Josée Camarra	CSF
	Michel Caouette	MJ	Guillaume Desjardins	SCT
	Josée Desjardins	MELS	Johanne Dumont	Emploi-Québec
	Marie-Josée Fortier	MAMROT	Éric Goyer	ASSS
	Carole Hart	DEC Canada	Afshin Hojati	OPHQ
	Roger Hotte	CRÉ Laurentides	Stéphanie Legault	IQ
	André B. Lemay	MRNF	Chantal Morin	MDEIE
	Suzy-Ann Morin	MFA	Pierre Nadeau	Services Québc
	Jean Ouellet	MAMROT	Nathalie Robillard	DEC Canada
	Serge Tétreault	MICC	Brigitte Vincelette	HQ
Invités :	Yvon Cormier	Laurentides Économique		
	Denise Julien	Signature Bois Laurentides		
	André Saint-Pierre	Transport terrestre avancé		
	Jacques Supper	Commission des ressources naturelles et du territoire des Laurentides		

ORDRE DU JOUR	INTERVENANTS	CONTENU DES INTERVENTIONS
1. Ouverture de la réunion	Jean Ouellet	Mot de bienvenue adressé aux participants.
2. Adoption de l'ordre du jour	Jean Ouellet	L'ordre du jour est adopté tel quel.



ORDRE DU JOUR	INTERVENANTS	CONTENU DES INTERVENTIONS
3. Adoption du compte rendu de la réunion du 25 février 2010	Jean Ouellet	Le compte rendu est adopté après correction du mot « jaunes » (p. 4) pour « jeunes ».
4. Tour de table (affaires nouvelles, nouveaux programmes, annonces, occupation des territoires,...)	Tous	<p>CSF : Julie Miville-Dechêne a été nommée présidente du Conseil en août dernier; le Conseil a récemment fait paraître son avis sur l'immigration, pour les régions Laval, Laurentides, Lanaudière, avec les profils par MRC; également disponible : la compilation des données sur la présence des femmes dans les structures consultatives.</p> <p>MRNF : monsieur Clément Gignac est devenu titulaire du ministère plus tôt en septembre; les travaux se poursuivent concernant le nouveau régime forestier; le ministère maintient sa position sur le plan Nord; toutes les régions seront éventuellement sollicitées sur cette question.</p> <p>MDEIE : en septembre également, monsieur Sam Hammad est devenu le nouveau responsable du ministère; un nouveau directeur pour la région des Laurentides, Jocelyn Bianchi, sera en poste mardi prochain; la stratégie d'entrepreneuriat, qui devait être développée suite au forum de mai, sera adoptée au cours de l'automne; la direction régionale a reçu la réponse du ministre concernant le renouvellement des plans d'action des quatre créneaux, pour les cinq prochaines années.</p> <p>MELS : les récents résultats régionaux sur la réussite</p>

ORDRE DU JOUR	INTERVENANTS	CONTENU DES INTERVENTIONS
		<p>éducative démontrent que la situation s'améliore et ce, de façon plus marquée qu'ailleurs; la rencontre nationale sur l'éducation et l'emploi, tenue en juin dernier, visait une meilleure adéquation formation-emploi; 13 pistes d'action en sont ressorties : voir fichier électronique à ce sujet.</p> <p>MFA : dossier en suivi : les comités consultatifs. Mise sur pied et consultation sur les priorités et orientations ministérielles relatives à l'attribution des nouvelles places en service de garde. La consultation a eu lieu en juillet dans la région des Laurentides.</p> <p>SQ : le nouveau directeur de Services Québec-Communication Québec, propose de présenter la gamme des services offerts dans la région des Laurentides, à la prochaine rencontre de la CAR.</p> <p>CRÉ : à sa rencontre du 22 septembre 2011, le CA a adopté un mémoire portant sur le PMAD (plan métropolitain d'aménagement et de développement) de la CMM; la CRÉ considère que, si le plan est adopté tel quel, il y aura un effet saute-mouton dans le développement des territoires limitrophes; dans ce contexte, elle recommande de développer la solidarité régionale entre le sud et le nord; la CRÉ est d'accord avec les grands principes du plan mais pas avec les moyens : les enjeux sont considérables et les propositions engendrent de l'inquiétude pour la métropole; de plus, elle croit que l'on vient complexifier ce qui l'est déjà; enfin, la CRÉ considère qu'il y aura des décisions importantes à</p>

ORDRE DU JOUR	INTERVENANTS	CONTENU DES INTERVENTIONS
		<p>prendre dans les prochaines semaines si ce plan est adopté tel quel; le mémoire pourra être consulté sur le site internet.</p> <p>MAMROT : l'orientation 10, qui figure à l'addenda des orientations ministérielles concernant le PMAD, a récemment été invoquée suite à une demande d'agrandissement du périmètre urbain de Saint-Lin; c'est la première fois qu'un refus est signifié par le ministre en s'appuyant sur les principes de développement de la CMM; la commission parlementaire portant sur l'avant-projet de loi sur l'aménagement durable du territoire et l'urbanisme, tenue en septembre, est terminée : le projet de loi est en préparation et incorporera des modifications pour tenir compte des avis reçus.</p> <p>HQ : souligne également le changement de ministre; la société est dorénavant sous la responsabilité de monsieur Gignac.</p>
<p>5. Plan d'action régional d'Emploi-Québec Laurentides : les consultations régionales</p>	<p>Johanne Dumont</p>	<p>La consultation s'inscrit dans la perspective des changements démographiques : les Laurentides connaîtront une croissance de 34% au cours des 10 prochaines années, surtout dans la portion sud. EQ souligne l'importance du partenariat dans cette démarche.</p> <p>La consultation portera principalement sur trois segments de la population et sur les actions à mener par EQ, de concert avec ses partenaires, pour rejoindre ces trois groupes. Les consultations se</p>

ORDRE DU JOUR	INTERVENANTS	CONTENU DES INTERVENTIONS
Solidarité et inclusion sociale : État de situation dans les Laurentides	Johanne Dumont et Roger Hotte	<p>feront par MRC; il y aura aussi une rencontre régionale des partenaires, incluant les membres de la CAR : voir le document déposé à ce sujet. Une invitation formelle sera adressée aux participants. Les résultats des consultations seront présentés au cours de la rencontre régionale.</p> <p>Question à propos des trois groupes : Ce sont personnes qui ne participent pas assez au marché du travail : les travailleurs expérimentés, les travailleurs immigrants et les personnes éloignées du marché du travail.</p> <p><b>SOLIDARITÉ ET INCLUSION SOCIALE :</b> Johanne Dumont précise que 3,7 millions\$ seront rendus disponibles au cours des cinq prochaines années pour répondre aux besoins de la région. Cette décision de confier aux intervenants régionaux (CRÉ) la gestion de l'aide s'inscrit dans la volonté de rapprocher les décisions du milieu. Cette somme s'ajoute aux interventions des autres ministères déjà présents.</p> <p>Selon Roger Hotte, l'annonce récente du MESS sur les montants alloués a agréablement surpris la CRÉ qui s'attendait à recevoir moins. Il s'agit maintenant d'établir les priorités régionales; y aura-t-il une répartition territoriale (par MRC) comme le gouvernement a procédé pour les régions? L'approche territoriale sera nuancée selon l'état de la pauvreté; il y a aussi des îlots de pauvreté dans des</p>

ORDRE DU JOUR	INTERVENANTS	CONTENU DES INTERVENTIONS
		<p>MRC relativement riches. Monsieur Hotte annonce la tenue du forum le 20 octobre prochain; les invitations ont été adressées aux préfets des MRC pour devront désigner quatre participants, et aux organismes du milieu, qui devront également désigner quatre participants par MRC.</p>
<p>6. Plan régional de développement intégré des ressources du territoire</p>	<p>Jacques Supper</p>	<p>Roger Hotte présente Jacques Supper, responsable de la Commission des ressources naturelles et du territoire des Laurentides, en soulignant l'excellent travail accompli par le directeur depuis son embauche et le rôle indispensable d'intermédiaire qu'il remplit auprès du milieu.</p> <p>Le plan régional de développement a été adopté printemps 2011; ce plan touche plusieurs m/o; dans les Laurentides, trois parfois quatre droits peuvent se superposer sur chaque parcelle de terrain.</p> <p>L'approche intégrée et régionalisée découle de l'entrée en vigueur de la Loi sur l'aménagement durable du territoire forestier, en avril 2010; la Commission a le mandat de réaliser le plan régional de développement intégré. L'énoncé de vision qui en découle s'établit comme suit : générer la prospérité économique et sociale au bénéfice des populations locales. M. Supper présente le tableau synthèse du PRDIRT; sa mise en œuvre se fait en collaboration avec les m/o partenaires. L'échéancier du plan est étalé sur un horizon de dix ans avec des mises à jour alors que l'entente spécifique couvre la période avril</p>

ORDRE DU JOUR	INTERVENANTS	CONTENU DES INTERVENTIONS
		<p>2011- avril 2013.</p> <p>Questions : le MELS veut connaître l'importance du développement de l'acériculture car la DR a eu des demandes de formation dans ce domaine? Le potentiel est là et la Commission entend compléter l'identification des secteurs prioritaires; actuellement, on dénombre 700 000 entailles sur les terres publiques.</p> <p>Monsieur Supper propose de faire parvenir la présentation par voie électronique.</p> <p>Sur la question des forêts de proximité, André Lemay informe qu'il y aura une consultation très technique le 3 octobre prochain, à Mont-Tremblant.</p> <p>HQ mentionne qu'aucune date n'est encore arrêtée, en ce qui a trait à la dimension énergie, dans le processus de mise en application de la loi.</p>
<p>7. TABLE ÉCONOMIQUE DE LA CAR</p> <p>Présentation des résultats d'évaluation de deux des créneaux d'excellence ACCORD :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Transport terrestre avancé</li> </ul>	<p>André Saint-Pierre</p>	<p>Présentation de l'évaluation réalisée par Raymond Chabot Grant Thornton : forces et faiblesses du créneau, facteurs clé de succès, tendances et perspectives du secteur d'activité, potentiel futur.</p>

ORDRE DU JOUR	INTERVENANTS	CONTENU DES INTERVENTIONS
<ul style="list-style-type: none"> <li>Signature Bois Laurentides Utilisation et transformation de la forêt mixte</li> </ul>	Denise Julien	<p>Monsieur Saint-Pierre annonce que le MDEIE entend regrouper les quatre créniaux québécois en transport terrestre (Estrie, Laurentides, Montérégie, Centre-du-Québec) en un pôle d'excellence.</p> <p>Q : le MRNF demande si les bornes pour voitures électriques constitue une préoccupation actuelle? Les infrastructures de recharge, oui.</p> <p>Madame Julien remet aux membres de la CAR le sommaire d'évaluation du créneau par Raymond Chabot Grant Thornton, réalisé à la fin de l'entente en novembre 2010. Un schéma d'accompagnement indique qu'elles sont les structures existantes et celles en développement.</p> <p>L'OBNL compte actuellement 27 entreprises membres; le regroupement se fait sur une base volontaire. Il vise un noyau de plus de 50 entreprises au cours des prochaines années. Le créneau est dynamique et l'industrie du bois a de l'avenir. L'intérêt est manifeste pour des produits innovants, de nouvelles alliances, le développement de la main d'œuvre. On pense à la production d'un catalogue qui répertoriera les produits disponibles, à développer des mécanismes pour assurer la « traçabilité » des produits, à développer l'usage du bois dans la construction non résidentielle. Récemment, Signature Bois Laurentides a signé une entente de collaboration avec la Franche-Comté.</p>

ORDRE DU JOUR	INTERVENANTS	CONTENU DES INTERVENTIONS
		Le créneau travaille actuellement au deuxième plan d'action qui sera déposé à l'automne. Les grands rendez-vous auront lieu les 19-20 octobre.
8. Plan d'affaires de Laurentides Économique	Yvon Cormier	<p>Laurentides Économique est issu de l'Association de développement économique des Laurentides; il regroupe les CLD des Laurentides et la CRÉ. L'organisme existe depuis environ trois ans et offre des services de deuxième ligne. Voir à ce sujet, l'organigramme dans le document remis aux membres.</p> <p>LÉ réfléchit actuellement à son devenir; il entend consulter ses partenaires en leur soumettant un questionnaire.</p> <p>Chantal Morin aborde la question de la relève qui présente une problématique réelle dans les Laurentides. LÉ se penche sur la question et a amorcé des actions pour soutenir les entreprises au prise avec ce problème et aider à trouver des solutions. Il y a présentement quelque 1200 entreprises manufacturières sur territoire dont un bon nombre sera confronté à la fermeture dans les prochaines années faute de relève.</p>
8. Prochaine rencontre	Jean Ouellet	9 décembre 2011.



## Conférence administrative régionale des Laurentides

### Rencontre du 27-01-2012

Hôtel de région  
Rez-de-chaussée, salle A  
161, rue de la Gare, St-Jérôme

### Proposition d'ordre du jour

- |         |  |                           |
|---------|--|---------------------------|
| 9 h     | 1. Ouverture de la réunion   | Jean Ouellet              |
|         | 1.1 Mot de bienvenue de Madame Michelle Courchesne   |                           |
|         | 2. Adoption de l'ordre du jour   |                           |
|         | 3. Adoption du compte rendu, réunion du 23 septembre 2011  |                           |
|         | 4. Tour de table (nouveaux programmes, affaires nouvelles, annonces...)                            |                           |
|         | 5. Présentation de la Stratégie pour assurer l'occupation et la vitalité des territoires 2011-2016 | Jean Ouellet<br>(MAMROT)  |
| 10 h 45 | Pause  |                           |
|         | 6. Présentation de la Stratégie Québécoise de l'entrepreneuriat                                    | Jocelyn Bianki<br>(MDEIE) |
|         | 7. Présentation de l'offre de services de Services Québec  | Pierre Nadeau             |
|         | 8. Divers  |                           |
|         | 9. Prochaine rencontre   |                           |

## Liste des présences

### Conférence administrative régionale (CAR) des Laurentides

Réunion du :

27 janvier 2012

Personnes	M/O, mun.	Notes
Allie, Robert	OPHQ	
Beaudin, Christine & Annette Bonnamy	MFA	
Bianki, Jocelyn	MDEIE	
Boisclair, Michel	MAPAQ	
Camarra, Josée	CSF	
Caouette, Michel	MJ	
Cloutier, Francine	SHQ	
Cossette, Luc	MTQ	
Desjardins, Josée	MELS	
Doneys, Éric	MSP	
Dumont, Johanne	MESS	
Gagnon, Yves	CNT	
Galarneau, Daniel	MTO	
Galarneau, Yves	MSP	
Gauthier, Marie-Josée	MDDEP	
Giroux, Lise	Curateur public	
Goyer, Éric	ASSS	
Hojati, Afshim	OPHQ	
Hotte, Roger	CRÉ des Laur.	
Lapointe, Marcel	OPC	
Lemay, André B.	MRNF	
Lepage, Gilbert	MCCCF	
Nadeau, Pierre	Services Québec	
Paquet, Jacques	MCE-SAA	
Paré, Roger	MELS	
Roussel, Natalie	Hydro-Québec	
Tétreault, Serge	MICC	
Trudelle, Claude	MRI	
<b>TOTAL</b>	<b>28</b>	Date MAJ 26-01-2012

Jean Ouellet, président

Louise mercier, secrétaire

Invités:

Michelle Courchesne, ministre responsable de la région

Guillaume Desjardins, att.politique

Roger Hotte, CRÉ

Louis Pilon, CRÉ

# CONFÉRENCE ADMINISTRATIVE RÉGIONALE DES LAURENTIDES

## RÉUNION du 27 janvier 2012

Hôtel de région, Saint-Jérôme

### COMPTE RENDU

Étaient présents	Gilbert Lepage Louise Mercier Michel Boisclair Christine Beaudin Annette Bonamy Jean Ouellet Natalie Roussel	MCCCCF MAMROT MAPAQ MFA MFA MAMROT Hydro-Québec	Josée Desjardins Afshim Hojati André B. Lemay Jocelyn Bianki Pierre Nadeau Luc Cossette	MELS OPHQ MRNF MDEIE Services Québec MTQ
Invités	Michelle Courchesne, ministre de la région des Laurentides Guillaume Desjardins, attaché politique Roger Hotte CRÉ Louis Pilon CRÉ			

ORDRE DU JOUR	INTERVENANTS	CONTENU DES INTERVENTIONS
1. Ouverture de la réunion	Jean Ouellet	Mot de bienvenue adressé aux participants.
2. Mot de la ministre responsable de la région	Mme Courchesne	Madame Courchesne veut partager sa vision de la Stratégie pour assurer l'occupation et la vitalité des territoires. En premier lieu, elle est consciente que la mise en œuvre de la stratégie demandera aux

ORDRE DU JOUR	INTERVENANTS	CONTENU DES INTERVENTIONS
		différents ministères et organismes de revoir certaines façons de faire. Le gouvernement devra agir dans le respect des priorités des populations territoriales. Pour les régions, un des grands enjeux sera d'accroître la cohérence des actions des ministères et organismes de la région. Le soutien qu'elle attend de la région c'est entre autres d'avoir des inputs des directions régionales. Elle veut être informée des actions sur le terrain, connaître le pouls du terrain, etc.
3. Stratégie pour assurer l'occupation et la vitalité des territoires	Jean Ouellet	Présentation de la stratégie
4. Préoccupations des différents ministères et organismes sur la stratégie	Tous	<p>La pertinence de la stratégie semble faire l'unanimité.</p> <p>Étant une région où certaines MRC font partie de la CMM, on souligne l'importance d'une cohésion métropolitaine. Ainsi, l'organisation métropolitaine devra reconnaître la spécificité et le développement propre à chacune des régions qui la composent.</p> <p>La stratégie demandera aux régions de produire un plan d'action afin d'établir les priorités d'actions. On devra se préoccuper de la coordination administrative de ses actions. Qui va prendre le leadership? Qui sera responsable de coordonner cette action?</p> <p>La majorité des ministères et organismes s'entendent pour dire que les programmes gouvernementaux</p>

ORDRE DU JOUR	INTERVENANTS	CONTENU DES INTERVENTIONS
		<p>doivent leur permettre d'appliquer la modulation quand c'est nécessaire.</p> <p>En conclusion, pour atteindre les objectifs de la stratégie, il faudra revoir l'organisation de la CAR, ce qui sera un défi pour tous.</p>
5. Présentation de la Stratégie Québécoise de l'entrepreneuriat	Jocelyn Bianki (MDEIE)	Le power point présenté par monsieur Bianki sera transmis à tous les membres de la CAR.
6. Tour de table	Tous	<p>MRNF : Suite à l'adoption du projet de loi 14, loi sur les mines, les MRC auront un an pour revoir les schémas d'aménagement afin de soustraire au jalonnement à la désignation sur carte, à la recherche minière ou à l'exploitation minière tout terrain compris à l'intérieur d'un périmètre d'urbanisation</p> <p>MTQ : Il y a une réorganisation au sein du ministère. On centralise certaines opérations afin d'en harmoniser les pratiques.</p> <p>Hydro-Québec : Des rencontres sont prévues avec les différentes MRC afin de rencontrer les élus et de leur présenter le projet des compteurs intelligents. Les compteurs actuels ne sont plus fabriqués. Sur le site Internet d'Hydro-Québec, il y a des informations sur la sécurité des compteurs intelligents pour la santé.</p> <p>MFA : Appel de projets pour le développement de nouvelles places en service de garde jusqu'au 24 février 2012. Pour les Laurentides, on a prévu 1796 nouvelles places en CPE et garderies. Pour les</p>

ORDRE DU JOUR	INTERVENANTS	CONTENU DES INTERVENTIONS
		<p>Politiques familiales municipales, le budget est de 885 000 \$ et pour le programme Municipalités amis des aînés, le budget est de 2 000 000 \$. Il y a un projet exploratoire de dépistage du radon dans les CPE des Laurentides.</p> <p>OPHQ : Il y a une nouvelle directrice générale pour la direction générale de l'ouest madame Claudine Bellevoie. Le prix À part entière en est à sa troisième édition. L'échéance pour déposer une candidature est le 10 février prochain. C'est Stéphane Laporte qui est porte-parole cette année.</p> <p>MDEIE : Dorénavant, les 5 directions régionales métropolitaines relèveront de la nouvelle Direction générale des affaires économiques métropolitaines sous la direction de monsieur Mario Limoges.</p>
8. Prochaine rencontre	Jean Ouellet	<p>La prochaine rencontre aura lieu le 20 avril prochain. Il serait intéressant que chacun discute de la Stratégie pour l'occupation et la vitalité des territoires avec son ministère afin que nous puissions poursuivre la discussion à ce sujet.</p> <p>S'il y a lieu, il est possible pour la direction régionale des Laurentides de présenter la stratégie aux différents ministères et organismes.</p>

# Conférence administrative régionale de la Montérégie

Réunion du 20 septembre 2011 à 13 h 30

Édifice Montval

201, place Charles-Le Moyne

Salle Mont Saint-Bruno (4.02)

Longueuil

## ORDRE DU JOUR PROPOSÉ

Heure	N°	Sujets	Objectifs	Responsables	Documents
13 h 30	1	Présentation des participants (5 min.)	<ul style="list-style-type: none"><li>• Présenter tous les participants</li></ul>	Tous les participants	
13 h 35	2	Ordre du jour (5 min.)	<ul style="list-style-type: none"><li>• Adopter un ordre du jour pour la réunion</li></ul>	Robert Sabourin (MAMROT)	Transmis par courriel
13 h 40	3	Plan d'action gouvernemental à l'intention des municipalités dévitalisées (30 min.)	<ul style="list-style-type: none"><li>• État de situation des trois municipalités dévitalisées</li><li>• Présentation de la démarche d'écocollectivité et du plan de diversification et de développement de la MRC Pierre-De Saurel</li></ul>	Robert Sabourin et Marie-Eve Perreault (MAMROT) Denis Boisvert (MRC Pierre-De Saurel)	
14 h 10	4	Dernière rencontre (5 min.)	<ul style="list-style-type: none"><li>• Adopter le compte rendu de la réunion du 8 mars 2011</li></ul>	Robert Sabourin (MAMROT)	Transmis par courriel
14 h 15	5	Tableau de suivi des requêtes de la CAR (5 min.)	<ul style="list-style-type: none"><li>• Discuter des suivis du tableau des requêtes et exposer les nouvelles requêtes</li></ul>	Robert Sabourin (MAMROT)	Remis sur place
14 h 20	6	Inondations du printemps 2011 (20 min.)	<ul style="list-style-type: none"><li>• Retour sur les inondations</li><li>• Présenter sommairement le décret ministériel pour la zone d'intervention spéciale (ZIS)</li><li>• Présenter la stratégie de relance économique du Haut-Richelieu</li></ul>	Christine Savard (MSP) Robert Sabourin (MAMROT) Jacques La Rue (MDEIE)	
14 h 40	7	Table économique de la CAR (10 min.)	<ul style="list-style-type: none"><li>• Créneaux ACCORD</li></ul>	Jacques La Rue (MDEIE)	
14 h 50		PAUSE			
15 h 00	8	Plan territorial de mobilité durable de la Montérégie (20 min.)	<ul style="list-style-type: none"><li>• Présentation du plan territorial de mobilité durable de la Montérégie</li></ul>	Bernard McCann (MTQ)	

Heure	N°	Sujets	Objectifs	Responsables	Documents
15 h 20	9	Suivi des politiques et plans d'action (15 min.)	<ul style="list-style-type: none"> <li>Politique nationale de la ruralité</li> <li>Plan d'action gouvernemental de promotion des saines habitudes de vie et de prévention des problèmes reliés au poids</li> <li>Plan d'action gouvernemental pour la solidarité et l'inclusion sociale 2010-2015</li> <li>Politique gouvernementale pour l'égalité entre les femmes et les hommes</li> <li>Ententes spécifiques en économie sociale</li> </ul>	Marie-Eve Perreault (MAMROT) Yvan Gendron (ASSSM) Annie Goudreault (MCCCF) Sylvie Goupil (MAMROT)	
15 h 35	10	Problématique entourant l'extraction de gaz de shale dans la Vallée-du-Saint-Laurent (5 min.)	<ul style="list-style-type: none"> <li>État de situation</li> </ul>	Pierre Bilodeau (MRNF) Daniel Leblanc (MDDEP)	
15 h 40	11	Occupation du territoire (5 min.)	<ul style="list-style-type: none"> <li>État de situation de la démarche pour le Plan concerté d'occupation des territoires</li> </ul>	Robert Sabourin (MAMROT)	
15 h 45	12	Échange entre les participants (20 min.)	<ul style="list-style-type: none"> <li>Connaître les changements organisationnels des M/O en région</li> <li>Échanger brièvement sur toutes activités ou informations pouvant favoriser la concertation régionale</li> </ul>	Tous les participants	
16 h 05	13	Varia (5 min.)	<ul style="list-style-type: none"> <li></li> <li></li> <li></li> </ul>		



<b>Membres présents :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>Allie, Robert, OPHQ</li> <li>Beaulieu, Robert, MAPAQ – Ouest</li> <li>Béland, Joceline, MTQ – Ouest</li> <li>Bilodeau, Pierre, MRNF</li> <li>Bohbot, Reine, CSF</li> <li>Bouchard, Claudine, HQ</li> <li>Carignan, Sonia, MTO</li> <li>Farhat, Élias, RBQ</li> <li>Gendron, Yvan, ASSSM</li> <li>Girouard, Pierre, FADQ</li> <li>Goudreault, Annie, MCCCCF</li> <li>Guimond, Danielle, MESS (en remplacement de Diane Landriault)</li> <li>La Rue, Jacques, MDEIE</li> <li>Lessard, Jean-Pierre, MAPAQ – Est</li> <li>Perron, Marie Hélène, SHQ (en remplacement de Francine Cloutier)</li> <li>Rousseau, Patricia, Services Québec</li> <li>Sabourin, Robert, MAMROT, président de la CAR</li> <li>Savard, Christine, MSP</li> </ul>	<b>Observateurs :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>Forgues, Mathieu, CRÉ L (en remplacement de Michel Bienvenu)</li> <li>Goupil, Sylvie, MAMROT</li> <li>Laberge, Jacques, CRÉ VHSL</li> <li>Lacelle, Josianne, MDEIE</li> <li>Ouellet, France, MAMROT</li> <li>Perreault, Marie-Eve, MAMROT</li> <li>Ward, Nathalie, CRÉ ME</li> </ul> <b>Personnes invitées pour les présentations :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>Boisvert, Denis, MRC de Pierre-De Saurel</li> <li>McCann, Bernard, MTQ</li> <li>Otis, Joanie, Technocentre en écologie industrielle</li> <li>Robert-Turcotte, Valérie, MTQ</li> </ul>	<b>Membres absents :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>Donais, Daniel, MTQ – Est</li> <li>Gagnon, Guy, MICC</li> <li>Grieco, Émile, MDDEP</li> <li>Langlois, Lise, MELS</li> <li>Paquet, Jacques, SAA</li> <li>Paquin, Pierre, MDDEP</li> <li>Patry, René, MFA</li> <li>Trudelle, Claude, MRI</li> <li>Vacant, MAMROT – DDRM</li> </ul>
--	--	--

ORDRE DU JOUR	DESCRIPTION ET SYNTHÈSE DES ÉCHANGES	DÉCISIONS OU SUIVIS
<b>1. Présentation des participants</b> ➤ Présenter tous les participants	Les participants se présentent à tour de rôle.	
<b>2. Ordre du jour</b> ➤ Adopter un ordre du jour pour la réunion	L'ordre du jour est adopté tel que présenté. Le point <b>13. Varia</b> demeure ouvert pour toute la durée de la rencontre.	
<b>3. Plan d'action gouvernemental à l'intention des municipalités dévitalisées</b> ➤ État de situation des trois municipalités dévitalisées ➤ Présentation de la démarche d'écocollectivité et du plan de diversification et de développement de la MRC Pierre-De Saurel	M. Robert Sabourin et M <sup>me</sup> Marie-Eve Perreault, du MAMROT, rappellent le contexte entourant l'élaboration du Plan d'action gouvernemental à l'intention des municipalités dévitalisées. Ils reviennent sur le rôle d'accompagnateur que les membres de la CAR ont à jouer. Selon les besoins des municipalités dévitalisées, des sous-comités pourraient être créés. Ils mentionnent aussi que le MAMROT a établi un « indice de développement des municipalités » en utilisant des variables socioéconomiques issues des données de recensement de Statistique Canada. Les municipalités dévitalisées ou à revitaliser sont celles qui présentent un indice de développement inférieur à -5. Il y a donc 152 municipalités qui ont été désignées dévitalisées au Québec, incluant trois municipalités en Montérégie (Huntingdon, Massueville et Saint-Joseph-de-Sorel).	

	<p>M. Denis Boisvert, directeur général de la MRC de Pierre-De Saurel, présente la démarche d'écocollectivité et du plan de diversification et de développement de la MRC de Pierre-De Saurel. Il explique que cette démarche englobe une approche régionale de concertation (avec le comité de diversification, le Technocentre et les différents acteurs interpellés), tout en priorisant les deux municipalités dévitalisées situées sur le territoire de la MRC : Massueville et Saint-Joseph-de-Sorel.</p> <p>M<sup>me</sup> Joanie Otis, conseillère en développement de projets au Technocentre en écologie industrielle, présente les différents projets de diversification et de développement durable pour l'année 2011. Elle mentionne qu'il y a treize projets locaux (sept à Massueville et six à Saint-Joseph-de-Sorel, dont celui de la réalisation de la route industrielle qui est priorisé à Saint-Joseph-de-Sorel) et cinq projets régionaux (Développement la filière énergétique éolienne - Identification de nouvelles solutions novatrices quant à la valorisation des matières résiduelles - Développement de la Technopole en écologie industrielle - Récupération de rejets thermiques des grandes entreprises énergivores - Centre de traitement des déchets d'équipements électriques et électroniques).</p> <p>Il est également mentionné que dans le cadre du prolongement de la piste cyclable, qui traversera la route 132 à Sorel-Tracy, un comité a été créé pour discuter des différentes options (tunnel ou passerelle). Le MTQ sera donc sollicité dans le cadre de ce projet.</p> <p>La présentation de cette démarche, incluant les fiches descriptives des différents projets, sera déposée sur le site Extranet de la CAR.</p>	Intégrer la présentation au site Extranet.
<p><b>4. Dernière rencontre</b></p> <p>➤ Adopter le compte rendu de la réunion du 8 mars 2011</p>	<p>M. Robert Sabourin, du MAMROT, mentionne que la réunion prévue le 7 juin 2011 a dû être annulée en raison des inondations. C'est donc pour cette raison que le compte rendu présenté aujourd'hui est celui de la réunion du 8 mars 2011. Ce compte rendu est adopté tel que présenté.</p>	
<p><b>5. Tableau de suivi des requêtes de la CAR</b></p> <p>➤ Discuter des suivis du tableau des requêtes et exposer les nouvelles requêtes</p>	<p>M. Robert Sabourin, du MAMROT, fait le suivi du tableau des requêtes. Il indique que ce tableau a été épuré, étant donné que certaines requêtes avaient été complétées ou que d'autres avaient été abandonnées par le requérant.</p> <p>Voici la liste des requêtes retirées : dossier 09-05-01-01 (Table des préfets – entretien des cours d'eau), la requête a été complétée avec succès; dossier 10-02-23-01 (Ville de Huntingdon – usine de biométhanisation), le projet a été annulé; dossier 10-02-23-03 (Ville de Huntingdon – mise en valeur et rénovation de bâtiments historiques), la démarche n'a pas été complétée; dossier 10-06-16-01 (CAR – gaz de shale), la requête a été réalisée; dossier 10-06-16-05 (Municipalité de Massueville – service de garde en milieu scolaire), la requête a été complétée avec succès; dossier 10-06-29-01 (Comité directeur de l'entente en immigration – entente prolongeant l'entente en immigration VHSL), la requête a été complétée avec succès.</p>	

	<p>Concernant le dossier 10-09-15-01 (CRÉ VHSL – réseau cyclable), la CRÉ VHSL n'est pas en mesure d'accepter les projets présentés en raison des coupures au Fonds de développement régional. Elle est en pourparlers avec le ministre du MAMROT afin de pouvoir les financer dans le cadre du Programme d'infrastructures Québec-Municipalités.</p> <p>Pour ce qui est du dossier numéro 11-03-08-01 (CAR – formation d'un comité interministériel régional visant à réduire les coûts des directions régionales), M<sup>me</sup> Marie-Eve Perreault, du MAMROT, précise que les membres du comité, formé de M. Yvan Roy, du MTQ, de M. Sylvain Gendron, du MRNF, et d'elle-même, se sont rencontrés. Un tableau d'inventaire de l'équipement qui pourrait être prêté entre ministères sera fait prochainement. Les directions régionales de Longueuil seront invitées à le compléter.</p> <p>Certains projets du plan de diversification et de développement de la MRC de Pierre-De Saurel seront ajoutés au tableau de suivi des requêtes.</p>	<p>Ajouter la requête de la MRC de Pierre-De Saurel au tableau de suivi.</p>
<p><b>6. Inondations du printemps 2011</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Retour sur les inondations</li> <li>➤ Présenter sommairement le décret ministériel pour la zone d'intervention spéciale (ZIS)</li> <li>➤ Présenter la stratégie de relance économique du Haut-Richelieu</li> </ul>	<p>M<sup>me</sup> Christine Savard, du MSP, explique que dans le cadre des inondations de la rivière Richelieu et de la baie Missisquoi au printemps dernier, le gouvernement du Québec a mis en place quatre comités : Hébergement temporaire – Réaménagement du territoire – Nettoyage et reconstruction – Relance économique. Un bref état de situation est fait de la part des représentants de ces différents comités. M<sup>me</sup> Savard indique que le traitement des dossiers, relativement au Programme d'aide financière du MSP, se poursuit et que plusieurs dossiers sont en attente de l'adoption du décret concernant la zone d'intervention spéciale (ZIS). Toute l'information pertinente entourant les inondations est disponible sur le site Internet du MSP.</p> <p>M. Robert Sabourin, du MAMROT, présente sommairement le décret relativement à la création d'une ZIS sur une partie du territoire des MRC de La Vallée-du-Richelieu, du Haut-Richelieu, de Brome-Missisquoi et de Rouville. Il indique qu'il y a eu 3 000 résidences inondées et que la <i>Politique de protection des rives, du littoral et des plaines inondables</i> ne permet pas de reconstruire en zone inondable 0-20 ans. Afin de répondre aux préoccupations des élus municipaux de la région, le Conseil des ministres a décidé de déclarer une ZIS ayant comme périmètre d'application les zones d'inondation 0-20 ans de la rivière Richelieu et de la baie Missisquoi situées sur les territoires des MRC concernées, afin notamment de permettre, à certaines conditions, la reconstruction de certaines résidences. Ce décret devrait donc être adopté dans les prochains jours. Une demande est faite afin que le décret soit transmis aux M/O impliqués dans ce dossier.</p>	<p>Transmettre aux M/O concernés par le dossier des inondations le décret lorsqu'il aura été adopté par le Conseil des ministres.</p>
<p><b>7. Table économique de la CAR</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Créneaux ACCORD</li> </ul>	<p>M. Jacques La Rue, du MDEIE, mentionne qu'il devait y avoir un point à l'ordre du jour concernant la Stratégie québécoise de l'entrepreneuriat. Comme cette stratégie n'a pas encore été adoptée (l'adoption est prévue à l'automne), ce point est reporté à la prochaine rencontre.</p>	<p>Prévoir un point à l'ordre du jour de la prochaine CAR concernant la Stratégie québécoise de l'entrepreneuriat.</p>

	<p>Pour ce qui est des créneaux ACCORD, il rappelle qu'il y a 45 créneaux au Québec et que leur évaluation a commencé l'an dernier. Cette évaluation vise à apprécier l'atteinte des objectifs de la démarche ACCORD par le créneau et à mesurer l'efficacité des investissements publics dans les activités du créneau. Elle permet également d'établir, sur la base de la performance du créneau, les modalités de reconduction de l'entente de mise en œuvre, le cas échéant. Il n'y a pas d'objectif de créer de nouveaux créneaux dans un proche avenir et une certaine volonté se dégage afin d'en regrouper certains.</p> <p>Pour la Montérégie, l'évaluation du créneau « microélectronique » a été réalisée par une firme externe et le constat est positif. Une demande a été faite au ministre du MDEIE afin de poursuivre les activités de ce créneau.</p> <p>Pour ce qui est du créneau « bioalimentaire », l'évaluation commencera à l'automne. Il n'y aura pas d'évaluation pour le créneau « transport », puisqu'il y a une volonté de créer un pôle d'excellence (intercréneaux).</p> <p>Pour la prochaine rencontre, M. La Rue propose, s'il y a un intérêt, une présentation du créneau « microélectronique », qui pourrait être donnée par le directeur de ce créneau.</p>	<p>Prévoir un point à l'ordre du jour de la prochaine CAR concernant la présentation du créneau « microélectronique ».</p>
<p><b>8. Plan territorial de mobilité durable de la Montérégie</b></p> <p>➤ Présentation du plan territorial de mobilité durable de la Montérégie</p>	<p>M. Bernard McCann, du MTQ de l'Ouest-de-la-Montérégie, accompagné de M<sup>me</sup> Valérie Robert-Turcotte, du MTQ de l'Est-de-la-Montérégie, présente le plan territorial de mobilité durable de la Montérégie (PTMD). Le projet de PTMD s'inscrit dans la volonté du gouvernement du Québec et du MTQ de se doter d'un cadre de gestion lui permettant de mieux intégrer le concept de développement durable dans ses activités.</p> <p>Un plan de mobilité durable est un instrument de planification, lequel énonce des <b>orientations</b>, des <b>objectifs</b> (des <b>cibles</b> à atteindre) et des <b>moyens d'action</b>, dont certains sont ordonnancés dans un <b>plan d'action</b>, en vue d'améliorer la mobilité et lui conférer un caractère durable sur un <b>territoire</b> donné. C'est aussi un Instrument qui fait l'objet d'un <b>suivi</b> annuel rigoureux, au moyen d'<b>indicateurs</b>, dans le but d'en évaluer les résultats et qui fait l'objet d'une <b>révision</b> quinquennale.</p> <p>Dans le cadre du diagnostic de mobilité durable, cinq thématiques sont prises en compte afin d'en arriver à un bilan de mobilité durable : Facteurs influant sur les déplacements - Portrait des réseaux - Transport des personnes - Transport des marchandises - Sécurité, qualité et fonctionnalité des réseaux.</p> <p>Différentes étapes seront à franchir jusqu'à la réalisation de la version définitive du PTMD, dont la sortie est prévue en décembre 2012. D'ici là, une première consultation régionale aura lieu le 8 novembre prochain à l'Exporail de Saint-Constant. Une invitation sera envoyée prochainement aux différents M/O.</p> <p>La présentation du PTMD sera déposée sur le site Extranet de la CAR.</p>	<p>Intégrer la présentation au site Extranet.</p>

<p><b>9. Suivi des politiques et plans d'action</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Politique nationale de la ruralité</li> <li>➤ Plan d'action gouvernemental de promotion des saines habitudes de vie et de prévention des problèmes reliés au poids</li> <li>➤ Plan d'action gouvernemental pour la solidarité et l'inclusion sociale 2010-2015</li> <li>➤ Politique gouvernementale pour l'égalité entre les femmes et les hommes</li> <li>➤ Ententes spécifiques en économie sociale</li> </ul>	<p>Concernant la <b>politique nationale de la ruralité</b>, M<sup>me</sup> Marie-Eve Perreault, du MAMROT, indique que le ministre a dévoilé les finalistes de la quatrième édition des Grands Prix de la ruralité. Deux finalistes proviennent de la région de la Montérégie.</p> <p>Pour le prix Mobilisation, décerné à une MRC, ou un organisme mandaté par cette dernière, qui se distingue par la capacité de son milieu à se mobiliser et par l'étendue de la participation de ses citoyens aux projets de la communauté, le <i>Comité de revitalisation de Saint-Louis-de-Gonzague</i> est en nomination.</p> <p>Pour le prix Agent rural, c'est M. Philippe Roy, de la MRC Vaudreuil-Soulanges, qui est en nomination. Il s'est particulièrement fait remarquer en organisant de main de maître le premier colloque des pactes ruraux de la Montérégie.</p> <p>Le nom des lauréats sera dévoilé au cours d'une cérémonie qui aura lieu le 6 octobre 2011 à l'Assemblée nationale du Québec.</p> <p>M<sup>me</sup> Perreault mentionne aussi que Solidarité rurale du Québec est en préparation d'une tournée de consultation, qui aura lieu, pour la région de la Montérégie, en février 2012, concernant le renouvellement de la Politique nationale de la ruralité. Plus de détails seront disponibles à la prochaine rencontre.</p> <p>Dans le cadre du <b>plan d'action pour les saines habitudes de vie</b>, M. Yvan Gendron, de l'ASSSM, mentionne qu'une réunion du comité a eu lieu en mai dernier et que le plan de travail a été adopté. Il fait aussi le point sur les différents volets du plan (cours d'école – milieux de garde – terrains de jeux), dont le dépôt des projets s'échelonnera d'octobre à décembre 2011.</p> <p>Il nous informe également de l'ouverture du nouveau Centre intégré de cancérologie de la Montérégie de l'Hôpital Charles-LeMoyne, qui a été inauguré le 21 juin dernier, et de la fusion du CSSS Champlain et de l'Hôpital Charles-LeMoyne, qui ont choisi d'unir leurs forces pour relever d'importants défis.</p> <p>En ce qui concerne le <b>plan d'action pour la solidarité et l'inclusion sociale</b>, M<sup>me</sup> Danielle Guimond, du MESS, mentionne qu'il y a eu annonce, en juin dernier, des montants qui seront versés aux CRÉ de la Montérégie. Un budget de 8,5 M\$ viendra financer, d'ici 2015, des actions de lutte contre la pauvreté dans leur territoire respectif. Une rencontre est prévue à Québec pour connaître les modalités du versement de l'aide financière.</p> <p>Pour ce qui est de la <b>politique pour l'égalité entre les femmes et les hommes</b>, M<sup>me</sup> Annie Goudreault, du MCCCCF, indique que le plan d'action (sur quatre ans) a été adopté. Le Ministère va commencer à sonder les CRÉ pour l'élaboration des ententes (aussi sur quatre ans). Une rencontre aura lieu prochainement à Québec pour connaître les modalités. L'objectif est de signer l'entente en décembre.</p>	
---	--	--

	<p>Enfin, pour ce qui est des <b>ententes spécifiques en économie sociale</b>, M<sup>me</sup> Sylvie Goupil, du MAMROT, indique que le comité de gestion de la CRÉ VHSL s'est tenu le 29 août dernier et a recommandé le plan d'action 2011-2014 au conseil d'administration de la CRÉ, qui vient tout juste de l'adopter. Le rapport d'activités 2010-2011 a été déposé au comité des signataires le 7 juin dernier.</p> <p>Pour la CRÉ ME, le comité de gestion s'est tenu le 12 septembre dernier et a recommandé l'adoption du plan d'action 2011-2014(2015), ainsi que le rapport préliminaire d'activités, au conseil d'administration de la CRÉ qui se tiendra le 22 septembre prochain.</p> <p>Le comité de gestion de la CRÉ ME a aussi convenu de la préparation d'un avenant visant à prolonger l'entente jusqu'en 2015, puisqu'Emploi-Québec va se joindre à l'entente en contribuant pour un montant maximal de 25 000 \$ par année sur trois ans pour le financement de projets ou activités. Le MAMROT, la CRÉ et le Forum Jeunesse ne verseront pas de montants supplémentaires.</p> <p>Pour la CRÉ Longueuil, M. Mathieu Forgues mentionne que l'entente est en cours (2009-2014). Le Pôle de l'économie sociale de l'agglomération de Longueuil a organisé une caravane de l'économie sociale cet été, qui est essentiellement une courte animation qui expose dans une dynamique interactive les caractéristiques d'une organisation d'économie sociale. La CRÉ se prépare à participer au Forum international de l'économie sociale et solidaire qui aura lieu du 17 au 20 octobre 2011 à Montréal.</p> <p>M<sup>me</sup> Sylvie Goupil, du MAMROT, termine en expliquant ce qu'est le PIEC (Programme d'infrastructures en entrepreneuriat collectif), qui vise à soutenir la réalisation de projets d'infrastructures afin de favoriser le développement des entreprises d'économie sociale. Un budget de 10 M\$ sur trois ans sera disponible pour l'ensemble du Québec. Les modalités restent à définir, mais une part importante du budget devrait être consacrée à la région métropolitaine.</p>	
<p><b>10. Problématique entourant l'extraction des gaz de shale dans la Vallée-du-Saint-Laurent</b></p> <p>➤ État de situation</p>	<p>M. Pierre Bilodeau, du MRNF, rappelle que le BAPE a déposé son rapport le 28 février dernier. Le gouvernement a donc confié à un groupe de onze spécialistes, experts provenant des milieux municipaux, gouvernementaux, privés et universitaires et de deux membres de la société civile, le mandat de réaliser l'Évaluation environnementale stratégique (ÉES) sur les gaz de schiste. Ce mandat est d'une durée de dix-huit à trente mois et un montant de 7 M\$ a été réservé pour les travaux du comité d'experts, de même qu'une somme de 6 M\$ qui sera gérée par le MDDEP/MRNF afin d'intensifier les inspections dans les différents chantiers.</p>	
<p><b>11. Occupation du territoire</b></p> <p>➤ État de situation de la démarche pour le Plan concerté d'occupation des territoires</p>	<p>M. Robert Sabourin, du MAMROT, rappelle que le premier ministre a annoncé que le gouvernement va déposer une stratégie et une loi-cadre pour assurer l'occupation et la vitalité des territoires en accord avec les partenaires, élus municipaux et leaders régionaux. La stratégie, dont l'adoption était prévue en mai dernier, n'a pas encore été déposée.</p>	

	Cette stratégie et cette loi-cadre auront un impact au niveau régional, que ce soit auprès de la CAR ou de la ministre responsable de la région.	
<b>12. Échange entre les participants</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Connaître les changements organisationnels des M/O en région</li> <li>➤ Échanger brièvement sur toutes activités ou informations pouvant favoriser la concertation régionale</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ M<sup>me</sup> Nathalie Ward (CRÉ ME) : Elle mentionne qu'étant donné les récentes coupures au Fonds de développement régional et l'incertitude relativement aux montants alloués et futurs en provenance de ce Fonds, il est difficile pour la CRÉ de s'engager à long terme dans les ententes spécifiques. Il serait d'autant plus important d'intégrer une clause, dans chacune des ententes, mentionnant que la subvention se fera sous réserve d'avoir les sommes disponibles.</li> <li>➤ M<sup>me</sup> Sylvie Goupil (MAMROT) : Elle fait un bref retour sur les mesures de rationalisation dans les postes frontaliers (fermeture des postes de Jamieson's Line et Franklin Centre, dans la MRC Haut-Saint-Laurent, et diminution des heures d'ouverture pour les postes de Glenn Sutton, East Pinnacle et Morse's Line, dans la MRC Brome-Missisquoi). Elle mentionne qu'en juillet dernier, les membres de la Conférence annuelle des gouverneurs de la Nouvelle-Angleterre et des premiers ministres de l'Est du Canada ont adopté une résolution, proposée par le MRI, visant notamment à demander aux gouvernements du Canada et des États-Unis de les consulter lors de la prise de décision pour l'application de mesures pouvant toucher les populations vivant le long de la frontière. Également, elle indique que des discussions sont en cours au Vermont, afin de laisser le poste de Morse's Line ouvert du côté américain.</li> <li>➤ M<sup>me</sup> Joceline Béland (MTQ) : Elle mentionne qu'un nouveau directeur a été nommé à la Direction régionale de l'Est-de-la-Montérégie. Il s'agit de M. Daniel Donais.</li> </ul>	
<b>13. Varia</b>	Aucun point dans varia.	
<b>14. Prochaine rencontre</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Date de la prochaine rencontre</li> </ul>	Selon le calendrier des rencontres régionales, la prochaine rencontre de la CAR est prévue le 6 décembre 2011 en après-midi.	

# Conférence administrative régionale de la Montérégie

Réunion du 6 décembre 2011 à 13 h 30

Édifice Montval

201, place Charles-Le Moyne, bureau 101

Salle Les Appalaches

Longueuil

## ORDRE DU JOUR PROPOSÉ

Heure	N°	Sujets	Objectifs	Responsables	Documents
13 h 30	1	Présentation des participants (5 min.)	<ul style="list-style-type: none"><li>• Présenter tous les participants</li></ul>	Tous les participants	
13 h 35	2	Ordre du jour (5 min.)	<ul style="list-style-type: none"><li>• Adopter un ordre du jour pour la réunion</li></ul>	Robert Sabourin (MAMROT)	Transmis par courriel
13 h 40	3	Dernière rencontre (5 min.)	<ul style="list-style-type: none"><li>• Adopter le compte rendu de la réunion du 20 septembre 2011</li><li>• Discuter des suivis du tableau des requêtes et exposer les nouvelles requêtes</li></ul>	Robert Sabourin (MAMROT)	Transmis par courriel (compte rendu)
13 h 45	4	Occupation du territoire (90 min.)	<ul style="list-style-type: none"><li>• Présentation de la Stratégie 2011-2016 pour assurer l'occupation et la vitalité des territoires et le projet de loi-cadre</li></ul>	Linda Morin et Robert Sabourin (MAMROT)	
15 h 15		PAUSE			
15 h 30	5	Table économique de la CAR (45 min.)	<ul style="list-style-type: none"><li>• Nouvelles lignes d'affaires du MDEIE</li><li>• Export Québec</li><li>• Stratégie d'entrepreneuriat</li></ul>	Jacques La Rue et Agnès Gatignol (MDEIE)	
16 h 15	6	Suivi des politiques et plans d'action (10 min.)	<ul style="list-style-type: none"><li>• Politique nationale de la ruralité</li><li>• Plan d'action gouvernemental de promotion des saines habitudes de vie et de prévention des problèmes reliés au poids</li><li>• Plan d'action gouvernemental pour la solidarité et l'inclusion sociale 2010-2015</li><li>• Politique gouvernementale pour l'égalité entre les femmes et les hommes</li><li>• Plan d'action gouvernemental à l'intention des municipalités dévitalisées</li></ul>	Marie-Eve Perreault (MAMROT) Yvan Gendron (ASSSM) Annie Goudreault (MCCCCF)  (Emploi-Québec)	



Heure	N°	Sujets	Objectifs	Responsables	Documents
16 h 25	7	Échange entre les participants (5 min.)	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Connaître les changements organisationnels des M/O en région</li> <li>• Échanger brièvement sur toutes activités ou informations pouvant favoriser la concertation régionale</li> </ul>	Tous les participants	
16 h 30	8	Varia (5 min.)	<ul style="list-style-type: none"> <li>•</li> </ul>		

<b>Membres présents :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Beaulieu, Robert, MAPAQ – Ouest</li> <li>▪ Béland, Joceline, MTQ – Ouest</li> <li>▪ Bohbot, Reine, CSF</li> <li>▪ Brunelle, Luc, MCCCCF (en remplacement d'Annie Goudreault)</li> <li>▪ Carignan, Sonia, MTO</li> <li>▪ De Gagné, Carole, MELS (en remplacement de Lise Langlois)</li> <li>▪ Donais, Daniel, MTQ – Est</li> <li>▪ Éthier, Sylvie, MESS (en remplacement de Diane Landriault)</li> <li>▪ Kettler, Charles, MRNF</li> <li>▪ La Rue, Jacques, MDEIE</li> <li>▪ Lessard, Jean-Pierre, MAPAQ – Est</li> <li>▪ McGraw, Karoline, OPHQ (en remplacement de Robert Allie)</li> <li>▪ Paquin, Pierre, MDDEP</li> <li>▪ Perron, Marie Hélène, SHQ (en remplacement de Francine Cloutier)</li> <li>▪ Sabourin, Robert, MAMROT, président de la CAR</li> <li>▪ Savard, Christine, MSP</li> <li>▪ Simard, Odile, MAMROT – DDRM (en remplacement de Claire Deronzier)</li> </ul>	<b>Observateurs :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Bienvenu, Michel, CRÉ L</li> <li>▪ Gagnon, Agnès, MDEIE</li> <li>▪ Goupil, Sylvie, MAMROT</li> <li>▪ Laberge, Jacques, CRÉ VHSL</li> <li>▪ Ouellet, France, MAMROT</li> <li>▪ Perreault, Marie-Eve, MAMROT</li> <li>▪ Ward, Nathalie, CRÉ ME</li> </ul> <b>Personne invitée pour une présentation :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Morin, Linda, sous-ministre adjointe aux Territoires, MAMROT</li> </ul>	<b>Membres absents :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Bouchard, Claudine, HQ</li> <li>▪ Farhat, Élias, RBQ</li> <li>▪ Gagnon, Guy, MICC</li> <li>▪ Gendron, Yvan, ASSSM</li> <li>▪ Girouard, Pierre, FADQ</li> <li>▪ Grieco, Émile, MDDEP</li> <li>▪ Paquet, Jacques, SAA</li> <li>▪ Patry, René, MFA</li> <li>▪ Rousseau, Patricia, Services Québec</li> <li>▪ Trudelle, Claude, MRI</li> </ul>
---	--	--

ORDRE DU JOUR	DESCRIPTION ET SYNTHÈSE DES ÉCHANGES	DÉCISIONS OU SUIVIS
<b>1. Présentation des participants</b> ➤ Présenter tous les participants	Les participants se présentent à tour de rôle.	
<b>2. Ordre du jour</b> ➤ Adopter un ordre du jour pour la réunion	L'ordre du jour est adopté tel que présenté.	
<b>3. Dernière rencontre</b> ➤ Adopter le compte rendu de la réunion du 20 septembre 2011 ➤ Discuter des suivis du tableau des requêtes et exposer les nouvelles requêtes	<p>Le compte rendu de la réunion du 20 septembre 2011 est adopté tel que présenté. M. Robert Sabourin, du MAMROT, mentionne que le suivi concernant le tableau des requêtes est reporté à la prochaine réunion. M<sup>me</sup> Marie-Eve Perreault, du MAMROT, précise que les trois requêtes présentées lors de la dernière rencontre ont tout de même été ajoutées.</p> <p>À cet effet, M<sup>me</sup> Perreault souligne qu'une rencontre est prévue le 7 décembre prochain concernant la requête de la route industrielle et qu'une autre est prévue le 12 décembre avec le MAPAQ dans le cadre du projet de récupération de rejets thermiques.</p> <p>Le compte rendu de la réunion et le tableau de suivi des requêtes seront envoyés par courriel d'ici quelques semaines.</p>	Envoyer le compte rendu et le tableau de suivi des requêtes aux membres.

<p><b>4. Occupation du territoire</b></p> <p>➤ Présentation de la Stratégie 2011-2016 pour assurer l'occupation et la vitalité des territoires et le projet de loi-cadre</p>	<p>M<sup>me</sup> Linda Morin, sous-ministre adjointe aux Territoires du MAMROT, et M. Robert Sabourin présentent les grandes lignes de la Stratégie 2011-2016 pour assurer l'occupation et la vitalité des territoires et le projet de loi-cadre.</p> <p>M. Sabourin explique qu'un tableau-synthèse a été produit afin de présenter les points saillants de cette stratégie et du projet de loi-cadre.</p> <p>M<sup>me</sup> Morin fait un rappel des événements qui ont mené à l'ajout de « l'occupation du territoire » à la mission du MAMR en 2008. C'est dans cette foulée, après analyses et consultations, qu'une stratégie a été élaborée pour franchir un pas décisif qui changera la façon de faire des M/O du gouvernement.</p> <p>L'occupation et la vitalité des territoires (OVT) s'entendent de la mise en valeur des potentiels de chaque territoire, dans une perspective de développement durable, résultant de l'engagement et du dynamisme des citoyens, des élus et des acteurs socioéconomiques sectoriels.</p> <p>Cette stratégie intègre les seize principes de la loi sur le développement durable et demande, en plus, que les actions à venir soient guidées par les principes suivants : engagement des personnes élues; concertation; complémentarité territoriale; action gouvernementale modulée; cohérence et efficience des planifications et des interventions sur les territoires; respect des spécificités des nations autochtones et de leur apport à la culture québécoise.</p> <p>Elle se décline en quatre orientations que différents objectifs accompagnent :</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. Agir pour mieux habiter nos territoires (sentiment d'appartenance, services de proximité, densification des noyaux urbains et villageois, relations avec les autochtones, accueil de nouvelles populations, mobilité durable, technologies numériques et virage écoresponsable);</li> <li>2. Agir pour vivre de nos territoires (compétitivité, entrepreneuriat, secteurs prometteurs, main-d'œuvre qualifiée et territoires à revitaliser);</li> <li>3. Agir en synergie (milieux mieux outillés, vitalité des territoires priorisée, mise en commun des ressources dans le cadre des contrats de territoire);</li> <li>4. Relever les défis propres à la région métropolitaine de Montréal (mise en place d'une table de concertation et d'un comité interministériel, gestion cohérente de l'urbanisation et rôles et mandats clarifiés).</li> </ol> <p>Le MAMROT, la Table gouvernementale aux affaires territoriales (TGAT), les M/O, la ministre responsable de la région, la CAR, la Table Québec-Montréal métropolitain (TQMM) et les élus municipaux (municipalités, MRC, CRÉ) auront tous un rôle important à jouer dans la mise en œuvre de la Stratégie, qui est basée sur l'action des collectivités (plans d'urbanisme; schémas d'aménagement; PMAD; plans quinquennaux des CRÉ; etc.), l'action gouvernementale (actions gouvernementales 2011-2013; loi-cadre; planifications ministérielles; efforts de régionalisation et de délégation; modulation), l'action conjointe par le contrat de territoire et des actions particulières pour la région métropolitaine de Montréal.</p>	
--	---	--

	<p>Avec le projet de loi, le gouvernement propose à l'Assemblée nationale d'assurer la pérennité de la Stratégie, puisqu'elle serait obligatoirement suivie, évaluée et renouvelée.</p> <p>La Stratégie interpelle directement tous les M/O et apportera davantage d'échanges, davantage d'adaptations aux réalités régionales, étant donné qu'une préoccupation « territoriale » s'ajoute aux préoccupations sectorielles.</p> <p>Le projet de loi, qui est la pièce maîtresse, est déposé et devrait être adopté, sous toute réserve, au printemps 2012.</p> <p>Pour les prochains mois, le MAMROT soutiendra le déroulement de la commission parlementaire et fera la promotion de la Stratégie. Les prochains travaux auxquels la CAR pourrait contribuer sont :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>▪ Mandat CAR;</li><li>▪ Liens avec les acteurs de la région et avec la TGAT;</li><li>▪ Conception du contrat de territoire : démarche, contenu;</li><li>▪ Indicateurs globaux de suivi;</li><li>▪ Premier bilan (2014).</li></ul> <p>Une présentation de la Stratégie et le tableau-synthèse seront déposés sur le site Extranet de la CAR.</p>	
<p><b>5. Table économique de la CAR</b></p> <ul style="list-style-type: none"><li>➤ Stratégie d'entrepreneuriat</li><li>➤ Nouvelles lignes d'affaires du MDEIE</li><li>➤ Export Québec</li></ul>	<p>M. Jacques La Rue, du MDEIE, rappelle que c'est le 15 novembre dernier que la Stratégie québécoise de l'entrepreneuriat a été annoncée. Elle fait suite à une tournée de consultation au cours de laquelle quatre pistes d'action ont été soulevées :</p> <ol style="list-style-type: none"><li>1. Développer la culture (démystifier l'entrepreneuriat, valoriser tous les modèles, impliquer le milieu scolaire et modifier la perception publique du métier d'entrepreneur);</li><li>2. Soutenir la création et la croissance (adapter l'accompagnement aux clientèles, favoriser l'accompagnement en continu, simplifier les processus, accélérer le traitement des dossiers et améliorer l'accès au financement);</li><li>3. Stimuler une relève (sensibiliser les cédants, encourager différentes formes de relève, promouvoir le maillage entre cédants et repreneurs et soutenir financièrement le transfert);</li><li>4. Concertation (clarifier les rôles et mandats des organismes afin d'éviter les doublages, tenir compte des particularités régionales et favoriser l'approche concertée).</li></ol> <p>Cette stratégie est guidée par une vision d'un Québec ayant pleinement intégré la culture et les valeurs entrepreneuriales. C'est une stratégie bien ancrée sur les forces, car elle est adaptée aux besoins locaux et régionaux, favorisant une utilisation optimale des structures existantes. Elle est axée sur une meilleure concertation des acteurs et est basée sur une participation active du secteur privé, pouvant compter sur un appui financier solide.</p>	

Des cibles importantes sont visées pour 2020 :

- Éclosion de 50 000 nouveaux entrepreneurs, plutôt que les 30 000 projetés;
- Augmentation de 80 % à 90 % du taux de survie après un an des entreprises de cinq employés et plus de sorte que 260 entreprises de plus par année passent ce cap;
- Atteinte d'un taux de transferts d'entreprises réussi, après trois ans, d'au moins 75 %.

La Stratégie se décline en cinq axes :

1. Valoriser l'entrepreneur et ses réalisations;
2. Développer un système d'éducation promoteur des qualités entrepreneuriales;
3. Soutenir la création d'entreprises, la croissance et le transfert d'entreprises, notamment au sein de nos communautés culturelles;
4. Optimiser l'efficacité des interventions en entrepreneuriat, par une simplification et une réduction des démarches administratives;
5. Dynamiser la concertation et l'action collective des acteurs sur le terrain.

Les étapes à venir dans le cadre de la Stratégie sont de négocier les ententes et la mise en œuvre des mesures avec les différents partenaires concernés, en collaboration avec les douze ministères responsables, de mettre sur pied les Tables régionales afin d'élaborer les plans d'action régionaux et de préparer le financement de mesures additionnelles dans le cadre du prochain discours sur le budget.

M<sup>me</sup> Agnès Gatignol, conseillère en développement économique, présente les nouvelles lignes d'affaires du MDEIE, en vigueur depuis octobre dernier et qui s'inscrivent dans une volonté de recentrer et consolider l'action du Ministère autour de six lignes d'affaires, afin de réviser ses pratiques pour améliorer les services à la clientèle (être plus proactifs et intégrés), la gestion des services et des programmes (être plus efficaces) et la performance des services et des programmes.

1. Investissement : Actualiser et spécialiser le coffre d'outils du Ministère

- *Programme ESSOR*, programme unique permettant d'appuyer des projets d'investissement au Québec, par des entreprises du Québec ou d'ailleurs, dans une perspective d'accroissement de la productivité, de création d'emplois et de développement durable.

2. Innovation : Favoriser une approche globale

- *Programme d'appui à l'innovation*, programme intégré permettant d'appuyer l'entreprise selon une approche globale dans les différentes phases d'un projet de développement d'un produit ou procédé innovant sur le plan technologique et de sa commercialisation.

	<p>3. <u>Exportation</u> : Mieux circonscrire la cible</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• <i>Programme Exportation</i>, programme qui n'a qu'une finalité, soit celle de développer et diversifier les marchés d'exportation des entreprises du Québec.</li> </ul> <p>4. <u>Secteurs stratégiques et créneaux d'excellence</u> : Resserrer les rangs autour d'objectifs communs</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• <i>Programme d'appui au développement des secteurs stratégiques et des créneaux d'excellence</i>, programme <b>unique</b> visant à consolider et concentrer l'action des entreprises et des différents partenaires du Ministère autour d'objectifs communs pour le développement de secteurs stratégiques et de créneaux d'excellence.</li> </ul> <p>5. <u>Relance et diversification de l'économie</u> : Intervenir rapidement et efficacement</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• <i>Programme d'appui au redressement et à la rétention des entreprises stratégiques et aux territoires en difficulté</i>, programme intégré permettant d'intervenir rapidement auprès d'entreprises stratégiques susceptibles de fermer ou qui montrent des signes de précarité.</li> </ul> <p>6. <u>Entrepreneuriat</u> : Maximiser l'impact de la future stratégie</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• <i>Programme d'aide à l'entrepreneuriat</i>, programme qui s'inscrira dans les orientations de la Stratégie et qui s'appuiera sur les réseaux existants d'organismes de promotion et de développement de l'entrepreneuriat.</li> </ul> <p>Fait à noter, les taux d'aide, pour le financement des activités et de projets, ont été uniformisés pour l'ensemble des programmes.</p> <p>Les présentations de la Stratégie et des nouvelles lignes d'affaires du MDEIE seront déposées sur le site Extranet de la CAR.</p>	Intégrer les présentations au site Extranet.
<p><b>6. Suivi des politiques et plans d'action</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Politique nationale de la ruralité</li> <li>➤ Plan d'action gouvernemental de promotion des saines habitudes de vie et de prévention des problèmes reliés au poids</li> <li>➤ Plan d'action gouvernemental pour la solidarité et l'inclusion sociale 2010-2015</li> <li>➤ Politique gouvernementale pour l'égalité entre les femmes et les hommes</li> <li>➤ Plan d'action gouvernemental à l'intention des municipalités dévitalisées</li> </ul>	<p>Compte tenu de l'heure avancée, M. Robert Sabourin, du MAMROT, propose de regrouper les points 6 (Suivi des politiques et des plans d'action) et 7 (échange entre les participants). Il suggère que ceux et celles qui ont des points d'information à donner d'y aller à tour de rôle.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ M<sup>me</sup> Christine Savard (MSP) : Elle mentionne qu'un comité régional de rétablissement sera formé. Ce comité, auquel participeront le MAMROT, le MDDEP et l'ASSSM, sera coordonné par le MSP. Elle précise que ce comité ne remet pas en question les quatre comités déjà créés (Hébergement temporaire – Réaménagement du territoire – Nettoyage et reconstruction – Relance économique) et le comité de suivi de la ZIS (qui poursuit ses travaux en parallèle). Elle fait état de différents problèmes résultant des inondations (moisissures, vermine).</li> </ul>	

<p><b>7. Échange entre les participants</b></p> <ul style="list-style-type: none"><li>➤ Connaître les changements organisationnels des M/O en région</li><li>➤ Échanger brièvement sur toutes activités ou informations pouvant favoriser la concertation régionale</li></ul>	<p>➤ M<sup>me</sup> Marie-Eve Perreault (MAMROT) : Elle rappelle que Solidarité rurale du Québec est en tournée de consultation concernant le renouvellement de la Politique nationale de la ruralité. En Montérégie, les rencontres sont prévues le 1<sup>er</sup> février 2012 à Sainte-Martine et le 2 février à Saint-Marc-sur-Richelieu. Elle souligne que c'est le dixième anniversaire du lancement de la Politique nationale de la ruralité aujourd'hui et que les travaux préparatoires pour une PNR 3 sont d'ailleurs en cours.</p>	
<p><b>8. Varia</b></p>	<p>M. Robert Sabourin, du MAMROT, mentionne que cela semble difficile pour certains M/O d'assister aux rencontres lorsqu'elles ont lieu le mardi. Il suggère de les tenir le mercredi, toujours en après-midi. Un sondage sera fait auprès de certains M/O et un calendrier des rencontres régionales sera proposé par la suite.</p>	<p>Préparer le calendrier des rencontres pour la nouvelle année et le faire parvenir aux M/O.</p>

# Rencontre des membres de la Conférence administrative régionale du Centre-du-Québec (CAR-17)

Vendredi 27 mai 2011, 9h00 à 12h00

Moulin Michel  
675, boul. Bécancour, Bécancour  
Tél. : 819 298-2882

## Projet d'ordre du jour

1. Mot de bienvenue
2. Lecture et adoption de l'ordre du jour
3. Adoption du compte rendu de la rencontre du 4 mars 2011
4. Affaires découlant du compte rendu
  - 4.1. Plan d'aménagement en FPFT et réussite éducative
  - 4.2. Plan territorial de mobilité durable (PTMD)
  - 4.3. Occupation des territoires (renforcement du rôle des CAR)
  - 4.4. PRDIRT
5. Période d'information et d'échanges
  - 5.1. Rapport du vérificateur général : Interventions en matière de développement régional (MAMROT)
6. Affaires nouvelles
  - 6.1. Agenda 21 de la Culture – Rencontres régionales et Forum national (MCCCF)
  - 6.2. Consultations régionales et rencontre nationale sur l'adéquation formation – emploi (E-Q et MELS)
  - 6.3. Avant projet de loi sur l'aménagement durable du territoire et l'urbanisme (MAMROT)
  - 6.4. Plan numérique territorial – Projet pilote MRC d'Arthabaska (MAMROT)
  - 6.5. Ententes spécifiques en région – État de situation
7. Présentation(s) lors de la prochaine rencontre
8. Prochaine rencontre
9. Fin de la rencontre



# Compte rendu de la CAR Centre-du-Québec

---

DATE : Vendredi le 27 mai 2011 de 9h à 12h

ENDROIT : Moulin Michel  
675, boulevard Bécancour, Bécancour  
Téléphone : 819 298-2882

---

## **PERSONNES PRÉSENTES :**

### Messieurs :

Bertrand Blanchette (en remplacement de  
Mme Patricia Rousseau, Services Québec)  
Vincent Bourassa (MDEIE)  
Luc Couture (MAPAQ)  
Claude-Henri Léveillé (CRÉCQ)  
Denis Mallandain (en remplacement de  
Mme Denise Picard, E-Q)  
Alain Simard (MRNF)  
Luc St-Martin (MDDEP)

### Mesdames :

Monique Boulanger (en remplacement  
de M. Richard Dionne, MTQ)  
Marie-Ève Landry (CSPQ)  
Hélène McGEE (MCCCF)  
Sandra Shee (CSF)

## **MAMROT**

Gaétan Désilets, président  
Normand Bélisle  
Chantal Duford  
Céline Girard, secrétaire

## **PERSONNES EXCUSÉES :**

### Messieurs :

Serge Arpin (MJQ)  
Serge Beauchamp (ASSS)  
Martin Bellerive (IQ)  
Carl Bergeron (OPHQ)  
Yvan Bourgeois (CSST)  
Alain Comeau (MRQ)  
Jacques Damphousse (MSP)  
Jean Fournier (MTO)  
Luc Gaboriault (CNT)  
Yves Guay (SQ)  
Denis Marceau (SIQ)  
René Patry (MFA)  
Jacques Raymond (MSP)  
Anacleto Santucci (RLQ)  
Claude Trudelle (MRI)

### Mesdames :

Isabelle Fillion (OQLF)  
Carole Gaudet (MELS)  
Annie Lafrance (FADQ)  
Chantal Latour (SAA)  
Chantal Lussier (MICC)

## **1. Mot de bienvenue**

Le président souhaite la bienvenue aux membres à cette 48<sup>e</sup> rencontre de la CAR-17 et souligne certains changements au sein des membres, soit la venue de monsieur René Patry, nouveau directeur au MFA et le remplacement de madame Anne Bourassa par monsieur Carl Bergeron, nouveau représentant de la région à l'OPHQ.

## **2. Lecture et adoption de l'ordre du jour**

Le projet d'ordre du jour est accepté avec l'ajout des points suivants :

- 4.5 Forum jeunesse Centre-du-Québec (CRÉCQ);**
- 6.6 Cercle de gestion (CSPQ);**
- 6.7 Départ à la retraite (MAMROT).**

## **3. Adoption du compte rendu de la rencontre du 4 mars 2011**

Le compte rendu est adopté sans modification.

#### **4. Affaires découlant du compte rendu**

##### **4.1 Plan d'aménagement en FPFT et réussite éducative**

Le président fait part des points de suivi suivants :

- Le plan d'aménagement en FPFT est actuellement à l'étape de la mise en œuvre;
- La TRECCQ est en processus d'embauche d'une ressource en vue d'assurer la coordination des volets FPFT et Réussite éducative.

##### **4.2 Plan territorial de mobilité durable (PTMD)**

Madame Monique Boulanger (MTQ) nous informe que les comités de travail liés à ce dossier ont été mis en place et ont débuté leurs travaux. Compte tenu de la nouveauté du domaine, beaucoup de recherche d'information doit être effectuée et nécessite par le fait même beaucoup plus de temps.

##### **4.3 Occupation des territoires (renforcement du rôle des CAR)**

Monsieur Gaétan Désilets (MAMROT) fait état des derniers développements dans le cadre du dossier menant à la Stratégie gouvernementale d'occupation des territoires :

- Le document de stratégie est rédigé, et ce, en lien avec les propositions émises par les différents groupes consultés;
- La proposition de loi-cadre est presque prête et devrait être déposée, tout comme la stratégie, lors du comité exécutif de juin 2011;
- Le lancement officiel de ces documents serait prévu à l'automne.

Monsieur Désilets mentionne également que le MAMROT a récemment mis en place un comité de réflexion ayant pour mandat principal de déterminer des pistes d'action pour renforcer le rôle des Conférences administratives régionales (CAR) dans le cadre de la Stratégie gouvernementale d'occupation des territoires. Ce comité pourra ainsi formuler des propositions concrètes qui pourront notamment être intégrées à la stratégie et alimenter les travaux du comité technique sur les contrats de territoire.

##### **4.4 PRDIRT**

Monsieur Alain Simard (MRNF) fait un bref suivi de l'état d'avancement du *Plan régional de développement intégré des ressources naturelles et du territoire* (PRDIRT) :

- Le document du PRDIRT est pratiquement complété et devrait être adopté au C.A. de la CRÉCQ, prévu le 9 juin prochain;
- La prochaine étape vise à identifier les stratégies d'action à réaliser en fonction des orientations et objectifs retenus pour la période 2011-2013;
- Une entente de mise en œuvre MRNF-CRÉCQ devrait être signée à l'automne 2011 (accompagnée du plan de mise en œuvre) afin de lancer les travaux de réalisation du plan;
- Il restera donc environ 1 ½ an à l'entente pour réaliser ces actions, ce qui représente un bon défi;
- Des groupes de travail sont déjà en place et s'affairent à l'identification des actions selon différentes thématiques;
- Les rencontres et les travaux de la Commission régionale sur les ressources naturelles et le territoire (CRRNT) permettent la création d'une belle synergie, la mobilisation de l'ensemble des partenaires concernés en cette matière et la mise en commun des actions;
- Le MRNF croit d'ailleurs à la nécessité d'un partenariat avec les autres ministères et organismes pour permettre la mise en œuvre des différentes actions qui seront identifiées.

#### **4.5 Forum jeunesse Centre-du-Québec (CRÉCQ)**

Monsieur Claude-Henri Léveillé (CRÉCQ) mentionne aux membres le départ effectif de la coordonnatrice du Forum jeunesse, pour un congé maternité d'un an. Madame Julie Provencher, déjà en poste au Forum jeunesse, assumera temporairement la coordination de l'organisme. Elle sera soutenue dans cette tâche par un nouvel agent récemment embauché.

### **5. Période d'information et d'échanges**

#### **5.1 Rapport du Vérificateur général : interventions en matière de développement régional (MAMROT)**

Monsieur Gaétan Désilets (MAMROT) est invité à présenter le chapitre du Rapport du Vérificateur général du Québec portant sur les interventions en matière de développement régional, déposé à l'Assemblée nationale le 30 mars dernier. Les entités qui ont été vérifiées dans le cadre de ce rapport sont le MAMROT, en lien avec la coordination des interventions gouvernementales et leur adaptation aux besoins et aux priorités des communautés et les CRÉ, en lien avec la gestion du Fonds de développement régional (FDR).

Le Rapport adresse dix recommandations au MAMROT et cinq recommandations aux CRÉ en lien avec les constats suivants :

- Imprécisions des orientations et des attentes gouvernementales;
- Connaissance insuffisante des milieux régionaux;
- Plans quinquennaux larges et imprécis;
- Risques de conflits associés à la fonction;
- Évaluation des organismes de planification et de développement : mandat non rempli;
- Adaptation des programmes aux réalités régionales : cas peu nombreux;
- Processus d'attribution de l'aide financière à renforcer;
- Reddition de comptes incomplète.

Le MAMROT a l'obligation de réaliser un plan d'action (plan de redressement) en vue de répondre à chacune des recommandations formulées, et ce, dans un délai de six mois suivant le dépôt du Rapport. Une première version du plan de redressement est déjà élaborée, sa version finale devrait être approuvée et soumise au Vérificateur général très prochainement.

### **6. Affaires nouvelles**

#### **6.1 Agenda 21 de la Culture – Rencontres régionales et Forum national (MCCCF)**

Madame Hélène McGEE (MCCCF) est invitée à nous faire part de la démarche d'élaboration d'un Agenda 21 de la culture pour le Québec (Agenda 21C). Cette démarche, lancée en septembre 2010, figure en tête de liste des engagements qu'a pris le MCCCF dans le cadre de son *Plan d'action de développement durable 2009-2013*.

L'Agenda 21C est une démarche participative qui vise à tisser des liens entre la culture et les dimensions économique, territoriale et sociale et ainsi tracer l'avenir de la culture au Québec. Il s'agit de s'assurer du développement du secteur culturel en soi, mais aussi de la place légitime qu'il doit occuper dans toutes les politiques publiques. À terme, l'Agenda 21C sera un cadre de référence qui viendra préciser les principes à respecter et les objectifs à viser pour intégrer pleinement la culture dans le développement durable de la société québécoise.

Pour y arriver, la démarche consiste à associer l'ensemble de la société québécoise à la définition des grands paramètres d'un Agenda 21C. C'est dans cette optique que les Cafés culture et développement ont été mis sur pied. Soutenus par les directions régionales du MCCCF, ces cafés ont permis de réunir regionalement les acteurs des milieux culturel, économique, environnemental et social, de même que les citoyens intéressés par la

démarche, afin d'échanger sur le rôle et l'impact de la culture dans le développement, ainsi que sur les liens qui unissent la culture à d'autres dimensions du développement durable du Québec. Entre novembre 2010 et la mi-mai 2011, ce sont plus de 65 activités d'échanges et de dialogues culturels qui ont été réalisés dont 39 Cafés culture et développement tenus dans les régions du Québec.

C'est le 26 avril 2011, au Théâtre du Coq de Sainte-Perpétue, que s'est tenu le Café culturel et développement du Centre-du-Québec. Organisé en partenariat avec Culture Centre-du-Québec, l'événement a rassemblé une quarantaine de participants provenant majoritairement du monde de la culture (artistes, diffuseurs, représentants de la muséologie et du patrimoine) mais également des milieux jeunesse, municipaux, économiques et touristiques de la région. Des citoyens ont également participé sur place ou par le biais de Facebook ou Twitter.

Les participants ont été invités à échanger sur quatre questions thèmes, soit :

- Comment décrivez-vous la vitalité culturelle de votre région?
- Pouvez-vous donner des exemples concrets de la contribution des arts et de la culture au développement économique, social et territorial de votre région? Quel a été l'impact réel de ces initiatives à l'échelle du quartier, de la ville ou de la région?
- Quelles sont, selon vous, les conditions de succès d'une contribution accrue des arts et de la culture au développement durable de la région et du Québec?
- Quelles sont les contributions que vous (ou votre secteur) pourriez apporter afin que les arts et la culture soient davantage partie prenante du développement social, économique et territorial du Québec?

Cette rencontre fut très intéressante et les échanges très riches. Différents constats ont pu être établis et de nombreuses pistes d'actions suggérées. À cet effet, Madame McGEE remet aux membres un document résumant la démarche et les discussions tenues lors de ce Café culture et développement.

Elle nous mentionne que les dialogues culturels tenus dans l'ensemble des régions serviront de base, le 30 mai prochain, lors du Forum national *L'avenir de la culture au Québec : un engagement de tous les secteurs de la société*. Ce Forum vise la formulation de propositions et la définition des grandes orientations de cet Agenda 21C. L'adoption et le lancement officiel de l'Agenda 21 de la culture pour le Québec devrait se faire au cours de l'automne, à l'occasion des activités soulignant le 50<sup>e</sup> anniversaire du MCCCCF.

## **6.2 Consultations régionales et rencontre nationale sur l'adéquation formation – emploi (E-Q et MELS)**

Monsieur Denis Mallandain est invité à nous faire part des consultations régionales et de la rencontre nationale à venir sur l'adéquation formation-emploi.

Monsieur Mallandain nous rappelle que lors de la Rencontre économique, tenue à Lévis en janvier 2010, il est clairement ressorti que l'un des principaux défis que le Québec aura à relever dans les prochaines années sera de former une main-d'œuvre compétente apte à répondre aux besoins du marché du travail, dans un contexte de fléchissement de la courbe démographique et de concurrence accrue. À cette occasion, le premier ministre a confié aux ministres du MELS et du MESS le mandat de proposer des moyens pour :

- Améliorer l'adéquation entre l'enseignement et les besoins de main-d'œuvre des entreprises;
- Augmenter le nombre de personnes formées dans les domaines d'emploi à haute valeur ajoutée;
- Revoir l'offre de formation continue (diversité, accessibilité et flexibilité).

D'ici 2014, plus de 700 000 postes seront à pourvoir, dont 22 500 au Centre-du-Québec. Près de 75 % de ces postes à combler visent le remplacement de départs à la retraite. C'est dans ce contexte que l'adéquation entre la formation et les besoins du marché du travail devient importante.

Pour ce faire, les ministres Line Beauchamp (MELS) et Julie Boulet ont annoncé la tenue, entre avril et mai 2011, de consultations dans les 17 régions du Québec afin d'alimenter la réflexion sur le thème de l'adéquation formation-emploi et ainsi explorer différentes avenues afin que l'offre de formation réponde de façon optimale aux besoins du marché du travail dans chacune des régions.

Ces réflexions culmineront, les 13 et 14 juin prochain, dans le cadre d'une rencontre nationale qui vise à établir les pistes d'actions concrètes qui seront mises en œuvre pour améliorer l'adéquation entre la formation et les besoins du marché du travail. Cette rencontre nationale sera présidée par les ministres du MELS et du MESS et à laquelle près d'une centaine de personnes sont invitées.

C'est le 18 avril dernier que s'est tenue la consultation régionale du Centre-du-Québec, réunissant 56 personnes provenant d'organismes d'employabilité, des milieux syndical, gouvernemental, politique, de l'éducation et des affaires. Les participants devaient échanger et discuter autour de trois questions, soit :

- De quelle manière notre région pourrait-elle améliorer l'adéquation entre la formation et l'emploi afin de répondre aux besoins actuels et à l'évolution rapide du marché du travail?
- Comment notre région pourrait-elle mieux cerner les emplois à haute valeur ajoutée et favoriser l'attraction d'élèves dans ces secteurs de formation en vue d'accroître le développement économique du Québec?
- Quels modèles innovateurs de formation continue pourrions-nous développer ensemble pour répondre aux besoins des entreprises et des personnes de notre région?

Des propositions intéressantes ont émergé des discussions. Une synthèse de celles-ci a été réalisée, mais est actuellement sous embargo. Cette synthèse sera transmise aux participants ultérieurement. Les mots clés ressortis dans le cadre des discussions, sont : souplesse, flexibilité, complicité, synergie, concertation, valorisation, attraction et innovation.

Monsieur Mallandain nous présente également un portrait fort intéressant de la situation au Centre-du-Québec en matière d'emploi et de formation. Ce portrait fut projeté en continue lors de la consultation régionale afin d'alimenter la réflexion et les discussions.

### **6.3 Avant projet de loi sur l'aménagement durable du territoire et l'urbanisme (MAMROT)**

Madame Chantal Duford (MAMROT) est invitée à présenter les changements qui seront mis de l'avant par la nouvelle *Loi sur l'aménagement durable du territoire et l'urbanisme* ainsi que l'échéancier d'adoption de cette loi.

Elle rappelle que le travail de révision de la *Loi sur l'aménagement et l'urbanisme*, adoptée en 1979, est en cours depuis 2007. En décembre 2010, le ministre Laurent Lessard déposait l'avant-projet de loi et effectuait, par la suite, une tournée de quelques villes afin de recueillir les commentaires d'élus et de praticiens du domaine de l'aménagement. Une consultation générale en commission parlementaire s'est tenue du 10 au 12 mai 2011, au cours de laquelle dix-sept groupes ont été entendus. Des modifications seront apportées au projet de loi en vue de son dépôt en novembre 2011. L'adoption finale de la loi est prévue au printemps 2012.

L'avant-projet de loi prévoit spécifiquement, dans un préambule, une reconnaissance plus officielle du rôle des municipalités, des MRC et de leur participation à la préparation des futures orientations gouvernementales. La révision doit permettre de renouveler la façon dont le gouvernement collabore avec le monde municipal.

La nouvelle *Loi sur l'aménagement durable du territoire et de l'urbanisme* devrait accorder davantage de latitude aux municipalités et MRC dans les façons de faire et alléger les procédures tout en favorisant une meilleure atteinte des objectifs découlant des orientations gouvernementales. Les ministères devraient œuvrer davantage en tant qu'accompagnateurs et conseillers et délaisser le rôle de surveillant. La place accordée à la participation citoyenne et l'imputabilité des élus sera accrue.

Plusieurs types de modifications aux schémas ne seraient plus soumis à l'avis gouvernemental. Les orientations gouvernementales en matière d'aménagement du territoire seront revues et mises à jour à la lumière des préoccupations actuelles, telles les changements climatiques, l'étalement urbain et la préservation des ressources en eau. Le MAMROT prévoit la rédaction de textes épurés pour les orientations, qui pourront être adaptées selon divers types de territoire et qui seront accompagnées de guides de bonnes pratiques à l'intention des MRC et des municipalités. La révision des orientations constitue un gros chantier de travail et impliquera plusieurs ministères. Ces derniers devront produire les orientations touchant leur domaine d'affaires avec la collaboration du MAMROT. Les orientations seront revues et mises en vigueur l'une après l'autre, selon un échéancier prévu jusqu'en 2013.

#### **6.4 Plan numérique territorial – Projet pilote MRC d'Arthabaska (MAMROT)**

Madame Céline Girard (MAMROT) fait part aux membres des grandes lignes de ce projet pilote en cours dans la MRC d'Arthabaska.

Dans le cadre de la PNR 2007-2014, différents Groupes de travail ont été mis en place dont celui sur les Collectivités rurales branchées. Ce Groupe avait pour principaux mandats de définir l'offre de services Internet haute vitesse (IHV) et de téléphonie cellulaire dans les régions rurales, de définir des modèles d'appropriation et d'utilisation d'IHV et d'explorer les meilleurs moyens à prendre pour que, d'ici sept ans, tous les territoires ruraux soient couverts par IHV.

À l'été 2010, le MAMROT confiait un nouveau mandat au Groupe de travail, soit de développer un modèle d'élaboration de plans numériques territoriaux à partir de bancs d'essai, réalisés dans trois MRC rurales du Québec, et diffuser les connaissances obtenues lors de ces projets pilotes, par la réalisation d'un *Guide d'élaboration d'un plan numérique territorial* à l'intention des MRC du Québec.

Le Groupe de travail devait ainsi soutenir, d'ici le 31 mars 2011, la conception de plans numériques territoriaux au sein des trois MRC pilotes, soient les MRC d'Arthabaska, de Vaudreuil-Soulanges et du Témiscamingue. La mise en œuvre de ces projets pilotes a été confiée au CEFRIO qui détient l'expertise en cette matière. Une chargée de projet du CEFRIO fut ainsi dédiée pour chacune des MRC afin de la soutenir dans la réalisation de ce projet.

Qu'est-ce qu'un plan numérique territorial (PNT)?

- L'élaboration au sein d'un territoire de MRC d'une planification numérique qui peut s'insérer à même sa planification stratégique de développement;
- Voir comment « le numérique » peut répondre aux besoins des territoires et faciliter la mise en œuvre de priorités déjà identifiées par les milieux.

La conception et la mise en œuvre d'un PNT doivent aider les territoires ruraux à relever certains défis qui touchent notamment le maintien ou le développement de services de qualité (santé, éducation, accès IHV), la vitalité économique (emploi, tourisme, culture et patrimoine, compétitivité des entreprises, innovation), la mise en commun des connaissances et des ressources locales (cohésion sociale, développement de nouvelles compétences, production et diffusion de contenu numérique), la rétention des populations actives et le développement du pouvoir d'attraction d'un territoire.

Pour en arriver à un PNT, il faut préalablement mobiliser et sensibiliser les acteurs du milieu à l'importance du numérique, établir le mode de gouvernance de cette planification numérique (nouvelle structure ou à même la planification ou structure existante), établir le profil socioéconomique et le profil numérique du territoire (l'état du déploiement et de l'accès à IHV sur le territoire, les services et usages numériques déjà en place, les projets novateurs ayant recours aux technologies, les compétences numériques locales), et ce, dans les divers secteurs et réseaux (éducation, santé, culture, économique, communautaire, municipal, etc.).

Actuellement, la MRC d'Arthabaska travaille à l'élaboration de son profil numérique. La MRC a choisi d'intégrer cette réflexion à même sa planification stratégique et au sein de ses chantiers de travail déjà en place. Certaines priorités émergent :

- Établir une cartographie précise du déploiement et des infrastructures d'accès à IHV;
- Faciliter l'accès aux technologies (mise en place de centre d'accès communautaires pour différentes clientèles sensibles);
- Assurer la formation nécessaire à l'utilisation de ces technologies (développement d'habiletés de base et de compétences numériques);
- Favoriser le rayonnement de la MRC et développer son pouvoir d'attraction à l'aide du numérique.

Le Groupe de travail est actuellement à finaliser la réalisation du *Guide d'élaboration d'un plan numérique territorial* à l'intention des MRC. Ce dernier devrait être rendu disponible au cours du mois de juin 2011.

Toute l'information pertinente au sujet des PNT se trouve à l'adresse suivante du site web du Groupe de travail sur les collectivités rurales branchées :  
<http://www.ruralitebranchee.org/plans-numeriques-territoriaux.html>

## 6.5 Ententes spécifiques en région – État de situation

On dépose aux membres l'état de situation des ententes spécifiques en région, en date du mois de mai 2011. Le président fait part de l'évolution de certaines d'entre elles :

**Agroalimentaire :** L'addenda de prolongation 2010-2012 de cette entente est maintenant signé par l'ensemble des parties.

**Immigration :** Cette entente 2010-2012 est maintenant signée par l'ensemble des parties.

**Égalité femmes-hommes :** Les travaux de renouvellement de cette entente sont en cours.

**Réussite éducative :** Le projet de nouvelle entente 2011-2016 est actuellement en cours de validation juridique.

## 6.6 Cercles de gestion (CSPQ)

Madame Marie-Ève Landry (CSPQ) informe les membres que le Centre de leadership et de développement des compétences (CLDC) offre aux gestionnaires de la fonction publique une gamme variée d'activités pour parfaire leurs connaissances et développer leur réseau, dont notamment les

Cercles de gestion interministériels. Ces Cercles de gestion permettent aux gestionnaires de se rencontrer sur une base régulière (rencontres d'une demi-journée aux quatre à six semaines) afin d'échanger sur des problématiques et des préoccupations propres à l'exercice du métier de gestionnaire public. L'approche privilégiée par les Cercles de gestion est de type codéveloppement. Il est possible de s'y inscrire depuis le 2 mai, et ce, jusqu'au 17 juin prochain. Vous trouverez toute l'information nécessaire à l'adresse suivante : [www.cldc.cspq.gouv.qc.ca](http://www.cldc.cspq.gouv.qc.ca).

#### **6.7 Départ à la retraite (MAMROT)**

Le président fait part du départ à la retraite, le 30 juin prochain, de monsieur Normand Bélisle, conseiller au MAMROT. On souligne sa grande contribution au développement de la région au cours des 15 dernières années. Toutes et tous lui souhaitent une très belle et bonne retraite.

#### **7. Présentations lors de la prochaine rencontre**

Les présentations suivantes pourraient être prévues lors d'une prochaine rencontre de la CAR-17 :

- Monsieur Luc Couture (MAPAQ)  
Sujet : La politique bioalimentaire du Québec
- Madame Hélène McGEE (MCCCF)  
Sujet : La loi sur le patrimoine culturel et la planification stratégique du MCCCF
- Monsieur Vincent Bourassa (MDEIE)  
Sujet : Stratégie québécoise de l'entrepreneuriat
- Monsieur Gaétan Désilets (MAMROT)  
Sujet : Stratégie gouvernementale d'occupation des territoires

#### **8. Prochaines rencontres**

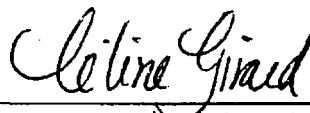
Les prochaines rencontres auront lieu les :

- Vendredi 23 septembre 2011 en avant-midi (endroit à déterminer);
- Vendredi 9 décembre 2011 en avant-midi (endroit à déterminer).

#### **9. Fin de la rencontre**

Le président remercie les membres pour leur participation. La rencontre est levée.

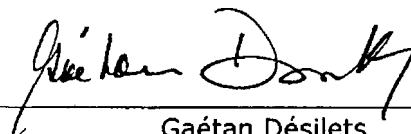
RÉDIGÉ PAR :



Céline Girard

Conseillère en développement régional

APPROUVÉ PAR :



Gaétan Désilets  
Directeur régional

COPIES : Madame Linda Morin, sous-ministre adjointe aux Territoires et Membres de la CAR-17

NOTE : Si l'on croit que le compte rendu est imprécis ou incorrect, prière d'en aviser le signataire qui effectuera les corrections qui s'imposent.

CG/jb  
2011-08-29



# Rencontre des membres de la Conférence administrative régionale du Centre-du-Québec (CAR-17)

Vendredi 23 septembre 2011, 9h00 à 12h00

Place 4213  
13, rue de L'Entente, Victoriaville  
Tél. : 819 357-4213

## Projet d'ordre du jour

1. Mot de bienvenue
2. Lecture et adoption de l'ordre du jour
3. Adoption du compte rendu de la rencontre du 27 mai 2011
4. Affaires découlant du compte rendu
  - 4.1. Occupation des territoires
  - 4.2. PRDIRT – Les projets acceptés
  - 4.3. Adéquation formation-emploi
5. Période d'information et d'échanges
  - 5.1. Donner le goût du Québec – Livre vert pour une politique bioalimentaire (MAPAQ)
  - 5.2. Gestion contractuelle en lien avec les CLD et la CRÉ (MAMROT)
6. Affaires nouvelles
  - 6.1. Décisions du CA de la CRÉCQ du 8 septembre 2011 (CRÉCQ)
  - 6.2. Consultation publique sur les forêts de proximité (MRNF)
  - 6.3. Développement des services universitaires en région (MELS)
  - 6.4. Programme d'infrastructure en entrepreneuriat collectif (MAMROT)
  - 6.5. Ententes spécifiques en région – État de situation
7. Divers
8. Présentation(s) lors de la prochaine rencontre
9. Prochaine rencontre
10. Fin de la rencontre

# Compte rendu de la CAR Centre-du-Québec

---

DATE : Vendredi le 23 septembre 2011 de 9 h à 12 h

ENDROIT : Place 4213  
13, rue de L'Entente, Victoriaville  
Téléphone : 819 357-4213

---

## **PERSONNES PRÉSENTES :**

### Messieurs :

Vincent Bourassa (MDEIE)  
Luc Couture (MAPAQ)  
Richard Dionne (MTQ)  
Yves Guay (SQ)  
Claude-Henri Léveillé (CRÉCQ)  
Alain Simard (MRNF)  
Jean Carpentier (E-Q)

### Mesdames :

Carole Gaudet (MELS)  
Sandra Shee (CSF)

### **MAMROT**

Gaétan Désilets, président  
Chantal Duford  
Dominic Duval  
Céline Girard, secrétaire

## **PERSONNES EXCUSÉES :**

### Messieurs :

Serge Arpin (MJQ)  
Serge Beauchamp (ASSS)  
Martin Bellerive (IQ)  
Carl Bergeron (OPHQ)  
Yvan Bourgeois (CSST)  
Alain Comeau (MRQ)  
Jacques Damphousse (MSP)  
Jean Fournier (MTO)  
Luc Gaboriault (CNT)  
Denis Marceau (SIQ)  
René Patry (MFA)  
Jacques Raymond (MSP)  
Anacleto Santucci (RLQ)  
Claude Trudelle (MRI)  
Luc St-Martin (MDDEP)

### Mesdames :

Isabelle Fillion (OQLF)  
Annie Lafrance (FADQ)  
Marie-Ève Landry (CSPQ)  
Chantal Latour (SAA)  
Chantal Lussier (MICC)  
Hélène McGEE (MCCCF)  
Patricia Rousseau (Services Québec)

## **1. Mot de bienvenue**

Le président souhaite la bienvenue aux membres à cette 49<sup>e</sup> rencontre de la CAR-17.

## **2. Lecture et adoption de l'ordre du jour**

Le projet d'ordre du jour est accepté avec l'ajout du point suivant :

*7.1 Nomination d'une nouvelle présidente au CSF*

## **3. Adoption du compte rendu de la rencontre du 27 mai 2011**

Le compte rendu est adopté sans modification.

#### **4. Affaires découlant du compte rendu**

##### **4.1 Occupation des territoires**

Monsieur Gaétan Désilets fait état des derniers développements dans le cadre du dossier menant à la Stratégie gouvernementale d'occupation des territoires :

- Selon le calendrier attendu, la Stratégie et un projet de loi-cadre seraient annoncés à la fin octobre;
- Une conférence de presse en présence du premier ministre pourrait être privilégiée;
- Un exercice de réflexion sur la régionalisation des activités des ministères serait souhaité dans le cadre de la Stratégie.

##### **4.2 PRDIRT – Les projets acceptés**

Ce point a été traité dans le cadre du point 6.1.

##### **4.3 Adéquation formation-emploi**

Monsieur Jean Carpentier (Emploi-Québec) et madame Carole Gaudet (MELS) nous font part de l'avancement des travaux dans le cadre du dossier de l'adéquation formation-emploi :

- Une rencontre nationale s'est tenue les 13 et 14 juin 2011, au terme de laquelle les ministres du MELS et du MESS ont annoncé 13 pistes d'action concrètes pour améliorer l'adéquation entre la formation et les besoins du marché du travail. Ces pistes d'action se retrouvent, de façon intégrale, dans le communiqué de presse émis suite à cette rencontre : <http://communiqués.gouv.qc.ca/gouvqc/communiqués/GPOF/Juin2011/14/c6000.html>;
- Suite à cette rencontre nationale, un comité directeur MELS-MESS a été mis en place afin de préciser, ajuster et actualiser les pistes d'action retenues;
- Au Centre-du-Québec, un sous-comité de travail du CRPMT a été mis sur pied des suites de la rencontre régionale du 18 avril 2011. Ce sous-comité s'est réuni pour une première fois en début septembre afin d'assurer un suivi en matière d'adéquation formation-emploi dans la région et débiter la réflexion sur les activités à entreprendre dans le cadre de ce dossier. Un compte rendu sera soumis au CRPMT pour discussion lors de sa prochaine rencontre, prévue le 27 septembre 2011.

#### **5. Période d'information et d'échanges**

##### **5.1 Donner le goût du Québec – Livre vert pour une politique bioalimentaire (MAPAQ)**

Monsieur Luc Couture (MAPAQ) est invité à nous présenter le Livre vert pour une politique bioalimentaire intitulé *Donner le goût du Québec* et débute en nous faisant part du chemin parcouru pour en arriver à cette proposition de politique.

Le rapport de la Commission sur l'avenir de l'agriculture et de l'agroalimentaire québécois (2008) soulevait deux grands constats, soit :

- Le besoin impératif de revoir l'intervention gouvernementale destinée au secteur, tant en termes budgétaires que législatif;
- La nécessité de doter le Québec d'une politique agricole et agroalimentaire renouvelée pour assurer et bâtir l'avenir.

Plusieurs priorités de travail ont été établies à la suite de ce rapport, de même que l'engagement du gouvernement à doter le Québec de sa première politique bioalimentaire.

Le Rapport Saint-Pierre sur le soutien financier à l'agriculture, le Rapport Ouimet sur la protection du territoire agricole et le développement régional, de

même que divers groupes de discussion ont permis de poursuivre la réflexion avec le milieu en ce sens et en arriver à l'élaboration d'un document de consultation prenant la forme du présent Livre vert.

Ce dernier contient un projet de politique bioalimentaire, une proposition de mécanisme de mise en œuvre qui inclut l'adoption d'un projet de loi sur le cadre de développement du secteur. Le Livre vert est complété par 16 questions ciblées visant à alimenter et guider la réflexion sur les éléments de la politique et les moyens à privilégier pour en assurer la mise en œuvre.

Le gouvernement soumet donc sa proposition de politique bioalimentaire à une consultation en commission parlementaire et ouvrira la voie au processus de dépôt d'un projet de loi établissant le cadre de développement du secteur bioalimentaire pour les 15 ou 20 prochaines années.

L'objectif poursuivi par le projet de politique est de définir les orientations qui guideront les interventions gouvernementales au cours des prochaines années, à partir d'une lecture prospective des enjeux et d'une vision du secteur à l'horizon de 2030. Il vise également à réaffirmer le caractère stratégique du secteur, donner une nouvelle impulsion à son développement et optimiser les retombées des interventions publiques lui étant dédiées.

Le projet de politique bioalimentaire contient une vision d'avenir, trois orientations, neuf objectifs auxquels sont associés des champs d'interventions prioritaires.

La vision propose un changement de culture qui invite à se mobiliser pour *Donner le goût du Québec*, faire du bioalimentaire québécois un secteur reconnu pour ses produits distinctifs et de qualité, et pour sa contribution importante à l'épanouissement de nos régions et à l'essor de notre économie, le tout dans un esprit de développement durable.

Les trois grandes orientations et les neuf objectifs du projet de politiques sont les suivants :

**PREMIÈRE ORIENTATION : Distinguer nos produits alimentaires**

- Objectif 1 : Identifier et mettre en valeur les caractéristiques distinctives des produits québécois
- Objectif 2 : Soutenir une offre de produits sains et sécuritaires
- Objectif 3 : Promouvoir les produits québécois sur les marchés

**DEUXIÈME ORIENTATION : Renforcer notre capacité concurrentielle**

- Objectif 1 : Miser sur les entreprises rentables et efficaces
- Objectif 2 : Bâtir une dynamique de développement fondée sur des filières compétitives
- Objectif 3 : Favoriser la diversification de l'offre de produits mettant en valeur le potentiel bioalimentaire régional

**TROISIÈME ORIENTATION : Valoriser l'environnement et le territoire**

- Objectif 1 : Assurer un développement respectant l'environnement
- Objectif 2 : Contribuer à la production de bénéfices environnementaux
- Objectif 3 : Valoriser l'occupation dynamique du territoire

Pour sa part, le projet de loi permettra de formaliser l'existence de la politique et d'accompagner celle-ci d'un outil financier d'appui à sa mise en œuvre. Il proposera également un volet pour adapter la législation existante.

**LES ÉTAPES À VENIR :**

Suite au dépôt du Livre vert en juin 2011, ce dernier sera soumis à une consultation en commission parlementaire au cours de l'automne 2011. Suivra le dépôt du projet de loi à l'automne 2011 ou au printemps 2012. L'adoption de cette première politique bioalimentaire est prévue dans l'année suivant l'adoption de la loi.

## 5.2 Gestion contractuelle en lien avec les CLD et la CRÉ (MAMROT)

Monsieur Dominic Duval, conseiller en gestion municipale au MAMROT, est invité à présenter les nouvelles obligations des organismes municipaux, des CLD et des CRÉ en matière de gestion contractuelle, d'éthique et de déontologie.

À la suite d'allégations concernant l'octroi de certains contrats par des municipalités, le MAMROT a élaboré et publié un *Plan d'intervention relatif à l'octroi des contrats d'organismes municipaux* prévoyant le dépôt de projets de loi afin de resserrer les règles pour l'octroi de contrats municipaux, de renforcer les pouvoirs de vérification du MAMROT et d'assurer une plus grande transparence et une meilleure gestion relative aux contrats des organismes municipaux. La mise en œuvre de ce plan a cours depuis 2010 et est prévu être complété à la fin de 2012.

Monsieur Duval nous mentionne, par ailleurs, que les municipalités sont assujetties depuis longtemps au régime général d'adjudication des contrats municipaux et remet aux membres un tableau récapitulatif à cet effet. Les CLD et les CRÉ seront désormais assujetties à ces mêmes règles et obligations.

Voici, en résumé, les nouvelles dispositions législatives relatives à la gestion contractuelle et à l'éthique municipale applicables aux organismes municipaux, aux CLD et aux CRÉ :

### GESTION CONTRACTUELLE

- Adoption d'une politique de gestion contractuelle :
  - par les organismes municipaux (au plus tard le 1<sup>er</sup> janvier 2011);
  - par les CLD et les CRÉ (au plus tard le 2 décembre 2011);
- Publication de cette politique de gestion contractuelle sur Internet;
- Obligation d'établir une estimation du prix pour tout contrat de 100 000 \$ ou plus;
- Interdiction de divulguer, avant l'ouverture des soumissions, tout renseignement permettant de connaître le nombre ou l'identité des intéressés ou soumissionnaires;
- Interdiction de modifier un contrat accordé;
- Obligation de publier dans le Système électronique d'appel d'offres (SEAO) une liste des contrats de 25 000 \$ et plus;
- Obligation d'avoir une mention concernant la publication de la liste des contrats dans le SEAO et d'avoir un hyperlien vers le SEAO dans le site WEB de l'organisme municipal, du CLD ou de la CRÉ.

### ÉTHIQUE ET DÉONTOLOGIE

- Adoption d'un code d'éthique et de déontologie pour tous les membres du conseil de la municipalité (au plus tard le 2 décembre 2011).  
\*\* Les CLD et les CRÉ n'ont pas à adopter un tel code, les élus étant régis par le code d'éthique de leur propre municipalité.\*\*
- Participation obligatoire à une formation sur l'éthique et la déontologie en matière municipale pour tous les élus (d'ici le 2 juin 2012).

## 6. Affaires nouvelles

### 6.1 Décisions du CA de la CRÉCQ du 8 septembre 2011 (CRÉCQ)

Monsieur Claude-Henri Léveillé (CRÉCQ) nous communique les décisions prises lors du conseil d'administration de la CRÉCQ du 8 septembre 2011. Voici brièvement ces décisions :

- Renouvellement de l'an 2 de l'Entente spécifique sur le « Développement social » (Répertoire Sécurité alimentaire, Portrait logement social, 10<sup>e</sup> anniversaire des CRDS);

- Renouvellement de l'an 4 de l'Entente spécifique « Aînés » (Portrait aînés, détresse psychologique, proche aidant);
- Renouvellement de l'entente avec le Carrefour Québec International;
- Bonification à venir de l'Entente spécifique sur le « Développement de l'offre touristique » (le MTO met à la disposition de la région une somme supplémentaire de 150 K\$, la CRÉCQ 50 K\$)
- Adoption d'une politique d'égalité à la CRÉCQ, invitant par la suite les autres organismes de la région à adopter une telle politique;
- Dépôt des recommandations de la CRRNT concernant la liste des intentions de projets retenus dans le cadre de la mise en œuvre du PRDIRT 2011-2013 (31 projets ont été déposés desquels 14 intentions de projets ont été retenus pour un montant de 954 366 \$).

## 6.2 Consultation publique sur les forêts de proximité (MRNF)

Monsieur Alain Simard (MRNF) est invité à nous faire part des consultations publiques en cours portant sur les orientations relatives à la sélection, à la création et à la gestion des forêts de proximité.

Cette tournée de consultations se tient du 6 septembre au 11 novembre 2011 et s'est arrêtée à Victoriaville le 15 septembre dernier. L'ensemble de la documentation et de l'information relatives à cette consultation sont disponibles à l'adresse suivante :

[www.consultation-forets-proximite.mrnf.gouv.qc.ca](http://www.consultation-forets-proximite.mrnf.gouv.qc.ca).

La création des forêts de proximité est l'un des éléments majeurs du nouveau régime forestier. Elle a pour but de favoriser le développement socioéconomique des communautés locales et autochtones par la délégation de la gestion du territoire et de certaines ressources à ces communautés. La gestion de ces forêts de proximité donnera aux communautés un pouvoir de décision et des responsabilités concernant la mise en valeur d'un territoire et de certaines de ses ressources. Les forêts de proximité permettront également de développer une expertise dans ce domaine et de procurer à ces communautés une part directe des bénéfices socioéconomiques découlant des activités de ces forêts.

Les délégataires de gestion d'une forêt de proximité peuvent être une municipalité locale, une MRC ou une communauté autochtone. Le délégataire peut toutefois s'adjoindre des partenaires pour la gestion de sa forêt de proximité.

Le délégataire d'une forêt de proximité obtient la gestion d'un territoire public et de certaines de ses ressources (principalement forestières, fauniques et foncières). Il a le droit de tirer un profit des activités de gestion de la forêt de proximité et doit l'utiliser pour le bien-être de la communauté. Il ne peut toutefois devenir propriétaire du territoire et des ressources dont la gestion lui a été confiée.

Suite à la tournée de consultations, le MRNF prévoit rédiger et rendre publique la politique sur les forêts de proximité. Au printemps 2012, un appel de projets sera lancé en vue de l'implantation de 10 à 15 forêts de proximité dans l'ensemble du Québec. La sélection des projets devrait se faire à l'automne 2012, pour une mise en application au 1<sup>er</sup> avril 2013. Outre la sélection de ces nouvelles forêts de proximité, le MRNF déléguera la gestion d'une forêt de proximité aux actuels bénéficiaires de contrats d'aménagement forestier (CtAF), de conventions de gestion territoriale (CGT) et de conventions d'aménagement forestier (CvAF).

Au Centre-du-Québec, on compte trois possibilités de forêts de proximité, soit à Saints-Martyrs-Canadiens, dans la MRC de L'Érable (CGT) et dans la MRC de Bécancour (CGT). Une proposition serait déposée par la MRC de L'Érable, en partenariat avec la MRC de Bécancour (territoire contigu), principalement en ce qui a trait à la gestion faunique.

### 6.3 Développement des services universitaires en région (MELS)

Madame Carole Gaudet (MELS) est invitée à nous faire un bref état de situation quant au développement des services universitaires au Centre-du-Québec, la région démontrant depuis longtemps sa volonté à améliorer et bonifier l'offre de services universitaires sur son territoire.

- La Ville de Victoriaville a conclu, le 7 septembre 2011, un partenariat avec l'Université de Sherbrooke (UdeS) afin de proposer des activités de formation continue ou initiale ainsi que des projets en matière de recherche et de transfert de connaissances et de compétences. Les partenaires souhaitent également faciliter l'accueil de stagiaires dans les entreprises et les institutions régionales et déployer une antenne locale de l'Université du troisième âge.
- De son côté, la Ville de Drummondville a reçu, en novembre 2010, l'appui officiel de l'Université du Québec à Trois-Rivières (UQTR) pour examiner la faisabilité financière d'un projet de construction d'un campus offrant des services universitaires à la population de Drummondville et de l'ensemble du Centre-du-Québec. Les démarches vont d'ailleurs bon train en ce sens.
- Lors de son dernier conseil d'administration, la CRÉCQ a adopté une résolution appuyant les différentes démarches visant à bonifier l'offre universitaire sur le territoire du Centre-du-Québec auprès du MELS. Elle appuie ainsi les démarches initiées par Drummondville et son campus universitaire avec l'UQTR et par Victoriaville et son projet d'offre de formation universitaire avec l'UdeS, conditionnellement à ce que ces démarches se fassent dans un souci de complémentarité pour bien desservir la région en matière de services universitaires.

### 6.4 Programme d'infrastructures en entrepreneuriat collectif (MAMROT)

Madame Céline Girard (MAMROT) fait part aux membres des grandes lignes du nouveau *Programme d'infrastructures en entrepreneuriat collectif* (PIEC) 2011-2014. Ce programme est doté d'une enveloppe totale de 10 M\$. Il vise à appuyer les entreprises d'économie sociale dans la mise en œuvre de projets de réfection, d'agrandissement, de construction ou d'acquisition d'infrastructures à vocation commerciale ou industrielle afin de :

- favoriser le développement des entreprises d'économie sociale;
- contribuer à la vitalité socioéconomique des territoires;
- favoriser la préservation et la valorisation de la qualité de l'environnement.

Pour être soutenue, l'entreprise d'économie sociale doit être reconnue par le Comité régional en économie sociale (CRÉS). L'analyse des projets se fait en région par la direction régionale du MAMROT. Pour compléter son analyse, cette dernière procède à une demande d'avis auprès du CRÉS ainsi qu'une demande d'avis sectoriel auprès du ou des ministères dont le projet est en lien avec sa mission.

Pour procéder à l'approbation des projets, un comité régional pourrait être mis en place, composé du MDEIE, d'Investissement-Québec, d'Emploi-Québec, du CRÉS, du MAMROT et, au besoin, du ministère sectoriel concerné. Ce comité pourrait être officiellement formé suite à la réception d'un premier dossier.

La direction régionale est actuellement en attente d'une position du ministère concernant le cheminement décisionnel exact des projets et la répartition d'une potentielle enveloppe régionale.

### 6.5 Ententes spécifiques en région – État de situation

On dépose aux membres l'état de situation des ententes spécifiques en région, en date du mois de septembre 2011. Le président fait part de l'évolution de certaines d'entre elles :

**Réussite éducative :** Le projet de nouvelle entente 2011-2016 est actuellement en processus de signature ministérielle.

**Égalité femmes-hommes :** Les travaux de renouvellement de cette entente d'une durée de quatre ans (2011-2015) sont en cours. Un modèle d'entente, validé juridiquement, sera rendu disponible prochainement.

**Régionalisation loisir et sport :** Cette nouvelle entente, faisant l'objet d'un projet-pilote, est en cours d'élaboration. L'URLSCQ, la CRECQ, le MELS-SLS et le MAMROT sont les partenaires actuels à l'entente.

## **7. Divers**

### **7.1 Nomination d'une nouvelle présidente au CSF**

Madame Sandra Shee (CSF) nous informe du départ de la présidente du CSF, madame Christiane Pelchat. Elle fut nommée au poste de déléguée générale du Québec au Mexique le 3 août 2011. Sa successeure à la présidence du CSF, madame Julie Miville-Dechêne, est en fonction depuis le 15 août dernier.

## **8. Présentations lors de la prochaine rencontre**

Les présentations suivantes pourraient être prévues lors d'une prochaine rencontre de la CAR-17 :

- Monsieur Vincent Bourassa (MDEIE)  
Sujet : Stratégie québécoise de l'entrepreneuriat
- Monsieur Gaétan Désilets (MAMROT)  
Sujet : Stratégie gouvernementale d'occupation des territoires
- Madame Hélène McGEE (MCCCF)  
Sujet : La loi sur le patrimoine culturel et la planification stratégique du MCCCF

## **9. Prochaines rencontres**

Les prochaines rencontres auront lieu les :

- Vendredi 9 décembre 2011 en avant-midi (endroit à déterminer);
- Vendredi 30 mars 2012 en avant-midi (endroit à déterminer).

## **10. Fin de la rencontre**

Le président remercie les membres pour leur participation. La rencontre est levée.

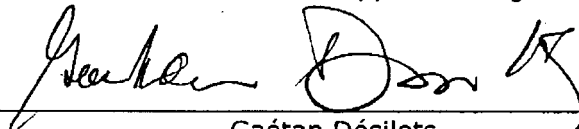
RÉDIGÉ PAR :



Céline Girard

Conseillère en développement régional

APPROUVÉ PAR :



Gaétan Désilets  
Directeur régional

COPIES : Madame Linda Morin, sous-ministre adjointe aux Territoires et Membres de la CAR-17

NOTE : Si l'on croit que le compte rendu est imprécis ou incorrect, prière d'en aviser le signataire qui effectuera les corrections qui s'imposent.

CG/jb  
2011-11-14



# Rencontre des membres de la Conférence administrative régionale du Centre-du-Québec (CAR-17)

Vendredi 9 décembre 2011, 9h00 à 12h00

Hôtel Universel – Best Western  
Salle Palace 4  
915, rue Hains, Drummondville  
Tél. : 819 474-6835

## Projet d'ordre du jour

1. Mot de bienvenue
2. Lecture et adoption de l'ordre du jour
3. Adoption du compte rendu de la rencontre du 23 septembre 2011
4. Affaires découlant du compte rendu
  - 4.1. PIEC – Comité d'analyse et d'approbation
5. Période d'information et d'échanges
  - 5.1. Offre de service de la Direction des services en région du CSPQ
  - 5.2. Stratégie québécoise d'économie d'eau potable (MAMROT)
  - 5.3. Stratégie pour assurer l'occupation et la vitalité des territoires 2011-2016 (MAMROT)
6. Affaires nouvelles
  - 6.1. Décisions du CA de la CRÉCQ du 8 décembre 2011 (CRÉCQ)
  - 6.2. Ententes spécifiques en région – État de situation
7. Divers
8. Présentation(s) lors de la prochaine rencontre
9. Prochaine rencontre
10. Fin de la rencontre

**Liste des présences  
CAR-17 du 9 décembre 2011**

- Monsieur Karl Ancil (MDEIE) *en remplacement de Vincent Bourassa*
- Monsieur Bertrand Blanchette (Services Québec) *en remplacement de Patricia Rousseau*
- Madame Valérie Boudreault (SAA)
- Monsieur Luc Couture (MAPAQ)
- Madame Annie Lafrance (FADQ)
- Madame Marie-Ève Landry (CSPQ)
- Monsieur Claude-Henri Léveillé (CRÉCQ)
- Madame Hélène McGEE (MCCCCF)
- Madame Denise Picard (E-Q)
- Monsieur Alain Simard (MRNF)

**MAMROT**

- Monsieur Gaétan Désilets, président de la CAR-17
- Madame Céline Girard, secrétaire de la CAR-17
- Madame Chantal Duford
- Monsieur Dominic Duval
- Monsieur Jasmin Laferrière

# Rencontre des membres de la Conférence administrative régionale du Centre-du-Québec (CAR-17)

Jeudi 8 mars 2012, 9 h 30 à 12 h 00

Hôtel & Suites Le Dauphin  
Salle Lions  
600, boul. St-Joseph, Drummondville  
Tél. : 819 478-4141

## Projet d'ordre du jour

1. Mot de bienvenue du président de la CAR-17
2. Stratégie pour assurer l'occupation et la vitalité des territoires 2011-2016
  - 2.1. Mot de la sous-ministre adjointe aux territoires, madame Linda Morin
  - 2.2. Exposé de la Stratégie par le ministre responsable de la région, monsieur Laurent Lessard
  - 2.3. Période d'échanges et de discussions avec les membres de la CAR-17
3. Autres sujets
4. Prochaine rencontre
5. Fin de la rencontre

**Liste des présences  
CAR-17 du 8 mars 2012**

- Madame Hélène Boisvert (MSP) *en remplacement de Sébastien Doire*
- Monsieur Vincent Bourassa (MDEIE)
- Madame Micheline Bowen (CSF) *en remplacement de Sandra Shee*
- Monsieur Jean Douville (MTQ) *en remplacement de Richard Dionne*
- Madame Carole Gaudet (MELS)
- Monsieur Yves Guay (SQ)
- Madame Céline Guimond (MRNF) *en remplacement d'Alain Simard*
- Madame Marie-Ève Landry (CSPQ)
- Monsieur Claude-Henri Léveillé (CRÉCQ)
- Madame Hélène McGEE (MCCCF)
- Madame Denise Picard (E-Q)
- Madame Patricia Rousseau (Services Québec)
- Monsieur Mario Roy (MAPAQ) *en remplacement de Luc Couture*
  
- Monsieur John MacKay (PDG SHQ)
- Madame Maude Séguin-Larouche (SHQ)
- Madame Francine Cloutier (SHQ)

**MAMROT**

- Monsieur Laurent Lessard, ministre responsable de la région
- Madame Linda Morin, sous-ministre adjointe aux territoires
- Monsieur Alain Faucher, attaché politique du ministre
- Monsieur Gaétan Désilets, président de la CAR-17
- Madame Céline Girard, secrétaire de la CAR-17